RÈGLEMENT FÉDÉRAL

LIVRE B

VOETBAL VLAANDEREN

acff
association des clubs francophones de football

Pro League

TITRE 1
CADRE
REGLEMENTAIRE



VOETBAL
VLAANDEREN

acff
association des clubs francophones de football

Pro
League

TABLE DES MATIÈRES

1 Dispositions introductives 3

2 Définitions 4

3 Dispositions générales 10

3.1 Interprétation exécutoire 10

3.2 Modifications au règlement 10

3.2.1 Général 10

3.2.2 Modifications inspirées par des autorités ou des instances (supérieures) 11

3.3 Engagements 11

3.4 Clause d'arbitrage 13

3.4.1 Arbitrage au sein de la fédération 13

3.4.2 Arbitrage par la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport 13

3.5 Langue 14

3.6 Sexe 14

3.7 Jours et délais 14

3.8 Opérations administratives et communications 15

3.9 Nullité et déchéance 15

3.10 Organe officiel 16

3.11 Données personnelles et archives 16

3.12 Droits de propriété intellectuelle 16

4 Dispositions financières 16

4.1 Généralités 16

4.2 Calcul des montants 17

4.2.1 Indexation 17

4.2.2 Frais de déplacement 17

4.2.3 Indemnité de séance 18

4.2.4 Indemnité de vérification 18

4.2.5 Rapport 19

5 Dettes fédérales 19

5.1 Rappel et suspension d'activités sportives 19

5.1.1 Rappel 19

5.1.2 Mise en instance de suspension d'activités sportives: 19

5.1.3 suspension d'activités sportives: 19

5.1.4 Interdiction de reprise 20

5.2 Radiation 20

5.2.1 Décision de radiation 21

5.2.2 Conséquences de la radiation 21

5.2.3 Conséquences pour les dirigeants responsables 21

5.2.4 Conséquences pour les autres membres affiliés affectés 21

1 DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

Article B1.1
L'URBSFA et ses composantes sont régies par leurs statuts, l'affiliation de l'URBSFA auprès de la FIFA et de l'UEFA, le Code éthique de l'URBSFA, ainsi que par le règlement fédéral.

Les dispositions du règlement fédéral complètent les statuts et le Code éthique de l'URBSFA et fixent des règles détaillées sur l'organisation, le fonctionnement et les activités de l'URBSFA et de ses composantes, en ce y compris les droits et obligations de leurs membres acceptés sur la base de leur qualité de membre.

Article B1.2
Le règlement fédéral comprend tous les règlements ou dispositions réglementaires qui sont classés comme suit:

- Livre B: portant sur les dispositions qui émanent communément de et qui ont trait à l'URBSFA et ses composantes, parmi lesquelles la Pro League, l'ACFF et Voetbal Vlaanderen, sans préjudice de la possibilité d'y inclure également des dispositions qui ne s'appliquent qu'à une ou certaines composantes.
  Sauf disposition contraire, le Livre B s'applique entièrement au football professionnel, à l'ACFF et à Voetbal Vlaanderen. Les dispositions du Livre B qui concernent uniquement l'ACFF ne sont valables qu'en français et celles qui concernent uniquement Voetbal Vlaanderen ne sont valables qu'en néerlandais. Lorsqu'une traduction dans l'autre langue est fournie, elle n'a qu'une valeur indicative.
- Livre P: portant sur les dispositions ayant trait au football professionnel.
- Livre A: portant sur les dispositions ayant trait au football amateur relevant de la responsabilité de l'ACFF.
- Livre V: portant sur les dispositions ayant trait au football amateur relevant de la responsabilité de Voetbal Vlaanderen.
- Livre F: portant sur les dispositions ayant trait au futsal.
- Livre M: portant sur les dispositions ayant trait au mini-foot.
- Les annexes font intégralement partie du règlement fédéral.
- Les Lois du Jeu promulguées par l'IFAB et pour le mini-foot par le WMF.

Les Livres peuvent contenir des références aux autres Livres ou à d'autres réglementations.

Les Livres peuvent être classés ou subdivisés en titres, sous-règlements ou toute autre classification utile.

Le Livre B se compose comme suit:

1. Cadre réglementaire
2. Organisation de la Fédération
3. Clubs
4. Joueurs
5. Officiels et affiliés non-joueurs

6. Matches
7. Compétitions
8. Intermédiaires
9. Spectateurs
10. Dopage
11. Litiges et procédures

Article B1.3
Afin d'accroître la transparence du règlement fédéral, les symboles suivants peuvent être utilisés dans ses dispositions:

 pour les dispositions de nature informative
 pour les dispositions ayant trait au maintien de l'ordre
 pour les dispositions ayant des conséquences financières
 pour les dispositions qui résultent directement de la réglementation FIFA
 pour les dispositions ayant trait au football professionnel
 pour les dispositions ayant trait au football amateur - Voetbal Vlaanderen
 pour les dispositions ayant trait au football amateur - ACFF

Ces mentions n'affectent pas le caractère contraignant et obligatoire de toute disposition du règlement fédéral et ne créent pas de hiérarchie entre les dispositions, à l'exception toutefois des dispositions qui sont de nature informative.

Article B1.4
La nullité d'une disposition du règlement fédéral, le cas échéant constatée pour des raisons de conflit avec des dispositions impératives ou d'ordre public ou des principes généraux du droit, n'entraîne pas la nullité du règlement fédéral lui-même ni des autres dispositions de l'article en question.

Article B1.5
L'administration fédérale et les instances fédérales appliquent le règlement de bonne foi et selon l'intention recherchée.

2 DÉFINITIONS

Article B1.6
Dans ce règlement, il est entendu par:
1° **affilié:** la personne physique qui s'est affiliée auprès de la fédération;

2° **forfait général**: un forfait déclaré pour tous les matches de championnat (restants) par une équipe inscrite dans un championnat;

3° **amateur:** joueur sans contrat ou avec un contrat qui n'est pas soumis à la loi du 24 février 1978 sur les sportifs rémunérés;

4° **sportif rémunéré:** joueur avec un contrat qui est soumis à la loi du 24 février 1978 sur les sportifs rémunérés;

5° **fédération:** l'URBSFA et ses composantes dans toutes leurs compositions;

6° **action fédérale:** une requête initiée par le parquet;

7° **administration fédérale:** l'administration de l'URBSFA;

8° **organe fédéral:** canal de communication officiel de la fédération;

9° **greffe fédéral:** un service administratif de l'URBSFA, qui fait office de point de contact central et de transmission pour les secrétariats des différentes instances de l'URBSFA. Les ailes ont chacune leur propre greffe

10° **instance fédérale:** une instance dotée de pouvoirs administratifs, réglementaires ou disciplinaires/juridiques tels que définis dans le règlement fédéral;

11° **parquet UB**: le parquet de l'URBSFA;

12° **dettes fédérales**:
   a) toutes les dettes des clubs et affiliés envers l'URBSFA et/ou ses ailes, la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport, le Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif, l'UEFA et la FIFA;
   b) toutes les dettes au paiement desquelles les clubs et les affiliés sont condamnés par décision coulée en force de chose jugée d'une instance fédérale ou de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport ou le Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif statuant en degré d'appel contre une instance fédérale, y compris des condamnations à l'égard de tiers;
   c) les sommes octroyées par décision coulée en force de chose jugée d'un tribunal civil ou d'un organe d'arbitrage externe, laquelle a été notifiée, de même que les pièces, officiellement à l'URBSFA ou aux ailes (par lettre recommandée ou exploit d'huissier de justice):
      - aux clubs et affiliés, découlant de l'activité sportive exercée par l'affilié,
      - aux Intermédiaires;

13° **club:** une association de fait, une personne morale, ou une entité composée de plusieurs personnes morales exerçant des activités coordonnées, dont l'objet est de pratiquer une discipline footballistique sous sa propre identité sportive.

Dans le cas d'une entité composée de plusieurs personnes morales, la personne morale qui demande et/ou acquiert la qualité de membre est réputée représenter et engager les autres personnes morales au sein de l'entité.

Si, dans ce règlement, il est fait référence à une division nationale ou supérieure, seuls les clubs du football masculin sont visés. Si les clubs sont dédiés au football féminin, il en est

fait mention spécifiquement. La référence aux divisions provinciales ou inférieures s'applique aux clubs du football masculin et féminin.

14° **compétition:** l'ensemble des matches officiels joués en championnat, au tour final, en play-offs ou en coupe;

Types de matches officiels	**Y compris:**
Matches de championnat: matches faisant partie d'une série où, à l'exception de ceux qui ne se jouent pas à 11/11 en football en prairie, un classement est établi.	**Matches de barrage**: a) des matches pour classer deux équipes de la même division ou série qui terminent à égalité au classement final (après épuisement de tous les critères); b) des matches visant à désigner un champion général, joués en un seul match ou en aller-retour, sont considérés comme des matches de barrage.
Matches d'un tour final: des matches d'une mini-compétition entre plusieurs équipes de différentes divisions ou séries afin de désigner un (des) montant(s) ou un (des) descendant(s).	**Matches d'un tour qualificatif**: des matches entre équipes de différentes divisions ou séries, disputés avant le tour final, ce pour identifier les participants au tour final.
Play-offs: des matches joués à l'issue des matches de championnat classiques, sur base de laquelle: a) un champion est désigné ou un classement final est établi; et/ou b) les participants à des coupes européennes sont désignés; et/ou c) un descendant est désigné.	**Matches de finale**: matches aller-retour entre des vainqueurs de période, sur base de laquelle un champion et un montant sont désignés.
Matches de coupe: des matches faisant partie d'une série où, sauf exceptions reprises contraires dans les règlements, le gagnant se qualifie pour le tour suivant et le perdant est directement éliminé. La dernière équipe restante sera désignée comme le vainqueur de la coupe.	

15° **fusion:** l'acte par lequel deux ou plusieurs clubs rassemblent leur patrimoine pour former un seul club;

16° **forfait:** la décision d'un club de s'abstenir de participer à un match ou une circonstance équivalente;

17° **composantes:** les composantes suivantes font partie de l'URBSFA:
a) le football professionnel, où les clubs issus du football professionnel se sont associés au sein d'un groupement d'intérêt, la Pro League;
b) le football amateur qui se compose de l'aile flamande Voetbal Vlaanderen.
c) le football amateur qui se compose de l'aile francophone ACFF.

Une aile peut être subdivisée en "clusters" dans lesquels, au-delà des frontières provinciales, certaines organisations ou activités sont regroupées;

VV Des entités peuvent être créées au sein de Voetbal Vlaanderen. Il s'agit de regroupements de clubs proposant un programme compétitif ou récréatif dans la même

discipline. Des noyaux peuvent également être créés au sein de Voetbal Vlaanderen. Il s'agit de regroupements de clubs qui sont affiliés à une entité sous un numéro de matricule et qui organisent des activités footballistiques, soit pour compte propre, soit pour un autre compte; les clubs au sein de ces noyaux possèdent leur propre numéro de matricule et peuvent également être actifs dans d'autres disciplines et/ou entités;

Voetbal Vlaanderen est également reconnue comme une fédération du sport élite.

18° **frais communs:** les frais de déplacement moyens des équipes évoluant dans une même division, déterminés sur la base d'un principe de solidarité;

19° **correspondant qualifié**: l'affilié mandaté par le club qui est habilité à représenter et à engager le club et ses affiliés vis-à-vis de la fédération et vice-versa;

20° **match rejoué**: un match qui, suite à une décision de l'instance compétente, est rejoué après que le match initial ait été joué complètement ou qu'il ait été arrêté par l'arbitre pour une raison quelconque;

21° **IFAB**: International Football Association Board de la FIFA;

22° **divisions interprovinciales ou régionales**: des séries composées d'équipes de différentes provinces, mais appartenant à la même aile;

23° **matches des jeunes**: matches des équipes jusque et y compris les U21;

24° **mineur (d'âge)**: une personne qui n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans;

25° **divisions nationales**: des séries composées d'équipes premières de différentes provinces et faisant partie d'ailes différentes;

26° **officiel**: toute personne, à l'exception d'un joueur, qui occupe une fonction ou exerce une activité en rapport avec le football organisé par ou sous la responsabilité de l'URBSFA, y compris ses ailes et clubs, et qui est classée dans l'une des catégories ci-dessous:

a) **officiel de la fédération**: la personne qui, autrement qu'en qualité de collaborateur, a été désignée comme membre d'une des instances ou d'un des organes de la fédération.

Par exemple: les membres du Conseil d'Administration, les membres des organes disciplinaires, les observateurs d'arbitres.

b) **officiel de match**: la personne qui officie en tant qu'arbitre, assistant-arbitre, quatrième arbitre ou toute autre personne désignée par la fédération pour assumer une responsabilité en relation avec l'arbitrage du match.

Par exemple: le match delegate, le chronométreur en futsal.

c) **officiel d'équipe**: la personne qui a une responsabilité au nom d'une équipe et qui est mentionnée sur la feuille de match, à l'exception des joueurs et des remplaçants.


Par exemple: le délégué d'équipe, le staff technique (entraîneur), le staff médical.

d) **officiel de terrain**: la personne qui a une responsabilité dans l'organisation des matches joués sur les terrains du club visité.


Par exemple: le délégué au terrain, le commissaire au terrain.

27° **fonction officielle au terrain:** la fonction de délégué au terrain, délégué de l'équipe visiteuse et commissaire au terrain.

28° **cession de patrimoine**: l'acte par lequel un club cède son patrimoine ainsi que son numéro de matricule à une autre personne morale ou association de fait;

29° **divisions provinciales**: des séries composées d'équipes premières de clubs de la même province;


Les divisions provinciales sont aussi appelées "divisions inférieures". Les divisions qui transcendent le niveau provincial (les divisions interprovinciales ou régionales et nationales) sont appelées "divisions supérieures".

30° **série**: un certain nombre d'équipes qui jouent les unes contre les autres dans la même compétition;

31° **lois du jeu du football**: les lois du jeu prescrites par l'IFAB et approuvées par la FIFA, mises à disposition dans une version traduite pour chaque nouvelle saison;

32° **rétribution**: une contribution financière à la fédération qui est prélevée d'office pour une prestation administrative;

33° **association d'équipes d'âge**: l'acte par lequel deux ou plusieurs clubs décident de pratiquer en commun une politique de jeunes jusque et y compris les U21;

34° **arbitre**: l'arbitre, l'assistant-arbitre ou le quatrième arbitre;

En ce qui concerne le futsal, le terme "arbitre" désigne tant le premier, le deuxième ou le troisième arbitre que le chronométreur, sauf indication contraire.

35° **sections**: divisions au sein d'un club:
a) jouant dans différentes disciplines de football, ou
b) font une distinction entre les équipes masculines et féminines;

36° **matches seniors**: matches des équipes premières et réserves;

37° **dirigeants responsables**: les membres de l'organe de direction d'un club qui sont personnellement responsables des dettes du club (ceux-ci étaient également appelés titulaires de la carte bleue);

38° **vétéran**: un joueur de 35 ans ou plus

39° **aile**: le football amateur comprend deux ailes (voir également “composantes”):
a) ACFF
b) Voetbal Vlaanderen

40° **discipline footballistique**: le football en prairie, le futsal ou le minifoot. Au sein de chaque discipline, il peut y avoir une offre compétitive et une offre récréative:

Football compétitif	Football professionnel	URBSFA
	Football amateur national et régional	URBSFA, ACFF et Voetbal Vlaanderen
	Football amateur provincial	ACFF et Voetbal Vlaanderen
Football récréatif	Football récréatif	Voetbal Vlaanderen
	Compétitions des noyaux	Voetbal Vlaanderen

41° **saison footballistique (ou saison):** la période qui commence le 1er juillet et qui se termine le 30 juin (disposition transitoire saison 2019-2020: le 30 juin devient le 2 août et disposition transitoire saison 2020-2021: le début de la saison est fixé au 3 août).

42° **matches amicaux:** tous les matches en dehors d'une compétition officielle, y compris les matches de tournoi. Schématiquement:

Matches amicaux	**Y compris:**
Tous les matches en dehors d'une compétition officielle	**Matches de tournoi**: matches dans une mini compétition amicale entre équipes de différents clubs dont le calendrier des matches est établi par le club organisateur.

43° **match:** un match officiel (compétition) ou un match amical;

44° **matches non-11/11:** matches dont les équipes se composent de moins de 11 joueurs en football en prairie;

matches 2/2, 3/3, 5/5 et 8/8;

45° joueur formé au club: Un joueur qui, indépendamment de sa nationalité et de son âge, a été enregistré entre ses 15 ans (ou le début de la saison de son 15e anniversaire) et 21 ans (ou la fin de la saison de son 21e anniversaire) auprès de son club actuel pendant une période – continue ou non – de trois saisons complètes ou de 36 mois.

3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1 INTERPRÉTATION EXÉCUTOIRE

Article B1.7
Tout cas non prévu par le présent règlement qui dépasse le caractère administratif ou le fonctionnement de l'administration fédérale, de même que toute disposition normative imprécise ou des différences dans les langues nationales peuvent, à la demande de l'administration fédérale, des ailes ou d'une instance fédérale, être précisés sous forme de décision interprétative par le Conseil Supérieur.

En cas de décision interprétative, les trois entités et l'administration de l'URBSFA ont droit de vote. En cas de partage des voix, l'interprétation est rejetée.

Une décision interprétative acquiert une force obligatoire après sa publication dans l'organe officiel et est, sauf disposition contraire, immédiatement applicable durant la saison en cours. Pour qu'elle s'applique de manière définitive après la saison en cours, la procédure de modification du règlement doit être suivie.

Lorsqu'un dossier est pendant devant une instance fédérale, une décision interprétative ayant trait à cette affaire ne peut être prise.

3.2 MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT

3.2.1 Général

Article B1.8
Les propositions de modification au règlement, accompagnées d'une motivation, peuvent être introduites auprès du Conseil Supérieur par l'administration fédérale, par une instance fédérale et par chaque composante ayant un intérêt (Voetbal Vlaanderen, ACFF, Pro League), ou par un ensemble de 25 membres adhérents.

Le Conseil Supérieur donne son avis (une analyse concernant l'opportunité, la légalité, l'impact et les implications pratiques pour l'administration fédérale) et procède à l'élaboration des textes tout en fixant la possible date d'introduction.

Les textes élaborés, avec avis, sont soumis au sein du Conseil Supérieur aux membres ayant droit de vote. Une indication sera donnée des entités qui doivent voter.

En cas de litige quant aux entités ayant droit de vote, le Conseil d'Administration se prononcera avec une majorité qualifiée des 2/3 des membres présents ou représentés. Si cette majorité n'est pas atteinte, la CBAS se prononcera.

Article B1.9
Pour être admises, les propositions de modification doivent être acceptées par toutes les entités ayant droit de vote (une voix par entité/administration de l'URBSFA) qui doivent décider de la proposition.

Si une proposition de modification au règlement s'applique exclusivement soit au football professionnel, à l'ACFF ou Voetbal Vlaanderen, la décision sera uniquement prise par l'entité concernée. Si une proposition n'a trait qu'à l'ensemble du football amateur, la proposition sera rejetée si les deux ailes ne sont pas d'accord à l'unanimité.

Les modifications du règlement concernant les conditions de la licence pour le football professionnel 1B et la Super League présupposent les accords du football professionnel, de l'ACFF et de Voetbal Vlaanderen.

L'administration de l'URBSFA possède un droit de veto si une proposition va à l'encontre de la politique de l'URBSFA ou si une proposition est contraire aux dispositions légales ou aux réglementations ou directives imposées par des instances sportives supérieures, comme l'UEFA ou la FIFA.

Si l'une des autres entités conteste l'application de l'alinéa précédent endéans les 15 jours à partir de la décision de faire usage de droit de veto, le point sera ajourné en attente d'une décision du Conseil d'Administration de l'URBSFA. La décision du Conseil d'Administration d'accorder à l'URBSFA le droit de veto en application de l'alinéa précédent doit être prise avec une majorité qualifiée de 2/3 des membres présents ou représentés.

Si cette majorité n'est pas atteinte, la CBAS se prononcera.

Article B1.10
Les modifications entrent en principe en vigueur au 1er juillet de la nouvelle saison, ou à la date déterminée par le Conseil Supérieur.

Les modifications sont publiées dans l'organe fédéral.

3.2.2 Modifications inspirées par des autorités ou des instances (supérieures)

Article B1.11
Des modifications résultant de dispositions impératives d'instances sportives supérieures comme la FIFA, l'UEFA et/ou la législation des autorités dans le sens le plus large, peuvent à tout moment, moyennant l'approbation de l'administration de l'URBSFA, être appliquées par le Conseil Supérieur.

Sauf stipulation contraire, une modification provenant d'une instance ou autorité supérieure est d'application immédiatement après sa publication dans l'organe officiel.

3.3 ENGAGEMENTS

Article B1.12
En sa qualité de membre de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) et de l'Union des Associations Européennes de Football (UEFA), l'URBSFA et ses composantes, en ce y compris leurs organes et leurs membres, s'engagent à:

1° respecter la loi, en ce y compris: les principes généraux du droit, les dispositions d'ordre public et du droit contraignant, tels qu'ils résultent des ordres juridiques nationaux, régionaux et européens;
2° respecter le règlement fédéral, dont notamment les Lois du Jeu telles qu'établies par l'International Football Association Board (IFAB);
3° respecter les statuts, règlements et décisions de la FIFA et de l'UEFA;
4° respecter les principes de loyauté, d'intégrité et d'esprit sportif en guise d'expression du fairplay;
5° reconnaître la compétence du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) à Lausanne (Suisse) telle qu'elle est prévue dans les statuts correspondants des Statuts de la FIFA et de l'UEFA;
6° reconnaître la compétence de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport (CBAS) comme instance arbitrale indépendante et impartiale;
7° Reconnaître la compétence du Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif (Center for Sports Arbitration, « C-SAR ») comme instance arbitrale indépendante et impartiale.

Article B1.13
En vertu de leur affiliation, les clubs et les affiliés s'engagent, sous réserve des dispositions d'ordre public ou de droit impératif, à se conformer aux dispositions du règlement fédéral et à tous les règlements pertinents pour l'application du règlement fédéral.

Les clubs de Voetbal Vlaanderen doivent se conformer aux dispositions des livres V et B, et le cas échéant P (s'il s'agit de clubs professionnels), F (pour le futsal) ou M (pour le minifoot).

Les clubs de l'ACFF doivent se conformer aux dispositions des livres B et A, et le cas échéant P (s'il s'agit de clubs professionnels) ou F (s'ils évoluent dans les divisions nationales du futsal).

Article B1.14
L'URBSFA, l'ACFF et Voetbal Vlaanderen approuvent le Code éthique "en dehors du terrain", qui vise un comportement légitime, intègre, éthique et responsable pour l'URBSFA, l'ACFF et Voetbal Vlaanderen ainsi que pour tous les membres des instances fédérales. Le Code éthique formule une série de valeurs communes qui sont essentielles pour le bon fonctionnement, la préservation de la réputation de l'URBSFA, l'ACFF et Voetbal Vlaanderen et celles du football en général.

Article B1.15
La fédération jouit, conformément aux présentes dispositions réglementaires, de la plénitude de compétence en matières sportives, réglementaires, administratives et disciplinaires, qu'elle exercera au mieux de ses capacités.

De par leur affiliation, tous les clubs et affiliés de l'URBSFA acceptent cette compétence. Ils sont censés connaître le règlement ainsi que les décisions interprétatives complétant ce règlement, publiées dans les organes officiels.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, l'URBSFA veille à ce que les statuts, le Code éthique, le règlement fédéral et les Lois du Jeu, soient publiés en ligne.

 Les compléments aux Lois du Jeu ne valent qu'à titre informatif.

Article B1.16
Pour tous les cas non prévus, les dispositions non contraignantes des réglementations de la FIFA et de l'UEFA et le droit belge peuvent être appliqués en complément.

3.4 CLAUSE D'ARBITRAGE

3.4.1 Arbitrage au sein de la fédération

Article B1.17
Sans préjudice des dispositions de droit impératif et dans les limites de celles-ci, les clubs et les affiliés s'engagent, par leur affiliation, à faire régler tout litige soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du Code judiciaire sur l'arbitrage par un tribunal arbitral de la fédération ou de ses composantes conformément aux dispositions et modalités du règlement fédéral. À cet égard, la présente disposition est considérée comme une clause d'arbitrage dans les limites de la loi.


En vertu du code civil, en cas de garde d'un mineur d'âge, le juge de paix doit accorder au tuteur une autorisation spéciale pour conclure une convention d'arbitrage et, sur cette base, soumettre un litige à l'arbitrage.

Les litiges entre clubs et des tiers ou entre clubs et affiliés non joueurs peuvent être soumis à l'arbitrage, à condition que les parties aient accepté l'arbitrage par une Commission Arbitrale de l'URBSFA au moyen d'une convention d'arbitrage explicite ou de tout autre document qui les engage et qui comprend une clause arbitrale.

Les litiges relatifs à la gestion d'un club sont d'office soumis à l'arbitrage.


Les litiges relatifs à des contrats de travail (comme de joueurs ou d'entraîneurs) ne peuvent être soumis à l'arbitrage que si les deux parties acceptent l'arbitrage dans une convention arbitrale conclue après la naissance du litige. Si l'arbitrage n'est pas accepté, le joueur, l'entraîneur ou le club a le droit de soumettre le litige aux juridictions de droit commun.

3.4.2 Arbitrage par la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport

Article B1.18
Sans préjudice des dispositions de droit impératif et dans les limites de celles-ci, la fédération et, par leur affiliation, les clubs et affiliés, s'engagent à régler par la procédure applicable devant la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport tout litige découlant du règlement fédéral ou des matches et compétitions organisés sur la base de ce règlement, ce après avoir épuisé les moyens internes dans la mesure où ceux-ci sont prévus par le règlement fédéral.


Par dérogation à l'alinéa précédent, la fédération et, par leur affiliation, les clubs s'engagent à régler par la procédure applicable devant le Centre Belge d'Arbitrage et de

Médiation dans le secteur sportif (C-SAR) tout litige découlant du règlement fédéral relatif aux licences 1A, 1B, européennes et au Financial Fair Play, ce après avoir épuisé les moyens internes dans la mesure où ceux-ci sont prévus par le règlement fédéral..

A toutes fins utiles, il est rappelé que l'exception visée ci-dessus pour le football professionnel ne vaut pas pour les clubs des divisions 2 et 3 ACFF/VV, qui sont des clubs de football amateur.

3.5 LANGUE

Article B1.19
Le règlement fédéral est édité en néerlandais et en français ou dans une de ces deux langues.

Pour toute référence aux "langues", en toutes leurs compositions, il est toujours entendu le néerlandais et le français.

Article B1.20
La communication (écrite) destinée aux clubs est en néerlandais ou en français selon l'appartenance aux ailes.

3.6 SEXE

Article B1.21
Lorsque le présent règlement utilise des indications personnelles au masculin, il s'agit, sauf indication contraire, du genre masculin aussi bien que du genre féminin.

3.7 JOURS ET DÉLAIS

Article B1.22
Sauf disposition contraire, on entend par "jour(s) " un (des)"jour(s) calendrier". Le terme "jour ouvrable" désigne tous les jours de la semaine, excepté les samedis, dimanches et jours fériés légaux nationaux.

Les jours fériés légaux nationaux sont:

1. 1er janvier (Jour de l'An)
2. Lundi de Pâques
3. 1er mai (Fête du Travail)
4. Ascension
5. Lundi de Pentecôte
6. 21 juillet (Fête Nationale)
7. 15 août (Assomption)
8. 1er novembre (Toussaint)
9. 11 novembre (Armistice)
10. 25 décembre (Noël)

Si une période ou délai est déterminée par une date de début et/ou de fin, toutes les deux sont comprises dans la période ou le délai. La date finale se termine à minuit. Le premier jour d'une période ou délai est maintenu, même si c'est un jour non ouvrable. Si le dernier jour d'une période ou délai n'est pas un jour ouvrable, la clôture intervient le premier jour ouvrable suivant.

Quand le règlement fait référence à 12:00h, il s'agit de midi.

Si l'envoi se fait par la poste, la date du cachet postal fait foi. Si celui-ci est illisible, la date du scan fait foi.
Pour la communication électronique ou digitale, seules la date et l'heure de réception indiquées sur l'appareil de la fédération font foi.

Si le parquet dépose un procès-verbal (non digital), c'est la date du cachet du greffe compétent qui fait foi.

3.8 OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES ET COMMUNICATIONS

Article B1.23
Les dispositions de ce règlement sont considérées comme neutres du point de vue technologique, sauf mention explicitement contraire, ou dans le cas où la fédération ou son instance compétente dans les 2 jours ouvrables après la réception ou prise de connaissance de la communication électronique ou acte demande de confirmer par voie écrite cette communication ou acte électronique.

Par « documents » ou « écrits », on entend aussi bien les documents papier que les documents et moyens de communication électroniques. La signification, la conservation ou l'archivage de ceux-ci peuvent se faire tant en version papier que par voie électronique.
Par « envoi recommandé », on entend tant l'envoi recommandé par la poste que l'envoi recommandé électronique. L'horodatage électronique est accepté comme cachet postal.

Par « signature », on entend tant la signature manuscrite qu'électronique, ainsi que l'accord digital donné via les plateformes digitales.

Si la signature ou l'approbation d'un mineur d'âge est requise, seule la signature ou approbation d'un détenteur de l'autorité parentale est valable. La signature en possession de la fédération est considérée être celle d'un détenteur de l'autorité parentale.

3.9 NULLITÉ ET DÉCHÉANCE

Article B1.24
Un acte peut uniquement être déclaré nul si la nullité est formellement prévue par le règlement.

Sous réserve des dispositions en matière de procédure (B11), la nullité est constatée même si le but envisagé par la formalité a été atteint.

Les délais s'appliquent uniquement à peine de déchéance si la déchéance est formellement prévue par le règlement.

3.10 ORGANE OFFICIEL

Article B1.25
Un organe officiel est publié en français et en néerlandais. Cette publication s'effectue exclusivement de manière digitale.

Les annonces officielles de chaque composante sont publiées dans l'organe officiel de la composante qui est lui-même publié sur le site web de chacune des composantes.

Quant à la date de publication valant comme repère pour certaines actions fédérales, sauf indication contraire, la date du mercredi de la semaine dans le courant de laquelle l'organe officiel est publié de manière digitale est d'application, jour ouvrable ou non.

3.11 DONNÉES PERSONNELLES ET ARCHIVES

Article B1.26
La fédération rassemble et traite des données personnelles d'affiliés.

Le traitement des données personnelles se fait parce qu'il est nécessaire pour l'accomplissement des droits et obligations découlant de l'affiliation, pour prendre des mesures en vue de l'affiliation à la demande de l'intéressé, pour respecter une obligation légale incombant au responsable du traitement ou, en général, pour remplir les missions statutaires et réglementaires de la fédération.

La fédération conserve des documents et traite des données personnelles conformément aux dispositions légales, à la déclaration sur la protection de la vie privée et à la politique de rétention de la fédération.

Les demandes d'accès, de rectification ou de suppression de la part d'affiliés sont adressées à privacy@rbfa.com.

3.12 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article B1.27
L'adhésion à la fédération ne confère aucun droit d'utiliser ou d'exploiter les logos ou les marques de la fédération sans autorisation expresse préalable.

4 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

4.1 GÉNÉRALITÉS

Article B1.28
Par leur affiliation, tous les clubs et affiliés acceptent les conséquences financières découlant de l'application du règlement fédéral.

Dans les limites et conditions fixées par le règlement fédéral, tous les clubs et affiliés s'engagent à remplir toutes les obligations financières.

4.2 CALCUL DES MONTANTS

4.2.1 Indexation

Article B1.29
S'il en est fait mention, le montant de certaines indemnités et cotisations est adapté annuellement à l'indice santé (base 2004) dont la valeur au 01.01.2024 (index décembre 2023) s'élève à 156,43.

Le nouveau montant après indexation =
montant au 01.01.2008 x index au 01.01 de l'année d'indexation (156,43).
index au 01.01.2008 (107,44)

Les indemnités et redevances ainsi revues sont arrondies au 0,10 EUR supérieur ou inférieur selon que leur montant atteint ou non 0,05 EUR.

Certains frais peuvent avoir une autre référence de base si tel est prévu.

Tous les montants mentionnés dans ce règlement sont les montants au 1er janvier 2024. Ils sont payables à partir du 1er juillet 2024.

4.2.2 Frais de déplacement

Article B1.30
Les frais de déplacement sont calculés selon le système de blocs où 1 bloc correspond à 10 kilomètres.

1° Frais de déplacement individuels:

Les frais de déplacement individuels sont adaptés annuellement le 01.07 conformément à l'A.R. du 18.01.1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.
Une indemnité de déplacement de 2,80 EUR/bloc au 1.07.2017 sert de base. Au 01.01.2017, l'indemnité légale de voyage était de 0,3363 EUR/km.

Le nouveau montant après adaptation annuelle =
2,80 x l'indemnité légale de voyage était au 01.01 précédant la saison.
0,3363

Le montant revu ainsi est arrondi au 0,10 EUR supérieur ou inférieur, selon que le 0,05 EUR est atteint ou non.

Etant donné que l'indemnité légale de voyage est de 0,4269 EUR/km au 01.01.2024, les frais de déplacement pour la saison 2024-2025 s'élèvent à 2,80 x 0,4269/0,3363 = 3,554 EUR/bloc, ou arrondi **3,60 EUR/bloc, avec un minimum de 7,20 EUR**.

2° Frais de déplacement par équipe

Les frais de déplacement par équipe, indexables annuellement, s'élèvent à 30,70 EUR par bloc.

4.2.3 Indemnité de séance

Article B1.31
Sauf stipulation contraire, les membres des instances fédérales ont droit à une indemnité de 11,90 EUR, indexable annuellement (base 01.01.2020, index décembre 2019 = 131,86).

 Pour une séance ou une réunion tenue tant de manière physique que de manière virtuelle.

 **Art. P**
A titre d'exception ne valant que pour le football professionnel, les membres suivants des instances fédérales perçoivent une indemnité de 80,00 EUR:

1° les observateurs/coaches pour le football professionnel, quel que soit le nombre de blocs, lorsqu'ils effectuent une mission d'examen/coaching pratique d'un arbitre sur le terrain:
   a) Examen en compétition du football professionnel 1A et en Coupe de Belgique à partir des 1/16èmes de finale
   b) Examen en compétition du football professionnel 1B
2° Les membres du Comité Disciplinaire pour le Football Professionnel et du Conseil Disciplinaire pour le Football Professionnel par séance à laquelle ils siègent et ceci indépendamment du nombre d'affaires fixées et de la date à laquelle les décisions y relatives sont prononcées.
3° Le Match Delegate, désigné pour un match du football professionnel 1A ou 1B.
4° Les membres du Parquet assurant une séance du Comité Disciplinaire ou du Conseil Disciplinaire, quel que soit le nombre d'affaires fixées. Une seule indemnité par séance est prévue, quel que soit le nombre de membres du Parquet présents à l'audience.
5° Les membres de la Commission Arbitrale pour le Sportif Rémunéré qui représentent les clubs, pour une séance d'un collège arbitral pour lequel ils sont désignés.

 **Art. A/V**
Les exceptions suivantes s'appliquent au football amateur:

1° Les observateurs pour le football perçoivent, quel que soit le nombre de blocs, les indemnités suivantes lorsqu'ils effectuent une mission d'examen pratique d'un arbitre sur le terrain dans les compétitions du football amateur, au cours des cinq premières journées de la Coupe de Belgique et au cours des coupes provinciales: 25,00 EUR.
2° Les observateurs pour le futsal et le minifoot perçoivent, quel que soit le nombre de blocs, l'indemnité suivante lorsqu'ils effectuent une mission d'examen pratique sur le terrain: 25,00 EUR.

4.2.4 Indemnité de vérification

Article B1.32
Les membres des instances fédérales perçoivent une indemnité forfaitaire de 11,90 EUR lorsqu'ils procèdent à la vérification de la conformité d'un premier terrain et/ou de son éclairage et une indemnité forfaitaire de 7,10 EUR pour la vérification de chaque terrain et/ou éclairage supplémentaire. Ce montant est indexable annuellement (base 01.01.2020, index décembre

2019 = 131,86). En cas de revérification, le club concerné se verra imputer 25,00 EUR par terrain, indexable annuellement (base 01.01.2020, index décembre 2019 = 131,86).

4.2.5 Rapport

Article B1.33
Les indemnités des membres des instances fédérales et le budget de cette instance feront partie du rapport (financier) annuel, qui sera rendu public.

5 DETTES FÉDÉRALES

5.1 RAPPEL ET SUSPENSION D'ACTIVITÉS SPORTIVES

Article B1.34
Un club peut être suspendu d'activités sportives pour non-paiement des dettes fédérales, compte tenu de ce qui suit.

5.1.1 Rappel

Article B1.35
L'URBSFA envoie un rappel au club pour régler sa dette dans le délai fixé par elle.

Cela peut se faire par la plate-forme digitale appropriée ou par lettre recommandée.

5.1.2 Mise en instance de suspension d'activités sportives:

Article B1.36
Le club qui, endéans ce délai, n'a pas acquitté les sommes dues peut être placé par le service financier, par voie de décision administrative, en situation de "mise en instance de suspension d'activités sportives". Cette mesure n'empêche pas le club de continuer à participer aux matches ou championnats.

Les motifs de la mise en cette situation sont publiés dans les organes officiels en même temps que la liste des dirigeants responsables pour les sommes dues.

Si, dans les sept jours qui suivent la publication, le club débiteur apporte la preuve du paiement de sa dette, le Directeur financier annule, par voie de décision administrative, la sanction envisagée.

5.1.3 suspension d'activités sportives:

Article B1.37
Si le paiement n'est pas effectué, le Conseil d'Administration concerné peut décider, lors de sa prochaine réunion, de placer le club, à partir d'une date déterminée, en situation "de suspension d'activités sportives" et de proposer la radiation du club au cours de la prochaine assemblée générale.
Cette situation empêche toutes les équipes du club de continuer à jouer des matches, sauf si l'instance organisatrice compétente en décide autrement.

Cette décision est publiée à l'organe officiel.

Si après le prononcé de cette situation de suspension d'activités sportives et avant la plus prochaine assemblée générale, le club prouve l'acquittement de ses dettes ou soumet un accord d'apurement signé par toutes les parties, le département finances de l'URBSFA annule la situation "de suspension d'activités sportives".

Il convient de distinguer les deux situations suivantes:

1° Si la suspension d'activités sportives ne s'est pas étendue sur plus de trois journées:

Toute preuve de paiement ou tout accord d'apurement fourni au service financier de l'URBSFA permet au club de disputer des matches à partir du lendemain du jour ouvrable qui suit la fourniture de ladite preuve. Cette décision est également publiée à l'organe officiel.

Tous les matches prévus au calendrier durant cette période, y compris ceux qui ont été remis, sont définitivement déclarés perdus par le score de forfait, avec toutes les conséquences y afférentes.
La situation d'inactivité sportive, quelle que soit sa durée, n'entraînera jamais le forfait général.

2° Si la suspension d'activités sportives s'est étendue sur plus de trois journées:

Toute preuve de paiement ou tout accord d'apurement fourni au service financier de l'URBSFA lève la suspension d'activités sportives, mais ne permet plus au club en question de reprendre le championnat.
Le classement final applicable et le classement des championnats de période éventuels sont révisés conformément aux dispositions en vigueur.

5.1.4 Interdiction de reprise

Article B1.38
Un club ne peut être mis que deux fois par saison en situation "d'inactivité sportive" quelle que soit la durée de chaque période de suspension d'activités sportives.

Lors de la troisième fois, le club ne pourra plus reprendre le championnat et le classement final applicable et le classement des championnats de période éventuels sont révisés conformément aux dispositions en vigueur.

5.2 RADIATION

Article B1.39
Un club peut être radié pour non-paiement des dettes fédérales, compte tenu de ce qui suit.

5.2.1 Décision de radiation

Article B1.40
La radiation est prononcée par l'assemblée générale de l'aile auprès de laquelle le club concerné est affilié, agissant de sa propre initiative, à la demande de l'administration, ou à la demande d'une autre instance fédérale.


Une radiation entraine automatiquement la fin de l'affiliation auprès de l'URBSFA.

Article B1.41
Au cas où la radiation, quelle qu'elle soit, risque d'avoir des conséquences graves ou préjudiciables vis-à-vis de la fédération, d'une autre association nationale reconnue par la FIFA, d'un de leurs clubs ou d'un de leurs affiliés, le Conseil d'Administration peut, préalablement à toute décision exécutoire, prendre des mesures spéciales, particulièrement en matière de transferts, en vue de sauvegarder les intérêts des créanciers ci-dessus.

5.2.2 Conséquences de la radiation

Article B1.42
Après la radiation, et tenant compte du maximum par club comme défini au Règlement fédéral, le passif est divisé en autant de parts qu'il y a de dirigeants responsables; chacun d'eux est rendu débiteur d'une part.

La répartition des sommes éventuellement récupérées ne se fait une première fois que lorsque les paiements effectués atteignent la moitié de la dette, une seconde fois lorsque celle-ci est totalement recouvrée.

5.2.3 Conséquences pour les dirigeants responsables

Article B1.43
Un dirigeant responsable de club qui ne paie pas la quote-part qui lui est réclamée peut être radié quatorze jours, après la sommation qui lui est notifiée par l'URBSFA.

La radiation n'exonère pas les dirigeants responsables du club radié de leurs obligations financières envers la fédération, une association nationale reconnue par la FIFA, un de leurs clubs ou un de leurs affiliés.

5.2.4 Conséquences pour les autres membres affiliés affectés

Article B1.44
Les membres affiliés affectés à un club radié perdent la qualité d'affilié.

Pour obtenir une affectation à un autre club, ils doivent se réaffilier.

TITRE 2
ORGANISATION DE LA FÉDÉRATION



TABLE DES MATIÈRES

..... 1

1 Principes d'organisation 5

1.1 Représentation et structure 5

1.2 Compétences 5

1.3 Incompatibilités 6

2 Type d'instances fédérales 7

3 Elégibilité – nomination – révocation 9

3.1 Instances fédérales élues 9

3.1.1 Conditions 9

3.1.2 Candidature 10

3.1.3 Mandat 10

3.1.4 Régime linguistique 11

3.2 Instances fédérales nommées 12

3.2.1 Conditions 12

3.2.2 Candidature 12

3.2.3 Nomination 13

3.2.4 Mandat 13

3.3 Révocation 13

4 Fonctionnement des instances fédérales 14

4.1 Intégrité et impartialité 14

4.2 Composition du bureau 14

4.3 Administration fédérale, secrétaire et greffe 15

4.4 Instance fédérale incomplète 17

4.5 Règlement d'ordre intérieur – Rapportage 17

5 Instance législative: le Conseil Supérieur 17

5.1 Composition 17

5.2 Compétences particulières 18

5.3 Reporting 18

6 Instances disciplinaires 19

6.1 Le parquet 19

6.1.1 Organisation 19

6.1.2 Coordination entre les parquets 19

6.1.3 Composition et compétences du parquet UB 20

6.1.4 Composition et compétences du parquet Voetbal Vlaanderen et du parquet ACFF 21

6.1.5 Assistance et collaboration 23

6.2 Coordinateur d'Instruction 23

6.2.1 Désignation 23

6.2.2 Compétences 23

6.3 Commission d'Enquête 24
6.3.1 Composition 24
6.3.2 Compétences 24
6.4 Instances disciplinaires 24
6.4.1 Organisation 24
6.4.2 Compétences 25
6.4.3 Indépendance et impartialité 26
6.5 Commission d'Evocation 26
6.5.1 Composition 26
6.5.2 Compétences 26
7 Instances arbitrales 27
7.1 Commission Arbitrale de Résolution des Litiges de Travail 27
7.1.1 Composition 27
7.1.2 Compétences 28
7.2 Commission Arbitrale pour l'Amateur 28
7.2.1 Composition 28
7.2.2 Sous-chambres 29
7.2.3 Compétences 29
7.3 Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport 29
7.4 Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le Secteur Sportif (Centre for sports arbitration) 30
8 Instances chargées des licences, du financial fair play et de la viabilité du football professionnel belge 30
8.1 Auditorat pour les licences 30
8.1.1 Composition - Incompatibilités 30
8.1.2 Compétences 31
8.2 Commission des Licences 32
8.2.1 Composition 32
8.2.2 Compétences 32
8.3 Commission de Contrôle 33
8.3.1 Composition 33
8.3.2 Sous-chambres 33
8.3.3 Compétences 34
9 Commission d'Intégrité 34
9.1 Composition 34
9.2 Compétences 34
10 Chambre Nationale des Exclusions Civiles 34
10.1 Composition 34
10.2 Compétences 35
11 Pool de Spécialistes 35

12 Les Match Delegates 36
12.1 Composition 36
12.2 Compétences 36
13 Distinctions fédérales, insignes et cartes fédérales 37
13.1 Distinctions fédérales 37
13.2 Insignes et cartes fédérales 39

Article B2.1
Les présentes dispositions régissent l'organisation, la composition et le fonctionnement de la fédération.

1 PRINCIPES D'ORGANISATION

1.1 REPRÉSENTATION ET STRUCTURE

Article B2.2
En tant que membre de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) depuis la fondation de celle-ci, l'URBSFA est reconnue par toutes les fédérations étrangères comme étant la seule fédération représentant le football belge.

Article B2.3
L'URBSFA est composée des composantes suivantes:

1° Le football professionnel, dont les clubs qui participent à ses compétitions doivent être membres de la Pro League;
2° Voetbal Vlaanderen, étant l'aile flamande du football amateur;
3° L'ACFF (Association des Clubs Francophones de Football), étant l'aile francophone du football amateur.

Les ailes du football amateur mènent une politique autonome en ce qui concerne les compétences qui leur sont confiées, à condition qu'elles respectent les statuts, règlements, directives et décisions de l'URBSFA, de la FIFA et de l'UEFA.

1.2 COMPÉTENCES

Article B2.4
En vue de réaliser l'objet et les objectifs décrits dans les statuts, la fédération exerce des pouvoirs réglementaires, exécutifs et disciplinaires/juridictionnels.

Le pouvoir réglementaire, le pouvoir exécutif et le pouvoir disciplinaire et juridictionnel sont strictement séparés.

1° **Le pouvoir réglementaire** (législatif) appartient à l'instance législative de l'URBSFA, le Conseil Supérieur.

2° **Le pouvoir exécutif** revient au Conseil d'Administration qui est en mesure de déléguer la gestion journalière au Secrétaire général (CEO) conformément aux statuts de l'URBSFA et au règlement de fonctionnement du Conseil d'Administration et qui peut mettre en place différentes commissions d'avis et de concertation et/ou des groupes de travail.

3° **Le pouvoir disciplinaire/juridictionnel** revient aux instances fédérales auxquelles une telle compétence a été attribuée.

Article B2.5
En cas de circonstances exceptionnelles, un organe *ad hoc* peut être mis en place au sein de la fédération et être mandaté afin de prendre les décisions qui s'imposent.

1.3 INCOMPATIBILITÉS

Article B2.6
Les règles relatives aux incompatibilités énoncées ci-après sont applicables, sauf disposition contraire du règlement fédéral ou s'il a été renoncé à l'incompatibilité sur la base d'un avis positif de la commission d'intégrité.

Une fonction dans le Conseil d'Administration de l'URBSFA est incompatible avec:
1° une fonction dans le Conseil Supérieur de l'URBSFA;
2° une fonction dans une instance disciplinaire/juridictionnelle de l'URBSFA ou des ailes;
3° une fonction dans une autre instance fédérale de l'URBSFA (excepté l'Assemblée générale).

Une fonction dans le Conseil Supérieur est incompatible avec:
1° une fonction dans le Conseil d'Administration de l'URBSFA;
2° une fonction dans une instance disciplinaire/juridictionnelle de l'URBSFA ou des ailes;
3° une fonction dans une autre instance fédérale de l'URBSFA (excepté l'Assemblée générale).

Une fonction dans une instance disciplinaire ou juridictionnelle, la commission d'intégrité ou la commission des licences est incompatible avec toute autre fonction au sein d'une instance fédérale de l'URBSFA, de la Pro League, de l'ACFF ou de Voetbal Vlaanderen.

Sauf disposition contraire, les membres des autres instances fédérales:
1° ne peuvent pas être affectés au même club que celui d'un autre membre de la même instance;
2° ne font pas partie d'une autre instance fédérale URBSFA;
3° ne font pas partie de l'administration fédérale.

Article B2.7
Un membre doit démissionner avec effet immédiat de l'une des fonctions conflictuelles s'il se trouve dans une situation d'une ou plusieurs incompatibilités pour lesquelles aucune dérogation n'a été accordée par la commission d'intégrité.

Article B2.8
Il est interdit aux membres des instances fédérales:
1° d'exercer des fonctions officielles au terrain;
2° d'être présents dans le vestiaire de l'arbitre/des arbitres.


Les observateurs des arbitres peuvent être présents dans le vestiaire des arbitres de par la nature de leurs fonctions.
3° d'intervenir de quelque manière que ce soit dans une affaire pendante devant une instance fédérale, y compris en donnant des conseils ou en accordant un entretien à l'une des parties;

Il en va de même si leur propre instance fédérale est saisie de l'affaire.

4° d'une manière générale, d'utiliser illicitement ou d'abuser de la qualité de membre de l'instance fédérale.

Article B2.9
Les principes d'organisation mentionnés ci-dessus s'appliquent, sauf indication contraire, mutatis mutandis aux instances des ailes. Les ailes inscriront ces conditions dans leurs statuts ou le règlement d'ordre intérieur.

Art. A/V
Il n'est pas possible simultanément d'être membre du Conseil d'Administration d'une aile et membre d'une instance régionale ou provinciale.

Art. A
Les membres d'une instance fédérale de l'ACFF ne peuvent, sauf indication contraire, être entraîneurs rémunérés, joueurs ou arbitres.

Art. V
Les membres d'une instance fédérale de Voetbal Vlaanderen ne peuvent, sauf indication contraire:

1° être affectés au même club qu'un autre membre de la même instance, sauf dans le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen (DAVV).
2° faire partie:
   a) d'une autre instance fédérale de Voetbal Vlaanderen,
   b) de l'administration fédérale.
   Par dérogation à ce principe, des exceptions chaque fois mentionnées sont prévues pour certaines instances définies.
3° être sous le coup d'une sanction prononcée par une instance fédérale.
4° être entraîneurs rémunérés, joueurs ou arbitres sauf au sein du Conseil d'Administration et de la Vlaamse Studiecommissie de Voetbal Vlaanderen, où un administrateur peut être un entraîneur non rémunéré, un joueur et un arbitre (qui n'ont pas le statut de sportif rémunéré).

2 TYPE D'INSTANCES FEDERALES

Article B2.10
Les instances fédérales suivantes doivent être distinguées:

1° Les organes stratégiques

Les organes stratégiques de l'URBSFA sont:
a) l'Assemblée générale (voir statuts)
b) le Conseil d'Administration (voir statuts et règlement de fonctionnement bonne gouvernance)
c) le Conseil Supérieur

Les organes stratégiques des ailes sont réglés dans leurs statuts et/ou les Livres A et V.

2° Les instances disciplinaires
   a) Le parquet (et le coordinateur d'instruction)
   b) La commission d'enquête
   c) Les instances disciplinaires pour le football professionnel et amateur:
      - Football professionnel: le comité disciplinaire pour le football professionnel – le conseil disciplinaire pour le football professionnel (voir livre P)
      - Football amateur:

        - La Commission Disciplinaire ACFF – le Comité d'Appel ACFF (voir livre A);
        - Le Comité Sportif URBSFA – le Comité d'Appel URBSFA (voir livre A).

        - Le Comité Disciplinaire VV – le Comité d'Appel VV (voir livre V);
        - Le Comité Sportif URBSFA – le Comité d'Appel URBSFA (voir livre V);
        - Le Comité Disciplinaire Arbitrage Voetbal Vlaanderen (voir livre V).
      - La Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme du conseil disciplinaire pour le football professionnel
      - la Chambre nationale pour les Agents du conseil disciplinaire.
   d) La Commission d'Evocation

3° Les instances arbitrales (litiges):
   a) La Commission Arbitrale de Résolution des Litiges de Travail (CARL)
   b) La commission d'arbitrage pour l'Amateur
   c) (Pour mémoire) La Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport (CBAS)[1]
   d) (Pour mémoire) Le Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif (C-SAR)[2]

4° Les instances chargées des licences et/ou de la cession de patrimoine
   a) L'auditorat pour les licences
   b) La commission des licences
   c) La commission de contrôle

5° Les instances chargées du développement de l'arbitrage (refereeing)
   a) Le Professional Referee Department[3]
   b) La commission de l'arbitrage URBSFA[4]
   c) Le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen
   d) Les bureaux d'arbitrage ACFF
   e) Les bureaux d'arbitrage provinciaux ACFF

[1] La CBAS opère également en tant qu'instance examinant le recours des (i) décisions du conseil disciplinaire pour le football professionnel siégeant en première instance et (ii) la commission des licences. La CBAS n'est pas une instance fédérale.
[2]. Le C-SAR opère également en tant qu'instance examinant le recours des décisions de la commission des licences relatives aux demandes d'octroi d'une licence UEFA,1A, 1B, nationale 1 combinée d'une demande d'une licence 1B, au contrôle des conditions d'octroi de licence UEFA/1A/1B, à la notification des éléments intervenus postérieurement et aux dossiers « Financial Fair Play ». Le C-SAR n'est pas une instance fédérale.
[3] Le Referee Department fait partie de la fédération mais n'est pas une instance fédérale.
[4] La Commission de l'Arbitrage de l'URBSFA fait partie de la fédération mais n'est pas une instance fédérale.

6° La commission d'intégrité

7° Le département futsal (voir Livre F)

8° Le département minifoot (Voetbal Vlaanderen, voir Livre V et M)

9° Le Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen (voir livre V)

Article B2.11
Les instances spécifiques du football professionnel ou du football amateur sont en outre régies par les règlements du football professionnel (livre P) et du football amateur (voir livre V et A). Il existe également des dispositions spécifiques pour le futsal (voir livre F) et le mini-football (livre M).

Article B2.12
Le Conseil d'Administration et le Secrétaire général (CEO) sont assistés par des organes d'avis et de concertation, des experts externes et des collaborateurs de l'administration fédérale.

Il s'agit notamment des organes d'avis et de concertation suivants qui, en fonction des besoins, peuvent être modifiés et élargis de nouveaux membres en fonction de l'expertise exigée, sans que ceux-ci ne doivent être nommés formellement: la commission technique, la commission pour le football féminin, etc.

3 ELEGIBILITE – NOMINATION – REVOCATION

Article B2.13
On devient membre d'une instance fédérale en vue d'exercer un mandat dans cette instance, selon le cas, après une élection ou une nomination.

3.1 INSTANCES FÉDÉRALES ÉLUES

3.1.1 Conditions

Article B2.14
Pour être éligible à exercer un mandat de membre d'une instance fédérale élue, il faut répondre aux conditions suivantes:

1° satisfaire aux conditions réglementaires en matière d'incompatibilités;
2° jouir de tous les droits civils et politiques;
3° avoir 18 ans minimum et 70 ans maximum lors de l'introduction de la candidature;
4° être affecté à un club effectif du régime linguistique auquel appartient le mandat ou être affilié à l'URBSFA avec déclaration d'appartenance à un régime linguistique lorsqu'il s'agit d'un affilié non affecté présenté par la Pro League, les clubs des divisions supérieures ou les ailes.

La condition d'âge de 70 ans n'est pas applicable aux membres rééligibles dans une instance dont ils font déjà partie ou aux membres déjà élus qui présentent leur candidature à un mandat dans une autre instance.

Tout mandat détenu dans une instance fédérale prend fin d'office au terme de la saison au cours de laquelle le membre intéressé atteint l'âge de septante-cinq ans.

3.1.2 Candidature

Article B2.15
Toute nouvelle candidature comme membre d'une instance élue est signée par ledit candidat et est introduite, soit:

1° par le correspondant qualifié du club d'affectation ou par un dirigeant responsable si le candidat est lui-même correspondant qualifié;
2° le cas échéant, par la Pro League, Voetbal Vlaanderen, l'ACFF ou la (les) division(s) supérieure(s) concernée(s) lorsqu'il s'agit d'un affilié non affecté.

À peine de déchéance, elle est introduite auprès du greffe fédéral compétent, au plus tard le 31 mars ou à toute autre date déterminée par l'organe compétent.

3.1.3 Mandat

Article B2.16
La durée de mandat d'un membre d'une instance élue est de quatre ans et court jusqu'à la fin d'une saison de football. Tout membre sortant est rééligible.

Chaque mandat prend fin d'office à l'issue de trois mandats complets consécutifs maximum.

La vérification du respect de la règle reprise ci-dessus commence à partir du 01/07/2019.

Art. P
Spécifiquement en ce qui concerne les membres représentant le football professionnel:
Les membres du Conseil d'Administration ou du Conseil Supérieur, présentés par la Pro League, sont censés être démissionnaires à la fin de chaque saison, lorsqu'ils:

1° ne sont plus affectés à un club de la Pro League;
2° ne sont plus soutenus par la Pro League, qui le communique à l'administration fédérale le cas échéant.

La Pro League communique les noms des membres démissionnaires par écrit au Secrétaire général (CEO) avant le 1er juin.

Sous peine de déchéance, les noms des (nouveaux) représentants, élus conformément aux règlements de la Pro League, doivent être communiqués au Secrétaire général (CEO) de l'URBSFA au moins 3 jours avant l'Assemblée générale de l'URBSFA.

Art. V
Cette disposition n'est pas encore immédiatement applicable aux instances de Voetbal Vlaanderen. Il sera examiné comment ce principe de bonne gouvernance pourrait éventuellement être mis en œuvre, en tenant compte des capacités et de l'expérience des membres concernés.

Art. A/V
Spécifiquement en ce qui concerne les membres représentant le football amateur:

A la date de clôture, les nouvelles candidatures sont transmises à qui le mandat revient (l'ACFF ou Voetbal Vlaanderen pour les divisions supérieures du football amateur, ou l'entente provinciale (le cas échéant l'entente provinciale des divisions inférieures) pour les divisions provinciales. Procédant conformément à ses statuts, celle-ci détermine le(s) candidat(s) qu'elle appuie et en avise le Secrétaire général avant le 15 mai.

La liste reprenant les nouvelles candidatures et les membres sortants et rééligibles est publiée dans les organes officiels avant le **1er juin**. Cette liste indique l'identité des membres qui sont appuyés par ceux à qui le mandat appartient.

Art. V
Les administrateurs du Conseil d'Administration de Voetbal Vlaanderen sont réputés démissionnaires:

1° lorsqu'ils ne sont plus membres du club qui fait partie de l'entité qu'ils représentent;
2° lorsque le club dont ils sont membres ne fait plus partie de l'entité qu'ils représentent;
3° lorque le membre a exercé trois mandats complets consécutifs.

Disposition transitoire:

Pour les mandats nouveaux ou renouvelés commençant en 2019 ou 2021, cette dernière disposition prend effet pour tous en 2019 ou en 2021.

Un administrateur qui est un membre directement affilié est réputé être démissionnaire à la fin de la saison au cours de laquelle il ne bénéficie plus du soutien de l'entité qui l'a présenté.

Article B2.17
Chaque instance nationale et régionale est renouvelée de moitié tous les deux ans (années impaires).

Article B2.18
L'expiration d'un ou plusieurs mandats et leurs conditions d'éligibilité, sont publiées dans les organes fédéraux pour le 15 mars au plus tard.

3.1.4 Régime linguistique

Article B2.19
Pour chacune des instances nationales, deux listes de candidats sont établies: l'une porte les noms des candidats d'expression française, l'autre ceux des candidats d'expression néerlandaise.

Un candidat est considéré d'expression française ou néerlandaise selon qu'il est présenté par un club qui est membre de l'ACFF ou de Voetbal Vlaanderen. Si un candidat n'est pas présenté par un club, il choisira le régime linguistique.

Le régime linguistique choisi lors de la présentation ou de l'introduction de la candidature ne peut être modifié par la suite aussi longtemps que l'intéressé siège dans la même instance.

3.2 INSTANCES FÉDÉRALES NOMMÉES

3.2.1 Conditions

Article B2.20
Afin d'entrer en ligne de compte pour une nomination, le candidat doit soumettre un curriculum vitae complet. Outre les exigences énoncées dans les conditions générales de nomination, le candidat doit également satisfaire aux conditions suivantes:

1° Avoir les connaissances linguistiques et les compétences professionnelles ou de fond requises;
2° Jouir d'une réputation irréprochable;
3° Déclarer accepter de procéder, le cas échéant, à:
   a) L'affiliation auprès de l'URBSFA (souscription du règlement fédéral);
   b) La souscription de l'engagement d'intégrité et du code éthique tout en spécifiant les fonctions annexes;
   c) La soumission d'un extrait récent du casier judiciaire (modèle général) à titre informatif;
4° Permettre une vérification éventuelle du background et des références par la commission d'intégrité.

3.2.2 Candidature

Article B2.21
Pour chaque fonction et appel à candidatures, une description de profil sera établie avec les conditions de nomination et les incompatibilités seront énumérées. Une estimation est aussi faite du temps consacré et l'indemnité sera mentionnée afin d'assurer une transparence totale vis-à-vis des candidats.

Tant l'URBSFA que les différentes entités peuvent proposer des candidats qui, pour autant qu'il n'y ait pas d'incompatibilités et qu'ils répondent au profil, auront un entretien exploratoire avec le président et le secrétaire de l'instance fédérale concerné, le CEO ou le Secrétaire général de l'aile ou le CEO de la Pro League, afin que le CV du candidat en question, la motivation et les attentes mutuelles soient suffisamment concordantes.

Les candidats ne peuvent être présentés pour nomination au Conseil d'Administration de l'URBSFA que si tous les indicateurs et les avis éventuels de la Commission d'Intégrité sont positifs.

Une composition différenciée en termes de proportion de genres, d'âge et/ou d'origine ethnique est prise en compte lors de la nomination des candidats. Un ratio d'au moins 20% du sexe le moins représenté doit être visé.

Après la nomination, les membres des instances nationales recevront de l'URBSFA une confirmation de leur nomination dans laquelle seront repris le rôle, les attentes, le temps consacré et l'indemnité. Le président et le secrétaire de l'instance fédérale veillent à ce que les nouveaux membres soient suffisamment formés et engagés.

3.2.3 Nomination

Article B2.22
À l'exception de dérogations mentionnées dans le règlement fédéral, les membres d'instances nommées sont nommés par le Conseil d'Administration de l'URBSFA.

En ce qui concerne les membres des instances du football amateur, ce pouvoir est exercé, selon le cas, par le Conseil d'Administration de Voetbal Vlaanderen ou de l'ACFF.

3.2.4 Mandat

Article B2.23
La durée de mandat d'un membre d'une instance nommée est de quatre ans et court jusqu'à la fin d'une saison (de football). Par dérogation à ce principe, des exceptions ont été prévues pour certaines instances qui sont mentionnées à chaque fois.

Tout mandat détenu dans une instance fédérale prend fin d'office au terme de la saison au cours de laquelle le membre intéressé atteint l'âge de septante-cinq ans.

3.3 RÉVOCATION

Article B2.24
Un membre d'une instance fédérale qui est frappé d'une suspension sera démis d'office de sa fonction au sein de l'instance fédérale.

Un membre qui est frappé d'une autre sanction fédérale s'expose, après examen de la gravité de la faute, à être démis de sa fonction par le Conseil d'Administration, avec une simple majorité des membres présents lors de la réunion du Conseil d'Administration où ce point est à l'ordre du jour, et auquel le membre concerné est dûment convoqué au préalable pour être entendu.

En cas de circonstances graves, tout membre peut être suspendu préventivement de façon temporaire par le Conseil d'Administration sans être entendu au préalable.

En ce qui concerne les membres des instances du football amateur, cette compétence est exercée, selon le cas, par le Conseil d'Administration de l'ACFF ou de Voetbal Vlaanderen.

4 FONCTIONNEMENT DES INSTANCES FEDERALES

4.1 INTÉGRITÉ ET IMPARTIALITÉ

Article B2.25
Les instances fédérales et leurs membres sont tenus de respecter les statuts, les règlements, les directives, les décisions et le code éthique de l'URBSFA, de la FIFA et de l'UEFA dans l'exercice de leurs activités.

Toute apparence de conflit d'intérêt ou de partialité doit être évitée à tout moment par l'instance fédérale et tous ses membres.

Cela sous-entend qu'aucun entretien (informel) ne peut être demandé par les clubs et les affiliés ou accordé par les membres des instances fédérales nommées dans le cadre d'affaires dont on est saisi.

Tant qu'une procédure est pendante devant une instance fédérale, il ne peut être demandé à une instance fédérale d'émettre un avis sur l'application ou l'interprétation du règlement à des éléments qui font l'objet de cette procédure. Des questions d'interprétation soulevées dans un cas particulier ne peuvent être évaluées par le Conseil Supérieur qu'après qu'un prononcé final ait été rendu en dernier ressort.

Un membre ne peut siéger lorsque l'instance examine une affaire dans laquelle son club est partie ou directement intéressé, ni dans les cas où ce membre soutient directement ou indirectement une relation personnelle avec l'affilié ou un tiers intéressé. Le cas échéant, il en informe directement le président de l'instance.

Les membres des instances fédérales exercent leur mandat au mieux de leurs capacités et ne sont pas extra-contractuellement responsables des dommages qu'ils causent dans l'exercice de leur mandat, sauf en cas de faute intentionnelle, de dol ou d'atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

> Cette disposition est limité aux réclamations extracontractuelles de tiers et n'affecte pas la responsabilité contractuelle et disciplinaire des membres des instances fédérales à l'égard de la fédération.

4.2 COMPOSITION DU BUREAU

Article B2.26
Chaque instance fédérale élue désigne un président et un ou plusieurs vice-président(s) à sa première séance qui suit les élections ou les nominations. S'il y a plusieurs candidats, ces votes se font à bulletins secrets.

Dans les instances nationales, le premier vice-président ou le seul vice-président doit être d'expression néerlandaise quand le président est d'expression française et vice-versa.

La procédure visant à composer le bureau se déroule comme suit:

1° Pour la constitution du bureau complet, le vote est dirigé par le membre ayant la plus grande ancienneté dans l'instance et qui n'est pas candidat.

Pour compléter le bureau, le vote est dirigé par le président ou l'un des vice-présidents, dans l'ordre de leur position.

2° Le secrétaire de l'instance concernée:
- reprend tant les membres présents qu'absents de l'instance fédérale dans un rapport qu'il rédige;
- prépare plusieurs séries de bulletins de vote sur lesquels figurent par ordre alphabétique tous les noms de tous les membres de l'instance concernée;
- reprend dans un rapport les noms des membres de l'instance fédérale qui introduisent leur candidature;
- remet un bulletin de vote à chaque membre;
- recueille les bulletins de vote et les remet au président de séance.

3° Le président de séance ouvre les bulletins de vote et communique le résultat du vote en présence de tous les membres. Ce résultat est également repris au procès-verbal de la séance rédigé par le secrétaire.

4° Le candidat élu est celui qui obtient la majorité absolue du nombre des voix émises régulièrement.

5° Dans l'éventualité où aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix émises régulièrement lors du premier tour de scrutin, il est procédé à un second vote entre les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix.
Au cas où ce second vote ne permet à nouveau pas d'aboutir à une majorité absolue ou en cas de parité des voix: est élu selon l'ordre suivant:
- le candidat sortant, s'il était opposé à un nouveau candidat;
- le membre ayant le plus d'années de service dans cette instance, s'il ne s'agit pas de candidats sortants;
- le membre le plus âgé.

Article B2.27
Sauf indication contraire, une instance fédérale siège valablement lorsque trois membres sont présents.

Les décisions sont signées par le président ou, si cela n'est pas possible, par un membre ayant participé à la délibération, et par le secrétaire.

4.3 ADMINISTRATION FÉDÉRALE, SECRÉTAIRE ET GREFFE

Article B2.28
L'administration fédérale est en charge du fonctionnement quotidien de la fédération et soutient les instances fédérales au mieux de ses possibilités.

L'administration fédérale n'est pas extra-contractuellement responsable des dommages qu'elle cause dans l'exercice de ses fonctions, sauf en cas de faute intentionnelle, de dol ou d'atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

Cette disposition est limitée aux réclamations extracontractuelles de tiers et n'affecte pas la responsabilité contractuelle et disciplinaire de l'administration fédérale à l'égard de la fédération.

L'administration fédérale exerce les pouvoirs exécutifs qui ne sont pas expressément confiés à une autre instance fédérale.

L'administration fédérale et les collaborateurs sont tenus de respecter les statuts, les règlements, les directives, les décisions et le code éthique de l'URBSFA, de la FIFA et de l'UEFA dans l'exécution de leurs travaux.

Article B2.29
Chaque instance fédérale est assistée d'un secrétaire qui fait partie de l'administration fédérale, et qui est désigné par la direction de l'URBSFA pour les instances nationales, et par le management des ailes pour les instances du football amateur. Un secrétaire peut à tout moment être remplacé par un collègue de l'administration fédérale.

Les secrétaires sont censés ne pas faire partie de l'instance fédérale et n'ont pas droit de vote.

À titre exceptionnel et de façon temporaire, le secrétariat d'une instance fédérale peut être assuré par un membre.

Article B2.30
Un greffe fédéral central est mis en place pour faire office de secrétariat général et de point de contact central au sein de la fédération et assurer la transmission immédiate des réclamations au secrétaire de l'instance fédérale compétente et/ou au secrétariat du parquet.

greffe@rbfa.be

Art. A

L'ACFF dispose de son propre greffe qui fait office de secrétariat général et de point de contact central au sein de l'ACFF et assure la transmission immédiate des réclamations au secrétaire de l'instance compétente de l'ACFF et/ou au secrétariat du parquet ACFF.

greffe@acff.be

Art. V

Voetbal Vlaanderen dispose de son propre greffe qui fait office de secrétariat général et de point de contact central au sein de Voetbal Vlaanderen et assure la transmission immédiate des réclamations au secrétaire de l'instance compétente de Voetbal Vlaanderen et/ou au secrétariat du parquet Voetbal Vlaanderen.

griffie@voetbalvlaanderen.be

4.4 INSTANCE FÉDÉRALE INCOMPLÈTE

Article B2.31
Si, dans le courant d'une saison, une instance fédérale ne compte plus le nombre de membres prescrit ou si celui-ci est considéré comme insuffisant, un membre peut être nommé pour chaque place vacante, le cas échéant sur présentation de l'entité à laquelle le mandat revient.

Le membre nommé termine le mandat de son prédécesseur

Si, un membre d'une instance fédérale indique être empêché d'exercer son mandat pendant plus de six mois, l'entité à laquelle revient ce mandat peut proposer au Conseil d'Administration de désigner un suppléant pour une période déterminée, toujours renouvelable.

Le suppléant est un membre à part entière de l'instance pour la durée du remplacement, mais il n'a pas de droit ni à l'ancienneté fédérale ni à une carte fédérale.

4.5 RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR – RAPPORTAGE

Article B2.32
Chaque instance fédérale peut adopter un règlement d'ordre intérieur qui est validé par le Conseil d'Administration.

Une instance fédérale se réunit lorsque son ordre du jour, son président ou trois de ses membres le demandent. Elle doit veiller à ce que les affaires soient traitées à temps.

Les réunions ou les séances peuvent avoir lieu tant de manière physique que digitale par le biais de moyens de communication modernes.

En l'absence de président désigné ou en cas de dispositions contraires du règlement de fonctionnement, la présidence est assurée par le membre qui compte le plus d'ancienneté.

Le président évalue annuellement (à la fin de la saison/mai) le fonctionnement de l'instance fédérale et ses membres, et en fait rapport auprès du Secrétaire général (CEO) de l'URBSFA en vue d'un rapport de bonne gouvernance pour le Conseil d'Administration et l'Assemblée générale. Ce qui précède n'exclut pas des audits par l'URBSFA ou des tiers.

5 INSTANCE LEGISLATIVE: LE CONSEIL SUPERIEUR

5.1 COMPOSITION

Article B2.33
Le Conseil Supérieur se compose comme suit:

1° La Pro League, représentée par son CEO, éventuellement assisté par d'autres membres du management. En aucun cas la délégation ne peut comprendre plus de quatre (4) personnes. Le CEO peut être remplacé par un autre membre du management.

2° Voetbal Vlaanderen, représenté par cinq (5) personnes désignées par Voetbal Vlaanderen, assistées d'un représentant du management de Voetbal Vlaanderen et du Président de la Vlaamse Studiecommissie. Ces derniers peuvent le cas échéant se faire remplacer par un autre membre du management ou de la Vlaamse Studiecommissie.

3° L'ACFF, représentée par cinq (5) personnes désignées par le Conseil Supérieur ACFF selon les modalités définie dans le Livre A, assistées du management de l'ACFF.

4° L'URBSFA, représentée par maximum quatre (4) personnes de l'administration fédérale désignées par la direction de l'URBSFA. Ils peuvent le cas échéant se faire remplacer par un autre membre de l'administration ou un expert.

Le Conseil Supérieur désigne annuellement parmi ces membres un président et maximum deux vice-présidents. En l'absence du président, la présidence est assurée par le vice-président ou, en son absence, par le membre ayant la plus grande ancienneté.

Le Président fédéral, le Secrétaire général (CEO) de l'URBSFA et les secrétaires généraux des ailes peuvent assister aux réunions.

5.2 COMPÉTENCES PARTICULIÈRES

Article B2.34
Le Conseil Supérieur a le pouvoir réglementaire tel que défini dans le cadre réglementaire du règlement fédéral.

Article B2.35
Le Conseil Supérieur a en outre les compétences particulières suivantes:

1° le pouvoir d'évoquer (au sens du règlement fédéral) une décision relative à la formation des séries;
2° la validation ou l'annulation exceptionnelle de transferts ou la régularisation d'une affiliation, à l'exception du football professionnel.

Ces décisions sont sans recours.

Article B2.36
Si des décisions doivent être prises à l'encontre d'organisations, de clubs et d'affiliés qui sont gérés exclusivement par l'ACFF ou Voetbal Vlaanderen respectivement, celles-ci sont prises par les seuls membres faisant partie de l'ACFF ou de Voetbal Vlaanderen respectivement.

5.3 REPORTING

Article B2.37
Le Conseil Supérieur organise ses travaux conformément au règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil Supérieur rapporte annuellement sur son fonctionnement et ses activités auprès du Secrétaire général (CEO), du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale, en indiquant (liste non limitative):

1° les décisions interprétatives;
2° les adaptations à la législation et à la réglementation;
3° les modifications de règlement proprement dites.

6 INSTANCES DISCIPLINAIRES

6.1 LE PARQUET

6.1.1 Organisation

Article B2.38
Les parquets sont organisés comme suit:

1° le **parquet UB**, sous la direction du procureur UB, qui est compétent pour le football professionnel, la nationale 1, les divisions nationales féminines, les divisions nationales futsal et les jeunes de l'élite;
2° **le parquet Voetbal Vlaanderen**, sous la direction du procureur Voetbal Vlaanderen, qui est compétent pour toute les compétitions et tous les matches organisés par Voetbal Vlaanderen;
3° **le parquet ACFF**, sous la direction d'un procureur, qui est compétent pour toutes les compétitions et tous les matches organisés par l'ACFF.

Article B2.39
L'organisation du parquet est fondée par niveau sur le principe de l'unité et de l'indivisibilité, ce qui implique que les Procureurs et les substituts peuvent se faire remplacer ou se succéder dans une affaire tant au premier qu'au second degré, voire en évocation, moyennant le respect du rôle linguistique.

Ce qui précède ne s'applique pas au procureur fédéral pour le football amateur.

Article B2.40
Chaque parquet dispose de son propre secrétariat.

6.1.2 Coordination entre les parquets

Article B2.41
En vue de l'uniformité de la politique de poursuite, la coordination des différents parquets s'opère par l'intermédiaire du collège des procureurs composé du procureur UB qui préside le collège, et du procureur Voetbal Vlaanderen et du procureur ACFF.

Les compétences de ces collèges sont notamment:
- fixer et faire appliquer la politique générale de poursuite en concertation avec l'URBSFA et les ailes;

- assurer le bon fonctionnement du parquet Voetbal Vlaanderen et du parquet ACFF;
- contrôler le respect de l'uniformité de la politique de poursuite.

6.1.3 Composition et compétences du parquet UB

Article B2.42
Le parquet UB est composé du procureur UB assisté de substituts répartis entre les deux régimes linguistiques.

Le procureur UB et les substituts du parquet UB sont nommés par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration désigne, sur base d'un avis non contraignant du procureur UB, les substituts qui vont intervenir dans le football professionnel.

Outre les conditions de nomination générales, les conditions suivantes sont toujours respectées:

1° Le procureur UB et les substituts sont tous des juristes et bilingues français-néerlandais;
2° Ils ont connaissance du monde du football en son sens le plus large et sont familiers avec le droit procédural;
3° Au moins 1/3 des substituts appartient à l'autre rôle linguistique;
4° Le procureur UB et les substituts ne peuvent pas, préalablement à l'introduction de la candidature:
   a) être ou avoir été actionnaires d'un club du football professionnel ou de division 1 ACFF/VV;
   b) exercer ou avoir exercé de fonction dirigeante (dirigeant responsable, membre Conseil d'Administration ou Comité de Direction) au sein d'un club du football professionnel;
   c) être ou avoir été salariés au sein d'un club du football professionnel.
5° Ils s'engagent à exercer leur fonction de façon impartiale et intègre. Ils signent à cet effet annuellement une déclaration d'intégrité et d'indépendance.

Article B2.43
Le parquet UB est chargé d'office tant de l'instruction que de la poursuite le cas échéant, ce en cas d'infractions au règlement fédéral commises par des membres d'instances fédérales URBSFA, des agents de football, des clubs (et de leurs entités) et des affiliés issus du football professionnel, des divisions nationales féminines, des divisions nationales futsal et des jeunes de l'élite.

Il s'agit notamment des infractions suivantes:
1° falsification de la compétition;
2° pratiques de dopage;
3° paris;
4° infractions aux engagements des clubs et affiliés.

Le parquet UB est chargé d'enquêter et, si nécessaire, de poursuivre les infractions en cas de discrimination, quel que soit le statut de l'affilié, du non-affilié ou du club, dans toutes les divisions et séries, et quelle que soit la discipline du football.

Le parquet UB est habilité à proposer une transaction.

Le parquet UB dispose du droit d'interjeter appel de la décision prise en premier ressort par une instance disciplinaire qui s'occupe des licences, ainsi que du droit d'évocation.

Le Conseil d'Administration dispose d'un droit d'injonction positif afin de permettre au parquet UB d'exercer ses compétences.

 Concernant les licences, l'ingérence dans d'autres clubs, le Financial Fair Play et les infractions particulières pour lesquelles la Commission des Licences est compétente, les pouvoirs d'enquête et de poursuite appartiennent à l'Auditorat pour les Licences (voir B2.69, et Livre P).

6.1.4 Composition et compétences du parquet Voetbal Vlaanderen et du parquet ACFF

Article B2.44

 Le parquet Voetbal Vlaanderen est composé du procureur Voetbal Vlaanderen, assisté par des substituts du procureur Voetbal Vlaanderen, dont le nombre est déterminé par le Conseil d'Administration de Voetbal Vlaanderen.

Ils sont nommés par le Conseil d'Administration de Voetbal Vlaanderen.

Pour la nomination des substituts régionaux, le procureur donne un avis non contraignant au Conseil d'Administration.

Outre les conditions de nomination générales, les conditions suivantes sont toujours respectées:

1° Ils sont tous juristes et ont au moins une connaissance approfondie du monde du football en son sens le plus large.
2° Le procureur régional Voetbal Vlaanderen et ses substituts signent annuellement une déclaration d'intégrité et d'indépendance.
3° Ils s'engagent à exercer leur fonction de façon impartiale et intègre.

 Le parquet ACFF est composé d'un procureur ACFF, assisté par des substituts ACFF, dont le nombre est déterminé par le Conseil d'Administration ACFF.

Ils sont nommés par le Conseil d'Administration ACFF.

Pour la nomination de leurs substituts régionaux, le procureur régional donne un avis non contraignant au Conseil d'Administration.

Outre les conditions de nomination générales, les conditions suivantes sont toujours respectées:

1° Ils sont tous juristes et ont au moins une connaissance approfondie du monde du football en son sens le plus large.
2° Le procureur ACFF et les substituts ACFF signent annuellement une déclaration d'intégrité et d'indépendance.
3° Ils s'engagent à exercer leur fonction de façon impartiale et intègre.

Article B2.45

Le parquet Voetbal Vlaanderen est chargé d'office tant de l'instruction que de la poursuite en cas de violation du règlement fédéral commises par des membres d'instances fédérales de Voetbal Vlaanderen durant et à l'occasion des matches et compétions organisés par Voetbal Vlaanderen.

Il s'agit notamment des infractions suivantes:
1° falsification de match;
2° pratiques de dopage;
3° cession de patrimoine, hormis celle de clubs ayant obtenu ou demandé une licence de club amateur flamand du plus haut niveau;
4° ingérence dans d'autres clubs;
5° paris;
6° infractions aux engagements des affiliés. En cas d'infraction liée à l'interdiction de discrimination, le parquet Voetbal Vlaanderen transmet le dossier au parquet UB, qui est compétent au niveau national pour toutes les divisions et séries, et toutes les disciplines du football.

Le Parquet Voetbal Vlaanderen est habilité à proposer une transaction.

Le parquet Voetbal Vlaanderen peut signer appel d'une décision prise en premier ressort ou introduire une demande d'évocation.

Le Conseil d'Administration de Voetbal Vlaanderen dispose d'un droit d'injonction positif afin de permettre au Parquet Voetbal Vlaanderen d'exercer ses compétences.

Le parquet ACFF est chargé d'office tant de l'instruction que de la poursuite en cas de violation du règlement fédéral commises par des membres d'instances fédérales de l'aile, des clubs et des affiliés durant et à l'occasion des matches et compétions organisés par l'ACFF.

Il s'agit notamment des infractions suivantes:
1° falsification de match;
2° pratiques de dopage;
3° cession de patrimoine, hormis celle de clubs ayant obtenu ou demandé une licence de club amateur des divisions 1, 2 ou 3;
4° ingérence dans d'autres clubs;
5° paris;
6° infractions aux engagements des affiliés. En cas d'infraction liée à l'interdiction de discrimination, le parquet ACFF transmet le dossier au parquet UB, qui est compétent

au niveau national pour toutes les divisions et séries, et toutes les disciplines du football.

Le Parquet ACFF est habilité à proposer une transaction.

Le Parquet ACFF peut signer appel d'une décision prise en premier ressort ou introduire une demande d'évocation.

Le Conseil d'Administration de l'ACFF dispose d'un droit d'injonction positif afin de permettre au Parquet de l'ACFF d'exercer ses compétences.

6.1.5 Assistance et collaboration

Article B2.46
Dans l'exercice de ses compétences, le parquet peut se faire assister par ou faire appel à des experts indépendants issus du pool de spécialistes et de la commission d'enquête, ce nonobstant l'assistance de l'administration fédérale.

Article B2.47
Dans l'exercice de ses compétences, le parquet peut à tout moment collaborer avec les autorités judiciaires et d'autres pouvoirs publics, ainsi qu'avec d'autres instances sportives.

6.2 COORDINATEUR D'INSTRUCTION

6.2.1 Désignation

Article B2.48
Annuellement, et au plus tard pour le 1er août de chaque saison, le procureur UB, le procureur Voetbal Vlaanderen et le procureur ACFF désignent parmi leur équipe un coordinateur d'instruction et un coordinateur d'instruction suppléant chargés de la direction complète durant cette saison de toute instruction en matière de falsification de la compétition.

Leur désignation sera annoncée par une mention sur le site Internet de l'URBSFA et de ses ailes.

investigation@rbfa.be

6.2.2 Compétences

Article B2.49
Dans le cadre de la procédure relative à des faits de falsification de la compétition, le coordinateur d'instruction ou le coordinateur d'instruction suppléant, dispose des compétences suivantes non limitatives:

1° assurer la coordination interne des actes d'instruction ou les poser;
2° ordonner des actes d'instruction (supplémentaires);
3° se faire assister par des experts externes, la commission d'enquête, l'Auditorat pour les Licences, des membres de l'administration fédérale entre autres;
4° intervenir en tant que seul point de contact dans le cadre de ladite affaire; coordonner la communication avec les services compétents de l'URBSFA ou des ailes;
5° contacter d'autres instances ou autorités sportives;

6° sur base du dossier et de l'enquête qui a été menée, juger prima facie si le fait ou la tentative de falsification de la compétition peut engager la responsabilité du club;
7° clôturer l'enquête et la renvoyer au procureur UB, au procureur Voetbal Vlaanderen ou au procureur ACFF.

6.3 COMMISSION D'ENQUÊTE

6.3.1 Composition

Article B2.50
La commission d'enquête est composée de douze membres au maximum, six d'expression française et six d'expression néerlandaise, qui sont nommés par le Conseil d'Administration URBSFA. Au moins trois membres de chaque groupe linguistique ont une formation juridique.

6.3.2 Compétences

Article B2.51
Tant au sein de l'URBSFA qu'au sein des deux ailes, la commission d'enquête effectue les devoirs d'enquête qui lui sont confiés soit par le parquet, le coordinateur d'instruction, le CEO ou le Secrétaire général, la commission d'intégrité et toute instance fédérale qui désire effectuer une enquête concernant des infractions éventuelles au règlement ou au Code Ethique, dans les affaires dont elle doit statuer.

6.4 INSTANCES DISCIPLINAIRES

6.4.1 Organisation

Article B2.52
Les instances disciplinaires sont organisées selon le principe du double degré de juridiction par division du football compétitif, comme suit:

Principe	Premier degré	Appel
Football professionnel - 1A et 1B - Espoirs1A et 1B	Comité disciplinaire football professionnel	Conseil disciplinaire football professionnel* (CBAS)
Football (amateur) national - Dames nationales (également Super League) - Futsal national - Jeunes Elite	Comité sportif URBSFA	Comité d'appel URBSFA
Compétitions et matches organisés par Voetbal Vlaanderen	Comité Disciplinaire Voetbal Vlaanderen	Comité d'Appel Voetbal Vlaanderen
Compétitions et matches organisés par l'ACFF	Commission Disciplinaire ACFF	Comité d'appel ACFF

* *Pour certaines infractions spéciales, l'instance d'appel siège en premier degré.*

La composition des instances disciplinaires est précisée dans les règlements des entités concernées (P, V, A), étant entendu que les instances d'appel siègent toujours avec au moins trois membres.

Article B2.53
Par dérogation à ce qui précède, pour le traitement et la sanction d'éventuelles infractions en matière de discrimination, une Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme sera organisée au sein du Conseil Disciplinaire (pour le football professionnel), qui siègera en première instance quel que soit le statut de l'affilié, du non-affilié ou du club, et ce dans toutes les divisions et séries pour chaque discipline de football de la Fédération.

 Voir le livre P, Titre 2 et le Livre B, Titre 11 - Litiges et procédures, Infractions spéciales - Discrimination.

 Ce qui précède est sans préjudice des compétences spéciales en matière de comportement transgressif du Vlaams Sporttribunaal (voir Livre V).

En cas de réclamations multiples ou connexes, la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme est considérée comme une instance disciplinaire spéciale et supérieure (voir Livre B, Titre 11 - Litiges et procédures). Cette chambre prend donc également connaissance des réclamations liées aux réclamations pour discrimination dont elle est spécifiquement responsable au niveau national, y compris en cas d'exclusion directe. La Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme reste compétente pour entendre et sanctionner les réclamations et/ou infractions connexes ou multiples, même si une décision est prise selon laquelle la plainte pour discrimination n'est pas fondée.

La Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme est composée du Premier Président du Conseil Disciplinaire pour le Football Professionnel (qui peut être remplacé par un autre membre du Conseil Disciplinaire) et des membres (non-juristes) affectés à cette chambre, ayant une connaissance suffisante du français et du néerlandais, qui, en raison de leur formation, ont une expérience particulière en matière de discrimination, dont le racisme ou non, dans ou autour du football. L'employé responsable de l'inclusion à l'URBSFA peut intervenir dans la procédure avec une fonction consultative.

Ils sont nommés par le Conseil d'administration de l'URBSFA pour 2 saisons.

6.4.2 Compétences

Article B2.54
Les instances disciplinaires sont compétentes dans leur juridiction du traitement de toutes les infractions éventuelles au règlement fédéral par les clubs et les affiliés ou par ceux qui ont explicitement souscrit au règlement fédéral.

Les instances disciplinaires en premier degré n'ont compétence que dans la mesure où celle-ci n'est pas réservée à une instance fédérale spécifique sur la base de l'acte de saisine (par exemple, la commission des licences, la Chambre nationale pour la lutte contre la

discrimination et le racisme, etc.) ou à une instance d'appel disciplinaire, siégeant en premier degré.

Le cas échéant, les instances disciplinaires se déclarent incompétentes et renvoient immédiatement le cas au secrétariat de l'instance fédérale spécifique ayant une compétence réservée. Si une instance disciplinaire est compétente pour prendre connaissance de l'affaire sur la base de l'acte de saisine, elle reste compétente et il ne peut y avoir de renvoi à une autre instance, même si la compétence est réservée.

 Par exemple, dans le cas d'une défense suite à une exclusion directe fondée sur une violation de l'interdiction de la discrimination et du racisme.

6.4.3 Indépendance et impartialité

Article B2.55
Les instances disciplinaires veillent à leur indépendance et traitent toutes les affaires de manière impartiale.

Les membres ne peuvent en aucun cas avoir été impliqués dans l'examen préliminaire des affaires dont ils sont saisis.

6.5 COMMISSION D'EVOCATION

6.5.1 Composition

Article B2.56
La Commission d'Evocation est composée de six membres juristes ayant une connaissance suffisante du français et néerlandais et du règlement fédéral.

6.5.2 Compétences

Article B2.57
La Commission d'Evocation a le pouvoir d'évoquer une décision d'une instance disciplinaire en degré d'appel lorsqu'elle constate une infraction au règlement fédéral ou une violation de la loi ou qu'elle constate un fait nouveau de nature à modifier la décision initiale d'une instance disciplinaire.

La Commission d'Evocation traite la demande de récusation qui lui est soumise par l'instance disciplinaire dont un membre est récusé ou dont ses membres eux-mêmes font l'objet.

7 INSTANCES ARBITRALES

7.1 COMMISSION ARBITRALE DE RÉSOLUTION DES LITIGES DE TRAVAIL

7.1.1 Composition

Article B2.58
La Commission Arbitrale de Résolution des Litiges de Travail (CARL) est une instance composée paritairement au sein de laquelle un collège arbitral peut être constitué.

Elle est composée de seize membres:

1° huit membres qui représentent les clubs employant des joueurs et des entraineurs sous contrat de travail: quatre de chaque rôle linguistique (dont au moins un juriste à chaque fois), et désignés par les représentants des employeurs, à savoir, la Pro League, l'ACFF et Voetbal Vlaanderen, comme suit:

- quatre (4) membres sont désignés par la Pro League et ils forment ensemble une liste « football professionnel »;

- deux (2) membres sont désignés par l'ACFF, et deux (2) membres sont désignés par Voetbal Vlaanderen, et ils forment ensemble une liste « football amateur »;

2° huit membres qui représentent les joueurs et entraineurs sous contrat de travail: quatre de chaque rôle linguistique (dont au moins un juriste à chaque fois) et désignés par les organisations syndicales.

Il n'y a qu'une seule liste pour les membres qui représentent les joueurs et entraineurs sous contrat de travail.

La CARL désigne parmi ses membres un président et un vice-président sur la base d'un consensus entre les représentants des employés, d'une part, et les représentants des employeurs, d'autre part, tel que défini ci-avant. Le président et le vice-président appartiennent chacun à un rôle linguistique différent et doivent obligatoirement avoir une formation de juriste.

Article B2.59
Les membres de la CARL ne peuvent occuper d'autres fonctions au sein de la fédération (que ce soit au sein de ses instances ou de son administration) ni représenter des joueurs, des entraîneurs ou des clubs dans quelque litige que ce soit porté devant la CARL.

Article B2.60
Si un litige implique un club du football professionnel, seuls les membres de la CARL qui figurent sur la liste « football professionnel » peuvent être désignés comme arbitre parmi les représentants des clubs.

Si un litige implique un club du football amateur, seuls les membres de la CARL qui figurent sur la liste « football amateur » peuvent être désignés comme arbitre parmi les représentants des clubs.

Quelle que soit le type de club impliqué dans un litige, les huit membres de la CARL qui représentent les joueurs et les entraineurs peuvent toujours être désignés comme arbitre.

7.1.2 Compétences

Article B2.61
Le collège arbitral connaît définitivement de tous les litiges relatif au contrat de travail entre un joueur ou un entraineur et un club, qui sont susceptibles d'arbitrage.

> On entend par contrat de travail, tant le simple contrat de travail que le contrat de travail de sportif rémunéré.

De manière générale, la CARL est compétente pour se prononcer sur les litiges de dimension nationale. En ce qui concerne les litiges de dimension internationale, la CARL peut uniquement se déclarer compétente si le contrat en question contient une clause expresse conférant la compétence exclusive à ladite CARL pour les litiges liés à ce contrat de travail ou en découlant, ou si la compétence exclusive de ladite CARL est établie par une convention collective applicable au niveau national.

Article B2.62
Le collège arbitral, exclusivement composé des membres de la CARL qui représentent les clubs, connaît définitivement:

1° des litiges entre clubs appartenant au football professionnel,
notamment pour non-paiement de sommes dues, de transferts, de négociations de transfert et l'inexécution d'engagements pris à l'occasion du transfert de joueurs;
2° des litiges d'origine sportive entre clubs du football professionnel et affiliés non joueurs et tiers, et ce pour autant que les deux parties marquent ou aient (déjà) marqué leur accord sur l'arbitrage au moyen d'une convention;
3° des litiges ayant trait à la gestion de clubs du football professionnel qui constitue une violation du règlement fédéral.

7.2 COMMISSION ARBITRALE POUR L'AMATEUR

7.2.1 Composition

Article B2.63
La commission arbitrale pour l'amateur est composée de dix membres, cinq néerlandophones et cinq francophones, nommés par le Conseil d'Administration des ailes comme suit:

1° Quatre membres – deux de chaque rôle linguistique, dont au moins un juriste, qui représentent les clubs du football régional amateur;

2° Six membres – trois de chaque rôle linguistique, dont au moins un juriste, qui représentent les clubs du football provincial amateur.

7.2.2 Sous-chambres

Article B2.64
La commission arbitrale pour l'amateur comprend deux sous-chambres:

1° Sous-chambre Voetbal Vlaanderen: compétent pour tous les membres appartenant à des clubs de Voetbal Vlaanderen ou appartenant à des clubs qui ont choisi l'appartenance aux championnats organisés par Voetbal Vlaanderen, ou les affiliés individuels ayant choisi le rôle linguistique néerlandais;
2° Sous-chambre ACFF: compétent pour tous les membres appartenant à des clubs de l'ACFF ou appartenant à des clubs qui ont choisi l'appartenance aux championnats organisés par l'ACFF, ou les affiliés individuels ayant choisi le rôle linguistique francophone.

Si les parties appartiennent tant à Voetbal Vlaanderen qu'à l'ACFF, la commission arbitrale connaît dans une composition des deux sous-chambres.

7.2.3 Compétences

Article B2.65
En tant que collège arbitral, la commission arbitrale pour l'amateur connaît définitivement des litiges relatifs à l'exercice du sport footballistique et qui sont susceptibles d'arbitrage:

1° les litiges d'ordre financier entre un club et un joueur ou un entraîneur ne découlant pas d'un contrat de travail, avec la compétence supplémentaire d'imposer une suspension en cas de réaffiliation d'un joueur amateur qui tombe sous la réglementation de la liberté décrétale, jusqu'au moment du paiement de la somme due par le joueur amateur à son club précédent.
2° le recours introduit par un joueur contre une décision de son club appartenant au football amateur;
3° les litiges entre clubs dont au moins un n'appartient pas au football professionnel;
4° les litiges d'origine sportive entre clubs du football amateur et des affiliés non joueurs et tiers, et ce pour autant que les deux parties marquent ou aient marqué leur accord sur l'arbitrage au moyen d'une convention;
5° les litiges ayant trait à la gestion de clubs du football amateur y compris les infractions éventuelles à l'exécution des obligations légales.
6° Les litiges suite à une décision de l'Auditorat pour les Licences qui constate des irrégularités relatives aux contrats de sportif rémunéré déposés à la suite de transferts intervenus au cours de la période allant du 1er septembre au 31 décembre et du 5 janvier au 1er février.

7.3 COUR BELGE D'ARBITRAGE POUR LE SPORT

Article B2.66
La CBAS n'est pas une instance fédérale et est exclusivement réglée par ses statuts et règlements (www.cbas.be).

7.4 CENTRE BELGE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION DANS LE SECTEUR SPORTIF (CENTRE FOR SPORTS ARBITRATION)

Article B2.67
Le C-SAR, une section spécifique du Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation (« CEPANI »), n'est pas une instance fédérale et est exclusivement réglée par ses statuts et règlements.

8 INSTANCES CHARGÉES DES LICENCES, DU FINANCIAL FAIR PLAY ET DE LA VIABILITÉ DU FOOTBALL PROFESSIONNEL BELGE

8.1 AUDITORAT POUR LES LICENCES

8.1.1 Composition - Incompatibilités

Article B2.68
L'Auditorat pour les Licences est composé d'un Auditeur-Général, assisté par des substituts francophones et néerlandophones qui ont soit une formation économique soit une formation juridique.

Si besoin est, le Secrétaire général (CEO) de l'URBSFA désignera des collaborateurs administratifs supplémentaires qui prêteront leur assistance à l'Auditorat pour les Licences.

L'Auditeur-Général est nommé par le Conseil d'Administration, à l'issue d'une procédure de sélection et après concertation avec la Pro League.

Les substituts sont désignés par le Secrétaire général (CEO) de l'URBSFA de commun accord avec l'Auditeur-Général, à l'issue d'une procédure de sélection. Les substituts peuvent faire partie de l'administration fédérale.

Les dispositions suivantes valent tant pour l'Auditeur-Général que pour les substituts:

a) avant de présenter leur candidature et pendant l'exercice de leurs fonctions au sein de l'Auditorat pour les Licences:
   - ne pas être ou avoir été actionnaire d'un club de football professionnel ou d'un club évoluant en division 1 ACFF/VV;
   - ne pas occuper ou avoir occupé un poste de direction (administrateur délégué, membre du conseil d'administration ou du comité exécutif, ...) dans un club de football professionnel;
b) ils ne doivent pas avoir été affectés à un club.

L'Auditeur-Général supervise:
- le fonctionnement indépendant et impartial de l'Auditorat pour les Licences;
- la confidentialité des dossiers;
- l'application et le respect uniformes des conditions de licence;

- le bon fonctionnement de l'Auditorat pour les Licences (y compris en ce qui concerne les rapports).

L'Auditeur-Général rédige par saison à l'attention du Conseil d'Administration de l'URBSFA et de la Pro League d'une part et de Voetbal Vlaanderen d'autre part un rapport indiquant, entre autres, les recommandations, suggestions ou demandes de renseignements relatives à un dossier de licences en particulier lorsqu'elle n'émane pas du club concerné ou de ses mandataires.

Tout membre de l'Auditorat pour les Licences signe annuellement une déclaration d'indépendance et s'engage à exercer sa fonction de manière impartiale et intègre.

8.1.2 Compétences

Article B2.69
Dans le cadre des demandes, de l'octroi et du contrôle des licences au sens le plus large aux clubs qui évoluent ou qui veulent évoluer dans le football professionnel, en division 1 ACFF/VV, en divisions 2 et 3 VV, en Super League du Football Féminin en division élite du futsal et ou dans le cadre du Financial Fair Play Belgique ou dans le cadre de la viabilité du football professionnel belge, l'Auditorat pour les Licences dispose des pouvoirs d'enquête, d'information, d'administration et de poursuite, et doit notamment:

1° rédiger un rapport écrit pour la commission des licences dans tous les cas où le Règlement le prévoit:
   - dans le cadre de la demande de la licence;
   - dans le cadre de la cession de patrimoine;
   - dans le cadre d'une modification de la direction ou du contrôle d'un club;
   - dans le cadre de la surveillance continue après l'obtention de la licence en ce qui concerne les clubs de football professionnel;
   - chaque fois que la commission des licences en fait la demande;
2° veiller au respect des conditions imposées au club lors de l'octroi de la licence et les éventuelles violations de celles-ci lors de l'octroi de la licence;
3° superviser la gestion financière des clubs ayant obtenu une licence pour le football professionnel;
4° proposer des sanctions à la commission des licences en cas de non-respect des conditions de licence, en cas de lacunes dans le cadre de la viabilité du football professionnel belge ou de lacunes dans la gestion financière menaçant la continuité des clubs ayant obtenu une licence pour le football professionnel;
5° demander des informations auprès de tous les créanciers du club ayant demandé l'octroi d'une licence;
6° transmettre toutes les informations demandées par le parquet UB ou le Coordinateur d'instruction;
7° partager de l'information avec les autorités publiques et en recevoir de leur part;
8° assurer la communication avec les instances UEFA compétentes pour l'octroi de la licence donnant accès aux compétitions européennes de l'UEFA et transmettre les listes des clubs qui ont obtenu une licence de club professionnel et qui répondent aux conditions de participation aux compétitions européennes.

9° veiller aux dispositions légales et réglementaires des contrats de “sportif rémunéré” déposés par les clubs ou joueurs du football amateur à la suite de transferts;
10° instruire les demandes des « rulings » et superviser leur exécution.

8.2 COMMISSION DES LICENCES

8.2.1 Composition

Article B2.70
La Commission des Licences est composée de maximum dix membres nommés par le Conseil d’Administration.

Outre les conditions générales de nomination, les interdictions spécifiques valent pour les membres:

1° ne pas être ou avoir été actionnaire au cours des 3 années précédentes d’un club du football professionnel, de divsion 1 ou 2 ACFF/VV ou de division 3 VV, de la Super League du Football Féminin ou de futsal élite;
 En ce compris l’ancienne Nationale 1.
2° ne pas exercer ou avoir exercé au cours des 3 années précédentes une fonction dirigeante (détenteur carte bleue, membre conseil d’administration ou comité de direction) au sein d’un club du football professionnel;
3° ne pas être ou avoir été salarié au sein d’un club du football professionnel.

Cinq membres au plus sont convoqués lors de chaque séance de la Commission des Licences. Celle-ci statue valablement lorsqu’au moins 3 de ceux-ci sont effectivement présents et que parmi ceux-ci se trouvent au moins un juriste et un réviseur d’entreprises ou expert-comptable ITAA.

Par dérogation aux conditions générales de nomination:

1° ces membres ne doivent pas être affectés à un club ni affilés directement à l’URBSFA;
2° ces membres sont nommés pour 2 saisons.

Les membres signent annuellement une déclaration d'indépendance. En outre, ils s’engagent à exercer leur fonction de manière impartiale, intègre et confidentielle.

La confidentialité dans le cadre de la commission des licences implique en particulier le respect du secret au sujet de tout élément qui n'est pas d'une manière ou d'une autre, rendu public en application de dispositions légales, réglementaires ou administratives.

Chaque membre de la Commission des Licences se désiste de toute implication dans le traitement d'une demande de licence ou d'une procédure d'octroi si lui-même ou un membre de sa famille a un intérêt personnel dans le club en question.

8.2.2 Compétences

Article B2.71
La Commission des Licences a les compétences suivantes:

1° octroyer ou non des licences européennes et des licences de football professionnel 1A et 1B, ainsi que la licence de division 1 ACFF/Voetbal Vlaanderen, la licence de club amateur régional Voetbal Vlanderen (divisions 2 et 3 VV) et la licence pour la Super League du Football Féminin et la licence pour la division élite du futsal;
2° veiller au respect des règles relatives au Financial Fair Play Belgique, ainsi qu'à l'application des sanctions imposées;
3° veiller au respect des conditions imposées au club lors de l'octroi de la licence, ainsi que l'imposition des sanctions appropriées;
4° contrôler l'exécution des obligations financières des clubs;
5° le suivi de l'exécution des obligations financières envers les agents de football;
6° contrôler l'exécution du devoir d'information préalable en cas de changement du contrôle pour les clubs de 1A, 1B, de division 1 ACFF/VV et de la Super League du Football Féminin;
7° surperviser et trancher les infractions relatives à la cession de patrimoine par
   a) des clubs du football professionnel
   b) des clubs de division 1 ACFF/VV et des clubs des divisions 2 et 3 VV
   c) des clubs de la division élite du futsal
   d) des clubs qui ont demandé une licence pour la division 1 ACFF/VV
   e) des clubs de la Super League du Football Féminin.
8° ratifier et superviser le respect des « rulings » ainsi qu'imposer les sanctions correspondantes aux clubs de football professionnel;
9° imposer des sanctions en cas de non-respect des conditions de licence prévues, ou de carences dans la gestion financière des clubs de football professionnel qui menacent d'affecter la continuité du club;
10° veiller au respect des règles de viabilité du football professionnel belge ainsi que l'imposition des sanctions appropriées.

8.3 COMMISSION DE CONTRÔLE

8.3.1 Composition

Article B2.72
La Commission de Contrôle est composée de dix membres, cinq néerlandophones et cinq francophones ayant une connaissance suffisante de l'autre langue nationale, dont:
1° au moins deux membres, un de chaque rôle linguistique, est juriste;
2° au moins deux membres, un de chaque rôle linguistique, est expert-comptable ITAA.

8.3.2 Sous-chambres

Article B2.73
La Commission de Contrôle comprend deux sous-chambres:
1° Sous-chambre Voetbal Vlaanderen: compétent pour tous les membres appartenant à des clubs de Voetbal Vlaanderen ou appartenant à des clubs qui ont choisi l'appartenance aux championnats organisés par Voetbal Vlaanderen, ou les affiliés individuels ayant choisi le rôle linguistique néerlandais;

2° Sous-chambre ACFF: compétent pour tous les membres appartenant à des clubs de l'ACFF ou appartenant à des clubs qui ont choisi l'appartenance aux championnats organisés par l'ACFF, ou les affiliés individuels ayant choisi le rôle linguistique francophone;

Les sous-chambres ACFF et Voetbal Vlaanderen ne s'occuperont que des affaires qui relèvent de leur seule compétence. Les deux sous-chambres traiteront ensemble des affaires relatives à des matières organisées en collaboration entre l'URBSFA/l'ACFF/Voetbal Vlaanderen.

8.3.3 Compétences

Article B2.74
A l'exception de la division 1 ACFF/VV, des divisions 2 et 3 VV, de la division élite futsal et de la Super League du Football Féminin, la Commission de Contrôle connaît des infractions dans le football amateur provincial Voetbal Vlaanderen concernant la cession de patrimoine et l'ingérence dans d'autres clubs et dans le football amateur ACFF des infractions dans le football amateur ACFF concernant les licences, la cession de patrimoine et l'ingérence dans d'autres clubs.

9 COMMISSION D'INTÉGRITÉ

9.1 COMPOSITION

Article B2.75
La commission d'intégrité est composée de maximum 7 membres ayant une expertise particulière en matière d'éthique, qui sont nommés par le Conseil d'Administration.

Par dérogation aux conditions générales de nomination, la nomination de quatre membres se fait comme suit:
1° deux membres sur présentation de Voetbal Vlaanderen;
2° deux membres sur présentation de l'ACFF.

Par dérogation aux dispositions générales, ces membres ne doivent pas être affectés à un club ni affilés directement à l'URBSFA;

9.2 COMPÉTENCES

Article B2.76
La commission d'intégrité est une instance consultative en matière de questions d'éthique et d'intégrité et veille à l'application du code éthique à l'égard des membres des instances fédérales.

10 CHAMBRE NATIONALE DES EXCLUSIONS CIVILES

10.1 COMPOSITION

Article B2.77
La Chambre Nationale des Exclusions Civiles (en abrégé CNEC) est composée de membres ayant une expertise particulière dans le domaine de la sécurité du football, nommés par le

Conseil d'Administration. Les membres siègent dans des chambres séparées, réparties par le secrétariat, avec un membre siégeant chacune.

- Les membres peuvent faire partie d'une autre instance fédérale ou de l'administration fédérale.

- Les membres ne peuvent pas, préalablement à l'introduction de la candidature et durant leur nomination, avoir occupé un mandat ou une fonction dans un club du football professionnel ou de division 1 ACFF/Voetbal Vlaanderen.

- Ils doivent de préférence être bilingues (français-néerlandais) ou à tout le moins avoir une bonne connaissance passive de l'autre langue nationale que leur langue maternelle.

Tous les membres doivent exercer leur fonction de manière indépendante, impartiale et neutre. Ces exigences doivent en tout temps être respectées, sous peine de révocation par le Conseil d'Administration de l'URBSFA.

Les membres ne doivent pas être affectés à un club ou être directement affiliés à l'URBSFA.

Les membres sont nommés pour deux saisons.

10.2 COMPÉTENCES

Article B2.78
La Chambre Nationale des Exclusions Civiles est chargée en première instance de traiter les exclusions civiles des supporters au nom et pour le compte des clubs.

Voir Règlement fédéral Livre B, Titre 9- Spectateurs.

11 POOL DE SPÉCIALISTES

Article B2.79
Un pool de spécialistes est prévu, auquel il peut être fait appel occasionnellement en cas d'instances incomplètes ou de besoin d'expertise spécifique au sein d'une instance fédérale nommée.
Les membres de ce pool de spécialistes sont soumis aux mêmes droits et obligations que ceux applicables aux membres d'une instance fédérale.

Article B2.80
Le pool de spécialistes est composé des spécialistes suivants: experts-comptables, médecins, juristes, spécialistes en futsal et spécialistes en football féminin.

Le Conseil d'Administration nomme au minimum:
1° huit membres experts-comptables, quatre membres-médecins et huit membres-juristes, en respect de la parité linguistique;
2° cinq spécialistes en futsal, dont quatre sur proposition de Voetbal Vlaanderen (dont un du futsal récréatif) et un sur proposition de l'ACFF;

3° quatre spécialistes en football féminin, dont deux sur proposition de Voetbal Vlaanderen et deux sur proposition de l'ACFF.

Un membre qui est nommé pour une certaine discipline, mais qui est également spécialiste d'une autre discipline, peut être utilisé pour les deux disciplines.

Article B2.81
La désignation des spécialistes du pool pour une instance déterminée est faite par le secrétaire de l'instance fédérale concernée.

Dans ce dernier cas, le spécialiste a droit à l'indemnité prévue pour l'instance fédérale concernée.

12 LES MATCH DELEGATES

12.1 COMPOSITION

Article B2.82
Les Match Delegates sont nommés par le Conseil d'Administration de l'URBSFA après consultation de la Pro League.

Par dérogation aux interdictions, incompatibilités et dispositions régissant les mandats des membres des instances nommées:
- ils peuvent faire partie d'une autre instance fédérale ou de l'administration fédérale;
- ils sont nommés pour une durée de deux ans.

Ils doivent satisfaire aux conditions minimales suivantes: figurer ou avoir figuré sur la liste des "*UEFA Match Delegates*", être formateur, ou avoir suivi un stage de minimum deux mois sous la direction d'un Match Delegate.

12.2 COMPÉTENCES

Article B2.83
Pour les matchs ayant trait au football professionnel 1A et 1B, ~~et~~ pour les matchs de la Coupe de Belgique Messieurs à partir des 1/16èmes de finale, pour la finale de la Coupe de Belgique football féminin et pour les finales de la Coupe de Belgique Futsal, l'URBSFA désigne un Match Delegate pour assister à la rencontre.

Article B2.84
Le Match Delegate organise et préside une réunion d'organisation qui a lieu au plus tard 90 minutes avant le coup d'envoi du match dans une salle mise à disposition par le club visité, et à laquelle participent (au moins): un représentant des forces de l'ordre si possible, les agents de sécurité des deux clubs, le quatrième arbitre et le représentant du terrain du club visité.

Le count down de la rencontre est analysé et commenté.

Le Match Delegate fait les recommandations qu'il juge opportunes. S'il y a lieu, il dresse sur le champ un procès-verbal de la réunion dont il remet une copie à un représentant de chacun des deux clubs.

Article B2.85
Le Match Delegate est autorisé à pénétrer dans la zone neutre pendant le match et à communiquer avec l'arbitre du match par l'intermédiaire du quatrième arbitre, afin d'entamer les phases 1, 2 ou 3, si nécessaire, en cas d'agression envers un membre de l'équipe arbitrale, de violence verbale (reprise en chœur), discrimination ou d'incidents en dehors du terrain de jeu.

Article B2.86
Le Match Delegate dresse à l'issue de la rencontre un rapport de ses constatations, de ses recommandations et plus particulièrement de tous les incidents qu'il constate en dehors du terrain du jeu avant, pendant et après le match.

Ce rapport est transmis au plus tard à 19.00 heures le premier jour ouvrable suivant la rencontre aux correspondants qualifiés des deux clubs, à la direction de la Pro League et l'URBSFA.

Ceci concerne le département « Competitions » de l'URBSFA.

Le rapport doit être transmis dans le même délai au Parquet UB lorsqu'il relate:
- des incidents qui constitueraient une éventuelle violation des principes de neutralité et de non-discrimination;
- le non-respect des dispositions spécifiques relatives aux suspensions des entraîneurs de football professionnel par ces derniers et, le cas échéant, les cas de faute d'un membre du conseil d'administration, d'un entraîneur ou d'un joueur dont il a fait l'objet avant, pendant ou après le match;
- les incidents qui ont affecté le déroulement normal du match (par exemple, l'interruption temporaire du match);
- l'utilisation de matériel pyrotechnique, même si le déroulement normal du match n'a pas été affecté.

Lorsque le Parquet UB reçoit un rapport du Match Delegate, il exerce ses compétences et détermine si une transaction ou une action fédérale est nécessaire.

13 DISTINCTIONS FÉDÉRALES, INSIGNES ET CARTES FÉDÉRALES

13.1 DISTINCTIONS FÉDÉRALES

Article B2.87
Les distinctions fédérales et récompenses pour les services rendus soit à la fédération ou aux clubs sont attribuées et retirées par le Conseil Supérieur.

Distinction fédérale	Conditions d'attribution
Grand Ordre du Baron de Laveleye	Peut seulement être attribuée qu'une fois par an. Elle est attribuée par le Conseil d'Administration. Elle ne peut l'être qu'à un membre de l'URBSFA toujours en vie et qui n'est pas membre du Conseil d'Administration
Médaille d'or	La médaille d'or est décernée à tout membre du Conseil d'Administration URBSFA ou du Conseil Supérieur en fonction, titulaire du titre de membre d'honneur depuis dix ans.
Membre d'honneur	Le titre de membre d'honneur et l'insigne en vermeil y rattaché peuvent être attribués pour quarante années de service sans interruption ou quarante-cinq années non consécutives. - aux arbitres internationaux, - au président d'une instance fédérale, - aux membres des instances nationales et aux membres du Conseil d'Administration des ailes.
Membre émérite	Le titre de membre émérite et l'insigne en argent y rattaché peuvent être attribués aux membres des instances fédérales, aux arbitres et aux membres du Conseil d'Administration des ailes qui totalisent trente années de service sans interruption ou trente-cinq années non consécutives.
Plaquette fédérale	La plaquette fédérale peut être attribuée: - aux membres d'une instance fédérale qui totalisent vingt années de service sans interruption ou vingt-cinq années non consécutives, - aux arbitres qui totalisent au moins quinze années de service sans interruption ou vingt années non consécutives. Toutefois, si au cours de cette quinzième ou vingtième année, la carrière d'un arbitre prend fin parce qu'il est nommé dans un Bureau de l'Arbitrage ACFF ou dans le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen, cette année est prise en considération.
Médaille de la reconnaissance	La médaille de la reconnaissance fédérale peut être attribuée: - aux personnes affiliées ou non qui, par leurs fonctions ou par leurs actes, ont rendu des services exceptionnels à la fédération en dehors de l'arbitrage et des instances fédérales, - aux joueurs qui ont pris part à trente-cinq matches internationaux officiels ou à vingt de ces matches s'il est établi que leur carrière sportive d'international a été interrompue par un accident de jeu.

Les années de service accomplies dans des fonctions différentes sont comptabilisées et multipliées par les coefficients suivants:

Fonction	Coefficient
Arbitrage divisions provinciales	1
Arbitrage divisions supérieures	1,5
Membre instance provinciale, Observateur d'arbitre du Bureau de l'Arbitrage de l'ACFF/VV Membres de bureau des ligues reconnues par Voetbal Vlaanderen	1,5
Président instance régionale ou provinciale	2
Instance nationale Vlaamse Studiecommissie (VSC) Conseil Supérieur ACFF Observateur d'arbitre du Bureau de l'arbitrage URBFSA Membres du Conseil d'Administration des ailes	2
Conseil d'Administration et Conseil Supérieur (suivant la composition Art. B2.33)	3

Pour le membre qui exerce plusieurs mandats, un seul mandat - celui avec le plus haut coefficient - est pris en compte.

Les titulaires d'une de ces distinctions peuvent, à leur demande, recevoir au début de chaque saison, une carte d'accès gratuit à tous les matches se jouant sous le contrôle de la fédération.

Un insigne spécial peut être attribué à des dirigeants de club de mérite.

Dirigeants de club de mérite	Condition d'attribution
Insigne de dirigeant de club	Un insigne spécial est décerné aux dirigeants responsables de clubs et/ou correspondant qualifié depuis au moins vingt années ininterrompues ou vingt-cinq années non consécutives.

Les propositions d'attribution des distinctions fédérales sont soumises à la ratification de l'assemblée générale suivante.

Toute sanction, mesure disciplinaire ou révocation peut entraîner le retrait des distinctions fédérales.

13.2 INSIGNES ET CARTES FÉDÉRALES

Article B2.88
Chaque membre d'une instance fédérale se voit attribuer un insigne.

Les titulaires d'une distinction fédérale et chaque membre d'une instance fédérale ainsi que certains anciens membres du personnel URBSFA/ACFF/Voetbal Vlaanderen reçoivent au début de chaque saison une carte fédérale personnelle.

Les différentes cartes fédérales sont:

Carte	Attribuée aux
Carte Membre de Conseil	Membres du Conseil d'Administration et du Conseil Supérieur (suivant la composition Art. B2.33)
Carte A	Membres d'Honneur
Carte B	- Membres des comités/commissions nationaux et régionaux, d'un bureau de l'arbitrage, membres du Conseil d'Administration des ailes, membres de la Commission Disciplinaire ACFF, vérificateurs de terrain Voetbal Vlaanderen, membres du Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen, membre du Département de l'Arbitrage Voetbal Vlaanderen, membres du Comité Disciplinaire Vlaanderen, membres du Comité Disciplinaire Arbitrage Voetbal Vlaanderen, membres de la Commission d'Audit financier et anciens membres des anciens comités provinciaux et de l'ancien Comité Sportif et Comité d'Appel Voetbal pour autant que leur ancien mandat n'ait pas encore pris fin en 2022-2023 et ce pour la durée restante de leur mandat. - Les affiliés qui sont désignés pour la saison en cours en qualité de représentant effectif du Conseil Supérieur ACFF ou de la Vlaamse Studiecommissie (VV, VSC) et qui ne sont pas titulaires d'une carte en qualité de membre d'une instance fédérale.

Carte C	- Membres Emérites, arbitres du bureau de l'arbitrage URBSFA/ACFF/VV, prospecteurs, personnel fédéral. - Les affiliés qui (*) totalisent cinquante années ininterrompues d'affiliation, dont minimum vingt-cinq années ininterrompues comme dirigeant responsable.
Carte C barrée	Ancien personnel fédéral après une carrière auprès de l'URBSFA/l'ACFF/VV (pension ou départ hors contentieux) de 20 ans de service sans interruption ou 25 ans non consécutifs, détenteurs de la plaquette fédérale, arbitres des Bureaux de l'Arbitrage ACFF/Voetbal Vlaanderen, groupements conventionnés. Correspondent qualifié ayant 20 ans de service sans interruption dans son club ou 25 ans non consécutifs.

(*) La demande accompagnée des documents justificatifs doit être adressée à l'URBSFA, à l'initiative des intéressés, par le club, la province ou l'aile selon le cas.

Les cartes délivrées par les groupements en vertu d'accords internes ou bilatéraux ne sont pas des cartes fédérales au sens réglementaire du terme.

TITRE 3
CLUBS



acff
association des clubs francophones de football

VOETBAL VLAANDEREN

Pro League

TABLE DES MATIÈRES

..... 1

1 Affiliation 4

1.1 Admission 4

1.2 Formalités 4

1.3 Conditions d'admission 5

1.4 Droits et obligations 6

1.5 Fin de l'affiliation 7

1.6 Démission 7

1.7 Radiation 8

2 Organisation 8

2.1 Dénomination 8

2.2 Localisation 9

2.3 Statut 9

2.4 Compte courant 10

2.5 Arbitres 10

2.6 Entraîneurs 11

3 Gouvernance 11

3.1 Statuts 11

3.2 Direction 12

3.3 Intégrité 14

3.4 Correspondant qualifié 15

3.5 Procès-verbaux 16

3.6 Comptabilité – Budget 16

3.7 Compliance – Déclaration sur l'honneur 17

4 Modifications structurelles 17

4.1 La dissociation d'une section d'un club 17

4.2 Fusion sportive de clubs 18

4.3 Cession d'une section 19

4.4 Cession de patrimoine 20

4.5 Association d'équipes d'âge 21

4.6 Inactivité 22

5 Répercussion financière de l'appartenance 23

5.1 Disposition générale 23

5.2 La demande et le droit d'admission 23

5.3 La cotisation fédérale fixe annuelle pour clubs et groupements conventionnés 24

5.4 Les cotisations fédérales individuelles 24

5.5 La contribution fédérale sur les entrées et les droits TV 26

5.6 Recettes des clubs 28

5.7 Dépenses du club – Rémunération des joueurs 30

1 AFFILIATION

1.1 ADMISSION

Article B3.1
Un club devient membre de l'URBSFA et d'une aile (Voetbal Vlaanderen ou ACFF) en faisant une demande d'admission. Cette demande est adressée à l'URBSFA.

Par dérogation au paragraphe précédent, les clubs situés dans la Communauté germanophone ne deviennent pas automatiquement membres de l'ACFF par leur affiliation à l'URBSFA. Ils peuvent néanmoins participer aux compétitions organisées par l'ACFF lorsqu'ils concluent un accord avec l'aile concernée à cet effet. Dans ce cas, ces clubs sont considérés comme membres de l'ACFF.

L'admission est définitive à partir du moment où elle a été acceptée et enregistrée par l'URBSFA. Ces acceptation et enregistrement valent également pour l'aile.

Un club est membre de l'URBSFA et d'une aile. Les clubs des provinces d'Anvers, du Limbourg, de Flandre Orientale, du Brabant Flamand, de Flandre Occidentale et les clubs de la Région Bruxelles Capitale qui souhaitent s'affilier, appartiennent à l'asbl "Voetbal Vlaanderen" (VV). Les clubs des provinces du Brabant Wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur, et les clubs de la Région de Bruxelles Capitale qui souhaitent s'affilier, appartiennent à l'asbl "Association des Clubs Francophones de Football" (ACFF). A cet effet, deux registres séparés des clubs sont disponibles.

1.2 FORMALITÉS

Article B3.2
Le club demandant son admission fournit à l'URBSFA:
1° sa dénomination;
2° l'adresse de son siège social et, s'il est différent de celui-ci, de son siège d'exploitation, ainsi que les données qui sont indispensables pour être relié digitalement à l'URBSFA;
3° le nom et les coordonnées de son correspondant qualifié;
4° un exemplaire de ses statuts et de son règlement d'ordre intérieur;
5° une composition des noms et coordonnées du président et des autres dirigeants responsables.

La demande d'admission entraîne des conséquences financières.

Article B3.3
Lors de son admission, chaque club reçoit un numéro de matricule qui reste à tout moment la propriété de la fédération.

Article B3.4
L'URBSFA peut attribuer un numéro de matricule "historique" au club qui en formule la demande.

Une telle décision (administrative) n'est pas susceptible de recours.

Voici les conditions minimales auxquelles il faut répondre:

1° Le numéro de matricule n'est plus utilisé depuis 10 ans minimum et celui-ci n'a pas été attribué à un autre club;
2° Le club auquel le numéro de matricule avait été attribué, n'existe plus. Aucun dirigeant responsable du club demandeur n'a exercé cette fonction au sein du club disparu;
3° Le demandeur doit être en mesure de prouver un "lien" avec le club auquel le numéro de matricule était attribué;
4° Le demandeur se déclare d'accord avec le fait que l'URBSFA n'aura aucune responsabilité par rapport aux créanciers de l'ancien club;
5° Le demandeur se déclare d'accord avec le fait qu'aucun droit ne peut être tiré de ce numéro de matricule dans la mesure où il se rapporte à l'ancien club;
6° Une somme forfaitaire, à fixer par l'URBSFA, doit être payée par le club avant de pouvoir attribuer le numéro de matricule.

 Pour des raisons organisationnelles, un nouveau numéro de matricule ne peut être utilisé qu'à partir du 1 juillet suivant l'attribution de celui-ci.

 L'indemnité pour obtenir un numéro de matricule historique, est fixé comme suit (en euros, à indexer, base 01.01.2013- index décembre 2012= 120,66):

	Nr 1 à 250	Nr 251 à 1000	Nr 1000 à 5000	Nr Supérieur à 5001
Football professionnel 1A	64.823,00	51.858,00	38.894,00	25.929,00
Football professionnel 1B	51.858,00	41.486,00	31.115,00	20.743,00
Super League du Football Féminin	38.894,00	31.115,00	23.336,00	15.557,00
Football amateur national				
Division 1 provinciale	25.9290,00	20.743,00	15.557,00	10.372,00
Autres divisions provinciales	12.965,00	10.372,00	7.779,00	5.186,00

1.3 CONDITIONS D'ADMISSION

Article B3.5
Le club s'engage à observer et à faire observer le règlement fédéral.

Article B3.6
Le club s'engage à participer à un championnat officiel.

Article B3.7
Le club dispose:

1° d'un nombre de joueurs qui lui permette d'aligner un minimum d'une équipe ou, pour les clubs masculins dans le football compétitif, un minimum de deux équipes, dont au moins une équipe de jeunes.
2° d'une infrastructure répondant aux conditions réglementaires.

1.4 DROITS ET OBLIGATIONS

Article B3.8
L'admission d'un club à l'URBSFA autorise et oblige la participation aux compétitions officielles qui concernent sa discipline.

Pour pouvoir participer aux matches de certaines compétitions, d'autres conditions éventuelles dont les licences et/ou les labels sont d'application.

Article B3.9
Les clubs peuvent créer des sections et des équipes conformément aux dispositions réglementaires.

Article B3.10
Les clubs et leurs membres sont tenus de respecter la législation applicable ainsi que les statuts, le règlement fédéral, les directives et codes éthiques de L'URBSFA, de ses ailes, de la FIFA et de l'UEFA.

Sous réserve de l'exercice du droit de recours réglementaire, ils s'engagent à respecter les décisions prises par les instances susmentionnées. Ils dégagent la fédération et les membres des instances fédérales de toute responsabilité en ce qui concerne les conséquences qui en résultent pour eux.

Toute infraction par un club à l'une des dispositions susmentionnées qui engage la responsabilité de la fédération, y compris les amendes, qu'elles soient ou non imposées par des instances supérieures, donne à la fédération le droit de recouvrer auprès du club en question.

Article B3.11
En outre, les clubs et leurs membres sont tenus de:
1° respecter les principes de loyauté, d'intégrité et d'esprit d'équipe en tant qu'expression du « fair-play »;
2° veiller à la sécurité et à l'intégrité des joueurs et des spectateurs, en particulier des mineurs;
3° ne pas commettre des actes pouvant porter préjudice à la fédération, à ses clubs ou à ses affiliés;
4° ne pas mettre en doute l'intégrité des arbitres, des instances fédérales ou leurs membres par des déclarations telles que, mais sans s'y limiter, des déclarations publiques aux médias ou par des messages diffusés via les réseaux sociaux;
5° de respecter les règlements en matière de dopage;
6° s'abstenir de tout acte ou tentative de trucage de match et de signaler immédiatement tout acte ou tentative de trucage de match à l'URBSFA.
7° respecter leurs obligations financières vis-à-vis des joueurs et des autres clubs.

FIFA Cette disposition repose sur l'article 12bis du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

8° ne pas prendre d'engagement qui pourrait affecter l'indépendance du club, sa politique ou les performances de ses équipes et de ses joueurs.

FIFA Cette disposition repose sur les articles 18bis et 18ter du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B3.12
Les clubs s'engagent à rester neutres d'un point de vue politique, philosophique, religieux et confessionnel.

Toute discrimination d'un pays, d'un individu ou d'un groupe de personnes pour des raisons de prétendue race, de genre, de couleur, d'origine, d'ethnie, d'orientation sexuelle, d'état civil, de position sociale, de naissance, de capacité, d'âge, de religion, de conviction, d'opinion politique ou syndicale, de langue ou pour toute autre raison bénéficiant d'une protection juridique en Belgique est interdite, ainsi que toute expression verbale ou non-verbale (autre que strictement individuelle), qui est soit blessante soit injurieuse à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes.

 Une violation de ces principes peut entraîner des sanctions disciplinaires ainsi qu'une suspension ou radiation, sans qu'un dol ne soit requis.

Les clubs veillent à intégrer cet engagement à l'égard de leurs membres dans leurs statuts et règles internes, et à l'égard de leurs supporters, collaborateurs et autres personnes présentes dans leur règlement d'ordre intérieur, et sont responsables pour le respect de cet engagement par ceux-ci. Même si l'expression blessante ou injurieuse est strictement individuelle, les clubs ont le devoir de prendre toute initiative utile/nécessaire afin d'identifier les supporters, collaborateurs ou autres personnes présentes en défaut de manière telle que des mesures puissent être prises à leur encontre.

1.5 FIN DE L'AFFILIATION

Article B3.13
L'affiliation prend fin dans les cas suivants:
1° la démission du club;
2° une décision de radiation prise par la fédération.

1.6 DÉMISSION

Article B3.14
La démission est l'acte juridique unilatéral par lequel un club notifie sa volonté de mettre fin à son affiliation.

Article B3.15
La démission ne devient effective que s'il est répondu aux conditions suivantes et que la démission a été acceptée par l'URBSFA.

Article B3.16
La démission nécessite une notification du club de sa décision de démission, par lettre recommandée à l'URBSFA ou via la plateforme digitale approuvée par l'URBSFA. En cas de lettre recommandée, la date du cachet postal fait foi.

Article B3.17
Un avis avec la décision de démission du club est publié dans l'organe officiel en même temps que la liste des dirigeants responsables.

Sous peine de déchéance, les demandes de paiement des sommes dues sont introduites auprès de l'URBSFA dans les quatorze jours de la publication de la décision de démission du club.

Après accord de l'URBSFA, la démission est publiée dans l'organe officiel. La démission devient effective à partir de cette publication.

Article B3.18
La démission n'exonère pas le club de dettes fédérales.

Article B3.19
Sans préjudice des responsabilités financières des dirigeants, les affiliés affectés au club perdent leur qualité d'affilié.

Ils peuvent signer un formulaire d'affectation pour un autre club:

- en cas de demande de démission avec entrée en vigueur immédiate: dès la publication de la requête de la démission dans l'organe officiel;
- en cas de demande de démission d'un club qui a manifesté sa volonté de terminer la compétition en cours: dès le 1er juin qui suit la publication de la requête de la démission dans l'organe officiel.

1.7 RADIATION

Article B3.20
La radiation d'un club peut être prononcée à la suite d'une décision disciplinaire ou administrative.

Une radiation entraine automatiquement la fin de l'affiliation auprès de l'URBSFA.

2 ORGANISATION

2.1 DÉNOMINATION

Article B3.21
Chaque club choisit un nom et le cas échéant une abréviation qui l'identifie. Toutes les nouvelles dénominations et modifications à des dénominations existantes doivent au moins contenir une référence géographique à la (section de) commune, la commune ou la ville où se situe le siège d'exploitation du club.

L'obligation d'inclure une référence géographique dans la dénomination du club ne s'applique pas au football récréatif, au futsal récréatif et au minifoot au niveau provincial et dans les compétitions des noyaux.

La dénomination comprend 40 caractères au maximum.

Article B3.22
Aucun club ne peut:

1° prendre la dénomination d'un club déjà admis à l'URBSFA;
2° reprendre la dénomination d'un club qui a abandonné ou modifié sa dénomination dans un délai de cinq ans;
3° prendre une dénomination industrielle ou commerciale s'il est actif dans le football compétitif;
4° prendre une dénomination politique, religieuse, confessionnelle, raciste ou discriminatoire;
5° prendre une dénomination qui prête à confusion;
6° prendre une dénomination qui porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers.


L'interdiction énoncée au point 1° ne vise pas les appellations sportives courantes telles que: football club, cercle sportif, excelsior, daring, sporting, racing, etc., qui font partie du nom du club.

Article B3.23
Une modification de dénomination n'est pas possible durant la saison du championnat en cours auquel le club participe. Les demandes de modification sont notifiées à l'URBSFA avant le 1er juin qui précède la nouvelle saison.

2.2 LOCALISATION

Article B3.24
Le club informe l'URBSFA de l'emplacement de son siège social ou de son siège d'exploitation. A défaut, le siège social du club est fixé au domicile du correspondant qualifié.

Article B3.25
Le siège d'exploitation d'un club est fixé à l'adresse où se déroulent les matches de l'équipe première évoluant au plus haut niveau du club.

L'emplacement du siège d'exploitation doit rester inchangé durant 2 saisons au moins. Lorsqu'un club veut déplacer son siège d'exploitation, cela doit se faire dans un rayon de 30 km au maximum (distance à vol d'oiseau entre les centres des terrains principaux des sièges d'exploitation des clubs concernés).

Article B3.26
Sauf dérogation consentie, un club appartient à la province dans laquelle jouent ses équipes de divisions provinciales. Les clubs situés dans la Région Bruxelles-Capitale appartiennent à la province du Brabant VV ou du Brabant ACFF, selon leur choix.

2.3 STATUT

Article B3.27
En fonction de leurs droits et obligations, les clubs ont le statut suivant:

Club du football professionnel, aligné en:	Club du football amateur, aligné en:
compétition pour le football professionnel 1A	division 1, 2 ou 3 ACFF/Voetbal Vlaanderen
compétition pour le football professionnel 1B	divisions féminines
	divisions provinciales
	futsal
	football récréatif
	minifoot

2.4 COMPTE COURANT

Article B3.28
Chaque club est titulaire d'un compte courant au Service des Finances de la fédération.

Chaque mois, un extrait de compte est mis à sa disposition.

Article B3.29
Tout solde débiteur doit être apuré dans les quatorze jours suivant l'envoi de l'extrait de compte. Tout solde créditeur est remboursé dans les mêmes délais.

En cas de retard de paiement d'un solde débiteur, le club en défaut est sanctionné par l'exigibilité d'un intérêt au taux légal ayant cours en matière civile, majoré de 4%, calculé prorata temporis en considération du nombre de jours de retard. Si le compte n'est pas apuré dans un délai de trois mois, le défaillant sera proposé à la suspension des activités sportives.

2.5 ARBITRES

Article B3.30
Sauf en minifoot et en futsal récréatif, tout club compte, dès la troisième saison suivant son affiliation, parmi ses affiliés affectés:

1° au moins un arbitre par tranche complète ou incomplète de trois équipes, engagées dans les championnats pour lesquels la désignation d'arbitres est prévue, abstraction faite de l'équipe première B masculine et/ou des équipes G;
2° un arbitre par équipe première B masculine.

Un club qui n'atteint pas le nombre requis est pénalisé pour chaque journée durant laquelle des matches officiels avec désignation ont lieu, d'une amende de 15,20 EUR par arbitre manquant.

Le produit des amendes infligées est affecté comme suit:
- la moitié est versée aux fonds pour le recrutement et la formation des arbitres de Voetbal Vlaanderen, de l'ACFF et de l'URBSFA (Pro League) au prorata des amendes recueillies auprès respectivement de Voetbal Vlaanderen, de l'ACFF et de l'URBSFA (Pro League);
- l'autre moitié est versée à la fin de la saison sur le compte courant des clubs, au *prorata* du nombre d'arbitres inscrits à leur actif en sus du minimum qui leur est imposé.

2.6 ENTRAÎNEURS

Article B3.31
Chaque club s'assure des services d'un ou plusieurs entraîneurs diplômés. Il s'assure de l'intégrité et, le cas échéant, de l'existence d'un permis de travail de ses entraîneurs désignés.


D'autres conditions peuvent être fixées dans le cadre des règlements des entités concernant les services des entraîneurs.

3 GOUVERNANCE

3.1 STATUTS

Article B3.32
Les statuts de tout club mentionnent au moins les données suivantes:

1° la personnalité juridique du club et de sa nature ou, à défaut de personnalité juridique, que le club est une association de fait;
2° les catégories de membres disposant du droit de vote en assemblée générale du club. A défaut, ce droit est octroyé à tout membre ayant dix-huit ans accomplis;
3° une disposition concernant l'interdiction de dopage;
4° les clauses suivantes sous le titre "Qualité de membre de l'URBSFA ":

"L'association (de fait ou sans but lucratif)/la société s'engage à:
- respecter les statuts, règlements, directives et décisions de l'U.R.B.S.F.A, de la FIFA et de l'UEFA. Toute stipulation des présents statuts contraire au règlement de l'URBSFA, de la FIFA et de l'UEFA est tenue comme nulle et non avenue pour ce qui les concerne. L'association/la société s'engage en outre à respecter les principes de loyauté, d'intégrité et d'esprit sportif en tant qu'expression du fair-play;
- soumettre tout litige découlant des statuts, règlements, directives de la FIFA et/ou de l'UEFA à l'instance arbitrale compétente (Tribunal Arbitral du Sport ou "TAS ") comme prévu dans les règlements ou statuts;
- soumettre tout appel dirigé contre une décision définitive et contraignante de la FIFA ou de l'UEFA à l'instance arbitrale compétente (Tribunal Arbitral du Sport ou "TAS") comme prévu dans les règlements ou statuts;
- laisser trancher, après épuisement de la procédure statutaire, tous les litiges relatifs à la gestion du club surgissant au sein de celui-ci et découlant de l'application du présent règlement par un collège arbitral composé de trois membres d'une Commission Arbitrale;
- soumettre tout litige national à la CBAS."


Pour la mise en œuvre de ces obligations, l'URBSFA peut mettre un modèle à disposition.

Art. A
Les statuts des clubs de l'ACFF doivent comprendre une clause stipulant que:

1° l'association reconnaît et accepte le fait que l'ACFF, à laquelle elle est affiliée, a délégué sa compétence disciplinaire en matière de dopage à la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage (CIDD);
2° la CIDD applique un règlement de procédure qui lui est propre, et qui est reproduit intégralement dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. V
Les statuts des clubs de Voetbal Vlaanderen doivent comprendre une clause stipulant que:

1° l'association reconnaît et accepte que Voetbal Vlaanderen, à laquelle elle est affiliée, a mandaté sa compétence disciplinaire en matière de dopage au "Vlaams Doping Tribunaal" en ce qui concerne le sportif élite et pour les autres sportifs aux instances prévues par la réglementation anti-dopage de la Flandre.
2° het Vlaams Doping Tribunaal applique un règlement de procédure qui lui est propre, et qui est reproduit intégralement dans le règlement d'ordre intérieur.

Article B3.33
Au plus tard dans le mois qui suit leur approbation par l'assemblée générale, le club soumet les statuts ou leurs modifications à l'URBSFA pour examen de leur conformité avec le règlement fédéral.

Les clubs fournissent une copie ou, si les statuts ont fait l'objet d'une publication disponible sur le website du Moniteur Belge, la date de la publication et le numéro d'entreprise de la personne morale concernée.

Les clubs restant en défaut de se conformer aux obligations en matière de gouvernance, encourront les sanctions administratives suivantes en cas de non-respect après application de cette mesure:
1° suppression du remboursement des frais d'arbitrage dans le mois suivant la mise en demeure restée sans suite utile;
2° amende administrative d'office de 500,00 EUR, si aucune suite utile n'est réservée à cette même mise en demeure dans les trois mois à compter de son envoi.

3.2 DIRECTION

Article B3.34
Chaque club dispose d'une direction qui compte au moins trois dirigeants responsables. Par dérogation, la direction d'un club du football professionnel compte au moins cinq dirigeants responsables.

Lorsqu'un club ne dispose plus du nombre minimal de dirigeants responsables, un délai d'un mois lui est accordé pour régulariser sa situation.

Au cas où le club ne respecte pas le délai, les frais d'arbitrage ne sont plus remboursés jusqu'au jour de la régularisation.

Si le club ne s'exécute pas dans les trois mois de la notification de l'infraction lui notifiée par l'URBSFA, l'URBSFA peut prendre à son égard toute autre sanction appropriée pouvant aller jusqu'à la radiation du club.

Article B3.35
Chaque club, même s'il s'agit d'une association de fait, communique toute modification de la composition de sa direction à l'URBSFA par la plate-forme digitale appropriée.

Article B3.36
Les dirigeants d'un club, soit les personnes physiques soit les représentants des personnes morales, doivent satisfaire aux conditions suivantes:
1° jouir de leurs droits civils et politiques;
2° être âgés de 18 ans accomplis;
3° être affectés au club au sein duquel ils exercent leurs fonctions.

Article B3.37
Les dirigeants responsables s'enregistrent à l'URBSFA, reconnaissant ainsi être tenus des obligations du club envers l'URBSFA, une autre fédération nationale de football reconnue par la FIFA, un de leurs clubs ou un de leurs affiliés, en ce compris celles contractées avant leur entrée en fonction. Ils ne sont toutefois pas tenus à ces obligations lorsqu'ils peuvent démontrer que les dettes ont été contractées par un ou d'autres dirigeants en méconnaissance des règles d'association ou de société en vigueur.

Article B3.38
Chaque dirigeant responsable est responsable pour une part proportionnelle définie par le nombre de dirigeants responsables jusqu'à concurrence d'un maximum fixé par club déterminé comme suit:

Clubs masculins	Montant en EUR
Football professionnel 1A	125.000,00
Football professionnel 1B	62.500,00
Groupement, ligue, entente	250,00

Clubs foot masculin	Clubs foot féminin	Montant en EUR
Division 1 ACFF		40.000,00
Division 2 ACFF		20.000,00
Division 3 ACFF	Super League	10.000,00
Divisions 1 et 2 provinciales	Division 1 nationale	2.500,00
	Division interprovinciale féminine ACFF	1.500,00
Divisions 3 et 4 provinciales		1.250,00
Clubs sans équipe première		1.250,00
	Divisions provinciales	500,00
Groupements, ligues, cercles, ententes		100,00

Clubs masculins	Clubs féminins	Montant en EUR
Division 1 VV		40.000,00
Division 2 VV		20.000,00
Division 3 VV	Super League	10.000,00
Divisions 1 et 2 provinciales	Division 1 nationale	2.500,00
	Division interprovinciale féminine VV	1.500,00
Divisions 3 et 4 provinciales		1.250,00
Clubs sans équipe première		1.250,00
	Division 3 nationale	1.000,00
	Divisions provinciales	500,00
Groupements, ligues, amicales et ententes		100,00

Le dirigeant responsable obtient l'exonération de la responsabilité pour les dettes fédérales existantes dans les cas suivants:

1° s'il communique sa démission en tant que dirigeant responsable à l'URBSFA sans que son club ait formulé dans les quatorze jours qui suivent une réserve écrite et motivée à cet égard;
2° si sa désaffectation ou sa démission en qualité d'affilié à l'URBSFA a été enregistrée régulièrement, mais ceci vaut uniquement pour les dettes fédérales qui ont été contractées par la suite dans son club;
3° s'il obtient un transfert administratif vers un autre club, à moins que le club formule des réserves motivées par la plate-forme digitale appropriée dans le délai de quatorze jours qui suivent la notification par l'URBSFA, et ce uniquement pour les dettes fédérales contractées avant l'enregistrement du transfert.

Toute contestation par le dirigeant responsable au sujet des réserves formulées par le club, mentionnée au point 1°ou 3°, est réglé par voie d'arbitrage.

Article B3.39
Les dirigeants responsables sont exemptés de l'obligation personnelle énoncée ci-dessus, pour autant que le club consigne le montant maximum fixé sur un compte de l'URBSFA ou le garantisse par une caution d'un organisme bancaire reconnu par l'URBSFA, les intérêts revenant à la partie consignante.

Article B3.40
Un dirigeant responsable qui démissionne en cette qualité de sa propre initiative ou à la suite de son éviction de l'organe de gestion du club, doit notifier sa décision par la plate-forme digitale appropriée ou par lettre recommandée à l'URBSFA. L'URBSFA en informe le club d'affectation.

3.3 INTÉGRITÉ

Article B3.41
Les clubs et leurs administrateurs ne peuvent directement ou indirectement:

1° détenir des titres, actions ou parts sociales d'un autre club affilié à l'URBSFA;
2° être membre d'un autre club affilié à l'URBSFA dans la même discipline de foot;

3° avoir des intérêts financiers dans, ou de quelconque façon être impliqués dans l'administration ou la gestion journalière d'une société ou d'une organisation ayant comme but social principal ou secondaire de parier sur des activités sportives.

Article B3.42
Aucune personne physique ou entité juridique ne peut avoir un intérêt ou en même temps être directement ou indirectement impliquée dans le contrôle, l'administration ou les activités sportives de plus d'un club participant à la même compétition.

Les divisions 1A et 1B du football professionnel organisent "un même championnat officiel", lorsqu'il est référé ci-dessus à "une même compétition".

Une personne qui fait partie de son organe de gestion ou de décision est impliquée dans l'administration d'un club.

Le contrôle d'un club est présumé dans le chef de celui/celle:
1° qui y dispose de la majorité des voix des actionnaires,
2° qui a le droit d'y nommer ou de révoquer la majorité des membres d'un organe,
3° qui en tant qu'actionnaire, contrôle seul(e) la majorité du droit de vote des actionnaires;
4° qui, d'une manière quelconque, est en mesure d'exercer une influence déterminante sur la prise de décisions du club.

Toute infraction ou tout manquement à ces dispositions en matière d'intégrité peut être considéré comme un acte de trucage de match.

Article B3.43
Il est strictement interdit aux dirigeants de club, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à la radiation infligées par les instances fédérales compétentes, de participer, dans un but de s'enrichir, à des paris sur les matches des clubs de leur division ou sur d'autres matches où leur club a un intérêt.

3.4 CORRESPONDANT QUALIFIÉ

Article B3.44
Tout club désigne un correspondant qualifié parmi les affiliés lui affectés. Tant sa désignation que la cessation définitive de ses fonctions sont conjointement notifiées par la plate-forme digitale appropriée à l'URBSFA par deux dirigeants responsables du club.

Article B3.45
La signature du correspondant qualifié engage le club vis-à-vis de l'URBSFA et vice versa. Seules les pièces signées par lui sont en outre considérées valables vis-à-vis de l'URBSFA.

S'il signe dans une autre qualité que celle de correspondant qualifié, ce titre doit être suivi des lettres C.Q.

Par dérogation à ce qui précède:
1° le correspondant qualifié peut donner pouvoir de signature à un ou plusieurs collaborateurs titulaires d'un accès sécurisé, et pour les transactions renseignées sur la plate-forme digitale appropriée;
2° le correspondant qualifié est, le cas échéant, remplacé par la personne désignée à représenter le club légalement ou la personne dûment mandatée par lui.

Le correspondant qualifié agit conformément au mandat qui lui a été confié par la direction du club. Si le correspondant qualifié outrepasse son mandat, le club peut s'opposer à ses conséquences auprès de l'URBSFA.

3.5 PROCÈS-VERBAUX

Article B3.46
Les clubs conservent les procès-verbaux officiels des réunions de leur comité. Seuls ceux-ci sont valables comme moyen de preuve pour établir qu'une décision a été prise.

3.6 COMPTABILITÉ – BUDGET

Les articles B3.47 et B3.48 ci-dessous s'appliquent à:
- tous les clubs de football en prairie jouant avec une équipe senior dans les divisions supérieures ou les divisions provinciales;
- tous les clubs de futsal jouant avec leur équipe première dans les divisions nationales.

Article B3.47
Chaque club tient une comptabilité conformément à la réglementation en vigueur.

Chaque club établit également un budget avant chaque saison, qui doit être soumis à la fédération au plus tard le 30 juin suivant l'approbation par l'assemblée générale du club.
La forme, le contenu et le détail du budget sont déterminés dans les conditions de licence applicables. Pour les divisions pour lesquelles aucune condition de licence ne s'applique, la fédération fournira un modèle à soumettre par le club selon les modalités établies par la fédération.

Article B3.48
Cette comptabilité doit être conservée pendant sept ans.
L'URBSFA peut prendre connaissance de la comptabilité des clubs.

Article B3.49
Les clubs constitués sous forme de société commerciale peuvent confier la gestion de leur section football à un organisme distinct. Cet organisme conserve la même dénomination, le même numéro de matricule, sans perdre l'avantage de la situation antérieure du club.

Un club qui ne respecte pas ses obligations financières peut être sanctionné.

3.7 COMPLIANCE – DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

L'article B3.50 ci-dessous s'applique à:

- tous les clubs de football en prairie jouant avec une équipe senior dans les divisions supérieures ou les divisions provinciales;
- tous les clubs de futsal jouant avec leur équipe première dans les divisions nationales.

Article B3.50
Tous les clubs du football compétitif et du futsal national sont tenus de remettre à la fédération, au plus tard le 30 juin, une déclaration annuelle sur l'honneur qui indique, au minimum, que le club:

- tient sa comptabilité conformément à la réglementation en vigueur;
- ne conclut que des conventions avec les joueurs qui sont notifiés à la fédération et qui reflètent correctement et complètement tous les accords entre eux;
- n'a pas utilisé de contre-lettre et qu'à sa connaissance aucun tiers n'est impliqué dans la rémunération des joueurs;
- n'a effectué que des paiements digitaux directement aux joueurs.

Le contenu et le modèle de cette déclaration seront mis à disposition annuellement par la fédération, cette déclaration devant être signée par au moins 2 administrateurs ou 2 dirigeants responsables du club du club ou bien d'office par 2 dirigeants responsables pour les clubs constitués en association de fait.

4 MODIFICATIONS STRUCTURELLES

4.1 LA DISSOCIATION D'UNE SECTION D'UN CLUB

Article B3.51
Un club peut dissocier une de ses sections pour qu'elle devienne un club autonome en vue de la prochaine saison. Pour ce faire, les conditions visées ci-dessous doivent être respectées.

Le club qui souhaite dissocier une de ses sections transmet à l'URBSFA par la plate-forme digitale appropriée et au plus tard le 15 avril suivant son intention de dissociation, un procès-verbal de son assemblée générale dans lequel il est indiqué qu'elle a autorisé cette dissociation.

Article B3.52
Les joueuses ou joueurs de la section dissociée sont affectés d'office au nouveau club, qui se substitue à la section disparue dans les compétitions.

4.2 FUSION SPORTIVE DE CLUBS

Article B3.53
Une fusion sportive de clubs ne sera actée par l'URBSFA que si les dispositions légales en la matière et les conditions reprises ci-dessous ont été respectées.

Si une ou plusieurs associations de fait sont concernées par la fusion sportive, il suffit que les conditions reprises ci-dessous soient respectées pour que la fusion sportive soit actée par la fédération.

Article B3.54
Le club issu de la fusion transmet à l'URBSFA par la plate-forme digitale appropriée et au plus tard le 15 avril suivant la fusion, un dossier qui se compose comme suit :

a) Le formulaire de fusion mis à disposition par l'URBSFA et l'aile concernée dûment complété et signé ainsi qu'une copie du projet d'opération dans lequel est prévu l'engagement de reprendre tout le passif ou une déclaration par laquelle l'organe compétent du club issu de la fusion s'engage à reprendre tout le passif;

b) Un fichier PDF reprenant des copies des extraits des procés-verbaux des clubs concernés par la fusion (actes authentiques) qui ont été publiés aux Annexes du Moniteur belge (le cas échéant) afin de rendre la fusion opposable aux tiers;

c) la preuve que les sièges d'exploitation des clubs concernés n'étaient pas distants de plus de 30 km (distance à vol d'oiseau entre les centres des terrains principaux des sièges d'exploitation des clubs concernés par la fusion) ;

d) si au moins un des deux clubs qui ont fusionnés étaient une association de fait, la preuve que le club issu de la fusion s'engage à prendre à sa charge les dettes des clubs qui ont fusionnés.

Une fois que l'URBSFA aura reçu un dossier complet, le dossier sera examiné par l'administration. Si le dossier est incomplet ou qu'il ne permet pas de constater à suffisance que les dispositions prévues ont été respectées, la fusion ne sera pas actée.

Les dossiers transmis après le 15 avril ne sont pas pris en compte.

Article B3.55
Le club issu de la fusion choisit librement sa nouvelle dénomination et reprend le numéro de matricule de l'un des clubs qui fusionnent. Les autres dénominations et numéros matricules sont considérés comme abandonnés.

Article B3.56
Sur le plan administratif, la fusion sportive actée par l'URBSFA devient effective au 1er juin de la saison en cours. Elle n'a cependant d'effet quant aux compétitions sportives qu'à partir du 1er juillet qui suit.

Article B3.57
Si la fusion sportive est actée, le club issu de la fusion jouit de tous les droits et obligations des clubs qui ont fusionnés vis-à-vis de la Fédération, dans les limites prévues.

Article B3.58
Tous les affiliés des clubs qui fusionnent sont d'office affectés au club issu de la fusion. Les affiliés, qualifiés temporairement pour un des clubs qui fusionnent, restent qualifiés pour le club issu de la fusion jusqu'à l'expiration de leur transfert.

Article B3.59
Le club issu de la fusion peut prendre la place d'une des équipes premières des clubs qui fusionnent dans une compétition.

Article B3.60
En cas de fusion de deux clubs issus du football masculin, l'équipe A du nouveau club peut évoluer dans la division la plus élevée à laquelle une des équipes premières des deux clubs appartenait, tandis qu'une équipe B peut évoluer dans la division la plus basse ou la division à laquelle appartenait une équipe première du deuxième club.

Toutes les équipes féminines des clubs qui fusionnent peuvent préserver leur place dans leur division respective du championnat moyennant l'application des prescriptions relatives à un club qui possède plus d'une équipe féminine, déterminées par les ailes. Si deux équipes premières féminines évoluent par conséquent dans la même division, l'une des deux équipes devra obligatoirement descendre d'une division sauf si elles évoluent toutes les deux dans la division la plus basse.

4.3 CESSION D'UNE SECTION

Article B3.61
Un club peut céder une de ses sections à un autre club en vue de la prochaine saison. Pour ce faire, les conditions reprises ci-dessous doivent être respectées.

Article B3.62
Le club cédant et le club cessionnaire qui participent à une cession de section transmettent à l'URBSFA par la plate-forme digitale appropriée et au plus tard le 15 avril suivant leur intention de cession, les procès-verbaux de leurs assemblées générales respectives dans lesquels il est indiqué qu'elles ont autorisé et accepté cette cession, ainsi qu'une liste de tous les membres, hommes et femmes, qui seront affectés au club cessionnaire.

Il n'est pas possible de céder une section qui compte moins de 11 (onze) membres.

Article B3.63
Les joueuses ou joueurs de la section cédée sont affectés d'office au club cessionnaire, qui se substitue à la section cédée dans les compétitions.

4.4 CESSION DE PATRIMOINE

Article B3.64
Une cession de patrimoine intervient sous les conditions suivantes.

Le club est seul responsable du respect des dispositions légales en la matière. Le contrôle de l'URBSFA se limite au contrôle du respect des dispositions réglementaires en matière de cession de patrimoine.

Article B3.65
Le club souhaitant céder son patrimoine à une autre personne morale transmet par la plate-forme digitale appropriée à l'URBSFA le dossier suivant au plus tard le 31 mars suivant l'intention de cette cession. Ce dossier a trait à la demande de cession de patrimoine et se compose comme suit:

1° une situation complète et sincère des actifs et passifs;
2° projet (acte) de cession comprenant les conditions de la cession;
3° un plan de règlement des dettes échues et non échues.

Cette demande est publiée dans l'organe officiel.

Article B3.66
Les créanciers doivent se manifester par la plate-forme digitale appropriée ou par lettre recommandée adressée à l'URBSFA dans un délai de trois mois à partir de la publication de l'avis signalant la demande de cession dans l'organe officiel.

Après l'expiration de ce délai, les créances n'ayant pas été notifiées à l'URBSFA resteront exigibles conformément aux dispositions contractuelles, mais elles ne pourront toutefois plus amorcer une procédure de radiation à l'exception des dettes envers l'URBSFA, la FIFA et l'UEFA.

Article B3.67
Le dossier est transmis à l'instance fédérale compétente en vue de sa finalisation et décision.

Article B3.68
Le club cessionnaire jouit de tous les droits et obligations du club cédant.

Article B3.69
Le club cessionnaire:
1° règle immédiatement après la reprise les dettes certaines, liquides et exigibles du club cédant;
2° prend l'engagement, après avoir fourni une garantie bancaire ou équivalente le cas échéant, de régler les dettes à échoir et non contestables du club cédant;
3° prend l'engagement de conserver le siège d'exploitation du club cédant ou de ne pas le transférer plus loin que 30 km (distance à vol d'oiseau entre le centre du terrain principal des sièges d'exploitation des clubs concernés par la fusion).

La modification de la forme juridique du club est considérée comme une cession sujette à sanction si les intérêts des créanciers sont lésés. La cession de patrimoine ou le maintien

d'une cession de patrimoine irrégulière est sujette à sanction lorsque le club acquéreur ne répond pas aux conditions prévues à cette fin.
Les modalités relatives aux sanctions sont précisées dans le règlement litiges et procédures.

Les dispositions détaillées relatives aux sanctions figurent dans le règlement sur les litiges et les procédures.

4.5 ASSOCIATION D'ÉQUIPES D'ÂGE

Article B3.70
Les clubs qui souhaitent conclure une association d'équipes d'âge, répondent aux conditions suivantes:

1° Le nombre de clubs pouvant conclure une association d'équipes d'âge est:
   a) maximum huit, s'il s'agit de clubs de différentes communes;
   b) illimité s'il s'agit de clubs d'une seule et même commune.
2° Sous peine de déchéance, l'association d'équipes d'âge de clubs est notifiée au Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen ou à tous les secrétariats provinciaux ACFF intéressés au plus tard à une date déterminée par les ailes pour avoir un effet la saison suivante.

La notification intervient le 15 mai au plus tard.
La notification intervient le 15 juin au plus tard.

La notification se fait à l'aide du formulaire prévu à cet effet et signé par les correspondants qualifiés des clubs participants.

La décision d'association d'équipes d'âge est transcrite par chaque club séparément dans le registre des procès-verbaux.

Article B3.71

Seul le Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen ou les instances provinciales ACFF sont habilités à autoriser et à valider les différentes associations d'équipes d'âge.

Si des clubs de différentes provinces sont impliqués, toutes les instances provinciales concernées doivent donner leur accord, sinon la demande n'est pas acceptée.

En cas de refus, les clubs concernés ont la faculté de demander, dans un délai de sept jours prenant cours le premier jour qui suit la date de la publication du refus, à être entendus par leur instance provinciale ACFF. Les décisions définitives des instances provinciales ACFF sont sans appel.

En cas de refus, les clubs concernés ont la faculté de demander, dans un délai de sept jours prenant cours le premier jour qui suit la date de la publication du refus, à être entendus par le Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen. Les décisions définitives du Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen sont sans appel.

En cas d'acceptation, les clubs concernés recevront une confirmation de cette convention d'association dont l'existence sera publiée dans les organes officiels.

Article B3.72
Tous les joueurs d'âge qui sont affectés à l'un des clubs faisant partie de l'association, restent affectés audit club, avec toutes les conséquences réglementaires y afférentes et sont censés être formés par ce club.

Article B3.73
Les clubs participant à une association inscrivent séparément sous la dénomination du club, les équipes qu'ils souhaitent faire participer aux compétitions officielles.


Chaque club répond séparément aux obligations relatives au nombre d'équipes à inscrire.

Article B3.74
Tous les joueurs d'âge affectés à l'un des clubs de l'association peuvent, pour autant qu'ils répondent aux critères de qualification réglementaires, être alignés dans une équipe de jeunes inscrite par un club de cette association.

Tous les entraîneurs des clubs participants peuvent également exercer cette fonction auprès d'un autre club faisant partie de l'association.

Tous les affiliés, affectés à l'un des clubs participants, peuvent, pour autant qu'ils répondent aux prescriptions réglementaires, officier en tant que délégué au terrain, délégué visiteur, médecin ou soigneur d'un autre club de l'association.

Tous les terrains agréés des clubs de l'association peuvent être employés par toutes les équipes de l'association. Le choix du terrain indiqué lors de l'inscription ne peut, sauf force majeure, être modifié dans le courant de la saison.

4.6 INACTIVITÉ

Article B3.75
Un club est, dans la discipline footballistique concernée:
1° complètement inactif en cas de non-inscription dans aucun des championnats prévus, ou en cas de situation de suspension des activités sportives;
2° principalement inactif en cas d'inscription dans les seules catégories des réserves ou de jeunes;
3° partiellement inactif en cas de non-inscription ou de forfait général dans une catégorie de jeunes déterminée.

Article B3.76
L'inactivité complète d'un club ne peut durer plus d'une saison. Si elle persiste encore à l'issue de cette période, le club est d'office considéré être démissionnaire dans la discipline footballistique concernée.

Article B3.77
En application de l'article susmentionné, la section féminine d'un club continuera, en cas d'inactivité de la section masculine ou vice-versa, à opérer en tant que club autonome conservant sa dénomination et le numéro de matricule du club.

Article B3.78
La démission entraîne d'office l'inactivité complète du club, sauf si celui-ci manifeste sa volonté de terminer la compétition en cours.

5 RÉPERCUSSION FINANCIÈRE DE L'APPARTENANCE

5.1 DISPOSITION GÉNÉRALE

Article B3.79
Outre les redevances et amendes qu'ils paient pour les services administratifs et autres ainsi que pour les infractions aux dispositions réglementaires, les clubs sont tenus de payer, le cas échéant (liste non limitative):
1° un droit d'admission;
2° une cotisation fédérale fixe annuelle pour les clubs et groupements conventionnés;
3° une cotisation fédérale individuelle par affilié affecté;
4° une cotisation fédérale sur les droits d'entrée.

Ces paiements sont au bénéfice de l'URBSFA en ce qui concerne:
- tous les clubs et joueurs évoluant dans les championnats de séniors du football professionnel;
- tous les clubs et joueurs qui ne sont pas membres de Voetbal Vlaanderen ou de l'ACFF.

Les autres paiements sont au bénéfice de l'ACFF ou de Voetbal Vlaanderen suivant l'appartenance des clubs.

Article B3.80
Les montants figurant dans ce chapitre sont indexables annuellement si tel est explicitement prévu.

5.2 LA DEMANDE ET LE DROIT D'ADMISSION

Article B3.81
Chaque club paie une provision de 12,50 EUR lors de la demande d'admission.

La provision est destinée à couvrir les frais de l'examen du dossier. Si l'admission est refusée, cette provision reste acquise par l'URBSFA.

Article B3.82
Tout nouveau club admis à l'URBSFA est redevable d'une rétribution de 75,00 EUR. La provision de 12,50 EUR vaut comme première tranche.

5.3 LA COTISATION FÉDÉRALE FIXE ANNUELLE POUR CLUBS ET GROUPEMENTS CONVENTIONNÉS

Article B3.83
Tous les clubs paient chaque saison une cotisation fédérale fixe indexable tous les ans. Son montant est de:
1° 54,60 EUR pour les clubs;
2° 163,80 EUR pour les groupements conventionnés, auquel s'ajoutent des primes à verser par leurs clubs lorsqu'ils organisent des matches.


La cotisation fixe est portée au débit du compte du membre et mentionnée sur l'extrait de compte du mois de septembre.


Un club admis après le 1er janvier n'est redevable de la cotisation ci-dessus qu'à partir de la saison suivante.

5.4 LES COTISATIONS FÉDÉRALES INDIVIDUELLES

Article B3.84
Les clubs paient une cotisation fédérale individuelle à indexer tous les ans par affilié affecté, qui se compose comme suit:

1° Une cotisation de base soumise à une TVA de 21%:

	Football prairie		Futsal		Minifoot
	Compétitif	Récréatif	Compétitif	Récréatif	
pour l'affilié affecté âgé de moins de 10 ans au 1er janvier qui précède la saison et pour les joueurs de football G	4,40 EUR	4,40 EUR	4,40 EUR	4,40 EUR	440 EUR
pour l'affilié affecté âgé de plus de 10 ans et moins de 16 ans au 1er janvier qui précède la saison	7,30 EUR	7,30 EUR	6,80 EUR	6,80 EUR	6,80 EUR
pour l'affilié affecté âgé de plus de 16 ans et moins de 35 ans au 1er janvier qui précède la saison	10,20 EUR	10,20 EUR	8,70 EUR	8,70 EUR	8,70 EUR
pour l'affilié affecté âgé de plus de 35 ans au 1er janvier qui précède la saison et le football récréatif individuel	5,80 EUR	5,80 EUR	5,80 EUR	5,80 EUR	5,80 EUR
pour l'affilié affecté qui a le statut de joueur sous contrat	43,70 EUR	Ne s'applique pas	43,70 EUR	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas

Disposition transitoire valable pour la saison 2024-2025

Football en prairie					
U6/U7	**U8 à U17 inclus**	**U18 et plus âgé**	**Joueurs sous contrat**	**Affiliés non-joueurs**	**Football G**
8,10 EUR	12,40 EUR	16,50 EUR	82,60 EUR	12,40 EUR	8,10 EUR

Football indoor (futsal + minifoot)					
U6/U7	**U8 à U17 inclus**	**U18 et plus âgé**	**Joueurs sous contrat**	**Affiliés non-joueurs**	**Football G**
8,10 EUR	11,60 EUR	14,00 EUR	82,60 EUR	12,40 EUR	8,10 EUR

2° La cotisation complémentaire pour l'assurance:
(non soumis à la TVA)

	Football prairie		Futsal		Minifoot
	Compétitif	Récréatif	Compétitif	Récréatif	
pour l'affilié affecté âgé de moins de 10 ans au 1er janvier qui précède la saison et pour tous les joueurs de football G	4,40 EUR	4,40 EUR	4,40 EUR	4,40 EUR	3,50 EUR
pour l'affilié affecté âgé de plus de 10 ans et moins de 16 ans au 1er janvier qui précède la saison	6,30 EUR	6,30 EUR	6,30 EUR	6,30 EUR	3,50 EUR
pour l'affilié affecté âgé de plus de 16 ans et moins de 35 ans au 1er janvier qui précède la saison	13,10 EUR	13,10 EUR	13,10 EUR	6,30 EUR (**)	7,90 EUR
pour l'affilié affecté âgé de plus de 35 ans au 1er janvier qui précède la saison	13,10 EUR	13,10 EUR	13,10 EUR	6,30 EUR (**)	7,90 EUR
pour l'affilié affecté qui a le statut de joueur sous contrat	38,50 EUR	Ne s'applique pas	38,50 EUR	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas

(**) Tarif provisoire qui sera également appliqué si une compétition futsal est créée dans les provinces de Flandre Orientale, d'Anvers ou du Brabant Flamand

Ces cotisations sont dues pour chaque affilié qualifié temporairement ou affecté définitivement qui n'est pas prêté temporairement.

Un nouveau club admis après le 1er janvier n'est redevable de ces cotisations qu'à partir du 1er juillet suivant.

Les cotisations individuelles sont portées au débit du compte courant du club. Sur les extraits du compte courant du mois d'août au mois d'avril y compris un 1/9ème des montants dus, calculés sur base du nombre d'affiliés au dernier jour du mois précédent, est porté au débit.

Article B3.85
Les clubs paient pour leurs entraineurs la cotisation suivante, annuellement indexable:
1° 182,00 EUR pour un entraîneur rémunéré;
2° 36,40 EUR pour un entraîneur indemnisé ou non qui entraîne une équipe séniors du football compétitif;
3° 22,60 EUR pour un entraîneur des jeunes qui est un affilié non affecté.

Cette cotisation est portée au compte-courant du club.

Article B3.86
Les cotisations fédérales individuelles pour les groupements conventionnés s'élèvent à 109,20 EUR par club sans numéro de matricule à charge des groupements (indexable annuellement).

Cette contribution tombe s'il n'y a pas d'arbitres désignés pour les matches de championnat du groupement.

Article B3.87
Les clubs des groupements sont dispensés du paiement de cette cotisation pour leurs affiliés affectés.

La contribution pour un affilié non affecté s'élève à 36,40 EUR (indexable annuellement)

5.5 LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE SUR LES ENTRÉES ET LES DROITS TV

Article B3.88
L'URBSFA prélève:
1° une contribution fédérale aux clubs des divisions nationales et régionales masculines et féminines pour tout match officiel ou amical joué en Belgique sous son contrôle ou sous celui de l'UEFA. Celle-ci s'élève à 5,4% de la recette brute, hors TVA;
2° une contribution forfaitaire annuelle aux clubs de futsal des divisions nationales.

Par recette brute, on entend la recette totale réalisée, déduction faite, preuve à l'appui, de l'indemnité versée à une équipe étrangère venant disputer le match en question.

Toute indemnité perçue par un club en relation avec la retransmission télévisée en direct ou en différé ou par d'autres médias d'un match de compétition nationale est soumise à la contribution fédérale.

L'exonération de la contribution fédérale ne peut en aucun cas être accordée, sauf aux clubs des divisions provinciales.

Article B3.89
La contribution fédérale des abonnements est calculée sur le montant global payé par l'abonné.

Le montant est porté au débit du compte courant des clubs comme suit:
1° 50% du montant payé la saison précédente, sur leur extrait de compte du mois de septembre;
2° le solde, après régularisation sur base de la déclaration sur celui du mois de janvier.

Article B3.90
Lorsque l'entrée gratuite est générale pour les matches de l'équipe première, le club paie la contribution fédérale calculée sur la moyenne des recettes réalisées au cours des quatre dernières journées pendant lesquelles l'équipe première a disputé un match comptant pour les compétitions officielles.

Si l'entrée est partiellement gratuite, la contribution fédérale est calculée, soit sur la recette réellement réalisée si celle-ci est supérieure à la moyenne dont question plus haut, soit sur cette moyenne si la recette réalisée lui est inférieure.

Les clubs qui, à l'occasion d'un match officiel de leur équipe première, accordent l'entrée gratuite générale ou partielle en informent, à peine d'une amende de 100,00 EUR, au préalable l'URBSFA.

Article B3.91
Pour les places qui procurent de façon permanente des avantages autres que l'assistance aux matches, les clubs sont débiteurs de la contribution fédérale.

1° Pour ce qui est des abonnements à avantages multiples pour des matches de championnat, il convient que cette contribution est due quelle que soit la convention ou l'invitation dont les occupants peuvent se prévaloir individuellement ou collectivement. Elle est calculée - à concurrence du nombre de places donnant droit à ces avantages supplémentaires - sur un montant équivalant, par place, au prix de l'abonnement le plus coûteux délivré par le club. Si le club ne délivre pas d'abonnement, le montant passible de la contribution fédérale est déterminé en multipliant le prix le plus élevé exigé pour une place individuelle par le nombre de matches de championnat à disputer at home par le club concerné..

2° Pour ce qui est des emplacements à avantages multiples pour des matches de coupe et des matches hors abonnement, les règles suivantes s'appliquent:
   a) En l'absence de perception d'un droit d'entrée, les clubs majorent, pour le calcul de la contribution fédérale, la recette brute du match concerné d'un montant obtenu en multipliant le nombre de places individuelles donnant droit à ces avantages, qu'elles soient occupées ou non, par le prix le plus élevé exigé dans ce club pour une place individuelle;
   b) Au cas où, pour les places à avantages multiples, un droit d'entrée est perçu à l'occasion de matches de coupes ou de matches hors abonnement, les tickets pour ces places sont mentionnés séparément tant sur la commande des tickets que sur le relevé des recettes après le match. Lorsque les places à avantages multiples restent fermées et qu'aucun spectateur n'y a accès, la majoration dont question ci-dessus n'est pas appliquée.

Article B3.92
Les indemnités dues au(x) club(s) lésé(s) en cas de forfait sont assujetties à la contribution fédérale.

5.6 RECETTES DES CLUBS

Article B3.93
Les clubs qui ne sont pas soumis au système de contribution fédérale forfaitaire déclarent à la fédération les droits d'entrée des matches qu'ils organisent.

 Les infractions peuvent être sanctionnées par une amende pouvant au maximum aller jusqu'au montant des droits d'entrée à la fédération, sans préjudice des autres mesures qui peuvent être prises à son égard.

Article B3.94
Les droits d'entrée de tout match autorisé sont perçus par le club sur le terrain duquel se joue le match. Ils lui sont acquis, sauf exceptions déterminées ou convention avec le club visiteur.

Les exceptions sont:
1° Un match rejoué:

a) Après un match avec des droits d'entrée:

Si des droits d'entrée ont été acquis définitivement lors du match initial, les droits d'entrée de tout match rejoué sont répartis à parts égales entre les deux clubs, après déduction de la contribution fédérale et de la taxe communale éventuelle.

Le club visité supporte les frais d'organisation et les frais d'arbitrage non remboursés. Le club visiteur supporte ses frais de déplacement.

b) Après un match sans droits d'entrée:

Si des droits d'entrée n'ont pas été acquis définitivement lors du match initial, les frais d'organisation, de déplacement et les frais d'arbitrage non remboursés sont supportés à parts égales par les deux clubs.

c) Forfait au cours d'un match rejoué:

Quand une équipe quitte le terrain au cours d'un match rejoué et que l'instance compétente conclut au forfait, elle perd ipso facto tous les susdits droits, tant en ce qui concerne sa participation éventuelle aux droits d'entrée qu'en ce qui concerne le remboursement partiel de ses frais, mais elle reste soumise aux obligations prévues quant à sa propre intervention dans les frais de son adversaire.

La partie des recettes qui aurait éventuellement dû lui revenir, si elle avait disputé le match jusqu'à la fin, est confisquée au profit de l'URBSFA.

2° Un match remis avant le coup d'envoi: Lorsqu'un match qui est remis par l'arbitre avant le coup d'envoi est joué ultérieurement, les droits d'entrée (éventuels) reviennent au club visité. Celui-ci supporte les frais d'organisation et les frais d'arbitrage non remboursés. Le club visiteur supporte ses frais de déplacement;

3° Cas spéciaux: match arrêté ou remis, remise générale;

4° Un match sur terrain neutre: Les droits d'entrée d'un match sur terrain neutre sont partagés en trois parts égales entre le club sur le terrain duquel le match se joue et les deux clubs en présence après déduction:

a) de la contribution fédérale, si le club organisateur n'est pas soumis au système de la contribution fédérale forfaitaire;
b) de la taxe communale éventuelle;
c) des frais de déplacement des équipes en présence;
d) des frais d'organisation;
e) des frais d'arbitrage non remboursés.

Le montant des frais d'organisation dus au club sur le terrain duquel le match est joué sera déterminé au cas par cas par l'instance fédérale compétente.

5° Les Coupes de Belgique.

Les dispositions pour les Coupes de Belgique sont énoncées au règlement " Compétitions".

Article B3.95
Dans un délai de sept jours prenant cours le premier jour qui suit chaque match joué à domicile par l'équipe première d'un club des divisions supérieures, celui-ci transmet au service financier de l'URBSFA au moyen du formulaire ad hoc le relevé global des recettes perçues à l'occasion des matches joués sur leurs terrains depuis les recettes renseignées sur le précédent relevé.

En tout cas, un relevé est transmis dans les sept premiers jours du mois qui suit celui au cours duquel l'équipe première n'a pas joué à domicile.

Sanctions en cas de transmission tardive:

Si ce relevé ne parvient pas à la Comptabilité générale dans le délai prescrit, le remboursement des frais d'arbitrage est supprimé au club en défaut, non seulement pour les matches de la journée ou du week-end auxquels se rapporte le relevé, mais aussi pour tous les matches ultérieurs jusqu'à réception du document.

Si le relevé des recettes non envoyé concerne exclusivement des matches amicaux, le club est d'office pénalisé d'une amende de 5,00 EUR et de la suppression du remboursement des frais d'arbitrage pour les matches officiels ultérieurs jusqu'à réception du document.

Lorsqu'un club omet pendant plus d'un mois de transmettre ses relevés de recettes, une contribution fédérale forfaitaire calculée sur base de la moyenne générale journalière ou par week-end des recettes de la saison précédente, abonnements compris, est portée au débit de son compte. Cette contribution fédérale forfaitaire est régularisée dès production des relevés manquants.

5.7 DÉPENSES DU CLUB – RÉMUNÉRATION DES JOUEURS


Les articles B3.96 à B3.99 ci-dessous s'appliquent à:

- tous les clubs de football en prairie jouant avec une équipe senior dans les divisions supérieures ou les divisions provinciales;
- tous les clubs de futsal jouant avec leur équipe première dans les divisions nationales.

Article B3.96
Dans la mesure où des accords financiers sont conclus avec des joueurs, quel que soit leur statut, les clubs sont tenus de les reprendre à tout moment de manière complète et correcte en aux moins deux exemplaires dans un document écrit (contrat/convention) signé par chaque partie et conforme à la réglementation applicable.


Les contrats conclus avec des joueurs sous statut de sportif rémunéré doivent respecter la loi du 24 février 1978 ainsi que la convention collective de travail applicable.

Article B3.97
Une copie digitale de chaque convention entre le club et le joueur amateur sera envoyée à la fédération dans les 7 jours suivant sa signature. Il en va de même pour toute modification ou résiliation d'une convention.


La fédération détermine les modalités de cette notification, qui se fera de manière digitale. La convention peut être vérifiée par la fédération à tout moment.

Article B3.98
Les clubs sont tenus d'effectuer uniquement des paiements digitaux directs aux joueurs, quel que soit le statut des joueurs. Toute autre forme d'offre ou de paiement de rémunération aux joueurs par le club est interdite.


À cette fin, seuls les numéros de compte en banque du club et du joueur figurant dans la convention telle que notifiée à la fédération peuvent être utilisés (voir Livre B - Titre 4 - Joueurs).


Tous les paiements doivent être repris correctement dans la comptabilité.

Article B3.99
Il est strictement interdit aux clubs, par rapport aux joueurs, de:

a) permettre à des tiers de garantir ou d'intervenir dans les paiements ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, aux joueurs ou de conclure des conventions à cette fin;
b) utiliser des contre-lettres ou des conventions qui n'ont pas été notifiées à la fédération.


Toute violation des dispositions reprises ci-dessus sera irréfutablement considérée comme ayant été commise à la connaissance du club et du joueur et sera attribuée au club et au joueur.

TITRE 4
JOUEURS



TABLE DES MATIERES

1 Adhésion 3

1.1 Affiliation 3

1.2 Formalités 4

1.3 Protection des mineurs 6

1.4 Régularisation ou annulation exceptionnelle d'une (ré)affiliation 8

1.5 Droits et devoirs 9

1.6 Fin de l'affiliation 10

1.6.1 Général 10

1.6.2 Démission par un amateur 10

1.6.3 Désaffectation de l'amateur à l'initiative du club 13

2 Changement de club 13

2.1 Réaffilition 13

2.2 Transferts 19

2.3 Limitations 32

2.4 Conventions relatives aux tranferts et réaffiliations 33

3 Contrats de sportifs rémunérés 33

3.1 Modalités du contrat 33

3.2 Négocier et conclure 34

3.3 Contenu du contrat 35

3.4 Spécificités pour les joueuses sous contrat de travail 35

3.5 Enregistrement du contrat – notification et résiliation anticipée 38

3.6 Contrôle du contrat 39

4 Qualification 39

4.1 Dispositions générales et définitions 39

4.2 Conditions de base pour les matches officiels 40

4.3 Conditions de base pour les matches amicaux 47

4.4 Conditions spécifiques pour les matches officiels 48

4.5 Conditions en cas de mutations matches officiels 60

1 ADHÉSION

1.1 AFFILIATION

Article B4.1
Un joueur devient membre de l'URBSFA et de l'aile de son club (ACFF ou Voetbal Vlaanderen) par le biais d'une demande d'affiliation.

Article B4.2
La demande d'affiliation est adressée à l'URBSFA et se fait avec l'accord du club que le joueur souhaite intégrer.

Article B4.3
L'affiliation est définitive lorsque l'URBSFA a accepté l'affiliation et l'a enregistrée. Cette acceptation et l'enregistrement valent également pour l'aile.

> Un joueur est membre à la fois de l'URBSFA et d'une aile (soit ACFF, soit Voetbal Vlaanderen) selon l'affiliation de son club. Il existe un registre séparé pour l'ACFF et pour Voetbal Vlaanderen.

Conformément à ce que prévoit l'article 5.1 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs, l'URBSFA dispose d'un système électronique d'enregistrement des joueurs qui attribue un identifiant FIFA à chaque joueur lors de sa première affiliation. À l'exception des joueurs participant à des matches amicaux pendant une mise à l'essai, seuls les joueurs enregistrés électroniquement et disposant d'un identifiant FIFA sont qualifiés pour participer au football organisé. L'enregistrement d'un joueur, ou le fait que celui-ci accepte une mise à l'essai, implique son acceptation de se conformer aux statuts et à la règlementation de la FIFA, de l'UEFA et de l'URBSFA.

Article B4.4
Lors de son affiliation, le joueur est affecté à son club.

En ce qui concerne les éventuels droits à la rétribution de la formation non régis par le Règlement de la Chambre de compensation de la FIFA, l'URBSFA peut fournir au club auprès duquel le joueur est actuellement affecté un passeport du joueur contenant tous les détails personnels du joueur. Ce document indique notamment tout club auprès duquel le joueur a été affecté depuis l'année calendaire de son 12ème anniversaire.
En ce qui concerne les éventuels droits à la rétribution de la formation régis par le Règlement de la Chambre de compensation de la FIFA, un passeport électronique de joueur (EPP) sera généré. L'EPP est un document électronique contenant toutes les informations liées à l'affiliation d'un joueur au cours de sa carrière, incluant l'association membre ou les associations membres concernée(s), son statut (amateur ou professionnel/sportif rémunéré), le type d'enregistrement (permanent ou en prêt) ainsi que le club ou les clubs concerné(s) – y compris sa/leurs catégorie(s) de formation – et ce depuis l'année calendaire de son 12ème anniversaire. Il est généré dans les circonstances définies dans le Règlement de la Chambre de compensation de la FIFA. Afin de créer l'EPP, l'URBSFA veillera autant que possible à mettre à la disposition de la FIFA des informations d'enregistrement fiables, précises et complètes concernant le joueur concerné via l'interface Connect de la FIFA, lorsque la FIFA en fait la demande par le biais de cette interface.

Cette disposition repose sur l'article 7 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.5
Un joueur ne peut être affecté qu'à un seul club par discipline footballistique, à l'exception d'une affectation supplémentaire éventuelle à un club du football récréatif.

Cette disposition repose sur l'article 5.3 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.6
Tout joueur est affilié soit comme amateur, soit comme sportif rémunéré. Aucun autre statut ne sera reconnu.

Cette disposition repose sur l'article 2 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

1.2 FORMALITÉS

Article B4.7
La demande d'affiliation se fait selon les conditions de contenu et de forme déterminées par l'URBSFA.

La demande d'affiliation est préparée et introduite via la plateforme digitale prévue à cet effet, pourvue de tous les consentements requis. L'affiliation est enregistrée à la date où l'URBSFA réceptionne tous les consentements et documents requis.

Article B4.8
La demande d'affiliation mentionne en tout cas le nom, le sexe natal (homme ou femme), et s'il ne correspond pas au sexe natal, le sexe juridique (celui mentionné sur la carte d'identité) et l'identité de genre (masculin, féminin, ou non-binaire), la date de naissance et la nationalité du joueur tels que mentionnés sur les documents d'identité officiels du joueur concerné, de même que les données portant sur sa résidence officielle et ses contacts électroniques.

Pour l'application du règlement fédéral, le joueur est considéré ayant fait élection de domicile chez le correspondant qualifié de son club.

Celui qui apporte des documents d'identité ne mentionnant que l'année de naissance est présumé être né le 1er janvier de cette année-là.

Article B4.9
L'enregistrement de l'affiliation est notifié au club et au joueur.

Article B4.10
Si plusieurs documents ou demandes d'affiliation sont introduites pour un même joueur, priorité est accordée à la demande ayant obtenu le consentement de toutes les parties concernées qui peut être enregistrée en premier lieu. En cas de contestation, l'enregistrement du dernier consentement requis pour l'enregistrement est déterminant.

Article B4.11
Dès que le correspondant qualifié du club prend connaissance d'erreurs contenues dans les données d'un joueur, il en prévient immédiatement l'URBSFA en soumettant une photocopie

d'un document d'identité officiel ou d'une attestation délivrée par une autorité administrative compétente confirmant les données d'identité exactes de l'affilié .

Article B4.12
Lors de leur demande d'affiliation, les joueurs ressortissants d'un pays membre de l'Espace Economique Européen (EEE) doivent déposer une carte d'identité nationale ou un passeport international valable.

Lors de leur demande d'affiliation, les joueurs non ressortissants d'un pays membre de l'Espace Economique Européen (EEE) doivent déposer un titre de séjour valable octroyé par une autorité administrative compétente d'un état membre de l'Espace Economique Européen.

Est entre autres acceptée comme titre de séjour valable, une attestation d'inscription dans le registre des étrangers en Belgique.

Article B4.13
Pour des joueurs qui n'ont pas (encore) de séjour légal en Belgique, l'URBSFA conditionne l'affiliation aux réponses à apporter à un questionnaire spécifique ainsi qu'à la soumission de documents complémentaires requis.

Article B4.14
L'affiliation nécessitant un certificat international de transfert (CIT) n'est enregistrée qu'à la date où l'URBSFA:
1° confirme à la fédération étrangère la réception du CIT que cette dernière a délivré par la plateforme digitale FIFA TMS; ou
2° procède à l'enregistrement provisoire du joueur, conformément à la réglementation FIFA, à défaut de réponse de la fédération étrangère; ou
3° confirme l'enregistrement provisoire du joueur sur la base d'une décision de remplacement de la FIFA.

Si le joueur qui souhaite s'affilier n'a jamais fait partie d'un club étranger, il n'y a pas lieu d'obtenir un certificat international de transfert. Si le joueur qui souhaite s'affilier est encore enregistré auprès d'un club étranger ou a été en dernier lieu actif à l'étranger – même s'il n'est plus enregistré auprès d'un club étranger - il doit obtenir un certificat international de transfert pour être affilié. Un certificat international de transfert n'est pas requis pour des mineurs de moins de dix ans.

Article B4.15
Une cotisation fédérale individuelle est due par chaque joueur. Le montant ainsi que le mode de paiement sont fixés par l'URBSFA.

Les cotisations fédérales individuelles sont portées au débit du compte courant du club du joueur. S'il s'agit d'un nouveau club qui a été admis au sein de l'URBSFA après le 1ier janvier, la cotisation n'est due qu'à partir du 1er juillet de la saison qui suit cette admission.

1.3 PROTECTION DES MINEURS

Article B4.16
En principe, une première affiliation ou transfert international d'un joueur ne sont autorisés que si le joueur est âgé d'au moins 18 ans.

Les cinq exceptions suivantes s'appliquent:

a) soit les parents du joueur mineur s'installent en Belgique pour des raisons étrangères au football;


Le document « composition de ménage » et un titre de séjour valable peuvent utilement être produits à cet effet, ensemble avec une « Déclaration parentale » dûment complétée et signée.

b) soit le transfert a lieu à l'intérieur de l'Union européenne (UE) ou au sein de l'Espace économique européen (EEE) pour les joueurs âgés de 16 à 18 ans.
Dans ce cas, le nouveau club belge devra respecter les obligations suivantes:

i. le club est tenu de fournir au joueur une éducation et/ou une formation footballistique(s) adéquate(s) conforme(s) au plus haut standard national (cf. art. 4 de l'Annexe 4 du Règlement FIFA concernant le Statut et le Transfert des Joueurs); et
ii. en plus d'une éducation et/ou d'une formation footballistique(s), le club est tenu de garantir au joueur une éducation académique, scolaire et/ou professionnelle, et/ou une formation qui lui permettra d'exercer une autre profession s'il cesse de jouer au football comme professionnel; et
iii. le club est tenu de tout mettre en œuvre afin d'offrir un encadrement optimal au joueur (hébergement optimal dans une famille d'accueil ou dans le centre du club, mise à disposition d'un tuteur au sein du club, etc.); et
iv. au moment de l'enregistrement d'un tel joueur, le club doit fournir à l'URBSFA les preuves qu'il est à même de respecter les dispositions et obligations précitées;

c) soit le joueur mineur vit à l'étranger tout au plus 50 km d'une frontière de ce pays avec la Belgique et son nouveau club belge se trouve à une distance de 50 km maximum de cette frontière. De plus, la distance maximale entre le domicile du joueur et le siège d'exploitation du club belge doit être de 100 km au maximum;

d) soit le joueur mineur est autorisé à résider – temporairement du moins – en Belgique et/ou est reconnu en tant que personne vulnérable nécessitant la protection de la Belgique après avoir fui son pays d'origine (ou son pays d'accueil précédent) pour des raisons humanitaires, sans ses parents, pour l'une des raisons suivantes:

i. sa vie ou sa liberté est menacée du fait de sa religion, ethnie, nationalité, groupe social ou opinion politique; ou
ii. toute autre circonstance dans laquelle sa survie est sérieusement menacée.

Si le joueur mineur a été formellement reconnu en tant que réfugié ou personne protégée, il peut être enregistré auprès d'un club professionnel ou

amateur. Il n'y a pas de restrictions vis-à-vis du nombre de transferts nationaux ultérieurs dont le mineur peut faire l'objet avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans.

Si le mineur a été formellement reconnu en tant que demandeur d'asile ou personne vulnérable par les autorités belges, conformément à ce qui précède, il ne peut être enregistré qu'auprès d'un club amateur. Le mineur peut faire l'objet d'un transfert national ultérieur, mais il ne peut être enregistré auprès d'un club professionnel avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans;

e) soit le joueur mineur est étudiant et se rend temporairement sans ses parents en Belgique pour des raisons académiques dans le cadre d'un programme d'échange. La durée d'enregistrement du joueur auprès du nouveau club belge – jusqu'à son 18e anniversaire ou la fin du programme d'échange – ne peut excéder un an. Le nouveau club belge ne peut pas être un club du Football professionnel, ni un club national amateur, et ne peut posséder aucun lien juridique, financier ou factuel avec un tel club.

Les dispositions de cet article s'appliquent également à la première affiliation auprès de l'URBSFA de tout joueur mineur qui n'a pas la nationalité belge et qui n'a pas vécu de façon continue pendant au moins les cinq dernières années en Belgique.

Lorsqu'un joueur mineur est âgé d'au moins 10 ans, la chambre du statut du joueur du Tribunal du Football de la FIFA doit approuver, lorsqu'il est fait application du présent article:

- son transfert international;
- sa première affiliation; ou
- sa première affiliation lorsque le joueur mineur n'a pas la nationalité belge après avoir vécu de façon continue pendant au moins les cinq dernières années en Belgique.

L'approbation est demandée avant la demande de CIT et/ou l'enregistrement de l'affiliation par l'URBSFA.

Lorsqu'un joueur mineur est âgé de moins de 10 ans, l'URBSFA, qui souhaite l'affilier (à la demande du club concerné), vérifie et s'assure que les circonstances du joueur satisfont sans le moindre doute possible à l'une des exceptions susvisées. Ces vérifications sont effectuées avant tout enregistrement.

L'URBSFA peut demander une exemption limitée pour joueur mineur auprès de la chambre du statut du joueur du Tribunal du Football de la FIFA. Une exemption limitée pour joueur mineur, si accordée, libère – sous certaines conditions spécifiques et uniquement dans le cas de joueurs mineurs amateurs à enregistrer auprès de clubs purement amateurs – l'URBSFA des obligations de demande d'approbation telles que susvisées. Dans un tel cas, l'URBSFA vérifie et s'assure, avant toute demande d'émission d'un CIT et/ ou de première affiliation, que les circonstances du joueur satisfont sans le moindre doute possible à l'une des exceptions susvisées.

Un club ayant affilié un joueur mineur à la suite d'un transfert national, d'un transfert international ou d'une première affiliation:

- a un devoir de diligence envers le joueur mineur;

- est tenu de prendre toutes les mesures raisonnables pour protéger le joueur mineur contre des abus potentiels;
- et doit veiller à ce que le joueur mineur ait la possibilité de bénéficier d'une instruction académique (selon les normes nationales les plus élevées) qui lui permette de poursuivre une carrière ailleurs que dans le football.

Les procédures régissant les demandes auprès de la chambre du statut du joueur du Tribunal du Football de la FIFA concernant les sujets mentionnés dans cet article figurent dans les Règles de procédure du Tribunal du Football de la FIFA.


Cette disposition repose sur l'article 19 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

1.4 RÉGULARISATION OU ANNULATION EXCEPTIONNELLE D'UNE (RÉ)AFFILIATION

Article B4.17
Dans des circonstances exceptionnelles, une (ré)affiliation peut être régularisée ou annulée par l'instance fédérale compétente à cet effet.


La demande peut se faire via la plateforme digitale prévue à cet effet.


Art. P
Dans des circonstances exceptionnelles, une (ré)affiliation peut être régularisée ou annulée par le Conseil Disciplinaire du Football Professionnel à la demande conjointe du joueur concerné et de son club pour lequel il souhaiterait être et/ou est qualifié, s'il s'agit d'un club et d'un joueur tels que visés ci-après:

- un club du football professionnel pour un joueur qui souhaiterait être et/ou est qualifié pour une rencontre officielle d'une équipe première, espoirs ou réserves du club; ou
- un club du football amateur pour un joueur qui souhaiterait être et/ou est qualifié pour une rencontre officielle d'une équipe première du club à la Coupe de Belgique Hommes opposant un club du football professionnel à ce club du football amateur.

Toute demande, dûment motivée, doit être introduite conjointement par le joueur et le club d'affectation, via la plateforme digitale prévue à cet effet ou par lettre recommandée, endéans les quatorze jours suivant le constat de l'erreur ou l'existence de la circonstance exceptionnelle invoquée, mais en tous cas au plus tard le 15 mars de la saison en cours.

L'examen d'une demande de régularisation ou annulation génère la redevance suivante, qui est portée au débit du compte courant du club demandeur:

- 500,00 EUR si le club évolue en football professionnel 1A;
- 400,00 EUR si le club évolue en football professionnel 1B.

Art. A/V

Dans des circonstances exceptionnelles, une (ré)affiliation d'un joueur qui n'est pas visé à l'article 17 P peut être régularisée ou annulée par le Conseil Supérieur.

Toute demande, dûment motivée, doit être introduite conjointement par le joueur et le club d'affectation, via la plateforme digitale prévue à cet effet ou par lettre recommandée, endéans les quatorze jours suivant le constat de l'erreur ou l'existence de la circonstance exceptionnelle invoquée, mais en tous cas au plus tard le 15 mars de la saison en cours.

L'examen d'une demande de régularisation ou annulation génère la redevance suivante, qui est portée au débit du compte courant du club demandeur:

- 300,00 EUR si le club évolue en division 1 ACFF/VV;
- 250,00 EUR si le club évolue en division 2 ACFF/VV;
- 200,00 EUR si le club évolue en division 3 ACFF/VV;
- 100,00 EUR si le club évolue en divisions provinciales;
- 100,00 EUR si le club évolue en divisions féminines;
- 100,00 EUR si le club évolue en futsal;
- 50,00 EUR si les clubs évoluent en minifoot ou en football récréatif.

1.5 DROITS ET DEVOIRS

Article B4.18

Seuls les joueurs affiliés auprès de l'URBSFA sont en droit de participer aux matches de football organisés par l'URBSFA ou ses ailes.

Tout joueur est tenu de respecter le règlement fédéral. Par son affiliation, il s'engage également à respecter les dispositions des statuts et règlements de la FIFA et de l'UEFA.

Cette disposition s'appuie sur l'article 5 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.19

En particulier, les joueurs sont tenus de:

1° s'abstenir d'actes susceptibles de porter préjudice à la fédération, ses clubs ou ses affiliés;
2° ne pas mettre en doute l'intégrité des arbitres, des instances fédérales ou de leurs membres, par des déclarations publiques comme – mais pas limité à – des déclarations dans les médias ou dans des messages répandus sur les réseaux sociaux;
3° sous réserve de l'exercice du droit réglementaire de recours, respecter les décisions prises par les instances fédérales. Ils exonèrent la fédération ainsi que les membres des instances fédérales de toute responsabilité quant aux conséquences qui en découleraient pour eux;
4° ne pas prendre part à des entrainements d'un autre club que celui dans lequel ils sont affectés ou pour lequel ils sont qualifiés, sauf autorisation du(des) club(s) concerné(s);
5° respecter les règlements applicables en matière d'antidopage;
6° s'abstenir de tout acte ou tentative de falsification de match et dénoncer immédiatement à l'URBSFA tout acte ou tentative de falsification de match;
7° ne pas participer à des paris, dans le but de s'enrichir, sur les matches des clubs de leur division ou sur d'autres matches où leur club a un intérêt;

8° ne pas diffuser des informations privilégiées avec l'intention particulière qu'elles puissent être utilisées dans le cadre d'un pari;
9° ne pas percevoir de rémunération autre que celle stipulée contractuellement avec le club et versée directement par le club sur le compte bancaire du joueur.

Les joueurs respectent aussi les règlements en vigueur pour les activités organisées ou patronnées par la fédération ou les groupements conventionnés.

Article B4.20
Dans la mesure où des accords financiers sont conclus par un joueur amateur avec le club, ils doivent à tout moment être intégralement et correctement consignés en au moins deux exemplaires dans un document écrit (contrat/convention) signé par chaque partie.

Article B4.21
Une copie digitale de chaque convention entre le club et le joueur amateur sera envoyée à la fédération dans les 7 jours suivant sa signature. Il en va de même pour toute modification ou résiliation d'une convention.


La fédération détermine les modalités de cette notification, qui se fera de manière digitale. La convention peut être vérifiée par la fédération à tout moment.

Article B4.22
Sont d'office nulles et non avenues toutes stipulations contraires au règlement fédéral tendant à restreindre les droits des joueurs ou à alourdir leurs obligations.

1.6 FIN DE L'AFFILIATION

1.6.1 Général

Article B4.23
L'affiliation prend fin dans les cas suivants:
1° démission par un amateur;
2° désaffectation de l'amateur à l'initiative du club;
3° démission ou radiation du club du joueur;
4° radiation du joueur;
5° fin du contrat de sportif rémunéré;
6° transfert international du joueur vers l'étranger;
7° décès du joueur.

Article B4.24
La fin de l'adhésion à l'URBSFA signifie également la fin de l'adhésion à son aile.

1.6.2 Démission par un amateur

Article B4.25
La démission est un acte juridique unilatéral par lequel l'amateur exprime sa volonté de mettre fin à son affiliation.

Article B4.26
La démission de l'URBSFA porte également sur l'adhésion à une aile.
La démission porte sur toutes les entités, sauf si le joueur fait savoir à quelle(s) discipline(s) de football elle se limite.

Article B4.27
La notification de la démission se fait par écrit, via la plateforme digitale prévue à cet effet ou par lettre recommandée adressée à l'URBSFA et au club d'affectation concerné.

 En ce qui concerne les clubs relevant de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, les dispositions relatives aux indemnités de formation s'appliquent.

 **Art. A**
Lorsqu'une démission dans la période du 1er au 30 avril au sein d'un club de la Communauté francophone ou germanophone:
- est suivie d'une affectation à un autre club appartenant à l'une des communautés susmentionnées, ou
- est suivie d'un transfert de quelque nature que ce soit à un autre club appartenant à l'une des communautés susmentionnées, après affectation à un club appartenant à la Communauté néerlandophone.

d'un joueur de moins de 25 ans avant le premier janvier de la saison en cours, une indemnité de formation sera due par le nouveau club au(x) club(s) de la Communauté francophone ou germanophone qui (a) ont donné une formation au joueur (à la joueuse) durant la période de formation à partir du moment où ce joueur sera inscrit sur la feuille de match officiel d'une équipe première.

 **Art. A**
La formation prend cours depuis l'affiliation à l'URBSFA à condition qu'elle intervienne avant le premier janvier de la saison et prend fin:
- pour les joueurs: à l'issue de la saison de qualification U21;
- pour les joueuses: à l'issue de la saison de qualification U20.

 **Art. A**

1° Joueurs:
L'indemnité de formation, indexable annuellement, s'élève à:
- 109,20 EUR par saison de formation du joueur U6 jusqu'à U11 inclus;
- 225,70 EUR par saison de formation du joueur U12 jusqu'à U17 inclus;
- 444,10 EUR par saison de formation du joueur U18 jusqu'à U21 inclus.

2° Joueuses:
L'indemnité de formation, indexable annuellement, s'élève à:
- 80,10 EUR par saison de formation de la joueuse U6 jusqu'à U11 inclus;
- 174,70 EUR par saison de formation de la joueuse U12 à U17 inclus;
- 334,90 EUR par saison de formation de la joueuse U18 à U20 inclus.

Cette indemnité de formation est calculée au prorata du nombre de saisons de formation passées au sein du (des) club(s) formateur(s) du joueur (de la joueuse) depuis le paiement, le cas échéant, de la formation précédente.

Par saison de formation, une seule indemnité de formation est exigible.

Un club n'a droit à aucune indemnité de formation pour un joueur qu'il a désaffecté.

L'URBSFA se charge des opérations comptables par la voie du compte courant des clubs concernés. Les frais administratifs sont à charge du joueur (de la joueuse) démissionnaire.

Sanctions


Le club devra rembourser l'indemnité perçue à la personne qui l'a payée. En outre le club devra s'acquitter d'une amende de 15% de cette indemnité pour une première infraction, 30% pour une deuxième infraction et 50% pour une troisième infraction.

Article B4.28
Dans le cas où un amateur donne sa démission en vue d'obtenir sa liberté décrétale, la démission se fait pendant la période du 1er avril au 30 avril sous peine de déchéance.
Dans ce cas, la démission prend effet à partir du 1er juillet suivant.


Tout amateur d'un club relevant de la Communauté flamande a le droit de mettre fin annuellement à son affiliation. Ceci se fait entre le 1er et le 30 avril par notification adressée au club d'affectation et à l'URBSFA. Voir article 3, §1 du décret du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur (« *Decreet van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar* ») et l'arrêté ministériel du 22 juin 2000 adaptant le délai endéans lequel la convention entre le joueur non-professionnel et l'association sportive peut être résiliée envers l'URBSFA (« *Ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot aanpassing van de termijn waarbinnen de overeenkomst tussen de niet-professionele sportbeoefenaar en de sportvereniging kan worden beëindigd voor wat de KBVB betreft* »).


Tout joueur amateur d'un club relevant de la Communauté française ou de la Communauté germanophone a le droit de mettre fin annuellement à son affiliation entre le 1er et le 30 avril par notification au club auquel le joueur renonce et à l'URBSFA. Voir article 16 du Décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française.

Article B4.29
L'URBSFA enregistre la démission et confirme celle-ci auprès de l'aile concernée, du joueur concerné et de son club d'affectation ainsi que le cas échéant auprès du club dans lequel il est qualifié temporairement.

Article B4.30
Le joueur démissionnaire est maintenu sur les répertoires fédéraux jusqu'à 30 mois après son dernier match officiel.

Cette disposition repose sur l'article 4 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.31
L'amateur reste qualifié jusqu'au 30 juin pour le club dans lequel il est qualifié à la date de sa démission.

1.6.3 Désaffectation de l'amateur à l'initiative du club

Article B4.32
Dans l'hypothèse où le club a décidé de mettre fin à l'affiliation d'un amateur qui lui est affilié, il signifie sa décision à l'URBSFA selon le mode et les conditions que détermine celle-ci.

Cette notification se produit via la plateforme digitale prévue à cet effet, excepté durant les mois de juillet et août.

Article B4.33
L'enregistrement de la notification entraîne la désaffectation du joueur. La désaffectation met fin à l'affiliation à l'URBSFA et à l'aile.
La désaffectation d'un joueur transféré temporairement ne sort ses effets qu'à l'expiration du transfert.

Article B4.34
Lorsqu'une désaffectation est notifiée erronément à la fédération, le club fait signer à l'affilié désaffecté un nouveau document d'affiliation. Après le délai d'attente réglementaire, suivant l'enregistrement de l'affiliation, il peut jouer avec son club sans restriction quant à la qualification.

2. CHANGEMENT DE CLUB

2.1 RÉAFFILIATION

Article B4.35
Après la fin de l'affiliation auprès de l'URBSFA, un joueur peut se réaffilier aux conditions suivantes.

La réaffiliation auprès de son dernier club d'affectation se fait selon les règles de l'affiliation. La section suivante règle le cas de réaffiliation avec affectation auprès d'un autre club que celui auprès duquel il était affecté à la fin de son affiliation précédente.

En cas de résiliation du contrat de sportif rémunéré d'un commun accord pour prendre immédiatement le statut de joueur amateur au sein du club d'affectation, la notification de celle-ci à l'URBSFA suffit pour ne pas mettre fin à l'affiliation (voir également art. B4.89).

Article B4.36
Un joueur affilié (précédemment) en tant que sportif rémunéré ne peut se réaffilier comme amateur que 30 jours au plus tôt après son dernier match officiel comme sportif rémunéré.

Cette disposition repose sur l'article 3 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.37
L'acquisition du statut d'amateur après une affiliation (antérieure) comme sportif rémunéré ne donne pas droit au club d'affectation précédent, selon les conditions reprises dans les règlements de la FIFA, à une indemnité de formation ou à une indemnité de rupture contractuelle réglementairement prévue par la FIFA .

Ces dispositions reposent sur l'article 3 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.38
Selon les modalités de fin d'affiliation, les conditions suivantes sont également d'application:

1° Pour les amateurs:

<table>
<tr><th>Situation</th><th>Réaffiliation</th><th>Conséquences pour la qualification en équipe première (matches officiels)</th><th>Spécificités</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Après démission en dehors de la période de démission décrétale</td><td>Réaffiliation avec affectation au cours de la même saison que celle de sa démission se fait moyennant l'accord écrit du club auprès duquel le joueur était affecté au moment de sa démission et, le cas échéant, du club pour lequel il était temporairement qualifié à ce moment-là</td><td>Le joueur est qualifié durant la saison en cours si:

1° un contrat de sportif rémunéré (au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football professionnel est notifié à l'URBSFA, et

2° l'affiliation est enregistrée au plus tard le 15 mars de la saison en cours

Sinon,
Joueur qualifié pour l'équipe première qu'à partir de la saison suivante</td><td rowspan="2">Le joueur qui, au cours d'une même saison, signe un nouveau document d'affiliation comme amateur pour plus d'un club peut être sanctionné d'une amende s'élevant, selon que le club d'affectation évolue respectivement en division supérieure ou en division provinciale:

- de 500,00 EUR à 1.500,00 EUR;

- ramenée à un montant de 300,00 EUR à 500,00 EUR si le joueur n'est pas qualifié pour évoluer en équipe première;

et/ou d'une interdiction totale de participation à des matches officiels durant une période d'au moins trois et de maximum six mois.</td></tr>
<tr><td>La réaffiliation sans l'accord écrit du club auprès duquel le joueur était affecté au moment de sa démission ou, le cas échéant, du club pour lequel il était temporairement qualifié à ce moment-là, se fait à partir du 15 mai qui suit la période de démission décrétale immédiatement postérieure à la démission</td><td>Le joueur est qualifié dans la nouvelle saison dès que sa nouvelle affiliation est enregistrée pendant une des périodes autorisées suivantes:
- du 15 mai au 31 août;

- du 7 janvier au 3 février:
- si un contrat de sportif rémunéré (au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football</td></tr>
</table>

		professionnel est notifié à l'URBSFA - s'il s'agit de la réaffiliation d'une joueuse Sinon, Joueur qualifié pour l'équipe première à partir de l'ouverture de la période autorisée qui suit	
Après démission sur la base de la réglementation en matière de démission décrétale	Réaffiliation à un club à partir du 15 mai	Le joueur est qualifié dans la nouvelle saison dès que la nouvelle affiliation est enregistrée pendant une des périodes autorisées suivantes: - du 15 mai au 31 août; - du 7 janvier au 3 février: - si un contrat de sportif rémunéré (au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football professionnel est notifié à l'URBSFA; - s'il s'agit de la réaffiliation d'une joueuse - du 15 mai au 31 décembre s'il s'agit d'un club ou d'une équipe de futsal Sinon, joueur qualifié pour l'équipe première à partir de l'ouverture de la période autorisée qui suit La restriction de jeu visée ci-dessus n'est pas d'application pour le futsal récréatif et le minifoot.	idem
Après désaffectation	Réaffiliation avec affectation à un autre club	Le joueur n'est pas qualifié pour l'équipe première du nouveau club jusqu'au début de la nouvelle saison sauf si la désaffectation est intervenue suite au fait que l'équipe première évoluant au plus haut niveau du club auquel le joueur était affecté: 1° est complètement ou principalement, inactive; 2° a déclaré forfait général; 3° est suspendue définitivement d'activités sportives;	Idem

		4° est obligée de participer à une compétition de réserves. Par ailleurs, en dérogation de ceci, une joueuse est qualifiée pour l'équipe première des divisions provinciales à partir du 7 janvier qui suit la désaffectation.	
Démission ou radiation d'un club	Réaffiliation avec affectation à un autre club dès la publication par l'URBSFA dans le journal officiel fédéral (mais au plus tôt à partir du 15 juin si le club démissionnaire indique vouloir terminer la compétition en cours)	Pas de restrictions de jeu	idem
Après radiation du joueur	Réaffiliation après l'expiration de l'interdiction de réaffiliation	Pas de restrictions de jeu	idem

2° Pour les sportifs rémunérés:

Situation	**Réaffiliation**	**Conséquences pour la qualification en équipe première (matches officiels)**	**Spécificités**
Expiration du contrat en fin de saison	Réaffiliation avec affectation à un club à partir du 1er juillet	Le joueur est qualifié si l'affiliation est enregistrée au plus tard le 15 mars de la saison en cours Sinon, Joueur qualifié pour l'équipe première à partir de la nouvelle saison	
Résiliation du contrat de commun accord	Réaffiliation avec affectation à un club à partir de la notification de fin de contrat	• Notification de la résiliation faite PENDANT la période de transfert*: qualification immédiate • Notification de la résiliation faite après la période de transfert*: qualification à partir du début de la période de transfert suivante. mais ceci uniquement si (pour les deux cas) un nouveau contrat de sportif rémunéré avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football	En cas de changement de statut du joueur de sportif rémunéré à amateur dans le club d'affectation (voir également art. B4.89), il n'y a pas de restrictions de qualification sous réserve de la disposition relative aux transferts pendant la saison en cours (Art. B4.48).

		professionnel est notifié à l'URBFSA (au plus tard le 15 mars de la saison en cours), Sinon, Joueur qualifié pour l'équipe première à partir de la nouvelle saison	
Résiliation unilatérale du contrat par le joueur (sans motif grave)	Réaffiliation avec affectation à un autre club à partir de la notification de fin de contrat	Le joueur est qualifié si: un nouveau contrat de sportif rémunéré (au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football professionnel est notifié à l'URBSFA et réaffiliation PENDANT la période de transfert* Sinon, Joueur qualifié pour l'équipe première à partir de la période de transfert suivante	Interdiction de participer à une compétition rémunérée de la même division ou série pendant la saison en cours + tour final auquel une équipe de la même division ou série participe. Le football professionnel est considéré comme une seule division, avec deux séries 1A et 1B.
Résiliation unilatérale du contrat par le joueur pour motif grave	Réaffiliation avec affectation à un autre club à partir de la notification de fin de contrat	• Résiliation unilatérale du contrat par le joueur pour motif grave qui n'est pas contestée par l'ancien club: qualification immédiate • Résiliation unilatérale du contrat par le joueur pour motif grave qui est contestée par l'ancien club: le joueur n'est qualifié qu'à partir de la validation par la Commission Arbitrale pour le Sportif Rémunéré** mais ceci uniquement si (pour les deux cas) un nouveau contrat de sportif rémunéré avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football professionnel est notifié à l'URBFSA (au plus tard le 15 mars de la saison en cours), Sinon, Joueur qualifié pour l'équipe première à partir de la nouvelle saison	A cet effet, une demande motivée est introduite sous peine d'irrecevabilité par lettre recommandée adressée à l'URBSFA, soit par le joueur et le club candidat-acquéreur, soit par l'ancien club et le nouveau club, et ce, à peine de déchéance, au plus tard le 15 mars de la saison en cours

Résiliation unilatérale du contrat par le club (sans motif grave)	Réaffiliation avec affectation à un autre club à partir de la notification de fin de contrat	Le joueur est qualifié si: un nouveau contrat de sportif rémunéré (courant au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football professionnel est notifié à l'URBSFA et affiliation au plus tard le 15 mars de la saison en cours Sinon, Joueur qualifié pour l'équipe première à partir de la nouvelle saison	
Résiliation unilatérale du contrat par le club pour motif grave	Réaffiliation avec affectation à un autre club à partir de la notification de fin de contrat	Le joueur est qualifié si: Un nouveau contrat de sportif rémunéré (courant au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) avec un club des divisions supérieures du football amateur ou du football professionnel est notifié à l'URBSFA et affiliation au plus tard le 15 mars de la saison en cours Sinon, Joueur qualifié pour l'équipe première à partir de la nouvelle saison	Interdiction de participer à une compétition sportive rémunérée de la même division ou série pendant la saison en cours + tour final auquel une équipe de la même division ou série participe. Le football professionnel est considéré comme une seule division, avec deux séries 1A et 1B.
Démission ou radiation d'un club	Le joueur peut s'affilier à un autre club Dès la publication par l'URFBSFA dans le journal officiel fédéral (mais au plus tôt à partir du 15 juin qui suit si le club démissionnaire indique vouloir terminer la compétition en cours)	Pas de restrictions de jeu	

* Période de transfert = du 15 juin au 6 septembre et du 7 janvier au 3 février.

** Lors d'une réaffiliation après résiliation du contrat par le joueur pour des motifs graves contestées par l'ancien club, et sans préjudice des dispositions du droit commun en matière de résiliation de contrat de travail, la qualification du joueur peut, soit à la demande du joueur et du club candidat-acquéreur, soit à la demande de l'ancien club et du club candidat-acquéreur, être validée directement par la Commission Arbitrale pour le Sportif Rémunéré. Si l'ancien club le demande, le nouveau club candidat-acquéreur est obligé d'introduire une demande conjointe, sans préjudice du droit d'intervention du joueur.

Toute demande dûment motivée doit:

- sous peine d'irrecevabilité, être introduite par le joueur et le club candidat-acquéreur, soit par la plateforme digitale prévue à cet effet, soit par lettre recommandée adressée à l'URBSFA;
- à peine de déchéance, au plus tard le 15 mars de la saison en cours.

Dans le cadre de l'examen d'une telle demande par l'URBSFA ou l'instance compétente, une redevance est due et cette redevance, qui est inscrite au débit du compte courant du club demandeur, s'élève à:
- 500,00 EUR si le club évolue en football professionnel 1A;
- 400,00 EUR si le club évolue en football professionnel 1B;

- 300,00 EUR si le club évolue en division 1 ACFF/VV;
- 250,00 EUR si le club évolue en division 2 ACFF/VV;
- 200,00 EUR si le club évolue en division 3 ACFF/VV;
- 100,00 EUR si le club évolue en divisions provinciales;
- 100,00 EUR si le club évolue en divisions féminines.

L'appréciation de la gravité du(des) manquement(s) qui font l'objet du motif grave relève du seul pouvoir d'appréciation de la Commission Arbitrale pour le Sportif Rémunéré, qui statuera « *prima facie* ». La décision de la Commission Arbitrale pour le Sportif Rémunéré n'a que pour seul but de statuer sur la qualification ou non du joueur et ne porte aucun préjudice à la décision sur le fond de l'affaire des tribunaux de droit commun qui auraient été saisis du litige.

Article B4.39

Chaque réaffiliation entraine un coût administratif de 12,50 EUR.

2.2 TRANSFERTS

Article B4.40

Un joueur peut obtenir une affectation à un autre club ou être qualifié temporairement pour un autre club par transfert.

Le transfert peut être temporaire ou définitif.

Conformément à ce que prévoit l'article 10 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs, un transfert temporaire (également dénommé prêt de joueur) est soumis aux mêmes règles que celles applicables à un transfert définitif.

Article B4.41

Il y a trois types de transferts:

1° Le transfert ordinaire: un transfert national qui se réalise dès que les consentements des clubs concernés et du joueur sont dûment enregistrés;

2° Le transfert administratif: un transfert national qui se réalise avec le consentement du joueur et du nouveau club visé, sans le consentement de son club auquel il est affecté ni du club pour lequel il est temporairement qualifié le cas échéant, ou par intervention de l'URBSFA;

3° Le transfert international: transfert lors duquel un (ancien) joueur d'un club affilié auprès d'une fédération de football étrangère reconnue par la FIFA passe à un club affilié à l'URBSFA, ou vice-versa.

Article B4.42

Les transferts ont lieu pendant des périodes déterminées.

2.2.1 Formalités

Article B4.43

L'URBSFA fixe la forme ainsi que le contenu de la demande de transfert de même que les modalités d'introduction.

Article B4.44
La demande de transfert mentionne en tout cas le nom, le genre, la date de naissance et la nationalité du joueur tels que mentionnés dans les documents d'identité officiels du joueur concerné, de même que les données portant sur sa résidence officielle et ses contacts électroniques.

Article B4.45
L'enregistrement du transfert est annoncé au club et au joueur ou à un détenteur de l'autorité parentale si la demande a été introduite lorsque le joueur était mineur.

Après que le club acquéreur et le joueur lui-même aient donné leur accord digital, le club cédant dispose de 30 jours calendrier pour approuver ou refuser cette demande de transfert dans le cas d'un transfert définitif ou temporaire. Si le club cédant ne réagit pas dans ce délai, le joueur est automatiquement affecté au club acquéreur ou le transfert est enregistré à la date mémo choisie.

Article B4.46
Si plusieurs documents ou demandes de transfert sont introduites pour un même joueur, priorité est accordée à la demande ayant obtenu le consentement de toutes les parties concernées qui peut être enregistrée en premier lieu. En cas de contestation, l'enregistrement du dernier consentement requis pour l'enregistrement du transfert est déterminant.

Article B4.47
Pour tout transfert dans le football compétitif, un coût administratif de 12,50 EUR à charge du club bénéficiaire est d'application, sauf s'il s'agit d'un transfert temporaire d'un joueur de moins de seize ans au 1er janvier de l'année civile au cours de laquelle le transfert est effectué.

2.2.2 Transfert ordinaire

Article B4.48
Les conditions suivantes sont d'application pour les transferts ordinaires:

Par football professionnel, on entend les divisions 1A et 1B du football professionnel. Les équipes U23 du football professionnel et des divisions supérieures du football amateur doivent respecter les règles prévues pour ces divisions.

<table>
<tr><th rowspan="2">Période</th><th colspan="2">Football amateur</th><th rowspan="2">Football professionnel</th></tr>
<tr><th>Divisions provinciales</th><th>Divisions supérieures</th></tr>
<tr><td><u>AMATEUR</u>
Du 15 juin au 31 août</td><td colspan="2">Les joueurs peuvent faire l'objet d'un transfert. Il n'y a pas de restrictions de jeu.

Les transferts réalisés avant le 1er juillet sont enregistrés au 1er juillet suivant et valent comme premier transfert de la nouvelle saison.</td><td></td></tr>
<tr><td><u>SPORTIF REMUNERE</u>
Du 15 juin au 6 septembre</td><td></td><td>Un joueur qui obtient un transfert du 1er au 6 septembre vers un club des divisions supérieures du football amateur ou vers un club de football professionnel est qualifié pour participer aux matches officiels de l'équipe première à condition que son contrat de sportif rémunéré auprès du club acquéreur (au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) soit notifié à la date du match à l'URBSFA.</td><td></td></tr>
</table>

<table>
<tr><td rowspan="2">Du 1er septembre au 31 décembre

Du 7 septembre au 31 décembre</td><td colspan="3">Les amateurs peuvent faire l’objet d’un transfert. Dans ces cas, le joueur n’est pas qualifié pour participer aux matches officiels de l’équipe première.</td></tr>
<tr><td>La joueuse est qualifiée pour les matches officiels des divisions provinciales à partir du 1er janvier, à condition que soient remplies les conditions générales et spécifiques de qualification.</td><td colspan="2">Un joueur qui obtient un transfert vers un club des divisions supérieures du football amateur ou vers un club de football professionnel est qualifié pour participer aux matches officiels de l’équipe première A à partir du 1er janvier à condition que son contrat de sportif rémunéré auprès du club acquéreur (au moins jusqu’à la fin de la saison en cours) soit notifié à la date du match à l’URBSFA.</td></tr>
<tr><td>Du 1er janvier au 14 juin</td><td colspan="3">Les amateurs peuvent faire l’objet d’un transfert. Dans ces cas, le joueur n’est pas qualifié pour participer aux matches officiels de l’équipe première.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Du 7 janvier au 3 février</td><td rowspan="2"></td><td>Des joueurs en provenance d’un club des divisions supérieures du football amateur ou d’un club du football professionnel peuvent faire l’objet d’un transfert vers un club des divisions supérieures du football amateur.

Dans ces cas, le joueur n’est qualifié pour les matches officiels de l’équipe première qu’après notification de son contrat comme sportif rémunéré dans le club acquéreur (au moins jusqu’à la fin de la saison en cours) à l’URBSFA.</td><td>Des joueurs en provenance de n’importe quel club peuvent faire l’objet d’un transfert vers un club du football professionnel.

Dans ces cas, le joueur n’est qualifié pour les matches officiels de l’équipe première qu’après notification de son contrat comme sportif rémunéré dans le club acquéreur (au moins jusqu’à la fin de la saison en cours) à l’URBSFA.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Les joueuses venant de n'importe quel club peuvent faire l’objet d’un transfert vers un club jouant dans la Super League à condition que leur contrat de sportif rémunéré dans le club acquéreur (au moins jusqu'à la fin de la saison en cours) ait été notifié à la URBSFA.
La joueuse n'est pas autorisée à participer aux matchs officiels des équipes premières des autres divisions du club pendant la saison en cours.</td></tr>
</table>

2.2.3 Transfert temporaire (ou « prêt »)

Article B4.49

Le transfert temporaire d'un sportif rémunéré n’est effectué que si les conditions cumulatives suivantes sont remplies:

- Le club prêteur et le joueur doivent conclure un addendum écrit suspendant le contrat de travail existant entre eux. Cet addendum doit être signé par les deux parties au plus tard au moment où la suspension du contrat de travail commence; *et*
- Le club emprunteur et le joueur concluent un contrat de travail à durée déterminée conformément aux dispositions légales et sectorielles applicables. Ce contrat de travail doit être signé par les deux parties au plus tard au début du contrat de travail. Ce contrat de travail mentionne expressément qu'il s'agit d'un contrat de travail conclu conformément au Chapitre XI de la CCT concernant les conditions de travail et de salaire des joueurs de football rémunérés.

Pour les transferts internationaux temporaires, les dispositions suivantes s'appliquent également:

Le sportif rémunéré et le nouveau club doivent signer un contrat pour la durée du transfert international temporaire. Ce contrat mentionne explicitement que le sportif rémunéré fait l'objet d'un transfert international temporaire.

Pendant la durée convenue du transfert international temporaire, les obligations contractuelles entre le sportif rémunéré et l'ancien club sont suspendues, sauf accord écrit prévoyant le contraire.

Ces dispositions reposent sur l'article 10.1 a), b), c) du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.50

Aucun club ne peut au cours d'une même saison transférer temporairement plus de trois sportifs rémunérés à un compétiteur participant au même championnat sous la forme d'un transfert temporaire. Les séries 1A et 1B de la compétition de football professionnel sont considérées comme un seul championnat.

Pour les transferts internationaux temporaires, les dispositions suivantes s'appliquent:

Au cours de la même saison, aucun club ne peut transférer temporairement plus de 6 sportifs rémunérés simultanément vers des clubs étrangers (sortants), ni transférer temporairement plus de 6 sportifs rémunérés simultanément en provenance de clubs étrangers (entrants).

La restriction ci-dessus ne s'applique pas dans le cas d'un transfert international temporaire d'un sportif rémunéré qui:

- n'a pas atteint l'âge de 21 ans avant la fin de la saison en cours de l'ancien club et
- est considéré comme " formé au club " dans l'ancien club, tel que défini dans le livre B, titre 1, cadre réglementaire.

Au cours de la même saison, aucun club ne peut transférer temporairement plus de trois sportifs rémunérés simultanément au niveau international vers un même club (sortant), et ne peut lui-même transférer plus de trois sportifs rémunérés simultanément au niveau international en provenance d'un même club (entrant), et ce quel que soit l'âge du joueur concerné ou son statut de joueur « formé au club ».

Ces dispositions reposent sur les articles 10.6 au 10.9 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.51

Un joueur amateur transféré temporairement ne peut réaliser un autre transfert temporaire à partir de son club temporaire que moyennant l'accord écrit du club

d'affectation.

Pour les transferts internationaux temporaires, la disposition suivante s'applique également:

Un sportif rémunéré qui fait l'objet d'un transfert international temporaire ne peut pas réaliser un autre transfert national ou international temporaire ou permanent depuis son club temporaire.

Cette disposition repose sur l'article 10.1 f) du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.52
Un transfert temporaire expire toujours le 30 juin, date à laquelle le joueur retourne d'office à son club d'origine, à l'exception cependant des transferts internationaux pour lesquels le retour du joueur ne se fait pas automatiquement. Pour l'introduction d'une nouvelle demande de transfert, il est cependant censé, d'un point de vue administratif, avoir effectué son retour le 1er juin.

La durée du transfert temporaire ne peut excéder la durée de la suspension du contrat de travail existant entre le club prêteur et le joueur.

Pour les transferts internationaux temporaires, les dispositions suivantes s'appliquent:

Un accord de transfert international temporaire peut être conclu pour une durée minimale correspondant à celle comprise entre deux périodes d'enregistrement et pour une durée maximale d'un an. La date de fin doit se situer au cours d'une des périodes d'enregistrement de l'association de l'ancien club. Toute clause indiquant une durée de prêt plus longue sera considérée comme nulle et non avenue.

La durée d'un transfert international temporaire peut être prolongé, sous réserve du respect des durées minimale et maximale précisées ci-dessus et sous réserve du consentement écrit du sportif rémunéré.

Les transferts internationaux temporaires d'une durée supérieure à un an qui sont antérieurs à l'entrée en vigueur des présentes dispositions continuent de s'appliquer jusqu'à la date de fin contractuelle.

Ces dispositions reposent sur les articles 10.1 d) et e) et 10.2 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.53
Un sportif rémunéré transféré temporairement ne peut pas changer de statut.
Un joueur amateur transféré temporairement peut changer de statut sans l'accord du club d'origine. Cette modification ne vaut alors que pour la durée du transfert temporaire.

Article B4.54
Si, au terme du transfert temporaire, le club d'affectation du joueur ou le joueur lui-même ne font plus partie de la fédération, le joueur peut se réaffilier à partir du 1er juillet et se voir être affecté au club de son choix.

Article B4.55
Lorsqu'il est mis fin de commun accord entre les parties concernées à un transfert temporaire, le joueur retourne immédiatement dans son club d'affectation. Ce retour au club d'affectation n'est pas considéré comme un transfert.

Le retour anticipé doit être notifié à l'URBSFA, signé par le joueur et par les correspondants qualifiés des deux clubs concernés.

Le joueur n'est pas qualifié pour des matches officiels de l'équipe première du club vers lequel il est revenu de manière anticipée, sauf s'il retourne:

1° au plus tard le 31 aout, mais le joueur ne peut pas jouer en divisions provinciales dans la catégorie des matches officiels de l'équipe première à laquelle il a participé avec un autre club pendant la saison en cours;
2° du 7 janvier au 3 février dans un club des divisions supérieures du football amateur ou du football professionnel.
3° pour les joueuses uniquement, au plus tard le 31 décembre dans un club des divisions provinciales. La joueuse concernée sera alors qualifiée pour les matches officiels de l'équipe première à partir du 1er janvier qui suit.

Pour les transferts internationaux temporaires, les dispositions suivantes s'appliquent:

Si un transfert international temporaire a été résilié unilatéralement avant l'expiration du délai prévu, le sportif rémunéré a le droit de retourner dans son ancien club.

Le sportif rémunéré doit immédiatement informer son ancien club de la fin prématurée du transfert temporaire et de son intention de retourner ou non dans son ancien club.

L'ancien club est tenu de réintégrer immédiatement le sportif rémunéré si celui-ci décide de retourner dans son ancien club. Le contrat qui était suspendu pendant la durée du transfert international temporaire est de nouveau applicable à compter de la date de réintégration et l'ancien club est notamment tenu de rémunérer à nouveau le sportif rémunéré.

Les dispositions ci-dessus sont sans préjudice d'une éventuelle application de l'article 17 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs et du droit de l'ancien club à demander une indemnité résultant de son obligation de réintégrer le sportif rémunéré. L'indemnité minimale due correspondra à la rémunération que l'ancien club doit verser au sportif rémunéré entre la date de sa réintégration et la date initialement prévue de la fin de l'accord du transfert international temporaire.

Ces dispositions reposent sur les articles 10.4 et 10.5 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert desJoueurs.

2.2.4 Transfert administratif

Article B4.56
Un transfert administratif peut être accordé en raison de circonstances spéciales.

Sont considérées entre autres comme des circonstances spéciales, les circonstances d'ordre social, le déménagement du joueur, l'inactivité du club, ou le fait pour le joueur d'être en surnombre dans une équipe.

Article B4.57
Sauf pour ce qui est prévu à l'article B4.63 repris ci-après, un transfert administratif est temporaire et vaut jusqu'à la fin de la saison.

Article B4.58
Le joueur et le club vers lequel le joueur souhaite être transféré temporairement introduisent à cet effet une demande auprès de l'URBSFA. Ceci peut se faire tout au long de l'année, sauf au mois de juin.

La demande est envoyée à l'URBSFA via la plateforme digitale prévue à cet effet, accompagnée de tous les consentements requis (consentement digital de la part du club vers lequel le joueur souhaite être transféré et du joueur).

Article B4.59
Le club d'affectation et, le cas échéant, le club pour lequel le joueur est temporairement qualifié, sont informés de la demande de transfert administratif.

Endéans les sept jours qui suivent la notification, le club d'affectation et, le cas échéant, le club pour lequel le joueur est temporairement qualifié, peuvent s'opposer au transfert administratif auprès de l'URBSFA, sauf si le club qui souhaite s'y opposer:

1° se trouve en situation de suspension des activités sportives; ou
2° a déclaré forfait avec son équipe première, ou s'il possède plusieurs équipes premières, avec son équipe A, ou y est condamné et que le joueur est senior.

Si un club s'oppose à un transfert administratif, celui-ci et le joueur sont convoqués à comparaître devant l'instance fédérale compétente.

Article B4.60
Le transfert administratif est enregistré et prend cours à la date:
1° de la demande, s'il n'est pas possible de s'y opposer; ou
2° de l'expiration du délai si aucune contestation n'a été introduite; ou
3° de la décision définitive de l'instance compétente si la contestation a été rejetée.

Article B4.61
Le joueur faisant l'objet d'un transfert administratif n'est pas qualifié pour les matches officiels de l'équipe première en football compétitif, sauf si ceci advient suite au fait que l'équipe première évoluant au plus haut niveau du club dans lequel le joueur était qualifié:
1° est complètement ou principalement, inactive;
2° a déclaré forfait général;
3° est suspendue d'activités sportives;
4° est obligée de participer à une compétition de réserves.


En ce qui concerne la notion d' « *équipe première évoluant au plus haut niveau* », les équipes masculines et féminines sont prises en considération séparément.

Article B4.62
Une joueuse qui introduit valablement ce type de transfert au plus tard le 1er février est qualifiée pour les matches officiels des divisions provinciales à partir du 1er janvier à condition qu'il soit satisfait aux conditions générales et spécifiques de qualification applicables.

Article B4.63
Un joueur qui s'engage à ne pas ou ne plus pratiquer le football comme joueur peut obtenir sans l'accord du club auquel il est affecté un transfert administratif définitif. Le transfert peut être demandé tout au long de l'année.

Si, par après, cette personne fournit à l'URBSFA l'accord écrit du club auquel il était affecté au moment où il a fait usage du transfert administratif définitif et que cet accord écrit est fourni:

1° dans la période du 15 juin au 31 août, alors l'intéressé peut à nouveau participer comme joueur à tous les matches du nouveau club auquel il est affecté à partir du moment où l'accord est fourni;
2° après le 31 août, alors l'intéressé peut participer comme joueur aux matches officiels du nouveau club auquel il est affecté à partir du moment où l'accord est fourni, sauf à ceux de l'équipe première pour lesquels il n'est qualifié qu'à partir de la saison suivante.

2.2.5 Validation ou annulation exceptionnelle d'un transfert

Article B4.64
Dans des circonstances exceptionnelles, un transfert peut être validé ou annulé par l'instance fédérale compétente à cet effet.

Article B4.65
Toute demande, dûment motivée, doit être introduite conjointement par le joueur et le club bénéficiaire, via la plateforme digitale prévue à cet effet ou par lettre recommandée, endéans les quatorze jours suivant le constat de l'erreur ou l'existence de la circonstance exceptionnelle invoquée, mais en tous cas pour le 15 mars au plus tard.


Art. P/A/V


L'examen d'une annulation ou validation exceptionnelle d'un transfert génère les redevances suivantes, inscrites au débit du compte courant du club demandeur:


Pour le football professionnel:
- 500,00 EUR si le club évolue en football professionnel 1A;
- 400,00 EUR si le club évolue en football professionnel 1B.

Pour les ailes:
- 300,00 EUR si le club évolue en division 1 ACFF/VV;
- 250,00 EUR si le club évolue en division 2 ACFF/VV;
- 200,00 EUR si le club évolue en division 3 ACFF/VV;
- 100,00 EUR si le club évolue en divisions provinciales;
- 100,00 EUR si le club évolue en divisions féminines;
- 100,00 EUR si le club évolue en futsal;
- 50,00 EUR si le club évolue en minifoot ou football récréatif.

Art. P
Lorsqu'un club du football professionnel, en raison de force majeure (maladie de longue durée, blessure, etc.), ne dispose plus d'un total de trois gardiens prêts à jouer, un transfert ordinaire d'un gardien peut être validé.
Pour un club des divisions 1A et 1B du football professionnel, n'entrent en ligne de compte pour un éventuel remplacement, que les trois gardiens titulaires renseignés sur la liste « *Squad-size limit* ».

Art. A/V
Lorsqu'un club du football amateur, en raison de force majeure (maladie de longue durée, blessure etc.), ne dispose plus d'un gardien valable par équipe seniors, un transfert ordinaire d'un gardien peut être validé.

2.2.6 Transfert international

2.2.6.1 Certificat international de transfert (CIT)

Article B4.66
Un transfert international, qu'il soit temporaire ou définitif, est enregistré conformément à l'article B4.14 repris ci-dessus. Ce certificat n'est cependant pas d'application pour les joueurs n'ayant pas atteint l'âge de 10 ans.

Cette disposition repose sur l'article 9 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Ceci est sans préjudice des dispositions relatives à la protection des mineurs.

Article B4.67
En cas d'un transfert international entrant, l'URBSFA demande à la fédération étrangère la délivrance du certificat international de transfert (CIT) dès que l'URBSFA est mise en possession des documents nécessaires. Si la fédération étrangère ne collabore pas, l'URBSFA peut, éventuellement après intervention de la FIFA en cas de refus d'émission du CIT, procéder à un enregistrement provisoire, sous les conditions communiquées au joueur et au club concerné.

En cas d'un transfert international sortant, l'URBSFA délivre à la demande de la fédération étrangère un CIT même s'il s'agit d'un transfert temporaire ou d'un retour au club d'origine étranger à la fin du transfert temporaire. S'il s'agit d'un transfert temporaire, la convention écrite qui s'y rapporte, signée par toutes les parties concernées, doit être communiquée à l'URBSFA.

2.2.6.2 Périodes de transfert et conditions

Article B4.68
Les conditions suivantes sont d'application pour les transferts internationaux entrants:

Les équipes U23 du football professionnel qui participent à la division 1B, à la division 1, 2 ou 3 ACFF/VV, sont considérées comme une équipe première B du club du football professionnel.

Période - demande de transfert international par un club belge	**Statut auprès du club belge acquéreur**	**Situation auprès du dernier club à l'étranger**	**Conditions à l'enregistrement du transfert international**	**Conditions supplémentaires en vue de la qualification pour les matches officiels de l'équipe première**
ACFF VV **du 15 juin au 31 août** et **du 7 janvier au 3 février** PL **du 15 juin au 6 septembre** et **du 7 janvier au 3 février**	sportif rémunéré ou amateur	sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a expiré ou sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a fait l'objet d'un résiliation anticipée de commun accord ou sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a été résilié unilatéralement ou sportif rémunéré qui est encore lié par un engagement contractuel avec son dernier club à l'étranger ou amateur	Demande d'émission du CIT adressée par l'URBSFA via la plateforme digitale FIFA TMS à la fédération étrangère avant la clôture de cette période + soit confirmation par l'URBSFA de la réception du CIT délivré par la fédération étrangère, soit enregistrement provisoire par l'URBSFA après expiration d'un délai de 7 jours suivant la demande initiale d'émission du CIT adressée à la fédération étrangère, soit enregistrement provisoire par l'URBSFA suite à une décision de remplacement de la FIFA + pour le sportif rémunéré qui n'est pas ressortissant d'un pays membre de l'EEE: confirmation par l'URBSFA de réception d'une Annexe 46 encore valide pour le joueur concerné.	Transfert international enregistré au plus tard le 15 mars de la saison en cours Sinon joueur qualifié après l'enregistrement du transfert international mais pas avant la saison prochaine + pour le sportif rémunéré qui n'est pas ressortissant d'un pays membre de l'EEE: Confirmation par l'URBSFA de réception d'une Annexe 49 encore valide ou d'un permis unique pour le joueur concerné + pour le joueur qui fait l'objet d'un transfert international vers un club du Football professionnel: Ajout aux listes SSL après réception par l'URBSFA de la demande dûment complétée et signée via la plateforme digitale prévue à cet effet.

du 1er septembre au 31 décembre et **du 4 février au 14 juin** **du 7 septembre au 31 décembre** et **du 4 février au 14 juin**	sportif rémunéré	sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a expiré, et ce au plus tard avant la fin de la période immédiatement précédente ou sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a fait l'objet d'une résiliation anticipée de commun accord, et ce au plus tard avant la fin de la période immédiatement précédente ou sportif rémunéré qui a mis fin à son contrat de manière unilatérale pour motif grave (« juste cause ») ou sportif rémunéré dont le contrat a été résilié de manière unilatéral sans motif grave (« juste cause ») par son club	Demande d'émission du CIT adressée par l'URBSFA via la plateforme FIFA TMS à la fédération étrangère + soit confirmation par l'URBSFA de la réception du CIT délivré par la fédération étrangère, soit enregistrement provisoire par l'URBSFA après expiration d'un délai de 7 jours suivant la demande initiale d'émission du CIT adressée à la fédération étrangère, soit enregistrement provisoire par l'URBSFA suite à une décision de remplacement de la FIFA + pour le sportif rémunéré non-ressortissant de l'EEE: Confirmation par l'URBSFA de réception d'une Annexe 46 encore valide pour le joueur concerné .	Transfert international enregistré au plus tard le 15 mars de la saison en cours Sinon joueur qualifié après l'enregistrement du transfert international mais pas avant la saison prochaine + pour le sportif rémunéré qui n'est pas ressortissant d'un pays membre de l'EEE: Confirmation par l'URBSFA de réception d'une Annexe 49 encore valide ou d'un permis unique pour le joueur concerné + pour le joueur qui fait l'objet d'un transfert international vers un club du Football professionnel: Ajout aux listes SSL après réception par l'URBSFA de la demande dûment complétée et signée via la plateforme digitale prévue à cet effet.
		sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a été résilié unilatéralement par le joueur sans motif grave (« juste cause ») ou par le club avec motif grave (« juste cause ») ou sportif rémunéré qui est encore lié par un engagement contractuel avec son dernier club à l'étranger ou amateur	Enregistrement transfert international impossible pendant cette période puisque la demande d'émission du CIT ne peut être envoyée par l'URBSFA via la plateforme digitale FIFA TMS à la fédération étrangère qu'à partir du début de la période immédiatement postérieure à celle-ci	

	amateur	sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a expiré ou sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a fait l'objet d'une résiliation anticipée de commun accord ou sportif rémunéré dont le contrat avec son dernier club à l'étranger a été résilié unilatéralement ou sportif rémunéré qui est encore lié par un engagement contractuel avec son dernier club à l'étranger ou amateur	Demande d'émission du CIT adressée par l'URBSFA via la plateforme FIFA TMS à la fédération étrangère durant cette période + soit confirmation par l'URBSFA de la réception du CIT délivré par la fédération étrangère, soit enregistrement provisoire par l'URBSFA après expiration d'un délai de 7 jours suivant la demande initiale d'émission du CIT adressée à la fédération étrangère, soit enregistrement provisoire par l'URBSFA suite à une décision remplaçante de la FIFA	Joueur qualifié à partir du début de la période immédiatement postérieure

Article B4.69
Si le retour en Belgique d'un joueur se fait avant la fin de la saison qui suit la saison de son transfert vers l'étranger et que ce joueur n'a entre-temps ni démissionné auprès de son ancien club belge, ni été désaffecté par ce dernier, l'accord de l'ancien club belge est requis préalablement à l'enregistrement du transfert international entrant concernant le retour du joueur en Belgique.

Si le transfert vers l'étranger d'un joueur encore affilié et son retour s'opèrent durant une seule et même saison, le joueur n'est pas qualifié pour les matches officiels de l'équipe première sauf s'il s'agit d'un joueur qui est transféré vers un club du football professionnel avec un contrat de sportif rémunéré.
S'il s'agit d'une joueuse qui revient vers son club d'origine, elle est qualifiée pour les matches de l'équipe première, tant en séries nationales que provinciales.

2.2.6.3 Protection des mineurs

Article B4.70
Les dispositions susmentionnées concernant la protection des mineurs sont également applicables au transfert international.

Article B4.71
Le club qui accepte un joueur non ressortissant d'un pays de l'EEE en stage, doit fournir à la fédération copie de la lettre d'invitation à titre d'information et doit s'en tenir strictement aux dispositions légales qui règlent la présence de l'intéressé en Belgique.
Si l'initiative de l'invitation émane du club, celui-ci doit prendre les dispositions nécessaires au rapatriement immédiat du joueur à la fin du stage.

Article B4.72
Les dispositions qui suivent reposent sur l'article 19bis du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs:

Les clubs affiliés à l'URBSFA gérant une académie (au sein de leur propre structure et/ou à travers une entité distincte ayant des liens juridiques, financiers ou factuels avec le club) sont tenus de déclarer tous les mineurs qui fréquentent l'académie (qu'ils soient enregistrés ou non auprès du club) auprès de l'URBSFA. Lorsqu'une telle académie opère en dehors du territoire de la Belgique, le club concerné doit déclarer les mineurs auprès de l'association correspondant au territoire où l'académie exerce son activité.

L'URBSFA demande aux académies n'ayant aucun lien juridique, financier ni factuel avec un club affilié à l'URBSFA (académies privées), mais opérant sur le territoire de la Belgique, de lui déclarer auprès tous les joueurs mineurs qui fréquentent l'académie. L'URBSFA signalera aux autorités compétentes tout acte répréhensible survenant dans une académie privée dont elle a connaissance et prendra toutes les mesures requises pour protéger les mineurs contre de potentiels abus.

L'URBSFA tient, pour les club belges ainsi que les académies qui exercent leurs activités en Belgique, un registre des joueurs comprenant les informations suivantes: nom et prénom, nationalité, date de naissance, pays d'origine (ou pays de résidence précédent), agent (le cas échéant) et, pour les mineurs déclarés par les clubs ou les académies, le club exploitant l'académie concernée.

Un club affilié à l'URBSFA souhaitant collaborer avec une académie privée:

- est tenu de déclarer cette collaboration à l'URBSFA;
- doit veiller à ce que l'académie privée déclare ses joueurs à l'association correspondant au territoire où elle opère;
- doit, avant de signer un contrat avec une académie privée, veiller à ce que celle-ci prenne des mesures adéquates afin de protéger les mineurs; et
- doit signaler aux autorités compétentes tout acte répréhensible dont il a connaissance et prendre toutes les mesures requises pour protéger les mineurs contre de potentiels abus.

Par cette déclaration, les académies et les joueurs s'engagent à pratiquer le football conformément aux statuts de la FIFA et à respecter et promouvoir les principes éthiques du football organisé ainsi qu'à y contribuer.

L'URBSFA déclare à la FIFA tout mineur fréquentant une académie opérant sur son territoire si celui-ci:

- n'a pas la nationalité belge; et
- n'a pas vécu de façon continue pendant au moins les cinq dernières années en Belgique.

Ces déclarations contiennent une évaluation *prima facie* de la conformité du mineur vis-à-vis des exigences de l'article 19 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Toute violation de la présente disposition sera sanctionnée par la Commission de Discipline de la FIFA, conformément au Code disciplinaire de la FIFA.

2.3 LIMITATIONS

Article B4.73

Conformément à l'article 5.4 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs, un joueur peut être enregistré auprès de trois clubs au maximum au cours d'une même saison. Durant cette même saison, il ne peut jouer en matches officiels au maximum que pour deux clubs.

À titre dérogatoire, un joueur transféré d'un club à un autre appartenant à des associations dont les saisons respectives se chevauchent (c'est-à-dire début de la saison en été/automne par opposition à hiver/printemps) peut être qualifié pour jouer en matches officiels pour un troisième club durant la saison en question, sous réserve qu'il se soit pleinement acquitté de ses obligations contractuelles à l'égard de ses précédents clubs.

Cette restriction ne s'applique pas à un sportif rémunéré qui a résilié unilatéralement son contrat pour juste cause ou dont le contrat a été résilié unilatéralement sans juste cause par son club.

Conformément à ce que prévoit l'article 5.2 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs, un joueur ne peut être affecté auprès d'un club que pour y pratiquer le football organisé. À titre dérogatoire, un joueur peut devoir être affecté auprès d'un club pour des raisons purement techniques afin de garantir la transparence dans des transactions individuelles consécutives (voir annexe 3 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs). Un joueur mis à l'essai (voir article 19ter du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs) ne doit pas nécessairement être affecté auprès d'un club pour prendre part à des matches amicaux disputés durant sa période de mise à l'essai.

Conformément à ce que prévoit l'article 5bis du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs, aucun club ou joueur ne peut être impliqué dans un transfert-relais.

À moins que le contraire puisse être établi, si deux transferts consécutifs – nationaux ou internationaux – d'un même joueur interviennent en l'espace de seize semaines, alors les parties impliquées dans ces deux transferts (clubs et joueur) seront présumées avoir pris part à un transfert-relais.

Article B4.74
Un club faisant l'objet d'une interdiction de transferts ne peut se voir affecter aucun joueur en provenance d'un club belge ou étranger ni peut obtenir la qualification temporaire d'un joueur.

Lors d'une interdiction de transfert qui frappe un club dans le cadre de l'attribution de la licence aux clubs, l'interdiction de transfert ne vise pas les joueurs des équipes d'âges qui n'entrent pas en ligne de compte pour l'équipe première.

2.4 CONVENTIONS RELATIVES AUX TRANSFERTS OU RÉAFFILIATIONS

Article B4.75
Les conventions relatives aux transferts ou aux réaffiliations auxquelles participent un club ou un joueur sont conclues par écrit et doivent respecter les règlements de la FIFA, le règlement fédéral ainsi que le droit belge. Ce n'est que dans ce cas qu'elles sont opposables à l'URBSFA et ses membres.

Les correspondants qualifiés des clubs concernés – et le cas échéant le joueur – tiennent un exemplaire à la disposition de l'URBSFA.

Article B4.76
Une convention ne peut contenir aucune restriction quant à l'utilisation du joueur ou son affectation ultérieure à un club non partie à la convention de transfert ou à la réaffiliation, sauf dispositions dérogatoires expressément prévues au règlement fédéral.

Article B4.77
Il est interdit de prendre tout engagement susceptible d'influencer l'indépendance du club, sa politique ou les performances de ses équipes.

Cette disposition repose sur les articles 18bis et 18ter du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs. L'instance disciplinaire de la FIFA compétente peut imposer une sanction à celui qui ne respecte pas cette obligation.

Article B4.78
Tout affilié (autre que le joueur en cause) impliqué dans un transfert ou une réaffiliation s'abstient de rechercher ou d'obtenir tout avantage personnel direct ou indirect de quelque nature que ce soit dans le cadre d'un transfert ou d'une réaffiliation.

3. CONTRATS DE SPORTIFS RÉMUNÉRÉS

3.1 MODALITÉS DU CONTRAT

Article B4.79
Le contrat de travail à durée déterminée entre les clubs et les sportifs rémunérés est conclu pour une durée de 5 ans maximum et une durée minimale allant de son entrée en vigueur jusqu'en fin de saison au cours de laquelle il entre en vigueur.
Pour un joueur mineur, la durée du contrat de travail ne peut excéder 3 ans, sous peine de nullité.

La saison se termine en principe le 30 juin.

Ces dispositions reposent sur l'article 18.2 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.80
Ni la validité ni l'exécution d'un contrat de travail de sportif rémunéré ne peuvent dépendre de la passation « réussie » d'un examen médical ou l'obtention d'un permis de travail.

Cette disposition repose sur l'article 18.4 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs. Ceci ne fait pas obstacle à la possibilité pour le club acquéreur de mener des examens médicaux ou d'obtenir les permis nécessaires préalablement à la conclusion du contrat (Commentaire FIFA IV.5).

3.2 NÉGOCIER ET CONCLURE

Article B4.81
La conclusion d'un contrat de sportif rémunéré entre un club et un joueur qui est encore contractuellement engagé avec un autre club comme sportif rémunéré ne peut avoir lieu que pendant les six derniers mois précédant l'expiration du contrat de sportif rémunéré en cours ou après, sous réserve d'autres limitations légales ou réglementaires applicables.

Cette disposition repose sur l'article 18.3 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.82
Un club désirant conclure un contrat de sportif rémunéré avec un joueur encore sous contrat, avertit directement ou par personne interposée et par écrit le club actuel de ce joueur avant d'entamer des négociations. Un club envisageant de conclure un contrat de sportif rémunéré avec un joueur encore sous contrat pour une période de plus de six mois, obtient préalablement l'accord exprès et écrit du club actuel de ce joueur avant d'entamer des négociations directement ou par personne interposée. Dans tous les cas, il est défendu à un joueur sportif rémunéré qui est encore sous contrat avec un club pour une période supérieure à 6 mois, de conclure un contrat d'emploi de sportif rémunéré avec un autre club.

Cette disposition repose sur l'article 18.3 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.83
Tout club ou son responsable s'abstient d'offrir à un joueur, directement ou par personne interposée, un contrat de travail si celui-ci doit conduire à la résiliation anticipée du contrat de sportif rémunéré en cours, sauf accord écrit exprès du club actuel du joueur.

Article B4.84
Les clubs et leurs responsables qui mènent ou font mener des négociations, sont irréfragablement présumés connaître la situation contractuelle du joueur avec qui ils négocient, lorsque ceci est indiquée dans la plateforme digitale de l'URBSFA.

3.3 CONTENU DU CONTRAT

Article B4.85
Tout intermédiaire qui était impliqué dans la négociation d'un contrat de sportif rémunéré est nommé dans celui-ci.

Cette disposition repose sur l'article 18.1 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs

Article B4.86
Le contrat de sportif rémunéré mentionne l'obligation pour le club de notifier le contrat à l'URBSFA.

Article B4.87
Sans préjudice des dispositions légales impératives, chaque contrat de sportif rémunéré mentionne les pénalités et les amendes maximales que le club peut imposer.

Il ressort de la loi instituant les règlements de travail du 8 avril 1965 que: Seules les pénalités prévues par le règlement de travail peuvent être appliquées; à peine de nullité, les pénalités doivent être notifiées par l'employeur ou son préposé à ceux qui les ont encourues au plus tard le premier jour ouvrable suivant celui ou le manquement a été constaté; si la pénalité consiste en une amende, le total des amendes infligées par jour ne peut dépasser le cinquième de la rémunération journalière.

Article B4.88
Sans préjudice des dispositions légales impératives, les faits de falsification de matches ou des infractions en matière de dopage sont considérées comme un manquement sérieux qui peut justifier un licenciement pour faute grave.

3.4 SPECIFICITES POUR LES JOUEUSES SOUS CONTRAT DE TRAVAIL

Article B4.89
La validité d'un contrat de travail ne peut pas être soumise au fait qu'une joueuse est ou devient enceinte pendant ledit contrat, qu'elle se trouve en congé maternité ou qu'elle fait valoir des droits relatifs à la maternité de manière générale.

Un contrat de travail peut aussi bien être un simple contrat de travail qu'un contrat de sportif rémunéré.

Le congé maternité vise aussi bien le congé prénatal que celui postnatal.

Cette disposition repose sur l'article 18quater, al. 1er du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.90
Si un club met fin au contrat de travail d'une joueuse de manière unilatérale sans motif grave car la joueuse est ou devient enceinte, qu'elle se trouve en congé maternité ou qu'elle fait valoir des droits relatifs à la maternité de manière générale, cela sera considéré comme étant une résiliation irrégulière et sans motif valable du contrat de travail par le club sujette à sanctions, en plus des conséquences que cela peut avoir du point de vue du droit civil.

> Sauf preuve du contraire, il est présumé que la résiliation unilatérale d'un contrat de travail par un club durant une grossesse ou un congé maternité est survenue en raison de la grossesse de la joueuse concernée.

Cette disposition repose sur l'article 18quater, al. 2 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.91
Lorsqu'une joueuse avec un contrat de travail devient enceinte, elle a le droit, durant son contrat de travail, de:

a) continuer à fournir des services sportifs à son club (c'est à dire jouer et s'entraîner), après avoir obtenu la confirmation de son médecin traitant et d'un professionnel médical indépendant (désigné d'un commun accord par la joueuse et son club) que cela ne présente aucun danger pour elle. Le cas échéant, le club a l'obligation de respecter la décision et de formaliser un plan relatif à la poursuite de la pratique sportive en toute sécurité, d'une manière privilégiant la santé de la joueuse et de son futur enfant;
b) fournir d'autres services à son club si son médecin traitant juge que la poursuite de la pratique sportive présente un danger ou si la joueuse choisit de ne pas exercer son droit de continuer à fournir des services sportifs. Le cas échant, le club a l'obligation de respecter la décision et de coopérer avec la joueuse afin de formaliser un plan relatif à ces autres services. La joueuse est en droit de percevoir l'intégralité de sa rémunération jusqu'à ce qu'elle parte en congé maternité;
c) reprendre une activité footballistique une fois son congé maternité terminé, après avoir obtenu la confirmation de son médecin traitant et d'un professionnel médical indépendant (désigné d'un commun accord par la joueuse et le club) que cela ne présente aucun danger pour elle. Le cas échéant, le club a l'obligation de respecter la décision, de réintégrer la joueuse en vue d'une activité footballistique et d'assurer un suivi médical adéquat. La joueuse est en droit de percevoir l'intégralité de sa rémunération après avoir repris l'activité footballistique.

Cette disposition repose sur l'article 18quater, al. 4 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.92
Une joueuse sous contrat de travail doit avoir la possibilité d'allaiter un nourrisson et/ou d'extraire du lait dans le cadre des services sportifs qu'elle fournit à son club. Les clubs sont tenus de mettre à disposition des installations adaptées.

Cette disposition repose sur l'article 18quater, al. 5 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.93
Une joueuse sous contrat de travail peut être provisoirement affiliée en dehors d'une période réglementairement prévue afin de remplacer temporairement une joueuse avec un contrat de travail ayant pris un congé maternité. La période du contrat de travail de la joueuse de remplacement s'étendra, sauf en cas d'accord mutuel, à partir de la date d'affiliation à la veille de la date de début de la première période de transfert suivant le retour de la joueuse ayant pris un congé maternité.

Cette disposition repose sur l'article 6.3, c) du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.94
Une joueuse sous contrat de travail peut être affiliée en dehors d'une période réglementairement prévue une fois son congé maternité terminé, sous réserve de son statut contractuel.

Cette disposition repose sur l'article 6.3, d) du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Article B4.95
Lorsqu'une joueuse de moins de 23 ans avant le premier janvier de la saison en cours signe son premier contrat de sportif rémunéré avec un club qui évolue en Super League du Football Féminin, le club avec lequel elle a conclu son contrat doit payer une indemnité de formation:

- La première année de formation pouvant être prise en compte est la saison 2021-2022.
- La période de formation prend cours à partir de l'année où la joueuse atteint l'âge de 12 ans et prend fin à l'issue de l'année où la joueuse atteint l'âge de 21 ans.
- L'indemnité de formation s'élève à:
  - 500,00 EUR par année de formation, de la saison durant laquelle la joueuse a atteint l'âge de 12 ans à la saison durant laquelle la joueuse a atteint l'âge de 15 ans;
  - 1000,00 EUR par année de formation, de la saison durant laquelle la joueuse a atteint l'âge de 16 ans à la saison durant laquelle la joueuse a atteint l'âge de 21 ans.

- Si une joueuse a joué pour plusieurs clubs au cours d'une année de formation, une seule indemnité de formation peut être réclamée. Le club auquel la joueuse a été affiliée le plus longtemps au cours d'une année de formation est éligible.
- Le montant de l'indemnité de formation due par année est réduit de moitié si le club qui doit la payer a formé la joueuse pendant au moins trois saisons, entre les 8 ans et 18 ans de la joueuse.
- L'indemnité de formation n'est pas due pour le club auprès duquel la joueuse était affectée lorsqu'elle a atteint l'âge de 21 ans et qui ne lui a pas offert de contrat de travail.

Vu le décret interdisant le paiement direct d'une indemnité de formation entre les clubs, les indemnités de leurs clubs respectifs sont versées respectivement à la Pro League, à Voetbal Vlaanderen et à l'ACFF. La Pro League, Voetbal Vlaanderen et l'ACFF utiliseront ces moyens de manière intégrale pour le développement du football féminin et des filles.

Pour les clubs relevant de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, les autres dispositions relatives aux indemnités de formation s'appliquent également.

3.5 ENREGISTREMENT DU CONTRAT – NOTIFICATION ET RESILIATION ANTICIPÉE

Article B4.96
Tout contrat d'emploi conclu ou prolongé pour un sportif rémunéré est notifié par copie transmise à l'URBSFA, de même qu'une preuve de toute fin anticipée.
Cette obligation est à remplir par le club contractant endéans les 7 jours suivant la date de signature ou de fin du contrat. Le joueur peut remplir cette obligation lui-même en tout temps.

L'enregistrement comme sportif rémunéré doit aller de pair avec la remise d'un exemplaire du contrat sur pied de l'article 8 du Règlement FIFA du Statut et du Transfert des Joueurs.

Sans préjudice de la non-opposabilité de la situation contractuelle vis-à-vis de l'URBSFA, en cas de non-respect, le club peut être sanctionné d'une amende de 100,00 EUR.

En cas de résiliation du contrat de sportif rémunéré d'un commun accord pour prendre immédiatement le statut de joueur amateur au sein du club d'affectation, ce changement sera également notifié à l'URBSFA.

Article B4.97
Les contrats sont conservés pendant deux saisons après la saison durant laquelle le contrat a pris fin.

Les modalités d'archivage sont fixées par accord entre l'URBSFA, d'une part, et ses ailes et/ou la Pro League, d'autre part.

3.6 CONTRÔLE DU CONTRAT

Article B4.98
Le contrat de travail de sportif rémunéré est vérifié par l'instance fédérale compétente quant au respect des dispositions légales (salaire minimum) et règlementaires (durée), à la suite d'un transfert ou d'une réaffiliation dans la période allant du 1er septembre au 3 février.

PL Dans la période allant du 7 septembre au 3 février.

Article B4.99
Si l'instance fédérale compétente est d'avis que le contrat n'est pas conforme, il en est fait part au club.

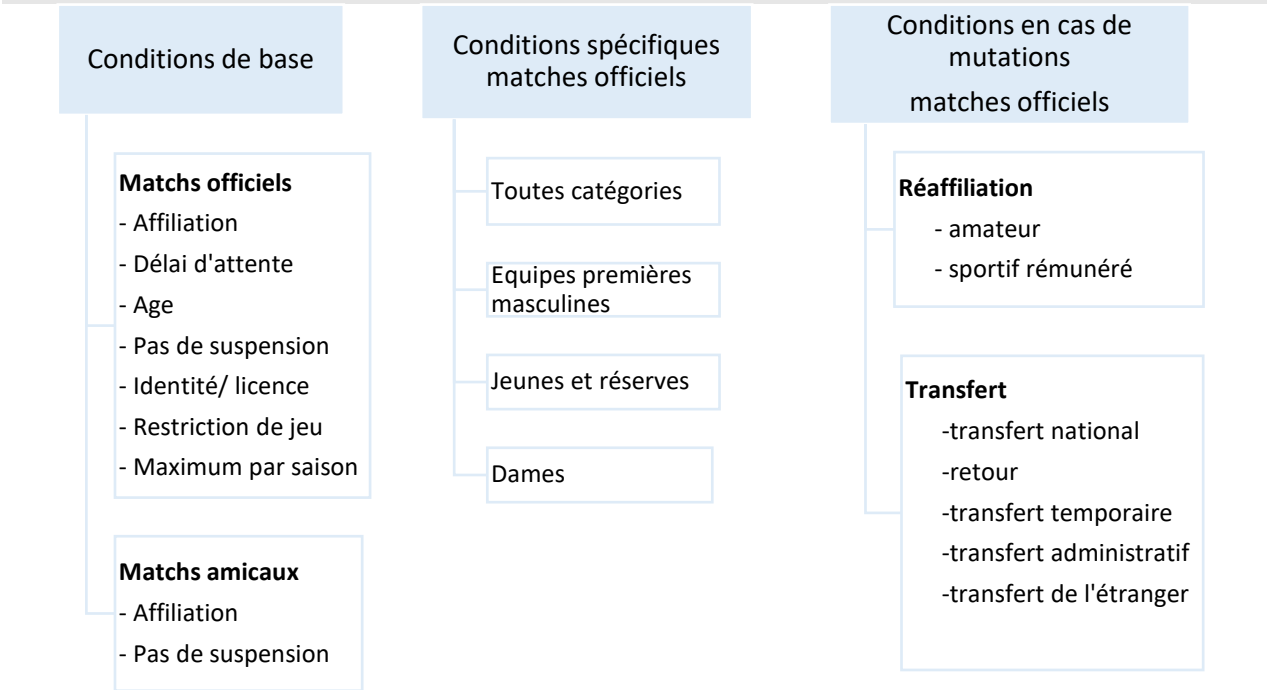
Il peut être fait appel de cette décision endéans les 7 jours qui suivent.

4 QUALIFICATION

4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DÉFINITIONS

Article B4.100
Pour pouvoir participer à toutes ou à certaines catégories de matches, un joueur doit répondre aux conditions réglementaires de qualification.

Ces conditions sont les suivantes:



Tout joueur testé positif en application d'un protocole de testing adopté par l'URBSFA avec les autorités compétentes est considéré comme non qualifié pour une durée de 7 jours calendrier à partir du résultat du test.

4.2 CONDITIONS DE BASE POUR LES MATCHES OFFICIELS

4.2.1 Général

Article B4.101
Les conditions de base pour la qualification d'un joueur pour des matches officiels, dont le respect est de la compétence exclusive des clubs, sont décrites ci-dessous.

 Un club qui inscrit sur la feuille de match un joueur qui n'est pas régulièrement qualifié pour ce match officiel est pénalisé par l'instance compétente avec:

1° une amende; et
2° la perte des points éventuellement obtenus:

et ce
- sans préjudice de la possibilité d'une proposition transactionnelle , ou
- sans préjudice de la possibilité d'octroyer les points à l'adversaire ou d'infliger un score forfait. Si le club en défaut a perdu un match sur une différence de buts supérieure, les buts marqués par le club fautif seront annulés, alors que les buts inscrits par l'adversaire seront conservés.

Les exceptions suivantes sont d'application:
- Le fait d'avoir inscrit sur la feuille de match un joueur non qualifié dans un match qui a été remis ou arrêté et que l'instance compétente décide de faire rejouer n'entraîne pas la perte des points.
- Il n'est pas tenu compte de la qualification des joueurs dans un match qui a donné lieu à forfait.
- Lorsqu'un match a été arrêté pour cause d'incident et que l'instance compétente décide de faire perdre les points par le club responsable des incidents, il n'est pas tenu compte de la qualification des joueurs alignés par le club adverse.

Tout membre d'un club ayant contribué de manière frauduleuse à l'inscription sur la feuille de match d'un joueur qui n'est pas régulièrement qualifié est puni d'une suspension minimale d'un an.

Tout affilié suspendu qui, malgré sa suspension, a été inscrit sur la feuille de match, subira cette suspension *a posteriori* et risque une suspension supplémentaire.

 Les clubs peuvent demander à l'URBSFA, via la plateforme digitale, des copies des feuilles de match non-digitales contre paiement d'une redevance via le compte courant du club de 2,00 EUR par feuille de match.

4.2.2 Affiliation

Article B4.102
Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les conditions d'affiliation:

Conditions	Exceptions
• Joueur affilié à l'URBSFA **+** • affecté au club concerné, **ou** • qualification temporaire suite à un transfert	Un joueur d'âge affecté à un des clubs d'une **association d'équipes d'âge** notifiée à l'URBSFA: Ce joueur peut participer à tous les matches officiels d'une équipe d'âge qui est inscrite par un club faisant partie de l'association.

4.2.3 Délai d'attente

Article B4.103
Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les délais d'attente:

Le délai d'attente d'un jour doit être révolu.

Dans tous les cas, le délai d'attente prend cours à la date de l'enregistrement de l'affiliation ou du transfert.

Le jour auquel l'affiliation ou le transfert est enregistré est considéré comme un jour entier, quel que soit le moment de l'enregistrement électronique. Cela est également valable pour le jour calendrier où un transfert est accordé exceptionnellement ou une affiliation est régularisée.

4.2.4 Âge

Article B4.104
Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les conditions d'âge:

Condition	Spécificités	Exceptions
Condition d'âge doit être remplie	Match officiel de jeunes: - avoir minimum 5 ans à partir des U7 - ne pas avoir atteint l'âge maximal dans la catégorie d'âge	• L'URBSFA ou ses ailes peuvent autoriser un joueur, **pour des raisons médicales**, à évoluer dans une catégorie d'âge inférieure, comme prévu ci-dessous. • Les ailes peuvent accorder une **dispense d'âge** pour des raisons spécifiques à un joueur qui évolue dans les séries régionales.
	Match officiel en seniors: - Avoir atteint l'âge minimal requis.	

Tous les joueurs et joueuses de l'URBSFA appartiennent pour la saison en cours à une catégorie d'âge, déterminée par la fédération.
Les catégories d'âge sont définies selon une répartition internationale:
Ux = le joueur ou la joueuse qui, avant le 1er janvier qui précède la saison, n'a pas (x-1) ans.

Article B4.105
Sur cette base, les catégories d'âge sont déterminées comme suit:

Catégories masculines – Catégories mixtes (*) - Seniors: les joueurs qui, avant le 1er janvier qui précède la saison, ont 20 ans - Jeunes: U6 à U21		
Catégorie d'âge	Pour la saison 2024-2025 Né(e) en	Remarques
U6* U7 *	2019 2018	Joueuses U7 peuvent jouer en U6* Joueurs peuvent être plus jeunes que 5 ans Joueuses U8 peuvent jouer en U7* Joueurs doivent avoir un âge minimum de 5 ans
U8 *	2017	Joueuses U9 peuvent jouer en U8 *
U9 *	2016	Joueuses U10 peuvent jouer en U9 *
U10 *	2015	Joueuses U11 peuvent jouer en U10 *
U11 *	2014	Joueuses U12 peuvent jouer en U11 *
U12 *	2013	Joueuses U13 peuvent jouer en U12 *
U13 *	2012	Joueuses U14 et U15 peuvent jouer en U13 *
U14 *	2011	Joueuses U15 et U16 peuvent jouer en U14 *
U15 *	2010	Sont autorisées à jouer avec les seniors football si elles ont 15 ans et ont un contrat pour sportif rémunéré valable Joueuses U16 et U17 peuvent jouer en U15 *
U16 *	2009	Peuvent jouer avec les seniors football si l'âge de 15 ans est atteint et contrat valable de sportif rémunéré Peuvent jouer avec les seniors futsal si l'âge de 15 ans est atteint Joueuses U17 et U18 peuvent jouer en U16*
U17 *	2008	Peuvent jouer avec les seniors football si l'âge de 15 ans est atteint et contrat valable de sportif rémunéré Peuvent jouer avec les seniors football si l'âge de 16 ans est atteint Joueuses U18 peuvent jouer en U17*
U18	2007	Peuvent jouer avec les seniors Dans les championnats de jeunes Élite, 1 gardien U19 peut être inscrit sur la feuille de match. Aucun autre joueur U19 que ce gardien n'est autorisé à figurer sur la feuille de match.
U19	2006	Peuvent jouer avec les seniors
U20	2005	Peuvent jouer avec les seniors
U21	2004	Peuvent jouer avec les seniors
U22	2003	Seniors (compétition masculine – football récréatif*)
U23	2002	
U25	2000	

Art. V
Sur cette base, les catégories d'âge sont déterminées comme suit:

Les joueurs plus jeunes que l'âge indiqué ci-dessous peuvent toujours jouer dans une catégorie d'âge supérieure.
Les filles peuvent jouer dans une catégorie d'âge inférieure jusqu'à 18 ans.
Les joueurs peuvent obtenir une dispense médicale et les joueurs peuvent obtenir une dispense d'âge pour le football régional des jeunes.
La rotation de la date de référence n'est pas appliquée dans la compétition réservée aux filles U9, U11, U13, U16 et U20.

Première moitié de la compétition 01.07.2025 – 31.12.2025

Catégories masculines – Catégories mixtes (*)
- Jeunes: U6 à U21

Q1: 01.01 – 31.03
Q2: 01.04 – 30.06
Q3: 01.07 – 30.09
Q4: 01.10 – 31.12

Catégorie d'âge	Pour la saison 2024-2025 : Né(e) en	Remarques
U6	Q3 Q4 2019 Q1 Q2 Q3 Q4 2020	Proposé au niveau régional uniquement
U7	Q3 Q4 2018 Q1 Q2 Q3 Q4 2019	Proposé au niveau régional uniquement
U8	Q1 Q2 Q3 Q4 2018	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2017 peuvent également jouer en compétition régionale U8
U9	Q1 Q2 Q3 Q4 2017	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2016 peuvent également jouer en compétition régionale U9
U10	Q1 Q2 Q3 Q4 2016	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2015 peuvent également jouer en compétition régionale U10
U11	Q1 Q2 Q3 Q4 2015	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2014 peuvent également jouer en compétition régionale U11
U12	Q1 Q2 Q3 Q4 2014	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2013 peuvent également jouer en compétition régionale U12
U13	Q1 Q2 Q3 Q4 2013	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2012 peuvent également jouer en compétition régionale U13
U14	Q1 Q2 Q3 Q4 2012	Proposé au niveau IP uniquement
U15	Q1 Q2 Q3 Q4 2011	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2010 peuvent également jouer en compétition régionale U15
U16	Q1 Q2 Q3 Q4 2010	Proposé au niveau IP uniquement
U17	Q1 Q2 Q3 Q4 2009	Exception: Joueurs nés en Q3 en Q4 2008 peuvent également jouer en compétition régionale U17
U19	Q1 Q2 Q3 Q4 2008 Q1 Q2 Q3 Q4 2007	
U21	Q1 Q2 Q3 Q4 2006 Q1 Q2 Q3 Q4 2005	Proposé aux niveaux P et régional uniquement

Seconde moitié de la compétition 01.01.2026 – 30.06.2026

Catégories masculines – Catégories mixtes (*)
- Jeunes: U6 à U21

Q1: 01.01 – 31.03
Q2: 01.04 – 30.06
Q3: 01.07 – 30.09
Q4: 01.10 – 31.12

Catégorie d'âge	Pour la saison 2024-2025 Né(e) en	Remarques
U6	Q1 Q2 Q3 Q4 2020 Q1 Q2 2021	Proposé au niveau régional uniquement
U7	Q1 Q2 Q3 Q4 2019 Q1 Q2 2020	Proposé au niveau régional uniquement
U8	Q3 Q4 2018 Q1 Q2 2019	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2018 peuvent également jouer en compétition régionale U8
U9	Q3 Q4 2017 Q1 Q2 2018	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2017 peuvent également jouer en compétition régionale U9
U10	Q3 Q4 2016 Q1 Q2 2017	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2016 peuvent également jouer en compétition régionale U10
U11	Q3 Q4 2015 Q1 Q2 2016	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2015 peuvent également jouer en compétition régionale U11

U12	Q3 Q4 2014 Q1 Q2 2015	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2014 peuvent également jouer en compétition régionale U12
U13	Q3 Q4 2013 Q1 Q2 2014	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2013 peuvent également jouer en compétition régionale U13
U14	Q3 Q4 2012 Q1 Q2 2013	Proposé au niveau IP uniquement
U15	Q3 Q4 2011 Q1 Q2 2012	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2011 peuvent également jouer en compétition régionale U15
U16	Q3 Q4 2010 Q1 Q2 2011	Proposé au niveau IP uniquement
U17	Q3 Q4 2009 Q1 Q2 2010	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2009 peuvent également jouer en compétition régionale U17
U19	Q1 Q2 2009 Q1 Q2 Q3 Q4 2008 Q3 Q4 2007	Proposé au niveau IP uniquement
U21	Q1 Q2 2007 Q1 Q2 Q3 Q4 2006 Q3 Q4 2005	Exception: Joueurs nés en Q1 en Q2 2005 peuvent également jouer en compétition régionale U21

Disposition temporaire valable pour la saison 2025-2026

Si, en raison de la rotation de la date de référence pour la seconde moitié de la saison 2025-2026, un club ne dispose pas d'un gardien de but dans une équipe donnée, il peut introduire une demande justifiée auprès de l'administration du département technique sportif afin d'obtenir une dérogation exceptionnelle pour un gardien de but.

Catégories féminines
- Seniors: les joueuses qui, avant le 1er janvier qui précède la saison, ont 19 ans
- Jeunes joueuses: U13, U16 et U20

Catégorie d'âge	Pour la saison 2024-2025 Née en	Remarques
U9	2016	
U10	2015	
U11	2014	
U12	2013	
U13	2012	
U14	2011	
U15	2010	Peuvent jouer en seniors provinciaux dès 15 ans Peuvent jouer en seniors nationaux dès 15 ans Peuvent jouer en Super League pour le Football féminin si elles ont 15 ans et ont un contrat de sportif rémunéré valable.
U16	2009	Peuvent jouer en seniors provinciaux dès 15 ans Peuvent jouer avec les seniors futsal si l'âge de 15 ans est atteint Peuvent jouer en seniors nationaux dès 15 ans Peuvent jouer en Super League de Football Féminin dès 16 ans Peuvent jouer en Super League pour le Football féminin si elles ont 15 ans et ont un contrat de sportif rémunéré valable.
U17	2008	Peuvent jouer en Super League de Football Féminin dès 16 ans
U18	2007	
U19	2006	
U20	2005	
Seniors	2004	

Pour les équipes U23 des clubs de football professionnel ayant intégré la compétition messieurs, des règles spécifiques de qualification relatives à l'âge s'appliquent.

Article B4.106
L'URBSFA ou ses ailes peuvent autoriser un joueur ou une joueuse, pour des raisons médicales, à évoluer dans une catégorie inférieure de jeunes.

A cet effet, le détenteur de l'autorité parentale ou le joueur, s'il est majeur, doit introduire une demande auprès de l'URBSFA ou ses ailes au moyen des documents prévus à cet effet.

Une dérogation médicale peut être demandée pour toutes les catégories de jeunes.

L'examen médical pour demande de dérogation doit être réalisé par un médecin qualifié, conformément aux modalités prévues par l'URBSFA ou ses ailes. Ce médecin est clairement informé du motif de la consultation ainsi que des implications de la demande de dérogation qu'il signe.

La décision concernant l'octroi ou le refus d'une dérogation doit être prise par un médecin agréé par l'URBSFA ou ses ailes.

> **Art. V**
> Pour Voetbal Vlaanderen, ces médecins peuvent être ceux qui ont réalisé les examens. Si le médecin agréé décide en fonction des résultats de l'examen médical, qu'une dérogation médicale peut être octroyée, l'URBSFA ou les ailes délivreront une attestation à l'intéressé (ou au détenteur de l'autorité parentale).
>
> Tous les frais relatifs à la demande de dérogation, en ce compris les frais médicaux, sont entièrement à la charge du demandeur.

Article B4.107
Les ailes peuvent accorder une dispense d'âge pour des raisons spécifiques à un joueur ou à une joueuse qui évolue dans les séries régionales.

> **Art. V**
> Voetbal Vlaanderen peut, pour des raisons spécifiques, permettre à un joueur ou une joueuse de jouer 1 an plus bas que la catégorie d'âge réglementaire pour le football prairie et le futsal.
>
> A cet effet, le correspondant qualifié du club introduit auprès de Voetbal Vlaanderen, à peine de nullité, une demande au moyen d'un document type dans lequel les raisons de la demande de dispense d'âge sont clairement indiquées. Le correspondant qualifié doit joindre l'accord du détenteur de l'autorité parentale au document type.
>
> Au niveau régional, une dispense d'âge pour des raisons spécifiques peut être demandée pour toutes les catégories de jeunes (jusqu'aux U17 inclus).
>
> La dispense d'âge pour des raisons spécifiques qui est octroyée ne s'applique qu'à une partie de la compétition de jeunes (juillet-décembre ou janvier-juin).

La demande de dispense d'âge pour des raisons spécifiques peut être introduite entre le 15 juin et 15 octobre et entre le 15 décembre et le 31 janvier afin de pouvoir bénéficier de la dispense pour respectivement le 1ier et/ou le 2ième tour de la compétition de jeunes.

La décision d'octroi ou de refus de la dispense d'âge pour des raisons spécifiques est prise par le Département Technico-sportif de Voetbal Vlaanderen.

Si le Département Technico-sportif décide d'octroyer la dispense d'âge pour des raisons spécifiques, Voetbal Vlaanderen délivrera une attestation à la personne concernée (ou au détenteur de l'autorité parentale). Dès ce moment, le joueur ou la joueuse peut jouer 1 an plus bas que la catégorie d'âge réglementaire pour le football prairie.

Art. A
Par analogie aux règles générales sur l'âge, dans les catégories mixtes de U6 à U12, les filles sont également autorisées à jouer 2 ans plus bas que l'âge réglementaire.

4.2.6 Pas de suspension

Article B4.108
Les dispositions suivantes s'appliquent aux conditions de suspension:

Condition	Spécificité
Ne pas être suspendu disciplinairement ou administrativement	La suspension peut être pour toutes ou certaines catégories de matches, en fonction de la sanction encourue.

4.2.7 Identité

Article B4.109
Les dispositions suivantes s'appliquent aux conditions d'identité:

Condition	Spécificité
Il faut présenter un document d'identité officiel reconnu par l'URBSFA.	Les conditions utilisées sont définies dans le règlement relatif aux matches.

4.2.8 Restrictions de jeu

Article B4.110
Il s'agit des restrictions de jeu qui peuvent découler des dispositions concernant la réaffiliation et les transferts.

Le joueur ne peut pas avoir joué dans des matches officiels de l'équipe première au cours de la même saison avec un autre club de la même composante, sauf dans les cas suivants et à condition que le transfert ou l'affectation ait lieu au plus tard le 15 mars:

- annulation d'un transfert ou d'une affiliation en cas de démission d'un club;
- annulation d'une double affiliation;
- validation exceptionnelle d'une affiliation ou d'un transfert;
- retour anticipé vers un club des divisions supérieures après résiliation d'un transfert temporaire;
- transfert ordinaire dans la période du 1er juillet au 31 août vers un club du football amateur;
- transfert national ordinaire durant la période du 1er juillet au 31 août ou du 7 janvier au 3 février vers un club du football professionnel;
- transfert national ordinaire durant la période du 7 janvier au 3 février vers un club des divisions supérieures du football amateur;
- transfert national ordinaire d'une joueuse durant la période du 7 janvier au 3 février vers un club jouant dans la Super League - toutefois, la joueuse ne pourra pas participer aux matchs officiels des équipes premières du club dans d'autres divisions pendant la saison en cours;
- transfert administratif accepté suite à des circonstances spéciales;
- réaffiliation de sportifs rémunérés après une résiliation unilatérale du contrat qui a été notifié à l'URBSFA plus de trois mois auparavant;
- réaffiliation de sportifs rémunérés après une résiliation de commun accord du contrat qui a été notifié à l'URBSFA plus de trois mois auparavant;
- mutation d'une joueuse vers un autre club où elle est alignée en divisions provinciales féminines.

4.2.9 Maximum par saison

Article B4.111
Un joueur peut, au cours d'une même saison, participer aux matches officiels de deux clubs au maximum.

4.3 CONDITIONS DE BASE POUR LES MATCHES AMICAUX

Article B4.112
Les conditions de base pour la qualification d'un joueur pour des matches amicaux, dont le respect est de la compétence exclusive des clubs, sont décrites ci-dessous:

1° Le joueur est affilié à l'URBSFA et affecté au club pour lequel il joue un match amical ou pour lequel il est qualifié temporairement.

Il existe deux exceptions à cette règle:

a) un joueur d'âge affecté à un des clubs d'une association d'équipes d'âge notifiée à l'URBSFA peut participer à un match amical d'une équipe d'âge qui est inscrite par un club faisant partie de l'association.
b) un joueur peut participer à un match amical d'un autre club si le club auquel il est affecté ou pour lequel il est qualifié temporairement, marque explicitement son accord.

2° Le joueur n'est pas suspendu.

4.4 CONDITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES MATCHES OFFICIELS

Article B4.113
Les conditions spécifiques pour la qualification d'un joueur pour des matches officiels sont décrites ci-dessous.

4.4.1 Tous les matches officiels

Article B4.114
Les conditions suivantes s'appliquent à toutes les matches officiels:

Conditions	Spécificités et exceptions
Le joueur peut jouer hors d'une journée normale de compétition.	Un joueur est seulement qualifié pour des matches officiels joués à un autre moment que durant une journée normale de compétition s'il répond, le jour où le match est joué, aux conditions de qualification de base et à celles spécifiques pour les matches officiels. En outre, seuls les joueurs qui, à la date à laquelle le match aurait dû être joué, satisfaisaient aux conditions de qualification, sont qualifiés pour des matches officiels joués postérieurement. Par dérogation à ces principes, la qualification des joueurs est appréciée en considération de la date à laquelle le match reporté est effectivement joué lorsque la remise a été expressément décidée en raison de la participation d'un club aux compétitions UEFA.
Le joueur n'est pas soumis à des interdictions ou à des incompatibilités.	Ces interdictions découlent des circonstances suivantes: • les joueurs qui n'ont pas payé l'amende infligée; • les incompatibilités par rapport aux arbitres; • les incompatibilités par rapport aux membres des instances fédérales; • les matches mixtes.

Art. V
Conditions spécifiques pour les équipes premières masculines et féminines pour le football récréatif:

Aligner des joueurs dans plusieurs équipes (seniors) (vétérans inclus) du même club: Par match, au maximum quatre joueurs, qui ont participé, entièrement ou partiellement, à un autre match du même weekend, peuvent être inscrits sur la feuille de match.

Un joueur, exclu lors d'un match précédent, ne peut être inscrit sur la feuille de match d'une autre équipe du club pendant ce même weekend.

Précisions:
- Sont considérés comme faisant partie du noyau d'une équipe: les quinze joueurs qui ont participé à la plupart des mi-temps lors des six derniers matches officiels disputés par l'équipe dans la compétition en question. Les joueurs qui ont participé à autant de mi-temps que le quinzième qui fait partie du noyau, font également partie du noyau de cette équipe.
- Pour la détermination de l'équipe supérieure et inférieure, le classement de haut en bas s'applique: première division, deuxième division, troisième division et vétérans.

4.4.2 Matches d'équipes premières masculines

Article B4.115
Pour la participation aux matches officiels des équipes premières dans le football compétitif, des conditions spécifiques pour le football professionnel et le football amateur s'appliquent.

Art. P
Tous les clubs du football professionnel 1A et 1B doivent envoyer les listes suivantes *via* la plateforme digitale et les tenir à jour:

1° une liste maximale de 25 joueurs plus âgés que les U21, parmi lesquels au minimum 8 doivent être formés par des clubs belges (ceux-ci sont les joueurs ayant fait l'objet d'une qualification pendant, au moins, trois saisons complètes ou 36 mois – ininterrompus ou non – pour un club en Belgique avant leur 23ème anniversaire*), étant entendu qu'au minimum 3 joueurs doivent répondre à la condition complémentaire qui est d'avoir satisfait à cette condition avant leur 21ème anniversaire. Si ces minima ne sont pas atteints, ces joueurs ne peuvent pas être remplacés par des joueurs ne possédant pas être remplacés par des joueurs ne possédant pas ces qualités.

2° une liste avec un nombre illimité de joueurs U21.

*En cas
- d'enregistrement de l'affiliation ou du transfert du joueur; ou
- de la demande de CIT adressée par l'URBSFA pour le joueur à la fédération étrangère dans le cadre d'un transfert international

durant les mois de juillet et août ainsi que du 1er septembre au 6 septembre, la période du 7 septembre au 30 juin est exceptionnellement considérée comme une saison complète. Il en va de même si l'affiliation à l'URBSFA est terminée avant le 30 juin mais après la fin de la compétition de la saison concernée.

Pour pouvoir inscrire un joueur sur la liste Squad Size Limit:
- il doit être affilié à la fédération avec affectation ou qualification temporaire pour le club demandant l'inscription; et
- s'il s'agit d'un sportif rémunéré qui n'est pas ressortissant d'un pays membre de l'EEE, une copie soit du permis unique encore valable, soit de l'attestation officielle délivrée par l'administration locale de son lieu de résidence en Belgique confirmant que le sportif rémunéré s'est présenté à l'administration doit être fourni pour qu'il puisse se voir délivrer le permis unique auquel il a droit (Annexe 49). Dans ce dernier cas, une copie du permis unique doit être transmise à l'URBSFA avant que la validité de l'Annexe 49 ait expirée. Si ce n'est pas le cas, le joueur concerné n'est pas qualifié pour participer aux rencontres officielles de l'équipe première de son club, et ce aussi longtemps qu'aucune copie d'un permis unique valable n'a été produit pour le joueur.
- Il doit satisfaire aux conditions de qualification.

Les modifications à cette liste peuvent être validées uniquement par l'administration fédérale.

Au début de chaque saison, les listes doivent être introduites par les clubs au plus tard avant minuit du dernier jour précédant la première journée du championnat des équipes premières.

Les clubs doivent indiquer sur chacune des deux listes les trois joueurs considérés comme leurs gardiens titulaires

Art. P
Liste des joueurs plus âgés que les U21:

La liste peut être complétée à tout moment si elle ne compte pas encore 25 joueurs.

La liste peut être adaptée durant une période de transferts, et ce au plus tard avant minuit du dernier jour précédant le match.
Des transferts temporaires peuvent uniquement être ajoutés ou supprimés de la liste d'un club durant les périodes de transferts. Une place se libère sur la liste lorsqu'un joueur est transféré temporairement à un autre club.

Après la fermeture d'une période de transferts, la liste peut être adaptée au plus tard jusqu'au trentième jour à minuit après la fermeture de la période de transferts.

Dans les circonstances suivantes, les joueurs peuvent, en cas de présentation de la preuve au service des affiliations, être remplacés en dehors des périodes de transferts prévues:

- en cas de décès d'un joueur;
- en cas de longue maladie ou blessure d'un joueur de 5 mois ou plus, appuyée par une attestation médicale du médecin traitant dans les 20 premiers jours de l'indisponibilité;
- en cas de résiliation de contrat unilatérale par le joueur;
- en cas de résiliation de contrat unilatérale par le club à cause d'une décision coulée en force de chose jugée de suspension du joueur pour des faits de dopage.

Si, en cas de force majeure (maladie de longue durée, blessure, …), un club ne peut plus disposer des trois gardiens titulaires désignés, un autre gardien sur la liste des joueurs qui sont plus âgés que les U21 peut être validé.

Art. P
Liste des joueurs U21:

Cette liste peut être modifiée durant toute la saison.

Art. P
Pour être qualifié pour les matchs officiels de l'équipe première d'un club du football professionnel 1A et 1B, le joueur doit figurer sur l'une des listes ci-dessus le dernier jour à minuit précédant le match, ou la demande d'ajout sur l'une des listes susmentionnées doit au moins avoir été dûment transmise à l'administration fédérale dans ce délai.

Art. P
Les listes susmentionnées de tous les clubs peuvent être consultées en ligne.

Art. A
En cas de participation aux matches de l'équipe première B masculine:

Un club peut inscrire sur la feuille de match d'un match officiel de son équipe première B un maximum de trois joueurs inscrits sur la feuille de match d'un des quatre derniers matches officiels de son équipe première A de la saison en cours.

En outre, lors des éventuels test-matches, matches qualificatifs ou matches de tours finals, il n'est pas possible d'inscrire sur la feuille de match de l'équipe première B masculine des joueurs qui ont effectivement commencé plus de la moitié des matches de championnat déjà disputés par l'équipe première A masculine.



Art. V
En cas de participation aux matches de l'équipe première B masculine:

Un club peut inscrire sur la feuille de match d'un match officiel de son équipe première B un maximum de trois joueurs inscrits sur la feuille de match d'un des deux derniers matches officiels de son équipe première A de la saison en cours.

En outre, lors des éventuels test-matches, matches qualificatifs ou matches de tours finals, il n'est pas possible d'inscrire sur la feuille de match de l'équipe première B masculine des joueurs qui ont effectivement commencé plus de la moitié des matches de championnat déjà disputés par l'équipe première A masculine.

4.4.3 Matches de jeunes et de réserves

Article B4.116
Un joueur est qualifié pour les matches officiels des jeunes et des équipes réserves s'il satisfait aux conditions générales de qualification et à la réglementation concernant le déclassement comme stipulé ci-dessous.

Article B4.117
Pour l'application de ces dispositions, sont considérés comme des joueurs de base d'une équipe, les joueurs qui ont été inscrits sur la feuille de match d'un des quatre derniers matches officiels disputés par cette équipe:



Art V. Contrairement à ce qui est indiqué ci-avant: de deux des quatre derniers matches officiels disputés par cette équipe.

Joueurs de base de l'équipe première	Le joueur de base d'une équipe première peut être inscrit sur la feuille de match d'un match officiel d'espoirs, de réserves et de U17 à U21 sans aucune restriction.
Equipe d'âge interprovinciale	Un club peut inscrire sur la feuille de match d'un match officiel de ses équipes d'âge interprovinciales, un maximum de trois joueurs de base de la même catégorie d'âge à 11c11, deux joueurs de base de la même catégorie d'âge à 8c8 d'une équipe d'âge Elite.
Equipe d'âge provinciale	Un club peut inscrire sur la feuille de match d'un match officiel de ses équipes d'âge provinciales, un maximum de trois joueurs de base de la même catégorie d'âge à 11c11, deux joueurs de base de la même catégorie d'âge à 8c8, un joueur de base de la même catégorie d'âge à 5c5, soit d'une équipe d'âge Elite, soit d'une équipe d'âge interprovinciale, soit des deux équipes réunies.
Equipe d'âge régionale	Un club peut inscrire sur la feuille de match d'un match de ses équipes d'âge régionales, au total un maximum de trois joueurs de base de la même catégorie d'âge à 11c11, deux joueurs de base de la même catégorie d'âge à 8c8, un joueur de base de la même catégorie d'âge à 5c5, soit d'une équipe d'âge Elite, soit d'une équipe interprovinciale, soit d'une équipe d'âge provinciale, soit des trois équipes réunies.

4.4.4 Matches d'équipes féminines

Article B4.118
Une joueuse est qualifiée pour les matches officiels des équipes féminines si elle satisfait aux conditions générales de qualification et à la réglementation concernant le déclassement.

Article B4.119
Pour l'application de ces dispositions, sont considérées comme des joueuses de base d'une équipe, les joueuses qui ont été inscrites sur la feuille de match d'un des quatre derniers matches officiels disputés par cette équipe.

Match	Conditions	Exigences supplémentaires
Matches de jeunes	La joueuse de base de l'équipe première peut être inscrite sans aucune restriction sur la feuille de match d'un match officiel des catégories des jeunes pour lesquelles elle est qualifiée.	
Matches de championnat d'équipes premières	• Match de l'équipe B: maximum 3 joueuses ayant participé effectivement au match de l'équipe A à l'occasion du dernier match officiel, dont maximum une joueuse pendant plus d'une mi-temps. • Match de l'équipe C: maximum 4 joueuses ayant participé effectivement au match de l'équipe A ou B à l'occasion du dernier match officiel, dont maximum une joueuse pendant plus d'une mi-temps. **Art. A** Si l'équipe A évolue en championnat provincial: Match de l'équipe B: maximum 3 joueuses ayant participé effectivement au match de l'équipe A à l'occasion du dernier match officiel. Si l'équipe A évolue en championnat provincial: Match de l'équipe C: maximum 4 joueuses ayant participé effectivement au match de l'équipe A ou B à l'occasion du dernier match officiel. Si l'équipe A évolue en championnat provincial: Match de l'équipe D: maximum 4 joueuses ayant participé effectivement au match de l'équipe A, B ou C à l'occasion du dernier match officiel.	Si une joueuse a participé à plusieurs matches des championnats, le plus haut nombre de minutes jouées au cours d'un seul match est pris en considération pour déterminer l'interdiction de déclassement. Si un club aligne plusieurs équipes premières dans la division provinciale la plus basse, les règles de déclassement ne sont pas d'application entre ces équipes.

Coupe de Belgique	Durant le tour préliminaire, le premier et le deuxième tour: • Au plus tard le jour avant le premier match de coupe, le club qui participe à la coupe avec une équipe B transmet à l'URBSFA une liste sur laquelle figurent les noms de 11 joueuses A qualifiées. Ces 11 joueuses ne sont pas qualifiées pour participer aux matches de l'équipe B et C lors du tour préliminaire, premier tour et deuxième tour. • Au plus tard le jour avant le premier match de coupe, le club qui participe à la coupe avec une équipe C doit transmettre à l'URBSFA une liste supplémentaire sur laquelle figurent les noms de 11 joueuses A ou B qualifiées. Ces 11 joueuses ne sont pas qualifiées pour participer aux matches de l'équipe C lors du tour préliminaire, premier tour et deuxième tour	Le club de l'équipe B ou C met avant la rencontre à disposition de l'arbitre et du délégué de l'équipe adverse une copie de la (des) liste(s) introduite(s) auprès de l'URBSFA. En cas de non-respect de cette obligation, le délégué peut le faire noter sur la feuille de match et une amende administrative de 40,00 EUR est infligée.
	A partir du troisième tour: • maximum trois joueuses, qui ont effectivement participé à un match officiel de l'équipe A lors de la journée précédente (match de coupe ou match de compétition) peuvent participer à un match de coupe d'une autre équipe de ce club. Par ailleurs, il n'e peut y avoir qu'une seule joueuse qui a joué plus d'une mi-temps lors de ce match avec l'équipe A. • maximum quatre joueuses, qui ont effectivement participé à un match officiel de l'équipe A ou B de la journée précédente (match de coupe ou match de compétition) peuvent participer à un match de coupe de l'équipe C. Par ailleurs, il n'e peut y avoir qu'une seule joueuse qui a joué plus d'une mi-temps lors de ce match avec l'équipe A ou B.	
Matches du tour final, matches qualificatifs ou test-matches	un maximum d'une joueuse ayant participé à trois matches ou plus au cours des six derniers matches de championnat d'une équipe première féminine jouant dans une division supérieure.	

L'équipe adverse d'une équipe B, C ou D peut trouver la composition du dernier match officiel de l'équipe A, B ou C sur le site de l'URBSFA. Dans les cas exceptionnels où ces compositions ne peuvent être trouvées sur le site de l'URBSFA (s'il y a une feuille papier), l'équipe adverse peut les demander au secrétariat compétent.

4.4.5. Matches d'équipes U23 en division 1B du football professionnel, division 1, 2 et 3 ACFF/VV

Article B4.120

Art. P/A

La participation aux matchs officiels des équipes U23 dans le football professionnel et amateur est soumise à des conditions spécifiques.

L'équipe U23 est considérée comme une équipe première B du club du football professionnel concerné.

Chaque club professionnel dont l'équipe U23 évolue dans la division 1B du football professionnel, la division 1 ACFF, la division 2 ACFF ou la division 3 ACFF doit soumettre et tenir à jour les listes suivantes via la plateforme digitale applicable:

1° une liste de 25 joueurs au maximum, plus âgés que U19, qui remplissent les conditions d'âge des U23 (« la liste U23 »);

Seuls des joueurs U23 peuvent être inscrits sur cette liste, à l'exception des joueurs qui jouent uniquement au poste de gardien, qui peuvent être des U25.

La liste peut être complétée durant toute la saison si elle ne contient pas encore 25 joueurs.

Pendant une période de transfert, ainsi que pendant la période de 30 (trente) jours suivant la clôture d'une période de transfert, la liste U23 peut être modifiée, au plus tard avant minuit le dernier jour précédant le match.

Après la clôture d'une période de transfert, la liste peut être modifiée au plus tard jusqu'à minuit le 30ème jour suivant la clôture de la période de transfert.

Dans les circonstances suivantes, les joueurs peuvent être remplacés en dehors des périodes prévues à cet effet au cours desquelles des modifications sont possibles, sur présentation d'une preuve au service des affiliations:

- en cas de décès d'un joueur;
- en cas de maladie ou de blessure de longue durée d'un joueur de 5 mois ou plus, justifiée par un certificat du médecin traitant dans les 20 premiers jours d'indisponibilité;
- en cas de rupture unilatérale du contrat par le joueur;
- en cas de rupture unilatérale du contrat par le club à la suite d'une décision définitive de suspension du joueur pour usage de produits dopants.

2° une liste avec un nombre illimité de joueurs U19 (« la liste U19 »). Cette liste peut être modifiée pendant toute la saison. Les joueurs figurant sur cette liste doivent être qualifiés

dans le club concerné au plus tard le 30ème jour suivant la clôture de la période d'enregistrement d'été.

Pour pouvoir enregistrer un joueur sur la liste U23 et la liste U19:

- il doit être affilié à la fédération avec l'attribution ou la qualification temporaire du club qui l'introduit;
- pour le sportif rémunéré qui n'est pas ressortissant d'un pays de l'Espace Économique Européen (EEE), il faut présenter soit une copie du permis combiné dont la validité n'a pas encore expiré, soit l'attestation officielle délivrée par l'administration communale de son lieu de résidence en Belgique confirmant que le sportif rémunéré a demandé à recevoir le permis combiné auquel il a droit (Annexe 49). Dans ce dernier cas, une copie du permis combiné doit être transmis à l'URBSFA avant l'expiration de la validité de l'Annexe 49. À défaut, le joueur concerné n'est pas autorisé à participer aux matchs officiels de l'équipe première masculine de son club, et ce aussi longtemps qu'une copie du permis combiné, dont la validité n'a pas encore expiré, n'est pas présenté pour le joueur;
- il doit remplir les conditions de qualification.

Les deux listes susmentionnées doivent être soumises par les clubs au début de chaque saison, au plus tard avant minuit le dernier jour précédant la première journée du championnat des équipes premières auquel l'équipe U23 participe.

Les clubs doivent désigner 3 joueurs ensemble sur les deux listes, lesquels sont considérés comme leurs gardiens de but titulaires.

Si, pour cause de force majeure (maladie de longue durée, blessure, etc.), un club ne peut plus disposer des trois gardiens de but titulaires désignés, un autre gardien peut être validé sur la liste U23.

Les modifications à ces listes ne peuvent être validées que par l'administration fédérale.

Pour être qualifié pour les matchs officiels des équipes U23, le joueur doit figurer sur l'une des listes ci-dessus le dernier jour à minuit précédant le match, ou la demande d'ajout sur l'une des listes susmentionnées doit au moins avoir été dûment transmise à l'administration fédérale dans ce délai.

Les listes ci-dessus de tous les clubs peuvent être consultées en ligne.

Les joueurs figurant sur ces listes peuvent également apparaitre sur les listes SSL des équipes premières d'un club du football professionnel.

Art. V

Chaque club du football professionnel qui dispose d'une équipe U23 qui prend part aux championnats de division 1, 2 ou 3 VV doit envoyer à la Fédération pour son équipe U23

une liste de base qui est indépendante des éventuelles autres listes que le club devrait envoyer. Cette liste reprend les données des joueurs qui constituent le noyau de l'équipe U23 concernée.

Pour les équipes U23 qui participent à la division 1, 2 ou 3 VV, la notification est faite au département Competitions de VV.

Cette équipe U23 est considérée comme une équipe première B du club professionnel concerné.

Seuls des joueurs U23 peuvent être inscrits sur cette liste, à l'exception des joueurs qui jouent uniquement au poste de gardien, qui peuvent être des U25.

Un maximum de 30 joueurs différents peut avoir du temps de jeu effectif dans une équipe U23 au cours de la même saison, à l'exclusion des joueurs qualifiables conformément à l'article B4.123.

En cas d'infraction à cette disposition, une défaite par score de forfait est toujours prononcée à l'encontre de l'équipe ayant commis l'infraction. Les points sont attribués à l'adversaire de cette équipe.

Article B4.121
Sur chaque feuille de match d'une équipe U23, au moins la moitié (1/2) des joueurs inscrits doivent avoir été formés dans le club concerné et au moins les deux-tiers (2/3) des joueurs inscrits doivent avoir été formés en Belgique.

Lorsqu'il est question de formation dans le présent article, cela signifie que le joueur concerné doit avoir effectué au moins trois (3) saisons complètes ou 36 mois – ininterrompus ou non – avant qu'il ait atteint l'âge de vingt-et-un (21) ans accomplis.

En cas d'enregistrement de l'affiliation pendant la période d'enregistrement d'été, la période allant de cet enregistrement jusqu'au 30 juin suivant est exceptionnellement considérée comme une saison complète. Il en va de même si l'affiliation auprès de l'URBSFA est résiliée avant le 30 juin mais après la fin de la compétition de la saison en question.

En cas d'infraction à cette disposition, une défaite par score de forfait est toujours prononcée à l'encontre de l'équipe ayant commis l'infraction. Les points sont attribués à l'adversaire de cette équipe.

Article B4.122
Chaque club doit tenir compte des conditions suivantes de qualification pour l'inscription d'un joueur sur les feuilles de match de son équipe U23, même si le joueur concerné est repris dans la liste de base:

- Un joueur n'est pas qualifié s'il était titulaire ou s'il a joué au moins quarante-cinq (45) minutes lors du dernier match officiel de l'équipe première A d'un club en division 1A ou 1B du football professionnel, si ce match a été joué lors de la journée précédente qui a effectivement eu lieu;

  Cette règle ne s'applique qu'au match de l'équipe U23 suivant la journée de championnat où le joueur était titulaire ou a joué au moins quarante-cinq (45) minutes lors du dernier match officiel de l'équipe première A du club dans le football professionnel 1A ou 1B. Ainsi, lorsque plusieurs matchs U23 sont programmés entre deux journées de championnat de l'équipe première A, le joueur est bien qualifié à partir du 2ème match U23.

- Un joueur n'est pas qualifié s'il a joué au moins vingt (20) minutes lors du dernier match officiel de l'équipe première A d'un club en division 1A ou 1B du football professionnel, si ce match est joué durant la même journée de match ayant effectivement lieu, mais qui est programmé avant le match de l'équipe U23;

- Un joueur n'est pas qualifié s'il a joué au moins deux tiers (2/3) des matches de l'équipe première A d'un club en division 1A ou 1B du football professionnel pendant la saison actuelle en tant que joueur de base ou pour un minimum de quarante-cinq (45) minutes. Ce critère est appliqué après que l'équipe première A a joué entièrement six matches officiels.

  On entend par « *dernier match officiel de l'équipe première A d'un club en division 1A ou 1B du football professionnel* » soit un match disputé par une équipe première A d'un club en division 1A ou 1B du football professionnel durant le même week-end si ce match est programmé avant celui de l'équipe U23, soit, dans les autres cas, le dernier match officiel disputé par l'équipe première A concernée d'un club en division 1A ou 1B du football professionnel.

  Pour déterminer combien de minutes un joueur a joué lors d'un match, il faut avoir égard à la feuille de match. Ceci signifie notamment que les minutes jouées durant le temps additionnel ne sont pas comptées pour déterminer son temps de jeu.

  En cas d'infraction à cette disposition, une défaite par score de forfait est toujours prononcée à l'encontre de l'équipe ayant commis l'infraction. Les points sont attribués à l'adversaire de cette équipe.

Article B4.123
Nonobstant l'article B4.120, chaque club peut inscrire des joueurs sur les feuilles de match dans les conditions suivantes:

- Un (1) joueur blessé par match (preuve à fournir) qui a manqué les six (6) derniers matchs officiels de l'équipe première A du club en division 1A ou 1B du football professionnel (dérogation valable uniquement pour un seul joueur/match et pour deux (2) matchs consécutifs); Ceci indépendamment de l'âge du joueur ; et

  Les six derniers matchs officiels peuvent inclure des matchs de la saison précédente.

La preuve à fournir est une attestation médicale.

L'attestation médicale doit être soumise et approuvée au préalable par le Département Compétitions de l'URBSFA pour les équipes U23 de division 1B et par le Département Compétitions ACFF/VV pour les équipes U23 de division 1, 2 ou 3 ACFF/VV.

- Un (1) joueur par match n'ayant disputé aucun match officiel avec l'équipe première A du club en division 1A ou 1B du football professionnel durant la saison en cours. Ceci indépendamment de l'âge du joueur.

En cas d'infraction à cette disposition, une défaite par score de forfait est toujours prononcée à l'encontre de l'équipe ayant commis l'infraction. Les points sont attribués à l'adversaire de cette équipe.

4.4.5 Genre

Article B4.124

Art. A/V

Les ailes peuvent autoriser une personne à jouer dans une catégorie qui diffère de son sexe natal mais qui correspond à son identité de genre ou son sexe juridique (ou vice-versa).

Toute demande d'autorisation doit être transmise à la Commission Ethique del'ACFF ou la Commission Ethique de Voetbal Vlaanderen, en fonction de la catégorie et de la compétition dans laquelle la personne concernée souhaite jouer. Elle doit être écrite, être signée par la personne concernée et le correspondant qualifié du club pour lequel elle souhaite jouer, et comprendre toutes les informations et tous les éléments pertinents pour le traitement de la demande. La demande doit être envoyée à l'adresse électronique de la personne de contact de l'aile concernée. Toute demande d'autorisation doit être notifiée avant le 1er mai pour la saison qui suit, et avant le 1er novembre, pour la période allant du 1er janvier jusqu'à la fin de la saison en cours.

Toute personne demanderesse qui souhaite communiquer des données médicales dans le cadre de sa demande devra autoriser son médecin à divulguer les informations médicales pertinentes à l'instance compétente (y compris les informations, dossiers ou autres documents que l'instance compétente pourrait exiger de temps à autre) et à permettre à l'instance compétente de garder contact avec ce médecin si nécessaire. La personne demanderesse peut également fournir elle-même des informations médicales, à condition qu'elle ait obtenu l'autorisation de son médecin et que les documents aient été signés par le médecin avec une date.

Une fois la demande reçue, l'instance compétente sera réunira afin de l'examiner, en tenant compte de l'ensemble des informations et éléments communiqués. Un expert de la médecine doit toujours être présent dans la composition de l'instance compétente lors du traitement de la demande lorsque des informations médicales sont traitées.

L'instance compétente ne refusera la demande que si elle décide, à son entière discrétion, qu'il est nécessaire de refuser la demande pour garantir (1) la sécurité de la personne demanderesse et/ou des autres personnes jouant dans la même catégorie et/ou (2) l'équité de la compétition.

Une personne est autorisée à jouer des matches de football dans la catégorie souhaitée à partir du moment où elle a reçu l'autorisation écrite de l'instance compétente et que celle-ci a été encodée par l'administration de l'aile concernée. Cette autorisation est valable pour une saison. Dans les cas où l'état hormonal et/ou physique de la personne pourrait changer à court terme (par exemple, nouveau traitement hormonal ou intervention médicale), il peut être décidé d'accorder à la personne une autorisation spéciale de six mois.

L'administration de l'aile concernée tiendra un registre confidentiel reprenant l'identité des personnes qui ont reçu une autorisation ainsi qu'une copie de toutes les autorisations données.

Tout traitement hormonal suivi par une personne pourra être réexaminé, afin de s'assurer de sa validité. Par conséquent, il existe une obligation de notification pour toute personne dont le traitement hormonal auquel elle a consenti est interrompu ou modifié. En effet, certaines personnes vivant selon leur sexe réassigné ou identité de genre continueront, si le traitement hormonal cesse, à produire des hormones en raison de leur sexe natal, ce qui affectera leur force ou leur endurance. Dans ce cas, l'instance compétente peut retirer l'autorisation préalablement donnée.

Après trois autorisations consécutives (d'une période de 12 mois), le demandeur a la possibilité de demander une autorisation permanente. Cette autorisation permanente doit être fondée sur la conviction que les effets de la transition restent les mêmes et que la personne demanderesse est stable et à l'aise dans la catégorie choisie. Si l'instance compétente partage cette conviction et approuve la demande, l'autorisation restera en vigueur tant que la personne demanderesse continuera à jouer au football dans la même catégorie.

Il est important de noter que cette autorisation n'est pas un droit acquis. Si la Fédération reçoit des signaux indiquant la nécessité de réexaminer l'autorisation, elle conserve le droit de le faire. Par ailleurs, une personne qui reçoit une autorisation ne peut pas changer à nouveau de catégorie au cours de la même saison.

Il n'est pas possible de faire appel d'une décision dans ce cas auprès d'une instance de la fédération. La décision de l'instance compétente peut néanmoins faire l'objet d'un appel auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport (ACFF) ou du Vlaams Sporttribunaal (Voetbal Vlaanderen). Pour déterminer l'instance compétente pour traiter le recours, il convient d'avoir égard à l'aile à laquelle le club concerné par la demande de la personne, est lié.

Art. A/V

Dans le cas où le droit d'une personne de jouer dans une certaine catégorie est remis en question en raison de son sexe ou genre présumé, la Commission Ethique de l'ACFF ou la Commission Ethique de Voetbal Vlaanderen travaillera avec la personne concernée pour entreprendre un examen détaillé et confidentiel de sa situation. Si la personne concernée dispose déjà d'une autorisation, l'instance compétente dispose de l'autorité de prendre toutes les mesures appropriées pour déterminer le sexe ou le genre effectif de la personne concernée si elle considère qu'il y a des raisons de le faire. L'instance compétente s'engage à observer et à respecter à tout moment la dignité et la vie privée de la personne concernée. Ainsi, des tests relatifs au sexe ne seront jamais effectués. L'instance compétente ne prendra en considération que les réclamations formulées officiellement par écrit conformément aux dispositions du Livre B, Titre 11 – Litiges et procédures, et exposant clairement les motifs sur lesquels elles se fondent.

4.5 CONDITIONS EN CAS DE MUTATIONS MATCHES OFFICIELS

Voir ci-dessus.

TITRE 5
OFFICIELS ET AFFILIÉS NON-JOUEURS



TABLE DES MATIERES

..... 1

1 Dispositions générales 3

1.1 Affiliation 3

1.2 Conditions 3

1.3 Droits et obligations 4

1.4 Fin de l'affiliation 5

1.5 Démission 5

1.6 Désaffectation à l'initiative du club 5

1.7 Dispositions financières 5

2 Officiels de match 6

2.1 Cadre 6

2.2 Affectation 8

2.3 Formation 9

2.4 Admission 9

2.5 Referee ambassador 10

2.6 Parrainage 10

2.7 Indemnité 11

2.8 Responsabilité 14

3 Officiels d'équipe 14

3.1 Staff technique 14

3.2 Incompatibilités 14

3.3 Formation 15

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article B5.1
Ce document contient les dispositions qui ont trait aux officiels et aux affiliés non-joueurs, en particulier les affiliés affectés non-joueurs et les affiliés individuels.


On entend par affilié affecté non-joueur: un affilié affecté à un club qui n'est pas un joueur.


On entend par affilié individuel: une personne affiliée de plein droit à l'URBSFA qui n'est pas affectée à un club.

1.1 AFFILIATION

Article B5.2
Un officiel ou un affilié non-joueur devient membre de l'URBSFA par le biais d'une demande d'affiliation qui, le cas échéant, vaut également pour l'aile concernée.

Lors de son affiliation, l'officiel ou l'affilié non-joueur est soit affecté au club de son choix, soit enregistré comme affilié individuel.

Article B5.3
L'affiliation doit respecter les conditions de contenu et de forme fixées par l'URBSFA.


L'affiliation se fait:

- par le biais de la plateforme digitale prévue à cet effet, accompagnée de toutes les signatures requises. L'affiliation est enregistrée à la date de la réception à l'URBSFA de toutes les signatures requises.
- par la transmission, par e-mail du document d'affiliation dûment complété et signé à cet effet, mis à disposition sur le site de l'URBSFA. L'affiliation est enregistrée à la date de la réception du document susmentionné à l'URBSFA.
- via un document d'affiliation signé manuellement pour les affiliés qui ne peuvent pas procéder comme expliqué ci-dessus. L'affiliation est enregistrée à la date de réception à l'URBSFA de la ou des signatures requises.

1.2 CONDITIONS

Article B5.4
L'âge minimum des officiels est de 15 ans, hormis pour:
1° le délégué au terrain, qui est âgé de minimum 18 ans;
2° un arbitre pour les matches autres que ceux à 11/11 et les sélections provinciales (U12 à U15), qui est âgé de minimum 13 ans.

Article B5.5
Les ailes peuvent appliquer des conditions d'affiliation particulières pour les officiels et les affiliés non-joueurs.

1.3 DROITS ET OBLIGATIONS

Article B5.6
Les officiels et les affiliés non-joueurs sont tenus de respecter tous les règlements fédéraux. Par leur affiliation, ils s'engagent à respecter les dispositions reprises dans les statuts et règlements de la FIFA et de l'UEFA.

Article B5.7
Les officiels et les affiliés non-joueurs sont tenus en particulier de:
1° s'abstenir d'actes pouvant porter préjudice à la fédération, à ses clubs ou à ses affiliés;
2° ne pas mettre en doute l'intégrité des autres officiels, des instances fédérales ou de leurs représentants par des déclarations publiques aux médias ou par des messages diffusés via les médias sociaux;
3° respecter les décisions prises par les instances fédérales, sous réserve de l'exercice du droit de recours réglementaire. Ils dégagent la fédération et les membres des instances fédérales de toute responsabilité en ce qui concerne les conséquences qui en résultent pour eux;
4° notifier directement à l'URBSFA tout acte ou toute tentative de falsification de match;
5° s'abstenir de placer des paris liés à des compétitions et à un match ou à une compétition sur lesquels ils peuvent avoir une influence (in)directe ;
6° ne pas diffuser d'informations privilégiées avec l'intention particulière qu'elles puissent être utilisées dans le cadre d'un pari.

Les officiels et les affiliés non-joueurs respectent aussi les règlements en vigueur pour les activités organisées ou patronnées par l'URBSFA ou les groupements conventionnés.

Article B5.8
Seuls les officiels affiliés auprès de l'URBSFA sont habilités à participer à des matches de football organisés par elle, ses ailes ou ses entités, sous les conditions déterminées pour ces matches.

Article B5.9
Il est strictement interdit aux officiels de participer à des paris ayant trait:
1° aux matches des clubs de leur division ou à d'autres matches où leur club a un intérêt;
2° aux matches des catégories pour lesquelles ils peuvent être désignés en qualité d'officiel de match;
3° aux compétitions et à un match ou une compétition sur lesquels ils peuvent avoir une influence (in)directe;
4° à tous les matches, s'ils sont des officiels de la fédération.

Article B5.10
Des droits et obligations spécifiques ou complémentaires sont déterminés dans les lois du jeu de football pour les officiels qui sont impliqués dans un match.

1.4 FIN DE L'AFFILIATION

Article B5.11
L'affiliation prend fin dans les cas suivants:
1° la démission de l'officiel ou de l'affilié non-joueur;
2° le cas échéant, la désaffectation à l'initiative du club;
3° le cas échéant, la radiation ou la démission du club de l'officiel ou de l'affilié non-joueur;
4° la radiation de l'officiel ou de l'affilié non-joueur;
5° le décès de l'officiel ou de l'affilié non-joueur.

Article B5.12
La fin de l'affiliation à l'URBSFA signifie également la fin de l'affiliation à l'aile.

1.5 DÉMISSION

Article B5.13
La démission est un acte juridique unilatéral par lequel l'officiel ou l'affilié non-joueur exprime sa volonté de mettre fin à son affiliation.

Elle se fait sans préjudice des autres droits et obligations contractuels existants le cas échéant.

Article B5.14
La notification de démission de l'URBSFA se fait par écrit, par lettre recommandée adressée à l'URBSFA ou par un moyen électronique déterminé par l'URBSFA. En cas de notification par lettre recommandée, la date du cachet de la poste est considérée comme la date d'envoi.

Article B5.15
L'URBSFA enregistre la démission et confirme cet enregistrement à l'intéressé et, le cas échéant, à l'aile concernée et à son club d'affectation.

1.6 DÉSAFFECTATION À L'INITIATIVE DU CLUB

Article B5.16
Si le club a décidé de mettre fin à l'affiliation d'un officiel ou d'un affilié non-joueur qui lui est affecté, il notifie sa décision à l'URBSFA de la façon et selon les modalités fixées par l'URBSFA..

Article B5.17
L'enregistrement de la notification entraîne la désaffectation de l'officiel ou de l'affilié non-joueur qui lui était affecté. La désaffection met fin à l'affiliation à l'URBSFA et à l'aile.

1.7 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article B5.18

Chaque officiel ou affilié non-joueur peut être soumis à une cotisation fédérale individuelle.

2 OFFICIELS DE MATCH

2.1 CADRE

Article B5.19
Les arbitres sont répartis dans les catégories suivantes:

1° Arbitres dans le football professionnel:

- Arbitres du football professionnel (International / Groupe 1)
- Assistants-arbitres du football professionnel (International / Groupe 1)

Les arbitres du football professionnel peuvent être désignés comme 4OF/VAR/AVAR/ Replay operator.
Les assistants-arbitres peuvent être désignés comme AVAR/Replay operator.

Ils sont désignés pour les matches suivants:
- les championnats du football professionnel;
- la Coupe de Belgique Messieurs à partir de la journée 5;
- les matches de championnats U21/espoirs du football professionnel dans des cas exceptionnels.

Les candidats arbitres du football professionnel peuvent être désignés comme 4OF dans le football professionnel.

Ces arbitres relèvent de la compétence du Département Arbitrage du Football Professionnel.

2° Arbitres dans le football amateur national et régional:

Arbitres	1D, 2D et 3D
Assistants-arbitres	1D/Ar, 2D/Ar et 3D/Ar (ACFF) et ArProv

Ils sont désignés pour les matches suivants:
- les championnats masculins du football amateur national et régional ACFF/Voetbal Vlaanderen;
- les quatre premiers tours de la Coupe de Belgique. Toutefois en cas de nécessité, certains arbitres peuvent être désignés lors de la 5ème et 6ème journée;
- les championnats U21/espoirs du football professionnel;
- la Coupe de Belgique U19 du football professionnel.

Ils peuvent également être désignés pour des matches de la Super League du Football Féminin et de Coupe de Belgique Dames à partir des ½ finales.
Les candidats arbitres du football professionnel peuvent être appelés en tant que 4OF dans le football professionnel.

3° Arbitres dans le football amateur provincial:

Arbitres	1P, 2P, 3P, 4P, 4P OCC
Assistants-arbitres	1P/Ar, 2P/Ar, 3P/Ar, 4P/Ar

Ils sont désignés pour les matches des séries provinciales, de la Super League du Football Féminin, de la division 1 nationale du football féminin, des divisions interprovinciales ACFF/VV du football féminin, autres réserves nationales et régionales, jeunes élites et interprovinciaux. Ils peuvent être désignés pour les matches du tour préliminaire de la Coupe de Belgique Hommes ainsi que pour ses quatre premiers tours et pour la Coupe de Belgique Dames.

4° Arbitres des équipes d'âge provinciales et régionales et réserves provinciales et régionales (J)

5° Arbitres joueurs dans le football (H)

Il s'agit d'arbitres qui sont joueurs amateurs. Ils peuvent être désignés pour tous les matches, à l'exception de ceux de la division ou de la série de la division dans laquelle évolue l'équipe première de leur club d'affectation ou le club pour lequel ils sont temporairement qualifiés.

6° Arbitres I

Il s'agit d'arbitres qui répondent à toutes les conditions et qui étaient déjà des arbitres officiels mais:
- qui font savoir qu'ils veulent être repris dans cette catégorie;
- qui, selon l'avis du Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou des Bureaux Provinciaux Arbitrage ACFF, ne devraient pas/plus diriger des matches à 11 contre 11 en raison de leur forme physique.

À la demande expresse d'un club ou du comité organisateur de la compétition, ils sont officiellement désignés dans les matches de football à 5 contre 5 et à 8 contre 8.

7° Arbitres pour le football récréatif:

Art. V

Arbitres	R SEN 1+, R SEN 1, R SEN 2, R SEN 3, R SEN 4 R JEU, R JEU 1, R JEU 2, R JEU 3, R JEU 4
Assistants-arbitres	ASS

- Les arbitres R SEN 1+, R SEN 1, R SEN 2, R SEN 3 et les assistants-arbitres ASS peuvent être désignés pour le championnat avec des hauts et des bas et les matches de coupe:
  - R SEN 1+ pour les matches de R1, R2 et R3
  - R SEN 1 pour les matches de R1, R2, R3 et R4
  - R SEN 2 pour les matches de R3, R4 et R5
  - R SEN 3 pour les matches de R4 et R5

- Les arbitres R SEN 4 peuvent être désignés pour le championnat des réserves et de football féminin sans montée et descente.

- Les assistants-arbitres ASS sont désignés par les matches en R1 et R2, ou plus bas si cela est nécessaire.

- Les arbitres R JEU sont désignés pour les matches des séries régionales de niveau 1:
    - R JEU 1, pour U21 et plus bas;
    - R JEU 2, pour U17 et plus bas;
    - R JEU 3, pour U15 et plus bas;
    - R JEU 4, pour U13 et plus bas.

Toutes les catégories peuvent être subdivisées à l'exception des arbitres I.

La possibilité de désigner les arbitres mentionnés sous le point 4° peut être étendue, en tenant compte de certaines nécessités numériques.

La classification dans une certaine catégorie est déterminée par l'instance compétente qui est en charge du développement de l'arbitrage.

En cas de descente de catégorie, l'arbitre a le droit d'être entendu par l'instance concernée, moyennant une demande écrite envoyée dans le délai de sept jours qui suit la date de la communication de la décision.

Une décision relative au classement dans une certaine catégorie est une décision administrative et n'est pas susceptible de recours.

Article B5.20
Les arbitres qui sont également entraîneurs ne peuvent pas diriger des matches de la division ou de la série dans laquelle ils entraînent.

Article B5.21
Les arbitres repris aux points 2° à 7° inclus, relèvent de la compétence du Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou du Bureau Arbitrage ACFF ou du Bureau Provincial Arbitrage ACFF, ce selon l'appartenance de leur club d'affectation. Par dérogation et à titre transitoire, les arbitres déjà affectés à un club appartenant à une autre aile (ou à un club ayant opté pour l'affiliation à cette aile ACFF/Voetbal Vlaanderen) qui évolue dans le championnat de l'autre aile conformément aux dispositions réglementaires peuvent être administrés par le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou le Bureau de l'arbitrage ACFF que celle de leur club d'affectation.

2.2 AFFECTATION

Article B5.22
Lorsqu'un affilié devient arbitre alors qu'il est qualifié pour un club à titre temporaire, il reste inscrit comme arbitre à l'actif du club d'affectation.

Un arbitre qui a été désaffecté par son club et qui est réaffecté à un autre club est inscrit à l'actif de ce dernier dès la date de sa nouvelle affectation.

Un arbitre qui obtient un transfert administratif ou une réaffiliation après démission personnelle est inscrit à l'actif de son nouveau club à l'issue de la troisième saison qui suit. Si le transfert s'opère moyennant l'accord de son club actuel, l'arbitre est inscrit à l'actif de son nouveau club à partir de la saison qui suit.

A condition qu'ils relèvent du cadre applicable aux arbitres à la date de leur nomination, les membres du Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou des Bureaux de l'Arbitrage ACFF restent assimilés à des arbitres tant qu'ils y remplissent leurs fonctions.

La perte de la qualité d'arbitre est notifiée par l'URBSFA à l'intéressé et au(x) club(s) intéressé(s).

2.3 FORMATION

Article B5.23
La formation des arbitres est soumise à des conditions spécifiques fixées par l'URBSFA et/ou ses ailes.

2.4 ADMISSION

Article B5.24
Pour être admis comme arbitre, tout candidat doit répondre aux conditions suivantes:

1° avoir atteint l'âge de 15 ans minimum;
2° le nouveau candidat âgé de plus de 18 ans fournit un extrait de son casier judiciaire, conformément à l'article 596, al. 2 du Code d'instruction criminelle (modèle demandé pour accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs) dont le contenu est laissé à l'appréciation du Bureau de l'Arbitrage ACFF concerné ou du Département de l'Arbitrage Voetbal Vlaanderen;
3° fournir une attestation médicale prouvant qu'il est apte physiquement;
4° le candidat âgé de plus de 60 ans fournit la preuve qu'il a subi avec succès un examen médical approfondi, y compris un électrocardiogramme à l'effort;
5° satisfaire à un examen théorique organisé par le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou le Département de l'Arbitrage ACFF;
6° être affilié à la fédération avec affectation à un club effectif. Les arbitres pour le football récréatif et le minifoot peuvent être affiliés directement à la fédération.

Après avoir entendu l'intéressé, le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou les Bureaux provinciaux Arbitrage ACFF peuvent, sur décision dûment motivée, refuser l'admission ou la réadmission d'un candidat arbitre.

Chaque candidat est, après son admission, soumis à des examens pratiques sur le terrain. Après l'évaluation des résultats de ces examens, il est soit définitivement admis en tant qu'arbitre, soit il ne sera pas fait appel à ses services puisqu'en dépit de tous les efforts d'encadrement et de formation fournis, il apparait qu'il ne dispose pas des qualités techniques et de personnalité minimales pour être arbitre.

Le candidat dont on a renoncé aux services a toutefois le droit d'être entendu par le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou le Bureau Provincial Arbitrage ACFF concerné moyennant une demande écrite adressée à cette instance dans le délai de sept jours qui suit la date de réception de la communication de la décision.

La décision susvisée est une décision administrative qui n'est pas susceptible de recours.

2.5 REFEREE AMBASSADOR

Article B5.25
Chaque club peut désigner un ou plusieurs referee ambassador(s) qui peut (peuvent) entre autres remplir les tâches suivantes au sein du club:
1° désigner des arbitres de club pour arbitrer les matches à 8 contre 8 et à 5 contre 5,
2° arbitrer, comme arbitre du club, des matches,
3° créer un climat positif entre les arbitres,
4° recruter des arbitres parmi les jeunes joueurs, les accompagner et détecter des jeunes arbitres officiels talentueux.

La désignation du referee ambassador doit être proposée par le correspondant qualifié du club au Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou au Bureau Provincial de l'Arbitrage ACFF.

Le referee ambassador est assimilé aux arbitres de la catégorie I s'il n'est pas un arbitre actif et il jouit des avantages qui sont octroyés aux arbitres (carte d'arbitre).
Il ne doit pas produire d'attestation médicale ni subir un examen médical approfondi s'il a plus de 60 ans.

Il n'est pas compté pour le calcul du nombre d'arbitres obligatoire par club.

Le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou le Bureau Provincial de l'Arbitrage ACFF évaluera annuellement les résultats que les referee ambassadors ont obtenus en ce qui concerne le recrutement de nouveaux arbitres. S'ils n'amènent pas au moins un candidat arbitre, qui réussit les examens, on peut renoncer à leur service.

2.6 PARRAINAGE

Article B5.26
Des arbitres, d'anciens arbitres ou d'anciens observateurs d'arbitres peuvent être désignés comme parrain pour faire bénéficier un arbitre débutant de leur expérience et les conseiller.

Ils sont désignés par le Département Arbitrage Voetbal Vlaanderen ou le Département de l'Arbitrage ACFF/les Bureaux Provinciaux de l'Arbitrage ACFF et ont accès au vestiaire de l'arbitre lors du match qui leur a été attribué, en présentant au club une preuve d'identité sous la forme d'une carte ou lettre écrite à cet effet.

Ils n'ont droit à aucune indemnité mais leurs frais de déplacement sont remboursés. Ils sont couverts en cas d'accident.

2.7 INDEMNITÉ

Article B5.27
Par prestation, tout arbitre a droit:
1° à une indemnité;
2° au remboursement de ses frais de déplacement.

Ces frais doivent, sauf dispositions contraires, être payés avant le match par le club visité ou organisateur.

Le club déclarant forfait pour un match déterminé supporte les frais d'arbitrage s'il n'a pas fait le nécessaire, de telle manière à ce que, en rapport avec l'organisation administrative fédérale ou ACFF/VFV, l'arbitre puisse encore être déconvoqué.

Article B5.28
Par prestation, l'arbitre a droit à une indemnité calculée en fonction de sa catégorie:

Catégorie	Indemnité (EUR)
Arbitres football professionnel	80,00
1D	60,00
2D	55,00
3D	48,00
1P, 2P	35,00
3P, 4P, 4P/OCC (cette dernière uniquement si l'arbitre dirige un match de 4P)	30,00
J, I	26,00
H	26,00 S'il dirige un match d'équipes premières, il a droit à l'indemnité qui est d'application pour la division dans laquelle il dirige le match
Matches de tournoi à durée limitée: L'indemnité pour chaque match d'un tournoi dont la durée n'excède pas la moitié de la durée réglementaire d'un match officiel de la catégorie concernée est fixée à la moitié de l'indemnité visée ci-dessus à condition que l'arbitre soit appelé à diriger au moins deux matches dans un laps de temps de quatre heures. **Match non joué:** Si l'arbitre annule le match suite: - à l'impraticabilité du terrain, il reçoit seulement la moitié de l'indemnité qui lui revient; - à la non-conformité du terrain, il reçoit son indemnité complète.	

L'indemnité des arbitres pour les matches de football G, de football de jeunes et de football féminin (inter)provincial s'élève à 26,00 EUR, quelle que soit sa catégorie.

Art. V

Dans le football récréatif, l'arbitre a droit à une indemnité en fonction du match qu'il dirige:

Type de match	Indemnité (EUR)
Football récréatif montée et descente Coupes	30,00 EUR
Réserves, Vétérans, Dames	26,00 EUR

Deux matches consécutifs le même jour et sur le même terrain:
L'arbitre ne peut obtenir qu'une seule indemnité de déplacement, mais peut obtenir deux indemnités de match.

Matches de tournoi à durée limitée:
L'indemnité pour chaque match d'un tournoi dont la durée n'excède pas la moitié de la durée réglementaire d'un match officiel de la catégorie concernée est fixée à la moitié de l'indemnité visée ci-dessus à condition que l'arbitre soit appelé à diriger au moins deux matches dans un laps de temps de quatre heures.

Match non joué:
Si l'arbitre annule le match suite:
- à l'impraticabilité du terrain, il reçoit seulement la moitié de l'indemnité qui lui revient;
- à la non-conformité du terrain, il reçoit son indemnité complète.

Article B5.29

Par prestation, l'assistant-arbitre a droit à une indemnité calculée en fonction de sa catégorie. Cette indemnité est à charge du club visité.

Relevant de	Fonction	Indemnité (EUR)	
Département Arbitrage Football Professionnel	Assistant-arbitre football professionnel	70,00 EUR	
Bureau Arbitrage ACFF/Voetbal Vlaanderen	Arbitre fonctionnant comme assistant	Suivant sa propre catégorie	
	Assistant-arbitre	1 D/Ar	52,00 EUR
		2 D/Ar	47,00 EUR
		3D/Ar	40,00 EUR
Bureau provincial Arbitrage ACFF / Voetbal Vlaanderen	Arbitre fonctionnant comme assistant	Suivant sa propre catégorie	
	Assistant-arbitre	1P/Ar,2P/Ar, 3P/Ar, 4P/Ar	26,00 EUR

Match non joué:
Si l'arbitre annule le match suite:
- à l'impraticabilité du terrain, l'assistant reçoit seulement la moitié de l'indemnité qui lui revient;
- à la non-conformité du terrain, l'assistant reçoit son indemnité complète.

L'indemnité de l'assistant-arbitre pour les matches du football récréatif s'élève à 26,00 EUR.

Article B5.30
Les frais de déplacement sont calculés selon le système de blocs approuvé par l'URBSFA.

Les frais de déplacement occasionnés lors de matches officiels du football compétitif de tous les arbitres officiellement désignés ainsi que des assistants-arbitres désignés d'office sont en principe remboursés aux clubs à raison de 90% par la fédération.

> **Art. V**
> Les frais de déplacement pour les matches officiels de football récréatif ne sont pas remboursés aux clubs par l'association.
>
> Pour le football récréatif, les frais de déplacement minimum sont calculés sur la base d'un déplacement d'1 bloc et les frais de déplacement maximum se limitent à un déplacement de 8 blocs.

Article B5.31
L'attribution des indemnités et des frais de déplacement des arbitres occasionnels en matches à 11 contre 11 est définie comme suit (montants en EUR):

situation	arbitre désigné		arbitre occasionnel	
arbitre désigné	indemnité	déplacement	indemnité	déplacement
est et reste absent	néant	néant	26,00 EUR	néant
arrive en retard (1)	13,00 EUR	oui	13,00 EUR	néant
se blesse avant le match	néant	oui	26,00 EUR	néant
se blesse pendant le match	oui	oui	néant	néant
pas de désignation			26,00 EUR	néant
absent et match remis			néant	néant

(1) L'arbitre arrivant en retard doit reprendre la gestion de la rencontre

Article B5.32
Les arbitres pour les matches de jeunes qui ne jouent pas à 11 contre 11 ou pour les matches de jeunes de sélections provinciales n'ont pas droit aux indemnités réglementaires s'ils sont désignés par le club visité.

Article B5.33
A l'occasion de chaque match de compétition officielle (championnat et Coupe de Belgique), les deux clubs des divisions supérieures du football amateur doivent faire remplir par un de leurs membres le formulaire « Cotation des arbitres ».

Ce formulaire doit être introduit selon les modalités communiquées en début de saison et dans les quarante-huit heures suivant le match, sous peine d'une amende de 4,00 EUR à 10,00 EUR en fonction du retard.

2.8 RESPONSABILITÉ

Article B5.34
Les obligations de l'arbitre en relation avec l'arbitrage de matches sont des obligations de moyens qui sont exécutées au mieux de ses capacités.

Sauf en cas de faute intentionnelle, de dol ou d'atteinte à l'intégrité physique d'une personne, les arbitres ne sont pas extra-contractuellement responsables des dommages qu'ils causent dans l'exercice de leur fonction.


Cette disposition est limitée aux réclamations extracontractuelles de tiers et n'affecte pas la responsabilité contractuelle et disciplinaire de l'arbitre à l'égard de la fédération.

3 OFFICIELS D'ÉQUIPE

3.1 STAFF TECHNIQUE

Article B5.35
Par division, chaque club s'assure les services d'entraîneurs qui répondent aux conditions prévues pour le football professionnel et pour le football amateur.

3.2 INCOMPATIBILITÉS

Article B5.36
Il est interdit à un joueur de s'engager comme entraîneur s'il n'est pas libre de toute obligation en tant que joueur vis-à-vis d'un autre club sauf autorisation écrite de ce dernier.


Art. V
Dans le football récréatif, un joueur peut conclure un accord en tant qu'entraîneur avec un club, qu'il ait ou non encore des obligations en tant que joueur envers un autre club et sans avoir besoin d'une autorisation écrite.

Article B5.37
L'affectation à un club effectif est suspendue dès l'enregistrement de l'intéressé comme affilié non affecté.

Un entraîneur affilié non-affecté dont le contrat a pris fin peut obtenir sa requalification comme joueur en introduisant une demande d'affiliation à cette fin auprès de l'URBSFA.

L'URBSFA fixe la date à laquelle la requalification prend cours.

Article B5.38
Un entraîneur peut, moyennant l'autorisation écrite de son club, entraîner dans un autre club.

Art. V
Dans le football récréatif, un entraîneur peut être entraîneur dans un autre club sans l'autorisation écrite de son club.

Article B5.39
La personne renseignée en tant qu'entraîneur sur la feuille de match ne peut pas remplir de fonctions officielles sur le terrain.

3.3 FORMATION

Article B5.40
La formation des entraîneurs est soumise à des conditions spécifiques fixées par l'URBSFA et/ou ses ailes, conformément à ce qui est prévu ci-dessous.

Article B5.41
L'URBSFA organise les formations suivantes:
1° le diplôme UEFA-PRO d'entraîneur professionnel;
2° le brevet de RTFJ Elite (niveau 3);
3° le diplôme UEFA A Goalkeeping (= brevet d'entraîneur de gardiens seniors dans des clubs professionnels (niveau III)).

Art. A/V
Les ailes déterminent l'offre des formations organisées par:
1° la VTS (Vlaamse trainersschool) en collaboration avec Voetbal Vlaanderen;
2° Voetbal Vlaanderen;
3° l'ACFF, en collaboration avec l'Administration générale du sport (Adeps);
4° l'ACFF.

Art. A
Un candidat peut s'inscrire à une formation dès 16 ans accomplis, mais il ne pourra être homologué qu'à ses 18 ans accomplis.

Art. V
Pour être admis aux cours, le candidat doit atteindre l'âge de 16 ans au moins dans le courant de l'année calendrier dans laquelle le cours commence.

Art. A
Les formations suivantes sont organisées:

1° Par l'ACFF en collaboration avec l'Administration générale du sport (Adeps):
- le diplôme "Animateur UEFA C";
- le brevet "Initiateur – brevet B";
- le diplôme "Educateur – UEFA B";
- le diplôme "Entraîneur – UEFA A";
- le diplôme "Entraîneur – UEFA A elite youth";
- l'attestation "réanimation de base et défibrillation externe automatisée".

2° Par l'ACFF:
- le brevet de formateur de jeunes gardiens (niveau I);
- le brevet d'entraîneur de gardiens seniors (niveau II);
- le diplôme "UEFA B Goalkeeper";
- le brevet de RTFJ Amateur (niveau I);
- l'attestation "détecteur de talent";
- le brevet analyse vidéo (formation de base);
- l'attestation Mentorat;
- l'attestation Tutorat;
- l'attestation MultiskillZ For Foot;
- l'attestation "Aspirant 16H.

Art. V

Les formations suivantes sont organisées:

1° Par VTS (Vlaamse trainersschool) en collaboration avec Voetbal Vlaanderen
- l'attestation S2C (Leaders course)
- le diplôme UEFA C (Initiateur Football)
- le diplôme UEFA C (Initiateur Football G)
- le diplôme UEFA C (Initiateur indoor)
- le diplôme Instructeur Football
- le diplôme Instructeur Football indoor
- le diplôme UEFA-B (Entraîneur B Football)
- le diplôme UEFA-B futsal (Entraîneur B futsal)
- le diplôme UEFA-A (Entraîneur A Football Seniors)
- le diplôme UEFA-A Elite jeunes (Entraîneur A Football Elite jeunes)

2° Par Voetbal Vlaanderen
- les attestations coordinateur des jeunes, RTFJ 1 et RTFJ 2
- les attestations Coach physique 1 et 2, le diplôme UEFA Fitness B
- les attestations analyse video 1 et 2
- les attestations d'entraîneur de gardien 1 et 2, le diplôme UEFA GK B
- les attestations Talentscout 1 et 2
- l'attestation Scout de match 1
- les attestations Coaching mental 1 et 2
- l'attestation Football Sécurisé (premiers secours et réanimation)
- les attestations Entraîneur en prévention de blessures 1 et 2
- l'attestation MultiskillZ For Foot
- l'attestation Mentor entraîneur de football 1
- l'attestation d'entraîneur technique

Article B5.42

Les conditions d'admission spécifiques aux différentes formations et les conditions de réussite sont fixées dans le plan de formation des différents organisateurs (URBSFA/ACFF/Voetbal Vlaanderen/VTS) ainsi que la convention "coach éducation" de l'UEFA.

Article B5.43

Art. A

Les diplômes sont reconnus par l'UEFA et peuvent donc être valorisés dans tous les pays membres de la convention UEFA de reconnaissance mutuelle des qualifications en matière de coaching.

Art. V

Les diplômes ou les attestations sont reconnues par l'UEFA et peuvent donc être valorisés dans tous les pays membres de la convention UEFA de reconnaissance mutuelle des qualifications en matière de coaching. Les brevets ne sont reconnus qu'en Belgique.

Article B5.44

Les diplômes et attestations suivants peuvent être assimilés:

1° les diplômes "Entraîneur" ou "Entraîneur-coach" délivrés en fin de troisième année des anciens systèmes de formation de l'Ecole Fédérale des Entraîneurs sont équivalents au diplôme UEFA-A.

2° les diplômes Moniteur ou Entraîneur adjoint délivrés en fin de deuxième année des anciens systèmes de formation de l'Ecole Fédérale des Entraîneurs sont équivalents au brevet A. Les détenteurs du brevet A ou équivalent sont assimilés à la 1ère année du cycle UEFA A.

3° les diplômes Initiateur ou Entraîneur des Jeunes délivrés en fin de première année des anciens systèmes de formation de l'Ecole Fédérale des Entraîneurs sont équivalents au diplôme UEFA-B.

4° le diplôme UEFA-B, le diplôme UEFA-A et le diplôme UEFA-PRO obtenus dans une école fédérale étrangère dont la formation est officiellement reconnue par l'UEFA sont équivalents à ceux de l'Ecole Fédérale des Entraîneurs belge.

5° les diplômes d'entraîneurs ADEPS/VTS/Voetbal Vlaanderen obtenus dans l'ancien système de formation peuvent être assimilés aux diplômes et brevets actuels. Les modalités prévues à cet égard sont reprises dans les règles d'assimilation de l'ACFF/VTS/Voetbal Vlaanderen et l'URBSFA.

Article B5.45

Une licence d'entraîneur de l'UEFA est valable pour une période de 3 ans et expire au plus tard le 31 décembre de l'année d'expiration.

Toute licence d'entraîneur de l'UEFA est renouvelée pour une période de 3 ans si le titulaire a suivi un cours de recyclage (15 points de licence = 30 heures) auprès de la fédération (URBSFA/Voetbal Vlaanderen/ACFF) pour le niveau de la licence (UEFA B, A ou PRO) ou s'il suit un cours d'entraîneur d'un niveau supérieur (p.ex. le titulaire d'une licence UEFA-A suit avec succès le cours UEFA PRO).

Une licence d'entraîneur de l'UEFA donne à son titulaire le droit d'être employé pour entraîner une équipe représentative d'une association membre de l'UEFA ou une équipe spécifique d'un club de football affilié à une association membre de l'UEFA. À l'expiration de cette licence d'entraîneur, son titulaire perd ce droit et doit assister à un cours de recyclage organisé par une fédération UEFA (membre de la convention de coaching de l'UEFA) afin de pouvoir renouveler sa licence.

Une licence d'entraîneur de l'UEFA est valable à la condition que son titulaire se conforme aux statuts, règlements, directives et décisions de l'UEFA et de la fédération.

TITRE 6
MATCHES



association des clubs francophones de football

VOETBAL VLAANDEREN

Pro League

TABLE DES MATIÈRES

..... 1

1 Lois du jeu du football 4

2 Infrastructures 4

2.1 Aire de jeu et son aménagement 4

2.2 Terrain non conforme 9

2.3 Terrain impraticable 10

2.4 Zones spéciales 13

2.5 Vestiaires 15

2.6 Éclairage 15

2.7 Utilisation des terrains 17

2.8 Vérification des terrains et installations 17

3 Ballon et autre matériel 18

4 Intégrité, ordre et sécurité 19

4.1 Généralités 19

4.2 Sécurité 20

4.3 Feuille de route pour l'arbitre 21

4.4 Match à HUIS CLOS 23

5 Joueurs et leur équipement 23

5.1 Nombre de joueurs 23

5.2 Joueurs de remplacement 24

5.3 Capitaine 30

5.4 Equipement 30

6 Arbitres 32

6.1 Compétence 32

6.2 Désignation arbitre 32

6.3 Désignation assistants-arbitres 32

6.4 Absence et remplacement 33

6.5 Equipement 35

7 Personnes et leurs zones sur le terrain 35

7.1 Officiels au terrain 35

7.2 Staff technique 36

7.3 Zone neutre et zone technique 36

8 Feuille de match 37

8.1 A Compléter obligatoirement 37

8.2 Avant le début du match 37

8.3 A l'issue du match 38

9 Rapport d'arbitre 39
10 Identification des joueurs et permis unique 40
10.1 Identification 40
10.2 Single permit 40
10.3 Document officiel d'identité 40
10.4 Vérification de l'identité 41
10.5 Absence d'un document officiel d'identité 41
10.6 Dispensation 41
10.7 Inscriptions obligatoires sur la feuille de match 41
11 Durée des matches et début et reprise du jeu 43
12 Particularités pour les formules de compétition 8/8 et 5/5 47
13 Réclamations concernant le match 48
13.1 Surface de jeu non conforme 48
13.2 Réclamation relative à la durée du match 48
13.3 Réclamation relative à la gestion d'un match 49
13.4 Réclamation ou appel visant une erreur de l'arbitre dans l'appréciation d'un fait 50
13.5 Réclamation ou appel visant une erreur de l'arbitre dans l'application des lois du jeu 50
14 Matches amicaux - tournois 51
14.1 Généralités 51
14.2 Matches amicaux 51
14.3 Tournois 53
15 Matches internationaux et matches de sélection des équipes masculines 54
16 Matches internationaux et matches de sélection des équipes féminines 56
17 Titres d'accès 58

Article B6.1
Ce document comprend les dispositions ayant trait à l'organisation et au déroulement d'un match de football, en ce y compris les lois du jeu.

1 LOIS DU JEU DU FOOTBALL

Article B6.2
Les lois du jeu sont en vigueur dans les matches organisés par la fédération et ses clubs et font intégralement partie de ce règlement.

> Les lois du jeu sont mises à disposition sur le site web de l'URBSFA. Les compléments aux Lois du Jeu, qui sont mis à la disposition des arbitres à titre informatif, ne font pas partie des lois du jeu du football.

Article B6.3
Sauf stipulation contraire, les lois du jeu sont également valables pour les matches non 11/11.

2 INFRASTRUCTURES

2.1 AIRE DE JEU ET SON AMÉNAGEMENT

Article B6.4
Les matches se jouent sur une aire de jeu qui correspond aux règles de football applicables.

Article B6.5
Les matches peuvent être joués sur des surfaces entièrement naturelles, des surfaces entièrement synthétiques ou des surfaces comportant un mélange intégré de surface artificielle et naturelle (système hybride) sans préjudice d'autres exigences éventuellement applicables.

La couleur des surfaces synthétiques est verte.

Pour le football professionnel, des exigences supplémentaires peuvent être imposées aux aires de jeu entièrement ou partiellement synthétiques pour les matches du championnat de football professionnel 1A.

> **Art. P**
> Les aires de jeu entièrement ou partiellement synthétiques qui répondent aux normes fixées par la FIFA et, pour les matches de championnat du football professionnel 1A, aux normes supplémentaires fixées par la Pro League, peuvent être utilisées sans la moindre restriction dans tous les matches.
>
> Les normes supplémentaires fixées pour le football professionnel sont:

1° L'aire de jeu entièrement ou partiellement synthétique satisfait aux conditions UEFA de participation aux compétitions européennes en ce qui concerne les terrains synthétiques
2° Annuellement et ce, avant le début de la compétition, le club présente à l'URBSFA, la licence FIFA remise par un laboratoire agréé par la FIFA et ne datant pas de plus de douze mois.
3° En plus, le club visiteur a, s'il le souhaite, le droit d'organiser sur cette aire de jeu deux séances d'entraînement de deux heures dans la semaine précédant le match de compétition. Ces entrainements sont organisés en commun accord entre les clubs. S'il n'y a pas de commun accord, ces entraînements se dérouleront respectivement quatre et deux jours avant le match, entre 14.00 et 16.00 heures.

Ces normes peuvent être adaptées annuellement.

Art. A/V
Les aires de jeu entièrement ou partiellement synthétiques qui répondent aux normes fixées par la FIFA peuvent être utilisées sans la moindre restriction dans tous les matches.

Les aires de jeu déjà homologuées aménagées en un sol stabilisé peuvent continuer à être utilisées.

Article B6.6
L'aire de jeu doit être rectangulaire et délimitée par des lignes continues qui ne doivent pas être dangereuses; il est possible d'utiliser un matériau de surface artificiel pour le marquage du terrain sur les terrains naturels si cela n'est pas dangereux. Ces lignes font partie intégrante des surfaces qu'elles délimitent.

Seules les lignes énoncées au présent chapitre peuvent être marquées sur l'aire de jeu. Par dérogation, d'autres lignes sont autorisées sur une aire de jeu à revêtement artificiel sous réserve qu'elles soient de couleur différente et clairement différentiables des lignes utilisées pour le football à 11 contre 11.

Les deux lignes de délimitation les plus longues sont les lignes de touche. Les deux plus courtes sont les lignes de but. Le terrain est divisé en deux moitiés par la ligne médiane qui joint le milieu des lignes de touche.

Toutes les lignes doivent avoir la même largeur et ne pas dépasser 12 cm. La ligne de but doit avoir la même largeur que les poteaux et la barre transversale.

Article B6.7
Tout obstacle se trouvant sur l'aire de jeu ou à moins de trois mètres des limites extérieures de celle-ci est défendu.

Pour les terrains des clubs du football récréatif et au sein du football régional des jeunes cette distance est de 1,5 mètres.

Les pistes d'athlétisme ne constituent pas des obstacles.

Cette zone de minimum trois mètres de largeur est dénommée zone neutre.

La zone neutre doit être entourée d'une clôture ou main courante. La clôture ou main courante doit avoir un mètre de hauteur au moins avec une tolérance de 15 cm vers le bas.

Tous les obstacles possibles, qui surplombent l'aire de jeu ne sont autorisés que s'ils se trouvent au moins 15 mètres au-dessus de celle-ci. Dans la zone qui s'étend à une ligne perpendiculaire imaginaire à 3 mètres des lignes extérieures de l'aire du jeu, il ne peut y avoir aucun obstacle à moins de 3 mètres de hauteur.

Cette règle ne s'applique pas aux accommodations du football récréatif en usage le 01.07.2018.

Article B6.8
Des exigences peuvent être imposées pour l'arrosage des aires de jeu à l'occasion des matches officiels du football professionnel et des matches de la Coupe de Belgique Messieurs à partir des 16èmes de finale.

> **Art. P**
> Si le club jouant à domicile n'a pas de système d'arrosage automatique, cette règle est sans effet.
> L'arrosage de la pelouse doit être uniforme, et ne pas concerner uniquement certaines parties du terrain.
>
> En principe, l'arrosage de la pelouse doit être terminé 60 minutes avant le coup d'envoi. Toutefois, sur décision du club jouant à domicile, l'arrosage peut également avoir lieu après ce délai, à condition qu'il se déroule entre 10 et 5 minutes avant le coup d'envoi et/ou durant la mi-temps (l'arrosage ne doit pas dépasser 5 minutes).
>
> L'arbitre peut demander des modifications de cet horaire.

Article B6.9
L'aire de jeu et la zone neutre doivent présenter une surface plane, c'est-à-dire ne comportant ni creux ni monticule brusque.

Article B6.10
En fonction de la division, l'aire de jeu pour les matches à 11 contre 11 répond aux conditions suivantes:

Division	Dimensions (m)		Tolérances *1 m longueur/largeur * 25 cm surface de but et de réparation * 5 cm buts	Déclivité max.
	Longueur	Largeur		
football professionnel équipes premières	100-105	64-68	Aucune	2%
Autres divisions supérieures équipes premières Messieurs	100-105	64-68 (1) (2) (3)	Oui	2%
Dispositions pour les championnats ACFF équipes premières Messieurs	100-105	64-68 (1) (2)		
Super League du Football Féminin	100-105	64-68 (1) (2)	Oui	2%

Toutes les autres équipes de seniors et de jeunes, tenant compte des exceptions possibles mentionnées ci-après	100-110	55-75	Oui	2% (4)
EXCEPTIONS	Min. 90	Min. 45	Oui	3%
Réserves seniors d'un certain âgé				
Dames provinciales équipes premières				
Jeunes régionaux				
Jeunes féminines				
Football récréatif				

(1) Si ceci est matériellement impossible, à déterminer lors de la vérification d'un terrain par l'instance compétente, la largeur minimale de 60 mètres (qui est calculée avec une marge de tolérance telle que visée ci-dessus) peut être maintenue pour les clubs:
- des divisions 1, 2 et 3 ACFF ;
- des divisions 2 et 3 VV et pour la Super League du Football féminin.

(2) Pour les clubs qui montent de division 1 provinciale en division 3 ACFF/VV ou de division 1 féminine en Super League du Football féminin, une période transitoire de deux saisons est accordée pour satisfaire aux dimensions du terrain.
Si ceci est matériellement impossible: voir (1)
Si ceci est possible et si, à l'issue de cette période transitoire, les conditions ne sont toujours pas remplies, ces clubs seront obligés de redescendre vers la série la plus élevée de leur province ou vers la division 1 féminine lors de la saison suivante.

(3) Pour les clubs qui montent vers la division 1 VV et qui doivent posséder la licence de club amateur flamand du plus haut niveau.

(4) si les aires de jeu existantes ont une déclivité plus élevée, celle-ci peut être maintenue.

Article B6.11

Seules les lignes suivantes peuvent être marquées:

1° les lignes de touche et les lignes de but répondent aux dimensions stipulées ci-dessus;
2° le point central est marqué au milieu de la ligne médiane. Autour de ce point est tracé un cercle de 9,15 m de rayon;
3° deux lignes sont tracées perpendiculairement à la ligne de but, à 5,50 m de l'intérieur de chaque poteau du but. Ces deux lignes avancent sur le terrain sur 5,50 m et sont réunies par une ligne tracée parallèlement à la ligne de but. L'espace délimité par ces lignes et la ligne de but est appelé surface de but;
4° deux lignes sont tracées perpendiculairement à la ligne de but, à 16,5 m de l'intérieur de chaque poteau du but. Ces deux lignes avancent sur le terrain sur 16,5 m et sont réunies par une ligne tracée parallèlement à la ligne de but. L'espace délimité par ces lignes et la ligne de but est appelé surface de réparation;
5° à l'intérieur de chaque surface de réparation est marqué le point de penalty (point de réparation), à 11 m du milieu de la ligne de but et à équidistance de chacun des poteaux du but;
6° à l'extérieur de chaque surface de réparation est tracé un arc de cercle de 9,15 m de rayon ayant pour centre le point de réparation;
7° un quart de cercle de 1 m de rayon à partir du poteau de corner est tracé à l'intérieur du terrain. L'espace délimité par ces lignes est appelé surface de coin;
8° A l'extérieur de la surface de jeu, à 9,15 mètres du quart de cercle du point de corner, une marque d'une longueur de 30 cm peut être tracée perpendiculairement sur la ligne de but et la ligne de touche.

Article B6.12
Les buts sont placés au centre de chaque ligne de but et fermement fixés au sol. Ils sont constitués de deux poteaux verticaux s'élevant à égale distance des drapeaux de coin et reliés en leur sommet par une barre transversale. Les poteaux et la barre transversale doivent être en matière agréée. Ils doivent être de forme carrée, rectangulaire, circulaire ou elliptique et ne doivent en aucun cas présenter un danger.

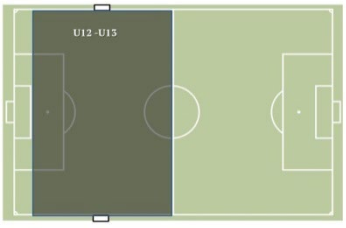
La distance séparant l'intérieur des deux poteaux est de 7,32 m et le bord inférieur de la barre transversale se situe à 2,44 m du sol.

Les poteaux et la barre doivent être de couleur blanche et avoir la même largeur et la même épaisseur, lesquelles ne doivent pas excéder 12 cm.

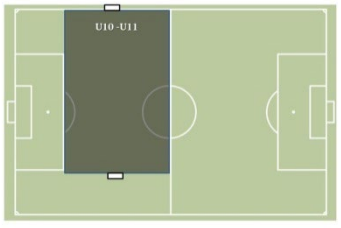
Des filets sont attachés aux buts et au sol derrière le but. Ils doivent être convenablement soutenus afin de ne pas gêner le gardien de but.

Article B6.13
À chaque coin du terrain, doit être planté un drapeau avec une hampe non pointue s'élevant au moins à 1,50 m du sol. Des drapeaux similaires peuvent être plantés à chaque extrémité de la ligne médiane, à au moins 1 m de la ligne de touche, à l'extérieur du terrain.

Article B6.14
Les matches à 8 contre 8 sont disputés sur une partie de la surface d'un demi-terrain normal, dans le sens de la largeur. Les délimitations sont formées par:
1° Pour les U12 et U13: la ligne médiane et celle de la surface de but, sur toute la largeur du terrain.
2° Pour les U10 et U11: la ligne médiane et la surface de réparation, depuis la ligne de touche jusqu'au prolongement opposé de la surface de réparation.



U12-U13



U10-U11

Ils peuvent aussi se disputer sur des terrains de football agréés par l'URBSFA aménagés pour les susdits matches.
Les dimensions peuvent varier entre:
1° U12 et U13: longueur: 50 à 60 mètres; largeur: 40 à 45 mètres;
2° U10 et U11: longueur: 40 à 50 mètres, largeur: 30 à 35 mètres.

Article B6.15
Les matches à 5 contre 5 sont disputés sur une partie de la surface de jeu normale, avec comme dimensions 35 mètres sur 25 mètres.

Ils peuvent aussi se disputer sur des terrains de football agréés par l'URBSFA aménagés pour les susdits matches, dont les dimensions sont de 35 mètres sur 25 mètres.

Article B6.16
L'aire de jeu et les buts pour les matches à 8 contre 8 ou à 5 contre 5 répondent aux exigences supplémentaires suivantes:

1° la dimension intérieure des buts est de 5 x 2 mètres. Les buts doivent être solidement ancrés dans le sol;
2° l'épaisseur des piquets de but doit être au minimum de 7,5 centimètres;
3° la surface de but est une zone fictive dans un rayon de 8 mètres à partir du centre du but;
4° il n'y a pas de surface de réparation ou de surface de coin;
5° si la surface de jeu est formée sur une partie d'une surface de jeu normale, le marquage existant reste valable autant que faire se peut et est d'application. Les autres marquages se font soit à l'aide de petits cônes (cônes ou disques marqueurs), soit par le traçage d'une étroite ligne à l'aide de sable blanc ou d'autres produits de marquage homologués;
6° La zone neutre peut consister en un espace autour de l'aire de jeu, libre d'obstacles, afin de garantir suffisamment de sécurité à l'arbitre, aux joueurs et aux officiels.

Article B6.17
L'aire de jeu et les buts pour les matches à 3 contre 3 ou à 2 contre 2 répondent aux exigences fixées par l'ACFF et/ou Voetbal Vlaanderen.

Article B6.18
Durant un match, l'accès à la zone neutre et à la zone de protection est interdit aux personnes non qualifiées. Les personnes qualifiées sont autorisées en dehors de la surface de jeu du terrain.

2.2 TERRAIN NON CONFORME

Article B6.19
Une surface de jeu est non conforme quand:

1° un obstacle se trouve sur la surface de jeu ou dans la zone neutre, sauf si celui-ci se trouve à une distance de 3 mètres de la surface de jeu ou de 1,5 mètre pour le football régional de jeunes et le football récréatif;
2° les lignes de but, les lignes de touche, la ligne médiane, les surfaces de but, les surfaces de réparation, les surfaces de corner ou le rond central ne sont pas marqués ou si les points dans lesdites surfaces ne sont pas indiqués;
3° les lignes consistent en rigoles;
4° les buts ou les filets de but manquent, ou sont endommagés et ne peuvent pas être réparés;
5° un ou plusieurs drapeaux de coin font défaut au début de la rencontre.

Article B6.20
Un match ne peut être joué sur un terrain non conforme.

Si des réparations immédiates sont possibles, l'arbitre y fait procéder, sans que ces réparations puissent retarder le coup d'envoi du match. Dans d'autres cas, le club visité sera considéré comme déclarant forfait (Titre 15, Chapitre 5) pour autant que l'instance compétente le décide.

Les constatations de l'arbitre, les observations présentées par le capitaine ou le délégué du club visiteur et l'énumération des réparations éventuellement effectuées sont consignées par l'arbitre sur la feuille de match.

En cas de doute ou à la demande du capitaine ou du délégué de l'équipe visiteuse, l'arbitre procédera au mesurage de la surface de jeu et des buts. Le club visité livre le matériel de mesure pour ce faire. Les résultats de ce mesurage seront notés par l'arbitre sur la feuille de match, sans que cela n'empêche le déroulement de la rencontre.

Quand une surface de jeu est déclarée non conforme, la rencontre ne peut être jouée sur une autre surface.

 Sans préjudice de la situation de forfait prévue ci-dessus, une instance compétente peut décider des mesures à prendre à l'égard du club visité en raison de sa négligence.

2.3 TERRAIN IMPRATICABLE

Article B6.21
Une surface de jeu impraticable est une surface qui, de l'avis de l'arbitre et suite à des conditions climatiques ne peut pas être employée. Chaque club veille à rendre sa surface de jeu praticable pour tout match.

Article B6.22
Sauf en cas de remise décidée à l'avance par l'instance compétente, seul l'arbitre peut décider la remise ou l'arrêt d'un match pour impraticabilité de la surface de jeu suite aux intempéries.

Les autres règles relatives à l'impraticabilité de la surface de jeu sont exposées ci-dessous.

>  **Art. P**
> Si pour cause d'impraticabilité de la surface de jeu, constatée par l'arbitre, un match ne peut pas avoir lieu ou est arrêté, ce match doit être poursuivi à partir de la minute à laquelle l'arrêt est intervenu et avec le score du match au moment de l'arrêt.
>
> La période restante du match doit être disputée selon les principes suivants:
>
> a) La feuille de match peut contenir les joueurs qualifiés pour jouer qui étaient inscrits sur la « Squad size limit » au moment où le match a été arrêté, indépendamment du fait qu'ils figuraient ou non sur la feuille de match initiale, à l'exception des joueurs remplacés ou expulsés lors du match arrêté ainsi que des joueurs suspendus pour le match arrêté. Les joueurs qui étaient sur le terrain au moment de l'arrêt du match ne peuvent pas figurer sur la feuille de match en tant que remplaçants lors de la reprise du match.

b) Les sanctions imposées avant que le match soit arrêté restent valables pour la période restante du match.

c) Les cartes jaunes imposées avant que le match soit arrêté ne sont pas reportées dans d'autres matches avant que le match arrêté ait été achevé.

d) Les joueurs et les officiels de l'équipe expulsés au cours du match arrêté ne peuvent pas être remplacés et le nombre de joueurs figurant dans la formation de base reste identique à la formation sur le terrain au moment de l'arrêt du match.

e) Les joueurs et les officiels de l'équipe qui, après le match arrêté, ont été suspendus pour un match peuvent figurer sur la feuille de match.

f) Les équipes peuvent procéder uniquement au nombre de remplacements et moments de remplacement auquel elles avaient encore droit au moment de l'arrêt du match.

g) Le nombre maximum de remplaçants autorisés peut être placé sur la feuille de match.

h) Le match doit reprendre à l'endroit où le match a été arrêté (p. ex. coup franc, remise de touche, dégagement aux six mètres, corner, penalty, etc.). Si le match a été arrêté au cours du déroulement normal du jeu, la reprise de la rencontre doit avoir lieu par une balle à terre à l'endroit où le match a été arrêté.

Art. P

Les dispositions suivantes s'appliquent aux matches de l'équipe première des clubs du football professionnel:

1° Si une journée de division 1A ou 1B ne peut pas avoir lieu partiellement ou intégralement à cause des conditions climatiques générales et/ou de l'impraticabilité des surfaces de jeu, cette journée est partiellement ou intégralement reportée par le Manager du Calendrier Pro League à la première date disponible pour les clubs en question.
2° Si pour cause d'impraticabilité de la surface de jeu, constatée par l'arbitre, un match ne peut pas avoir lieu ou est arrêté, ce match est joué ou se termine le premier jour calendrier suivant ou à une autre date déterminée par le Manager du Calendrier Pro League. Il prend une décision dans les plus brefs délais après consultation des clubs concernés et de l'autorité locale. Cette décision est définitive et sans recours.

Le club ne doit jamais se justifier devant l'instance compétente des mesures qui ont été prises pour rendre praticable le terrain. Des sanctions internes peuvent être infligées par la Pro League au club visité.

Art. A/V

En cas de remise ou d'arrêt d'un match pour impraticabilité, le club peut être tenu de se justifier devant l'instance compétente. Celle-ci apprécie souverainement si les dispositions prises par le club représentent réellement le maximum de ce qui pouvait être fait et elle pénalise chaque manquement par des amendes.

Art. A/V

L'arbitre doit décider de la remise ou de l'arrêt d'un match joué sur terrain synthétique si:

1° la neige couvre le terrain synthétique, ce qui fait qu'il est interdit de s'en servir selon les conditions d'emploi du fabricant, à produire à l'arbitre.
2° si la température atteinte est plus basse que celle qui est autorisée par les conditions d'emploi du terrain synthétique, à produire à l'arbitre.

Art. A/V
Si l'arbitre décide que la surface de jeu est impraticable, le club visité peut faire jouer le match sur une de ses autres surfaces de jeu agréée par la fédération, si celle-ci est située dans un rayon de 5 kilomètres de cette surface de jeu impraticable et pour autant qu'elle ne nécessite pas le port d'autres chaussures spécifiques.

Si les conditions climatiques menacent de dégrader la surface du jeu du terrain principal et, dès lors, de perturber le déroulement du match de l'équipe première programmé dans ses installations durant le week-end, le club visité peut décider unilatéralement de jouer les matches des autres catégories sur une de ses surfaces de jeu annexes, agréée par la fédération et située dans un rayon de cinq kilomètres de la surface de jeu impraticable.

Si cette surface de jeu est pourvue d'un revêtement artificiel, le club visiteur n'est pas obligé d'accepter cette modification.

Si les conditions climatiques menacent de dégrader la surface de jeu du terrain principal et, dès lors, de perturber le déroulement du prochain match de l'équipe première programmé dans ses installations, l'instance compétente peut décider unilatéralement de jouer le match de l'équipe première d'un club amateur sur une des surfaces de jeu du club visité, agréée pour la catégorie concernée par la fédération. Elle devra prévenir les clubs concernés de cet éventuel changement au plus tard 3 heures avant le match pour les championnats provinciaux et au plus tard 6 heures avant le match pour les championnats des divisions 2 et 3 ACFF et des jeunes interprovinciaux.

Si le match est néanmoins remis ou reporté, le club devra proposer, sous peine de forfait, un terrain homologué pour la date fixée par l'instance compétente.

Art. A/V
Les dispositions suivantes s'appliquent aux matches de l'équipe première du football amateur:

1° Si une journée ne peut pas avoir lieu partiellement ou intégralement à cause des conditions climatiques générales et/ou de l'impraticabilité des surfaces de jeu, cette journée est partiellement ou intégralement reportée par l'instance compétente à la première date disponible pour les clubs en question.
2° Si pour cause d'impraticabilité de la surface de jeu, constatée par l'arbitre, un match ne peut pas avoir lieu ou est arrêté, ce match est entièrement rejoué à une autre date déterminée par l'instance compétente. Elle prend une décision dans les plus brefs délais après consultation des clubs concernés et de l'autorité locale. Cette décision est définitive et sans recours.

Si, pour les matches des équipes de Super League, un arbitre décide en raison de l'impraticabilité de la surface de jeu que le match:

1° ne peut pas être entamé: ce match doit être joué plus tard à une date à fixer par l'instance compétente lors de sa première audience qui suit le date où le match devait être joué.
2° est arrêté: il appartient à l'instance compétente de décider, dans l'audience la plus proche possible:
- si le score du match, connu au moment de son arrêt, est maintenu définitivement;
- si le match doit être poursuivi à partir de la minute à laquelle l'arrêt est intervenu et avec le score du match au moment de l'arrêt. Dans ce cas, la période restante du match doit être disputée selon les principes suivants:
    - La feuille de match peut contenir des joueuses qui étaient qualifiées au moment où le match a été arrêté, indépendamment du fait qu'elles figuraient ou non sur la feuille de match initiale, à l'exception des joueuses remplacées ou expulsées lors du match arrêté ainsi que des joueuses suspendues pour le match arrêté. Les joueuses qui étaient sur le terrain au moment de l'arrêt du match ne peuvent pas figurer sur la feuille de match en tant que remplaçantes lors de la reprise du match.
    - Les sanctions imposées avant que le match soit arrêté restent valables pour la période restante du match.
    - Les cartes jaunes imposées avant que le match soit arrêté ne sont pas reportées dans d'autres matches avant que le match arrêté ait été achevé.
    - Les joueuses et les officiels de l'équipe exclus au cours du match arrêté ne peuvent pas être remplacés et le nombre de joueuses figurant dans la formation de base reste identique à la formation sur le terrain au moment de l'arrêt du match.
    - Les joueuses et les officiels de l'équipe qui, après le match arrêté, ont été suspendus pour un match, peuvent figurer sur la feuille de match.
    - Les équipes peuvent procéder uniquement au nombre de remplacements et moments de remplacement auquel elles avaient encore droit au moment de l'arrêt du match.
    - Le nombre maximum de remplaçantes autorisées peut être placé sur la feuille de match.
    - Le match doit reprendre à l'endroit où le match a été arrêté (p. ex. coup franc, remise de touche, dégagement aux six mètres, corner, penalty, etc.). Si le match a été arrêté au cours du déroulement normal du jeu, la reprise de la rencontre doit avoir lieu par une balle à terre à l'endroit où le match a été arrêté.

- si le match doit être rejoué ab initio.

2.4 ZONES SPÉCIALES

Article B6.23
Sur le terrain, des zones spéciales sont d'application si les règlements le prescrivent.

Les zones spéciales suivantes peuvent se trouver sur le terrain:
1° une zone neutre;
2° une zone de protection;
3° des emplacements pour les joueurs de remplacement;
4° une zone technique;

5° des places pour photographes.

Article B6.24
L'aire de jeu doit être entourée d'une zone neutre entourée d'une clôture ou main courante

Pour les clubs jouant dans le football professionnel 1A, des exigences supplémentaires pour la zone neutre peuvent s'appliquer.

> **Art. P**
> Sauf disposition légale contraire pour les clubs qui évoluent en football professionnel 1A, la zone neutre doit être clôturée par un grillage efficace qui assure, selon les normes de l'UEFA, la sécurité des arbitres, joueurs et officiels.

Article B6.25
En ce qui concerne les terrains d'équipes premières, à l'exception de ceux des équipes provinciales féminines et du football récréatif, la protection des arbitres et des joueurs visiteurs doit être assurée par la création d'une zone de trois mètres de largeur au moins, établie de façon à n'en pas permettre l'accès au public, entre les vestiaires et le terrain de jeu proprement dit. Cette zone est appelée zone de protection.
Cette zone peut être moins large si elle est de nature à protéger efficacement les arbitres et les joueurs.

Pour les autres aires de jeu et à l'occasion de matches amicaux, le club visité prend les dispositions nécessaires afin de permettre aux arbitres, joueurs et officiels de se rendre sur le terrain et de regagner les vestiaires sans danger.

Pour l'application de la portée des suspensions cette zone est considérée comme zone neutre.

Article B6.26
Sur les terrains sur lesquels se disputent les matches d'équipes premières, des emplacements exclusivement réservés aux joueurs de remplacement et au staff technique et médical des deux équipes en présence se situent aux abords immédiats de la ligne médiane de la surface de jeu. L'aménagement de ces emplacements doit être identique pour les deux équipes. Ils sont établis, séparés 5 mètres l'un de l'autre.

Pour les clubs du football récréatif, il n'y a pas d'obligations concernant les zones pour joueurs de remplacement.

Si matériellement impossible (à déterminer lors de la vérification périodique), ces zones peuvent se trouver à un autre endroit autour du terrain.

Article B6.27
Les règles concernant la zone technique sont fixées aux lois du jeu.

Article B6.28
Les règles concernant les places pour les photographes de presse sont fixées aux lois du jeu.

2.5 VESTIAIRES

Article B6.29
Le club sur le terrain duquel se joue un match, met un vestiaire avec un espace suffisant à la disposition des arbitres et des deux clubs.

Article B6.30
Un vestiaire séparé est mis à la disposition de chacun des clubs visiteurs. Cette obligation n'est pas d'application pour le football à 8 contre 8, à 5 contre 5 ou des matches de tournoi.

Article B6.31
Chaque vestiaire est chauffé normalement, pourvu d'eau chaude et répond aux exigences minimales en matière d'hygiène, de sécurité et de santé.

Le club visité met de l'eau potable à disposition des joueurs qui participent au match.

Article B6.32
Le club visité ne peut pas être tenu responsable du vol, de la perte ou des dommages d'objets appartenant aux clubs et joueurs visiteurs, sauf en cas de négligence grave.

2.6 ÉCLAIRAGE

Article B6.33
Un match officiel peut se jouer en nocturne pour autant que l'installation d'éclairage réponde à certaines normes en fonction de la division:

Division	Luminosité minimale (lux)	Particularités
Football professionnel (équipes premières)	800	Un club qui, à partir de la saison 2016-2017, a évolué 2 saisons consécutives en division de football professionnel 1A doit lors de l'introduction de sa demande de licence de football professionnel 1A pour la 3ème saison consécutive être doté d'une installation d'éclairage dispensant un éclairement moyen d'au moins 1200 lux
Espoirs et réserves football professionnel	200	
Super League du Football Féminin	300	
Division 1 Voetbal Vlaanderen (équipes premières)	300 (durant phase transitoire: 200)	Obligation à partir de la deuxième saison consécutive que le club est dans cette division
Division 2 Voetbal Vlaanderen (équipes premières)	200 (durant phase transitoire: 130)	
Division 3 Voetbal Vlaanderen (équipes premières)	130 (durant phase transitoire: 80)	

Division 1 ACFF (équipes premières)	Durant la première saison: 200 A partir de la deuxième saison: 300	Ce critère s'applique pour autant que le club demande de jouer ses matches en nocturne
Divisions 2 et 3 ACFF (équipes premières)	100 (durant phase transitoire: 80)	obligation à partir de la troisième saison consécutive que le club est dans cette division
Divisions supérieures: autres matches 11/11	80	
Football féminin autre que la Super League, clubs des divisions provinciales et clubs du football récréatif pour matches 11/11	80	
Matches 5/5 et 8/8 de toutes les divisions	60	
Dames provinciales, division la plus basse Dames football récréatif	Minimum 60 lux à chaque point de mesure	

En cas de contrôle des installations d'éclairage, la luminosité ne peut pas descendre en dessous de 75% de celle requise en moyenne, quel que soit l'endroit sur le terrain.

Article B6.34
Lorsqu'un club de division 2 ou 3 ACFF/VV ou des divisions provinciales ACFF/VV reçoit un club de la division 1 ACFF/VV pour un match de la Coupe de Belgique, le club visiteur peut exiger que l'éclairage corresponde aux normes imposées dans sa catégorie pour son aile (ACFF ou VV). Faute de réaliser cette condition, le club visité doit, soit organiser le match sur un terrain répondant à ces normes, soit jouer en diurne.
Lorsqu'un club du football amateur reçoit un club du football professionnel pour un match de la Coupe de Belgique, les règles en la matière seront d'application.

Article B6.35
A aucun endroit sur le terrain, l'éclairage ne doit être réduit à un point tel que, de l'avis de l'arbitre, l'aire de jeu est impraticable.

En cas de panne durant un match, l'arbitre laisse au club visité un délai global maximal d'une demi-heure pour réparer le vice. Si le problème n'est pas résolu dans ledit délai, le club visité perd le match par le score de forfait, à moins qu'il ne s'agisse d'une panne générale affectant la région ou d'une panne intervenant dans la cabine électrique qui est à l'usage exclusif du club et à laquelle il n'a raisonnablement pu être remédié malgré les précautions du club visité

 Sont considérées comme des précautions raisonnables de la part du club visité en cas de vice, le fait de faire appel sur place ou à proximité immédiate à un électricien de la société distributrice et de disposer des aides nécessaires et du matériel de rechange indispensable.

2.7 UTILISATION DES TERRAINS

Article B6.36
Un club ne peut jouer sur un terrain mis en location ou mis à sa disposition qu'à condition:
1° soit de posséder l'accord écrit du propriétaire lui garantissant qu'il peut disposer de ce terrain pendant la durée de la saison, même à des dates qui n'avaient pas été prévues avant l'ouverture de celle-ci;
2° soit de disposer librement d'un autre terrain.

L'instance fédérale compétente peut, dans des cas particuliers, lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient, consentir des dérogations à la restriction énoncée ci-dessus.

2.8 VÉRIFICATION DES TERRAINS ET INSTALLATIONS

Article B6.37
Les infrastructures des clubs et leurs modifications sont soumises à une vérification qui relève de la responsabilité de la fédération.

Les instances suivantes vérifient le terrain et les autres infrastructures:
1° Pour les divisions 1A, 1B et division 1 ACFF/VV: le département sécurité de l'URBSFA;
2° Pour les divisions 2 et 3 Voetbal Vlaanderen, les autres divisions de Voetbal Vlaanderen et les clubs de Voetbal Vlaanderen des divisions nationales féminines, de la division interprovinciale VV féminine: le Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen;
3° Pour les divisions 2 et 3 ACFF et les clubs de l'ACFF des divisions nationales féminines et de la division interprovinciale ACFF féminine: le Département Compétitions ACFF;
4° Pour les autres divisions de l'ACFF: les bureaux provinciaux.

Leur mission se limite à vérifier la conformité des terrains et installations existants et des autres infrastructures ou du nouveau projet par rapport aux dispositions réglementaires.

Article B6.38
Le terrain et les autres infrastructures d'un club sollicitant son admission à l'URBSFA doivent être approuvés par le Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen ou le bureau provincial compétent ACFF.

Les frais de la vérification du terrain et des autres infrastructures d'un nouveau club sont à charge de la fédération si l'admission du club est acceptée. Dans le cas contraire, les frais sont déduits de la caution versée par ce club à l'appui de sa demande d'admission.

Article B6.39
Les clubs qui souhaitent construire de nouvelles infrastructures sportives, modifier les infrastructures existantes ou déménager vers d'autres infrastructures, communiquent le plan de ces infrastructures préalablement à l'instance compétente afin que celle-ci puisse le consulter.

Les frais de vérification des aménagements et des transformations des installations d'un club sont à sa charge, à l'exception des frais de déplacement qui sont à charge de la fédération.

Article B6.40
Le club qui installe ou modifie une installation d'éclairage du terrain sur lequel il compte disputer des matches en nocturne, doit en demander au préalable la vérification par l'instance compétente.

La vérification est renouvelée tous les trois ans sauf pour les terrains pour lesquels la luminosité de 60 lux est suffisante et dont la vérification est organisée à l'initiative de la fédération. La validation doit être renouvelée et obtenue au plus tard le 31 décembre de la troisième année qui suit la validation précédente.

La première vérification s'effectue aux frais de la fédération. Si une deuxième vérification est rendue nécessaire en raison de la non-conformité de l'éclairage ou si des travaux d'aménagement ont été imposés, les frais de cette vérification complémentaire sont à charge du club.

Article B6.41
La vérification du terrain et des autres infrastructures est renouvelée tous les trois ans et est réalisée aux frais du club, à l'exception des frais de déplacement qui sont à charge de la fédération. La validation doit être renouvelée et obtenue au plus tard le 31 décembre de la troisième année qui suit la validation précédente

Article B6.42
Si une nouvelle vérification est rendue nécessaire en raison de la non-conformité constatée lors de la première vérification, tous les frais de cette vérification complémentaire sont à charge du club.

Article B6.43
Si, suite à la non-conformité présumée du terrain, un club visiteur refuse de jouer ou joue sous réserve et que cela est suivi d'une plainte, le terrain sera à nouveau vérifié par l'instance compétente.

Les frais de cette vérification sont incorporés dans la totalité des frais de la cause et imputés à la partie succombante.

3 BALLON ET AUTRE MATÉRIEL

Le ballon répond aux prescriptions fixées aux lois du jeu de football.

Article B6.44
Dans les matches entre équipes de:
1° seniors, U15 élite, U16 à U21 et jeunes féminins U20, le ballon numéro 5 est utilisé;
2° U10 jusqu'à U15 (excepté U15 élite) et jeunes féminins U13 jusque U16, le ballon numéro 4 est utilisé.
3° U6 jusqu'à U9, le ballon numéro 3 est utilisé.

En cas d'infraction à cette règle, une amende de 10,00 EUR à 30,00 EUR est infligée, qui est doublée en cas de récidive durant la même saison.

Au cas où la rencontre ne peut être entamée ou continuée suite à un manque de ballons, les trois points sont automatiquement attribués au club visiteur.

Article B6.45
Le club organisateur du match a l'obligation de tenir à disposition, un sifflet, un jeu de cartes jaunes et rouges, deux drapeaux blancs ou de teinte vive et ayant les dimensions de trente à quarante centimètres de côté ainsi qu'un instrument de mesure de minimum 3 mètres de long.

Pour toute infraction à ces prescriptions, une amende de 10,00 EUR à 30,00 EUR est infligée, qui est doublée en cas de récidive durant la même saison.

Article B6.46
Une civière et une boîte de secours contenant les articles et les produits indispensables en cas d'accident, dont la liste est consultable sur le site web de la fédération, se trouvent sur le terrain.

Voir: www.rbfa.be/fr/les-acteurs-du-football/clubs/informations-medicales

Les clubs sont tenus prévoir un DEA (défibrillateur automatique externe) opérationnel dans les infrastructures sportives qu'ils utilisent, qui répond à toutes les dispositions légales en la matière.

Toute infraction à ces prescriptions est pénalisée d'une amende de 15,00 EUR qui est doublée en cas de récidive au cours de la même saison.

4 INTÉGRITÉ, ORDRE ET SÉCURITÉ

4.1 GÉNÉRALITÉS

Article B6.47
Des matches qui vont à l'encontre des valeurs du football et/ou de la fédération sont interdits.

Article B6.48
Des matches officiels entre équipes masculines et féminines, de même que des matches entre équipes composées d'hommes et de femmes sont interdits, sauf autorisation accordée par l'instance compétente par joueur concerné, et à l'exception:
1° des séries de jeunes qui peuvent aligner des catégories mixtes;
2° des matches entre équipes féminines et équipes des catégories mixtes;
3° de la compétition masculine du football récréatif, qui est mixte.

Toute infraction à ces dispositions est sanctionnée d'une amende de 100,00 EUR à 500,00 EUR à charge du club organisateur et, le cas échéant, du club qui a prêté sa dénomination.

Article B6.49
Lorsqu'un match de seniors compte pour une compétition donnant lieu à une montée et/ou une descente, pour la Coupe de Belgique ou pour une coupe provinciale, excepté le football récréatif, les joueurs des deux équipes se rangent en files parallèles et entrent ensemble sur le terrain immédiatement après les arbitres.

Article B6.50
L'utilisation de haut-parleurs est interdite pendant la durée du match, sauf en cas de nécessité.

Article B6.51
L'utilisation d'un ou plusieurs écrans géants est autorisée moyennant le respect des règlements et directives de l'UEFA.

Le Comité Disciplinaire pour le Football Professionnel est compétent pour sanctionner les infractions claires et avérées dans le chef du club et, en cas de nouvelle infraction au guide pratique, pour interdire l'utilisation de l'écran géant pour des messages non publicitaires ou de nécessité générale.

4.2 SÉCURITÉ

Chaque match de football est soumis à la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football (la Loi-football).

Article B6.52
Au sein de chaque stade, un règlement particulier est d'application au niveau de la sécurité et de l'ordre intérieur.

Article B6.53
Le club visité assure la protection des arbitres, ainsi que des joueurs et représentants du club visiteur avant, pendant et après le match, et ce, jusqu'au moment où ils se trouvent en sécurité.

S'il le juge nécessaire pour le maintien de l'ordre, le délégué au terrain, éventuellement à la demande du responsable de la sécurité, peut exclure de la zone neutre les personnes qui s'y trouvent.
Le club visité empêche le public de pénétrer sur le terrain et d'entourer les arbitres et les joueurs lors de leur retour aux vestiaires.

Article B6.54
Un club peut refuser, par mesure préventive et si besoin est, avec le concours des forces de l'ordre, l'accès à ses terrains et à ses installations à toute personne dont la présence est

susceptible de troubler gravement le déroulement régulier d'un match. Pareille mesure peut également être prise sur recommandation de l'instance compétente.

4.3 FEUILLE DE ROUTE POUR L'ARBITRE

Article B6.55
Sans préjudice des dispositions relatives aux infractions particulières, en cas d'agression contre un arbitre, de violence verbale (reprise en chœur), discrimination ou d'incidents en dehors du terrain de jeu, la procédure décrite ci-dessous s'applique:


Art. P/A/V

Procédure en cas d'agression sur un arbitre:

1° Quand un arbitre encourt une blessure suite à une agression, le match doit être définitivement arrêté.

2° Quand un arbitre se sent gravement menacé suite à une certaine forme d'agression, trois possibilités subsistent:
- la rencontre peut être définitivement arrêtée ou
- la procédure à suivre en cas de chants ou de troubles à l'extérieur du terrain de jeu peut être utilisée


Art. P

Procédure en cas de violence verbale (reprise en chœur), discrimination et incidents hors du terrain de jeu dans le football professionnel:

Dans ce cas, l'arbitre procèdera en plusieurs phases. La non-application par l'arbitre de cette procédure n'empêche toutefois pas la poursuite et la sanction des infractions particulières.

1° Phase 1:
- il appelle les deux capitaines et il leur communique qu'il a l'intention de faire un appel via le speaker du stade et il demande leur collaboration pour ramener les supporters au calme.
- il demande au délégué au terrain de faire un 1er appel via le speaker du stade. Le délégué au terrain informe immédiatement le responsable de la sécurité et le cas échéant le match delegate.

L'arbitre a le pouvoir discrétionnaire de sauter la Phase 1 et de passer directement à la Phase 2 dans des circonstances suffisamment graves en raison de violence verbale (reprise en chœur), de discrimination et d'incidents hors du terrain de jeu d'une telle ampleur que l'intégrité ou la sécurité des joueurs, des officiels d'équipe, des officiels de match ou du public risque d'être compromise. Dans ce cas, cette phase se déroulera comme suit:

- il interrompt le match et demande aux joueurs de se rendre temporairement aux vestiaires.

- il demande au délégué au terrain de faire une annonce via le speaker du stade. Le délégué au terrain informe immédiatement le responsable de la sécurité.
- il reprend le jeu après un arrêt significatif (durée conforme aux temps d'attente réglementaires).

L'arbitre en décide souverainement et sa décision n'est pas susceptible de recours.

Phase 2:

- si l'attitude du public ne s'améliore pas, il interrompt le match et demande aux joueurs de regagner temporairement les vestiaires.
- il demande au délégué au terrain de faire un 2ième appel via le speaker du stade. Le délégué au terrain informe immédiatement le responsable de la sécurité.
- il reprend le jeu après une interruption significative (durée conforme aux délais d'attente réglementaires).

Phase 3:

a) Si pendant l'interruption ou, si après que le calme soit revenu, l'attitude des supporters responsables de la mise en application de la phase 2 ne s'améliore pas ou s'aggrave à nouveau, l'arbitre doit définitivement arrêter le match. Il prend contact à ce sujet avec le responsable sécurité du club organisateur et la Police.

b) Si pendant l'interruption ou, si après que le calme soit revenu, l'attitude des supporters non responsables de la mise en application de la phase 2 le justifie pour des raisons de sécurité, l'arbitre doit définitivement arrêter le match. Il prend contact à ce sujet avec le responsable sécurité du club organisateur et la Police.

Art. A/V

Procédure en cas de violence verbale (reprise en chœur), discrimination et incidents hors du terrain de jeu dans le football amateur:

Dans ce cas, l'arbitre procèdera en plusieurs phases.

1° Phase 1:

- il appelle les deux capitaines et le délégué au terrain et il leur demande leur collaboration pour ramener les supporters au calme.

Phase 2:

- si l'attitude du public ne s'améliore pas, il interrompt le match et demande aux joueurs de regagner temporairement les vestiaires.
- il demande au délégué de se rendre auprès des supporters pour leur demander une dernière fois qu'ils se calment.
- il reprend le jeu après une interruption significative (durée conforme aux délais d'attente réglementaires).

Phase 3:

- il doit arrêter définitivement le match si, pendant l'interruption, l'attitude du public ne s'est pas améliorée ou si, après que le calme soit revenu, l'attitude du public s'aggrave à nouveau.

La rédaction d'un rapport détaillé des faits est toujours obligatoire et ce, dès qu'au minimum une de ces phases est utilisée.

4.4 MATCH À HUIS CLOS

Article B6.56
Lors d'un match à huit clos (partiellement), sont seuls admis à l'intérieur des installations, indépendamment des joueurs et des arbitres:

1° les dirigeants responsables des deux clubs en présence;
2° le staff technique et médical, et les responsables de la sécurité de chacune des équipes;
3° le personnel des services de secours médicaux, des services de l'ordre, les pompiers et les stewards;
4° le personnel de la société de production en charge de la captation et de la diffusion des matches;
5° le personnel en charge des panneaux publicitaires autour du terrain et du marquoir;
6° le personnel en charge de l'entretien du terrain et de la réception, et les ramasseurs de balle;
7° les membres des instances fédérales officielles qui ont, au moins 48 h. avant le match, annoncé leur présence au club organisateur et/ou à l'URBSFA;
8° les journalistes porteurs des laissez-passer délivrés soit par Sportspress, soit par l'URBSFA;
9° les scouts accrédités par les clubs concernés, dont la liste doit être préalablement communiquée à l'instance organisatrice;
10° en cas de bureaux partiellement fermés, les supporters avec les titres d'accès aux tribunes non fermées.

5 JOUEURS ET LEUR ÉQUIPEMENT

5.1 NOMBRE DE JOUEURS

Article B6.57
Un match est joué par deux équipes, chacune étant composée du nombre de joueurs suivant:

	5/5	8/8	11/11
- Nombre, dont un gardien de but	5 joueurs maximum	8 joueurs maximum	11 joueurs maximum
- Arrêt pour nombre inférieur à:	4 joueurs	6 joueurs	7 joueurs

Article B6.58
Une équipe incomplète peut être complétée durant le match selon les lois du jeu du football.

5.2 JOUEURS DE REMPLACEMENT

Article B6.59
Le nombre de joueurs de remplacement et la procédure de remplacement peuvent respectivement être fixés pour le football professionnel et le football amateur conformément aux lois du jeu du football.

Art. P/A/V
Nous distinguons les remplacements suivants:

1° les **remplacements ordinaires**: où un certain nombre maximal de joueurs peut être remplacé, à choisir parmi un nombre maximal de joueurs autorisé à être inscrit sur la feuille de match.

2° les **remplacements permanents**: où tous les joueurs inscrits sur la feuille de match peuvent être alignés et où un joueur remplacé peut à nouveau prendre part au jeu

3° les **remplacements obligatoires**: où tous les joueurs de remplacement sont envoyés sur le terrain après un "time-out", et terminent au moins le quarter suivant, de sorte qu'un minimum de 50 % de temps de jeu pour chaque joueur est garanti.

Art. P
Système de remplacements - Nombre de joueurs de remplacement et nombre de remplacements autorisés

	Remplacements ordinaires	Remplacements permanents	Nombre maximal de joueurs de remplacement	Nombre maximal de remplacements
FOOTBALL PROFESSIONNEL (compétitions, play-off, tour final…)				
Equipe première football professionnel 1A et 1B	x		9	5
Compétitions espoirs football professionnel	x		9	5
COUPE DE BELGIQUE Messieurs	x		9	5
COUPE DE BELGIQUE U19	x		7	5
JEUNES ELITE				
U18	x		7	5
U15, U16		x	7	
U10 à U14		x	7	

Dérogation: Match avec prolongations
Dans un match qui se joue avec des prolongations, un remplaçant supplémentaire peut être utilisé dans ces prolongations pour autant que le nombre total de remplacements ne dépasse pas 4. Pour les matches de la Coupe de Belgique Messieurs, de la Coupe de Belgique U19 et pour les matches officiels des divisions 1A, 1B et des espoirs du football professionnel, ce nombre est porté à 6.

Sans déroger aux limites fixées par les lois du jeu, le nombre de joueurs de remplacement pouvant être inscrits sur la feuille de match et le nombre de remplacements autorisés **lors des matches amicaux et de tournois** peuvent être fixés de commun accord par les équipes participantes pour autant que l'arbitre en soit informé. Le système du remplacement permanent n'est d'application que de commun accord.

Les noms de joueurs de remplacement doivent être inscrits sur la feuille de match avant le début du match. Les cases des feuilles de match non utilisées doivent être barrées avant le match et les noms des joueurs qui ne se présentent pas doivent être barrés et paraphés par l'arbitre après le match.

Les joueurs de remplacement doivent être choisis parmi le nombre maximum autorisé sur la feuille de match.

Dans les cas où le nombre de remplacements est porté de 3 à 5 remplacements comme indiqué ci-dessus, le nombre maximum d'opportunités pour effectuer des remplacements est limité à 3* (sans compter les remplacements intervenus durant la mi-temps).

En cas de prolongation, chaque équipe:
- bénéficie d'une opportunité de remplacements supplémentaire (que l'équipe ait ou non utilisé son nombre maximal d'opportunités de remplacements)
- peut en outre effectuer des remplacements:
  - juste avant le début de la prolongation;
  - à la mi-temps de celle-ci.

Si une équipe n'a pas utilisé son nombre maximal de remplacements ou d'opportunités de remplacements, ils/elles pourront être utilisé(e)s en prolongation.

* si les deux équipes effectuent un remplacement en même temps, il sera considéré qu'elles utilisent chacune l'une de leurs trois opportunités de remplacements.

Art. P
Les procédures pour "remplacements ordinaires" et pour "remplacements permanents" sont réglées par les "Compléments aux Lois du Jeu de Football", règle 3.

Les remplacements permanents ne doivent pas être mentionnés sur la feuille de match, étant donné que les joueurs inscrits sont considérés comme ayant pris part au jeu.

Art. P
Les conditions concernant les Panneaux pour remplacements sont réglées par les "Compléments aux Lois du Jeu de Football", règle 5.

Art. P

Les joueurs ou les remplaçants ne peuvent pas changer d'équipe quand plusieurs matches sont joués simultanément.

Art. A

Système de remplacements - Nombre de joueurs de remplacement et nombre de remplacements autorisés

	Remplacements ordinaires	Remplacements permanents	Remplacements obligatoires	Nombre maximal de joueurs de remplacement	Nombre maximal de remplacements
COUPE DE BELGIQUE					
Messieurs	X			9	5
Dames	X			7	5
Coupes provinciales ACFF	X			4	4
SUPER LEAGUE DU FOOTBALL FEMININ	X			9	5
EQUIPES PREMIERES AMATEURS					
Division 1 ACFF	X			7	5
Divisions 2 et 3 ACFF	X			4	4
Divisions 1 dames	X			7	5
Divisions interprovinciales féminines ACFF	X			7	5
Divisions provinciales (sauf les divisions provinciales du football féminin)	X			4	4
Divisions provinciales féminines		X		4	
RESERVES AMATEURS					
Divisions 1, 2 et 3 ACFF	X			4	4
Provincial / régional		X		4	
JEUNES ELITE ACFF			/		
U18	X		/	4	4
U17, U16, U15		X	/	4	
U8 à U14		X	/	6	
Système de jeu 5/5 (ACFF)		X	/	3	
Système de jeu 8/8 (ACFF)			/	4	

Système de jeu 11/11 (ACFF)		X	/	5	

(*)La règle de base est le remplacement obligatoire. Toutefois, en cas de blessure pendant un quarter, le joueur blessé peut être remplacé, mais ne peut plus participer au jeu au cours de ce match.
(**)Mais sensibilisation pour donner à chaque joueur au moins 50% de chances de jouer!
(***) Pendant 3 moments de remplacement en dehors de la mi-temps pour chaque équipe.

Dérogation: Match avec prolongations
Dans un match qui se joue avec des prolongations, un remplaçant supplémentaire peut être utilisé dans ces prolongations pour autant que le nombre total de remplacements ne dépasse pas 4. Pour les matches de la Coupe de Belgique Messieurs, de la Coupe de Belgique Dames et de la Super League du football féminin, ce nombre est porté à 6.

Dans les cas où le nombre de remplacements est porté de 3 à 5 remplacements comme indiqué ci-dessus, le nombre maximum d'opportunités pour effectuer des remplacements est limité à 3* (sans compter les remplacements intervenus durant la mi-temps). Cette règle ne s'applique pas aux compétitions de l'ACFF pour lesquelles il n'y a pas de nombre maximum d'opportunités de remplacements.
En cas de prolongation, chaque équipe:

- bénéficie d'une opportunité de remplacements supplémentaire (que l'équipe ait ou non utilisé son nombre maximal d'opportunités de remplacements)
- peut en outre effectuer des remplacements:
  - juste avant le début de la prolongation;
  - à la mi-temps de celle-ci.

Si une équipe n'a pas utilisé son nombre maximal de remplacements ou d'opportunités de remplacements, ils/elles pourront être utilisé(e)s en prolongation.

* si les deux équipes effectuent un remplacement en même temps, il sera considéré qu'elles utilisent chacune l'une de leurs trois opportunités de remplacements.

Sans déroger aux limites fixées par les lois du jeu, le nombre de joueurs de remplacement pouvant être inscrits sur la feuille de match et le nombre de remplacements autorisés **lors des matches amicaux et de tournois** peuvent être fixés de commun accord par les équipes participantes pour autant que l'arbitre en soit informé. Le système du remplacement permanent y est d'application.

Les noms de joueurs de remplacement doivent être inscrits sur la feuille de match avant le début du match. Les cases des feuilles de match non utilisées doivent être barrées avant le match et les noms des joueurs qui ne se présentent pas doivent être barrés et paraphés par l'arbitre après le match.

Les joueurs de remplacement doivent être choisis parmi le nombre maximum autorisé sur la feuille de match.

Les conditions en matière de panneaux pour remplacements sont réglées aux "Compléments aux Lois du Jeu de Football", règle 5.

Les joueurs ou les joueurs de remplacement ne peuvent pas changer d'équipe lorsque plusieurs matches sont disputés simultanément.

Art. V

Système de remplacements - Nombre de joueurs de remplacement et nombre de remplacements autorisés

	Remplace-ments ordinaires	Remplace-ments permanents	Remplace-ments obligatoires	Nombre maximal de joueurs de remplacement	Nombre maximal de remplace-ments (***)
COUPE DE BELGIQUE					
Messieurs	X			9	5
Dames	X			7	5
COUPES PROVINCIALES	X			5	5
SUPER LEAGUE DU FOOTBALL FEMININ	X			9	5
EQUIPES PREMIERES AMATEURS					
Division 1 VV Division 1 nationale dames	X			7	5
Divisions 2 et 3 VV Division interprovinciale féminine VV Divisions provinciales Football récréatif VV: seniors (montée et descente)	X			5	5
RESERVES AMATEURS					
Divisions 1, 2 et 3 VV Provincial / régional Football récréatif VV: réserves, vétérans, dames		X		5	
JEUNES Voetbal Vlaanderen					
Système de jeu 5/5 jusqu'aux U13 inclus		X (**)		3	
Système de jeu 8/8 jusqu'aux U13 inclus				4	

Système de jeu 11/11 U14 - U15 - U16 - U17	Possible en cas de blessure (*)		X	5	
Système de jeu 8/8 en U15, U16, U17	Possible en cas de blessure (*)		X	4	
U19 - U21		X		5	

(*)La règle de base est le remplacement obligatoire. Toutefois, en cas de blessure pendant un quarter, le joueur blessé peut être remplacé, mais ne peut plus participer au jeu au cours de ce match.
(**)Mais sensibilisation pour donner à chaque joueur au moins 50% de chances de jouer!
(***) Pendant 3 moments de remplacement en dehors de la mi-temps pour chaque équipe.

Dérogation: Match avec prolongations
Dans un match qui se joue avec des prolongations, un remplaçant supplémentaire peut être utilisé dans ces prolongations. Pour les matches de la Coupe de Belgique Messieurs, de la Coupe de Belgique Dames et de la Super League du football féminin, ce nombre est porté à 6.

En cas de prolongation, chaque équipe:

- bénéficie d'une opportunité de remplacements supplémentaire (que l'équipe ait ou non utilisé son nombre maximal d'opportunités de remplacements)
- peut en outre effectuer des remplacements:
  - juste avant le début de la prolongation;
  - à la mi-temps de celle-ci.

Si une équipe n'a pas utilisé son nombre maximal de remplacements ou d'opportunités de remplacements, ils/elles pourront être utilisé(e)s en prolongation.

* si les deux équipes effectuent un remplacement en même temps, il sera considéré qu'elles utilisent chacune l'une de leurs trois opportunités de remplacements.

Sans déroger aux limites fixées par les lois du jeu, le nombre de joueurs de remplacement pouvant être inscrits sur la feuille de match et le nombre de remplacements autorisés **lors des matches amicaux et de tournois** peuvent être fixés de commun accord par les équipes participantes pour autant que l'arbitre en soit informé. Le système du remplacement permanent y est d'application.

Les noms de joueurs de remplacement doivent être inscrits sur la feuille de match avant le début du match. Les cases des feuilles de match non utilisées doivent être barrées avant le match et les noms des joueurs qui ne se présentent pas doivent être barrés et paraphés par l'arbitre après le match.

Les joueurs de remplacement doivent être choisis parmi le nombre maximum autorisé sur la feuille de match.

La procédure pour les "remplacements ordinaires" et les "remplacements permanents" est réglée à l'article 3 des "Compléments aux Lois du Jeu de Football".

La procédure pour les "remplacements obligatoires" est la suivante:

1° Après le premier et le troisième quarter, les remplacements obligatoires doivent être effectués, c'est-à-dire que tous les joueurs de remplacement doivent être alignés et doivent terminer la totalité du quarter.
2° Pendant le repos, la composition de l'équipe peut être complètement réorganisée, sans en informer l'arbitre.
3° En cas de blessure pendant un quarter, le joueur blessé peut être remplacé, mais ne peut plus prendre part au jeu au cours de ce match.

4° Si l'arbitre constate que la règle des remplacements obligatoires n'est pas appliquée, il doit établir un rapport.
5° Si, après examen par l'instance compétente, c'est effectivement le cas, le club sera sanctionné:
- avec un score de forfait;
- avec une amende au profit de la fédération, telle que déterminée pour un forfait pour un match spécifique.

Les remplacements obligatoires et permanents ne doivent pas être mentionnés sur la feuille de match, car tous les joueurs inscrits sont considérés comme ayant effectivement participé au jeu.

Les conditions en matière de panneaux pour remplacements sont réglées aux "Compléments aux Lois du Jeu de Football", règle 5.

Les joueurs ou les joueurs de remplacement ne peuvent pas changer d'équipe lorsque plusieurs matches sont disputés simultanément.

5.3 CAPITAINE

Article B6.60
Chaque équipe compte un capitaine qui porte un brassard permettant une identification facile. Les règles relatives à cette fonction et les tâches de cette personne sont fixées aux lois du jeu du football.

5.4 EQUIPEMENT

Article B6.61
L'équipement des joueurs répond aux lois du jeu du football.

Article B6.62
Chaque club informe la fédération des couleurs (maillot, short, chaussettes) sous lesquelles il joue.

Article B6.63
Lorsque à l'occasion des matches des équipes d'âge ou réserves, selon l'avis de l'arbitre, la couleur des maillots, des shorts et des chaussettes ne se différencie pas suffisamment, l'arbitre prescrit aux joueurs du club visité le port d'un maillot d'une autre couleur.

Si, à l'occasion des matches des équipes premières, la couleur du maillot, du short et des chaussettes des deux équipes ne se différencie pas suffisamment, l'arbitre prescrit aux joueurs du club visité le port d'un maillot, d'un short et de chaussettes d'une autre couleur.

Par dérogation à ce qui précède, à l'occasion des matches officiels entre équipes premières des divisions supérieures masculines et féminines (y compris les divisions féminines interprovinciales), l'arbitre prescrit aux joueurs du club visiteur le port d'un maillot, d'un short et de chaussettes d'une autre couleur. Lorsque la différence n'est pas suffisante, le club visité, qui jouit du privilège de jouer en ses propres couleurs, est tenu de mettre à disposition des joueurs de l'équipe visiteuse des maillots, des shorts et des chaussettes de substitution.


Toute équipe qui refuserait de se conformer aux dispositions ci-dessus et aux injonctions de l'arbitre en la matière est sanctionnée d'un forfait.

Article B6.64
La tenue du joueur n'est, entre autres, pas réglementaire si:
1° en ce qui concerne l'équipe première, les espoirs et les réserves, la couleur des sous-vêtements visibles diffère de la couleur principale de la manche du maillot et/ou du short ou de la partie inférieure de ce dernier selon le cas;
2° la couleur des sous-vêtements visibles diffère de celle des autres joueurs de l'équipe;
3° les slogans, les déclarations ou les images/photos autorisées ne se trouvent pas sur la face avant du maillot et/ou sur le brassard de capitaine, sous réserve des exceptions réglementaires prévues à cet égard. Dans certains cas, le slogan, la déclaration ou l'image/la photo peut uniquement être visible sur le brassard de capitaine;
4° les bas ne couvrent pas les jambes jusqu'aux genoux;
5° les chaussures ne sont pas lacées correctement;
6° les chaussures comportent des crampons en aluminium et qu'il s'agit d'un match joué:
   a) sur terrain synthétique, où l'usage de crampons en aluminium est interdit, à l'exception des terrains des équipes premières du football professionnel,
   b) en formes de jeu non 11/11;
7° les protège-tibias ne recouvrent pas la partie antérieure du tibia;
8° l'équipement comporte un objet ou élément qui peut être dangereux pour les autres joueurs.

Article B6.65
Les joueurs de toutes les équipes, à l'exception des joueurs dans les formes de jeu non 11/11, sont obligés de porter un maillot numéroté dans le dos de façon apparente. Ce numéro est mentionné sur la feuille de match.

Article B6.66
Sur les vêtements portés par les joueurs, les joueurs de remplacement et les joueurs remplacés, ainsi que les officiels d'équipe qui se trouvent dans la zone technique sont autorisés:
1° numéro et nom du joueur;
2° emblèmes/logos du club;
3° slogans/emblèmes d'initiatives pour la promotion du football, du respect et de l'intégrité;
4° toute publicité autorisée par le règlement de la compétition ou par le règlement d'application au sein de la fédération nationale, confédération ou FIFA;
5° information concernant le match: équipes, date, compétition/événement, lieu.

La publicité peut être différente pour les diverses équipes d'un même club. Elle ne peut présenter aucun caractère politique ou confessionnel. Elle figure de manière uniforme et identique sur tous les éléments des équipements portés par les joueurs inscrits sur la feuille de match.


En cas d'infraction à ces dispositions, l'instance fédérale compétente inflige une amende de 10,00 EUR à 30,00 EUR qui sera doublée en cas de récidive dans le courant de la même saison.

6 ARBITRES

6.1 COMPÉTENCE

Article B6.67
Les arbitres veillent à ce que les lois du jeu soient appliquées et respectées par tous les clubs et affiliés.

Article B6.68
L'arbitre agit conformément au règlement fédéral.

Article B6.69
L'arbitre est compétent pour la vérification du terrain conformément aux lois du jeu du football.

6.2 DÉSIGNATION ARBITRE

Article B6.70
Pour les matches officiels l'arbitre est désigné par la fédération. Pour leurs matches et tournois amicaux, les clubs peuvent demander la désignation d'un arbitre officiel.

À l'occasion des matches de Coupe de Belgique, de championnat de division 1 ACFF/VV, division 2 ACFF/VV, division 3 ACFF/VV et de tour final, les clubs doivent aller chercher les arbitres au lieu de rendez-vous qu'ils auront renseigné en début de saison et ce, au plus tard, nonante minutes avant le début de la rencontre.

6.3 DÉSIGNATION ASSISTANTS-ARBITRES

Article B6.71
La désignation d'assistants-arbitres se fait par la fédération.

Article B6.72
Pour des matches officiels, les instances compétentes peuvent faire désigner d'office des assistants-arbitres dans certaines divisions. Les indemnités et les frais de déplacements sont dans ce cas à charge du club visité.

Si dans les autres matches officiels, les deux ou un des deux clubs demandent de désigner des assistants-arbitres et si la fédération y donne suite, les indemnités et les frais de déplacement sont à charge des deux clubs chacun pour moitié, si les deux clubs ont sollicité la désignation. Si la désignation a été sollicitée par un seul club, les indemnités dues et les frais de déplacement sont à charge de celui-ci.

Article B6.73
En matches amicaux:
1° Dans le football professionnel et le football amateur des divisions supérieures messieurs, dès qu'un de ces clubs est concerné, on désignera toujours des assistants-arbitres en matches d'équipes premières. Les indemnités et les frais de déplacements sont dans ce cas à charge du club visité.

2° d'équipes premières messieurs où un club de division 1 provinciale est concerné, dans les divisions provinciales de Voetbal Vlaanderen, Voetbal Vlaanderen peut d'office désigner des assistants-arbitres. Dans ce cas, les indemnités et les frais de déplacements sont à charge du club visité.
3° d'autres d'équipes premières, des jeunes et des réserves, ceux-ci sont joués sans désignation d'assistants-arbitres à moins que les deux ou un des deux clubs demandent de désigner des assistants-arbitres. Si la fédération y donne suite, les indemnités et les frais de déplacement sont à charge des deux clubs chacun pour moitié, si les deux clubs ont sollicité la désignation. Si la désignation a été sollicitée par un seul club, les indemnités dues et les frais de déplacement sont à charge de celui-ci.

6.4 ABSENCE ET REMPLACEMENT

Article B6.74
Lorsque l'arbitre ou l'assistant-arbitre est absent ou se retire, le club visité doit prendre l'initiative pour entamer la procédure de remplacement conformément aux règles énoncées dans les dispositions ci-dessous.

A titre d'exception, dans les matches à 8c8 et 5c5, le club visité à la priorité pour désigner l'arbitre.

Article B6.75
Lorsque l'arbitre est absent à un match ou se retire au cours du match pour lequel des assistants-arbitres officiels sont désignés, il appartient aux assistants-arbitres, dans l'ordre de désignation, de diriger le match.

En cas d'absence ou d'abandon d'un assistant-arbitre, le match doit être commencé ou continué, quel que soit le résultat de la procédure de remplacement entamée.

Article B6.76
Lorsque l'arbitre est absent à un match sans assistants-arbitres officiels ou se retire au cours d'un match sans assistants-arbitres officiels, son remplacement s'effectue conformément à ce qui est stipulé ci-dessous.

Lorsque les joueurs se trouvent seuls au terrain, le joueur du club visité qui remplace le délégué au terrain exerce concurremment la fonction d'arbitre, à moins qu'un joueur effectif du club visiteur désire diriger le match. Dans ce cas, le joueur du club visité assurant le service de délégué au terrain doit également s'abstenir de prendre part au jeu, sauf si le club visiteur arrive à aligner quand même onze joueurs.

Article B6.77
Le choix du remplacement de l'arbitre ou de l'assistant-arbitre s'effectue selon les règles énoncées au présent article.

L'ordre de priorité pour le choix du remplaçant de l'arbitre ou de l'assistant-arbitre s'établit de la façon suivante:
1° arbitre neutre dans l'ordre de leur classification, en particulier leur catégorie ou le niveau auquel il est actif en tant qu'arbitre H;

2° arbitre affecté à l'un des clubs en présence, dans l'ordre de leur classification, en particulier leur catégorie ou le niveau auquel il est actif en tant qu'arbitre H;
3° affilié non affecté à l'un des clubs en présence;
4° affilié affecté à l'un des clubs en présence;
5° spectateur.

Le club visiteur est le premier à choisir dans chacun de ces groupes.

L'affilié ou le spectateur que le club visiteur ou, à défaut, le club visité a l'obligation de choisir comme arbitre occasionnel, peut se désister. Si aucune autre personne ne consent à diriger le match, le délégué du club visité assume les fonctions d'arbitre. Si celui-ci ne répond pas aux limites d'âge, un affilié du club visité assumera les fonctions d'arbitre.

Il n'est pas permis d'avoir recours à des personnes âgées de moins de 17 ans ou de plus de 60 ans sauf pour les catégories 1° et 2° ci-dessus (arbitres).

Un arbitre disciplinairement démissionné ou radié du cadre ne peut plus remplir cette fonction, même occasionnellement. Il en est de même pour celui aux services duquel le bureau de l'arbitrage compétent renonce.

Une personne radiée suite à une agression physique ou à des voies de fait sur l'arbitre ne peut pas fonctionner comme arbitre occasionnel.

Il n'est pas autorisé de faire appel à des arbitres de catégorie I pour des matches à 11 contre 11.

Article B6.78
L'arbitre occasionnel possède tous les pouvoirs d'un arbitre officiel. Il cède la direction du match à l'arbitre ou assistant-arbitre officiel arrivant en retard. Celui-ci attend le premier arrêt du match pour pénétrer sur le terrain.

Article B6.79
L'arbitre qui arrive en retard doit prendre la direction du match.

Article B6.80
En cas d'une réclamation à ce sujet, l'instance compétente peut décider l'annulation du match s'il est établi qu'un arbitre occasionnel a été choisi irrégulièrement.

Aucune réclamation ne sera déclarée recevable si elle n'a fait l'objet, avant le coup d'envoi, d'objections formulées par le club réclamant dûment signifiées au club adverse et à l'arbitre occasionnel et mentionnées sur la feuille de match, et ce aux moments suivants:
1° en cas de remplacement avant le début du match: avant le coup d'envoi;
2° en cas de remplacement intermédiaire: avant la clôture de la feuille de match.

Les instances chargées de l'arbitrage (refereeing) vérifient si les personnes qui ont rempli les fonctions d'arbitre étaient qualifiées pour ce faire.

6.5 EQUIPEMENT

Article B6.81
Les arbitres sont obligés de porter l'équipement avec l'emblème mis à disposition par la fédération et sont obligés d'arborer l'écusson qui leur est mis à disposition par l'URBSFA ou l'aile dont ils ressortent. Les arbitres internationaux portent le badge FIFA.

L'avant du maillot est uniquement réservé pour l'écusson de l'URBSFA ou l'aile dont ils ressortent ou du badge FIFA.

7 PERSONNES ET LEURS ZONES SUR LE TERRAIN

7.1 OFFICIELS AU TERRAIN

Article B6.82
Le club sur le terrain duquel se joue un match est tenu de déléguer au terrain un de ses affiliés affectés comme délégué au terrain.

Si cela s'avère impossible pour le club dans les séries ne comportant que des équipes VV, il peut déléguer au terrain un affilié à la fédération qui ne lui est pas affecté.

En cas d'association d'équipes d'âge entre différents clubs, le délégué au terrain est un affilié affecté à un de ces clubs.

Ce délégué au terrain:
1° A au moins 18 ans;
2° est présent au moins soixante minutes avant l'heure du match si celui-ci oppose des équipes premières ou au moins trente minutes si celui-ci oppose d'autres équipes;
3° se tient au service de l'arbitre jusqu'au départ de ce dernier;
4° se tient à la disposition de l'arbitre dans la zone neutre.

En l'absence de délégué au terrain, un joueur visité doit exercer cette fonction et, par conséquent, s'abstenir de participer au jeu jusqu'à l'arrivée d'un affilié pouvant fonctionner comme délégué.

Si l'équipe visitée, ne présentant que sept joueurs, est réduite à six par l'obligation de fournir un délégué au terrain, elle est considérée comme déclarant forfait.

Lorsque plusieurs matches non 11/11 sont joués simultanément sur un même terrain, la présence d'un seul délégué au terrain pour l'ensemble de ces matches est seulement nécessaire.

Article B6.83
Pour les matches de son équipe première, le club visité peut désigner trois de ses affiliés en qualité de commissaires au terrain avec l'autorisation du délégué au terrain.

Article B6.84
Le club visité peut requérir l'aide du délégué de l'équipe visiteuse ou des commissaires au terrain pour renforcer le service d'ordre.

Article B6.85
Pour autant que le délégué au terrain l'autorise, des affiliés de l'équipe visiteuse peuvent faire fonction de commissaires au terrain.

7.2 STAFF TECHNIQUE

Article B6.86
Lors de tous les matches, à l'exception de ceux non 11/11 et du football récréatif, le staff technique se trouve dans la zone technique. Un seul entraîneur peut s'adresser à ses joueurs à la condition que l'intéressé n'occasionne aucun dérangement à l'équipe adverse, aux arbitres ou au public.

7.3 ZONE NEUTRE ET ZONE TECHNIQUE

Article B6.87
Les personnes suivantes sont admises ou placées dans la zone neutre et/ou technique lors d'un match sous certaines conditions:

Porteur d'un brassard (min. 10 cm de large)			**Porteur d'un uniforme ou d'un moyen permettant aisément leur identification**	
Fonction	**Couleur du brassard**			
Délégué au terrain	Blanc	1	Police	1
Délégué du club visiteur (*)	Couleurs nationales	1	Les responsables de la sécurité des deux clubs	1
Commissaires au terrain	Couleurs du club	1	Les stewards	1
Staff médical (médecin, soigneur)	Jaune	2	Les services de secours	1
Staff technique (entraîneurs)	Rouge	2	Les photographes accrédités	3
Instance officielle	Mauve	1	Les équipes accréditées de la presse et de la télévision	3
			Les joueurs de remplacement	2

(1) Peuvent se déplacer librement dans la zone neutre
(2) Se trouvent dans la zone technique, sauf les joueurs de remplacement qui s'échauffent
(3) Restent dans la zone neutre, mais en dehors d'une zone de 3 m. à partir des lignes extérieures de l'aire de jeu:
- sur la largeur du terrain
- sur la longueur du terrain, du côté où l'assistant-arbitre n'exerce pas sa fonction

(*) Les délégués des clubs visiteurs dans le football récréatif peuvent exercer leur fonction également avec le brassard dans les couleurs du club

Article B6.88
A l'exception des joueurs, il ne peut jamais y avoir plus de 9 personnes dans la zone technique. Cette restriction ne s'applique pas aux clubs du football professionnel.

Article B6.89
Pour tous les matches, à l'exception de ceux non 11/11, le médecin et/ou le soigneur prennent place dans la zone technique.

PL Lors de tous les matches officiels entre clubs professionnels, au moins un médecin doit être présent, l'obligation de désigner un médecin incombant au club visité, sauf accord contraire entre les parties.

Lors de tous les matchs officiels entre un club professionnel et un club non professionnel, au moins un médecin doit être présent, l'obligation de désigner un médecin incombant au club professionnel, sauf accord contraire entre les parties.

Article B6.90
Toute personne, exerçant une fonction officielle au terrain ou celle d'entraîneur dont l'identité figure sur la feuille de match, qui ne peut produire un document officiel d'identité n'est pas autorisée par l'arbitre à séjourner dans la zone neutre/technique, sauf si cette personne est le délégué au terrain. Dans ce cas, s'il ne peut présenter un document d'identité valable avant la signature de la feuille de match par les parties concernées, l'arbitre mentionne le manquement dans la case « Observations » de la feuille de match.

Dans ce dernier cas de figure, une amende de 25,00 EUR est infligée d'office au défaillant par l'instance fédérale compétente.

8 FEUILLE DE MATCH

8.1 A COMPLÉTER OBLIGATOIREMENT

Article B6.91
Pour tout match joué, une des feuilles de match mises à disposition par la fédération est complétée:
1° La feuille de match digitale pour les matches officiels. En cas de problème technique, celle-ci peut être remplacée par une feuille de match valable en papier.
2° La feuille de match digitale pour matches amicaux: pour les match amicaux et les tournois des équipes premières. En cas de problème technique, celle-ci peut être remplacée par une autre feuille de match valable en papier.
3° La feuille de tournoi (liste de présences): pour les tournois exclusivement réservés aux réserves, vétérans et/ou jeunes.

Les feuilles de match, mentionnées sous 2° et 3°, sont téléchargées du site web de l'URBSFA. Le traitement normal de la feuille de match digitale se fait via la plate-forme prévue à cet effet (www.feuillesdematches.be).

8.2 AVANT LE DÉBUT DU MATCH

Article B6.92
Toutes les cases de la feuille de match sont remplies avant le début du match, à l'exception de certaines formalités à accomplir après le match par l'arbitre.

La feuille de match, dûment complétée, est soumise à l'arbitre vingt minutes avant l'heure fixée pour le début du match.

PL En dérogation à ce qui précède, pour le football professionnel, la feuille de match, dûment complétée, doit être soumise à l'arbitre septante-cinq minutes avant l'heure fixée pour le début du match.

Toute infraction, mentionnée sur la feuille de match, est punie d'une amende fixée par l'instance compétente entre 10,00 EUR et 1.000,00 EUR selon la gravité de la faute.

Article B6.93
Toutes modifications ultérieures sont notées par l'arbitre.

Article B6.94
Même en cas de forfait déclaré sur le terrain ou en cas de remise de match prononcée par l'arbitre sur le terrain pour cause de non-conformité ou d'impraticabilité du terrain, la feuille de match mentionne les noms des joueurs présents pour les deux équipes.

Article B6.95
Un affilié suspendu par une fédération ne peut pendant la durée de sa sanction être inscrit sur la feuille de match d'un match pour lequel sa suspension dont il est frappé sortit ses effets.

8.3 A L'ISSUE DU MATCH

Article B6.96
La feuille de match est complétée à l'issue du match.

Article B6.97
A l'occasion de matches officiels, la feuille de match digitale est clôturée au plus tard le premier jour ouvrable suivant le match et est envoyée par l'arbitre via la plateforme digitale.

Module 'feuilles de match' E-kickoff.

Dans le cas exceptionnel où la version papier est utilisée, l'exemplaire original de la feuille de match est transmis à la fédération le premier jour ouvrable qui suit le match par les soins du club visité.

Elle peut être scannée et envoyée par e-mail ou par la plate-forme digitale.

Selon le retard, en plus d'une éventuelle autre sanction, une rétribution de 4,00 EUR à 10,00 EUR est appliquée au club en défaut, sauf si la feuille de match est remplie digitalement et qu'elle doit être clôturée par l'arbitre désigné par la fédération.

Article B6.98
Lorsque les deux équipes ont créé la feuille de match digitale et qu'en absence d'un arbitre officiel, celle-ci ne peut, pour des raisons techniques, être expédiée par la voie digitale normale, elle est imprimée et complétée manuellement. Dans ce cas, elle est signée par l'arbitre occasionnel et les deux délégués, et ensuite envoyée à la fédération.

Les ajouts manuels concernent entre autres le résultat, les remplacements, les cartes jaunes et rouges.

Article B6.99
Pour les matches amicaux et tournois des équipes premières, la feuille de match est transmise à la fédération aussi vite que possible et au plus tard le premier jour ouvrable qui suit le match par le biais de la plateforme digitale ou par e-mail.

Selon le retard, en plus d'une éventuelle autre sanction, une rétribution de 4,00 EUR à 10,00 EUR est appliquée.

Sauf en cas d'utilisation de la feuille de match digitale, une copie de la feuille de match est conservée par le club organisateur pendant minimum un an à dater du jour de la rencontre.

Sauf en cas d'utilisation de la feuille de match digitale, une copie est remise à la demande de l'adversaire et/ou de l'arbitre.

Article B6.100
Pour les matches amicaux et tournois des équipes de jeunes et réserves, les règles suivantes relatives à la feuille de match sont d'application, sauf en cas d'utilisation de la feuille de match digitale.

Art. A

	Equipes de jeunes et réserves ACFF Feuilles de match
Original	A envoyer le premier jour ouvrable qui suit le match ou la fin du tournoi au secrétaire du Comité compétent
Copie	A conserver par le club visité durant un an à dater du jour de la rencontre
Autre copie	A remettre, si demande de l'adversaire et / ou de l'arbitre

Selon le retard, en plus d'une éventuelle autre sanction, une amende de 4,00 EUR à 10,00 EUR est appliquée.

Art. V

	Equipes de jeunes et réserves Voetbal Vlaanderen
Original	A conserver par le club visité durant un an à dater du jour de la rencontre
Copie	A envoyer au Département des Compétitions Voetbal Vlaanderen si celui-ci le demande.
Autre copie	A remettre, si demande de l'adversaire et / ou de l'arbitre

9 RAPPORT D'ARBITRE

Article B6.101
En cas d'incidents dans le cadre d'un match, l'arbitre établit un rapport, appelé rapport d'arbitre.

Cela peut se faire en établissant un rapport séparé qui est alors joint à la feuille de match ou par une mention apportée sur la feuille de match.

10 IDENTIFICATION DES JOUEURS ET PERMIS UNIQUE

10.1 IDENTIFICATION

Article B6.102
Tout joueur inscrit sur la feuille de match d'une compétition officielle présente un document officiel d'identité ou une licence.

Le joueur, qui doit produire un document officiel d'identité ou une licence de joueur, et qui n'est pas à même de le faire avant la clôture finale de la feuille de match qu'elle soit manuscrite ou digitale, n'est pas qualifié pour participer à un match officiel.

Article B6.103
Contrairement à ce qui précède, la liste "Squad size limit" vaut comme identification des joueurs pour le football professionnel 1A et 1B.

10.2 SINGLE PERMIT

Article B6.104
Pour pouvoir être inscrit sur la feuille de match d'un match officiel, le club d'affectation doit, pour tout sportif rémunéré, non ressortissant d'un pays de l'Espace Economique Européen (E.E.E.), évoluant dans n'importe quelle division, avoir préalablement soumis à l'administration fédérale copie d'un document « Permis Unique » délivré par l'Office des Etrangers, soit d'un document « Annexe 49 » délivrée par la commune belge de résidence du joueur en attendant l'émission du Permis Unique.

A défaut de la production préalable d'un des documents susmentionnés et au cas où le joueur est néanmoins inscrit sur la feuille de match, l'instance fédérale compétente prononce les sanctions prévues pour l'inscription de joueurs non qualifiés.

10.3 DOCUMENT OFFICIEL D'IDENTITÉ

Article B6.105
Peut être valablement présenté comme document officiel d'identité:
1° une carte d'identité ou un passeport valable délivré par les autorités, ou tout autre document valable délivré par les autorités muni d'une photo prouvant l'identité d'une personne;
2° un document de remplacement muni d'une photo, délivré par les services de police locaux en cas de perte ou de vol de la carte d'identité communale ou tout autre document officiel visé au point 1°;
3° un document imprimé muni d'une photo des données reprises sur la puce de la carte d'identité électronique;
4° un document imprimé muni d'une photo des données reprises sur la plate-forme digitale appropriée après lecture et couplement du document d'identité.

10.4 VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ

Article B6.106
Avant chaque match, l'arbitre vérifie en principe l'identité de tous les joueurs dont le nom figure sur la feuille de match. Cette vérification s'effectue en présence des joueurs concernés et du délégué officiel de chacune des équipes.

Par dérogation, l'arbitre peut décider de procéder à cette vérification au cours du repos ou à l'issue de la rencontre et au plus tard:
1° avant la signature manuscrite de la feuille de match par les parties concernées ou
2° avant la clôture digitale par l'arbitre dans les infrastructures du club organisateur du match ou
3° avant qu'il ne quitte son vestiaire, si la clôture de la feuille par l'arbitre ne se fait pas dans les infrastructures du club organisateur du match.

Lorsqu'un joueur ne peut présenter sa licence de joueur ou un document officiel d'identité, l'arbitre mentionne ce manquement sur la feuille de match.

10.5 ABSENCE D'UN DOCUMENT OFFICIEL D'IDENTITÉ

Article B6.107
A défaut d'un document officiel d'identité et au cas où le joueur est néanmoins inscrit sur la feuille de match, une amende de 4,00 EUR, qui est ramenée à 2,00 EUR dans les championnats des jeunes, lui est infligée d'office. En outre, l'instance fédérale compétente prononce les sanctions prévues pour l'inscription de joueurs non qualifiés à l'exception des amendes.

10.6 DISPENSATION

Article B6.108
En cas d'absence d'une feuille de match digitale, le joueur qui bénéficie d'une dérogation médicale ou d'une dispensation d'âge présente à l'arbitre, lors de la vérification de l'identité, une attestation délivrée à cet effet par la fédération. Lorsque cette attestation n'est pas produite, il n'est pas qualifié pour participer à la rencontre.

10.7 INSCRIPTIONS OBLIGATOIRES SUR LA FEUILLE DE MATCH

Article B6.109
Les obligations suivantes sont valables en ce qui concerne l'inscription des joueurs sur le feuille de match.

> **Art. P**
> Les dispositions suivantes sont valables pour les équipes premières des clubs du football professionnel:

Dans le cadre de leur participation aux compétitions officielles des équipes premières, les clubs du football professionnel sont tenus de mentionner sur la feuille de match un minimum de six joueurs qui ont été formés par un club belge dont au minimum 2 répondent à la condition complémentaire reproduite ci-après.
Lorsque le club ne peut pas inscrire le nombre minimal de joueurs requis par l'alinéa précédent, il ne peut pas les remplacer par l'inscription de joueurs ne possédant pas cette qualité.

- Sont considérés comme ayant été formés par un club belge avant leur 23ème anniversaire, les joueurs ayant fait l'objet d'une qualification pendant, au moins, trois saisons complètes ou 36 mois – ininterrompus ou non – pour un club en Belgique.
- Répondent à la condition complémentaire les joueurs ayant fait l'objet d'une affectation pendant au moins trois saisons complètes ou 36 mois – ininterrompus ou non – à un club en Belgique avant leur 21ème anniversaire.

En cas d'affiliation ou de transfert durant la période d'enregistrement d'été, la période de septembre au 30 juin est exceptionnellement considérée comme une saison complète. Il en va de même si l'affiliation à l'URBSFA est terminée avant le 30 juin mais après la fin de la compétition de la saison concernée.

Les clubs du football professionnel 1A et 1B ne peuvent inscrire sur la feuille de match que des joueurs figurant sur les listes "Squad size limit" du club.

En cas d'infraction aux règles ci-dessus, l'instance fédérale compétente inflige les sanctions prévues pour l'inscription de joueurs non qualifiés, à l'exception des amendes.

Art. A
Les dispositions suivantes sont valables pour les clubs du football amateur:

Les clubs des divisions 1, 2 et 3 ACFF et de division 1 provinciale sont obligés d'inscrire sur la feuille de match en équipe première masculine au moins deux joueurs qui, avant le 1er janvier qui précède la saison, n'ont pas 21 ans.

Le club qui ne respecte pas les règles reprises ci-dessus est considéré comme ayant inscrit 1 ou 2 joueurs non-qualifiés sur la feuille de match.

Si tel n'est pas le cas, un ou deux remplaçants, en fonction de leur absence, pourront être inscrits en moins sur la feuille de match, remplissant ainsi l'obligation.

Pour les matches de la Coupe de Belgique, l'obligation ne s'applique pas.

Art. V
Les dispositions suivantes sont valables pour les clubs du football amateur dans les compétitons de Voetbal Vlaanderen:

Les clubs des divisions 1, 2 et 3 VV et des divisions provinciales sont obligés d'inscrire sur la feuille de match en équipe première masculine au moins 3 joueurs U23.

Le club qui ne respecte pas les règles reprises ci-dessus est considéré comme ayant inscrit 1, 2 ou 3 joueurs non-qualifiés sur la feuille de match.

Si tel n'est pas le cas, un ou deux remplaçants, en fonction de leur absence, pourront être inscrits en moins sur la feuille de match, remplissant ainsi l'obligation.

Pour les matches de la Coupe de Belgique, l'obligation ne s'applique pas.

11 DURÉE DES MATCHES ET DÉBUT ET REPRISE DU JEU

Article B6.110
La durée des matches est fixée respectivement pour le football professionnel et le football amateur, conformément aux lois du jeu du football.

Art. P
Durée des matches officiels (championnat, coupe nationale)

Durée		Jeunes Elite
2 x 45	les seniors U21	U18 U17
2 x 40		U16 U15
4 x 20		U11 à U14
5 x 15		U8 à U10

Même d'un commun accord, cette durée ne peut être écourtée, elle ne peut être prolongée que dans les cas où le règlement prévoit des prolongations et/ou des séries de tirs au but.

Art. P
Les dispositions ci-dessus sont également d'application pour les matches amicaux et de tournois. Cependant, dans des circonstances exceptionnelles et d'un commun accord entre les clubs intéressés, la durée de ces matches peut être écourtée à condition que le public en soit préalablement averti.

Art. P
Repos ou time-out – Changement de camp et coup d'envoi

1° Matches à 2 mi-temps

- Le repos entre chaque mi-temps est fixé à 15 minutes au maximum.
- Changement de camp à l'issue de la première mi-temps, coup d'envoi à tour de rôle au début de chaque mi-temps.

2° Matches à 3 ou 5 périodes de jeu
- Le repos entre chaque période est fixé à 10 minutes maximum.
- Changement de camp à l'issue de chaque période, coup d'envoi à tour de rôle au début de chaque période.

Art. P

Si l'arbitre, après avoir sifflé la fin d'une mi-temps, s'aperçoit immédiatement qu'il a interrompu le match prématurément, il doit faire reprendre le jeu pour le temps restant à jouer. Si l'arbitre constate qu'une mi-temps n'a pas eu la durée réglementaire, il doit, en toutes circonstances, en faire mention sur la feuille de match après en avoir informé les délégués et éventuellement les deux assistants-arbitres.

Le résultat du match peut, le cas échéant, être modifié par l'instance compétente si la procédure prescrite est strictement observée. Si elle n'est pas suivie, aucune réclamation ou aucun rapport d'arbitre n'est pris en considération.

Art. A

Durée des matches officiels (championnat, coupes nationale et provinciale)

Durée		Elite	Interprovincial, provincial et régional ACFF	Dames
2 x 45	les seniors sauf pour ceux d'un certain âge alignés en réserves provinciales (vétérans).	U18 U17	U19-U21	Equipes premières U20
2 x 40		U16 U15	U17-U16	
2 x 35	les seniors d'un certain âge alignés en réserves provinciales (vétérans)		U14-U15	U16 (11/11)
2 x 30			U10 à U13	U16 (8/8) U13 (8/8) U11 (5/5)
2 x 25			U8-U9	
3 x 25		U11 à U14		
5 x 15		U8 à U10		

Même d'un commun accord, cette durée ne peut être écourtée, elle ne peut être prolongée que dans les cas où le règlement prévoit des prolongations et/ou des séries de tirs au but.

Art. V

Durée des matches officiels (championnat, coupes nationale et provinciale)

Durée	Football compétitif			Football récréatif	
	Messieurs seniors	**Football des jeunes**	**Football féminin**	**Football masculin**	**Football féminin**
2 x 45	les seniors sauf pour ceux d'un certain âge alignés en réserves provinciales (vétérans)	U19-U21	Equipes premières U20	les seniors sauf dans certaines compétitions de vétérans	
2 x 40					Femmes seniors
2 x 35	les seniors dans certaines compétitions de vétérans			les seniors dans certaines compétitions de vétérans	
4 x 20		U12 à U17	U13 et U16		
4 x 15		U8 à U11	U9 et U11		
Même d'un commun accord, cette durée ne peut être écourtée, elle ne peut être prolongée que dans les cas où le règlement prévoit des prolongations et/ou des séries de tirs au but.					
U6 et U7: voir ce qui a été stipulé par Voetbal Vlaanderen et l'ACFF					

Art. A/V

Les dispositions ci-dessus sont également d'application pour les matches amicaux et de tournois. Cependant, dans des circonstances exceptionnelles et d'un commun accord entre les clubs intéressés, la durée de ces matches peut être écourtée à condition que le public en soit préalablement averti.

Art. A/V

Repos ou time-out – Changement de camp et coup d'envoi

1° Matches à 2 mi-temps
- Le repos entre chaque mi-temps est fixé à 15 minutes au maximum.
- Changement de camp à l'issue de la première mi-temps, coup d'envoi à tour de rôle au début de chaque mi-temps.

2° Matches à 3 ou 5 périodes de jeu
- Le repos entre chaque période est fixé à 10 minutes maximum.
- Changement de camp à l'issue de chaque période, coup d'envoi à tour de rôle au début de chaque période.

Matches à 4 quarters
- Le time-out entre le quarter 1 et le quarter 2 et entre le quarter 3 et le quarter 4 est de 2 minutes au maximum. Le repos entre le quarter 2 et le quarter 3 est fixé à 10 minutes maximum.

- Le changement de camp se fait uniquement à l'issue du deuxième quarter (repos). Le coup d'envoi se fait à tour de rôle au début de chaque quarter.

Art. A/V
Si l'arbitre, après avoir sifflé la fin d'une mi-temps, s'aperçoit immédiatement qu'il a interrompu le match prématurément, il doit faire reprendre le jeu pour le temps restant à jouer. Si l'arbitre constate qu'une mi-temps n'a pas eu la durée réglementaire, il doit, en toutes circonstances, en faire mention sur la feuille de match après en avoir informé les délégués des deux clubs et éventuellement les deux assistants-arbitres.

Le résultat du match peut, le cas échéant, être modifié par l'instance compétente si la procédure prescrite est strictement observée. Si elle n'est pas suivie, aucune réclamation ou aucun rapport d'arbitre n'est pris en considération.

Article B6.111
Le début et la reprise du jeu se font selon les prescriptions des lois du jeu du football.

Lorsqu'un match commence tardivement ou qu'il est interrompu, ceci est noté dans le rapport d'arbitre, qui sera examiné par l'instance fédérale compétente. La fédération peut prendre des sanctions à l'égard de l'équipe à laquelle le retard ou l'interruption est imputable.

Le délai d'attente maximum par match en raison de:
- circonstances imprévues (y compris l'absence d'une équipe qui ne peut dépasser 10 minutes) ne peut dépasser 30 minutes;
  L'équipe absente ou qui risque de l'être doit immédiatement informer le club visité par écrit, avant le début du match, par le biais du correspondant qualifié de son club ou d'un officiel de l'équipe qui devra obligatoirement figurer sur la feuille de match, dès qu'elle a connaissance d'une circonstance imprévue qui l'empêchera d'être à l'heure au match.
- défectuosités de l'éclairage même répétées, ne peuvent pas non plus dépasser 30 minutes.

Ces délais d'attente maximum sont cumulables. S'ils sont dépassés, le match est définitivement arrêté.

Article B6.112
Lorsqu'un match officiel de seniors masculins se jouant hors-série et ne donnant pas lieu à classement par addition des points se termine sur un résultat nul, deux prolongations de quinze minutes sont jouées avec changement de camp après le premier quart d'heure.
Si l'égalité persiste à l'issue des deux prolongations, la désignation du vainqueur se fait par une série de tirs au but.

Toutefois, s'il s'agit d'un match officiel de seniors masculins dont le résultat doit désigner un montant ou un descendant ou dont dépend la qualification du club vainqueur à une compétition internationale, le match est rejoué, à moins que les clubs concernés n'aient arrêté d'autres modalités d'application, en cas d'égalité après les deux prolongations de quinze minutes. Si à l'issue de ce second match, prolongations comprises, le résultat est toujours nul, il faut recourir aux séries de tirs au but.

Art. A
Si l'égalité persiste à l'issue des deux prolongations, le match n'est pas rejoué et la désignation du vainqueur se fait par une série de tirs au but.

Article B6.113
La durée d'un match d'équipes de jeunes ou féminines n'est jamais prolongée, exception faite pour les matches de la Coupe de Belgique Dames. En cas de résultat nul à l'issue de la durée normale de ces matches, le recours immédiat aux séries de tirs au but est d'application.

Article B6.114
Pour les matches amicaux et les tournois, les organisateurs peuvent prévoir dans leur règlement d'autres dispositions pour départager les équipes à égalité, pour autant que les matches ne dépassent pas ainsi la durée totale de jeu autorisée.

Article B6.115
La série de tirs au but se fait selon les règles énoncées à cet égard aux lois du jeu du football.

12 PARTICULARITÉS POUR LES FORMULES DE COMPÉTITION 8/8 ET 5/5

Article B6.116
Les particularités suivantes s'appliquent aux formules de compétition 8/8 et 5/5:

	5/5	8/8
Chaussures	Seules les chaussures multistuds ou les pantoufles de sport peuvent être utilisées. Le port de chaussures à crampons en aluminium est interdit.	
Coup d'envoi – Début du match	Au début de chaque mi-temps et quarter, et après chaque but, le coup d'envoi s'effectue au milieu du terrain. Les adversaires doivent se trouver à au moins 8 mètres.	
Hors-jeu	Le hors-jeu n'est pas d'application.	
Les cartes jaunes et rouges	Les cartes jaunes et rouges sont d'application. Les cartes jaunes ne sont pas enregistrées. Lors d'une carte rouge directe, un rapport d'arbitre suivra.	
Les coups francs	Tous les coups francs sont indirects. Lors d'un coup franc, les joueurs adverses doivent se trouver à 8 mètres au moins du ballon. Quand une faute est commise à moins de 8 mètres du but, le coup franc est joué à huit mètres de la ligne de but.	
Le coup de pied de réparation	Cette règle n'est pas d'application.	
Rentrée de touche	Est remplacé par une entrée en dribble ou par une passe au sol. Ce joueur ne peut pas marquer directement un but. Les adversaires doivent se trouver à au moins 3 mètres.	Rentrée de touche.

Coup de pied de but	Est remplacé par une entrée en dribble ou par une passe au sol. Ce joueur ne peut pas marquer directement un but. Les adversaires doivent se trouver en dehors de la surface de but (*) jusqu'à ce que le ballon soit mis en jeu.	Le coup de pied de but s'effectue suivant la Loi du Jeu depuis la surface de but fictive.
	Le gardien peut jusqu'en et y compris les U12 rentrer ce ballon en dribble en championnat de jeunes Elite.	
Jeu de tête	Le ballon ne peut pas être touché volontairement avec la tête. Si le joueur le fait, un coup franc indirect est accordé à l'équipe adverse.	Jeu de tête autorisé
(*) La surface de but est une zone fictive dans un rayon de 8 mètres à partir du centre du but.		

13 RÉCLAMATIONS CONCERNANT LE MATCH

13.1 SURFACE DE JEU NON CONFORME

Article B6.117
Si, selon l'équipe visiteuse, une surface de jeu est non conforme, elle peut refuser de jouer ou jouer sous réserves.

Si le club visiteur refuse de jouer, il fait connaître à l'arbitre les motifs de sa décision et s'en justifie ultérieurement devant l'instance compétente. Si cette instance, après enquête, donne tort au club visiteur, celui-ci subit les conséquences de son refus de jouer (score de forfait).

Si le club visiteur accepte de jouer sous réserves, il formule celles-ci de façon expresse auprès de l'arbitre, en exposant ses motifs, au moins vingt minutes avant l'heure de début du match, afin que les corrections immédiatement possibles puissent éventuellement encore être effectuées.

Le fait de formuler des réserves ou même de libeller une réclamation sur la feuille de match ne dispense pas le club plaignant d'envoyer une réclamation dans les formes et délais prévus au règlement fédéral. Si l'instance compétente décide que la non-conformité à laquelle il n'a pu être remédié a eu une influence sur le résultat du match, le score de forfait est accordé au club visiteur.

13.2 RÉCLAMATION RELATIVE À LA DURÉE DU MATCH

Article B6.118
Une réclamation relative à la durée du match est traitée par l'instance compétente chargée de l'arbitrage (refereeing).

Avant d'examiner le fond d'une réclamation relative à la durée du match, l'instance compétente chargée de l'arbitrage (refereeing) vérifie si la procédure fixée concernant la durée des

matches, le repos, le changement de camp et coup d'envoi a été observée. A cet effet, il demande à l'instance compétente copie des mentions apposées à cet égard sur la feuille de match.

13.3 RÉCLAMATION RELATIVE À LA GESTION D'UN MATCH

Article B6.119

Art. A/V

Les réclamations portant sur une erreur commise par l'arbitre dans l'appréciation d'un fait au cours du match ou dans l'application des lois du jeu de football sont considérées comme relatives à l'arbitrage et sont traitées par l'instance compétente chargée de l'arbitrage (refereeing), excepté les matches de la Coupe de Belgique Dames et la Coupe de Belgique Messieurs des 5 premières journées, où le comité sportif URBSFA est compétent.

Ne sont pas considérées comme relatives à l'arbitrage et sont donc à juger par le conseil disciplinaire pour le football professionnel, le comité disciplinaire Voetbal Vlaanderen ou la Commission Disciplinaire de l'ACFF, les réclamations concernant:

1° l'arrêt ou la remise d'un match par l'arbitre pour cause d'obscurité, d'intempéries, d'impraticabilité de la surface de jeu;
2° la décision prise par l'arbitre d'arrêter le match à la suite d'incidents, même si ces réclamations font état d'une erreur d'arbitrage;
3° la validité de l'avertissement et de l'exclusion des joueurs.

Lorsqu'une réclamation relative à l'arbitrage d'un match constitue en même temps une plainte à charge d'un arbitre, l'instance compétente apprécie si, pour l'enquête, l'arbitre en cause doit être mis au courant des faits qui lui sont reprochés. Dans l'affirmative, les copies supplémentaires nécessaires lui sont transmises.

Art. P

Les décisions de l'arbitre pendant le match ou à l'occasion du match sont définitives.

Il s'agit tant des décisions relatives aux faits de jeu, y compris l'octroi d'un but et le résultat d'un match, que des décisions relatives aux lois du jeu du football ou à leur application.

Le résultat d'un match ne peut être modifié pour ou à cause d'une erreur de l'arbitre, et un match ne peut être rejoué pour cette raison. Le fait que l'erreur soit reconnue par le(s) arbitre(s) ou par les instances chargées de l'arbitrage n'y change rien.

Les éventuelles réclamations relatives à des erreurs d'arbitrage feront l'objet d'un suivi administratif par les instances chargées du développement de l'arbitrage

(refereeing - voir Livre B, Titre 2 Organisation de la Fédération) dans le but d'améliorer le fonctionnement de l'arbitrage. Les décisions sont sans recours.

Ce qui précède est sans préjudice des recours disciplinaires à l'encontre de l'/des arbitre(s) ou des officiels de match en cas d'infraction disciplinaire (ou pénale).

13.4 RÉCLAMATION OU APPEL VISANT UNE ERREUR DE L'ARBITRE DANS L'APPRÉCIATION D'UN FAIT

Article B6.120

PL Cet article ne s'applique pas au football professionnel.

Les décisions de l'arbitre sur les faits en relation avec le jeu sont sans recours, y compris la validation d'un but et le résultat du match. En conséquence, le résultat d'un match n'est jamais modifié en raison d'une erreur commise par l'arbitre dans l'appréciation d'un fait au cours du match, même si cette erreur est reconnue par l'arbitre après la reprise du jeu.

A plus forte raison, les déclarations d'un assistant-arbitre en contradiction avec celles de l'arbitre au sujet de l'appréciation d'un fait ne peuvent influer sur la décision de l'instance saisie.

L'instance chargée de l'arbitrage (refereeing) ne peut, sans entendre les intéressés, rejeter d'office des réclamations portant sur des erreurs de l'espèce.

L'instance chargée de l'arbitrage (refereeing) peut à la réception d'une réclamation semblable écrire au club plaignant pour lui faire observer que son recours porte sur une ou plusieurs questions de fait. Il demande en même temps si, dans ces conditions, il maintient sa réclamation. Dans cette éventualité, le club plaignant supporte le cas échéant les frais de la cause et les amendes.

Si, malgré pareille communication, le club persiste en son recours, ce dernier est examiné en séance, selon l'usage, en présence des diverses parties concernées.

13.5 RÉCLAMATION OU APPEL VISANT UNE ERREUR DE L'ARBITRE DANS L'APPLICATION DES LOIS DU JEU

Article B6.121

PL Cet article ne s'applique pas au football professionnel.

Lorsqu'il est établi devant une instance chargée de l'arbitrage (refereeing), à la suite d'une réclamation ou d'un appel, qu'une erreur ne portant pas sur l'appréciation d'un fait a été commise par l'arbitre dans l'application des Lois du Jeu, le dossier est transmis à l'instance disciplinaire compétente.

L'instance disciplinaire compétente détermine si cette erreur a modifié gravement la marche du jeu et, dans l'affirmative, décide l'invalidité du match. S'il est démontré qu'entre le moment où l'erreur s'est produite et la fin du match, il n'était plus possible de modifier le score de telle façon que l'attribution des points pût en être changée, l'instance rétablit le score en tenant compte de l'erreur commise, mais ne fait pas rejouer le match.

14 MATCHES AMICAUX - TOURNOIS

14.1 GÉNÉRALITÉS

Article B6.122
Tout match amical ou tournoi est annoncé à la fédération dans les formes et délais déterminés.

Article B6.123
Tous les clubs peuvent participer à des matches amicaux et à des tournois dans les différentes disciplines.

Article B6.124
Il est interdit aux clubs de l'URBSFA de jouer des matches contre des clubs non affiliés, suspendus ou radiés.

Toute infraction est passible d'une amende de 100,00 EUR à 500,00 EUR

L'URBSFA peut exceptionnellement et avec un message d'intérêt public ou dans un but de charité, permettre à un club de rencontrer un club non affilié. Pour être recevables, les demandes doivent être introduites auprès de l'URBSFA au moins quatorze jours avant la date planifiée du match concerné.

Article B6.125
Toutes les dispositions relatives aux matches amicaux sont d'application pour les tournois, à l'exception de l'annonce et de la rétribution.

14.2 MATCHES AMICAUX

Article B6.126
Pour un match en Belgique, le club organisateur annonce le match par le biais de la plateforme digitale existante à l'instance compétente, et ce au plus tard la veille du match. Ceci permet à l'administration fédérale d'enregistrer ce match, sans qu'un accord de l'adversaire doive être soumis.

Toute infraction entraîne une amende administrative de 20,00 EUR qui est doublée en cas de récidive durant la même saison ou lorsqu'il s'agit d'un match contre une équipe étrangère.

Le club organisateur est mis en possession de l'accord de l'adversaire ou le cas échéant des clubs participants soit via la plate-forme digitale de l'URBSFA, soit au moyen d'un écrit. Le club organisateur doit, en cas de réclamation pouvoir présenter à l'instance fédérale compétente cet accord, si celle-ci en fait la demande.

Pour la direction des matches amicaux annoncés dans un délai inférieur à quatorze jours précédant le match, l'instance compétente chargée de l'arbitrage (sportif) ne désignera officiellement un arbitre que dans la mesure des possibilités.

Article B6.127
Tout match à jouer à l'étranger est annoncé à la fédération au moins quatorze jours à l'avance, sous peine d'une amende administrative de 20,00 EUR.

A défaut d'objection dans les sept jours suivant l'annonce, le match est autorisé.

Article B6.128
 Tout match amical est frappé d'une rétribution de 5,00 EUR à charge du club organisateur.

Les rencontres non 11/11 et les matches des clubs du minifoot et des clubs du football récréatif sont exonérés de cette taxe.

 Lorsqu'un match amical s'est joué sans annonce préalable ou en cas d'annulation par l'instance compétente, le club organisateur est frappé d'une amende de:
- 100,00 EUR pour un match d'équipes de jeunes;
- 200,00 EUR pour un match d'équipes seniors.

Article B6.129
L'enregistrement de l'annonce d'un match amical ne peut être annulé par l'instance compétente sauf si celle-ci fixe à la même date un match officiel impliquant l'un des clubs concernés.

Article B6.130
Les dates libres au calendrier sont réservées aux matches remis. Tout enregistrement de l'annonce d'un match amical est annulé si l'un des deux clubs concernés doit jouer à la même date un match officiel remis.

Cette disposition n'est pas d'application pour les clubs du football professionnel 1A pour autant que ceux-ci jouent le match officiel remis le premier mercredi suivant disponible.

Article B6.131
Le club qui obtient le décalage d'un match de championnat ne peut utiliser la date devenue libre pour organiser un match amical ou pour y participer.

Article B6.132
Les clubs qui, pour la conclusion de matches contre des équipes étrangères, recourent à l'intermédiaire de personnes agissant à titre privé, se conforment aux dispositions des

règlements de la FIFA et de l'UEFA. Faute de quoi, ils ne peuvent en cas de litige bénéficier ni de l'intervention de la fédération ni de l'arbitrage des organismes internationaux compétents.

14.3 TOURNOIS

Article B6.133
Le club organisateur est en possession d'une déclaration collective ou individuelle signée pour accord de participation par les clubs concernés. Elle est produite si, en cas de réclamation, l'instance fédérale le requiert.

Article B6.134
Si l'organisation d'un tournoi entraîne une compétition qui entre en concurrence avec des championnats nationaux, interprovinciaux ou provinciaux organisés par l'URBSFA et ses ailes, l'autorisation de ce tournoi sera refusée par l'URBSFA ou ses ailes.


Lorsque, malgré un refus, des matches de ce tournoi sont disputés, l'instance compétente inflige aux équipes participantes une amende de 200,00 EUR par match disputé.

Article B6.135
Aux termes des statuts de la FIFA et de l'application des prescriptions des statuts de la FIFA, l'organisation de tout tournoi international impliquant plus de deux associations nationales (quelles que soient les équipes engagées) et/ou des équipes de clubs relevant de différentes associations nationales, respecte les conditions suivantes:

1° l'autorisation de la FIFA ou de l'UEFA, selon le cas, est accordée;
2° la demande d'autorisation est présentée par l'association nationale sur le territoire de laquelle le tournoi est prévu, deux mois au plus tard avant la première des dates souhaitées pour celui-ci. Afin que ce délai puisse être respecté, la demande et ses annexes doivent être adressées à l'URBSFA par le club organisateur au moins 75 jours avant la susdite date;
3° la demande d'autorisation est accompagnée d'une liste des équipes dont la participation au tournoi est envisagée ainsi que du règlement du tournoi tel qu'il a été établi par l'autorité organisatrice. La FIFA se réserve le droit d'apporter des changements au règlement dans le cas où il ne répondrait pas à ses exigences;
4° tout club participant appartient à l'association nationale de son pays et est en possession d'une autorisation écrite de celle-ci. Son attention doit être attirée sur ce fait par l'intermédiaire de sa fédération dès l'introduction de la demande d'autorisation du tournoi;
5° les équipes participantes contractent une assurance générale comprenant notamment les maladies et les accidents;
6° le club organisateur du tournoi s'assure en responsabilité civile;
7° le tournoi ne peut être organisé par une institution étrangère au football; s'il y est néanmoins fait appel, la responsabilité reste dans sa totalité à charge du club (ou de tout autre organe habilité) ayant sollicité l'autorisation d'organiser.

Article B6.136
Les coupes et les trophées ne portent pas de dénomination politique, ni une dénomination contraire aux valeurs du football.

Article B6.137
A la demande d'un club ou d'un groupement organisateur, la fédération peut décider de protéger la dénomination particulière d'un tournoi. Cette protection constitue une interdiction pour les autres clubs ou groupements d'en user.

Article B6.138

Les matches joués à l'occasion d'un tournoi organisé par les clubs sont frappés d'une rétribution de 5,00 EUR à charge du club organisateur.

Si toutefois le tournoi est organisé à l'intention d'une catégorie d'âge auquel participent au moins quatre équipes et au cours duquel la durée des matches est inférieure à celle prévue pour des matches de cette catégorie d'âge, la rétribution ci-dessus est ramenée à 2,50 EUR par match.

Les matches non 11/11 de même que ceux des clubs du minifoot et des clubs du football récréatif, sont exonérés de rétribution.


Les incidents, faits répréhensibles et contestations survenus au cours d'un tournoi sont tranchés en premier ressort par l'instance organisatrice, exceptés:
1° les faits propres à l'arbitrage des matches: sont de la compétence des instances ayant procédé à la désignation des arbitres;
2° les cas d'inconduite de joueurs et les réclamations contre les instances organisatrices: sont dévolus à l'instance compétente de l'URBSFA.

Article B6.139
Les clubs qui désirent organiser des matches ou des tournois de charité ou y prendre part obtiennent l'autorisation préalable de la fédération.

Les œuvres bénéficiaires présentent un caractère philanthropique, à l'exclusion de toute tendance politique.

15 MATCHES INTERNATIONAUX ET MATCHES DE SÉLECTION DES ÉQUIPES MASCULINES

Article B6.140
L'URBSFA conclut des matches internationaux et d'entraînement pour ses équipes représentatives. A cette fin, elle peut utiliser les terrains des clubs.

A cette fin, les clubs reçoivent une indemnité à discuter.

Tous les droits audiovisuels et commerciaux appartiennent exclusivement à l'URBSFA.

Article B6.141
L'organisation de matches et de compétitions internationales impliquant des équipes représentatives, des ligues et/ou des équipes de clubs incombe seulement à la FIFA ou à l'UEFA.

Aucun match ni compétition ne peut avoir lieu sans autorisation préalable de la FIFA ou de l'UEFA. En outre, une autorisation de la confédération concernée est demandée conformément aux statuts et aux règlements de la FIFA ou de l'UEFA.

Article B6.142
L'URBSFA, tenue de se conformer au calendrier international des matches arrêté par la FIFA/UEFA fixe obligatoirement les rencontres internationales officielles auxquelles son équipe nationale A prend part aux seules dates réservées à cet effet par la FIFA.

Article B6.143
Tout match ou contact sportif de l'URBSFA avec une association non membre de la FIFA ou de l'UEFA ou avec des membres provisoires des confédérations ou de leurs clubs nécessite l'accord de la FIFA ou de l'UEFA.

Article B6.144
L'URBSFA peut interdire n'importe quel match s'il estime qu'il constitue une concurrence pour un match de l'équipe nationale A.

Article B6.145
Peuvent être appelés à représenter la fédération en matches internationaux où l'équipe joue sous le nom de "Belgique", ou à participer à une sélection nationale ou provinciale, les Belges ainsi qualifiés par la législation belge en vigueur et affiliés à l'URBSFA ou à une autre association nationale faisant partie de la FIFA.

Ils sont obligés d'y prendre part, si leur concours est requis.

Article B6.146
Les clubs ne peuvent en aucun cas se prévaloir d'un match amical pour s'opposer à la sélection de leurs joueurs.

Article B6.147
Les obligations des clubs en matière de libération pour les matches des équipes nationales représentatives sont, en ce qui concerne les dates officielles au calendrier international, régies par l'Annexe 1 du règlement du statut et du transfert des joueurs de la FIFA (www.fifa.com).

Article B6.148
En cas de convocation d'un joueur pour une sélection nationale ou provinciale, il est répondu aux conditions suivantes:
1° le joueur est convoqué personnellement au moins six jours avant la journée du match;
2° le club du joueur est avisé de la convocation de son joueur au moins six jours avant le jour du match.

Si néanmoins le joueur ne se présente pas sans raison valable, seul le responsable principal au niveau national, régional ou provincial est habilité à en informer l'organe disciplinaire compétent endéans les deux jours.

Une proposition transactionnelle sera faite au joueur où, à l'exception en ce qui concerne l'équipe première, il lui sera infligé une suspension pour les deux prochaines journées de l'équipe concernée de son club d'affectation.

En ce qui concerne les joueurs des clubs du football professionnel 1A et 1B, il doit s'agir de matches à des dates officielles du calendrier international ou de matches qui ont été autorisés par la Pro League.

Si le joueur ne se présente pas pour des raisons médicales, le staff médical du club d'affectation du joueur concerné en avertira à temps le staff médical de l'équipe nationale concernée de sorte que la concertation nécessaire en la matière puisse avoir lieu.

16 MATCHES INTERNATIONAUX ET MATCHES DE SÉLECTION DES ÉQUIPES FÉMININES

Article B6.149
Les joueuses sont obligées de prendre part aux compétitions internationales ou autres organisées par l'URBSFA lorsqu'il est fait appel à leurs services. Les clubs mettent à disposition les joueuses qui sont sélectionnées.

Tous les droits audiovisuels et commerciaux appartiennent exclusivement à l'URBSFA.

Article B6.150
En cas de convocation d'une joueuse pour une sélection nationale ou provinciale, il est répondu aux conditions suivantes:
1° la joueuse est convoquée personnellement au moins six jours avant le jour du match ou de l'activité;
2° le club est mis au courant de la convocation de sa joueuse via le correspondant qualifié du club au moins six jours avant le jour de la rencontre ou de l'activité.

Dans des circonstances exceptionnelles, la date de la convocation peut être modifiée.

Article B6.151
Si la joueuse ne se présente pas sans raison valable à l'équipe nationale, l'instance disciplinaire compétente est avertie de cette absence. L'instance disciplinaire compétente agit suivant la procédure prévue pour les transactions.

Cet article s'applique également aux joueuses qui sont convoquées pour des sélections régionales ou provinciales. Dans ce cas, les responsables provinciaux informent par écrit les comités compétents.

Article B6.152
Les clubs peuvent, à condition que la demande soit faite au moins 4 jours calendrier avant le match, obtenir la remise d'un match officiel de leur équipe si:

1° en cas de sélection pour une équipe nationale belge:

a) deux ou plusieurs de leurs joueuses sont sélectionnées pour une équipe nationale belge (football ou futsal) en tant que joueuses de champ et si elles ont au moins été inscrites à deux reprises sur la feuille de match lors des quatre derniers matches de l'équipe concernée, précédant la date de la lettre de convocation;

b) son gardien de but est sélectionné pour une équipe nationale belge (football ou futsal) en tant que gardien de but et s'il a au moins été inscrit à deux reprises sur la feuille de match lors des quatre derniers matches de l'équipe concernée, précédant la date de la lettre de convocation.

2° en cas de contamination Covid-19:

a) trois ou plusieurs de leurs joueuses sont testées positives en application d'un protocole de testing adopté par l'URBSFA avec les autorités compétentes;

b) son gardien de but est testé positif en application d'un protocole de testing adopté par l'URBSFA avec les autorités compétentes.

En cas de force majeure, ce délai peut être raccourci.

La remise ne peut être obtenue pour les matches de la Women's Super League s'il s'agit de joueuses ou d'une gardienne de but qui sont/est convoquée(s) pour l'équipe nationale U17, sauf dans des cas exceptionnels. Cette décision administrative de l'URBSFA est sans recours.

Le Competitions Department de l'URBSFA prend sa décision, après consultation du Women's Football Departement, en tenant compte des éléments suivants (non exhaustifs): l'intégrité sportive du match de Women's Super League en question, le développement individuel des joueuses/de la gardienne de but concernée(s), l'impact sur le déroulement de la compétition de la Women's Super League.

Article B6.153
Les périodes d'inactivité forcée suivantes sont valables lors des sélections nationales:
1° une joueuse sélectionnée qui participe, qui est absente ou qui déclare ne pas pouvoir se libérer pour participer à un match de l'équipe nationale belge (football ou futsal) A, U21, U19 ou U17, ne pourra prendre part à aucun match officiel ou amical de son club à partir de deux jours avant jusqu'à un jour après le match pour laquelle elle était appelée;
2° une joueuse sélectionnée qui est absente ou qui déclare ne pas pouvoir se libérer pour participer aux entraînements d'une équipe nationale belge (football ou futsal), ne pourra prendre part à aucun match officiel ou amical de son club le jour de l'activité pour laquelle elle était appelée.

17 TITRES D'ACCÈS

Article B6.154
Toute personne se trouvant à l'intérieur des infrastructures lors d'un match à entrée payante est en possession d'un titre d'accès.

Les titres d'accès valables sont:
1° un ticket d'entrée d'une valeur nominale égale au prix d'entrée exigé;
2° une carte d'abonnement pour la saison en cours;
3° une carte d'invitation valable pour le match ou d'un ticket gratuit en tenant lieu;
4° une carte personnelle d'accès gratuit délivrée par la fédération, par une ligue ou le club organisateur dont les délégués disposent du droit de vote à l'assemblée générale ou par le club organisateur;
5° une carte permanente gratuite indiquant la qualité ou les fonctions du titulaire délivrée par le club à ses affiliés affectés;
6° un laissez-passer délivré par l'URBSFA.

Un contrôle doit être exercé à l'entrée des installations.

En ce qui concerne les clubs des divisions supérieures, seuls sont valables les tickets et cartes acquis d'une manière reconnue par la fédération.

Les clubs des divisions supérieures justifient l'emploi de leurs tickets vis-à-vis de l'URBSFA. Le cas échéant, tous les clubs doivent le justifier vis-à-vis de l'administration communale.

Article B6.155
Les tickets et cartes expirés sont détruits par les soins de l'administration communale si celle-ci perçoit une taxe sur les spectacles et divertissements.

Le procès-verbal de destruction signé par le préposé de l'administration communale et détaillant les numéros ainsi que la valeur nominale des tickets et cartes détruits est envoyé dans les soixante jours à l'URBSFA.

Les clubs des divisions supérieures qui sont exonérés de la taxe communale expédient à l'URBSFA, dans le même délai, les tickets et cartes devenus inutilisables, accompagnés d'un inventaire en double exemplaire spécifiant le nombre, les numéros et la valeur nominale des tickets et cartes expédiés.

Un exemplaire de cet inventaire est renvoyé dûment signé à titre d'accusé de réception.

En cas de fusion, les tickets des clubs fusionnés peuvent encore être utilisés pendant une période de trois saisons.

Article B6.156
Si le match est arrêté après la fin de la première mi-temps, les tickets ne sont ni remboursés ni valables pour un autre match.

En cas de remise générale, match remis avant d'avoir débuté ou match remis avant la fin de la première mi-temps, les tickets vendus doivent être remboursés aux spectateurs qui en font la demande.

Les tickets remboursés doivent cependant être repris sur le relevé de recettes du match en cause. Ils sont ensuite détruits.

Les tickets non remboursés sont valables pour le même match fixé ultérieurement.

Article B6.157
Les clubs fixent en toute liberté, sous réserve du respect des dispositions légales en la matière et sous leur seule responsabilité, les prix d'entrée en leurs installations.

En aucun cas, la valeur nominale des tickets ne peut être modifiée.

Sans préjudice des majorations inhérentes au mode de réservation et de délivrance des tickets précisées dans les conditions portées à la connaissance du public, les clubs ne peuvent percevoir en faveur d'autres organismes des suppléments sur leurs tickets d'entrée.

Article B6.158
Les clubs des divisions supérieures commandent leurs tickets auprès de l'URBSFA au moins dix jours avant la date présumée de leur utilisation.

Ils mentionnent:
1° le nom de l'imprimerie chargée de l'exécution;
2° la quantité de tickets à imprimer;
3° la valeur et la couleur;
4° la numérotation qui doit être continue dans chaque valeur;
5° les places à avantages multiples.

Les tickets mentionnent:
1° le sigle de l'URBSFA;
2° la dénomination exacte du club ainsi que son numéro matricule;
3° la valeur nominale (taxes comprises) de chaque ticket.

Les clubs peuvent imprimer au verso de leurs tickets des mentions qui ne revêtent aucun caractère politique, religieux ou idéologique.

Article B6.159
Sans préjudice des dispositions concernant les mentions obligatoires sur les tickets, les clubs, ligues ou autres associations de clubs qui recourent à un procédé de vente informatisé prennent les dispositions utiles en vue de permettre aux services de la Comptabilité générale de vérifier, en direct et sans intervention de tiers, la régularité des opérations de vente en vue d'établir l'assiette correcte de la redevance fédérale.

Article B6.160
Les clubs des divisions supérieures sont obligés de tenir un registre mentionnant les entrées et sorties des tickets par date.

Après chaque saison, avant le 30 juin, tous ces clubs complètent et renvoient le document adéquat qui leur a été transmis par la Comptabilité générale sur base de l'inventaire qu'ils détiennent.

 Le club en défaut ne reçoit pas de remboursement de frais d'arbitrage des matches officiels à partir de la saison suivante.

Article B6.161
Les clubs peuvent délivrer des abonnements dont ils fixent librement le prix d'émission.

En aucun cas, le prix d'émission et les millésimes figurant sur les cartes d'abonnement ne sont modifiés.

Si le montant réclamé comprend, outre le prix de base, une cotisation ou toute autre contribution, les deux montants sont mentionnés sur le titre délivré.

Les abonnements sont uniquement valables pour la saison en cours et ils donnent accès aux seuls matches de championnat.

Article B6.162
Les clubs des divisions supérieures adressent leurs commandes des cartes d'abonnement à l'URBSFA (avec modèle à l'appui).

Elles mentionnent:
1° le nom de l'imprimerie chargée de l'exécution;
2° la quantité de cartes à imprimer;
3° la valeur et la couleur;
4° la numérotation qui doit être continue dans chaque valeur.

Les cartes imprimées mentionnent:
1° le sigle de l'URBSFA;
2° la dénomination exacte du club ainsi que son numéro matricule;
3° le millésime de la saison concernée, sauf l'exception prévue ci-dessous;
4° la valeur nominale (taxes comprises);
5° les suppléments éventuels.

A titre exceptionnel, les clubs dont la commande ne dépasse pas globalement 100 cartes sont dispensés de faire imprimer le millésime de la saison sportive. Ils indiquent cependant ce millésime chaque saison au moyen d'un cachet.

Article B6.163
Les clubs des divisions supérieures tiennent un registre indiquant les noms et adresses des titulaires d'un abonnement ainsi que le montant payé.

Les clubs des divisions supérieures qui ont délivré des abonnements au cours de la saison en font la déclaration à l'URBSFA avant le 1 janvier de chaque année. Cette déclaration est établie sur un formulaire de relevé de recettes. Elle indique:

1° par catégorie, le nombre d'abonnements délivrés;
2° le prix de chaque abonnement;
3° le montant de la recette globale;
4° le numéro de la dernière carte vendue dans chaque catégorie.

Article B6.164
Les clubs peuvent à condition de ne percevoir aucune redevance de ce chef, délivrer des entrées gratuites.

Les personnes énumérées ci-après peuvent recevoir du club une carte d'entrée permanente, valable pour une saison:
1° les membres dirigeants et les affiliés affectés à l'URBSFA dont la cotisation annuelle est exonérée de la taxe;
2° le personnel de service au terrain.

Les autres personnes auxquelles le club veut épargner le paiement d'un droit d'entrée reçoivent un abonnement. La part de la cotisation annuelle couvrant le prix de l'abonnement est, par conséquent, soumise à l'application de la redevance fédérale.

Une carte d'invitation permanente peut être délivrée aux personnalités auxquelles le club désire témoigner sa gratitude.

Tout club peut délivrer des tickets gratuits et des invitations valables pour un seul match aux joueurs et dirigeants de l'équipe visiteuse ainsi qu'à certaines personnalités. Le quota de ces entrées est déterminé entre clubs d'une même division.

La validité des abonnements et des cartes d'entrée permanente gratuite énumérées ci-dessus peut être étendue aux matches qui se rejouent. A cette occasion, le club ne peut distribuer des tickets gratuits valables exclusivement pour ce match, ni réduire le prix habituel des entrées sans l'accord du club visiteur.

La tenue d'un registre spécial indiquant les nom et adresse des titulaires des cartes et invitations permanentes est obligatoire.

Article B6.165
A l'occasion d'un match avec entrées payantes, les clubs peuvent autoriser des collectes dans leurs installations, à condition que ce soit au profit d'œuvres de philanthropie ou d'intérêt commun n'ayant aucun caractère politique, religieux ou idéologique.

Lorsqu'un match se joue avec entrée gratuite, il est interdit sous peine d'une amende de 100,00 EUR, de mettre en vente des billets de tombola ou des cartes de soutien, d'organiser des collectes ou de substituer au droit d'entrée tout moyen de récolter des fonds.

Cette interdiction n'est pas d'application au niveau provincial, au football récréatif et au minifoot.

En outre, en ce qui concerne la contribution fédérale, le club organisateur se conforme aux dispositions applicables.

 Les infractions aux dispositions relatives à la délivrance de titres d'accès entraînent des sanctions.

Ces sanctions sont les suivantes:

1° le paiement des dettes fédérales éludées durant une période pouvant remonter jusqu'aux trois dernières saisons. S'il s'avère impossible de déterminer les dettes fédérales éludées avec précision, l'URBSFA en fixe le montant ex aequo et bono;
2° l'application d'une amende de 100,00 EUR à 5.000,00 EUR.
3° la radiation en cas de faute grave et délibérée ou de récidive.

Article B6.166
Les titulaires d'une carte d'invitation permanente ont accès libre à tous les matches joués sous le contrôle de l'URBSFA ou de l'UEFA.

1° Si les installations comportent une tribune d'honneur et une tribune officielle:
   a) carte Membre du Conseil: donne automatiquement et simultanément accès au parking, à la tribune d'honneur et à la salle de réception;
   b) carte A: tribune d'honneur;
   c) carte B: tribune officielle ou, le cas échéant, tribune principale;
   d) carte C: places assises dans la tribune principale;
   e) carte C barrée: dans la mesure des disponibilités, places assises, sinon places debout.

2° Si les installations ne comportent qu'une tribune officielle:
   a) carte Membre du Conseil: donne automatiquement et simultanément accès au parking, à la tribune officielle et à la salle de réception;
   b) carte A: tribune officielle;
   c) carte B: tribune officielle ou, le cas échéant, tribune principale;
   d) carte C: places assises dans la tribune principale;
   e) carte C barrée: places assises dans la mesure des disponibilités, sinon places debout.

Article B6.167
Le signalement écrit de présence d'un titulaire d'une carte d'invitation permanente se fait comme suit:
1° Pour les Coupes européennes: La demande, accompagnée d'une photocopie de la carte d'invitation permanente, est introduite au moins trois jours avant celui de la rencontre. Aucune carte gratuite n'est délivrée si ce délai n'est pas observé;
2° Pour les matches de championnat et de coupe en football professionnel: Les titulaires d'une carte fédérale personnelle signalent leur présence par écrit au club visité au moins trois jours avant celui de la rencontre, en joignant une photocopie de ladite carte à leur demande. Aucune carte gratuite n'est délivrée si ce délai n'est pas observé;
3° Pour les autres divisions: Les titulaires de la carte d'invitation permanente donnant droit aux places assises doivent signaler leur présence au club visité au moins trois jours avant celui de la rencontre. Si cette formalité n'a pas été observée, le membre concerné ne

pourra obtenir une place assise que dans la mesure des places restant disponibles. Le titulaire d'une carte d'invitation permanente qui n'obtient pas une place assise a accès aux places debout sur présentation de sa carte.

Article B6.168
Il peut exister une limitation du nombre de cartes d'accès gratuit.

1° Pour les Coupes européennes: Le nombre d'invitations délivrées aux titulaires de cartes personnelles d'accès gratuit A, B, C, C barrée est limité à 200 places assises et à 500 places debout avec priorité aux places assises pour les cartes A et B;
2° Pour les matches de championnat et de coupe en football professionnel: Les clubs peuvent limiter l'accès gratuit alloué aux titulaires de la carte d'invitation permanente à 20% des places disponibles, de quelque catégorie que ce soit, avec un maximum de trois cents pour les clubs du football professionnel, avec priorité aux cartes A et B. Les membres du Conseil d'Administration ne sont pas pris en compte dans cette limitation;
3° Pour les autres divisions: Pour cinq matches, les clubs des championnats nationaux et régionaux peuvent limiter à 20% des places assises disponibles, avec un maximum de cent pour les clubs des divisions 1, 2 et 3 ACFF/VV, le nombre de places assises réservées aux titulaires d'une carte d'invitation permanente, avec priorité aux cartes A et B. Les membres du Conseil d'Administration et du Conseil Supérieur ne sont pas pris en compte dans cette limitation. A cet effet, ces clubs font insérer un avis dans les organes officiels paraissant la semaine de la publication de ces matches.

Article B6.169
Pour chaque match international, un communiqué dans les organes officiels définit les dispositions adoptées.

TITRE 7
COMPETITIONS



association des clubs francophones de football

VOETBAL VLAANDEREN

Pro League

TABLE DES MATIÈRES

..... 1

1 Dispositions générales et définitions 3

2 Championnats 3

2.1 Généralités 3

2.2 Appartenance provinciale 5

2.3 Participation 5

2.4 Licences et labels des clubs 9

2.5 Composition des séries 9

2.6 Calendrier 9

2.7 Périodes 14

2.8 Départage des équipes 15

2.9 Forfaits 16

2.9.1 Généralités 16

2.9.2 Circonstances spécifiques et sanctions sportives 17

2.9.3 Sanctions financières et rétributions 19

2.9.4 Situations à assimiler à un forfait 21

2.10 Classement et attribution des places vacantes 23

2.11 Tour final 28

2.12 Frais communs 28

3 Coupe de Belgique 29

3.1 Généralités 29

3.2 Dispositions spécifiques pour la Coupe de Belgique Messieurs 29

3.2.1 Participation 29

3.2.2 Organisation 30

3.2.3 Forfait et retrait 32

3.2.4 Dispositions financières 33

3.2.5 Retransmission audio-visuelle 34

3.3 Dispositions spécifiques pour la Coupe de Belgique Dames 36

3.3.1 Participation 36

3.3.2 Organisation 36

3.3.3 Forfait et retrait 38

3.3.4 Dispositions financières 39

3.3.5 Retransmission audio-visuelle 39

3.4 Dispositions spécifiques pour la Coupe de Belgique U19 football professionnel 39

3.5 Trophées 40

4 Litiges et procédures 40

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DÉFINITIONS

Article B7.1
Ce document contient les dispositions relatives à l'organisation et au déroulement d'une compétition de football.

2 CHAMPIONNATS

2.1 GÉNÉRALITÉS

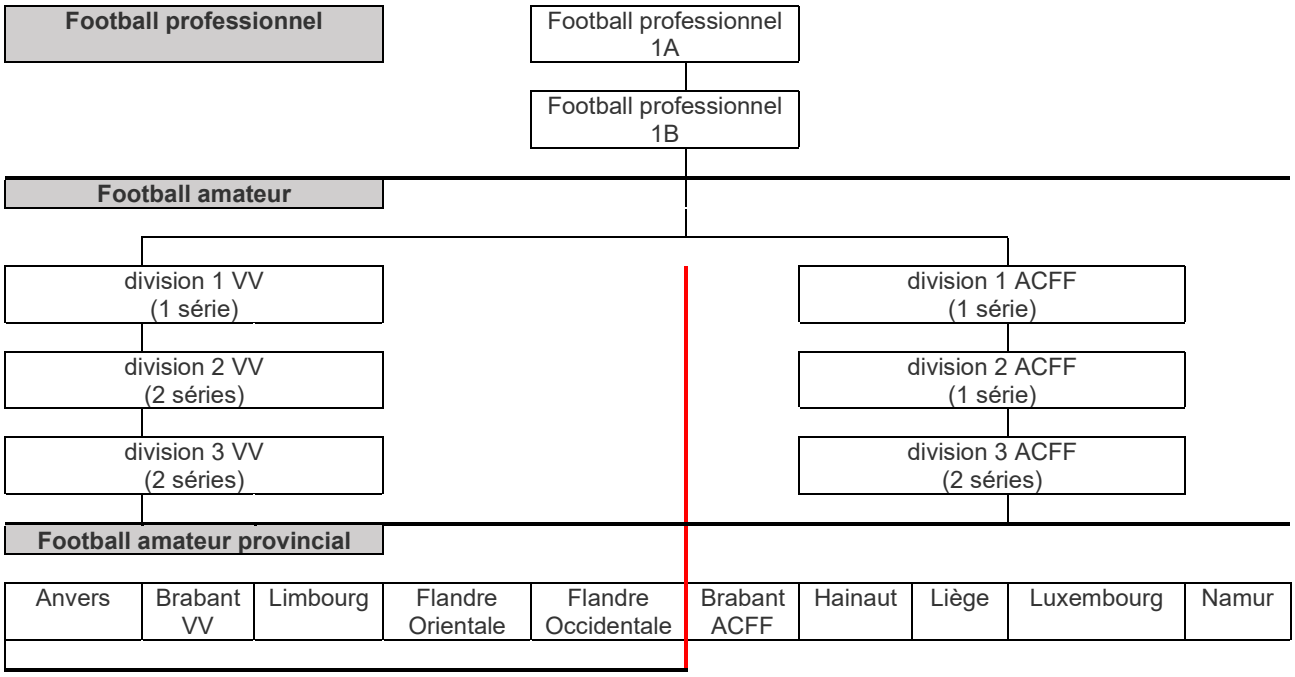
Article B7.2
Les championnats officiels suivants peuvent être distingués:

Géré par	**football professionnel** football professionnel 1A et 1B et la Super League du Football Féminin	**football amateur** divisions 1, 2 et 3 ACFF/VV, divisions provinciales et football féminin
URBSFA en collaboration avec la Pro League	- Championnats nationaux masculins du football professionnel 1A et 1B et leurs espoirs, Super League du Football Féminin; - championnats des jeunes Elite masculins; - championnats des jeunes Elite féminins;	
URBSFA en collaboration avec Voetbal Vlaanderen et l'ACFF		- championnats féminins nationaux; - futsal national
Voetbal Vlaanderen		- divisions 1, 2 et 3 Voetbal Vlaanderen et leurs réserves - division interprovinciale féminine VV * Au sein des provinces Voetbal Vlaanderen: - championnats masculins provinciaux et leurs réserves; - championnats provinciaux des dames seniors; - championnats de jeunes interprovinciaux, provinciaux et régionaux 11/11; - matches de jeunes interprovinciaux, provinciaux et régionaux non 11/11, qui disputent un calendrier établi sans résultats; - football récréatif; - futsal; - minifoot.
ACFF		- divisions 1, 2 et 3 ACFF et leurs réserves - division interprovinciale féminine ACFF * Au sein des provinces ACFF: - championnats masculins provinciaux et leurs réserves; - championnats provinciaux des dames seniors; - championnats de jeunes interprovinciaux (hormis les clubs de la Région de Bruxelles-Capitale), provinciaux et régionaux 11/11; - championnats de jeunes Iris League (uniquement les clubs de la Région de Bruxelles-Capitale); - matches de jeunes provinciaux et régionaux non 11/11, qui disputent un calendrier établi sans résultats.

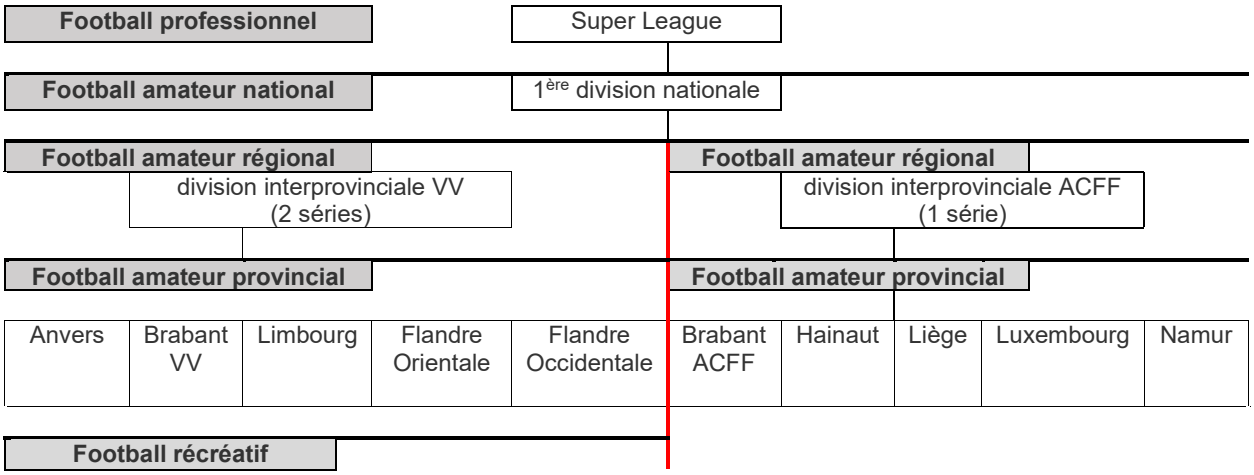
Les règles spécifiques concernant le football professionnel et le football amateur sont définies dans les livres P, A et V respectivement.

Article B7.3
L'ACFF et Voetbal Vlaanderen peuvent conclure des conventions quant à la participation d'autres clubs à leurs championnats.

Les différents championnats masculins sont présentés comme suit:



Les différents championnats féminins sont présentés comme suit:



Article B7.4
Les clubs de la Région de Bruxelles-Capitale sont, sur le plan régional, répartis auprès des championnats de Voetbal Vlaanderen ou de l'ACFF, selon qu'ils aient choisi de s'affilier à l'ACFF, à Voetbal Vlaanderen ou à l'URBSFA.

Article B7.5
La dénomination des championnats de chaque division peut, après approbation par l'URBSFA, être complétée ou remplacée par le nom d'un partenaire commercial. Cette dénomination est obligatoirement utilisée par la fédération dans toutes ses communications et publications, quel que soit le forum.

Article B7.6
L'instance organisatrice détient les droits d'exploitation des images de la compétition.

2.2 APPARTENANCE PROVINCIALE

Article B7.7
Sauf dérogation déjà consentie par les instances organisatrices, la participation d'une équipe issue des divisions provinciales au championnat d'une province autre que celle dans laquelle se situe le terrain de son club n'est pas autorisée.

Art. V
Cette disposition ne s'applique pas aux compétitions de jeunes et au football récréatif.

2.3 PARTICIPATION

Article B7.8
Les équipes premières masculines des clubs des divisions supérieures sont inscrites d'office

Les clubs du football professionnel et du football régional messieurs (à l'exceptions des divisions 2 et 3 ACFF) ont également inscrits d'office dans les championnats de réserves supérieurs ou espoirs. Les clubs qui déclarent forfait ne sont pas admis dans les championnats provinciaux d'équipes réserves.

Les clubs des divisions 1, 2 et 3 ACFF inscrivent, sous peine d'une amende de 600,00 EUR par équipe manquante, au moins deux équipes dans les championnats de jeunes de la province. Cette obligation est supprimée lorsqu'ils participent aux championnats interprovinciaux des jeunes.
Un club ne peut inscrire une équipe U23 dans une division supérieure que s'il est un club de football professionnel et que les conditions d'intégration visées dans le présent règlement sont respectées. Une équipe U23 ne peut pas être inscrite en division provinciale, ce qui signifie notamment que si une équipe U23 qui évoluait en division 3 ACFF/VV est reléguée, elle disparait de la compétition. Une place restera disponible pour une éventuelle nouvelle équipe U23. Avec l'arrivée d'une nouvelle équipe U23, la division 3 ACFF/VV jouera en surnombre.


Une équipe U23 est considérée comme une équipe première B d'un club de football professionnel masculin et est promue, maintenue ou dégradée en fonction des règles applicables dans la division à laquelle elle participe, sauf exceptions prévues.

Pour la saison 2024-2025, des équipes supplémentaires U23 seront intégrées dans les divisions supérieures, dont plusieurs équipes dans le football professionnel 1B. Quatre (4) places seront disponibles en division 1 VV, deux (2) places seront disponibles en division 1 ACFF, quatre (4) places seront disponibles en division 2 VV, deux (2) places seront disponibles en division 2 ACFF et le reste des équipes U23 pourront évoluer en division 3 ACFF/VV. Ces nombres s'appliquent en plus des équipes U23 qui descendent éventuellement du football professionnel 1B. La répartition des équipes U23 se fera conformément à la procédure décrite dans le Livre P. Seules les équipes U23 qui respectent les conditions d'intégration visées dans le présent règlement seront prises en compte. En tout état de cause, à partir de la saison 2024- 2025, 3 équipes supplémentaires U23 peuvent intégrer les divisions supérieures de VV et 2 équipes supplémentaires U23 les divisions supérieures de l'ACFF.

Les équipes U23 déjà intégrées auront, au début de la saison 2024-2025, la possibilité d'accéder à une division supérieure à condition d'en informer l'administration de la Pro League avant le 31 mars 2024, qui en informera immédiatement Voetbal Vlaanderen et l'ACFF. Le cas échéant, l'équipe U23 la mieux classée au sein de la même série aura la priorité sur l'équipe U23 la moins bien classée au sein de la même série. Si une seule place est disponible et que les deux équipes U23 les mieux classées de leur série souhaitent accéder à la même division et en informent l'administration de la Pro League avant le 31 mars 2024, des matchs de barrage aller-retour seront organisés entre les deux équipes U23, conformément aux conditions d'éligibilité pour les équipes U23. Le match retour sera joué sur le terrain de l'équipe ayant le plus grand nombre de points. En cas d'égalité de points, cela sera déterminé par un tirage au sort. Une équipe U23 qui termine à une place de relégation est de toute façon reléguée dans la division inférieure et ne peut prétendre à monter d'une division ou à rester dans la même division la saison suivante.

En aucun cas une équipe U23 ne peut jouer dans la même division que l'équipe première A de son club (elle doit être au minimum une division en dessous). Si un club ne fait plus partie du football professionnel, ce club ne peut plus maintenir son équipe U23.

Un club de football professionnel qui souhaite retirer son équipe U23 des divisions supérieures lors de la saison suivante doit notifier sa décision irrévocable à cet égard au plus tard le 31 décembre de la saison en cours à l'administration de la Pro League, qui en informe immédiatement l'ACFF et Voetbal Vlaanderen. Une telle notification entraine automatiquement la désinscription définitive de l'équipe U23 concernée pour la saison suivante.

En cas de désinscription d'une équipe U23, une nouvelle équipe U23 pourra être inscrite par un club de football professionnel en division 3 ACFF/VV pour la saison suivante, pour autant que les conditions d'intégration visées dans le présent règlement soient remplies. Cela a pour conséquence que :

- Si l'équipe U23 qui est désinscrite évoluait en division 3 ACFF/VV, elle est remplacée pour la nouvelle équipe U23 ;
- Si l'équipe U23 qui est désinscrite évoluait en division 2 ACFF/VV, un club supplémentaire montra sportivement de division 3 ACFF/VV ;

- Si l'équipe U23 qui est désinscrite évoluait en nationale 1, un club supplémentaire montra sportivement de division 2 ACFF/VV, et un club supplémentaire montra sportivement de division 3 ACFF/VV.

Dans l'hypothèse où une équipe U23 est désinscrite et qu'aucun club de football professionnel ne souhaite inscrire une nouvelle équipe U23 en division 3 ACFF/VV, cela a pour conséquence que :

- Si l'équipe U23 qui est désinscrite évoluait en division 3 ACFF/VV un club supplémentaire de la division 1 provinciale ACFF/VV sera promu tout en laissant une place disponible pour une éventuelle nouvelle équipe U23; si une nouvelle équipe U23 s'inscrit, la division 3 ACFF/VV jouera en surnombre ;
- Si l'équipe U23 qui est désinscrite évoluait en division 2 ACFF/VV, un club supplémentaire de division 3 ACFF/VV sera promu, tandis qu'une place en division 3 ACFF/VV restera disponible pour une éventuelle nouvelle équipe U23. Lorsqu'une nouvelle équipe U23 sera engagée, la division 3 ACFF/VV jouera en surnombre. Dans les divisions sous-jacentes, un club supplémentaire sera également promu à chaque fois ;
- Si l'équipe U23 qui est désinscrite évoluait en nationale 1, un club supplémentaire de la division 2 ACFF/VV sera promu, tandis qu'une place reste disponible en division 3 ACFF/VV pour une éventuelle nouvelle équipe U23. Lorsqu'une nouvelle équipe U23 sera engagée, la division 3 ACFF/VV jouera en surnombre. Dans les divisions sous-jacentes, un club supplémentaire sera également promu à chaque fois.

Article B7.9
L'inscription des clubs des divisions provinciales est organisée par les ailes.

Art. A
Pour les championnats des divisions provinciales (seniors et équipes de jeunes), les clubs doivent envoyer leur inscription à leur bureau provincial avant la date limite fixée par ce dernier.
Le club dont l'inscription n'est pas introduite dans ce délai est pénalisé d'une amende de 25,00 EUR.

Le club qui a terminé la saison précédente avec une équipe première A et une équipe première B, mais qui ne veut aligner qu'une seule équipe première durant la nouvelle saison, peut l'inscrire dans une des divisions où son équipe première A ou B aurait évolué la prochaine saison.

En ce qui concerne le club dont l'inscription (ou la réinscription) ne parvient qu'après la publication de la composition des séries dans les organes officiels, le bureau provincial:

- s'il s'agit d'une équipe de jeunes: acceptera l'inscription, pour autant qu'il y ait une place vacante dans une série, et sans bouleverser la composition des séries;
- s'il s'agit d'une équipe seniors:
  - du football compétitif: acceptera l'inscription dans la division provinciale la plus basse, pour autant qu'il y ait une place vacante dans une série, et sans bouleverser la composition des séries.

- du football récréatif: acceptera l'inscription, pour autant qu'il y ait une place vacante dans une série, et sans bouleverser la composition des séries. S'il s'agit d'une équipe qui joue selon le principe de montée et de descente, elle ne pourra évoluer que dans la série la plus basse.

Tout club masculin des divisions provinciales doit, sous peine d'une amende allant de 60,00 EUR à 300,00 EUR, engager au moins une équipe dans les championnats de jeunes ou dans les matches de 5/5 ou 8/8 organisés par la province.

Au début de la saison, les clubs sortant d'inactivité complète ou principale doivent s'inscrire dans la division la plus basse de leur province.

Art. V

Pour les championnats des divisions provinciales et le football récréatif Voetbal Vlaanderen (seniors) et pour les championnats de jeunes, les clubs doivent envoyer leur inscription au Competitions Department Voetbal Vlaanderen avant la date limite fixée par ce dernier.
Le club dont l'inscription n'est pas introduite dans ce délai est pénalisé d'une amende de 25,00 EUR.

Le club qui a terminé la saison précédente avec une équipe première A et une équipe première B, mais qui ne veut aligner qu'une seule équipe première durant la nouvelle saison, peut l'inscrire dans une des divisions où son équipe première A ou B aurait évolué la prochaine saison.

En ce qui concerne le club dont l'inscription (ou la réinscription) ne parvient qu'après la publication de la composition des séries dans les organes officiels, le Competitions Department Voetbal Vlaanderen:

- s'il s'agit d'une équipe de jeunes: acceptera l'inscription, pour autant qu'il y ait une place vacante dans une série, et sans bouleverser la composition des séries;
- s'il s'agit d'une équipe seniors:
  - du football compétitif: pour autant qu'il s'agit d'un nouveau club admis, acceptera l'inscription dans la division provinciale la plus basse, pour autant qu'il y ait une place vacante dans une série, et sans bouleverser la composition des séries.
  - du football récréatif: acceptera l'inscription, pour autant qu'il y ait une place vacante dans une série, et sans bouleverser la composition des séries. S'il s'agit d'une équipe qui joue selon le principe de montée et de descente, elle ne pourra évoluer que dans la série la plus basse.

Tout club masculin des divisions provinciales doit, sous peine d'une amende allant de 60,00 EUR à 300,00 EUR, engager au moins une équipe dans les championnats de jeunes ou dans les matches de 5/5 ou 8/8 organisés, à l'exception du club qui fait partie d'une association d'équipes d'âge.

Au début de la saison, les clubs sortant d'inactivité complète ou principale doivent s'inscrire dans la division la plus basse de leur province.

Article B7.10

L'inscription de plusieurs équipes premières A et B en football amateur se fait selon les règles fixées par les ailes.

Art. A
Sans préjudice des dispositions concernant les championnats féminins, un club évoluant au sein du football amateur peut inscrire dans les championnats donnant lieu à une montée et/ou une descente, une équipe première A et une équipe première B.

L'équipe première B peut accéder aux championnats des divisions supérieures.

Ces équipes doivent se conformer, selon le cas, aux modalités qui sont d'application dans leur division nationale ou leur province.

Art. V
Sans préjudice des dispositions concernant les championnats féminins, un club évoluant au sein du football amateur peut inscrire dans les championnats donnant lieu à une montée et/ou une descente, une équipe première A et une équipe première B.

L'équipe première B peut accéder aux championnats des divisions supérieures.

2.4 LICENCES ET LABELS DES CLUBS

Article B7.11
Les conditions imposées aux clubs pour l'obtention d'une licence ou d'un label et donc la participation aux compétitions sont fixées dans les livres P, A et V.

2.5 COMPOSITION DES SÉRIES

Article B7.12
Sauf en ce qui concerne le football professionnel et la Super League, la composition des séries est fixée par l'ACFF et Voetbal Vlaanderen.

Par dérogation, le Manager du Calendrier Pro League fixe la composition des séries en Youth Elite et l'URBSFA fixe la composition des séries du football national féminin.

2.6 CALENDRIER

Article B7.13
Le calendrier des championnats est composé par le Manager du Calendrier Pro League selon les règles fixées par la Pro League en ce qui concerne le football professionnel, la Super League du Football Féminin, les championnes des jeunes Elite et par l'ACFF et Voetbal Vlaanderen en ce qui concerne le football amateur.

Le calendrier des championnats est composé par l'URBSFA en ce qui concerne la nationale 1, le football national féminin et le futsal national.

Les principes suivants sont applicables:

1° Lorsqu'il n'y a que deux clubs, membres de la fédération, dans une commune, il convient de ne pas faire jouer leurs équipes premières en concurrence.

2° Lorsqu'il y a plus de deux clubs, membres de la fédération, dans une commune, il convient d'éviter avant tout qu'une concurrence existe entre les équipes premières des clubs de la division la plus élevée. Si cette solution n'est pas réalisable, la concurrence entre ces équipes est organisée le plus équitablement possible.

Les calendriers sont publiés par les instances compétentes au moins quatorze jours avant le premier match.

Article B7.14

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas au football professionnel 1A et 1B à l'exception des jeunes élite, des espoirs et de la Coupe U19 du football professionnel.

Toute demande tendant à faire modifier la date ou l'heure d'un match fixé au calendrier est adressée par la plateforme digitale prévue à cet effet au moins quatre jours ouvrables précédant le match à l'instance compétente. Celle-ci décide de la suite à y réserver en tenant compte de toutes les contingences du calendrier. Pour les matches sans désignation d'arbitres, le délai est d'au moins deux jours ouvrables.

Délais valables pour les compétitions de Voetbal Vlaanderen

- **Matches 11c11 à montée et descente + matches de coupe:** 4 jours ouvrables.
- **Matches 11c11 sans montée et descente:** 24 heures avant le début prévu du match.
- **Matches pour lesquels aucun arbitre officiel n'est désigné:** 4 heures avant le début prévu du match.

Les demandes par le club visité ou visiteur introduites au moins 14 jours calendrier avant le match par la plateforme digitale auxquelles il n'est pas donné suite (comme une acceptation ou un refus) par l'opposant, seront automatiquement transmises quatre jours ouvrables précédant la date initiale du match à l'instance compétente. Celle-ci décidera de la suite à réserver à la demande en question, en tenant compte des contingences du calendrier.

Si le match est déplacé à une date antérieure, la demande doit se faire 14 jours calendrier avant la nouvelle date prévue pour le match. Celle-ci sera automatiquement transmise à l'instance compétente quatre jours ouvrables précédant la nouvelle date du match, si la modification demandée est restée sans suite par l'opposant.

L'instance compétente décide de la suite à y réserver en tenant compte des contingences du calendrier.

L'instance compétente peut, dans des circonstances spéciales laissées à sa seule appréciation, accepter une demande de modification au calendrier introduite tardivement, qu'il s'agisse d'un match de championnat, de Coupe de Belgique ou de coupe provinciale.

Ces décisions sont sans recours.

> Une redevance de 5,00 EUR est d'office portée au compte-courant du club visité. Aucune redevance n'est portée au compte du club pour les matches qui ne se jouent pas à 11/11 et le football récréatif, quelle que soit la division.

Les matchs d'une journée de compétition fixés ou rejoués un autre jour pour quelque raison que ce soit continuent, en ce qui concerne les championnats se disputant par périodes, à appartenir à cette journée.

Si au moins 5 joueurs ayant bénéficié d'un temps de jeu effectif avec l'équipe U23 du club au cours de la saison ne sont pas en mesure de participer à un match officiel de cette équipe U23 en raison de leur convocation dans une équipe nationale A ou une équipe nationale de jeunes, l'équipe U23 a le droit de demander la remise du match officiel en question à l'instance ou à l'administration compétente, qui fixera la nouvelle date du match, après avoir vérifié que la condition susmentionnée est remplie. Cette décision est définitive et sans recours. La demande doit être introduite au plus tard 2 jours ouvrables après réception de la cinquième convocation. Elle ne peut jamais être introduite plus tard que 120 heures avant le début du match. Cette règle ne s'applique pas aux matches d'une équipe U23 de la division 1B du football professionnel.

Article B7.15
Sauf en cas d'accord entre les deux clubs, ratifié par l'instance compétente, le match aller se joue sur le terrain du club cité en premier lieu et le match retour sur le terrain de l'autre club.

Sauf dérogation consentie par l'instance compétente, les matches de la dernière journée d'une période, des deux dernières journées de championnat de l'équipe première ainsi que des deux dernières journées des play-offs éventuels ou des tours finaux sont joués le même jour à la même heure.

Pour la compétition en 1A et 1B, les matches de la dernière journée d'une période, du championnat et des play-offs sont joués le même jour et à la même heure.

Les instances compétentes peuvent fixer des matches les jours ouvrables pour éviter que les dates limites fixées soient dépassées.

Article B7.16
En principe, la période hivernale s'étend du premier dimanche du mois de novembre jusqu'au dernier dimanche du mois de janvier inclus. En ce qui concerne les championnats régionaux et provinciaux, le Competitions Department Voetbal Vlaanderen ou les instances compétentes de l'ACFF décident souverainement de la date du début et de la fin de la période hivernale.

Durant cette période, le coup d'envoi des matches fixé à 15.00 heures est avancé à 14.30 heures.

Sauf dérogation avec l'accord des deux parties et approuvée par les instances compétentes, les matches en divisions nationales féminines, à l'exception de la Super League du Football Féminin, et les divisions interprovinciales commencent à 12.00 heures au plus tôt.

Si plusieurs matchs sont fixés sur le même terrain, l'instance compétente décide de l'heure de chaque coup d'envoi.

Les Assemblées Générales Provinciales peuvent fixer l'heure du coup d'envoi des matches de championnat qui se dérouleront au mois d'août.

Article B7.17
Seuls les clubs dont les installations d'éclairage répondent aux conditions réglementaires peuvent obtenir l'autorisation des instances compétentes de commencer des matches officiels plus tard que 14.30 heures pendant la période hivernale ou de disputer certains de leurs matches officiels le samedi soir. Ceux-ci sont donc considérés comme des matches en nocturne.

L'autorisation est demandée:
1° lors de l'inscription des équipes s'il s'agit de matches à jouer après 14.30 heures pendant la période hivernale ou de matches officiels à jouer à domicile le samedi soir;
2° pour les modifications aux matches durant la saison en cours, conformément à l'article B7.14.

Article B7.18
Les instances compétentes décident souverainement de la remise de matches pour intempéries dans le courant de la semaine précédant ceux-ci.

La remise peut également être décidée soit à la demande du club visité, soit d'office à l'initiative de l'instance compétente.

Les frais qui résultent des contrôles individuels sont imputés au club visité si c'est celui-ci qui a demandé l'enquête et si le contrôle n'entraîne pas la remise du match. Dans les autres cas, ils sont soit imputés au compte des frais communs, soit pris en charge par l'URBSFA si le championnat ne se dispute pas à frais communs.

En tout état de cause, les remises de matches prononcées par les instances compétentes doivent être décidées et notifiées suffisamment à temps pour éviter au club visiteur un déplacement inutile. La notification se fait par tout moyen.

Ces décisions sont sans recours.

L'ACFF et Voetbal Vlaanderen peuvent fixer des règles spécifiques pour leurs compétitions des jeunes et réserves.

Art. A

Dispositions valables pour les compétitions des jeunes de l'ACFF:

Le club visité peut, de sa propre initiative, reporter un match de jeunes (des U6 aux U13 inclus) lorsque le terrain de jeu est impraticable en raison des conditions météorologiques.
Le club visité peut le faire via la plateforme digitale prévue à cet effet au plus tôt 24 heures à l'avance et au plus tard:

- 3 heures avant le match pour les championnats provinciaux;
- 6 heures avant le match pour les championnats interprovinciaux

Les parties concernées en sont informées automatiquement.

L'instance compétente peut mener une enquête en cas de soupçon d'abus lié à l'utilisation de cette mesure. L'instance compétente, après avoir convoqué et entendu le club, appliquera les sanctions en matière de forfait à l'équipe concernée si elle estime que cette mesure a effectivement fait l'objet d'un abus.

Art. V

Dispositions valables pour les compétitions des jeunes et réserves de Voetbal Vlaanderen:

Le club visité peut, de sa propre initiative, reporter un match de jeunes et/ou de réserves lorsque le terrain de jeu est impraticable en raison des circonstances.
Le club visité peut le faire via la plateforme digitale prévue à cet effet au plus tôt 48 heures à l'avance et au plus tard trois heures avant le coup d'envoi.
Les parties concernées en sont informées automatiquement.

L'instance compétente peut mener une enquête en cas de soupçon d'abus lié à l'utilisation de cette mesure.

L'instance compétente, après avoir convoqué et entendu le club, appliquera les sanctions en matière de forfait à l'équipe concernée si elle estime que cette mesure a effectivement fait l'objet d'un abus.

Article B7.19

Les matches déplacés ou à rejouer sont disputés dès que possible.

Les dates des matches déplacés ou à rejouer sont fixées selon les règles déterminées séparément pour le football professionnel et le football amateur.

Ces décisions sont sans recours.

Art. P

Pour les matches déplacés ou à rejouer d'équipes premières des divisions 1A, 1B et de Super League, le Département Compétitions fixe souverainement la date et choisit l'heure du coup d'envoi.

Art. A/V

Pour les matches déplacés ou à rejouer d'équipes premières d'une division supérieure, le Competitions Department fixe souverainement la date et détermine l'heure du coup d'envoi.

Pour les matches déplacés ou à rejouer d'équipes premières des divisions provinciales Voetbal Vlaanderen ou du football récréatif Voetbal Vlaanderen, le Competitions Department Voetbal Vlaanderen fixe la date à laquelle le match sera remis.

Pour les matches déplacés ou à rejouer d'équipes premières des divisions provinciales ACFF, le bureau provincial fixe la date à laquelle le match sera remis.

Lors de la fixation d'une nouvelle date, les instances compétentes devront, dans tous les cas, faire choix de la première date libre du calendrier.

Sauf décision contraire de l'instance compétente, tout match remis ou à rejouer doit être disputé sur le terrain indiqué au calendrier.

2.7 PÉRIODES

Article B7.20

Un championnat peut être joué en deux ou trois périodes successives.

Selon le nombre de participants au championnat, il peut y avoir:

1° trois périodes de respectivement huit, huit et dix matches (séries de 14 clubs);
2° trois périodes de dix matches (séries de 16 clubs);
3° trois périodes de respectivement dix, douze et douze journées (séries de 18 clubs);
4° deux périodes (aller et retour – séries de moins de 16 clubs).

En cas de nombre impair de clubs, l'instance compétente fixera les modalités.

Article B7.21
L'instance compétente veille à ce que le nombre de matches à domicile et à l'extérieur de chaque club soit équilibré pendant chaque période. La proportion 3/5, 4/6 ou 5/7 ne peut pas être dépassée.

Les matches fixés par l'instance compétente pour une période déterminée continuent à appartenir à cette période, quelle que soit la date à laquelle ils sont joués.

Si, au cours de la dernière journée de compétition d'une période, des matches sont décisifs pour l'obtention du titre de vainqueur de la période, ils doivent être joués le même jour et commencer à la même heure, sauf dérogation consentie par l'autorité compétente.

Les matches de rattrapage doivent être disputés le plus rapidement possible.

Article B7.22
A chaque match, trois points sont attribués à l'équipe victorieuse. En cas de match nul, chaque équipe reçoit un point.

Article B7.23
A l'issue de chaque période, un classement concernant cette période est établi en tenant successivement compte des critères suivants, à moins qu'il existe d'autres dispositions réglementaires ou modalités provinciales:

1° le plus grand nombre de points;
2° en cas d'égalité, le plus grand nombre de victoires;
3° en cas d'égalité persistante, la différence de buts.

Le premier de ce classement est déclaré vainqueur de la période.

Si, en respectant les critères ci-dessus, deux clubs terminent premiers, un test-match est joué sur terrain neutre.

En cas de résultat nul, il est suivi de deux prolongations de quinze minutes. Si l'égalité subsiste à la fin des prolongations, la désignation du vainqueur se fait en recourant à une série de tirs au but.

Les vainqueurs de périodes pour les séries qui débutent le championnat avec un nombre impair d'équipes sont déterminés selon la règle de trois de l'alinéa 2°, b) de l'article B7.46 et les critères de départage repris ci-dessus.

> **Art. A**
> Lorsque, en raison de circonstances exceptionnelles, les échéances du calendrier empêcheraient de trouver une ou des dates disponibles pour ces test-matches, l'instance compétente, avec l'accord du Conseil d'Administration de l'ACFF, peut décider de recourir, dans leur ordre, aux 6 premiers critères de l'article B7.42. En lieu et place du 7ème critère, c'est un tirage au sort qui départagerait les équipes à égalité.

Article B7.24
La révision du classement de périodes suite à une suspension des activités, mise à exécution de démission avec application immédiate, démission ou forfait général, se fait selon les règles énoncées à l'article B7.46.

2.8 DÉPARTAGE DES ÉQUIPES

Article B7.25
Si, pour départager deux équipes, un match est joué en aller et retour, le vainqueur est l'équipe qui a marqué le plus grand nombre de buts à l'issue des deux matches.

Si l'égalité subsiste, le second match est prolongé de deux fois quinze minutes.

Si, à l'issue de ces deux prolongations, aucun but n'a été marqué ou que le nombre de buts marqués par les deux clubs reste le même, les équipes sont départagées aux tirs au but.

Il n'y a pas de prolongations dans des matches de dames ou de jeunes, à l'exception de certains matches en Coupe de Belgique Dames. Pour désigner le vainqueur, il sera procédé directement à une série de tirs au but.

2.9 FORFAITS

2.9.1 Généralités

Article B7.26
Un forfait général d'une équipe première n'est accepté que s'il a été notifié à la fédération conjointement par le correspondant qualifié et un dirigeant responsable.

Article B7.27
Un club déclarant forfait pour un match officiel ne peut faire disputer le même jour un autre match par l'équipe pour laquelle il a déclaré forfait.

Un match ayant donné lieu à forfait n'est pas rejoué ultérieurement, même d'un commun accord entre les deux clubs.

Article B7.28
Un forfait déclaré plus de huit jours avant la date du match peut être retiré dans les vingt-quatre heures de sa déclaration. Un forfait déclaré huit jours ou moins avant le match ne peut être retiré.

Article B7.29

Art. A

Dispositions valables pour les équipes premières en divisions provinciales et pour les compétitions des jeunes et réserves de l'ACFF

Un club peut déclarer via la plate-forme digitale applicable un forfait partiel pour les équipes premières dans les divisions provinciales, ~~en~~ pour les jeunes et les réserves dans les délais suivants:

- jusque 6 heures avant le match pour les équipes premières dans les divisions provinciales;
- jusque 3 heures avant le match en jeunes et réserves des championnats provinciaux;
- jusque 6 heures avant le match en jeunes interprovinciaux et réserves amateurs des divisions 2 et 3 ACFF.

Les parties concernées sont automatiquement informées du forfait partiel.

Art. V

Dispositions valables pour les compétitions d'équipes premières de divisions provinciales, de jeunes et réserves de Voetbal Vlaanderen

Un club peut notifier via la plate-forme digitale applicable un forfait pour les équipes premières dans les divisions provinciales, pour les jeunes et/ou les réserves au plus tard quatre heures avant le coup d'envoi.

Les parties concernées en seront automatiquement informées.

2.9.2 Circonstances spécifiques et sanctions sportives

Article B7.30
Si un club masculin ou une section masculine déclare forfait général en championnat pour son équipe première A, sans préjudice des autres sanctions prévues, les sanctions administratives suivantes sont infligées au club défaillant en fin de saison:

1° le club termine la saison à la dernière place du classement final;
2° une dégradation supplémentaire d'une division (sans que cela puisse aller plus loin que la division provinciale la plus basse);
3° un handicap de 9 points au début du prochain championnat, réparti de manière égale sur les périodes, le cas échéant.

Article B7.31
Lorsqu'un club qui a inscrit en championnat deux équipes premières masculines (A et B) déclare forfait général pour son équipe A, celle-ci est maintenue et le forfait en question est prononcé pour l'équipe B.

En cas de forfait général des deux équipes dans un club alignant deux équipes premières, les dispositions concernant l'inscription obligatoire des clubs et la disposition mentionnée ci-après leur sont applicables en cas de sortie d'inactivité.

Le club qui a inscrit deux équipes premières en championnat et qui déclare forfait général pour son équipe B ne peut aligner une équipe B au cours de la saison qui suit.

Article B7.32
Si un club féminin ou une section féminine avec une équipe A et son équipe B ou son équipe C décide lors du championnat régulier de démissionner ou de ne pas inscrire une ou plusieurs équipes, soit l'équipe A soit son équipe B, soit son équipe C, il/elle doit communiquer cette démission et cette non-inscription aux instances compétentes durant le délai prévu dans l'outil d'inscription.

Lorsqu'un club ayant deux équipes premières féminines inscrites (A et B) déclare forfait général pour son équipe A, celle-ci est conservée et le forfait est imposé à l'équipe B.

Lorsqu'un club ayant trois équipes premières féminines inscrites (A - B et C) déclare forfait général pour son équipe A ou son équipe B, celle-ci est conservée et le forfait est imposé à l'équipe C.

Un club ayant plusieurs équipes premières féminines inscrites et qui déclare forfait général pour une ou plusieurs de ses équipes ne peut pas inscrire la ou les équipes en question la saison suivante.

Article B7.33
Le football professionnel et le football amateur sont soumis à des règles supplémentaires concernant les forfaits dans des circonstances spécifiques.

Art. P

Forfaits donnant lieu à un forfait général:

Si une équipe première masculine d'un club ou d'une section masculine du football professionnel déclare forfait à trois reprises au cours de la saison, elle est considérée comme ayant déclaré forfait général.

Après avoir convoqué et entendu le club, l'instance compétente (Conseil Disciplinaire pour le Football Professionnel) appliquera les dispositions concernant le forfait à l'équipe concernée.

Art. P

A moins que le club visité puisse jouer le match à la date prévue sur un terrain neutre qui remplit les conditions d'infrastructures requises, les matchs qui sont interdits par les autorités locales sont assimilés à un forfait au détriment du club visité.

Art. A/V

Forfaits donnant lieu à un forfait général:

1° Si une équipe première masculine d'un club ou d'une section masculine du football amateur déclare forfait en championnat pour son équipe A ou B selon le cas à trois reprises consécutives ou à cinq reprises au cours de la saison, elle est considérée comme ayant déclaré forfait général. Après avoir convoqué et entendu le club, l'instance compétente (Commission Disciplinaire ACFF, Comité Disciplinaire Voetbal Vlaanderen) appliquera les dispositions concernant le forfait à l'équipe concernée.

2° Si un club féminin ou une section féminine déclare forfait en championnat trois fois de suite ou cinq fois au courant de la saison pour son équipe A, son équipe B ou son équipe C il/elle est considéré(e) comme ayant déclaré forfait général pour l'équipe concernée. Après avoir convoqué et entendu le club, l'instance compétente (Commission Disciplinaire ACFF , Comité Disciplinaire Voetbal Vlaanderen) appliquera les dispositions concernant le forfait à l'équipe concernée.

3° Si un club masculin ou une section masculine déclare forfait pour son équipe qui joue la compétition réserves nationales ou régionales amateurs à trois reprises consécutives ou à cinq reprises au cours de la saison, il/elle est considéré(e) comme ayant déclaré forfait général pour l'équipe concernée.

4° Conditions spécifiques pour les réserves ou équipes de jeunes de Voetbal Vlaanderen:

Si un club déclare forfait avec ses réserves ou son équipe de jeunes, à trois reprises consécutives ou à cinq reprises au cours de la saison, il est considéré comme ayant déclaré forfait général avec l'équipe concernée

Si le forfait concerne une équipe de jeunes interprovinciale ou provinciale, le club en question ne pourra jouer la saison suivante qu'avec ses équipes de jeunes au niveau provincial, respectivement régional, sauf s'il s'agit d'une équipe sans obligation d'inscription.

5° Conditions spécifiques pour les réserves ou équipes de jeunes de l'ACFF:

a) Réserves, jeunes en séries provinciales ou séries régionales
Si un club déclare forfait en championnat avec ses réserves ou son équipe de jeunes en séries provinciales ou régionales, à trois reprises consécutives ou à cinq reprises au cours de la saison, il est considéré comme ayant déclaré forfait général avec l'équipe concernée.

Si le forfait général concerne une équipe de jeunes inscrite en provincial, la saison suivante cette équipe ne pourra être inscrite dans sa nouvelle tranche d'âge qu'au maximum au niveau régional.

b) Séries des jeunes interprovinciales
Si un club déclare forfait en championnat avec son équipe de jeunes en séries interprovinciales à trois reprises au cours de la saison, il est considéré comme ayant déclaré forfait général avec l'équipe concernée.

Si le forfait général concerne une équipe de jeunes U14 à U19, la saison suivante cette équipe ne pourra être inscrite dans sa nouvelle tranche d'âge qu'au maximum au niveau provincial.

Si le forfait général concerne une équipe de jeunes U10 à U13, le Département Compétitions ACFF décidera de la sanction liée au forfait.

Article B7.34

Tout forfait donne droit, outre les trois points, à un nombre de cinq buts au profit de l'autre équipe.

Article B7.35

En cas de forfait en quittant l'aire de jeu au cours d'un match ou si le forfait est prononcé ultérieurement par une instance fédérale, le score est porté à 5-0 en faveur de l'équipe bénéficiaire s'il était inférieur à ce score. Si le score était supérieur, les buts du club fautif sont supprimés alors que les buts inscrits par l'équipe bénéficiaire sont conservés.

Art. P

Le score de forfait en cas d'interdiction d'une autorité est de 3-0.

2.9.3 Sanctions financières et rétributions

Article B7.36

1° Le montant suivant est d'office facturé par la fédération:

Forfait général			
Pas sanction-nable	Championnats des divisions supérieures		Avant le 1er juin
	Championnats des divisions provinciales 1, 2, 3, 4		VV Dans un délai de quatorze jours prenant cours à la date de la publication des séries provisoires dans l'organe officiel ACFF Au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la date de l'assemblée générale provinciale
	Toutes les autres divisions		Dans un délai de quatorze jours prenant cours à la date de la publication des séries provisoires dans l'organe officiel
Amende *Ces amen-des restent acquises même si le club retire le forfait général.*	Equipes inscrites d'office	Divisions supérieures Messieurs	1.000,00 EUR
		Division nationale 1 Dames et divisions interprovinciales ACFF/VV Dames	250,00 EUR
	Equipes inscrites obligatoirement	Divisions supérieures Messieurs	1.000,00 EUR
	Equipes non inscrites obligatoirement	Equipes premières divisions provinciales Messieurs	500,00 EUR
		Equipes premières divisions provinciales Dames	100,00 EUR
	Autres équipes	Jeunes non 11/11	60,00 EUR
		Autres équipes de jeunes 11/11	120,00 EUR
		Séniors	200,00 EUR
En cas de forfait pour un match déterminé			
- En cas de forfait pour un match déterminé, une amende de 10,00 EUR est administrativement mise à charge du club défaillant. - Pour un match amical ou de tournoi, les montants et, sauf convention contraire, les indemnités sont celles prévues pour un match officiel.			

2° Le club paie une indemnité au profit des clubs lésés:

		Indemnité	
Forfait déclaré par le club visiteur	**Club payant une redevance fédérale variable**	Une indemnité égale à la moyenne des recettes réalisées par le club visité pendant la saison au cours de laquelle le forfait est déclaré, après déduction du montant des redevances communales et fédérales. Cette indemnité peut être augmentée par l'instance compétente lorsque le club visité subit un préjudice spécial.	
	Clubs ne payant pas de redevance fédérale forfaitaire	- En matches de championnat et matches similaires (matches d'un tour final, play-offs,…): - division 1 provinciale: 400,00 EUR - division 2 provinciale: 250,00 EUR - division 3 provinciale: 150,00 EUR - division 4 provinciale: 100,00 EUR - divisions provinciales dames: 100,00 EUR - football récréatif et minifoot: 50,00 EUR - En matches de coupe: l'instance compétente détermine les montants maximum et minimum dans ses modalités.	
	Réserves provinciales et U18 à U21	6,25 EUR	Ces montants sont doublés si le forfait n'est pas déclaré au moins huit jours avant le match.
	U6 à U17	2,50 EUR	

Forfait déclaré par le club visité	football professionnel 1A	125,00 EUR	Ces montants sont doublés si le forfait n'est pas déclaré au moins huit jours avant le match.
	football professionnel 1B	100,00 EUR	
	Division 1 ACFF/VV	50,00 EUR	
	divisions 2 et 3 ACFF/VV	30,00 EUR	
	Réserves nationales et espoirs	12,50 EUR	
	Division nationale 1 dames et divisions interprovinciales ACFF/VV	12,50 EUR	
	Provinciales 1 à 4, football récréatif et minifoot	6,25 EUR	
	Autres cas	2,50 EUR	
Forfait pour test-match sur terrain neutre	Lorsqu'un club déclare forfait pour un match de départage à jouer sur un terrain neutre, l'instance compétente fixe le montant de l'indemnité due au club adverse et au club organisateur, ainsi que le dédommagement dû à ce dernier pour frais exposés.		

3° Le club en défaut supporte les frais de déplacement de l'équipe lésée selon les règles suivantes si celle-ci le demande:

- En cas de forfait du club visiteur:
  a) Si le forfait intervient au match aller, le club visité a droit, s'il joue le match retour, en plus de l'indemnité réglementaire, aux frais de déplacement relatifs à ce match retour.
  b) Si le forfait intervient au match retour, le club visité a droit à l'indemnité réglementaire et au remboursement des frais de déplacement qu'il a consentis lors du match aller.

- En cas de forfait du club visité: Si le forfait est déclaré tardivement et que, de ce fait, le club visiteur a effectué inutilement le déplacement, les frais de celui-ci doivent lui être remboursés par le club défaillant, sans préjudice de l'indemnité réglementaire.

2.9.4 Situations à assimiler à un forfait

Article B7.37
Les situations suivantes sont assimilées à un forfait:

1° absence à l'heure réglementaire;
2° nombre insuffisant de joueurs;
3° quitter l'aire de jeu ou refuser de jouer.
4° concernant le football professionnel: le fait de ne pas jouer un match à la suite d'une interdiction d'une autorité locale.

Article B7.38
En cas d'absence d'une équipe à l'heure réglementaire, l'arbitre constate ce fait s'il y est requis par l'équipe présente. S'il n'est pas saisi de pareille demande, il peut attendre dix minutes avant d'enregistrer cette absence.

Les équipes visiteuses arrivent au terrain:
1° au moins une heure avant le coup d'envoi s'il s'agit d'un match entre équipes premières;
2° au moins trente minutes, pour les matches des autres catégories et le football récréatif;
3° au moins quinze minutes pour les matches de futsal ou de minifoot.

Lorsqu'une équipe arrive en retard au terrain après enregistrement de son absence par l'arbitre et que le match a néanmoins lieu, celui-ci est considéré comme un match amical. L'instance compétente, qui prononce le forfait, applique uniquement l'amende mais pas l'indemnité.

L'équipe visiteuse peut produire la preuve que son absence ou son retard est dû à un cas de force majeure.

L'instance compétente apprécie les preuves fournies ou le cas de force majeure invoqué.

Article B7.39
Si une équipe se présente avec moins de sept joueurs au moment du coup d'envoi d'un match de 11 contre 11, celle-ci est considérée comme déclarant forfait, même si elle se complète par la suite et dispute le match.

Un match à 11 contre 11 ne peut être poursuivi si une équipe est réduite à moins de sept joueurs. Dans un tel cas, le match est arrêté.

Un match à 8 contre 8 ne peut se disputer si une équipe se présente avec moins ou est réduite à moins de six joueurs.

Un match à 5 contre 5 ne peut se disputer si une équipe se présente avec moins ou est réduite à moins de quatre joueurs.

L'instance compétente apprécie si l'équipe qui est réduite en dessous du nombre minimum de joueurs doit ou non être considérée comme ayant déclaré forfait.

Article B7.40
Une équipe quittant le terrain sans autorisation de l'arbitre est considérée comme déclarant forfait, sauf dans des circonstances particulières à juger par l'instance compétente.

Si les deux équipes présentes refusent de jouer leur match pour quel motif que ce soit, les points du match ne sont pas attribués, sauf dans des circonstances particulières à juger par l'instance compétente.

Article B7.41
Lorsqu'une surface de jeu est, par décision de l'arbitre, déclarée impraticable ou non conforme, il n'est pas tenu compte de la présence ou non des joueurs qui auraient dû prendre part au match.

2.10 CLASSEMENT ET ATTRIBUTION DES PLACES VACANTES

Article B7.42
L'équipe qui obtient le plus de points sur l'ensemble des matches est classée à la place la plus haute de sa division ou, le cas échéant, de sa série. Quand plusieurs équipes terminent à égalité de points, elles sont classées selon:

1° le plus grand nombre de victoires;
2° la meilleure différence de buts;
3° le plus grand nombre de buts marqués;
4° le plus grand nombre de victoires à l'extérieur;
5° la meilleure différence de buts à l'extérieur;
6° le plus grand nombre de buts marqués à l'extérieur;
7° le résultat final d'un test-match à jouer, y compris les prolongations et série de tirs au but éventuels.

A la fin du championnat, un classement final est établi de la même façon.

> **Art. A**
> Par dérogation à l'article B7.42 ci-avant, l'équipe qui obtient le plus de points sur l'ensemble des matches est classée première de sa division ou, le cas échéant, de sa série.
>
> En cas d'égalité, il sera tenu compte du plus grand nombre de victoires.
>
> Quand plusieurs équipes terminent à égalité de points et de victoires, un test-match est joué pour déterminer, le cas échéant, le champion, les équipes qualifiées pour un tour final et le ou les descendants.
>
> Pour toutes les autres places, les équipes sont classées conformément à l'article. B7.42.
>
> Cette dérogation ne concerne pas le classement final de la première phase des championnats des jeunes, pour lequel l'article B7.42 est d'application.
>
> Lorsque, en raison de circonstances exceptionnelles, les échéances du calendrier empêcheraient de trouver une ou des dates disponibles pour ces test-matches, l'instance compétente, avec l'accord du Conseil d'Administration de l'ACFF, peut décider de recourir, dans leur ordre, aux 6 premiers critères de l'article B7.42. En lieu et place du 7ème critère, c'est un tirage au sort qui départagerait les équipes à égalité.

Article B7.43
Le classement des championnats des périodes se fait selon les règles énoncées à l'article 22 et à l'article 23.

Article B7.44
Sauf disposition contraire, des équipes qui évoluent dans plusieurs séries d'une même division ne peuvent être départagées par l'application des critères ci-dessus. Des test-matches sont joués entre les clubs qui occupent la même place au classement final.

Si ce classement doit être établi pour attribuer des places vacantes, les règles énoncées à l'article B7.49 sont valables.

Article B7.45
Si des test-matches doivent être joués, l'instance fédérale organisatrice fixe les modalités du/des test-match(es).

Les clubs concernés peuvent transmettre leurs *desiderata*.

Article B7.46
Lorsqu'un club ou une équipe disparaît par suite d'inactivité sportive au cours de la compétition, le classement final et le classement des éventuels championnats de période sont revus selon les dispositions suivantes:

1° En ce qui concerne le classement final:
   a) il est procédé à l'annulation des résultats de tous les matches qu'il a joués;
   b) les points obtenus contre ce club ne sont pas attribués;
   c) les matches restant à jouer sont supprimés du calendrier et ne sont pas considérés comme forfait.

2° En ce qui concerne les éventuels championnats de périodes:
   a) Pour les championnats de période qui ont été disputés entièrement par le club qui disparaît, le classement de ces périodes est maintenu en tenant compte des résultats obtenus par ce club, qui ne peut toutefois pas prétendre participer au tour final.
   b) Pour les championnats de période qui n'ont pas été disputés entièrement par le club qui disparaît:
   - il est procédé à l'annulation des résultats de tous les matches qu'il a joués au cours de cette/ces période(s);
   - les points obtenus contre ce club au cours de cette/ces période(s) ne sont pas attribués;
   - les matches restant à jouer sont supprimés du calendrier et ne sont pas considérés comme forfait.

   Tenant compte de ces principes, le classement de ces périodes est révisé comme suit pour tous les (autres) clubs:

   Le nombre de points (et ensuite les autres critères qui entrent en ligne de compte) obtenus par les clubs au cours de la période est multiplié par le coefficient suivant:

$$\frac{\text{Nombre total de matches que compte la période}}{\text{Nombre de matches effectivement joués par le club}}$$

On entend par inactivité sportive, entre autres: un forfait général, une suspension des activités sportives pour non-paiement des dettes fédérales, une suspension disciplinaire et une démission.

Article B7.47
Chaque saison, les résultats des matches et les classements finaux deviennent définitifs le 30 juin au plus tard.

Article B7.48
Chaque club respecte le classement des compétitions.

Un club ne peut en aucun cas refuser, pour son (ses) équipe(s) première(s) masculine(s) ainsi que pour son (ses) équipe(s) première(s) féminine(s) en division(s) nationale(s), la montée ou la participation aux matches de départage et de tour final. Si ce club est sanctionné par une radiation et qu'au sein de ce club tant une section masculine que féminine est active, la radiation se limite à la section à laquelle appartient l'équipe première qui a refusé la montée ou la participation aux matches de départage.

Article B7.49
Si le 30 juin au plus tard des places deviennent vacantes dans une division du football masculin, elles sont attribuées en principe à des montants supplémentaires, avec répercussion jusqu'à la division la plus basse.

 p. ex. en cas de dégradation suite à un acte de falsification de match, cession de patrimoine.

En cas de non-obtention de la licence exigée football professionnel 1B (*), ou division 1 ACFF ou divisions 2 et 3 ACFF (**) le nombre de descendants est toutefois réduit proportionnellement dans la série de la division dans laquelle évoluait le club sanctionné..

(*)  Le dernier classé au classement final du football professionnel 1A descend toujours dans la division inférieure. Tant qu'il n'y a pas moins de 14 équipes participant à la compétition 1A, il n'est pas censé y avoir de places vacantes (voir articles P7.87 et P7.102 (Livre P-Football professionnel)).

(**)  En cas de non-obtention de la licence de football professionnel 1B et si la dégradation s'étend sur plusieurs divisions, le nombre de descendants dans les divisions intermédiaires est réduit proportionnellement. Si un club n'obtient aucune licence (football professionnel 1B, club amateur flamand de haut niveau et club amateur régional) et ne s'inscrit pas pour la saison suivante, cela n'entraînera pas de descendant supplémentaire dans les divisions sous-jacentes.
En cas de non obtention ou de non demande de licence de club amateur du plus haut niveau et club amateur régional, le club concerné n'est pas classé à la dernière place et ne remplace pas un descendant sportif.

(**)  Explication: En cas de non obtention ou de non demande de licence des divisions supérieures, le club de division 2 ou 3 n'est pas classé à la dernière place et ne remplace pas un descendant sportif.

Lorsque la dégradation par suite de falsification de match, de cession de patrimoine ou de la non-obtention de la licence exigée s'étend sur deux divisions, le nombre de descendants de la division intermédiaire est réduit d'une unité, sauf si cette division intermédiaire est la division 3 ACFF. En ce dernier cas, le nombre prévu de descendants de la division 3 ACFF est maintenu. La place devenue vacante dans cette division est attribuée à un montant supplémentaire de la province d'appartenance du club dégradé.

Les règles relatives à la désignation des montants supplémentaires peuvent être fixées séparément pour le football professionnel et le football amateur.

La dégradation par suite de falsification de match, de cession de patrimoine ou de la non-obtention de la licence exigée ne peut en aucun cas avoir pour conséquence de devoir rejouer un match.

Art. A/V

La désignation des montants supplémentaires au sein du football amateur est faite comme suit:

1° Place(s) vacante(s) en division 1 et 2 ACFF/VV

Les places vacantes sont attribuées respectivement sur la base du classement du tour final de de division 2 et 3 ACFF/Voetbal Vlaanderen..

2° Place(s) vacante(s) en division 3 ACFF/VV

- En division 3 ACFF:

a) Si des places deviennent vacantes en division 3 ACFF suite à l'augmentation du nombre des montants de cette division, elles sont attribuées sur la base du classement du tour final interprovincial.

b) Si néanmoins la place devient vacante suite à la disparition d'un club de cette division 3 ACFF, pour une raison autre que celle énoncée au point a) ci-dessus et à l'exclusion des cas de dégradation suite à un acte de falsification de match, une cession de patrimoine ou la non-obtention de la licence exigée, elle est attribuée à un montant supplémentaire de la province à laquelle appartenait le club disparu.

c) Si néanmoins une place devient vacante en division 3 ACFF en raison de l'impossibilité d'obtenir la licence pour un club régional amateur, les dispositions pertinentes s'appliquent.

La désignation visée aux points b) et c) se fera selon les modalités fixées par le Conseil Supérieur ACFF. A défaut desdites modalités, la désignation s'effectue sur la base du classement final du championnat.

Si toutefois, dans le cadre d'une fusion entre deux clubs de divisions supérieures, l'éventuelle équipe B doit être reléguée en 1ère provinciale, la place devenue vacante en division 3 ACFF est attribuée à une équipe de la province dans laquelle l'équipe B est reléguée.

- En division 3 Voetbal Vlaanderen:

a) Une place vacante est attribuée en fonction du classement du tour final interprovincial lorsqu'une place devient vacante en division 3 Voetbal Vlaanderen:

- à la suite d'un montant supplémentaire de cette division vers la division 2 Voetbal Vlaanderen.
- à la suite de la disparition dans la division d'un club en raison d'une démission, d'une radiation ou d'une fusion ou en raison de l'inactivité de l'équipe première.

b) Une place vacante est attribuée à un montant supplémentaire de la province à laquelle appartenait le club qui est rétrogradé en divisions provinciales:

- en raison de la non obtention ou de l'absence de demande de la licence exigée,
- en raison d'une cession de patrimoine sanctionnable
- en raison d'un acte de falsification de match

La désignation du club se fait sur la base des modalités fixées par le Competitions Department Voetbal Vlaanderen. En l'absence de ceux-ci, elle se fait sur la base du classement final du championnat.

Si toutefois, dans le cadre d'une fusion entre deux clubs de divisions supérieures, l'éventuelle équipe B doit être reléguée en 1ère provinciale, la place devenue vacante en division 3 Voetbal Vlaanderen est attribuée à une équipe de la province dans laquelle l'équipe B est reléguée.

3° Place(s) vacante(s) en divisions provinciales

a) Les modalités pour l'attribution de place(s) vacante(s) sont réglées par le Conseil Supérieur ACFF annuelle en ce qui concerne l'ACFF et le Competitions Department Voetbal Vlaanderen en ce qui concerne Voetbal Vlaanderen.

b) A défaut de modalités, un montant supplémentaire est désigné selon sa place dans le classement final.

Si celui-ci doit être désigné entre des séries différentes d'une même division, il sera tenu compte successivement des critères suivants:

1. la place obtenue dans le classement final du championnat;
2. le nombre de points obtenus;
3. le nombre de matches gagnés;
4. la différence entre le nombre de buts pour et contre.

Si cependant dans les séries concernées le nombre de clubs participants n'est pas identique, le nombre de points obtenus, ou ensuite le nombre de matches gagnés par les clubs appartenant à une série comportant moins de participants comparativement à d'autres séries de la même division est multiplié par le coefficient suivant:

$$\frac{\text{Nombre de matches disputés dans la série comportant le plus grand nombre de participants}}{\text{Nombre de matches disputés dans la série concernée de cette même division}}$$

Ce quotient est arrondi à deux décimales.
Si, en dernière analyse, il y a toujours égalité, l'instance fédérale compétente procède à un tirage au sort.

4° Football féminin

a) Divisions nationales et régionales

Si avant le 1er juillet, des places deviennent vacantes dans une division du football féminin, elles sont attribuées en principe à des clubs montants supplémentaires.

b) Divisions provinciales

Si avant le 1er juillet, des places deviennent vacantes dans une division provinciale du football féminin, elles sont attribuées selon les modalités fixées soit par le Département des Compétitions VV pour Voetbal Vlaanderen, soit par le Conseil Supérieur ACFF pour l'ACFF. A défaut de modalités et en toute autre nécessité, les équipes intéressées sont classées en fonction des critères définis ci-avant.

c) En cas de dégradation suite à:

- un acte de falsification de match,
- une cession de patrimoine,
- la non-obtention de la licence exigée,

le nombre de descendants est toutefois réduit proportionnellement dans la série de la division dans laquelle évoluait le club sanctionné. Le club dégradé est considéré comme ayant terminé le championnat à la dernière place du classement.

Lorsque la dégradation par suite de falsification de match, de cession de patrimoine ou de la non-obtention de la licence exigée s'étend sur deux divisions, le nombre de descendants de la division intermédiaire est réduit d'une unité.

2.11 TOUR FINAL

Article B7.50
Des tours finaux peuvent être organisés, tant au niveau national que régional.

2.12 FRAIS COMMUNS

Article B7.51
Les compétitions des divisions supérieures masculines et féminines, organisées par l'URBSFA, ou par l'URBSFA en collaboration avec l'ACFF et Voetbal Vlaanderen, se jouent à frais communs, sauf celles des équipes espoirs et réserves. A la fin de la saison, l'URBSFA définit ces frais dans les quatorze jours qui suivent le dernier match officiel en divisions supérieures.

Les compétitions régionales masculines ACFF et Voetbal Vlaanderen se jouent à frais communs, sauf celles des équipes réserves. A la fin de la saison, l'ACFF, ou Voetbal Vlaanderen, définit ces frais dans les quatorze jours qui suivent le dernier match officiel dans ces divisions.

 Les clubs ont, sous peine d'irrecevabilité, sept jours pour soumettre leurs observations.

Les réclamations sont examinées par le conseil d'administration de l'aile concernée qui établit alors le tableau définitif.

Le résultat est selon le cas, porté au débit ou au crédit du compte courant de ce club.

3 COUPE DE BELGIQUE

3.1 GÉNÉRALITÉS

Article B7.52
L'URBSFA organise chaque saison trois coupes nationales dénommées:

1° "Coupe de Belgique Messieurs".

A partir du premier jusqu'au cinquième tour compris, le calendrier est géré par le Département Competitions de l'URBSFA et à partir des 1/16èmes de finale, par le Manager du Calendrier Pro League.

2° "Coupe de Belgique Dames".

3° "Coupe de Belgique U19 football professionnel".

Les modalités sont fixées par la Pro League et le calendrier est géré par le Manager du Calendrier Pro League.

Article B7.53
Le règlement fédéral est applicable à la Coupe de Belgique, sauf dispositions contraires dans ce titre.

3.2 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES POUR LA COUPE DE BELGIQUE MESSIEURS

3.2.1 Participation

Article B7.54
Toutes les équipes premières des clubs des divisions supérieures ainsi que celles des divisions provinciales (telles que communiquées à l'URBSFA par le Competitions Department Voetbal Vlaanderen ou par les bureaux provinciaux de l'ACFF) participent à la Coupe de Belgique.

Les équipes U23 des clubs de football professionnel ne participent pas à la Coupe de Belgique.

Le refus de participer à la Coupe de Belgique est notifié par les clubs en utilisant la plateforme digitale prévue à cet effet:
1° pour les clubs des divisions supérieures: au plus tard le 15 juin à l'URBSFA;
2° pour les clubs des divisions provinciales: au plus tard le 10 juin au Competitions Department Voetbal Vlaanderen ou à l'administration de l'ACFF qui transmettra alors la liste des clubs participants au plus tard le 15 juin à l'URBSFA.

3.2.2 Organisation

Article B7.55
Les principes d'organisation suivants doivent être respectés:

<table>
<tr><th></th><th>Participants</th><th>Elimination directe ou aller-retour</th><th>Départage équipes</th><th>Choix terrain</th><th>Particularités</th></tr>
<tr><td>Journée 1</td><td>140 clubs des divisions provinciales (1)</td><td rowspan="9">Elimination directe</td><td rowspan="2">Tirs au but immédiatement</td><td rowspan="9">*Sur le terrain du club qui est le premier à être tiré au sort (2)

*Quand deux clubs disputent leur match à domicile sur le même terrain (3)

*Pour la journée 6, les 1/16ième en 1/8ième de finales, si un club du football amateur est opposé à un club du football professionnel: (4)</td><td rowspan="9">*Les clubs de divisions supérieures ne peuvent pas pour la première journée rencontrer un adversaire de la même division</td></tr>
<tr><td>Journée 2</td><td>70 clubs restants
32 clubs de division 3 ACFF
30 clubs de division 3 VV</td></tr>
<tr><td>Journée 3</td><td>66 clubs restants
16 clubs de division 2 ACFF
28 clubs de division 2 VV</td><td rowspan="6">D'abord prolongations, suivies éventuellement de tirs au but</td></tr>
<tr><td>Journée 4</td><td>55 clubs restants
9 clubs de division 1 ACFF
12 clubs de division 1 VV</td></tr>
<tr><td>Journée 5</td><td>38 clubs restants</td></tr>
<tr><td>Journée 6</td><td>19 clubs restants
13 clubs football professionnel 1B</td></tr>
<tr><td>1/16ième finales</td><td>16 clubs restants
16 clubs football professionel 1A</td></tr>
<tr><td>1/8 finales</td><td>16 clubs restants</td></tr>
<tr><td>1/4 finales</td><td>8 clubs restants</td></tr>
<tr><td>1/2 finales</td><td>4 clubs restants</td><td>Matches aller-retour</td><td>Article B7.25</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Finale</td><td>2 finalistes</td><td>1 match</td><td>Prolongations et tirs au but éventuels</td><td>Stade Roi Baudouin, sauf autre choix par l'URBSFA</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="6">L'appartenance à une division supérieure précise est déterminée au début de la saison au cours de laquelle la coupe est disputée.</td></tr>
</table>

(1) 18 clubs pour les provinces d'Anvers et de Flandre Orientale
15 clubs pour les provinces du Brabant VV, du Limbourg et de Flandre Occidentale
14 clubs pour les provinces du Hainaut et de Liège
11 clubs pour la province du Brabant ACFF
10 clubs pour les provinces de Namur et de Luxembourg

(2) Les deux clubs peuvent y déroger à condition de notifier leur accord à l'URBSFA et ce:
- au moins quatre jours à l'avance;
- dans les 48 heures qui suivent le tirage au sort ou le moment où l'adversaire est connu, si le match est fixé dans un délai inférieur à quatorze jours suivant celui-ci.

L'URBSFA (le Competitions Department) peut accorder cette dérogation. Aucun recours n'est possible.

(3) Deux matches à domicile dans le même stade
- Matches à élimination directe:

Jusqu'à la 6ième journée incluse: le match du club qui sort le deuxième de l'urne est déplacé à une date à convenir par les clubs. A défaut d'accord, au plus tard 14 jours avant la date normalement prévue, le match est d'office avancé de 24 heures.
A partir des 1/16ièmes de finale, le Manager du Calendrier Pro League fait en sorte que les deux équipes puissent disputer leurs matches dans leur stade à des instants différents.
- Tirage au sort pour les matches par aller et retour: le Manager du Calendrier Pro League fait en sorte que les deux équipes puissent disputer leurs matches dans leur stade à des instants différents.

(4) Pour la journée 6, si un club du football amateur est opposé à un club professionnel de la division 1B, le match aura lieu sur le terrain du club du football amateur, pour autant que les autorités locales le permettent et que le stade, au plus tard le 1er août de la saison pendant laquelle le match aura lieu, ait une contenance minimum de 1.500 places, dont minimum 300 places assises. Si le club amateur n'est pas en mesure de respecter ces conditions, le match aura lieu d'office sur le terrain du club professionnel de la division 1B.

Pour les 1/16ème et 1/8ème de finales, si un club du football amateur est opposé à un club du football professionnel (division 1A ou 1B), le match aura lieu sur le terrain du club du football amateur, pour autant que les autorités locales le permettent et que le stade, au 1er août de la saison pendant laquelle le match aura lieu, réponde aux conditions suivantes:

- Éclairage: éclairage moyen d'au moins 300 lux;
- Contenance: minimum 1.500 places, dont minimum 300 places assises

Si le club amateur n'est pas en mesure de respecter ces conditions, le match aura lieu d'office sur le terrain du club du football professionnel.

Ces conditions ne sont pas modifiées dans l'hypothèse où le match est retransmis en direct.
Les clubs du football amateur doivent, au plus tard le 1er août de la saison pendant laquelle ce(s) match(s) est (sont) joué(s), faire parvenir à l'URBSFA les attestations suivantes:

- Une attestation délivrée par le service d'incendie local concernant la capacité de sécurité du stade (y compris la mention du nombre de places debout et le nombre de places assises); cette attestation doit être rédigée en application de la réglementation en vigueur concernant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football;
- Une attestation valable concernant la vérification de l'éclairage du terrain et de la moyenne de luminosité.

Article B7.56
Les adversaires sont désignés par tirage au sort organisé par l'URBSFA à partir de la première journée jusqu'à la sixième journée incluse de la coupe.

Après la sixième journée, le tirage au sort pour la journée suivante, organisé par l'URBSFA, a à chaque fois lieu dans les deux jours qui suivent la journée précédente.

Article B7.57
Lorsqu'un match des six premières journées est remis ou est arrêté pour impraticabilité de la surface de jeu ou des mauvaises conditions climatiques, il est joué ou rejoué le mercredi suivant dans les installations du club visiteur.

Cependant, s'il s'agit d'un match remis ou arrêté de la sixième journée, il peut être joué ou rejoué dans les installations du club visiteur à une date fixée par le Département Competitions.

Si l'un des deux clubs se désiste, l'autre club est qualifié d'office pour le tour suivant.

Article B7.58
Les matches du premier au sixième tour inclus de la Coupe de Belgique se jouent, sauf dispositions ou accords contraires, le dimanche à 16.00 heures, sauf en cas de retransmission télévisée en direct d'un ou plusieurs matches du sixième tour. Dans ce cas, l'URBSFA fixe la date et l'heure du coup d'envoi du (des) match(es) en question.

Article B7.59
A partir des seizièmes de finale, les matches sont fixés par le Manager du Calendrier Pro League.

Les journées prévues pour les huitièmes de finale et les quarts de finale sont réservées en priorité à la Coupe de Belgique.

La date et l'heure de la finale sont fixées par l'URBSFA sur proposition du Manager du Calendrier Pro League.

La finale de la Coupe de Belgique doit toujours être jouée à une date antérieure à la date limite fixée par l'UEFA pour établir la liste des clubs européens. Si cela n'est pas possible, le ticket européen réservé au vainqueur de la Coupe sera attribué sur la base du classement sportif final de la compétition de division 1A de la saison concernée.

Règlement UEFA.

Article B7.60
A partir des seizièmes de finale, les clubs participants reçoivent le cahier des charges général et particulier, comprenant entre autres les conditions pour la retransmission télévisée.

Article B7.61
Un match amical ne peut pas être invoqué pour remettre un match de coupe.

Un match amical ne peut être interdit sous prétexte qu'il porte concurrence à un match de la Coupe de Belgique. Un tel match ne peut cependant pas faire l'objet d'une retransmission télévisée.

Article B7.62
Les feuilles de match *ad hoc* sont transmises le jour même du match à l'URBSFA.

Article B7.63
Seuls les joueurs autorisés à participer aux matches de championnat de l'équipe première sont qualifiés pour les matches de la coupe.

3.2.3 Forfait et retrait

Article B7.64
Un club peut déclarer forfait.

Tout forfait est pénalisé d'une amende à déterminer en chaque cas par l'instance compétente sur base de la division à laquelle le club défaillant appartient et de l'état d'avancement de la compétition.

L'amende ne peut ni être inférieure à 50,00 EUR, ni supérieure à 5.000,00 EUR.

Article B7.65
Le désistement d'un club pour un match des cinq premières journées à jouer ou à rejouer le mercredi suivant suite à la remise ou à l'arrêt du match est signalé par la plateforme digitale prévue à cet effet à l'URBSFA le premier jour ouvrable qui suit le match remis ou à rejouer, avant douze heures.

Une sanction fédérale est imposée en cas de non-respect de cette obligation.

3.2.4 Dispositions financières

Article B7.66
Lors des quatre premières journées:

1° les matches sont joués à recettes partagées;
2° aucune catégorie de spectateurs ne peut bénéficier de tickets d'entrée à prix réduit.

Article B7.67
Pour la journée 5 et les 1/16, 1/8 et 1/4 et 1/2 de finale, les matches sont joués à recettes partagées.

Pour la journée 5 et les 1/16, 1/8 et 1/4 de finale joués entre clubs professionnels, le prix du ticket d'entrée est fixé à 10,00 EUR maximum.

Le club visité fixe seul les conditions de ticketing s'il a conclu avec le club visiteur un accord aux termes duquel un montant forfaitaire et garanti lui est alloué quelle que soit la recette ticketing effective. A défaut d'un tel accord, il est procédé comme stipulé ci-dessous.

Le club visité notifie dans les trois jours ouvrables suivant le tirage au sort au club visiteur une proposition de tarifs, qui peut prévoir des prix réduits pour des catégories de spectateurs définies exclusivement selon leurs âges et/ou qualité éventuelle d'abonnés.

La proposition est considérée comme acceptée sauf si le club visiteur fait valoir ses motifs de contestation contre cette proposition endéans les trois jours ouvrables après réception de celle-ci, par la plateforme digitale prévue à cet effet, à l'URBSFA et au club visité.

La contestation est examinée par l'URBSFA, qui fixe les prix de façon définitive, après avis de la Pro League.

En aucun cas, les prix applicables aux supporters visiteurs ne peuvent dépasser les prix recommandés pour les matches des play-offs 1 de la division 1A.

Article B7.68
L'accès gratuit au stade, reconnu aux titulaires d'une carte fédérale personnelle et ceux d'une carte délivrée par la Pro League, est régi par les dispositions du règlement fédéral.

> Les demandes d'invitation pour les matches parviennent au club visité au moins trois jours avant le match, accompagnées d'une photocopie de la carte fédérale personnelle.

Lors des cinq premières journées, les titulaires d'une carte fédérale personnelle qui n'obtiennent pas une place assise ont accès aux places debout sur présentation de la carte. A partir des seizièmes de finale, les deux clubs concernés décident, de commun accord, le nombre des invitations, réparties de manière égale.

A partir des quarts de finale, les clubs disposent de la possibilité de limiter le nombre de places mises gratuitement à la disposition des membres, titulaires d'une carte fédérale personnelle, à trois cents, avec priorité aux cartes A et B, les membres du Conseil d'Administration et du Conseil Supérieur n'étant pas comptés dans cette limitation.

Article B7.69
Les laissez-passer sont imprimés et répartis par les clubs concernés sur base de quotas fixés de commun accord.

Il est permis au club visité d'attribuer des laissez-passer supplémentaires aux membres du personnel, indispensables pour la bonne organisation du match.

Article B7.70
Les deux clubs peuvent organiser un double contrôle des tickets d'entrée et des cartes d'invitation.

Article B7.71
La recette brute d'un match est répartie à parts égales entre les deux clubs sauf en cas d'un autre accord entre eux.

Dans chaque cas, le club visité supporte la redevance fédérale et les frais éventuels d'assurance, d'organisation et de taxe communale, tandis que le club visiteur supporte ses frais de déplacement. Cependant, à partir des seizièmes de finale, la redevance fédérale est à charge des deux clubs.

Les indemnités des arbitres, ainsi que 10% des frais de déplacement, sont supportés à moitié par chacun des clubs. Le restant des frais de déplacement est à charge de l'URBSFA.

Lorsque le match se dispute sur un terrain neutre, les prélèvements suivants s'effectuent sur la recette brute:

1° les frais de déplacement calculés par équipe;
2° les frais d'organisation fixés par l'URBSFA;
3° la redevance fédérale;
4° la taxe communale;
5° les indemnités des arbitres et assistants-arbitres;
6° les frais extraordinaires exposés à la demande conjointe des clubs en présence.

De la recette nette ainsi obtenue, 10% est attribué au club organisateur et le solde est réparti en parts égales entre les deux adversaires.

3.2.5 Retransmission audio-visuelle

Article B7.72
L'URBSFA est propriétaire des droits d'exploitation des images.

Article B7.73
L'URBSFA est, en sa qualité d'exploitant des images et organisatrice de la compétition, seule autorisée à conclure des accords en matière de retransmission audio-visuelle des matches de la Coupe de Belgique.

L'URBSFA arrête les critères et modalités de distribution des indemnités contractuelles, versées par le(s) partenaire(s) audio-visuels à l'URBSFA ensuite d'un accord conclu avec cette dernière, prenant en compte notamment la solidarité de mise entre toutes les composantes de l'URBSFA et les charges assumées par celle-ci dans le cadre de la vie sociale.

En l'absence de contrat engageant l'URBSFA:

1° les clubs concernés déterminent ensemble les indemnités à percevoir;
2° les rétributions générées par la retransmission télévisée d'un match sont partagées par moitié entre les clubs participant à ladite rencontre, après prélèvement de la taxe fédérale sur les recettes.

Les clubs sont autorisés à conclure, à titre individuel, sans préjudice des décisions qui seraient arrêtées par le Conseil d'Administration en matière de versement de cotisation dans le cadre de la solidarité entre les membres de l'URBSFA, des accords visant l'exploitation des droits de mobilophonie, des nouvelles techniques de communication et de vidéo moyennant un délai d'attente fixé dans les conditions générales de participation à la compétition dans les limites suivantes et dans le cadre des seuls matches joués à domicile:

1° communication des résultats et des images fixes, à leur unique profit;
2° transmission de clips ou de phases de jeux en mouvement;
3° exploitation des droits liés à la vidéo sur demande.

De même, les clubs conservent le droit de conclure des accords de retransmission à l'étranger soit:

1° en direct, à condition que la retransmission ne puisse être captée sur le territoire belge;
2° en différé, sans limitation territoriale, moyennant un délai d'attente fixé dans les conditions générales de participation à la compétition.

Article B7.74
Les clubs sont tenus de mettre à disposition des chaînes détentrices des droits de retransmission toutes les infrastructures utiles et nécessaires à l'exploitation idoine de l'image de la Coupe de Belgique.

Les clubs et les chaînes de télévision arrêteront, de commun accord, les modalités pratiques de la collaboration, l'agencement des publicités et la localisation des caméras.

Une retransmission télévisée en direct implique la disponibilité de tous les dispositifs techniques et infrastructurels nécessaires et un éclairage minimal et uniforme sur la totalité de

la surface de jeu de 300 lux jusqu'en 1/8 de finale et de 800 lux à partir des 1/4 de finale. En vue de confirmer ce qui précède, tout club qualifié pour les 1/16 de finale transmet une attestation de conformité à l'exigence d'éclairement à l'URBSFA avant le vendredi qui suit le 5ième tour. A défaut, après que le choix de la retransmission télévisée en direct ait été effectué, l'avantage du terrain éventuel est transféré d'office à l'adversaire.

Dans l'hypothèse où ni l'une ni l'autre des équipes appelées à se rencontrer ne peuvent satisfaire à l'exigence d'éclairement minimal, elles choisissent un terrain répondant aux critères requis, les frais de location et d'organisation de la rencontre étant dans ce cas à supporter entre elles à part égales.

Article B7.75
La retransmission par le(s) partenaire(s) éventuel(s) de deux rencontres le même jour, à la même heure est autorisée, pour autant qu'elles s'adressent spécifiquement à chaque communauté linguistique.

3.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES POUR LA COUPE DE BELGIQUE DAMES

3.3.1 Participation

Article B7.76
Toutes les équipes A des clubs des divisions nationales et interprovinciales sont inscrites d'office.

Le refus de participer à la Coupe de Belgique Dames est notifié par les clubs à l'URBSFA par le biais de la plate-forme digitale appropriée au plus tard le 15 juin.

Article B7.77
Les équipes A des clubs des divisions provinciales peuvent s'inscrire. L'engagement de participation est envoyé par les clubs au plus tard le 15 juin par la plate-forme digitale appropriée à l'URBSFA.

Article B7.78
Chaque club peut inscrire 1 équipe maximum en Coupe de Belgique Dames. Ceci doit être obligatoirement l'équipe A du club.

3.3.2 Organisation

Article B7.79
La Coupe de Belgique Dames se joue à élimination directe. Les principes d'organisation suivants doivent être respectés:

(1)	Participants	Départage des équipes	Choix du terrain	Particularités
Tour(s) préliminaire(s)	Equipes A provinciales inscrites, réparties géographiquement, jusqu'à ce qu'il reste 34 équipes (1)(2)	Immédiate-ment tirs au but	Sur le terrain du club qui sort le premier de l'urne (4)	Il est veillé, dans la mesure du possible, à ce que les clubs de la même division ou les clubs qualifiés directement ne se rencontrent pas.
Premier tour	34 équipes du (des) tour(s) préliminaire(s) (2)			
Deuxième tour	17 vainqueurs 1er tour + 31 équipes des divisions interprovinciales (22 VV + 9 ACFF) (2)			
Troisième tour	24 vainqueurs 2ème tour (3)			
Quatrième tour	12 vainqueurs 3ème tour (3)			
1/16 de finale	6 vainqueurs 4ème tour (3) + 10 clubs division 1 nationale			
1/8 de finale	8 clubs restants + 8 clubs Super League	Prolongations et éventuelle-ment tirs au but		
1/4 de finale	8 clubs restants			
1/2 finales	4 clubs restants			
Finale	2 finalistes		Sur le terrain désigné par l'URBSFA	
L'appartenance à une division supérieure précise est déterminée au début de la saison au cours de laquelle la coupe est disputée.				

(1) Si le tour préliminaire ne doit pas être organisé, tous les clubs provinciaux inscrits disputent le premier tour.
(2) Si pour certaines raisons, il y a trop peu d'équipes pour disputer les matches prévus, des byes sont imposés pour atteindre le nombre de matches requis.
(3) Les deux clubs peuvent y déroger à condition de notifier leur accord à l'URBSFA:
- au moins quatre jours à l'avance;
- dans les 48 heures qui suivent le tirage au sort ou le moment où l'adversaire est connu, si le match est fixé dans un délai inférieur à quatorze jours suivant celui-ci.

(4) S'il est constaté lors du tirage au sort que plusieurs équipes doivent disputer leur rencontre à domicile dans le même stade, le match du second tiré au sort est déplacé à une autre date à convenir entre les clubs concernés. A défaut d'accord au plus tard 14 jours avant la date normale prévue, la rencontre est avancée d'office par l'URBSFA.

Article B7.80
Il est procédé à la désignation des adversaires par tirage au sort, organisé par l'URBSFA.

Article B7.81
Lorsqu'un match du tour préliminaire ou du premier tour est remis ou arrêté pour impraticabilité de la surface de jeu ou intempéries, il est joué ou rejoué le mercredi suivant dans les installations du club visiteur.

Si l'un des deux clubs se désiste, l'autre club est qualifié d'office pour le tour suivant.

Article B7.82
Les matches se jouent, sauf dispositions ou accords contraires, le samedi à 15.00 heures (16.00 heures aux mois de juillet et août et 14.30 heures en période hivernale).

A partir des huitièmes de finale, les matches ont lieu le samedi à 15.00 heures si le club dispose d'un éclairage conforme aux conditions réglementaires. Si ce n'est pas le cas, l'URBSFA avancera l'heure du match de façon à ce que les prolongations et séries des tirs aux buts éventuels puissent encore avoir lieu à la lumière du jour.

A partir des 1/16 de finale, les matches se déroulent selon le calendrier établi par l'URBSFA.

Moyennant l'accord des deux clubs, un décalage de date est autorisé sur une période allant de six jours avant à six jours après la date fixée. L'URBSFA peut, dans des circonstances exceptionnelles, consentir d'autres dérogations.

Les journées prévues pour les huitièmes et les quarts de finales sont prioritairement réservées à la Coupe de Belgique Dames. L'URBSFA peut cependant fixer à ces dates des matches remis, à rejouer ou décalés du championnat.

La finale est jouée sur un terrain désigné par l'URBSFA. La date est fixée par l'URBSFA.

Article B7.83
La conclusion d'un match amical ne peut pas être invoqué pour obtenir la remise d'un match de coupe.

Article B7.84
Les feuilles de match *ad hoc* doivent être transmises le jour même du match à l'URBSFA.

Article B7.85
Seuls les joueuses autorisées à participer aux matches de championnat de(s) (l')équipe(s) première(s) sont qualifiées pour les matches de la coupe.

3.3.3 Forfait et retrait

Article B7.86
Un club peut déclarer forfait.

Tout forfait est pénalisé d'une amende à déterminer en chaque cas par l'instance compétente sur la base de la division à laquelle le club défaillant appartient et de l'état d'avancement de la compétition.

L'amende ne peut ni être inférieure à 50,00 EUR, ni supérieure à 5.000,00 EUR.

Article B7.87
Le désistement d'un club pour un match à jouer ou à rejouer le mercredi suivant suite à la remise ou à l'arrêt du match doit être signalé par la plate-forme digitale appropriée à l'URBSFA le premier jour ouvrable qui suit le match remis ou à rejouer, avant douze heures.

Une sanction fédérale est imposée en cas de non-respect de cette obligation.

3.3.4 Dispositions financières

Article B7.88
Les deux clubs peuvent organiser un double contrôle des tickets d'entrée et des cartes d'invitation.

Article B7.89
La recette brute d'un match est répartie à parts égales entre les deux clubs sauf en cas d'accord contraire entre eux.

Article B7.90
Le club visité supporte la redevance fédérale et les frais éventuels d'assurance, d'organisation et de taxe communale, tandis que le club visiteur supporte ses frais de déplacement. Cependant, à partir des huitièmes de finale, la redevance fédérale est à charge des deux clubs.


Les indemnités des arbitres, ainsi que 10% des frais de déplacement, sont supportés par moitié par chacun des clubs. Le restant des frais de déplacement est à charge de l'URBSFA.


Lorsque le match se dispute sur un terrain neutre, les prélèvements suivants s'effectuent sur la recette brute:
1° les frais d'organisation fixés par l'URBSFA;
2° la redevance fédérale;
3° la taxe communale;
4° les indemnités des arbitres et assistants-arbitres;
5° les frais d'assurance extraordinaires exposés à la demande conjointe des clubs en présence.

De la recette nette ainsi obtenue, 10% est attribué au club organisateur et le solde est réparti à parts égales entre les deux adversaires.

3.3.5 Retransmission audio-visuelle

Article B7.91
L'URBSFA est propriétaire des droits d'exploitation des images et est en cette qualité, ainsi qu'en sa qualité d'organisatrice de la compétition, seule autorisée à conclure des accords en matière de retransmission audio-visuelle des matches de la Coupe de Belgique Dames.

3.4 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES POUR LA COUPE DE BELGIQUE U19 FOOTBALL PROFESSIONNEL

Article B7.92

Des règles spécifiques pour la Coupe de Belgique U19 football professionnel sont prévues.

3.5 TROPHÉES

Article B7.93
Un prix est remis au vainqueur de la Coupe de Belgique. Ce prix (une coupe), propriété de l'URBSFA, est renvoyé au siège de l'URBSFA par les soins et aux frais du dernier club vainqueur au moins dix jours avant la finale suivante.

Article B7.94
Le club vainqueur de la coupe reçoit un diplôme. Les joueurs ou les joueuses de l'équipe gagnante reçoivent un modèle réduit du prix et les joueurs ou joueuses de l'équipe perdante ainsi que l'arbitre et les arbitres-assistants reçoivent une médaille.

4 LITIGES ET PROCÉDURES

Article B7.95
Les litiges et procédures concernant ce règlement sont régis par le présent règlement (Livre B, Titre 11).

TITRE 8
AGENTS



VOETBAL VLAANDEREN

acff
association des clubs francophones de football

Pro League

TABLE DES MATIÈRES

..... 1
Definitions..... 3
1 Principes Généraux 5
Article B8.1 - Objectifs 5
Article B8.2 - Champ d'application..... 6
2 Devenir Agent..... 7
Article B8.4 - Respect des critères d'éligibilité 7
3 Exercer la fonction d'agent 8
Article B8.5 - Dispositions générales..... 8
Article B8.6 - Représentation..... 8
Article B8.7 - Représentation des mineurs.....11
Article B8.8 - Indemnité de service – principes généraux 12
Article B8.9 - Plafonnement de l'indemnité de service 15
Article B8.10 - Droits et obligations 17
Article B8.11 - Respect des exigences en matière d'émission de licence 21
4 Droits et obligations des clients 22
Article B8.12 - Recours à un agent.....22
5 Divulgation et publication 24
Article B8.13 - Divulgation et publication 24
6 Litiges 24
Article B8.14 - Compétence.....24
7 Questions disciplinaires.....25
Article B8.15 - Compétence et application 25
8 Dispositions finales 27
Article B8.16 - Dispositions transitoires.....27

 Ce titre 8 est basé sur les dispositions contraignantes du Règlement sur les agents de la FIFA.

DEFINITIONS

Aux fins du présent règlement, les termes énoncés dans les Statuts de la FIFA et dans le Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA s'appliquent, ainsi que les définitions ci-après :

Accord de représentation : accord écrit ayant pour but d'établir une relation juridique en vue de fournir des services d'agent.

Agence : organisation, entité, société ou entreprise privée engageant, comprenant ou employant un ou plusieurs agent(s), ou agissant en qualité d'intermédiaire pour les activités d'un ou plusieurs agent(s).

Agent : personne physique disposant d'une licence de la FIFA lui permettant de fournir des services d'agent.

Agent lié : un agent est lié à un autre agent si (i) ils sont employés ou contractuellement engagés auprès de la même agence par le biais de laquelle ils fournissent leurs services d'agent, (ii) ils sont tous deux dirigeants, actionnaires ou associés de la même agence par le biais de laquelle ils fournissent leurs services d'agent, (iii) ils sont mariés, concubins ou possèdent des liens de parenté (frère, sœur, père, mère, fils, fille, beau-fils ou belle-fille), ou (iv) ils ont conclu un contrat ou autre type d'arrangement, formel ou informel, en vue de coopérer en plus d'une occasion dans le cadre de la prestation de services ou de partager les revenus ou profits de tout ou partie de leurs services d'agent.

Approche : (i) contact personnel établi de manière physique ou par des moyens de communication électroniques avec un client, (ii) contact direct ou indirect avec une personne ou une organisation liée à un client (membre de la famille, ami, etc.), ou (iii) tout acte par le biais duquel un agent passe par une autre personne ou organisation pour contacter un client en son nom de la manière décrite aux points (i) et (ii) ci-avant ou charge cette autre personne ou organisation de le faire.

Autres services : services fournis par un agent pour ou au nom d'un client autres que des services d'agent, y compris, sans toutefois s'y limiter, en matière de conseil juridique, planification financière, détection, conseil, gestion du droit à l'image et négociation de contrats commerciaux.

Client : association de football, club, joueur, entraîneur ou ligue centralisée susceptible d'avoir recours à un agent pour fournir des services d'agent.

Décrets régionaux (belges) : les décrets régionaux belges applicables concernant la médiation en matière d'emploi, tels que modifiés de temps à autre.

Département des Agents (de l'URBSFA) : Département au sein de l'administration de l'URBSFA.

Entité d'arrivée : club, association membre ou ligue centralisée susceptible d'engager un joueur ou un entraîneur.

Entité de départ : club, association membre ou ligue centralisée qu'un joueur ou un entraîneur quitte en vue d'être employé et/ou enregistré dans une entité d'arrivée.

Individu : joueur ou entraîneur.

Intérêt : (i) propriété effective d'une personne morale par le biais de laquelle les activités pertinentes de ces entités sont menées, à l'exception d'une adhésion personnelle, ordinaire, librement accessible et non transférable, donnant droit à son propriétaire à une seule voix dans les affaires du club, et/ou (ii) position pouvant permettre l'exercice d'une influence matérielle, financière, commerciale, administrative, managériale ou autre sur les affaires d'une personne physique ou morale, directement ou indirectement, de manière formelle ou informelle.

Ligue centralisée : entité économique unique affiliée à une association membre organisant un ou plusieurs championnat(s) et représentant les intérêts communs de ses clubs, par exemple en étant l'employeur de tous les joueurs desdits clubs.

Plateforme : plateforme numérique gérée par la FIFA sur laquelle doivent être menés les processus d'émission de licences, de résolution des litiges, de formation professionnelle continue (FPC) et de rapport.

RCI : Règlement de la FIFA sur la collaboration avec les intermédiaires.

RCI de l'URBSFA: Règlement de l'URBSFA sur la collaboration avec les intermédiaires, repris dans le Titre 8, Livre B du Règlement Fédéral de l'URBSFA.

Règlement : présent Règlement sur les agents, amendé périodiquement.

Rémunération : rétribution financière brute d'un emploi, telle que stipulée dans un contrat de travail négocié, incluant le salaire de base, toute prime à la signature et tout montant payable sous réserve du respect de certaines conditions (prime de loyauté ou de rendement, etc.). Afin de lever toute ambiguïté, aucune future indemnité de transfert convenue ni aucune prestation en nature, telle que la mise à disposition d'un véhicule, d'un logement ou de services téléphoniques, n'est prise en compte dans le calcul de la rétribution financière brute.

RSTJ : Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA, amendé périodiquement.

Services d'agent : services fournis dans le cadre du football pour ou au nom d'un client, y compris la négociation, la communication relative ou préparatoire à la négociation ou toute autre activité y afférente dans le but et/ou l'intention de conclure une transaction.

Transaction : (i) emploi, affectation ou désaffectation d'un joueur auprès d'un club ou d'une ligue centralisée, (ii) emploi d'un entraîneur auprès d'un club, d'une ligue centralisée ou d'une association membre, (iii) transfert de l'affectation d'un joueur d'un club à un autre ; (iv) élaboration, résiliation ou modification des termes du contrat de travail d'un individu.

Transaction spécifiée : transaction dans laquelle toutes les parties impliquées sont définies et identifiées.

1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article B8.1 - Objectifs

1.
La FIFA a l'obligation statutaire de réglementer tous les aspects du système des transferts dans le football. Ce dernier a pour principaux objectifs de :

a) préserver la stabilité contractuelle entre les clubs et les joueurs professionnels ;

b) encourager la formation des jeunes ;

c) promouvoir un esprit de solidarité entre le haut niveau et le football de base ;

d) protéger les mineurs ;

e) maintenir un équilibre compétitif ;

f) veiller à la régularité des compétitions.

2.
La réglementation de la fonction d'agent vise à garantir que les activités d'un agent soient conformes aux principaux objectifs du système des transferts dans le football ainsi qu'aux objectifs suivants :

a) Rehausser les standards de la fonction d'agent et définir des normes professionnelles et éthiques minimales.

b) Garantir la qualité des services fournis par les agents à leurs clients ainsi que des tarifs justes et raisonnables appliqués de manière uniforme.

c) Limiter les conflits d'intérêts afin de protéger les clients contre tout comportement contraire à l'éthique.

d) Améliorer la transparence financière et administrative.

e) Protéger les joueurs manquant d'expérience ou d'informations concernant le fonctionnement du système des transferts dans le football.

f) Renforcer la stabilité contractuelle entre les clubs et les joueurs ou entraîneurs.

g) Lutter contre toute pratique abusive, excessive ou spéculative.

Article B8.2 - Champ d'application

1.

Le présent règlement régit la fonction d'agent sur le territoire placé sous la compétence de l'URBSFA et s'applique :

a) à tous les accords de représentation de dimension nationale ; ou
b) à toute activité liée à un transfert national ou une transaction nationale.



Pour tous les accords de représentation ayant une dimension internationale ou toute activité liée à un transfert international ou à une transaction internationale, veuillez-vous référer au règlement des agents de football de la FIFA, disponible sur www.fifa.com.

2.

Un accord de représentation est considéré comme de dimension nationale lorsque :

a) il concerne des services d'agent liés à une transaction spécifiée dans le cadre d'un transfert national sous la compétence et sur le territoire de l'URBSFA (ou du transfert d'un entraîneur entre deux clubs affiliés à l'URBSFA ou entre un club affilié à l'URBSFA et une équipe représentative de l'URBSFA) ; ou
b) il concerne des services d'agent liés à plusieurs transactions spécifiées, dont au moins une entre dans le cadre d'un transfert national sous la compétence et sur le territoire de l'URBSFA (ou du transfert d'un entraîneur entre deux clubs affiliés à l'URBSFA ou entre un club affilié à l'URBSFA et une équipe représentative de l'URBSFA).

3.

Le présent règlement s'applique également à tout accord de représentation concernant des services d'agent qui ne sont pas liés à des transactions spécifiées dans le cadre d'un transfert international et pour lequel le client est enregistré ou domicilié dans le pays ou sur le territoire placé sous la compétence de l'URBSFA à la date de la signature de l'accord de représentation en question.

2 DEVENIR AGENT

Article B8.3 - Dispositions générales

1.


Une personne physique peut devenir agent après avoir suivi la procédure décrite aux articles 4 à 10 du Règlement sur les agents de la FIFA.

2.

Une personne qui a obtenu une licence d'agent conformément aux dispositions des éditions 1991, 1995, 2001 ou 2008 du Règlement des Agents de Joueurs de la FIFA est exemptée de l'examen prévu par le Règlement sur les agents de la FIFA sous réserve qu'elle satisfasse aux exigences énoncées à l'article 23 dudit Règlement sur les agents de la FIFA.

3.

La licence délivrée par la FIFA permet à un agent de proposer des services d'agent sur le territoire de l'URBSFA . Tout agent fournissant des services d'agent sur le territoire de l'URBSFA est soumis au présent règlement ainsi qu'à toute la réglementation de l'URBSFA applicable aux agents.

4.

Un agent ne peut fournir des services d'agent sur le territoire de l'URBSFA que s'il respecte toutes les lois et réglementations applicables en Belgique, y compris la législation AML et les décrets régionaux.


La détention d'une licence d'agent de la FIFA n'annule ni ne remplace les obligations imposées aux clubs à l'égard des agents en vertu de la législation AML avant la conclusion d'un accord de représentation ainsi que pendant son exécution.

Article B8.4 - Respect des critères d'éligibilité

1.


L'URBSFA doit signaler à la FIFA toute allégation ou suspicion de non-respect, par un agent ou une personne candidate, des critères d'éligibilité énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FIFA.

2.


L'URBSFA doit aider la FIFA à enquêter sur tout cas de non-respect potentiel des critères énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FIFA en fournissant toutes les informations dont elle dispose ou demandées par la FIFA.

3 EXERCER LA FONCTION D'AGENT

Article B8.5 - Dispositions générales

1.
Seul un agent peut fournir des services d'agent.

2.
Un agent doit toujours satisfaire aux critères d'éligibilité énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FIFA.

3.
Un agent peut exercer ses activités via une agence. À moins qu'il soit lui-même un agent, un employé ou prestataire travaillant pour l'agence ne peut pas fournir de services d'agent ni effectuer d'approche auprès d'un client potentiel en vue de conclure un accord de représentation. Un agent demeure entièrement responsable des activités de son agence, de ses employés, prestataires et autres représentants dans l'hypothèse où ils enfreindraient le présent règlement.

4.
Il est interdit aux personnes physiques ou morales suivantes d'avoir un intérêt dans les activités d'un agent ou de l'agence d'un agent :

a) Les clients.

b) Toute personne inéligible à la fonction d'agent en vertu de l'article B8.5 du présent règlement.

c) Toute personne ou entité possédant ou détenant, directement ou indirectement, des droits liés à l'affectation d'un joueur, en violation de l'article 18bis ou de l'article 18ter du RSTJ.

Article B8.6 - Représentation

1.
Un agent peut uniquement fournir des services d'agent pour un client après avoir conclu un accord de représentation écrit avec ce client.

2.
Seul un agent peut effectuer une approche auprès d'un client potentiel ou conclure un accord de représentation avec un client en vue de fournir des services d'agent.

3.
Un accord de représentation conclu entre un individu et un agent ne peut excéder deux ans. Cette durée ne peut être prolongée que par la conclusion d'un nouvel accord de

représentation. Toute disposition de renouvellement automatique, ou toute disposition visant à prolonger la durée de validité de l'accord de représentation au-delà de la durée maximale autorisée, est réputée comme non-écrite.

4.
Un agent ne peut conclure qu'un seul accord de représentation à la fois avec le même individu. Avant de conclure un accord de représentation avec un individu ou d'amender un accord de représentation précédemment conclu, l'agent doit :

a) informer l'individu par écrit que ce dernier devrait envisager de solliciter un avis juridique indépendant aux fins de l'accord de représentation ;

b) obtenir la confirmation écrite de l'individu que ce dernier a obtenu un tel avis juridique indépendant ou décidé de ne pas recourir à cette possibilité.

5.
Un accord de représentation conclu entre une entité d'arrivée ou une entité de départ et un agent n'est soumis à aucune durée de validité maximale.

6.
Un agent peut exécuter plusieurs accords de représentation en même temps avec la même entité d'arrivée ou entité de départ, sous réserve que ces accords concernent des transactions différentes.

7.
Un accord de représentation n'est valable que s'il comprend au minimum :

a) le nom des parties ;

b) la durée (le cas échéant) ;

c) le montant de l'indemnité de service due à l'agent ;

d) la nature des services d'agent à fournir ;

e) une clause dans laquelle toutes les parties (y compris l'agent) déclarent avoir lu et acceptent le contenu du Règlement sur les agents de la FIFA et du Règlement de l'URBSFA sur les agents;

f) si l'accord de représentation à une dimension nationale, une clause d'arbitrage qui rend la CBAS compétente pour traiter tout litige entre les parties ;

g) la signature des parties.

8.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Un agent ne peut fournir des services d'agent ou d'autres services que pour une seule partie dans le cadre d'une transaction, à l'exception du cas mentionné ci-après.

a) Double représentation autorisée : un agent peut fournir des services d'agent ou d'autres services pour un individu et une entité d'arrivée dans le cadre de la même transaction à condition que les deux clients aient donné leur consentement écrit au préalable.

9.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Un agent ne peut pas fournir de services d'agent ou d'autres services dans le cadre d'une même transaction pour :

a) une entité de départ et un individu ;

b) une entité de départ et une entité d'arrivée ; ou

c) toutes les parties impliquées dans une même transaction.

10.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Un agent et un agent lié ne peuvent pas fournir de services d'agent ou d'autres services pour des clients différents dans le cadre d'une même transaction, à l'exception du cas mentionné à l'alinéa 8 du présent article.

11.

Dans le cadre d'une transaction, tout accord de transfert ou contrat de travail pertinent conclu après que les services d'agent ont été fournis doit comporter le nom de l'agent, celui de son client, son numéro de licence FIFA et sa signature.

12.

Un client peut négocier et conclure une transaction sans avoir recours à un agent. Le cas échéant, l'accord de transfert ou contrat de travail en question doit en faire la mention

explicite.

13.
Toute clause d'un accord de représentation qui :

a) limite la possibilité d'un individu à négocier et conclure de manière autonome un contrat de travail sans l'implication d'un agent ; et/ou

b) pénalise un individu s'il négocie et/ou conclut de manière autonome un contrat de travail sans l'implication d'un agent,

est réputée non-écrite.

14.
Un accord de représentation peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties pour juste cause. Une partie révoquant ou résiliant un accord de représentation sans juste cause est tenue de dédommager l'autre partie pour les dommages encourus. Un accord de représentation peut être résilié avec juste cause lorsqu'il n'est raisonnablement plus possible d'attendre d'une partie, en vertu du principe de bonne foi, qu'elle poursuive la relation contractuelle pour la durée convenue. Ceci inclut, sans toutefois s'y limiter, les situations suivantes :

a) L'annulation ou la suspension d'une licence d'agent.

b) Une interdiction d'exercer toute activité relative au football.

c) Une interdiction d'enregistrer de nouveaux joueurs, à l'échelle nationale ou internationale, pendant au moins une période d'affectation complète.

Article B8.7 - Représentation des mineurs

1.
Une approche (et/ou toute conclusion ultérieure d'un accord de représentation) auprès d'un mineur ou de son tuteur légal en lien avec des services d'agent ne peut, au plus tôt, avoir lieu que lorsque le mineur a atteint l'âge de quinze ans. Cette approche ne peut en outre avoir lieu qu'après avoir obtenu le consentement écrit du tuteur légal du mineur.

Compte tenu des dispositions plus strictes contenues dans (un des) décrets régionaux belges, et conformément à l'article 3.3. du FFAR, cette restriction s'applique à toutes les approches, ayant une dimension nationale ou internationale, dans la mesure où l'approche relève du champ d'application de (un ou plusieurs) décrets régionaux belges. Cette restriction s'applique à toutes les approches qui relèvent du champ d'application d'un ou de plusieurs décrets régionaux belges, indépendamment du fait que l'individu et/ou l'agent soit situé dans la région Flamande, de Bruxelles-Capitale ou Wallonne.

2.
Un agent souhaitant représenter un mineur ou représenter un club dans une transaction impliquant un mineur doit d'abord valider le module de formation professionnelle continue sur les mineurs et se conformer aux exigences en matière de représentation d'un mineur prévues par le droit applicable dans le pays ou sur le territoire de l'association membre où ce mineur sera employé.

3.
Un accord de représentation entre un agent et un mineur a uniquement force exécutoire lorsque :

a) l'accord de représentation satisfait aux exigences minimales énoncées à l'article 12, alinéa 7 du Règlement sur les agents de la FIFA ;

b) l'agent satisfait aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article ;

c) l'accord de représentation est signé par le mineur et son tuteur légal, tel que prévu par le droit applicable dans le pays ou sur le territoire de l'association membre où ce mineur sera employé.

4.
Toute infraction à l'alinéa 1 ci-avant est sanctionnée au minimum d'une amende ainsi que de la suspension de la licence de l'agent pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans.

Article B8.8 - Indemnité de service – principes généraux

1.
Dans le cadre d'un accord de représentation, un agent peut prévoir le paiement par le client d'une indemnité de service.

2.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Le paiement de l'indemnité de service due au titre de l'accord de représentation doit exclusivement être effectué par le client à l'agent. Un client ne peut recourir aux services d'un tiers pour ce paiement ou autoriser un tiers à l'effectuer.

3.
La seule exception au principe énoncé à l'alinéa 2 du présent article concerne un agent représentant un individu dont la rémunération annuelle négociée est inférieure ou égale à USD 200 000 (ou équivalent), sans inclure de potentiel paiement conditionnel. Le cas échéant, une entité d'arrivée peut convenir avec un individu de payer l'indemnité de service due à l'agent dudit individu pour la transaction en question conformément aux

dispositions de l'accord de représentation. Le cas échéant, les conditions suivantes s'appliquent :

a) Le paiement de l'indemnité de service effectué au nom de l'individu par l'entité d'arrivée n'a aucune incidence sur l'obligation fiduciaire de l'agent vis-à-vis de l'individu. Il ne doit pas non plus créer de dépendance ou lien de subordination entre l'agent et l'entité d'arrivée.

b) Le montant de l'indemnité de service versé au nom de l'individu par l'entité d'arrivée ne peut pas être supérieur au montant convenu au titre de l'accord de représentation liant l'individu à l'agent.

c) L'entité d'arrivée ne peut déduire de la rémunération de l'individu le montant payé pour l'indemnité de service en vertu du présent alinéa 3.

4.
L'indemnité de service due à un agent doit être payée sur présentation d'une facture valide.

5.
Un agent n'est en droit de recevoir une indemnité de service que si le montant demandé est lié à des services préalablement détaillés dans un accord de représentation et si ce dernier était en vigueur au moment où l'agent a fourni les services d'agent en question.

a) Lorsque la durée d'un contrat de travail est supérieure à la durée de l'accord de représentation y afférent, un agent est en droit de recevoir une indemnité de service après expiration dudit accord de représentation sous réserve que le contrat de travail en question soit toujours en vigueur et que cela ait été expressément convenu avec le client dans l'accord de représentation.

6.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Le paiement d'une indemnité de service doit être effectué après la clôture de la période de transfert concernée, par versements échelonnés tous les trois mois pour la durée du contrat de travail négocié.

7.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Seule la rémunération effectivement perçue par un individu est prise en compte dans le

paiement d'une indemnité de service, calculée au *pro rata*.

8.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Lorsque la durée d'un contrat de travail négocié est inférieure à six mois, le paiement doit être effectué en un seul versement à l'expiration du contrat de travail en question.

9.

Un agent ne peut pas recevoir d'indemnité de service lorsqu'il est engagé pour fournir des services d'agent liés à un mineur.



Compte tenu des dispositions plus strictes contenues dans (un des) décrets régionaux belges, et conformément à l'article 3.3. du FFAR, cette restriction s'applique à toutes les approches, ayant une dimension nationale ou internationale, dans la mesure où l'approche relève du champ d'application de (un ou plusieurs) décrets régionaux belges. Cette restriction s'applique à toutes les approches qui relèvent du champ d'application d'un ou de plusieurs décrets régionaux belges, indépendamment du fait que l'individu et/ou l'agent soit situé dans la région Flamande, de Bruxelles-Capitale ou Wallonne.

10.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Lorsqu'un agent représente une entité d'arrivée et un individu dans une même transaction en vertu de l'article B8.6, alinéa 8a du présent règlement (cas de double représentation autorisée), l'entité d'arrivée peut payer jusqu'à la moitié du montant total dû au titre de l'indemnité de service.

11.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

L'entité de départ doit payer une indemnité de service à un agent après réception de chaque versement de l'indemnité de transfert qui lui est due. L'entité de départ doit dûment informer l'agent de la réception de tels versements.

12.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Un agent ne peut pas prétendre à recevoir une indemnité de service qui n'est pas encore due en lien avec un contrat de travail négocié lorsque :

a) l'individu est transféré vers une autre entité d'arrivée avant l'expiration du contrat de travail négocié ; ou

b) l'individu résilie prématurément son contrat de travail négocié sans juste cause et l'agent représente toujours l'individu au moment de la résiliation.

13.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Tout paiement d'une indemnité de service à un agent doit s'effectuer par le biais de la Chambre de compensation de la FIFA, conformément au Règlement de la Chambre de compensation de la FIFA.

a) Si ce dernier ne régit pas les modalités de paiement d'une indemnité de service à un agent lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, chaque paiement doit alors être effectué directement à l'agent concerné jusqu'à ce que ce soit le cas.

Article B8.9 - Plafonnement de l'indemnité de service

1.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Le montant de l'indemnité de service payable à un agent pour des services d'agent est calculée comme suit :

a) Lorsque l'agent représente un individu ou une entité d'arrivée : sur la base de la rémunération de l'individu.

b) Lorsque l'agent représente une entité de départ : sur la base de l'indemnité de transfert pour la transaction en question.

2.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Le montant maximal de l'indemnité de service payable pour des services d'agent dans le cadre d'une transaction est le suivant, indépendamment du nombre d'agents fournissant des services d'agent à un client particulier :

Client	**Plafonnement de l'indemnité de service**	
	Rémunération annuelle de l'individu inférieure ou égale à USD 200 000 (ou équivalent)	*Rémunération annuelle de l'individu supérieure à USD 200 000 (ou équivalent)*
Individu	5% de la rémunération de l'individu	3% de la rémunération de l'individu
Entité d'arrivée	5% de la rémunération de l'individu	3% de la rémunération de l'individu
Entité d'arrivée et individu (cas de double représentation autorisée)	10% de la rémunération de l'individu	6% de la rémunération de l'individu
Entité de départ (indemnité de transfert)	10% de l'indemnité de transfert	

Afin de lever toute ambiguïté, les règles suivantes s'appliquent :

a) Afin de déterminer le plafonnement de l'indemnité de service, le calcul de la rémunération de l'individu ne peut prendre en considération aucun paiement conditionnel.

b) Si la rémunération d'un individu (sans paiements conditionnels) est supérieure à USD 200 000 (ou équivalent), le montant dépassant annuellement cette limite est sujet à un plafonnement de l'indemnité de service de 3% si l'agent représente un individu ou une entité d'arrivée, ou de 6% s'il représente à la fois une entité d'arrivée et un individu (cas double représentation autorisée).

c) Le calcul de l'indemnité de transfert ne peut inclure :

   i. aucun montant payé à titre de dédommagement pour rupture de contrat en vertu de l'article 17 ou de l'annexe 2 du RSTJ ; ni

ii. aucune prime à la revente.

3.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Lorsque, dans les 24 mois précédant ou suivant une transaction, un agent ou un agent lié fournit d'autres services à un client impliqué dans ladite transaction, ces autres services sont, jusqu'à preuve du contraire, présumés faire partie des services d'agent fournis dans le cadre de cette transaction.

4.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Lorsqu'un agent et/ou client n'est pas en mesure de réfuter la présomption formulée à l'alinéa 3 du présent article, les indemnités payées pour les autres services sont considérées comme faisant partie de l'indemnité de service payée pour les services d'agent fournis dans le cadre de la transaction en question.

Article B8.10 - Droits et obligations

1.
Un agent peut :

a) fournir des services d'agent à tout client avec lequel il a conclu un accord de représentation écrit respectant les exigences minimales énoncées à l'article B8.6 du présent règlement et à l'article 12 du Règlement sur les agents de la FIFA ;

b) uniquement approcher un client lié à un autre agent par un accord de représentation exclusif au cours des deux derniers mois de l'accord en question ;

c) uniquement conclure un accord de représentation avec un client lié à un autre agent par un accord de représentation exclusif au cours des deux derniers mois de l'accord en question.

2.
Un agent doit :

a) toujours agir dans le meilleur intérêt de son ou ses client(s) ;

b) **(Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la**

circulaire 1873 de la FIFA : l'application de cette disposition est suspendue) conformer aux statuts, règlements, directives et décisions des organes compétents de la FIFA, des confédérations et des associations membres ;

c) éviter tout conflit d'intérêts lorsqu'il fournit des services d'agent ;

d) veiller à ce que son nom, son numéro de licence, sa signature et le nom de son client apparaissent dans tout contrat résultant de sa prestation de services d'agent ;

e) toujours satisfaire aux critères d'éligibilité énoncés aux articles 5 et 17 du Règlement sur les agents de la FIFA dès lors qu'il dépose une demande de licence ;

f) s'acquitter d'une cotisation annuelle auprès de la FIFA avant la date limite précisée sur la plateforme, tel qu'indiqué aux articles 7 et 17 du Règlement sur les agents de la FIFA ;

g) satisfaire aux exigences en matière de formation professionnelle continue, telles que décrites aux articles 9 et 17 du Règlement sur les agents de la FIFA ;

h) **(Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA :** l'application de cette disposition est suspendue) satisfaire aux exigences relatives à son obligation de divulgation et de rapport, telles que décrites au point j ci-après et à l'alinéa 4 du présent article ;

i) signaler à l'autorité ou l'organe compétent(e) toute infraction au présent règlement ou aux règles, règlements ou codes de bonne conduite de la FIFA, d'une confédération ou d'une association membre ;

j) **(Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA :** l'application de cette disposition est suspendue) déposer sur la plateforme :

   i. dans les 14 jours suivant la conclusion, l'amendement ou la résiliation d'un accord de représentation : l'accord de représentation pertinent et les informations demandées sur la plateforme ;

   ii. dans les 14 jours suivant la conclusion : tout accord autre qu'un accord de représentation conclu avec un client, y compris, sans toutefois s'y limiter, les accords liés à d'autres services, ainsi que les informations demandées sur la plateforme ;

   iii. dans les 14 jours suivant le paiement d'une indemnité de service : les informations demandées sur la plateforme ;

   iv. dans les 14 jours suivant le paiement d'une indemnité liée à un accord autre qu'un accord de représentation conclu avec un client : les informations demandées sur la plateforme ;

   v. dans les 14 jours suivant l'événement : tout arrangement contractuel ou autre

entre des agents en vue de coopérer dans la prestation de services ou de partager les revenus ou profits de tout ou partie de leurs services d'agent ;

vi. dans les 14 jours suivant l'événement : toute information pouvant avoir une influence sur l'obligation à satisfaire aux critères d'éligibilité ;

vii. dans les 14 jours suivant l'événement : tout règlement à l'amiable conclu avec un client ou un autre agent.

Cette disposition s'applique à toutes les transactions (de dimension nationale ou internationale).

k) **(Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA :** l'application de cette disposition est suspendue) s'il mène ses activités par le biais d'une agence, déposer sur la plateforme :

i. dans les 14 jours suivant la première transaction impliquant l'agence : la structure de propriété, l'identité des actionnaires, la part du capital qu'il détient, et/ou l'identité des bénéficiaires effectifs ;

ii. dans les 14 jours suivant la première transaction impliquant l'agence : le nombre d'agents utilisant la même agence pour mener leurs activités et le nom de tous ses employés ;

iii. dans les 30 jours suivant l'événement : tout changement aux informations fournies précédemment sur l'agence.

3.

Un agent n'est pas autorisé à effectuer ou tenter d'effectuer les actions suivantes :

a) Réaliser une approche, entamer des négociations, entreprendre des démarches, solliciter ou faciliter de quelque manière que ce soit des discussions entre des parties en vue d'aboutir à une transaction (y compris par voie de déclaration dans les médias) concernant un individu dans le but de l'amener à résilier prématurément son contrat de travail sans juste cause ou à violer les obligations de son contrat de travail.

b) Offrir ou verser un avantage indu – personnel, pécuniaire ou autre –, directement ou indirectement, à :

i. un officiel ou employé d'une association membre, d'un club ou d'une ligue centralisée dans le cadre de services d'agent ; ou

ii. un individu (ou un membre de sa famille, son tuteur légal ou un de ses amis) en lien avec un accord de représentation avec lui.

c) Dissimuler des faits matériels à un client, y compris, sans toutefois s'y limiter :

i. ne pas déclarer un conflit d'intérêts (même si ce conflit d'intérêts est autorisé en

vertu du présent règlement) ; ou

ii. ne pas lui faire part d'une offre écrite (par quelque moyen de communication que ce soit) formulée pour ce client.

d) Contourner, directement ou indirectement, les plafonnements prévus par le présent règlement, y compris, sans toutefois s'y limiter, en augmentant intentionnellement le montant demandé à titre d'indemnité de service ou le montant demandé pour d'autres services.

e) Accepter le paiement de toute indemnité de transfert ou rétribution de la formation due en lien avec le transfert d'un joueur d'un club à un autre. Ceci comprend, sans toutefois s'y limiter, les droits décrits à l'article 18ter du RSTJ.

f) Être impliqué, directement ou indirectement, dans un transfert-relais tel que défini dans le RSTJ, ou posséder ou détenir des droits liés à l'affectation d'un joueur, en violation de l'article 18bis ou 18ter du RSTJ.

g) Enfreindre le présent règlement de quelque autre manière que ce soit.

4.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

En matière de divulgation et de rapport, un agent doit :

a) immédiatement informer un client de toute offre écrite (par quelque moyen de communication que ce soit) reçue pour ledit client ;

b) fournir à un client, sur demande, une copie de l'accord de représentation conclu ou de tout autre accord écrit en lien avec d'autres services, une copie du contrat de travail ou de tout autre document écrit obtenu dans le cadre des services d'agent, ainsi qu'un échéancier détaillant les paiements de quelque sorte que ce soit effectués au bénéfice de l'agent dans le cadre d'une transaction dans laquelle il est impliqué ;

c) coopérer, sur demande, avec l'organe compétent d'une association membre, d'une confédération et/ou de la FIFA en lien avec toute demande d'information de quelque type et sous quelque forme que ce soit.

Article B8.11 - Respect des exigences en matière d'émission de licence

1.
Si un agent :

a) ne satisfait pas aux critères d'éligibilité à quelque moment que ce soit ;

b) ne s'acquitte pas de la cotisation annuelle auprès de la FIFA avant la date limite indiquée sur la plateforme ;

c) ne satisfait pas aux exigences relatives à la formation professionnelle continue au cours d'une année ; ou

d) ne satisfait pas à ses obligations en matière de rapport,

sa licence est automatiquement suspendue à titre provisoire.

2.
Le secrétariat général de la FIFA est chargé de vérifier le respect des exigences énoncées à l'alinéa 1 du présent article.

3.
Si l'alinéa 1a du présent article s'applique :

a) le secrétariat général de la FIFA informe l'agent en question qu'il y a lieu de considérer que ledit agent ne satisfait pas aux critères d'éligibilité et que sa licence est suspendue à titre provisoire ;

b) le cas est transmis à la Commission de Discipline de la FIFA pour décision.

4.
Si une ou plusieurs des circonstances décrites aux alinéas 1b, 1c ou 1d du présent article s'applique(nt) :

a) le secrétariat général de la FIFA informe l'agent en question de son infraction et de la suspension de sa licence à titre provisoire ;

b) la licence est annulée si l'agent ne répare pas l'infraction dans les 60 jours suivant la suspension de ladite licence.

4 DROITS ET OBLIGATIONS DES CLIENTS

Article B8.12 - Recours à un agent

1.
Un client :

a) peut recourir à un agent pour des services d'agent s'il ne souhaite pas s'en charger lui-même ;

b) doit s'acquitter de l'indemnité de service convenue avec un agent dans les délais prévus par le présent règlement et conformément à l'accord de représentation, au contrat de travail et à l'accord de transfert pertinent (selon le cas) ;

c) doit s'assurer qu'un agent est bien titulaire d'une licence émise par la FIFA avant de signer un accord de représentation avec lui ;

d) doit coopérer avec l'organe compétent d'une association membre, d'une confédération et/ou de la FIFA dans le cadre de toute demande formulée par ces organes concernant un agent ;

e) peut demander à l'agent un échéancier détaillant les paiements de quelque nature que ce soit (y compris rémunérations, indemnités et dépenses) effectués par lui-même et/ou le concernant ;

f) [s'il s'agit d'un club] doit fournir dans le système de régulation des transferts de la FIFA (TMS) dans les 14 jours suivant l'événement :

   i. les informations demandées dans TMS à la réalisation de chaque transaction prenant la forme d'un transfert international dans lequel le club est impliqué ;

   ii. tout amendement à un accord de représentation pertinent ou la résiliation de celui-ci ;

   iii. tout accord autre qu'un accord de représentation avec un agent, y compris, sans toutefois s'y limiter, les accords liés à d'autres services, ainsi que les informations demandées dans TMS ;

   iv. les informations demandées dans TMS après le paiement d'une indemnité liée à tout accord conclu avec un agent autre qu'un accord de représentation ;

g) (pour les joueurs et les clubs) envoyer par e-mail au Département des Agents de l'URBSFA (agents@rbfa.be), dans les 14 jours suivant la survenance de l'événement :

   i. l'accord de représentation concerné ;

   ii. tout accord avec un agent autre qu'un accord de représentation, y compris, mais

sans s'y limiter, les accords relatifs à d'autres services ;

iii. tout accord de transaction conclu avec un agent ;

iv. toute modification ou résiliation d'un accord de représentation ;

h) (pour les joueurs et les clubs) envoyer par e-mail au Département des Agents de l'URBSFA (agents@rbfa.be), chaque trimestre (calendrier civil), un rapport de tous les montants payés à un agent au cours des trois derniers mois en relation avec les services d'agent et les autres services ;

i) doit immédiatement signaler à la FIFA, aux confédérations ou aux associations membres toute infraction au présent règlement.

2.
Un client (ou ses officiels, le cas échéant) n'est pas autorisé à effectuer ou tenter d'effectuer les actions suivantes :

a) Recourir à une personne ne détenant pas la licence nécessaire pour fournir des services d'agent.

b) Accepter un avantage indu – personnel, pécuniaire ou autre – de la part d'un agent ou lui demander de recevoir un tel avantage.

c) Donner, offrir ou chercher à offrir, directement ou indirectement, toute contrepartie ou promesse de quelque type que ce soit à un agent (ou un membre de sa famille ou toute personne lui étant liée) qui n'entre pas dans le cadre de l'indemnité de service convenue.

d) Pour les associations membres, les clubs et les ligues centralisées, interférer avec la liberté de choix de son agent par un individu ou influencer ce choix.

e) Participer ou contribuer, directement ou indirectement, à tout contournement du plafonnement de l'indemnité de service établi dans le présent règlement.

f) Posséder un intérêt dans une agence ou dans les activités d'un agent, conformément à l'article 11, alinéa 4 du Règlement sur les agents de la FIFA.

g) Pour les associations membres, les clubs et les ligues centralisées, inciter ou contraindre, directement ou indirectement, un individu à enfreindre les dispositions de son accord de représentation avec un agent.

h) Manquer de signaler immédiatement à la FIFA toute infraction au présent règlement ou au Règlement sur les agents de la FIFA.

i) Permettre à un agent ou son agence de détenir des intérêts à son égard.

j) Enfreindre le présent règlement de quelque autre manière que ce soit.

5 DIVULGATION ET PUBLICATION

Article B8.13 - Divulgation et publication

1.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

La FIFA met à disposition :

a) les noms et coordonnées de tous les agents ;

b) les clients que les agents représentent, y compris le caractère exclusif ou non exclusif de la représentation et la date d'expiration de l'accord de représentation en question ;

c) les services d'agent fournis à chaque client ;

d) toute sanction prononcée à l'encontre des agents et clients ;

e) les détails de toutes les transactions impliquant des agents, y compris les montants des indemnités de service payés aux agents.

6 LITIGES

Article B8.14 - Compétence

1.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Sans préjudice du droit d'un agent ou d'un client à demander réparation auprès d'un tribunal ordinaire, la chambre des agents du Tribunal du Football de la FIFA est compétente pour trancher un litige lorsque :

a) celui-ci découle d'un accord de représentation de dimension internationale ou est en lien avec cet accord de représentation (cf. article 2, alinéa 2 du Règlement sur les agents de la FIFA) ;

b) une requête est déposée en ce sens conformément aux dispositions des Règles de procédure du Tribunal du Football ;

c) moins de deux ans se sont écoulés depuis l'événement à l'origine du litige – le respect de ce délai est examiné d'office dans chaque affaire.

2.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

La procédure détaillée de résolution des litiges est présentée dans les Règles de procédure du Tribunal du Football.

3.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Sans préjudice du droit d'un agent ou d'un client à demander réparation auprès d'un tribunal ordinaire, la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport est compétente pour se prononcer sur les litiges découlant d'un accord de représentation sans dimension internationale ou en lien avec cet accord de représentation.

7 QUESTIONS DISCIPLINAIRES

Article B8.15 - Compétence et application

1.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

La Commission de Discipline de la FIFA et, le cas échéant, la Commission d'Éthique indépendante sont compétentes pour prononcer les sanctions applicables en vertu du Règlement sur les agents de la FIFA, du Code disciplinaire de la FIFA et du Code d'éthique de la FIFA à l'encontre d'un agent ou d'un client reconnu coupable d'avoir enfreint le Règlement sur les agents de la FIFA, les Statuts de la FIFA ou tout autre règlement de la FIFA. La FIFA est compétente pour :

a) toute activité découlant d'un accord de représentation de dimension internationale

(cf. article 2, alinéa 2 du Règlement sur les agents de la FIFA) ;

b) toute activité liée à un transfert international ou une transaction internationale.

2.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Le secrétariat général de la FIFA contrôle la conformité avec le Règlement sur les agents de la FIFA. En particulier :

a) Toute partie recevant une demande d'information est tenue de coopérer pleinement. Elle doit satisfaire, dans un délai raisonnable, aux demandes de documents, informations ou autres éléments de toute nature en sa possession. Elle doit également, sur demande, se procurer et fournir les documents de toute nature dont elle n'est pas en possession mais qu'elle est en capacité d'obtenir. Tout refus de se conformer aux demandes de l'administration de la FIFA pourra entraîner des sanctions de la part de la Commission de Discipline de la FIFA. Si le secrétariat général de la FIFA en fait la demande, un document (ou extrait) doit être fourni en anglais, espagnol ou français.

b) Les notifications électroniques – via la plateforme, TMS ou courriel à l'adresse indiquée par les parties sur la plateforme ou TMS – sont considérées comme un mode de communication valable et jugées suffisantes pour le calcul de délais.

c) Après enquête, le secrétariat général de la FIFA peut porter les cas de non-respect du Règlement sur les agents de la FIFA devant la Commission de Discipline de la FIFA, conformément au Code disciplinaire de la FIFA.

d) Après enquête, le secrétariat général de la FIFA peut porter les cas de comportement contraire à l'éthique au regard du Règlement sur les agents de la FIFA devant la Commission d'Éthique indépendante, conformément au Code d'éthique de la FIFA.

3.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

La Chambre nationale pour les Agents de l'URBSFA est compétente pour prononcer les sanctions applicables à l'encontre d'un agent ou d'un client reconnu coupable d'avoir enfreint le présent règlement. L'URBSFA est compétente pour :

a) toute activité découlant d'un accord de représentation sans dimension internationale

(cf. article 2, alinéa 3 du Règlement sur les agents de la FIFA) ;

b) toute activité liée à un transfert national ou une transaction nationale.

4.

Disposition transitoire valable pour une durée indéterminée conformément à la circulaire 1873 de la FIFA

L'application de cet article est suspendue.

Le Département des Agents de l'URBSFA contrôle la conformité avec le présent règlement. En particulier :

a) Toute partie recevant une demande d'information est tenue de coopérer pleinement. Elle doit satisfaire, dans un délai raisonnable, aux demandes de documents, informations ou autres éléments de toute nature en sa possession. Elle doit également, sur demande, se procurer et fournir les documents de toute nature dont elle n'est pas en possession mais qu'elle est en capacité d'obtenir. Tout refus de se conformer aux demandes du Département des Agents de l'URBSFA pourra entraîner des sanctions de la part de la Chambre nationale pour les Agents de l'URBSFA. Si l'URBSFA en fait la demande, un document (ou extrait) doit être fourni dans une langue officielle de l'URBSFA.

b) Les notifications électroniques envoyées via courriel à l'adresse notifiée par les parties sont considérées comme un mode de communication valable et jugées suffisantes pour le calcul de délais.

c) Les cas de potentiel non-respect du présent règlement peuvent être portés devant la Chambre nationale pour les Agents de l'URBSFA, conformément au Règlement Fédéral de l'URBSFA.

Après enquête, les cas de comportement contraire à l'éthique au regard du présent règlement peuvent être portés devant la Chambre nationale pour les Agents de l'URBSFA, conformément au Règlement Fédéral de l'URBSFA.

8 DISPOSITIONS FINALES

Article B8.16 - Dispositions transitoires

1.

Les accords de représentation existants lors de l'entrée en vigueur du présent règlement et échus au 1er octobre 2023 ou au-delà demeurent opposables jusqu'à leur date d'expiration (mais ne peuvent pas être prolongés), à l'exception de ceux ne satisfaisant pas aux exigences minimales énoncées à l'article 12, alinéa 7 du Règlement sur les agents de la FIFA.

2.

À compter du 1er octobre 2023, tout nouvel accord de représentation ou tout renouvellement d'un accord de représentation existant conclu après l'entrée en vigueur du présent règlement doit être conforme au présent règlement.

3.

À compter du 1er octobre 2023, une personne ayant conclu un tel accord de représentation est tenue d'obtenir une licence en accord avec les dispositions du Règlement sur les agents de la FIFA afin de pouvoir continuer à fournir des services d'agent.

4.

L'autorisation de paiement de Clearing Department de l'URBSFA ne sera plus requise à partir du 1er octobre 2023, même pour les accords de représentation conclus avant le 1er octobre 2023.

TITRE 9
SPECTATEURS



TABLE DES MATIÈRES

1 Généralités 3
2 Règlement d'ordre intérieur 3
3 Principes en matière d'exclusion civile 15
3.1 Cadre général 15
3.2 Champ d'application 16
3.3 Lancement de la procédure à l'URBSFA 16
4 Application de l'exclusion civile 17
4.1 Exclusion après un avertissement 17
4.2 Exclusion civile directe 18
4.3 Procédure en première instance 18
4.4 Appel 19
4.5 Evocation 20
4.6 Entrée en vigueur des décisions 20
4.7 Durée de l'avertissement/de l'exclusion civile – tableau indicatif 21
4.8 Sursis partiel par mesure alternative 21
4.9 Force contraignante – récidive 22
5 Gestion des interdictions de stade 22

1 GENERALITES

Article B9.1
L'objectif de ce Règlement est de garantir que la participation à des matches ou à des événements de football se déroule dans une atmosphère sûre, pacifique, conviviale et agréable.

Les dispositions suivantes ont pour but de s'appliquer aux personnes qui (souhaitent accéder) accèdent au complexe d'un stade ou qui y sont présentes.

Ce Règlement régit:

1° Les exigences minimales relatives au Règlement d'ordre intérieur que chaque organisateur d'un match de football ou d'un évènement de football communique de manière claire aux spectateurs;
2° la procédure visant à procéder à une exclusion civile.

 Les dispositions du présent Règlement doivent être lues en combinaison avec la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football (y compris les modifications ultérieures et les arrêtés d'exécution).

 Par spectateur, on entend: "Toute personne qui se trouve ou souhaite se trouver dans le complexe du stade lors d'un match de football ou d'un événement de football, au sens large du terme, avec ou sans billet d'entrée payant ou sans billet d'entrée (valide), et qui n'est ni joueur, ni officiel, ni accrédité. "

2 REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Article B9.2
Le Règlement d'ordre intérieur est d'application dans l'ensemble des complexes de tous les stades de football. L'organisateur de matches de football peut néanmoins y ajouter des dispositions particulières dans un article '16'.

 Les termes "match de football" doivent également être lus comme "match de futsal"; le terme "stade" comme "salle" et les termes "interdiction de stade" comme "interdiction de salle".

Article B9.3
Les clubs et organisateurs sont tenus d'appliquer le Règlement d'ordre intérieur suivant à l'égard des personnes qui (souhaitent accéder) accèdent au complexe d'un stade ou qui y sont présentes dans le cadre d'un match de football ou d'un autre événement footballistique.

 Les dispositions relatives au Règlement d'ordre intérieur ne sont pas obligatoires pour le football récréatif.

Le club ou l'organisateur affiche d'une manière clairement visible ledit Règlement d'ordre intérieur à l'entrée du complexe, dans la taille de police légalement prévue.

Chaque club professionnel doit mentionner le Règlement d'ordre intérieur dans son intégralité sur son site Internet et faire référence à son applicabilité dans le processus d'achat des abonnements, des billets et/ou autres titres d'accès.

Les clubs et les organisateurs sont tenus de sensibiliser activement les supporters à l'interdiction d'utiliser des engins pyrotechniques, ainsi qu'à l'interdiction des actes de racisme et de xénophobie.

Art. P

Règlement d'ordre intérieur:

Généralités

Article 1
Toute personne qui accède au complexe prend connaissance (des dispositions) de ce Règlement, les accepte et les respecte. Le Règlement d'ordre intérieur est affiché de manière claire et visible à l'entrée du complexe sportif.

Article 2
Tout détenteur d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale délivré par l'organisateur accède au complexe du stade à ses propres risques.

L'organisateur ne peut pas être tenu responsable des vols ou de tout autre accident.

Accès au complexe du stade

Article 3
Toute personne qui se présente à l'entrée du stade doit être en possession d'un document d'identité valable et soit d'un titre d'accès valable soit d'une autorisation spéciale délivrée par l'organisateur attestant de la qualité nécessaire pour pouvoir accéder au stade.

L'accès au stade n'est accordé qu'une seule fois avec le titre d'accès.

Toute personne présente dans le stade doit à tout moment être en possession de ce titre d'accès ou de cette autorisation spéciale.

Article 4
Le titre d'accès indique, le cas échéant, la place attribuée dans la tribune ou la zone.

Article 5
Les personnes qui ne sont pas en possession d'un cocument d'identité et d'un titre d'accès valables, ou d'une autorisation spéciale, ou qui ne peuvent pas justifier leur présence par d'autres motifs légitimes (tels que les services de sécurité ou d'urgence), se verront refuser l'accès ou seront immédiatement évacuées du stade.

L'acheteur ou le cessionnaire et chaque cédant du titre d'accès ou de l'autorisation spéciale sont conjointement et solidairement responsables avec le détenteur final de tout dommage causé par ce dernier dans le stade.

Contrôle-remise

Article 6
Toute personne accédant ou souhaitant accéder au stade, y compris le détenteur d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale, est soumise au contrôle de son titre d'accès ou de son autorisation spéciale et de la conformité avec son document d'identité officiel.

Si des stewards sont présents, ils peuvent inviter des personnes du même sexe qu'eux qui accèdent ou souhaitent accéder au stade, à se soumettre volontairement à un contrôle superficiel de leurs vêtements et bagages, afin de détecter des objets dont l'introduction dans le stade peut perturber le déroulement du match, être dangereux pour la sécurité des spectateurs ou être susceptibles de troubler l'ordre public.

Les stewards peuvent demander la remise d'objets qui pourraient perturber le déroulement du match, mettre en danger la sécurité des spectateurs ou troubler l'ordre public.

Les stewards décident quels objets peuvent être déposés temporairement en vue d'être restitués après la rencontre. Le déposant met volontairement et gratuitement ces objets en dépôt et reçoit un ticket. Après la rencontre, le déposant ne peut retirer les objets qu'en échange de ce ticket. Les articles relatifs à la garde à vue du Code Civil sont d'application.

Données

Article 7
Conformément aux dispositions légales en la matière:

- la personne qui accède ou souhaite accéder au stade, est informée, le cas échéant, que l'organisateur collecte et traite des données pour des raisons de sécurité.
- des images de toute personne accédant ou souhaitant accéder au stade peuvent être collectées pour être conservées et traitées. Le traitement de ces images par les services de police et/ou l'organisateur est effectué uniquement en vue d'assurer le maintien et le respect de la sécurité à l'intérieur du complexe du stade et vise, entre autres, à prévenir et à détecter des faits sanctionnés par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, des infractions et violations du Règlement d'ordre intérieur, et à rendre leur sanction possible par l'identification des auteurs.

Article 8
Informations relatives au traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 14 du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données:

- Identité du responsable du traitement des données: ....., représenté par.....

- Coordonnées du responsable du traitement des données: .....

- Nom et coordonnées du délégué à la protection des données: .....

- Base juridique et finalités du traitement:
  Base juridique: la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football ("la Loi Football").

  La Loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée.

  Finalités du traitement: Le traitement des images captées et collectées par les caméras du stade a pour but de prévenir et de détecter les faits sanctionnés par la Loi Football et les infractions ou violations et crimes contre le Règlement d'ordre intérieur établi par l'organisateur et de permettre la sanction par l'identification des auteurs.
  Le contrôle de la conformité du titre d'accès avec le document d'identité a pour but de refuser l'accès au complexe du stade aux supporters frappés d'une interdiction de stade.

- Catégories de données personnelles: Toute donnée visuelle pouvant être capturée par une caméra qui permet ou aide à identifier une personne et les données figurant sur les documents d'identité officiels.

- Les destinataires ou catégories de destinataires des données personnelles: Le responsable du traitement et les autorités policières et judiciaires compétentes et les stewards et les agents de sécurité privés désignés responsables du traitement en ce qui concerne la vérification de la conformité de l'identité.

- La durée de conservation des données personnelles: Les images qui donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal pour des faits ou actes punis par la Loi Football et à la constatation de violations ou d'infractions au Règlement d'ordre intérieur seront conservées par le responsable du traitement pendant six mois, sauf en cas de saisie des images en application de l'article 35 du Code de procédure pénale. Toutes les autres images seront conservées pendant trois mois. Les données d'identité dans le cadre du contrôle d'accès ne sont pas conservées ni traitées d'une autre manière, sauf en cas de non-conformité.

- Consultation, rectification, effacement, restriction et opposition: Toute personne concernée a le droit de demander au responsable du traitement de consulter, de rectifier ou d'effacer des données à caractère personnel, ou de restreindre le traitement qui la concerne, ainsi que le droit de s'opposer au traitement et le droit à la portabilité des données. À

cette fin, la personne concernée est invitée à contacter le délégué à la protection des données.

- Plainte: Toute personne concernée a le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données:
  T: 32 (0)2 274 48 00 / 32 (0)2 274 48 35
  E: contact@apd-gba.be

- Source des données personnelles: caméras placées et utilisées conformément à la Loi Football.

- Accessibilité au public des images enregistrées: Non

Objets ou biens interdits

Article 9
Il est interdit aux détenteurs d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale, qui se présentent à l'entrée du stade, ainsi qu'aux personnes présentes dans le stade, d'introduire, de faire introduire ou d'être en possession, entre autres, des objets suivants:

1° de l'alcool, des drogues ou des stimulants,
2° des bouteilles, verres, canettes ou autres matériaux équivalents servant à ou utilisés pour contenir des liquides ou des boissons,
3° des projectiles ou explosifs solides, liquides ou gazeux,
4° des produits ou matériaux inflammables, des aérosols,
5° des engins pyrotechniques tels que des feux de bengale,
6° toute arme ou tout objet dangereux, coupant ou contondant, pouvant être utilisé comme tel,
7° tout moyen pour troubler l'ordre, mettre en danger la sécurité de la foule et/ou causer des dommages aux biens et aux personnes.

Article 10
Sauf accord du responsable de la sécurité, les animaux ne sont pas admis dans le stade.

Article 11
L'organisateur se réserve le droit, pour des raisons de sécurité:

1° d'attribuer au détenteur du titre d'accès une place autre que celle indiquée sur le ticket;
2° d'interrompre ou d'arrêter le match;
3° d'arrêter temporairement les spectateurs dans le stade à la fin du match;
4° d'évacuer tout ou partie du stade;
5° de refuser l'accès au stade à quelconque personne bien qu'elle soit en possession d'un titre d'accès valable.

Comportements interdits

Article 12
Dans le stade, il est strictement interdit aux détenteurs d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale:

1° de réaliser des enregistrements de sons et d'images d'un match et d'ensuite les exploiter autrement qu'à titre personnel et dans un but non commercial

dans la sphère de sa vie privée. Cette interdiction ne s'applique pas aux photographes de presse, cameramen ou journalistes, pour autant que ceux-ci exercent leurs fonctions dans les limites de leur accréditation ou des contrats que la Pro League/Voetbal Vlaanderen/l'ACFF ou l'URBSFA a conclus avec ses partenaires commerciaux et/ou médias. Dans tous les cas, il est interdit de vendre des photos à des fins commerciales sans autorisation du/des détenteur(s) du droit à l'image;

2° de collecter, sans autorisation écrite préalable du club organisateur ou de la Pro League/Voetbal Vlaanderen/l'ACFF ou l'URBSFA, des données de match, des données de scouting et/ou des statistiques ou d'y contribuer au moyen de réseaux sans fil ou autres, excepté à des fins privées non commerciales;

3° de se situer dans les parties du stade qui ne sont pas accessibles, ou dans une autre tribune, un autre compartiment ou une autre partie du stade, ainsi qu'à un endroit de la tribune autre que celui mentionné sur le titre d'accès sans l'accord préalable du responsable de la sécurité. Toutefois, pour des raisons de sécurité, l'organisateur se réserve le droit d'attribuer à tout moment au détenteur du titre d'accès une place autre que celle indiquée sur celui-ci;

4° d'escalader les bâtiments, les constructions, les grilles ou les clôtures, les enceintes, les poteaux d'éclairage, les bancs de touche, les toits ou toute autre infrastructure du stade et/ou de se tenir debout sur les places assises ou sur les bancs avant, pendant et après la rencontre;

5° de se livrer à des textes, symboles, chants, gestes et déclarations insultants, blessants, provocateurs et/ou discriminatoires (racistes, xénophobes, homophobes,...).

6° d'obstruer l'accès aux entrées, aux voies d'évacuation, aux escaliers, aux cages d'escalier, aux couloirs et de se tenir plus longtemps que nécessaire à de tels endroits pour entrer ou quitter le stade;

7° de se déguiser ou de se camoufler de manière à ne plus être reconnaissable ou de le faciliter à autrui;

8° de vendre ou de mettre en vente des boissons, des aliments ou tout autre produit sans l'autorisation expresse de l'organisateur;

9° de poser tout acte ayant pour but ou résultat de déplacer tout objet ou liquide ou tout autre produit à l'état libre ou gazeux vers le terrain, la zone entourant le terrain ou dans les tribunes (lancer ou tirer par exemple) ou de le manipuler au risque d'autrui (tel que le faire exploser ou le faciliter);

10° d'exécuter ou de faciliter tout acte pyrotechnique destiné à produire de la lumière, de la fumée ou du bruit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du stade;

11° de jeter tout objet, sous quelque forme que ce soit, sur le terrain ou dans les tribunes. Le club se réserve explicitement le droit de prononcer l'exclusion civile maximale et de récupérer tout dommage éventuel solidairement auprès de la ou des personnes à l'origine de l'incident. Il s'agit notamment, mais sans s'y limiter, des dommages matériels encourus, de l'amende infligée par l'instance disciplinaire de la RBFA ou l'UEFA, des indemnités de dégâts forfaitaires qui doivent être payées à la Pro League, des frais de procédure encourus par le club, etc;

12° de recourir à toutes les formes de tabagisme (cigarettes, cigares, e-cigarettes, appareils qui chauffent le tabac et tous les autres types de produits du tabac) à partir de la saison 2021-2022 lors des matchs, événements et autres activités de la Jupiler Pro League, de la 1B Pro League et de la Croky Cup. Il n'est permis de fumer que dans les Zones fumeurs

Désignées, prévues à cet effet à l'extérieur des tribunes. Les Zones fumeurs Désignées doivent être conformes aux conditions fixées par la Pro League;
13° d'uriner en dehors des toilettes;
14° de causer un dommage à des personnes et/ou à l'infrastructure du stade;
15° d'accrocher des banderoles, drapeaux ou d'autres objets sans l'approbation préalable de l'organisateur. En outre, ceux-ci ne peuvent pas:
- être accrochés devant les panneaux publicitaires,
- empêcher la vue sur le terrain,
- obstruer les voies d'évacuation,
- empêcher l'identification de quelqu'un.

Refus d'accès et éloignement du stade

Article 13
L'accès au stade sera interdit ou refusé aux personnes qui:
1° semblent être sous l'influence de l'alcool, de drogues ou de tout autre stimulant;
2° ont écopé d'une interdiction de stade infligée par un organisateur ou par les associations ou fédérations nationales ou internationales de football ou par les autorités administratives ou judiciaires;
3° font preuve d'un comportement ayant manifestement pour but de troubler l'ordre public ou de le provoquer en incitant, par exemple, à frapper, blesser, haïr, se mettre en colère,..;
4° à la demande des stewards qui participent au contrôle du respect du Règlement d'ordre intérieur, s'opposent à un contrôle du titre d'accès ou du document d'identité ou à une délivrance lorsqu'il a été établi qu'elles sont en possession d'une arme ou d'un objet dangereux;
5° contreviennent aux dispositions d'un ou plusieurs articles du présent Règlement d'ordre intérieur ou refusent de suivre les directives des personnes désignées ou mandatées par l'organisateur.

Article 14
Si l'organisateur, pour des raisons de sécurité, refuse le droit d'accès au stade ou, pour les mêmes raisons, expulse l'intéressé du stade, ni l'organisateur ni le distributeur ne seront tenus de rembourser le titre d'accès.

Article 15
La personne dont l'accès au stade est refusé ou qui est obligée de quitter le stade par décision de l'organisateur ou en raison de dispositions du règlement d'ordre intérieur peut être interdite d'accès aux stades conformément à la procédure d'exclusion civile en vigueur.

La procédure d'exclusion civile est organisée au niveau national par l'URBSFA, en tant que fédération sportive coordinatrice, au nom des clubs et/ou des organisateurs à l'égard de leurs supporters.
L'URBSFA, en tant que fédération sportive coordinatrice, a les mêmes possibilités et capacités que l'organisateur pour engager une procédure d'exclusion civile, outre le cas où elle est elle-même l'organisateur.

La loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football et tous les arrêtés d'exécution sont d'application.

Art. A/V

Règlement d'ordre intérieur:

Généralités

Article 1
Toute personne qui accède au complexe prend connaissance (des dispositions) de ce règlement, les accepte et les respecte. Le Règlement d'ordre intérieur est affiché de manière claire et visible à l'entrée du complexe sportif.

Article 2
Tout détenteur d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale délivré par l'organisateur accède au complexe du stade à ses propres risques.

L'organisateur ne peut pas être tenu responsable des vols ou de tout autre accident.

Accès au complexe du stade

Article 3
Toute personne qui se présente à l'entrée du stade doit être en possession soit d'un titre d'accès valable soit d'une autorisation spéciale délivrée par l'organisateur attestant de la qualité nécessaire pour pouvoir accéder au stade.

L'accès au stade n'est accordé qu'une seule fois avec le titre d'accès.

Toute personne présente dans le stade doit à tout moment être en possession de ce titre d'accès ou de cette autorisation spéciale.

Article 4
Le titre d'accès indique, le cas échéant, la place attribuée dans la tribune ou la zone.

Article 5
Les personnes qui ne sont pas en possession d'un titre d'accès valable ou d'une autorisation spéciale, ou qui ne peuvent pas justifier leur présence par d'autres motifs légitimes (tels que les services de sécurité ou d'urgence), se verront refuser l'accès ou seront immédiatement évacuées du stade.

L'acheteur ou le cessionnaire et chaque cédant du titre d'accès ou de l'autorisation spéciale sont conjointement et solidairement responsables avec le détenteur final de tout dommage causé par ce dernier dans le stade.

Contrôle-remise

Article 6
Toute personne accédant ou souhaitant accéder au stade, y compris le détenteur d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale, est soumise au contrôle de son titre d'accès ou de son autorisation spéciale.

Si des stewards sont présents, ils peuvent inviter des personnes du même sexe qu'eux qui accèdent ou souhaitent accéder au stade, à se soumettre

volontairement à un contrôle superficiel de leurs vêtements et bagages, afin de détecter des objets dont l'introduction dans le stade peut perturber le déroulement du match, être dangereux pour la sécurité des spectateurs ou être susceptibles de troubler l'ordre public.

Les stewards peuvent également procéder à la vérification de la conformité du titre d'accès et du document d'identité officiel.

Les stewards peuvent demander la remise d'objets qui pourraient perturber le déroulement du match, mettre en danger la sécurité des spectateurs ou troubler l'ordre public.

Les stewards décident quels objets peuvent être déposés temporairement en vue d'être restitués après la rencontre. Le déposant met volontairement et gratuitement ces objets en dépôt et reçoit un ticket. Après la rencontre, le déposant ne peut retirer les objets qu'en échange de ce ticket. Les articles relatifs à la garde à vue du Code Civil sont d'application.

Données

Article 7
Conformément aux dispositions légales en la matière:

- la personne qui accède ou souhaite accéder au stade, est informée, le cas échéant, que l'organisateur collecte et traite des données pour des raisons de sécurité.
- des images de toute personne accédant ou souhaitant accéder au stade peuvent être collectées pour être conservées et traitées. Le traitement de ces images par les services de police et/ou l'organisateur est effectué uniquement en vue d'assurer le maintien et le respect de la sécurité à l'intérieur du complexe du stade et vise, entre autres, à prévenir et à détecter des faits sanctionnés par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, des infractions et violations du règlement d'ordre intérieur, et à rendre leur sanction possible par l'identification des auteurs.

Article 8
Informations relatives au traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 14 du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données:

- Identité du responsable du traitement des données: ....., représenté par.....
- Coordonnées du responsable du traitement des données: .....
- Nom et coordonnées du délégué à la protection des données: .....

- Base juridique et finalités du traitement:
  Base juridique: la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football ("la Loi Football").
  Finalités du traitement: Le traitement des images captées et collectées par les caméras du stade a pour but de prévenir et de détecter les infractions sanctionnées par la Loi Football et les infractions ou violations et crimes contre le Règlement d'ordre intérieur établi par l'organisateur et de permettre la sanction par l'identification des auteurs. Le contrôle de la conformité du titre d`accès avec le document d`identité a pour but d`interdire aux supporters interdits de stade l`accès au complexe du stade.

- Catégories de données personnelles: Toute donnée visuelle pouvant être capturée par une caméra qui permet ou aide à identifier une personne.

- Les destinataires ou catégories de destinataires des données personnelles: Le responsable du traitement et les autorités policières et judiciaires compétentes.

- La durée de conservation des données personnelles: Les images qui donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal pour des faits ou actes punis par la Loi Football et à la constatation de violations ou d'infractions au Règlement d'ordre intérieur seront conservées par le responsable du traitement pendant six mois, sauf en cas de saisie des images en application de l'article 35 du Code de procédure pénale. Toutes les autres images seront conservées pendant trois mois.

- Consultation, rectification, effacement, restriction et opposition: Toute personne concernée a le droit de demander au responsable du traitement de consulter, de rectifier ou d'effacer des données à caractère personnel, ou de restreindre le traitement qui la concerne, ainsi que le droit de s'opposer au traitement et le droit à la portabilité des données. À cette fin, la personne concernée est invitée à contacter le délégué à la protection des données.

- Plainte: Toute personne concernée a le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données:
  T: 32 (0)2 274 48 00 / 32 (0)2 274 48 35
  E: contact@apd-gba.be

- Source des données personnelles: caméras placées et utilisées conformément à la Loi Football.

- Accessibilité au public des images enregistrées: Non

Objets ou biens interdits

Article 9
Il est interdit aux détenteurs d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale, qui se présentent à l'entrée du stade, ainsi qu'aux personnes présentes dans le

stade, d'introduire, de faire introduire ou d'être en possession, entre autres, des objets suivants:
1° de l'alcool, des drogues ou des stimulants,
2° des bouteilles, verres, canettes ou autres matériaux équivalents servant à ou utilisés pour contenir des liquides ou des boissons,
3° des projectiles ou explosifs solides, liquides ou gazeux,
4° des produits ou matériaux inflammables, des aérosols,
5° des engins pyrotechniques tels que des feux de bengale,
6° toute arme ou tout objet dangereux, coupant ou contondant, pouvant être utilisé comme tel,
7° tout moyen pour troubler l'ordre, mettre en danger la sécurité de la foule et/ou causer des dommages aux biens et aux personnes.

Article 10
Sauf accord du responsable de la sécurité, les animaux ne sont pas admis dans le stade.

Article 11
L'organisateur se réserve le droit, pour des raisons de sécurité:
1° d'attribuer au détenteur du titre d'accès une place autre que celle indiquée sur le ticket;
2° d'interrompre ou d'arrêter le match;
3° d'arrêter temporairement les spectateurs dans le stade à la fin du match;
4° d'évacuer tout ou partie du stade;
5° de refuser l'accès au stade à quelconque personne bien qu'elle soit en possession d'un titre d'accès valable.

Comportements interdits

Article 12
Dans le stade, il est strictement interdit aux détenteurs d'un titre d'accès ou d'une autorisation spéciale:
1° de réaliser des enregistrements de sons et d'images d'un match et d'ensuite les exploiter autrement qu'à titre personnel et dans un but non commercial dans la sphère de sa vie privée. Cette interdiction ne s'applique pas aux photographes de presse, cameramen ou journalistes, pour autant que ceux-ci exercent leurs fonctions dans les limites de leur accréditation ou des contrats que la Pro League/Voetbal Vlaanderen/l'ACFF ou l'URBSFA a conclus avec ses partenaires commerciaux et/ou médias. Dans tous les cas, il est interdit de vendre des photos à des fins commerciales sans autorisation du/des détenteur(s) du droit à l'image;
2° de collecter, sans autorisation écrite préalable du club organisateur ou de la Pro League/Voetbal Vlaanderen/l'ACFF ou l'URBSFA, des données de match, des données de scouting et/ou des statistiques ou d'y contribuer au moyen de réseaux sans fil ou autres, excepté à des fins privées non commerciales;
3° de se situer dans les parties du stade qui ne sont pas accessibles, ou dans une autre tribune, un autre compartiment ou une autre partie du stade, ainsi qu'à un endroit de la tribune autre que celui mentionné sur le titre d'accès sans l'accord préalable du responsable de la sécurité. Toutefois, pour des raisons de sécurité, l'organisateur se réserve le droit d'attribuer à tout

moment au détenteur du titre d'accès une place autre que celle indiquée sur celui-ci;

4° d'escalader les bâtiments, les constructions, les grilles ou les clôtures, les enceintes, les poteaux d'éclairage, les bancs de touche, les toits ou toute autre infrastructure du stade et/ou de se tenir debout sur les places assises ou sur les bancs avant, pendant et après la rencontre;

5° de se livrer à des textes, symboles, chants, gestes et déclarations insultants, blessants, provocateurs et/ou discriminatoires (racistes, xénophobes, homophobes,...).

6° d'obstruer l'accès aux entrées, aux voies d'évacuation, aux escaliers, aux cages d'escalier, aux couloirs et de se tenir plus longtemps que nécessaire à de tels endroits pour entrer ou quitter le stade;

7° de se déguiser ou de se camoufler de manière à ne plus être reconnaissable ou de le facilitér;

8° de vendre ou de mettre en vente des boissons, des aliments ou tout autre produit sans l'autorisation expresse de l'organisateur;

9° de poser tout acte ayant pour but ou résultat de déplacer tout objet ou liquide ou tout autre produit à l'état libre ou gazeux vers le terrain, la zone entourant le terrain ou dans les tribunes (lancer ou tirer par exemple) ou de le manipuler au risque d'autrui (tel que le faire exploser ou le faciliter);

10° d'exécuter ou de faciliter tout acte pyrotechnique destiné à produire de la lumière, de la fumée ou du bruit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du stade

11° de fumer dans des zones auxquelles s'applique une interdiction de fumer;

12° d'uriner en dehors des toilettes;

13° de causer un dommage à des personnes et/ou à l'infrastructure du stade;

14° d'accrocher des banderoles, drapeaux ou d'autres objets sans l'approbation préalable de l'organisateur. En outre, ceux-ci ne peuvent pas:

- être accrochés devant les panneaux publicitaires,
- empêcher la vue sur le terrain,
- obstruer les voies d'évacuation,
- empêcher l'identification de quelqu'un.

Refus d'accès et éloignement du stade

Article 13

L'accès au stade sera interdit ou refusé aux personnes qui:

1° semblent être sous l'influence de l'alcool, de drogues ou de tout autre stimulant;

2° ont écopé d'une interdiction de stade infligée par un organisateur ou par les associations ou fédérations nationales ou internationales de football ou par les autorités administratives ou judiciaires;

3° font preuve d'un comportement ayant manifestement pour but de troubler l'ordre public ou de le provoquer en incitant, par exemple, à frapper, blesser, haïr, se mettre en colère,..;

4° à la demande des stewards qui participent au contrôle du respect du règlement d'ordre intérieur, s'opposent à un contrôle de l'identité ou à une délivrance lorsqu'il a été établi qu'elles sont en possession d'une arme ou d'un objet dangereux;

5° contreviennent aux dispositions d'un ou plusieurs articles du présent règlement d'ordre intérieur ou refusent de suivre les directives des personnes désignées ou mandatées par l'organisateur.

Article 14
Si l'organisateur, pour des raisons de sécurité, refuse le droit d'accès au stade ou, pour les mêmes raisons, expulse l'intéressé du stade, ni l'organisateur ni le distributeur ne seront tenus de rembourser le titre d'accès.

Article 15
La personne dont l'accès au stade est refusé ou qui est obligée de quitter le stade par décision de l'organisateur ou en raison de dispositions du règlement d'ordre intérieur peut être interdite d'accès aux stades conformément à la procédure d'exclusion civile en vigueur.

La procédure d'exclusion civile est organisée au niveau national par l'URBSFA, en tant que fédération sportive coordinatrice, au nom des clubs et/ou des organisateurs à l'égard de leurs supporters.
L'URBSFA, en tant que fédération sportive coordinatrice, a les mêmes possibilités et capacités que l'organisateur pour engager une procédure d'exclusion civile, outre le cas où elle est elle-même l'organisateur.

La Loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football et tous les arrêtés d'exécution sont d'application.

3 PRINCIPES EN MATIERE D'EXCLUSION CIVILE

3.1 CADRE GÉNÉRAL

Article B9.4
Si le règlement d'ordre intérieur susmentionné est d'application, une personne qui se voit refuser l'accès au stade ou qui est obligée de quitter le complexe du stade par décision de l'organisateur ou qui ne respecte pas les dispositions du règlement d'ordre intérieur, peut être exclue de la participation à des matches de football et/ou à d'autres événements de football.

L'exclusion civile s'applique à tout match disputé sur le territoire belge.

Article B9.5
Une violation du Règlement d'ordre intérieur peut être sanctionnée dans le cadre d'une procédure d'exclusion civile, sans qu'aucune intention de la part de l'auteur de l'infraction ne soit requise.

L'exclusion civile n'empêche pas les poursuites pénales et/ou la condamnation de la personne concernée et *vice versa*. La compétence de l'URBSFA n'est pas suspendue lorsque l'infraction a été portée devant les autorités publiques (y compris judiciaires).

L'exclusion civile n'empêche pas une poursuite disciplinaire et/ou une condamnation de la personne concernée par la fédération et vice versa. La compétence de l'URBSFA n'est pas suspendue si l'infraction est également portée devant les organes disciplinaires de la fédération.

 Comme, par exemple, la Chambre nationale de lutte contre la discrimination et le racisme.

Article B9.6


Les clubs de football professionnel incluent dans leurs statuts et/ou leur Règlement d'ordre intérieur un engagement explicite de tolérance zéro en matière d'usage de matériel pyrotechnique et de violence et sont (conjointement) responsables de son application.

Article B9.7
Toute responsabilité personnelle et/ou poursuite et/ou sanction et/ou acquittement de spectateurs dans le cadre d'une procédure d'exclusion civile par l'URBSFA n'affecte pas la responsabilité objective des clubs à l'égard de leurs spectateurs pour les infractions au Règlement d'ordre intérieur.

3.2 CHAMP D'APPLICATION

Article B9.8
La procédure d'exclusion civile peut être appliquée à:
1° tous les matches de football organisés sous les auspices de l'URBSFA, de l'ACFF ou de Voetbal Vlaanderen quelles que soient la division, la catégorie d'âge et le sexe et/ou par un ou plusieurs clubs qui y sont affiliés;
2° tous les événements de football tels que les entraînements, les entraînements à huis-clos, etc. organisés par l'URBSFA ou par un club affilié à l'URBSFA, l'ACFF ou Voetbal Vlaanderen;
3° tous les matches de football organisés dans le cadre d'une compétition FIFA ou UEFA.

Article B9.9
La procédure d'exclusion civile est organisée au niveau national par l'URBSFA, en tant que fédération sportive coordinatrice, pour le compte des clubs et/ou des organisateurs à l'égard de leurs supporters.

3.3 LANCEMENT DE LA PROCÉDURE À L'URBSFA

Article B9.10
La procédure est initiée en saisissant l'URBSFA du dossier à l'encontre d'une personne identifiée par:
1° l'organisateur;
2° le club de l'équipe visiteuse et/ou de l'équipe visitée si l'organisateur reste en défaut d'initier une procédure. Le club de l'équipe visiteuse ne peut initier cette procédure qu'à l'égard des spectateurs qui se trouvent dans les compartiments qui lui sont réservés et à ses supporters qui ne se trouvent pas dans le bloc visiteurs qui leur est réservé;
3° le club de l'équipe visitée et/ou de l'équipe visiteuse, mais uniquement pour leurs propres supporters, si le match est organisé par une tierce partie et/ou sur terrain neutre.

L'URBSFA dispose, en tant que fédération sportive coordinatrice, outre le cas où elle est elle-même organisatrice, des mêmes possibilités et compétences que l'organisateur pour initier une procédure d'exclusion civile.


Le dossier est envoyé numériquement par le responsable de la sécurité de l'organisateur ou du club (ou le correspondant qualifié s'il n'y a pas de responsable de la sécurité obligatoire dans le club sur base de la Loi Football) au secrétariat de l'instance compétente.


griffie@rbfa.be

Article B9.11
Sauf disposition contraire dans le présent Titre 9 du Livre B du Règlement fédéral, les règles de procédure disciplinaire du Livre B, Titre 11 - Litiges et procédures - des instances disciplinaires du Règlement fédéral s'appliquent *mutatis mutandis* à la procédure d'exclusion civile.

Les dispositions suivantes s'appliquent à la procédure d'exclusion civile:

- Aucun droit d'enregistrement ne s'applique en première instance;
- Le dossier ne peut être retiré après la saisine par l'organisateur ou le club;
- Le délai de convocation est de trois jours avant la date de l'audience;
- En principe, la communication avec la personne concernée se fait valablement par courrier électronique avec confirmation de lecture. Cela vaut tant pour la convocation que pour la notification de la décision;
- La convocation sera rédigée en néerlandais ou en français, selon le rôle linguistique du club auquel l'intéressé est réputé appartenir en fonction de sa place dans le stade au moment où l'infraction présumée a eu lieu. Dans le cas des clubs de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, la convocation est envoyée dans les deux langues. Dans le cas des clubs de la région germanophone, l'avis est envoyé en français avec une traduction libre en allemand;
- La convocation du club est envoyée via E-Kickoff ou par e-mail au responsable de la sécurité ou au correspondant qualifié;
- En principe, l'audience se déroule par voie digitale;
- Les décisions sont immédiatement exécutoires. Le recours n'est pas suspensif.

4 APPLICATION DE L'EXCLUSION CIVILE

4.1 EXCLUSION APRÈS UN AVERTISSEMENT

Article B9.12
Une exclusion civile peut être prononcée soit après qu'un avertissement ait été préalablement adressé à la personne concernée, soit directement.

Article B9.13
Lorsque l'autorité compétente estime, sur base du dossier *prima facie*, qu'elle ne dispose pas d'éléments suffisants (graves ou avérés) pour prononcer une exclusion civile, elle peut imposer un avertissement sans avoir convoqué la personne concernée.


Il s'agit de la Chambre nationale d'exclusions civiles.

La personne concernée en est informée par une décision motivée envoyée par courrier électronique, avec confirmation de lecture, ou par lettre recommandée.

Article B9.14
Cette signification est assimilée à une mise en demeure de droit civil pour inexécution contractuelle vis-à-vis du club ou de l'organisateur. Une copie de cet avertissement est transmise au club ou à l'organisateur.

La notification informe également l'intéressé de la possibilité et des modalités d'introduction d'un recours contre cet avertissement, y compris les coordonnées auxquelles la lettre doit être envoyée et le numéro de compte de l'URBSFA pour le transfert du droit d'enregistrement. Dans ce cas, les dispositions ci-après s'appliquent concernant les recours auprès de l'URBSFA.

Article B9.15
Si de faits nouveaux sont établis pendant le délai d'avertissement, les mêmes dispositions que celles prévues pour l'exclusion civile directe s'appliquent.

4.2 EXCLUSION CIVILE DIRECTE

Article B9.16
Dans les cas où l'autorité compétente de l'URBSFA estime *prima facie* que les infractions sont d'une gravité telle qu'une exclusion immédiate est nécessaire, elle peut procéder à une exclusion civile directe par le biais d'une convocation immédiate de l'intéressé.

Il s'agit de la Chambre nationale d'exclusions civiles.

4.3 PROCÉDURE EN PREMIÈRE INSTANCE

Article B9.17
La procédure d'exclusion civile directe est, par sa nature même, considérée comme particulièrement urgente.

Par le biais d'une motivation spéciale, l'instance compétente peut, immédiatement et le cas échéant, sans avoir entendu la personne concernée, à tout moment de la procédure, imposer une exclusion civile comme mesure préventive de sécurité sur base d'une évaluation *prima facie* du dossier.

Article B9.18
La convocation est transmise trois jours avant l'audience. Les clubs qui sont convoqués sont obligés de comparaitre.

La convocation indique les infractions présumées et précise la date et le cas échéant le lieu où la personne concernée peut présenter sa défense, y compris les coordonnées de l'instance compétente.

 En principe, l'audience se déroule par voie digitale.

Article B9.19
La procédure se déroule oralement dans la langue applicable au lieu des faits, sauf si la procédure est initiée par le club visiteur ou l'URBSFA en utilisant la langue du contrevenant.

Si ce qui précède ne conduit pas à l'utilisation de la langue maternelle de l'intéressé, celui-ci est libre de demander l'assistance d'un traducteur gratuit de manière ponctuelle.

Article B9.20
L'audience est publique, sauf si la personne concernée ou le club demande le huis clos. Cette demande peut être accordée ou refusée pour des raisons de maintien de l'ordre public ou de la sécurité publique. L'instance compétente peut également d'office prendre une décision motivée à ce sujet.

Les parties peuvent demander la présence de témoins dans la mesure où le traitement de l'affaire n'est pas retardé de manière déraisonnable.

Article B9.21
La personne concernée peut être assistée par un avocat pendant la procédure. S'il s'agit d'un mineur, il doit obligatoirement être accompagné de son représentant légal ou d'au moins l'un d'entre eux s'il y en a plusieurs.

Article B9.22
Sur base du dossier et de la défense orale, l'instance compétente peut imposer une exclusion civile.

Si la personne concernée ne comparaît pas, l'affaire est jugée sur la base des pièces du dossier et la décision est prise par défaut.

Article B9.23
La décision est dûment motivée et est exécutoire par provision, même si elle est prise par défaut.

La personne concernée est informée de la décision dans les plus brefs délais. L'URBSFA en informe également l'organisateur ou le club.

Lors de la notification, l'URBSFA informe la personne concernée de la possibilité d'introduire un recours auprès de l'instance compétente de l'URBSFA, en indiquant la manière dont le recours doit être introduit, notamment les coordonnées auxquelles la lettre doit être envoyée et le numéro de compte de l'URBSFA pour le transfert du droit d'enregistrement.

4.4 APPEL

Article B9.24
L'appel contre une décision de la Chambre nationale d'exclusions civiles doit, à peine de déchéance, être introduit dans un délai de six jours ouvrables prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la date de la décision.

Seuls la personne concernée et l'organisateur ou le club peuvent faire appel. Une opposition ou une tierce opposition est irrecevable.

L'appel doit être introduit par e-mail ou via E-Kickoff comprenant une requête motivée et signée qui est conforme aux règles prévues en matière de réclamation dans le Règlement Fédéral (Livre B, Titre 11 - Litiges et Procédures).

L'appel peut être adressé au greffe fédéral: griffie@rbfa.be.

L'appel n'est recevable qu'après versement d'un droit d'enregistrement de 120,00 EUR dans les délais prévus pour faire appel.

BE86 3100 2660 3550 (BIC: BBRUBEBB)

Article B9.25
La procédure devant le Conseil disciplinaire pour le football professionnel se déroule selon les règles relatives aux litiges et procédures prévues dans le Règlement Fédéral.

En principe, la personne concernée et l'organisateur/club seront convoqués à la première audience du Conseil disciplinaire pour le football professionnel après l'expiration d'un délai de 6 jours ouvrables suivant la réception de l'appel.

Si l'intéressé ne comparait pas, l'affaire est examinée sur la base des pièces du dossier qui sont disponibles et la décision est prise par défaut.

Article B9.26
La décision du Conseil disciplinaire pour le football professionnel est communiquée aux deux parties dans les plus brefs délais par e-mail. La décision mentionne la possibilité et la manière d'introduire un recours en évocation, en ce compris les données de contact du destinataire de l'écrit et le numéro de compte de l'URBSFA.

4.5 EVOCATION

Article B9.27
La requête en évocation se fait conformément aux dispositions relatives aux litiges et procédures du Règlement Fédéral (Livre B, Titre 11).

Si la requête en évocation est jugée recevable et fondée, l'affaire est renvoyée devant le Conseil Disciplinaire pour le Football Professionnel autrement composé.

4.6 ENTRÉE EN VIGUEUR DES DÉCISIONS

Article B9.28
Les décisions imposant une exclusion civile sont toujours exécutoires par provision. Les décisions entrent en vigueur le premier jour suivant la notification à la personne concernée et au club.

L'introduction d'un recours ou de toute voie de droit n'a pas d'effet suspensif.

Article B9.29
En cas de réformation d'une décision antérieure, l'exclusion civile encourue en première instance ou en appel est considérée comme une mesure préventive de sécurité.

Article B9.30
En aucun cas, l'URBSFA, ses organes ou préposés, le club ou l'organisateur ne peuvent être tenus responsables des conséquences de l'exclusion civile d'une personne concernée (telles que, mais non limitées à, des matchs manqués, l'atteinte à la réputation, etc.), même en cas de réforme d'une exclusion civile déjà - partiellement - subie.

4.7 DURÉE DE L'AVERTISSEMENT/DE L'EXCLUSION CIVILE – TABLEAU INDICATIF

Article B9.31
L'avertissement a une durée de trois ans. En cas d'avertissement, les données relatives au contrevenant restent reprises sur une liste prévue à cet effet durant une période de 3 années.

Article B9.32
La durée de l'exclusion est de 1 mois au minimum et de 10 ans au maximum. En ce qui concerne l'exclusion, il doit être tenu compte de la gravité des faits commis comme prévu dans le tableau indicatif annexé au présent Règlement (Livre B, Titre 9) afin de déterminer la durée de l'exclusion.

Article B9.33
En cas de récidive, en fonction de la gravité des infractions commises et de l'exclusion civile antérieure, une exclusion civile peut être prononcée pour une durée de 25 ans.

Dans ce cas, il n'y a pas de possibilité de sursis partiel par des mesures alternatives.

4.8 SURSIS PARTIEL PAR MESURE ALTERNATIVE

Article B9.34
En cas d'exclusion civile d'au moins 2 ans, au terme de la moitié de la période d'exclusion prévue, l'intéressé peut demander à l'instance compétente de l'URBSFA, en accord avec l'organisateur/le club, de convertir le reste de l'exclusion en une exclusion civile avec sursis, et ce pour autant que l'intéressé accepte les mesures alternatives proposées pour le reste de la durée de l'exclusion.

Il s'agit de la Chambre nationale d'exclusions civiles.

Article B9.35
Si une exclusion civile d'au moins deux ans est imposée à la suite d'actes ou de propos racistes, homophobes, sexistes, discriminatoires ou antisémites, une condition supplémentaire pour la transformation en exclusion civile avec sursis est que l'auteur ait reconnu sa culpabilité et que l'une des mesures alternatives imposées à l'auteur soit de suivre un programme de formation auprès de l'un des partenaires proposés par l'URBSFA.

Cela concerne notamment les programmes de formation en coopération avec Kazerne Dossin, le « Africa » musée, ...

Article B9.36
S'il est constaté que les mesures alternatives ne sont pas respectées ou qu'une nouvelle infraction au Règlement d'ordre intérieur a été commise, la personne concernée sera à nouveau convoqué devant l'instance compétente de l'URBSFA.

Sauf cas de force majeure dans le chef de la personne concernée, la durée restante de l'exclusion civile avec sursis deviendra effective et sera automatiquement prolongée d'une durée de 2 ans. Il ne sera dès lors plus possible de recourir à nouveau à une mesure alternative.

4.9 FORCE CONTRAIGNANTE – RÉCIDIVE

Article B9.37
L'organisateur/le club prend les mesures nécessaires dans le cadre de la législation relative à la gestion des tickets à l'occasion des matches de football de sorte qu'aucun titre d'accès ne soit vendu à des personnes qui font l'objet d'une exclusion civile (« interdiction de stade »).

Si une personne exclue de cette manière est titulaire d'un abonnement, celui-ci sera conservé ou retiré par l'organisateur/le club pour la période d'exclusion civile.

Le contrôle du respect de l'exclusion s'effectue en premier lieu dans le stade lui-même, le cas échéant au moyen de techniques modernes de surveillance et d'identification.

Les stewards peuvent inviter l'exclu surpris à quitter le stade, sauf si cela devait manifestement troubler l'ordre public. En cas d'opposition ou de troubles à l'ordre public, les services de police interviennent, au moment et de la manière qu'ils déterminent.

Article B9.38
En cas de non-respect par l'exclu de la sanction prise à son égard, un dossier motivé est transmis par l'organisateur ou le club à l'URBSFA qui convoquera à nouveau la personne concernée devant l'instance compétence de l'URBSFA.


La Chambre nationale d'exclusions civiles ou la Chambre nationale de lutte contre la discrimination et le racisme.

Si les faits sont établis, l'exclusion civile sera automatiquement prolongée de deux ans, sauf en cas de force majeure dans le chef de la personne concernée.

5 GESTION DES INTERDICTIONS DE STADE

Article B9.39
Etant donné le caractère national de l'exclusion civile, l'URBSFA en tant que fédération sportive coordinatrice garantit une communication de l'information vers et entre les différents organisateurs.

L'URBSFA assure la gestion nationale et l'administration du système d'exclusion. Elle fait office de conseiller, de point de contact et de carrefour de l'information, tant pour les organisateurs que pour les autorités et les services de police.

Article B9.40
L'URBSFA établit une liste des avertissements et des exclusions. La liste des exclusions comprend, outre les exclusions civiles, les interdictions de stade administratives et judiciaires, de même que les interdictions de stade prises comme mesures de sécurité.

Ces listes sont envoyées aux clubs de football professionnel et aux clubs des autres divisions pour autant qu'ils le souhaitent et/ou qu'ils disposent d'une cellule de sécurité active au niveau du club (au moins un responsable de la sécurité mandaté et des stewards de football accrédités).

Les informations relatives à ces listes peuvent être partagées avec le parquet dans le cadre d'une enquête et/ou de poursuites disciplinaires, avec les services de police et avec le pouvoir public (tel que, mais sans s'y limiter, le ministère de l'intérieur).

Article B9.41
Les données personnelles des avertis et des exclus sont traitées conformément à la réglementation sur le traitement de données à caractère personnel. Seules les informations (statistiques) non identifiables personnellement et concernant la politique d'exclusion civile menée peuvent être rendues publiques.

TITRE 10
DOPAGE



TABLE DE MATIÈRES

..... 1

1 introduction A LA reglementation anti-dopage 4

1.1 general 4

1.2 catégories de sportifs 4

1.3 autres definitions et notions 5

1.3.1 Cadre 5

1.3.2 Définition des pratiques de dopage 6

1.3.3 Obligation personnelle de chaque sportif 7

1.3.4 Contrôles manqués ou manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation 7

1.3.5 Accompagnateurs 9

1.3.6 Interprétation 10

2 Engagement particulier des clubs et affiliés 10

2.1 Engagement particulier des clubs – compétitions UEFA et FIFA 10

2.2 Engagement particulier des affiliés 10

3 compétence et procédure 12

3.1 Principes 12

3.1.1 Compétence 12

3.1.2 Procédure 16

3.2 Modalités 17

3.2.1 Sanctions 17

3.2.2 Affiliés - frais des contrôles antidopage - sanctions financières 17

3.2.3 Appel 17

3.2.4 Prescription 19

3.2.5 Règlement de procédure 19

4 Sanctions disciplinaires en matière de pratiques de dopage 20

4.1 Sanctions à l'égard des affiliés 20

4.1.1 Suspensions provisoires 20

4.1.2 Exclusions 21

4.1.3 Annulation, réduction ou augmentation de la période d'exclusion 24

4.1.4 Début de la période d'exclusion 27

4.1.5 Statut durant la période d'exclusion 27

4.1.6 Retrait du sport - Requalification 28

4.2 Sanctions à l'égard des clubs 29

5 Particularités 29

5.1 Sportifs d'élite: obligation de localisation 29

5.2 Autorisation à usage thérapeutique (AUT) 30

5.2.1 Compétitions nationales 30

5.2.2 Compétitions internationales 30

5.2.3 Reconnaissance 30
5.3 Procédure de contrôle 30

1 INTRODUCTION A LA REGLEMENTATION ANTI-DOPAGE

1.1 GENERAL

Article B10.1
Le Titre 10 complète la réglementation antidopage en vigueur au sein des Communautés flamande, française et germanophone, ainsi que dans la Région de Bruxelles-Capitale, de même que le code antidopage mondial (« le code AMA », appelé ci-après le « Code ») et les règlements antidopage de la FIFA et de l'UEFA le cas échéant.

Article B10.2
Les règles en matière d'antidopage s'appliquent à tous les sportifs, accompagnateurs et associations sportives.

- Un **sportif** est toute personne pratiquant un sport dans un contexte organisé. Cette définition est d'interprétation large et comprend à tout le moins toute personne pratiquant un sport dans le cadre d'un club ou d'une compétition, quels que soient le niveau ou les objectifs de sa pratique sportive.

- Un **accompagnateur** est toute personne qui assiste un sportif dans la pratique de son sport. Cette définition est également d'interprétation large et comprend chaque coach, entraîneur, manager, agent, collaborateur d'équipe, officiel, membre du personnel médical ou paramédical, parent ou toute autre personne qui traite, assiste ou collabore avec un sportif qui participe ou qui se prépare à une activité sportive.

- Une **association sportive** est toute organisation qui a pour but d'organiser une ou plusieurs activités sportives, de permettre d'y participer ou d'agir en qualité d'instance directrice dans ce contexte. Une association sportive peut être tant un club qu'un organisateur de compétitions, un organisateur d'événements sportifs ou une fédération.

Article B10.3
Est considérée comme étant une compétition de football: toute activité organisée ayant trait au football, et plus particulièrement, les entraînements, les rencontres amicales, et les officielles.

1.2 CATÉGORIES DE SPORTIFS

Article B10.4
Dans la catégorie des « sportifs », il convient de faire une distinction entre le sportif d'élite et le sportif amateur.

1° Les sportifs d'élite sont les sportifs de niveau national ou international.

a) Un « sportif d'élite de niveau international » est tout sportif qui participe à des rencontres de niveau international. Chaque fédération internationale détermine qui sont concrètement ces sportifs.

b) Un « sportif d'élite de niveau national » est tout sportif qui est de niveau national selon son organisation antidopage nationale (ONAD).

Le décret antidopage décrit un sportif d'élite de niveau national comme suit: « tout sportif dont la fédération internationale a signé le Code et est membre du Mouvement Olympique ou Paralympique ou est reconnu par le Comité international olympique ou paralympique ou est membre de Sport Accord, qui n'est pas un sportif d'élite de niveau international, mais répond au minimum à l'un des critères suivants:

a) il participe régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau;

b) il pratique sa discipline sportive dans le cadre d'une activité principale rémunérée dans la plus haute catégorie ou la plus haute compétition nationale de la discipline concernée;

c) il est sélectionné ou a participé au cours des douze derniers mois au moins à une des manifestations suivantes dans la plus haute catégorie de la discipline concernée: Jeux olympiques, Jeux paralympiques, championnats du Monde, championnats d'Europe;

d) il participe à un sport d'équipe dans le cadre d'une compétition dont la majorité des équipes participant à la compétition est constituée de sportifs visés aux points a), b) ou c).

2° Les sportifs qui ne sont pas des sportifs d'élite sont appelés sportifs récréatifs ou sportifs amateurs. Cette catégorie comprend tous ceux qui pratiquent le sport dans un contexte organisé à un niveau inférieur.

1.3 AUTRES DEFINITIONS ET NOTIONS

1.3.1 Cadre

Article B10.5
Les définitions des notions suivantes sont utilisées dans le cadre des règles antidopage:

1° contrôle du dopage / contrôle antidopage: l'entièreté de la procédure en ce compris la planification de l'étalement des tests, le prélèvement et le traitement des échantillons, l'analyse du laboratoire et la gestion des résultats;

2° echantillon ou prélèvement: toute matière biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage;

3° en compétition: directement en rapport avec une rencontre;

4° hors compétition: qui n'a pas lieu dans le cadre d'une rencontre;

5° liste des interdictions: la liste identifiant les substances et méthodes interdites, telle qu'édictée par l'Agence Mondiale Antidopage (AMA);

6° marqueurs: un composé, un ensemble de composés ou des paramètre(s) biologique(s) qui témoignent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;

7° métabolites: toute substance qui résulte de la biotransformation;

8° méthode interdite: toute méthode qualifiée comme telle dans la liste des interdictions;

9° substance interdite: toute substance qualifiée comme telle dans la liste des interdictions;

10° ONAD: Organisation nationale antidopage: cet acronyme est couramment utilisé dans les différents règlements internationaux en matière de lutte contre le dopage. La matière relevant, en Belgique, de la compétence communautaire, on utilise ce même terme pour désigner de manière générale les organisations compétentes en matière de lutte contre le dopage. Si on lui adjoint un qualificatif d'appartenance communautaire, cela signifie que la règle ne trouve à s'appliquer qu'à l'organisation anti-dopage de la Communauté visée (en abrégé, « OAD »).

1.3.2 Définition des pratiques de dopage

Article B10.6
Sont considérées comme étant des pratiques de dopage:

1° la présence d'une substance interdite, ou de l'un de ses métabolites ou de ses marqueurs, dans un échantillon qui provient du corps du sportif;

2° l'usage ou la tentative d'usage d'une substance ou méthode interdite par le sportif;

3° le refus qu'un échantillon soit prélevé ou le fait de ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon, sans raison valable, après la notification mentionnée dans les règles antidopage en vigueur, ou le fait de se soustraire à un prélèvement d'échantillon;

4° toute combinaison de trois défauts à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou de trois tests antidopage manqués pendant une période de douze mois;

5° toute tromperie ou tentative de tromperie, au niveau de quelque composante du contrôle antidopage que ce soit, y compris, mais non limitée, aux entraves ou tentatives d'entraves des activités d'un médecin de contrôle, à la transmission d'informations trompeuses à une OAD ou à l'intimidation ou une tentative d'intimidation d'un témoin potentiel;

6° la possession de substances et méthodes interdites:
   a) par un sportif, dans le cadre d'une compétition, ou la possession par un sportif, en dehors du contexte d'une compétition, d'une substance ou d'une méthode interdite en dehors du contexte d'une compétition, à moins que le sportif ne démontre que cette possession se fait dans le cadre d'une AUT valide ou d'une autre justification valable;

   b) par un accompagnateur, dans le cadre d'une compétition, ou la possession par un accompagnateur, en dehors du contexte d'une compétition, d'une substance ou d'une méthode interdite en dehors du contexte d'une compétition en relation avec un sportif, une compétition ou un entraînement, à moins que l'accompagnateur ne démontre que cette possession cadre se fait dans le cadre d'une AUT valide accordée au sportif ou d'une autre justification valable;

7° le commerce ou la tentative de commerce d'une substance ou méthode interdite;

8° l'administration ou la tentative d'administration à un sportif, dans le cadre d'une compétition, d'une méthode ou d'une substance interdite ou l'administration ou la tentative d'administration à un sportif, en dehors du contexte d'une compétition, d'une substance ou d'une méthode interdite en dehors du contexte d'une compétition;

9° la collaboration, l'encouragement, l'assistance, l'incitation, la conspiration, la dissimulation ou toute autre forme de complicité intentionnelle dans le cadre d'une pratique de dopage ou d'une tentative de pratique de dopage ou du non-respect d'une exclusion ou suspension imposée par une autre personne que le sportif;

10° collaboration interdite: la collaboration professionnelle ou liée au sport d'un sportif ou d'un accompagnateur avec un accompagnateur répondant à l'un des critères suivants:

a) il relève de la compétence d'une OAD et est exclu de toute participation à des activités sportives;

b) il ne relève pas de la compétence d'une OAD et n'est pas exclu de toute participation à des activités sportives conformément au Code, mais il a été condamné dans le cadre d'une procédure civile, pénale ou disciplinaire pour des faits qui seraient considérés comme étant des pratiques de dopage conformément au Code;

c) il agit en qualité de premier interlocuteur ou d'intermédiaire pour une personne telle que mentionnée sous le point a) ou b).

1.3.3 Obligation personnelle de chaque sportif

Article B10.7
Il incombe à chaque joueur de faire en sorte qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme. Les joueurs sont tenus responsables de toutes les substances interdites ou leurs métabolites ou marqueurs présents dans des échantillons de leurs corps. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer un élément intentionnel, une faute, une négligence ou un usage conscient de la part du joueur pour établir une violation des règles antidopage, conformément à l'article 6, 1° et 2° de ce règlement.

1.3.4 Contrôles manqués ou manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation

Article B10.8
Pour l'application de l'article 6, 4° de ce règlement toute combinaison de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation pendant une période de douze mois constitue automatiquement une violation des règles antidopage.

Cette disposition ne vaut que pour autant que le sportif soit soumis à des obligations relatives à sa disponibilité pour des contrôles et à sa localisation en vertu de la législation ou du règlement applicable.

Pour l'application de cet article, les sportifs d'élite sont répartis par l'ONAD en catégories A, B, C ou D suivant la liste des disciplines sportives A, B,C et D.

Discipline sportive A - Sportifs d'élite pratiquant une discipline olympique individuelle mentionnée ci-après: athlétisme - toutes les courses sur longue distance (3 000 m et plus), triathlon, duathlon, cyclocross, cyclisme (toutes les disciplines olympiques), biathlon, ski - ski de fond et combiné nordique.

Discipline sportive B - Sportifs d'élite pratiquant une discipline olympique individuelle mentionnée ci-après: athlétisme – tout sauf les courses sur longue distance (3 000 m et plus), badminton, boxe, haltérophilie, gymnastique (artistique), judo, canoé (slalom et sprint), pentathlon moderne, aviron, escrime, taekwondo, tennis de table, tennis, beach-volley, lutte, voile, natation, à l'exception de la natation synchronisée et du plongeon acrobatique, ski alpin, ski freestyle et snowboard, bobsleigh, skeleton, luge, patinage (artistique, short track et vitesse).

Discipline sportive C - Sportifs d'élite pratiquant un sport d'équipe mentionné ci-après dans une discipline olympique: basket-ball, hand-ball, hockey, football, volley-ball, waterpolo, hockey sur glace, rugby.

Discipline sportive D - Sportifs d'élite pratiquant une discipline olympique individuelle mentionnée ci-après: tir à l'arc, gymnastique (rythmique et trampoline), équitation (dressage, concours complet et obstacle), tir, sport aquatique (plongeon et nage synchronisée), curling, ski (saut).

VV Pour l'application de cet article, les sportifs d'élite qui vivent en région de langue néerlandaise sont répartis par l'ONAD Flandre en catégories A, B, C ou D suivant la liste des disciplines sportives A, B,C et D suivante:

1° Catégorie A: ce groupe se compose d'une part de sportifs d'élite pratiquant une discipline de catégorie A et d'autre part, le cas échéant, des sportifs mentionnés sous le paragraphe 3, second alinéa, et à l'article 21, § 2, second alinéa, et § 3, second ou troisième alinéa, du Décret Antidopage du 25 mai 2012;

2° Catégorie B: ce groupe se compose d'une part de sportifs d'élite pratiquant une discipline de catégorie B et d'autre part, le cas échéant, des sportifs mentionnés à l'article 21, § 3, second ou troisième alinéa du Décret Antidopage du 25 mai 2012;

3° Catégorie C: ce groupe se compose de sportifs d'élite pratiquant une discipline de catégorie C;

4° Catégorie D: ce groupe se compose de sportifs d'élite pratiquant une discipline sportive qui n'est pas reprise dans les disciplines sportives A, B ou C.

Pour l'application de cet article, les sportifs d'élite sont répartis par l'ONAD de la Communauté française en catégories A, B, C ou D suivant la liste des disciplines sportives A, B,C et D suivante:

1° Catégorie A: Sportifs d'élite de niveau national qui pratiquent une discipline sportive individuelle de catégorie A telle que décrite en annexe du Décret relatif à la lutte contre le dopage du 20 octobre 2011;

2° Catégorie B: Sportifs d'élite de niveau national qui pratiquent une discipline sportive individuelle de catégorie B telle que décrite en annexe du Décret relatif à la lutte contre le dopage du 20 octobre 2011;

3° Catégorie C: Sportifs d'élite de niveau national qui pratiquent une discipline sportive individuelle de catégorie C telle que décrite en annexe du Décret relatif à la lutte contre le dopage du 20 octobre 2011;

4° Catégorie D: Sportifs d'élite de niveau national qui pratiquent une discipline sportive non reprise en annexe du Décret relatif à la lutte contre le dopage du 20 octobre 2011.

Les sportifs d'élite de la catégorie C doivent communiquer toutes les activités d'équipe auxquels ils participent, y compris les compétitions et les entraînements, ainsi que leurs lieux de résidence habituels. Ils peuvent désigner un responsable d'équipe chargé d'introduire ces données et la liste actualisée des joueurs en leur nom.

Si les données de résidence n'ont pas été introduites correctement, l'ONAD compétente peut décider qu'un ou plusieurs sportifs d'élite de catégorie C seront obligés, pendant six mois, de respecter les mêmes obligations en termes de données de résidence que les sportifs d'élite de la catégorie A ou B.

Si aucun défaut d'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou aucun manquement quant à un test antidopage n'a été constaté pendant cette période de six mois, l'ONAD compétente peut réintégrer le sportif concerné à la catégorie C. Si, par contre, un défaut d'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou un manquement à un test antidopage a été constaté pendant cette période de six mois, la période précitée sera prolongée de dix-huit mois à compter de la constatation du nouveau défaut de transmission ou du nouveau test antidopage manqué.

Les dispositions dans ce paragraphe ne sont pas d'application si le sportif d'élite de catégorie C est repris dans le groupe cible d'une autre ONAD et si cette ONAD a confié la gestion de ses données de résidence à cette autre ONAD. Dans ce cas, le sportif d'élite de catégorie C n'introduit que les seules données de résidence que requiert l'ONAD qui gère ses données de résidence.

1.3.5 Accompagnateurs

Article B10.9
Les règles applicables aux catégories de sportifs visées par le présent règlement (élites ou non élites) s'appliquent *mutatis mutandis* à leurs accompagnateurs, en fonction de la catégorie dont relève les sportifs auxquels ils sont rattachés (accompagnateurs de sportif d'élite ou non).

1.3.6 Interprétation

Article B10.10
En cas de doute sur l'interprétation du présent règlement, il y a lieu de l'interpréter à l'aune de la législation applicable en la matière, du Code Mondial Anti-dopage et des Standards Internationaux de l'Agence Mondiale Anti-dopage, ainsi que des règlements de l'UEFA et de la FIFA. Les mêmes sources sont utilisées pour compléter le règlement si nécessaire.

2 ENGAGEMENT PARTICULIER DES CLUBS ET AFFILIES

2.1 ENGAGEMENT PARTICULIER DES CLUBS – COMPÉTITIONS UEFA ET FIFA

Article B10.11
Les clubs s'engagent formellement à ne pas favoriser, autoriser, ou tolérer les pratiques du dopage par leurs joueurs. En cas de non-respect de cette obligation, la responsabilité du club concerné sera engagée et il sera sanctionné.

Article B10.12
Les compétitions de la FIFA et de l'UEFA sont également soumises aux règlements de la FIFA et de l'UEFA, sous réserve des principes généraux du droit, des dispositions d'ordre public et de la législation nationale, régionale et communautaire.

Si ces règlements s'appliquent et qu'il existe une divergence entre les règles reprises dans le présent Titre et les règlements de la FIFA et de l'UEFA, les dispositions des règlements de la FIFA et de l'UEFA prévalent.

Voir pour la FIFA (www.fifa.com) et pour l'UEFA (www.uefa.com).

Article B10.13
Le club sur le terrain duquel le match est joué doit disposer d'un local mis à la disposition exclusive du médecin-contrôleur lors d'un contrôle antidopage. Ce local de contrôle doit être muni d'une table permettant au médecin-contrôleur de travailler de façon efficace avec les documents et le matériel. Le club prévoit suffisamment de bouteilles fermées contenant des boissons non alcoolisées. Le local de contrôle, ou un local séparé adjacent, doit également être équipé d'une toilette pouvant être utilisée par les dames et les messieurs, et d'une salle d'attente.

Le club doit toujours apporter toute sa collaboration lors du contrôle antidopage.

2.2 ENGAGEMENT PARTICULIER DES AFFILIÉS

Article B10.14
Toute personne participant à un match de football et son accompagnateur sont soumis au présent règlement en matière de pratiques de dopage.

Article B10.15
Les compétitions de la FIFA et de l'UEFA sont également soumises aux règlements de la FIFA et de l'UEFA, sous réserve des principes généraux du droit, des dispositions d'ordre public et de la législation nationale, régionale et communautaire.

Si ces règlements s'appliquent et qu'il existe une divergence entre les règles reprises dans le présent Titre et les règlements de la FIFA et de l'UEFA, les dispositions des règlements de la FIFA et de l'UEFA prévalent.

Voir pour la FIFA (www.fifa.com) et pour l'UEFA (www.uefa.com).

Article B10.16

Les affiliés, qui sont également affiliés à l'ACFF, reconnaissent et acceptent par le simple fait de leur affiliation la compétence disciplinaire de la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage (CIDD) et de son instance d'appel. Ils s'engagent à respecter le règlement de procédure de la CIDD ainsi que les décisions prises par cette instance.

Les affiliés, qui sont également affiliés à Voetbal Vlaanderen, reconnaissent et acceptent par le simple fait de leur affiliation la compétence disciplinaire du Vlaams Sporttribunaal (VST) et de son instance d'appel (sportifs d'élite) ainsi que des instances disciplinaires de la Communauté flamande (sportifs amateurs). Ils s'engagent à respecter le règlement de procédure de l'instance compétente ainsi que les décisions prises par ces instances.

Article B10.17
Les substances et méthodes interdites pour les sportifs sont reprises dans la « liste interdite » de l'AMA.

Cette liste peut être consultée sur www.dopinglijn.be ou sur www.dopage.cfwb.be

Les sportifs doivent savoir ce qui est interdit, y compris les substances contenues dans les médicaments couramment prescrits, et ils doivent savoir qu'ils ne peuvent pas utiliser ou posséder ces substances et méthodes sans une Autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (« AUT »), même avec une ordonnance médicale (à moins qu'il ne s'agisse d'un sportif amateur mineur d'âge).

3 COMPÉTENCE ET PROCÉDURE

3.1 PRINCIPES

3.1.1 Compétence

3.1.1.1 Sportif d'élite

3.1.1.1.1 Sportif d'élite en Communauté flamande

Article B10.18

Lorsqu'un sportif qualifié de sportif d'élite par la réglementation en vigueur en Communauté flamande est soupçonné de dopage, l'instance compétente pour connaître du dossier est le Vlaams Sporttribunaal lorsque:

1° l'infraction est commise dans la région de langue néerlandaise, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue néerlandaise et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue néerlandaise, mais il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen.

2° l'infraction est commise dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans le cadre d'une association sportive établie en région de langue néerlandaise ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue néerlandaise et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue néerlandaise, mais il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen.

3° l'infraction est commise hors de la région de langue néerlandaise et, pour ce qui concerne la région bilingue de Bruxelles-Capitale, hors du cadre d'une association sportive établie en région de langue néerlandaise ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande et qu'il est satisfait, cumulativement, aux conditions suivantes:

- le sportif est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- en application de la législation du lieu de l'infraction ou de la réglementation d'une association sportive locale, nationale ou internationale applicable en fait, les peines

disciplinaires imposées au sportif sont prononcées par Voetbal Vlaanderen ou la Commission Disciplinaire de la Communauté flamande;
- les pièces portant sur la violation ont été transmises à l'administration par Voetbal Vlaanderen ou par une autre instance.

3.1.1.1.2 Sportif d'élite en Communauté française

Article B10.19

Lorsqu'un sportif qualifié de sportif d'élite par la réglementation en vigueur en Communauté française, est soupçonné de dopage, l'instance compétente pour connaître du dossier est la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage (CIDD) lorsque:

1° l'infraction est commise dans la région de langue française, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue française et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue française, mais il est affilié à un club de l'ACFF.

2° l'infraction est commise dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans le cadre d'une association sportive établie en région de langue française ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue française et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue française, mais il est affilié à un club de 'ACFF.

3° l'infraction est commise hors de la région de langue française et pour ce qui concerne la région bilingue de Bruxelles-Capitale, hors du cadre d'une association sportive établie en région de langue française ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française et qu'il est satisfait, cumulativement, aux conditions suivantes:

- le sportif est affilié à un club de l'ACFF;
- en application de la législation du lieu de l'infraction ou de la réglementation d'une association sportive locale, nationale ou internationale applicable en fait, les peines disciplinaires imposées au sportif sont prononcées par l'ACFF ou la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage;
- les pièces portant sur la violation ont été transmises à l'administration par l'ACFF ou par une autre instance.

3.1.1.2 Sportif amateur

3.1.1.2.1 Compétence de la Commission Disciplinaire de la Communauté flamande

Article B10.20

VV Lorsqu'un sportif amateur, tel qu'il est décrit par la réglementation en vigueur en Communauté flamande, est soupçonné de dopage, l'instance compétente pour connaître du dossier est la Commission Disciplinaire instaurée par le Décret de la Communauté flamande du 13 juillet 2007 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé et d'éthique lorsque:

1° l'infraction est commise dans la région de langue néerlandaise, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue néerlandaise et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue néerlandaise, mais il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen.

2° l'infraction est commise dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans le cadre d'une association sportive établie en région de langue néerlandaise ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue néerlandaise et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue néerlandaise, mais il est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen.

3° lorsque l'infraction est commise hors de la région de langue néerlandaise et pour ce qui concerne la région bilingue de Bruxelles-Capitale, hors du cadre d'une association sportive établie en région de langue néerlandaise ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande et qu'il est satisfait, cumulativement, aux conditions suivantes:

- le sportif est affilié à un club de Voetbal Vlaanderen;
- en application de la législation du lieu de l'infraction ou de la réglementation d'une association sportive locale, nationale ou internationale applicable en fait, les peines disciplinaires imposées au sportif sont prononcées par Voetbal Vlaanderen ou la Commission Disciplinaire de la Communauté flamande;

- les pièces portant sur la violation ont été transmises à l'administration par Voetbal Vlaanderen ou par une autre instance.

3.1.1.2.2 Compétence de la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage

Article B10.21

Lorsqu'un sportif amateur, tel qu'il est décrit par la réglementation en vigueur en Communauté flamande ou en Communauté française, est soupçonné de dopage, la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage est compétente lorsque:

1° l'infraction est commise dans la région de langue française, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue française et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue française, mais il est affilié à un club de l'ACFF.

2° l'infraction est commise dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans le cadre d'une association sportive établie en région de langue française ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française, et qu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- soit le sportif est domicilié en région de langue française et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif est domicilié en région bilingue de Bruxelles-Capitale et il est affilié à un club de l'ACFF;
- soit le sportif n'est pas domicilié en région de langue française, mais il est affilié à un club de 'ACFF.

3° l'infraction est commise hors de la région de langue française et pour ce qui concerne la région bilingue de Bruxelles-Capitale, hors du cadre d'une association sportive établie en région de langue française ou dans la région de Bruxelles-Capitale et qui, de par son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française et qu'il est satisfait, cumulativement, aux conditions suivantes:

- le sportif est affilié à un club de l'ACFF;
- en application de la législation du lieu de l'infraction ou de la réglementation d'une association sportive locale, nationale ou internationale applicable en fait, les peines disciplinaires imposées au sportif sont prononcées par l'ACFF ou la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage;
- les pièces portant sur la violation ont été transmises à l'administration par l'ACFF ou par une autre instance.

3.1.1.2.3 Compétence du Conseil Disciplinaire pour le football professionnel de l'URBSFA

Article B10.22
Dans les cas autres que ceux visés aux articles 18, 19, 20 et 21, le Conseil Disciplinaire pour le football professionnel de l'URBSFA est compétente.

3.1.1.3 Sportif à la retraite - personne non affiliée

Article B10.23
Si un sportif prend sa retraite après que le contrôle ait eu lieu mais avant le prononcé d'une décision définitive, l'instance compétente pour connaître du dossier en application des principes exposés ci-dessus, conserve la compétence pour mener à son terme la procédure en cours jusqu'au prononcé d'une décision définitive qui ne sera plus susceptible d'un recours ordinaire.

Lorsque les instances de l'URBSFA sont compétentes pour connaître du dossier et que le sportif ou l'accompagnateur vient à ne plus être affilié auprès de l'URBSFA, Voetbal Vlaanderen ou l'ACFF, après que le contrôle ait eu lieu, mais avant le prononcé d'une décision définitive, ces instances conservent la compétence pour mener à son terme la procédure en cours jusqu'au prononcé d'une décision définitive qui ne sera plus susceptible d'un recours ordinaire.

3.1.2 Procédure

Article B10.24
Lorsque les instances de l'URBSFA sont compétentes pour connaître du dossier et que l'URBSFA est avisée par l'autorité de contrôle du résultat définitif des analyses effectuées par le laboratoire accrédité, il transmet le dossier au Parquet UB et en informe le sportif concerné par simple lettre.

Les procédures devant les instances compétentes de l'URBSFA se déroulent conformément aux dispositions reprises dans le Livre B – Titre 11 (Litiges et Procédures) du règlement fédéral.

Le jugement définitif est signifié à l'AMA et à la FIFA.

Article B10.25
Si une autre instance est compétente pour prendre connaissance du dossier et que l'URBSFA, l'ACFF ou Voetbal Vlaanderen ont été informés de sanctions éventuelles à l'encontre d'un affilié, cette information sera partagée avec l'URBSFA, l'ACFF et Voetbal Vlaanderen. Cela se fait sans notification préalable à l'affilié ou à son éventuel club.

Un avis est publié dans le journal officiel fédéral afin d'informer les tiers de la sanction intervenue.

Lorsque le sportif ou l'accompagnateur n'est pas ou plus affilié à l'URBSFA, Voetbal Vlaanderen ou l'ACFF, la sanction n'est pas publiée dans le journal officiel fédéral.

Article B10.26
Lorsqu'une instance compétente de l'UEFA ou de la FIFA prononce une sanction à l'encontre d'une personne pour pratiques de dopage, ou lorsqu'une sanction prononcée par une instance d'un pays étranger est diffusée mondialement, et que cette personne est affiliée ou s'affilie à l'URBSFA, Voetbal Vlaanderen ou l'ACFF, la sanction est notifiée à la fois à l'URBSFA, l'ACFF et Voetbal Vlaanderen. Cela se fait sans notification préalable à l'affilié ou à son éventuel club.

Un avis est publié dans le journal officiel fédéral afin d'informer les tiers de la sanction intervenue.

Lorsque le sportif ou l'accompagnateur n'est pas ou plus affilié à l'URBSFA, Voetbal Vlaanderen ou l'ACFF, la sanction n'est pas publiée dans le journal officiel fédéral.

3.2 MODALITÉS

3.2.1 Sanctions

Article B10.27
Les affiliés et les clubs qui enfreignent le présent règlement peuvent être soumis aux sanctions prévues par celui-ci

3.2.2 Affiliés - frais des contrôles antidopage - sanctions financières

Article B10.28
L'organe disciplinaire compétent condamnera le sportif ou l'accompagnateur au remboursement de la totalité ou d'une partie des frais des contrôles antidopage à l'organisation qui a pris en charge les frais de ces contrôles.

Tous les frais et débours éventuellement supportés par l'URBSFA., l'ACFF ou Voetbal Vlaanderen depuis les premiers devoirs d'enquêtes jusqu'à l'aboutissement de la procédure sont imputés à la personne qui a commis l'infraction de dopage.

Une amende allant de 6.500,00 EUR à 10.000,00 EUR peut être infligée au sportif, à l'accompagnateur ou au club, sans préjudice des sanctions sportives énoncées ci-après.

3.2.3 Appel

Article B10.29
Les personnes ou instances suivantes ont le droit de faire appel d'une sanction disciplinaire prononcée par la Commission disciplinaire de la Communauté flamande, le Conseil disciplinaire de la Communauté flamande et le Vlaams Sporttribunaal auprès du Conseil de discipline de la Communauté flamande, du Conseil d'État et du Tribunal international du sport de Lausanne (TAS/CAS) respectivement:

1° le sportif ou l'accompagnateur intéressé;
2° l'autre partie à la cause dans laquelle le prononcé a été rendu;
3° l'ONAD de la Communauté flamande ou l'ONAD du domicile du sportif ou de l'accompagnateur;
4° l'URBSFA, l'UEFA ou la FIFA;
5° l'Agence Mondiale Antidopage (AMA);
6° le Comité International Olympique;
7° le Comité International Paralympique.

Article B10.30
Les personnes ou instances suivantes peuvent contester les décisions disciplinaires de la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage et de la Commission d'Appel Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage devant la Commission d'Appel Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage et le Tribunal Arbitral du Sport à Lausanne (TAS/CAS):

1° le sportif ou l'accompagnateur intéressé;
2° l'autre partie à la cause dans laquelle le prononcé a été rendu;
3° l'ONAD de la Communauté française ou l'ONAD du domicile du sportif ou de l'accompagnateur;
4° l'URBSFA, l'UEFA ou la FIFA;
5° l'Agence Mondiale Antidopage (AMA);
6° le Comité International Olympique;
7° le Comité International Paralympique.

Article B10.31
Les personnes ou instances suivantes peuvent contester les décisions disciplinaires du Conseil Disciplinaire de l'URBSFA auprès du Tribunal international du sport de Lausanne (TAS/CAS), conformément aux règles de procédure applicables:

1° le sportif ou l'accompagnateur intéressé;
2° l'autre partie à la cause dans laquelle le prononcé a été rendu;
3° l'ONAD de la Communauté flamande, française ou germanophone ou l'ONAD du domicile du sportif ou de l'accompagnateu r;
4° l'URBSFA, l'UEFA ou la FIFA;
5° l'Agence Mondiale Antidopage (AMA);
6° le Comité International Olympique;
7° le Comité International Paralympique.

Article B10.32
L'appel formé devant le Tribunal Arbitral du Sport ne suspend pas l'exécution de la mesure.

Article B10.33
Pour être recevable, l'appel devant le Tribunal Arbitral du Sport doit être interjeté par lettre recommandée dans un délai de quatorze jours calendrier prenant cours le jour suivant le prononcé de la décision ou, si la décision a été rendue par défaut, dans les quatorze jours suivant le jour de l'envoi par lettre recommandée de la notification de la décision (le cachet de la poste faisant foi) par l'organe disciplinaire.

L'Agence Mondiale Antidopage peut interjeter appel ou intervenir à la cause à la dernière des deux dates suivantes:

1° vingt-et-un jours suivant le dernier jour où quelconque partie aurait pu interjeter appel, ou
2° vingt-et-un jours après réception par l'AMA du dossier complet ayant trait au prononcé.

Article B10.34
Lorsque le Vlaams Sporttribunaal, ou le Conseil Disciplinaire de l'URBSFA, ne statue pas dans un délai raisonnable fixé par l'AMA, celle-ci peut interjeter appel directement auprès du Tribunal International du Sport, comme si l'organe disciplinaire concerné avait décidé qu'aucune pratique de dopage n'avait été commise.

De la même manière, l'AMA peut également interjeter appel directement auprès du TAS lorsque la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage ne se prononce pas dans un délai raisonnable.

3.2.4 Prescription

Article B10.35
Une action pour infraction de dopage doit être intentée dans le délai prévu dans le Livre B, Titre 11 (Litiges et Procédures).

Ce délai est de huit ans à compter du jour suivant celui au cours duquel la connaissance de l'infraction de dopage a été acquise.

3.2.5 Règlement de procédure

Article B10.36
La commission disciplinaire de la Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage applique son propre règlement de procédure (en ce compris les éventuelles modifications).

Le règlement de procédure en vigueur devant la CIDD est disponible sur le site www.aisf.be.

Article B10.37
Le Vlaams Sporttribunaal (VST) applique son propre règlement de procédure (en ce compris les éventuelles modifications).

Le règlement de procédure en vigueur devant le VST est disponible sur le site www.dopingtribunaal.be.

4 SANCTIONS DISCIPLINAIRES EN MATIERE DE PRATIQUES DE DOPAGE

Article B10.38

Les sanctions pouvant être prises à l'égard des affiliés et des clubs suite à des violations des dispositions réglementaires concernant le dopage sont les suivantes.

4.1 SANCTIONS À L'ÉGARD DES AFFILIÉS

4.1.1 Suspensions provisoires

Article B10.39

L'URBSFA, en ce qui concerne les sportifs d'élite, et l'ONAD, en ce qui concerne les sportifs amateurs, imposent sur-le-champ au sportif, à titre de mesure préventive, une suspension provisoire lorsque, dans le cadre d'un test antidopage de ce sportif, l'analyse d'un échantillon se traduit par la constatation d'un résultat d'analyse anormal concernant une substance interdite qui n'est pas une substance spécifique ou par la constatation d'une méthode interdite, et si l'enquête commandée par le donneur d'ordre du test antidopage démontre les deux faits suivants:

1° aucune AUT n'a été accordée ou aucune AUT ne peut être accordée pour un usage légitime de la substance ou méthode interdite;
2° il n'existe aucune déviation manifeste par rapport au Standard international pour les Contrôles et les Enquêtes ou au Standard international pour les Laboratoires, qui serait la cause du résultat d'analyse anormal.

L'URBSFA, en ce qui concerne les sportifs d'élite, et l'ONAD, en ce qui concerne les sportifs amateurs, peuvent aussi infliger au sportif une suspension provisoire pour d'autres pratiques de dopages que celles mentionnées au premier alinéa.

Une suspension provisoire ne peut être imposée qu'après que l'AMA, l'URBSFA, l'ONAD et la fédération internationale aient été informées par la fédération ou l'ONAD Vlaanderen des faits sur la base desquels le sportif est suspecté de pratiques de dopage et après l'enquête mentionnée au premier alinéa.

Une suspension provisoire ne peut en outre être infligée que si le sportif s'est vu offrir la possibilité:

1° d'une audition provisoire, soit avant que la suspension provisoire ne soit prononcée, soit en temps utile après que la suspension provisoire ait déjà été prononcée; ou
2° d'une audition accélérée sur le fond, en temps utile après que la suspension provisoire ait déjà été prononcée .

Le sportif peut réclamer une audition provisoire auprès de l'instance qui lui a imposé ou peut lui imposer la suspension provisoire.

Une suspension provisoire peut être levée ou ne doit pas être infligée si le sportif peut démontrer que soit:

1° il existe des indications évidentes qu'aucune culpabilité ou négligence ne peut lui être reprochée et que, dès lors, aucune exclusion des activités sportives ne lui sera vraisemblablement imposée;
2° l'accusation de dopage n'a aucune chance réelle de succès, en raison par exemple à une erreur évidente dans le dossier monté contre le sportif;
3° la pratique de dopage présumée est vraisemblablement due à un produit contaminé;
4° il existe d'autres faits qui font qu'une suspension provisoire serait inéquitable dans les conditions d'espèce.

Une suspension provisoire, telle que présentée au premier alinéa, est levée sur-le-champ si l'analyse de l'échantillon B ne confirme pas l'analyse de l'échantillon A.

Toute décision concernant une suspension provisoire est communiquée par l'instance compétence:

1° au sportif;
2° à la fédération;
3° à la fédération internationale;
4° à l'ONAD du pays où réside le sportif ou de sa nationalité;
5° au Comité international olympique (CIO) ou au Comité international paralympique (CIP), si d'application, si le verdict peut exercer un effet sur les Jeux olympiques ou les Jeux paralympiques, y compris ceux exerçant une influence sur la participation aux Jeux olympiques ou aux Jeux paralympiques;
6° à l'AMA.

Toutes les parties mentionnées à l'alinéa précédent peuvent interjeter appel contre la décision ou contre l'absence de décision dans un délai raisonnable. La décision concernant un sportif d'élite peut faire l'objet d'une procédure d'appel après du TAS; la décision concernant un sportif amateur peut faire l'objet d'une procédure d'appel auprès de l'organe disciplinaire compétent de la Communauté concernée.

La décision d'imposer une suspension provisoire ou de ne pas la lever après que le sportif ait argué que l'infraction est vraisemblablement due à un produit contaminé ne peut cependant pas faire l'objet d'une procédure d'appel, ceci conformément à l'article 7.9.1 du Code AMA.

Dans tous les cas où le sportif est informé d'une possible pratique de dopage qui ne débouche pas sur une suspension provisoire, le sportif se verra offrir par l'instance en charge des poursuites la possibilité d'accepter une suspension provisoire dans l'attente d'une décision sur le fond dans le cadre de son dossier, ceci conformément à l'article 7.3 du Code AMA.

4.1.2 Exclusions

4.1.2.1 Première infraction

Article B10.40

1° En cas de présence d'une substance interdite, d'un métabolite ou d'un marqueur de celle-ci, dans un échantillon provenant du corps du sportif, celui-ci risque:
   a) quatre années d'exclusion si les faits étaient intentionnels, sauf application de l'article 44;
   b) deux années d'exclusionsi les faits n'étaient pas intentionnels, sauf application des articles 42, 43 ou 44 de ce règlement.

Si la pratique de dopage est liée à une substance spécifique, la preuve du caractère intentionnel doit être fournie par l'ONAD;

Si la pratique de dopage est liée à une substance non spécifique, la preuve du caractère non intentionnel doit être fournie par le sportif ou l'accompagnateur;

2° En cas d'usage ou de tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, le sportif risque:

a) quatre années d'exclusion si les faits étaient intentionnels, sauf application de l'article 45;
b) deux années d'exclusion si les faits n'étaient pas intentionnels, sauf application des articles 42, 43 ou 44.

Si la pratique de dopage est liée à une substance spécifique, la preuve du caractère intentionnel doit être fournie par l'ONAD.

Si la pratique de dopage est liée à une substance non spécifique, la preuve du caractère non intentionnel doit être fournie par le sportif ou l'accompagnateur.

3° En cas de refus ou d'incapacité, sans justification claire, de soumettre un échantillon après la notification, prévue dans les règles antidopage applicables, ou le fait d'éluder de toute autre façon un prélèvement d'échantillon, le sportif risque:

a) quatre années d'exclusion, sauf application des articles 43 ou 44;
b) deux années d'exclusion si le sportif a omis de se soumettre à un prélèvement d'échantillon et est en mesure de démontrer que ce fait n'était pas intentionnel, sauf application des articles 42, 43 ou 44.

4° En cas d'infraction quant aux exigences applicables en ce qui concerne la disponibilité du sportif pour les contrôles de dopage en dehors du contexte des compétitions, entre autres en omettant de communiquer les informations requises concernant le lieu de résidence ou en n'étant pas disponible aux lieux de résidence indiqués, le sportif risque:

a) deux années d'exclusion, sauf réduction à minimum un an, en fonction du degré de culpabilité du sportif, sauf application des articles 43 ou 44.

La réduction à minimum un an n'est pas possible si le sportif a, à plusieurs reprises, modifié ses données de résidence au dernier moment ou posé d'autres actes qui suscitent une suspicion évidente que le sportif a tenté d'éviter d'être disponible pour un test antidopage.

5° En cas de tromperie ou de tentative de tromperie dans le cadre de n'importe quelle composante du contrôle antidopage et à n'importe quel stade, le sportif risque:

a) quatre années d'exclusion, sauf application des articles 43 ou 44.

6° En cas de possession de substances et méthodes interdites, le sportif risque:

a) quatre années d'exclusion si les faits étaient intentionnels, sauf application de l'article 44;

b) deux années de suspension si les faits n'étaient pas intentionnels, sauf application des articles 42, 43 ou 44.

Si la pratique de dopage est liée à une substance spécifique, la preuve du caractère intentionnel doit être fournie par l'ONAD;

Si la pratique de dopage est liée à une substance non spécifique, la preuve du caractère non intentionnel doit être fournie par le sportif ou l'accompagnateur.

7° En cas de trafic de n'importe quelle substance interdite ou méthode interdite, le sportif risque:

a) minimum quatre ans d'exclusion et maximum à vie, en fonction de la gravité de l'infraction, sauf application des articles 43 ou 44.

Une infraction impliquant une personne mineure est considérée comme étant une infraction particulièrement grave.

8° En cas d'administration ou de tentative d'administration d'une substance interdite ou d'une méthode interdite à n'importe quel sportif ou d'encouragement, d'assistance, de facilitation, de réalisation, d'incitation, de dissimulation ou de n'importe quelle complicité dans le cadre d'une violation des règles antidopage ou d'une tentative de violation de ces règles, le sportif risque:

a) minimum quatre ans d'exclusion et maximum à vie, en fonction de la gravité de l'infraction, sauf application des articles 43 ou 44.

Une infraction impliquant une personne mineure est considérée comme étant une infraction particulièrement grave.

4.1.2.2 Seconde infraction

Article B10.41
En cas de seconde infraction, l'exclusion du sportif ou de l'accompagnateur est déterminée comme suit: sans préjudice de l'application de l'article 46, la plus longue des périodes suivantes:

1° six mois;
2° la moitié de la période d'exclusion qui a été imposée pour la première infraction, sans l'application éventuelle de l'article 44;
3° deux fois la période d'exclusion qui serait normalement d'application pour la seconde infraction si celle-ci devait être considérée comme étant une première infraction, sans l'application éventuelle de l'article 45.

La période d'exclusion, telle qu'elle est spécifiée ci-dessus, peut ensuite être réduite en appliquant l'article 44.

4.1.2.3 Troisième infraction

Article B10.42
En cas de troisième infraction, l'exclusion du sportif ou de l'accompagnateur est déterminée comme suit: sans préjudice de l'application de l'article 47, une suspension à vie, sauf dans l'un des cas suivants:

1° si la troisième pratique de dopage remplit les conditions de levée ou de réduction de la période de suspensions visées aux articles 42 ou 43;
2° s'il ne s'agit pas d'une pratique de dopage telle que visée à l'article 6, 4°.

Dans ces cas, la période d'exclusion à vie est réduite à huit ans.

4.1.3 Annulation, réduction ou augmentation de la période d'exclusion

4.1.3.1 Annulation de la période d'exclusion

Article B10.43
Lorsque le sportif ou l'accompagnateur peut établir l'absence de faute ou de négligence de sa part, la période d'exclusion sera levée.

Cet article s'applique exclusivement aux sanctions et donc pas à la question de savoir si une pratique de dopage a effectivement été commise ou non. Il ne s'applique que dans certains cas exceptionnels, par exemple si un sportif est en mesure de prouver qu'il a fait l'objet d'un acte de sabotage commis par un adversaire, malgré toutes les mesures de précaution prises.

Cet article ne peut pas être appliqué aux exemples énumérés à l'article 43 qui prévoit une sanction réduite pour absence de faute ou de négligence significative.

4.1.3.2 Réduction de la période d'exclusion

Article B10.44
Si le sportif ou l'accompagnateur peut démontrer l'absence de faute ou de négligence de sa part, la période d'exclusion pourra être réduite comme suit en fonction de la pratique de dopage concernée:

1° si la pratique de dopage mentionnée sous l'article 6, 1°, 2° ou 6° a trait à une substance spécifique:

au minimum un avertissement et au maximum deux années d'exclusion en fonction du degré de culpabilité du sportif ou de l'accompagnateur.

2° si le sportif ou l'accompagnateur peut démontrer que la pratique de dopage mentionnée à l'article 6, 1°, 2° ou 6° trouve son origine dans un produit contaminé:

au minimum un avertissement et au maximum deux années d'exclusion en fonction du degré de culpabilité du sportif ou de l'accompagnateur.

3° dans les autres cas que ceux mentionnés sous les points 1° et 2°, la période d'exclusion normalement applicable peut, sans préjudice d'une éventuelle réduction complémentaire sur la base de l'article 44, être réduite en fonction du degré de culpabilité du sportif ou de l'accompagnateur, mais la période d'exclusion raccourcie ne peut pas être inférieure à la moitié de la période d'exclusion normalement applicable.

Si la période d'exclusion normalement applicable est une exclusion à vie, la période raccourcie conformément au point 3° ne peut pas être inférieure à huit ans.

En fonction des faits propres à chaque cas, les exemples suivants peuvent déboucher sur une sanction réduite en l'absence de culpabilité ou de négligence significative:
1° un contrôle positif suite à l'absorption d'un complément vitaminé ou d'un complément alimentaire mal étiqueté ou contaminé;
2° l'administration d'une substance interdite par le médecin personnel ou l'entraîneur du sportif sans l'avoir signalé au sportif;
3° le sabotage d'un aliment ou d'une boisson d'un sportif par son époux(se), son coach ou tout autre accompagnateur faisant partie de l'entourage du sportif.

4.1.3.3 Autres motifs d'annulation ou de réduction

Article B10.45
Les autres motifs entraînant l'annulation ou la réduction de la période d'exclusion sont:

1° si le sportif ou l'accompagnateur a offert à l'ONAD, à une instance pénale ou à un organe disciplinaire, après un verdict en première instance, une assistance substantielle ayant permis de découvrir ou de constater les pratiques de dopage d'une autre personne, l'ONAD peut lever jusqu'aux trois quarts de son exclusion, en fonction de l'importance de son assistance et de la gravité de sa propre pratique de dopage. Dans certains cas exceptionnels, l'AMA peut même lever intégralement la suspension.

2° si un sportif ou un accompagnateur reconnaît volontairement une pratique de dopage avant l'annonce d'un prélèvement d'échantillon pouvant démontrer l'existence d'une pratique de dopage ou, s'il s'agit d'une autre pratique de dopage que celle mentionnée sous l'article 6, 1°, avant qu'il ne reçoive la première notification de l'infraction admise et que cet aveu constitue l'unique preuve fiable de l'infraction au moment de son aveu, sa période d'exclusion peut être réduite à la moitié de la période d'exclusion normalement applicable.

Cette disposition est d'application lorsqu'un sportif ou un accompagnateur avoue spontanément une pratique de dopage dans des circonstances où aucune organisation antidopage n'a conscience de la moindre éventualité d'une pratique de dopage et elle ne s'applique pas aux situations où l'aveu intervient après que le sportif ou l'accompagnateur pense qu'il risque être pris sur le fait.

La question de savoir dans quelle mesure il convient de réduire la période d'exclusion doit être basée sur le risque que courrait le sportif ou l'accompagnateur d'être pris sur le fait s'il n'avait pas décidé spontanément de se dénoncer.

3° un sportif ou un accompagnateur qui risque une exclusion de quatre ans pour une première violation de l'article 6, 1°, 2°, 3°, 5° ou 6°, peut, en admettant immédiatement la pratique de dopage dont il est accusé après avoir été confronté par l'ONAD et aussi après avoir obtenu l'approbation de l'AMA et de l'ONAD, bénéficier d'une réduction de sa période de suspension à minimum deux ans, en fonction de la gravité de l'infraction et du degré de culpabilité du sportif ou de l'accompagnateur..

4.1.3.4 Cumul des motifs de réduction

Article B10.46
Si un sportif ou un accompagnateur peut revendiquer une réduction de sanction sur la base de plus d'un motif mentionné aux articles 42, 43 ou 44, la règle veut que, pour une réduction sur la base de l'article 44, la période d'exclusion qui est normalement d'application soit déterminée conformément aux articles précédents. Si le sportif ou l'accompagnateur revendique une réduction ou une levée de la période d'exclusion sur la base de l'article 44, la période d'exclusion peut être réduite ou levée sans jamais être inférieure à un quart de la période d'exclusion normalement applicable.

4.1.3.5 Infractions multiples

Article B10.47
En cas d'annulation d'une période d'exclusion suite en l'absence de faute ou de négligence du sportif ou de l'accompagnateur, l'infraction n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de la période d'exclusion qui est d'application pour les infractions multiples.

Pour être sanctionnée suite à une seconde ou une troisième infraction, une pratique de dopage ne peut être considérée comme étant une seconde infraction qu'à la condition qu'il soit dûment démontré que le sportif ou l'accompagnateur a effectivement commis la seconde pratique de dopage après avoir été informé de la première infraction ou après que le donneur d'ordre ait presté des efforts raisonnables pour l'informer de la première infraction. Si le donneur d'ordre ne peut pas en fournir la preuve, les infractions seront considérées ensemble comme étant une seule première infraction et la sanction infligée sera basée sur l'infraction faisant l'objet de la sanction la plus sévère.

Si, après qu'une sanction ait été infligée pour une première infraction, on découvre des faits liés à une pratique de dopage du sportif ou de l'accompagnateur qui se serait produite avant la notification concernant la première infraction, il lui sera infligé une sanction complémentaire sur la base de la sanction qui aurait pu être imposée si un verdict simultané avait été prononcé à propos des deux infractions.

Pour l'application des deux alinéas repris ci-dessus, toutes les infractions doivent intervenir au cours de la même période de dix ans pour être considérées comme étant des infractions multiples.

4.1.4 Début de la période d'exclusion

4.1.4.1 Principe

Article B10.48
La période d'exclusion commencera à la date de la décision de l'organe disciplinaire.

4.1.4.2 Retards non imputables à l'affilié

Article B10.49
Si la procédure disciplinaire ou d'autres aspects du contrôle antidopage prennent un retard considérable qui n'est pas dû au sportif, l'organe disciplinaire peut faire débuter la période d'exclusion à une date antérieure pouvant remonter au plus tôt à la date de la prise d'échantillon, ou à la date de la dernière infraction à une règle antidopage.

4.1.4.3 Suspension provisoire

Article B10.50
Si une suspension provisoire est infligée au sportif et qu'il la respecte, sa durée est déduite de celle de la période d'exclusion éventuelle qui pourrait lui être finalement infligée.

4.1.4.4 Suspension provisoire volontaire

Article B10.51
Si un joueur accepte volontairement et par écrit une suspension provisoire prononcée par l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats, et s'abstient ensuite de participer à des compétitions, cette période de suspension provisoire volontaire est déduite de l'éventuelle période de suspension qui pourra lui être finalement infligée.

Une copie de l'acceptation volontaire de la suspension provisoire par le sportif doit être transmise immédiatement à toutes les parties devant recevoir notification d'une éventuelle violation des règles antidopage.

4.1.5 Statut durant la période d'exclusion

Article B10.52
Un sportif ou un accompagnateur a le statut suivant pendant l'exclusion:

1° un sportif qui a été suspendu de toute activité sportive ne peut, pendant toute la durée de la suspension, participer en aucune capacité à une quelconque compétition ou activité sportive.

Un sportif qui est exclu pour une période de plus de quatre ans peut, après avoir purgé sa période de quatre années d'exclusion, participer en qualité de sportif à des activités

sportives locales qui ne relèvent pas de la responsabilité d'un signataire ou d'un membre d'un signataire du Code, à condition que l'activité sportive locale ne permette pas de se qualifier ou de collecter des points en vue d'une participation à un championnat national ou une activité sportive internationale et n'implique pas que le sportif collabore avec des personnes mineures d'âge en n'importe quelle capacité.

Un sportif qui purge une période de suspension doit se soumettre à d'éventuels tests antidopage.

2° en dérogation au point 1°, un sportif peut de nouveau s'entraîner en groupe ou dans le cadre d'un club pendant les deux derniers mois de son exclusion ou, si cette période est plus courte, pendant le dernier quart de sa période d'exclusion.

3° si un sportif, à qui a été imposé une période d'exclusion, enfreint l'interdiction de participation à des activités sportives visée au point 1°, la période d'exclusion initialement imposée recommence à partir de la fin de la période d'exclusion initialement imposée. Cette nouvelle période d'exclusion pourra être adaptée en fonction du degré de culpabilité du sportif ou de l'accompagnateur et des circonstances de l'affaire. La décision quant à savoir si un sportif a respecté ou non la sanction imposée et si une adaptation de la nouvelle période de suspension s'impose ou non revient à l'organe disciplinaire qui a infligé la sanction.

4.1.6 Retrait du sport - Requalification

Article B10.53
Si un sportif d'élite de la catégorie A, B, C ou D se retire du sport, mais souhaite ultérieurement participer de nouveau à des compétitions au niveau national ou international, il ne pourra être habilité à participer à des compétitions nationales et internationales qu'après avoir adressé une notification préalable écrite de son retour à l'ONAD, à sa fédération, à sa fédération internationale et à l'AMA, ceci six mois avant la date de son retour. L'AMA peut accorder une exception à cette règle si la stricte application de cette règle devait s'avérer inéquitable pour le sportif.

Si un sportif d'élite, tel que visé au premier alinéa, se retire du sport pendant une période d'exclusion de participation à des compétitions, mais souhaite ultérieurement participer de nouveau à des compétitions au niveau national ou international, il ne pourra être habilité à participer à des compétitions nationales et internationales qu'après avoir adressé une notification préalable écrite de son retour à l'ONAD, à sa fédération, à sa fédération internationale et à l'AMA, ceci six mois avant la date de son retour ou en observant un délai égal à la part restante de sa période de suspension, si celle-ci est supérieure à six mois.

À compter de la réception de la communication écrite visée aux premier et second alinéas, l'ONAD peut obliger le sportif d'élite, mentionné aux premier et second alinéas, d'introduire ses données de localisation, conformément à la catégorie à laquelle il appartenait au moment de son retrait du sport.

4.2 SANCTIONS À L'ÉGARD DES CLUBS

Article B10.54
Le club reconnu coupable d'avoir transgressé l'obligation visée aux articles 11 à 13 de ce règlement est considéré comme ayant commis un acte de falsification de la compétition.

Les dispositions correspondantes relatives à la responsabilité du club, les délais de procédure et la prescription sont, partant, d'application.

Article B10.55
Les instances compétentes apprécient souverainement la gravité des faits et prononcent les sanctions prévues en cas d'acte de falsification de la compétition.

Article B10.56
Lorsque plus de deux membres d'une même équipe ont commis, pendant la compétition, une violation du présent règlement antidopage, la violation de l'obligation visée aux articles 11 à 13 est irréfragablement présumée dans le chef du club.

5 PARTICULARITÉS

5.1 SPORTIFS D'ÉLITE: OBLIGATION DE LOCALISATION

Article B10.57
Les sportifs qualifiés de sportifs d'élite doivent fournir des données de localisation suffisamment précises pour qu'une OAD puisse quotidiennement les trouver à un endroit précis et les soumettre à un contrôle antidopage.


Ces données doivent être insérées dans le système ADAMS de l'Agence Mondiale Antidopage conformément aux réglementations précitées.

Si ce n'est pas le cas, le sportif d'élite peut, indépendamment des conséquences mentionnées au paragraphe suivant, si les circonstances le justifient, être poursuivi pour une pratique de dopage mentionné sous l'article 6, 3° ou 5°.

Les sportifs d'élite de la catégorie C doivent communiquer toutes les activités d'équipe, y compris les compétitions et les entraînements, ainsi que leurs lieux de résidence usuels. Ils peuvent désigner un responsable d'équipe chargé d'introduire ces données et la liste actualisée des joueurs en leur nom. Si les données de localisation, visées au premier alinéa, ne sont pas introduites correctement, l'ONAD peut décider qu'un ou plusieurs sportifs d'élite de catégorie C soient obligés pendant six mois de respecter les mêmes obligations en termes de données de localisation que les sportifs d'élite de catégorie A ou B.

5.2 AUTORISATION À USAGE THÉRAPEUTIQUE (AUT)

Article B10.58
La présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs et l'usage ou la tentative d'usage, la possession, l'administration ou la tentative d'administration de cette substance ou méthode interdite ne sont pas considérés comme étant une pratique de dopage lorsqu'une AUT a été délivrée pour l'usage de ces substances ou méthodes interdites sur la base d'une nécessité thérapeutique, conformément au Code AMA.

En dérogation à l'alinéa précédent, un certificat médical suffit pour les sportifs amateurs mineurs d'âge au lieu d'une AUT.

5.2.1 Compétitions nationales

Article B10.59
Le sportif amateur et le sportif d'élite qui n'est pas un sportif d'élite international introduit une demande d'AUT auprès de son ONAD. En cas de discussion à propos de la question de savoir qu'elle est l'ONAD compétente pour une demande d'AUT déterminée, la décision appartient à l'AMA.

5.2.2 Compétitions internationales

Article B10.60
Les sportifs d'élite internationaux prenant part à des compétitions internationales organisées par l'UEFA ou la FIFA doivent introduire leurs demandes d'AUT auprès de ces organisations internationales, conformément aux règlements qu'elles ont établis.

Une AUT qu'un sportif a obtenue auprès d'une ONAD n'est pas valide si le sportif devient un sportif d'élite international ou participe à un événement international, à moins et jusqu'à ce que la fédération internationale concernée reconnaisse cette AUT.

Une AUT qu'un sportif a obtenue auprès d'une fédération internationale n'est pas valide si le sportif participe à un événement international organisé par un organisateur d'un grand événement, à moins et jusqu'à ce que l'organisateur concerné reconnaisse cette AUT.

5.2.3 Reconnaissance

Article B10.61
Les AUT délivrées par les organisations mentionnées ci-dessus sont reconnues par l'URBSFA et ses ailes.

5.3 PROCÉDURE DE CONTRÔLE

Article B10.62
Compétitions nationales: les contrôles peuvent être effectués à l'initiative de la Communauté flamande, de la Communauté française, de la Commission communautaire commune et de la Communauté germanophone, dans leur sphère de compétence respective et conformément aux règles de procédure qui ont été définies par les diverses législations communautaires.

Article B10.63
Compétitions internationales: des contrôles peuvent être réalisés par l'UEFA et la FIFA dans le cadre des compétitions qu'elles organisent. Ces contrôles sont effectués conformément à la réglementation de ces organisations. Ils peuvent être effectués en sus de ceux qui sont opérés à l'initiative des communautés comme décrit à l'article précédent.

Article B10.64
Obligation des clubs:

1° Les clubs affiliés à l'ACFF doivent veiller à ce qu'un membre de leur personnel d'encadrement soit habilité à assister le sportif lors de contrôle antidopage en cas d'absence de son représentant légal sur les lieux du contrôle. Le mandat spécifique doit être signé par un des représentants légaux du mineur au moment de l'affiliation ou du transfert du joueur concerné.

2° L'impossibilité d'effectuer le contrôle antidopage en raison du défaut d'assistance au mineur par son représentant légal ou par la personne dument habilitée à cet effet, peut être constitutive d'un fait de dopage en application de l'article 6, 3° de ce règlement lorsque le défaut d'assistance au mineur ne peut être valablement justifié.

TITRE 11
LITIGES ET PROCÉDURES



VOETBAL VLAANDEREN

acff
association des clubs francophones de football

Pro League

TABLE DES MATIÈRES

1 Dispositions générales 6

2 Actes de la Commission d'Enquête 8

3 Transaction 9

4 Procédure disciplinaire 12

4.1 Saisine 12

4.2 Recevabilité 14

4.3 Délais et prescription 15

4.4 Désistement d'action 16

4.5 Convocation 16

4.6 Intervention volontaire 18

4.7 Dossier de procédure 19

4.8 Consultation et communication du dossier de procédure 19

4.9 Confidentialité du dossier 20

4.10 Jonction et disjonction 20

4.11 Comparution 20

4.12 Assistance et représentation 21

4.13 Décision par défaut 21

4.14 Urgence 21

4.15 Traitement 22

4.16 Conclusions 22

4.17 Cours de la séance 23

4.18 Traitement d'une affaire sur la base d'un rapport d'arbitre 23

4.19 Récusation 24

4.20 Publicité des audiences 25

4.21 Délibéré et décision 26

4.22 Publication 26

4.23 Conséquences 27

4.24 Moyens de recours 28

4.24.1 Aperçu général 28

4.24.2 Opposition 29

4.24.3 Appel 29

4.24.4 Tierce opposition 31

4.24.5 Évocation 31

5 Procedure devant la Commission des Licences 33

5.1 Examen du dossier de licence – Examen du changement de contrôle 33

5.2 Convocation et traitement devant la Commission des Licences 34

5.3 Décision et notification 34
6 Recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport (CBAS) 35
6.1 Conditions et modalités 35
6.2 Particularités pour les dossiers de licence 38
7 Réclamation à la charge de et exercée par les membres des instances fédérales 39
7.1 Réclamation à la charge des membres des instances fédérales 39
7.2 Réclamation exercée par un membre d'une instance fédérale 40
8 Litiges pour sommes dues 41
8.1 Procédure préalable 41
8.2 Introduction d'une Réclamation 41
8.3 Litiges financiers en cas de la réaffiliation de l'amateur qui a démissionné dans la période du 1er au 30 avril 41
8.4 Décision - Intérets 41
8.5 Exécution forcée 42
9 Les relations entre clubs et affiliés 42
9.1 Pouvoir disciplinaire des clubs 42
9.2 Sanctions possibles d'un club à l'égard d'un affilié lui affecté 43
9.2.1 Aperçu 43
9.2.2 Amendes 43
9.2.3 Suspension 44
9.2.4 Proposition à la radiation 44
10 Sanctions disciplinaires 44
10.1 Généralités 44
10.2 Sanctions possibles 45
10.3 Mesure alternative 46
10.4 Sanction avec sursis 47
10.5 Tableau indicatif 47
10.6 Amendes 48
10.7 Handicap de points 48
10.8 Suspension des affiliés 49
10.8.1 Dispositions générales 49
10.8.2 Suspension pour plusieurs matches 50
10.8.3 Suspension de date à date 52
10.8.4 Suspension jusqu'à une comparution personnelle 52
10.9 Radiation 53
10.9.1 Général 53
10.9.2 Radiation d'un club 53
10.9.3 Radiation d'un affilié 54

11 Cartes jaunes et rouges 54
11.1 Généralités 54
11.2 Feuille de match et rapport d'arbitre 55
11.3 Enregistrement 55
11.4 Amende administrative 56
11.5 Erreur de l'arbitre 57
11.6 Cartes jaunes cumulatives (suspension) 57
11.6.1 Au cours du même match 57
11.6.2 Au cours de matchs différents 57
11.6.3 Portée des suspensions 58
11.6.4 Détermination de la suspension 60
11.6.5 Sans recours 64
11.6.6 Publication 64
11.6.7 Suspension cumulative 64
11.7 Report de cartes jaunes et rouges et de suspension 64
11.7.1 Cartes jaunes et suspensions pour plusieurs cartes jaunes 64
11.7.2 Suspensions pour cartes rouges directes 65
11.8 Cartes jaunes et rouges en matches amicaux 65
11.9 Cartes rouges directes 66
12 Infractions particulières 66
12.1 Incidents – arrêt 66
12.2 Agression et/ou voies de fait sur un officiel de match 68
12.2.1 Général 68
12.2.2 Convocation 68
12.2.3 Suspension préventive 69
12.2.4 Sanctions 69
12.2.5 Extension des suspensions 70
12.3 Falsification de match 70
12.3.1 Notion 70
12.3.2 Obligation de divulgation 71
12.3.3 Responsabilité du club 71
12.3.4 Prescription 71
12.3.5 Instruction 71
12.3.6 Suivi 72
12.3.7 Sanctions en cas de falsification de match 72
12.3.8 Sanctions en cas de violation de l'obligation de divulgation 75
12.3.9 Notification de la décision 76
12.4 Discrimination 76
12.4.1 Interdiction 76
12.4.2 Notification à la fédération 77

12.4.3 Intervention via l'arbitre ou le club 77
12.4.4 Obligations des clubs 78
12.4.5 Sanction en cas de discrimination 78
12.5 Cession de patrimoine 80
12.5.1 Cession punissable 80
12.5.2 Procédure 80
12.5.3 Sanctions 81
13 Frais 81
13.1 Droit d'inscription 81
13.2 Participation dans les frais administratifs 82
13.3 Frais de la cause 82
13.4 Compensation pour perte de salaire pour les arbitres 83
13.5 Amendes en cas d'action non fondée ou vexatoire 84
13.6 Comptabilisation des amendes et des sanctions 84
13.7 Sanction financière particulière 85
14 Arbitrage 85
15 Recours auprès du Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le Secteur Sportif (C-SAR) 89
15.1 Conditions et modalités 89
15.2 Particularités pour les dossiers de licence 93

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article B11.1
Ce titre régit les litiges et les procédures.

Article B11.2
La compétence disciplinaire de la fédération est de droit privé.

Chaque partie apporte la preuve des faits qu'elle allègue, par tous moyens de droit, sauf indication contraire dans le présent règlement.

Les instances fédérales peuvent ordonner à chaque partie de produire les preuves dont elle dispose.

Pour l'exercice de sa compétence disciplinaire, la fédération peut coopérer et échanger des informations avec les autorités publiques et les instances sportives. Le cas échéant, cela est mentionné dans le dossier de procédure.

 On entend par « instances sportives », notamment: l'UEFA, la FIFA, le CIO et l'AMA.

En ce qui concerne la procédure, les instances disciplinaires peuvent appliquer le Code judiciaire à titre supplétif, dans la mesure où cela est approprié.

Article B11.3
Le règlement des litiges relève de la compétence de:

1° l'URBSFA: en ce qui concerne le football professionnel et la Super League du Football Féminin;
2° l'URBSFA: les championnats de jeunes élites, les compétitions des divisions nationales de football féminin et du futsal national;
3° Voetbal Vlaanderen: en ce qui concerne le football amateur dans les provinces de Voetbal Vlaanderen, les divisions 1, 2 et 3 Voetbal Vlaanderen, le football régional féminin, le football récréatif, le futsal interprovincial et provincial, ainsi que le mini-football;
4° l'ACFF: en ce qui concerne le football amateur dans les provinces de l'ACFF, les divisions 1, 2 et 3 ACFF et le football régional féminin.

Article B11.4
La compétence disciplinaire de la fédération n'est pas suspendue lorsque l'affaire est portée devant les cours ou tribunaux ordinaires.

L'existence d'une instruction par les autorités publiques ne préjudicie pas à la compétence disciplinaire de la fédération.

Toutefois, dans de tels cas, les instances disciplinaires peuvent décider de suspendre la procédure s'ils estiment qu'il y a lieu de le faire.

Article B11.5
La fédération est compétente pour la mise en œuvre ou l'exécution des décisions des organismes sportifs.

Article B11.6
Si l'affiliation à la fédération prend fin de quelque manière que ce soit, l'intéressé reste soumis à la compétence disciplinaire de la fédération pour les faits commis au moment de son affiliation.

Article B11.7
Une partie ne peut demander l'annulation d'un acte de procédure que si:

1° le règlement de procédure prévoit expressément la nullité;
2° cette partie peut démontrer que le non-respect d'une disposition prescrite à peine de nullité a porté atteinte à ses intérêts; et
3° l'exception de nullité est soulevée avant tout autre moyen de droit.

Les délais applicables en matière de procédure sont, sous peine de nullité, soumis à la règle énoncée au paragraphe précédent.

Les délais fixés par le règlement pour introduire un recours s'appliquent toujours à peine de déchéance.

Article B11.8
Les délais se calculent de minuit à minuit.

Article B11.9
A l'initiative du secrétaire, et après avoir consulté le président, les audiences peuvent être organisées aussi bien de manière physique que par le biais de moyens de communication modernes.

Article B11.10
Les règles suivantes s'appliquent en matière d'assistance et de représentation:

	Assistance par	**Représentation par**
Affiliés, autres que les clubs ou les arbitres	- un avocat; - le correspondant qualifié du club ou un affilié majeur affecté au même club qui n'est pas suspendu par la fédération et qui est dûment mandaté par le correspondant qualifié du club; - un interprète selon les nécessités; - un membre majeur de sa famille jusqu'au troisième degré s'il s'agit d'un affilié mineur d'âge; - un représentant syndical, dûment accrédité par une organisation syndicale représentante siégeant à la Commission Paritaire Nationale des Sports si le différend concerne un litige d'ordre contractuel d'un joueur ou entraîneur.	- un avocat; - le correspondant qualifié du club; - un représentant syndical, uniquement dans les procédures non disciplinaires liées à un contrat de travail; - un membre majeur de sa famille jusqu'au troisième degré tant en procédures disciplinaires que non disciplinaires, lorsqu'il s'agit d'un affilié mineur d'âge et moyennant l'autorisation de l'instance devant laquelle il doit comparaître pour des raisons exceptionnelles.

Clubs	un avocat	- un maximum de deux délégués dont au moins un est affilié affecté au club (1). - un avocat, sauf dans les affaires disciplinaires dans lesquelles l'instance compétente, sous peine de rendre un jugement par défaut, peut ordonner que le club soit représenté personnellement par un dirigeant du club.
Arbitres	Un arbitre ne peut pas se faire assister ou représenter lorsqu'il apparaît comme témoin pour clarifier son rapport d'arbitre. Dans tous les autres cas, un arbitre peut se faire assister par un avocat.	
Les personnes non affiliées peuvent se faire assister/représenter par un avocat		
Il n'est pas possible d'être représenté devant la **Commission d'enquête ou le Coordinateur d'instruction.**		

(1) Cet affilié affecté doit:
- être porteur de la convocation si celle-ci était écrite;
- être porteur d'une procuration signée par le correspondant qualifié si la convocation a été faite via l'organe officiel;
- être majeur;
- ne peut pas être suspendu par une instance fédérale.

2 ACTES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Article B11.11
Si les membres de la Commission d'Enquête sont informés d'une tentative de falsification de match, ils en avertissent dans les 24 heures le président de cette Commission ainsi que le parquet. Ils peuvent, en attente d'autres devoirs, effectuer tous les actes d'instruction qui s'imposent.

La commission des jeux de hasard sera informée dès que possible de ce fait par le président de la Commission d'Enquête.

Article B11.12
En fonction des besoins de l'enquête, le président de la Commission d'Enquête désigne une délégation d'au moins deux membres afin d'exécuter individuellement ou conjointement, les devoirs d'instruction nécessaires.

Article B11.13
La Commission d'Enquête dispose de tous les moyens de droit pour mener à bien l'enquête.

L'instruction est secrète. Le caractère secret de l'instruction ne porte pas préjudice à la possibilité d'échanger des informations avec les membres de la Commission d'Enquête, les membres du parquet, les instances fédérales compétentes, les autorités publiques et les autres instances sportives.

La Commission d'Enquête peut inspecter les comptabilités des clubs et des affiliés.

Article B11.14
La Commission d'Enquête a la possibilité de convoquer et d'interroger des personnes. La convocation indique le motif de l'audition.

La personne concernée peut se faire assister par un avocat. L'intéressé ne peut pas se faire représenter.

Toute personne entendue a droit à une copie gratuite de sa déclaration.

La remise de la copie peut être reportée de maximum 30 jours, lorsque la remise pourrait entraver le déroulement normal de l'enquête.

Toutefois, dans l'intérêt de l'instruction, le président de la Commission d'Enquête ou le Coordinateur d'instruction peut reporter la remise de la copie pour un délai supplémentaire de 90 jours. Cette décision est enregistrée dans le dossier.

Article B11.15
Après qu'elle ait clôturé l'instruction, la Commission d'Enquête transmet au parquet ses conclusions accompagnées des pièces nécessaires au moyen d'un rapport final.

Le parquet établit ensuite un rapport dans lequel il conclut à la poursuite ou au non-lieu.

En cas de poursuite, les rapports de la Commission d'Enquête et du parquet sont ajoutés au dossier de procédure.

3 TRANSACTION

Article B11.16
Le parquet est compétent pour proposer une transaction.

Si une transaction est conclue, l'action fédérale ou la procédure de plein droit relative à l'infraction concernée à l'encontre de l'intéressé qui a accepté la transaction est éteinte.

Article B11.17
Peuvent être réglées par transaction:

1° les affaires que le parquet estime, après examen, devoir être sanctionnées:

a) d'une suspension d'au maximum huit matches effectifs de compétition pour les joueurs et les officiels d'équipe mentionnés sur la feuille de match;
b) d'une amende pour les clubs, le cas échéant, dans les limites des dispositions dans les tableaux indicatifs;
c) d'une suspension de deux matches, dans leur club, pour les joueurs qui, sans raison valable, déclinent une sélection pour une rencontre ou un tournoi d'une équipe représentative de jeunes, d'une équipe représentative amateurs ou pour une activité nationale ou provinciale dans le cadre de la prospection des jeunes.

2° les affaires liées à l'absence de licence de joueur, de preuve d'identité officielle ou de non-qualification de joueurs.

Article B11.18
Les sanctions proposées en cas de transaction peuvent être assorties d'un sursis en tout ou en partie, la durée de la période probatoire étant toujours d'un an.

Article B11.19
Une proposition de transaction est notifiée au correspondant qualifié du club et indique:
1° les faits qui font l'objet de la transaction, en faisant éventuellement référence au rapport joint à la notification;
2° le cas échéant, une référence au tableau indicatif;
3° l'identité ou le nom des parties concernées;
4° la sanction proposée;
5° la date d'entrée en vigueur si cela ne concerne pas une amende;
6° le lieu, la date et l'heure de l'audience de l'instance disciplinaire pour laquelle la partie est convoquée en cas de refus de la transaction proposée ainsi que l'adresse e-mail de l'instance disciplinaire concernée.

Le correspondant qualifié du club doit, sous sa responsabilité, informer immédiatement l'affilié de la transaction proposée.

Art. P
En cas d'exclusion directe (carte rouge) pour les équipes premières, la proposition de transaction, qui comprend la convocation, est signifiée au plus tard à 15.00 heures le premier jour ouvrable suivant l'infraction.

Art. A
En cas de procédure sur la base d'un rapport d'arbitre, la proposition de transaction, qui comprend la convocation, est signifiée au plus tard à 14.00 heures le dernier jour ouvrable de la semaine suivant l'infraction.

Art. V

- Championnats des jeunes élite, divisions nationales féminines, divisions nationales de futsal et matches amicaux ou tournois entre des équipes ACFF et VV:

  En cas de procédure sur la base d'un rapport d'arbitre, la proposition de transaction, qui comprend la convocation, est signifiée au plus tard à 14.00 heures le dernier jour ouvrable de la semaine suivant l'infraction.

- Compétitions des divisions 1, 2 et 3, divisions provinciales, compétitions de réserves, autres championnats de jeunes, matches amicaux ou tournois entre équipes VV, compétition régionale féminine, futsal provincial et interprovincial, football et futsal récréatif, minifoot:

  En cas de procédure sur la base d'un rapport d'arbitre, la proposition de transaction, qui comprend la convocation, est signifiée au plus tard à 12.00 heures le mercredi de la semaine suivant l'infraction.

Article B11.20
La proposition transactionnelle est présumée être acceptée, selon le cas:

1° 

En cas d'exclusion directe (carte rouge) pour les équipes premières du football professionnel, la proposition transactionnelle est réputée acceptée si elle n'est pas expressément refusée avant l'audience et si l'intéressé ne se présente pas à l'audience. En cas de non-comparution de l'intéressé:
- la personne à laquelle la transaction a été proposée sera réputée l'avoir acceptée, ce qui est déterminé par le Comité Disciplinaire pour le football professionnel;
- la personne concernée à laquelle la transaction a été proposée mais qui l'a refusée, sera considérée comme ayant comparu, la procédure étant dès lors contradictoire.

2° 

La proposition transactionnelle est présumée être acceptée, sauf en cas de refus exprès, qui doit être signifié au plus tard le lundi à 12 heures qui suit l'envoi de la proposition transactionnelle.

3° 

- Championnats des jeunes élite, divisions nationales féminines, divisions nationales de futsal et matches amicaux ou tournois entre des équipes ACFF et VV:

  En cas de procédure sur la base d'un rapport d'arbitre, la proposition transactionnelle est présumée être acceptée, sauf en cas de refus exprès, qui doit être signifié au plus tard le lundi à 12 heures.

- Compétitions des divisions 1, 2 et 3, divisions provinciales, compétitions de réserves, autres championnats de jeunes, matches amicaux ou tournois entre équipes VV, compétition régionale féminine, futsal provincial et interprovincial, football et futsal récréatif, minifoot:

  En cas de procédure sur la base d'un rapport d'arbitre, la proposition transactionnelle est présumée être acceptée, sauf en cas de refus exprès, qui doit être signifié au plus tard le vendredi à 12 heures.

Dans les autres cas, la proposition transactionnelle est réputée acceptée, sauf en cas de refus exprès notifié au secrétariat de l'instance disciplinaire compétente dans un délai de quatre jours prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la date de la publication de la proposition transactionnelle dans l'organe officiel, auquel cas l'affaire est traitée par l'instance disciplinaire compétente lors de la première séance utile.

Les délais sont prescrits à peine de déchéance.

Sous peine d'irrecevabilité, le refus est notifié par courrier électronique ou via la plateforme digitale applicable, soit par l'intéressé, soit par le correspondant qualifié de son club.

Si nécessaire, l'intéressé doit apporter la preuve de l'existence et de la validité de cette notification lors du traitement en première instance de l'affaire.

Article B11.21
Si la proposition transactionnelle est acceptée expressément ou tacitement, la sanction devient définitive et est considérée comme étant prononcée en dernière instance par l'instance disciplinaire compétente.

4 PROCÉDURE DISCIPLINAIRE

4.1 SAISINE

Article B11.22
Une procédure peut être introduite sur la base des actes suivants. L'instance compétente est déterminée uniquement sur la base de l'acte de saisine:

1° de plein droit sur la base d'un rapport d'arbitre;

Art. P
Pour les équipes premières du football professionnel, cela ne s'applique que pour l'exclusion directe (carte rouge);

Le rapport d'arbitre est envoyé via la plateforme digitale appropriée au greffe et au secrétaire du Comité Disciplinaire pour le football professionnel au plus tard le premier jour calendrier suivant le match, avant 10.00 heures.

Ce rapport est immédiatement envoyé au secrétariat du parquet.

Toutes les parties peuvent prendre connaissance du rapport et en obtenir une copie auprès du secrétaire de l'instance disciplinaire susmentionnée le premier jour ouvrable suivant le jour du match, à partir de 11.00 heures.

Art. A/V
Pour le football amateur, les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne le rapport d'arbitre:

Le rapport d'arbitre, qui indique la raison de l'exclusion ou des incidents, sera envoyé via la plateforme digitale au secrétaire de l'instance disciplinaire compétente au plus tard avant 17.00 heures le premier jour ouvrable suivant le jour du match.

Ce rapport sera transmis par l'administration concernée au parquet au plus tard le troisième jour ouvrable suivant le jour du match, avant 12.00 heures.

Toutes les parties peuvent prendre connaissance du dossier et/ou en obtenir une copie auprès du secrétaire de l'instance disciplinaire susmentionnée le deuxième jour ouvrable suivant le jour du match, sauf en cas de force majeure.



- Championnats masculins des jeunes élite, divisions nationales féminines, divisions nationales de futsal et matches amicaux ou tournois entre des équipes ACFF et VV:

  Le rapport d'arbitre, qui indique la raison de l'exclusion ou des incidents, sera envoyé via la plateforme digitale au secrétaire de l'instance disciplinaire compétente au plus tard avant 17.00 heures le premier jour ouvrable suivant le jour du match.

  Ce rapport sera transmis par l'administration concernée au parquet Voetbal Vlaanderen au plus tard le troisième jour ouvrable suivant le jour du match, avant 12.00 heures.

  Toutes les parties peuvent prendre connaissance du dossier et/ou en obtenir une copie auprès du secrétaire de l'instance disciplinaire susmentionnée le deuxième jour ouvrable suivant le jour du match, sauf en cas de force majeure.

- Compétitions des divisions 1, 2 et 3, divisions provinciales, autres championnats de jeunes, matches amicaux ou tournois entre équipes VV, compétition régionale féminine, futsal provincial et interprovincial, football et futsal récréatif, minifoot:

  Le rapport d'arbitre, qui indique la raison de l'exclusion ou des incidents, est transmis via la plateforme digitale au secrétaire de l'instance disciplinaire compétente au plus tard le premier jour ouvrable suivant le jour du match avant 17.00 heures.

  Le rapport d'arbitre, qui indique la raison de l'exclusion ou des incidents, sera envoyé au parquet Voetbal Vlaanderen par l'administration concernée au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant le jour du match, avant 12.00 heures.

  Toutes les parties peuvent prendre connaissance du dossier et/ou en obtenir une copie auprès du secrétaire de l'instance disciplinaire susmentionnée le deuxième jour ouvrable suivant le jour du match à partir de 14.00 heures, sauf en cas de force majeure.

En cas de procédure concernant notamment un potentiel fait de discrimination et/ou de racisme dans laquelle intervient le Parquet UB, celui-ci peut décider de classer le dossier sans suite compte tenu des éléments qui y sont repris, dont le rapport d'arbitre.

2° à l'initiative du parquet au moyen d'une action fédérale:

a) en cas d'infraction présumée au règlement fédéral;
b) à la suite de l'exercice du droit positif d'injonction par le Conseil d'Administration de l'URBSFA ou les ailes;

3° sur base d'une réclamation d'un club ou d'un affilié dans les cas prévus par le règlement fédéral.

Le terme « réclamation » comprend également les termes « plainte » ou « recours » dans les cas où il est utilisé dans le règlement fédéral.

4° sur base d'une demande du Département de l'Arbitrage Voetbal Vlaanderen en ce qui concerne la procédure disciplinaire à l'encontre d'un arbitre ou la saisine par la chambre administrative du Département de l'Arbitrage Voetbal Vlaanderen.

Article B11.23
À l'exception des poursuites disciplinaires fondées de plein droit sur un rapport d'arbitre, la procédure est initiée, sous peine de nullité, sur la base d'une action fédérale ou une requête répondant aux exigences suivantes:

1° elle contient un exposé des faits permettant de déterminer la nature du litige et de convoquer les parties mises en cause dans l'affaire, soit en mentionnant ces faits, soit en faisant référence aux faits tels qu'exposés dans un rapport joint au document;

2° elle est signée par:

a) le correspondant qualifié ou l'avocat du club, si elle est introduite par un club;
b) la partie intéressée elle-même, son représentant légal, son avocat ou le correspondant qualifié de son club, si elle est introduite par un autre affilié;
c) par un membre du parquet si l'affaire est introduite par le parquet.

3° elle est expédiée via la plate-forme digitale applicable ou par e-mail au greffe compétent, à l'exception du parquet pour lequel le dépôt d'un procès-verbal au greffe est également valable.

4.2 RECEVABILITÉ

Article B11.24
Une réclamation d'un club ou d'un affilié n'est recevable que si:

1° la partie demanderesse a la qualité et l'intérêt pour l'introduire;
2° elle satisfait aux exigences de forme;
3° elle est introduite dans les délais réglementaires;
4° le droit d'inscription est payé.

Une action fédérale n'est recevable que si:

1° elle satisfait aux exigences de forme;
2° elle a été introduite dans le délai réglementaire.

Article B11.25
Seule l'instance disciplinaire compétente peut prononcer l'irrecevabilité.

En cas d'irrecevabilité manifeste ou d'urgence, le président de l'instance disciplinaire peut immédiatement déclarer l'irrecevabilité.

4.3 DÉLAIS ET PRESCRIPTION

Article B11.26
Les réclamations ou les actions fédérales doivent être introduites dans un délai déterminé. Après écoulement de ce délai, la prescription prend cours.

Article B11.27
La prescription est soulevée d'office.

Article B11.28
Les délais d'introduction d'une réclamation ou d'une action fédérale sont prescrits à peine de déchéance.

Article B11.29
Sauf délais particuliers, les réclamations et actions fédérales sont prescrites après deux ans à partir du jour qui suit celui où le fait s'est produit.

Article B11.30
Les délais spéciaux repris ci-dessous s'appliquent aux réclamations et actions fédérales qui concernent les faits suivants:

Faits	Délai de prescription de la réclamation / action fédérale / transaction
- Données incorrectes sur la feuille de match - Erreurs trouvées dans l'attribution des cartes jaunes et rouges	- En cas de feuille de match version papier: le premier jour ouvrable suivant celui du match; ou, pour le football récréatif et le minifoot: le deuxième jour ouvrable suivant le jour du match, ou - En cas de feuille de match digitale: le premier jour ouvrable suivant celui de la clôture de la feuille de match digitale.
- Faits de jeu et autres faits survenus (à l'exception de la saisine de plein droit et/ou les faits de discrimination)	- En ce qui concerne les réclamations o Dans les sept jours qui suivent le match ou la prise de connaissance de l'identité de l'intéressé ou la prise de connaissance d'un nouveau fait sanctionnable. o En matches amicaux et matches de championnat, à l'exception des test-matches et des play-offs: dans les sept jours qui suivent le match. o Dans les test-matches, les play-offs, les matches de qualification et les matches du tour final: avant 12.00 heures du premier jour ouvrable qui suit le match. o En matches de coupe: au plus tard avant 12.00 heures le premier jour ouvrable suivant le match sauf exceptions/délais particuliers prévus dans les règlements des coupes provinciales - En ce qui concerne les actions fédérales et les transactions o Dans les sept jours qui suivent le match ou la prise de connaissance de l'identité de l'intéressé ou la prise de connaissance d'un nouveau fait sanctionnable.
- Qualification des joueurs	- En matches de championnat, à l'exclusion des test-matches et des matches de play-offs: dans les trente jours suivant l'infraction et, en tout état de cause, au plus tard dans les 4 jours suivant le dernier match du championnat. - Dans les test-matches, les play-offs, les matches de qualification et les compétitions de tour final: le premier jour ouvrable suivant le match, avant 12.00 heures. - En matches de coupe: o pour les quatre premières journées: au plus tard avant 12.00 heures du premier jour ouvrable suivant le jour de la clôture de la feuille de match par l'arbitre, l'instance compétente devant rendre sa décision par procédure d'urgence au plus tard le jeudi;

	○ Pour les matchs suivants: dans les sept jours suivant le match; ○ dans les délais particuliers prévus dans les règlements des coupes provinciales.
- L'affectation du joueur	- Dans les quatorze jours suivant la date à laquelle le club lésé pouvait avoir eu connaissance de l'affectation à un autre club.
- La validité de la démission de l'amateur dans le courant du mois d'avril (non-respect des règles de procédure et contestations se rapportant au statut du joueur)	- Avant le 17 mai de la saison en cours.
- Le refus ou la validation d'un transfert ou la réaffiliation pour circonstances spéciales	- Dans les quatorze jours suivant la publication du refus ou de la validation;
- Ouverture de négociations de transfert	- Dans les 90 jours à compter du jour qui suit la prise de connaissance du fait ayant donné lieu à la plainte ou à l'action fédérale.
- Indemnités de formation ACFF	- Au plus tard le 31 mars de la saison au cours de laquelle l'indemnité de formation doit être payée.
- La contestation par un affilié affecté d'une décision disciplinaire prise à son égard par un club	- Dans les quatorze jours qui suivent la date de la signification par recommandé de la décision.
- Les faits de falsification de matches	- Dans un délai de huit ans à compter du 1ier juillet suivant la saison au cours de laquelle la tentative intentionnelle ou le fait de falsification de match a été commis.
- Délits de dopage	- Huit ans à compter du jour suivant celui où la connaissance du délit de dopage a été acquise.
- Matières financières relatives aux matches de coupe	- Dans les 90 jours suivant le match auquel elles se rapportent.

4.4 DÉSISTEMENT D'ACTION

Article B11.31
Une action peut être retirée par la personne qui l'a introduite.

Le retrait d'une action n'affecte pas la possibilité de poursuite par le parquet.

Si une action est pendante devant une instance disciplinaire, elle peut être retirée à tout stade de la cause. En pareil cas, l'instance disciplinaire compétente détermine les conséquences du retrait.

4.5 CONVOCATION

Article B11.32
Le secrétariat de l'instance disciplinaire compétente convoque les parties.

Art. P
Les séances du Comité Disciplinaire pour le football professionnel et du Conseil Disciplinaire pour le football professionnel se tiennent les mardis, mercredis et vendredis.

Pour les matches du lundi (soir) donnant lieu à une exclusion directe, la convocation porte automatiquement sur la séance du Comité Disciplinaire pour le football professionnel du mercredi matin, qui se déroulera en principe de manière digitale.

Toutefois, lorsque cela coïncide avec un jour férié national, la séance est reportée à la prochaine séance utile.

Dans des cas exceptionnels, un jour de séance supplémentaire peut être fixé.

Art. A
Les jours de séance sont déterminés:

- pour la Commission Disciplinaire de L'ACFF le mercredi et le jeudi;
- pour le Comité d'Appel ACFF le mercredi ou le vendredi.

Toutefois, lorsque cela coïncide avec un jour férié national, la séance est reportée au jour ouvrable suivant ou avancée au jour ouvrable précédent.

Dans des cas exceptionnels, une séance supplémentaire peut être fixée. Cette décision est prise en concertation entre le secrétaire et le président de l'instance.

Art. V
Les jours de séance sont déterminés:

- pour le Comité Disciplinaire Voetbal Vlaanderen le lundi;
- pour le Comité d'Appel Voetbal Vlaanderen le jeudi.

Toutefois, lorsque cela coïncide avec un jour férié national, la séance est reportée au jour ouvrable suivant ou avancée au jour ouvrable précédent.

Dans des cas exceptionnels, une séance supplémentaire peut être fixée. Cette décision est prise en concertation entre le secrétaire et le président de l'instance.

Article B11.33
Contrairement à ce qui précède, la convocation peut également avoir lieu de plein droit.

Art. P
En cas d'exclusion directe, l'intéressé est, de plein droit, convoqué à la prochaine séance appropriée de l'instance disciplinaire compétente (mardi, mercredi ou vendredi après le premier jour ouvrable suivant le dernier match de la journée de championnat en question). La personne concernée doit se présenter, sauf en cas d'acceptation expresse.

La procédure est toujours réputée contradictoire.

Art. A/V
En cas d'une procédure sur la base d'un rapport d'arbitre, l'intéressé est convoqué de plein droit à l'audience de l'instance disciplinaire dans la deuxième semaine suivant l'exclusion. La personne concernée doit se présenter en cas de refus exprès.

La procédure est toujours réputée contradictoire.

Les délais spécifiques repris ci-dessus ne sont pas d'application pour les dossiers qui concernent des infractions particulières (voir Livre B, Titre 11 - Litiges et procédures, Sous-titre 12 - Infractions particulières).

Etant donné que la procédure est toujours réputée contradictoire, il n'est pas possible d'introduire une opposition en cas de défaut.

Article B11.34
Les modalités suivantes s'appliquent à la convocation d'un club, d'un affilié ou d'un non affilié en première instance:

1° La convocation:

a) d'un club ou d'un affilié affecté se fait via le correspondant qualifié de son club.
Le correspondant qualifié est réputé informer immédiatement l'affilié affecté de la convocation.

b) d'un non affilié identifié, d'un affilié non-affecté ou un arbitre qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire est envoyée à l'adresse de son dernier lieu de résidence connu ou à son adresse électronique.

2° La convocation doit être envoyée au moins sept jours avant la date de l'audience, sous réserve des exceptions suivantes:

a) la Commission d'Enquête et le coordinateur d'Enquête: trois jours avant la date de l'entretien ou de l'audition;
b) la Commission des Licences: quatre jours avant la date de l'entretien ou de l'audition;
c) les saisines de plein droit;
d) le jour qui a été approuvé par les parties convoquées;
e) urgence motivée: le jour fixé par le président;
f) suspension préventive pour agression et/ou voies de fait sur un officiel de match: 24 heures avant l'heure de la décision.

3° La convocation indique:

a) le motif de la convocation avec, le cas échéant, une mention ou une référence aux faits reprochés;
b) le lieu, la date et l'heure de la séance;
c) l'identité ou la dénomination des parties concernées;
d) le cas échéant, le nom de l'arbitre qui a dirigé le match.

Article B11.35
Lorsqu'un mineur affilié affecté est convoqué, le correspondant qualifié de son club doit veiller à ce que la convocation soit remise immédiatement à un représentant légal du mineur concerné.

4.6 INTERVENTION VOLONTAIRE

Article B11.36
L'intervention volontaire est l'acte par lequel un club ou un affilié qui n'est pas partie à la cause indique vouloir le devenir.

Une intervention volontaire n'est recevable que si l'intéressé concerné démontre qu'il a un intérêt personnel et direct à intervenir.

Une intervention volontaire peut être initiée à tout stade de la cause, à l'exception d'évocation, jusqu'à la clôture des débats et est soumise aux mêmes exigences de forme que celles applicables à l'introduction d'une procédure.

L'intervention volontaire peut être déclarée irrecevable si elle entraîne un retard disproportionné dans le traitement de la demande principale.

4.7 DOSSIER DE PROCÉDURE

Article B11.37
Pour chaque affaire portée devant une instance disciplinaire, un dossier de procédure est ouvert.

Le dossier est conservé, sous forme digitale ou non, au secrétariat de l'instance disciplinaire compétente.

Article B11.38
Le dossier porte un numéro et contient tous les éléments utiles à l'instance disciplinaire compétente pour lui permettre de rendre une décision.

Le dossier comprend notamment:
1° la réclamation ou l'action fédérale, ou, le cas échéant, le rapport d'arbitre ou tout autre rapport sur base duquel la procédure a été initiée;
2° l'identification des parties et leur convocation ou, le cas échéant, leur acte de comparution/intervention volontaire;
3° le cas échéant, les conclusions ou autres pièces des parties.

Article B11.39
Le dossier peut être complété par des pièces via un dépôt auprès du secrétariat de l'instance disciplinaire compétente ou par voie digitale déterminée par la fédération.

Le dossier est aussitôt complété avec les pièces après leur dépôt ou leur transmission électronique.

4.8 CONSULTATION ET COMMUNICATION DU DOSSIER DE PROCÉDURE

Article B11.40
Chaque partie convoquée ou intervenante peut consulter le dossier de procédure:
1° sans déplacement de pièces, sur rendez-vous, au secrétariat de l'instance disciplinaire compétente, pendant les heures de bureau;
2° à partir de la convocation jusqu'à deux heures avant l'ouverture de l'audience.

Contrairement au paragraphe précédent, le président de l'instance disciplinaire compétente peut refuser la consultation à une partie intervenante si la demande est manifestement irrecevable. Aucun recours n'est possible contre cette mesure conservatoire.

Le secrétariat détermine les modalités concrètes de la consultation du dossier.

Les parties habilitées à consulter le dossier peuvent également obtenir une copie du dossier, le cas échéant en mettant à disposition une version électronique.

Article B11.41
Le cas échéant, le dossier est communiqué au parquet.

4.9 CONFIDENTIALITÉ DU DOSSIER

Article B11.42
Il est interdit de distribuer un dossier ou une partie de celui-ci à des personnes étrangères à l'affaire.

Les clubs et les affiliés assument toute responsabilité en la matière, même si la distribution est effectuée par leurs conseils.

 Toute forme de diffusion contraire à ces dispositions est sanctionnée par:

- une amende minimale de 1.000,00 EUR pour un club;
- lorsqu'il s'agit d'un affilié, une suspension minimale de trois mois pour toute activité pour ou dans le cadre de la fédération voire la radiation.

Article B11.43
Seuls les membres d'une même instance disciplinaire peuvent se concerter sur les affaires en cours, sauf disposition contraire.

4.10 JONCTION ET DISJONCTION

Article B11.44
Lorsque l'instance disciplinaire compétente estime que deux ou plusieurs affaires sont connexes ou liées, elle peut les joindre et les juger ensemble.

Article B11.45
Une instance disciplinaire supérieure peut, dans le cadre d'une réclamation ou d'une action multiple, décider sur des points qui relèvent de la compétence d'une instance disciplinaire inférieure, sauf stipulation contraire dans le règlement.

 Voir entre autres l'article B2.55 concernant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme.

4.11 COMPARUTION

Article B11.46
La comparution personnelle d'un club ou d'un affilié est obligatoire.

Toutefois, si l'intéressé justifie sa non-comparution personnelle pour des justes motifs au moins 24 heures avant l'audience:

1° il peut se faire représenter;
2° l'affaire peut être reportée une fois si cela ne porte pas préjudice au traitement de l'affaire.

 Si un joueur se trouve à l'étranger avec son club ou avec une équipe représentative et ne peut de ce fait se présenter en personne à la séance pour laquelle il a été convoqué, ceci est considéré comme une raison justifiée.

 Toute absence non justifiée d'un club ou d'un affilié peut être sanctionnée d'une amende de 50 à 500 euros pour les clubs et de 15,00 à 50,00 EUR pour les affiliés, qui peut être portée à 250,00 EUR en cas de récidive. L'amende peut être infligée pour chaque affaire pour laquelle la partie concernée a été convoquée, et cela lors de la même séance.

Article B11.47
La comparution personnelle d'un non-affilié est facultative. S'il ne comparaît pas en personne, il peut fournir des explications écrites et se faire représenter.

4.12 ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION

Article B11.48
Les affiliés et les clubs qui ont été convoqués ou qui doivent comparaître peuvent être assistés et/ou représentés conformément au règlement fédéral, sans préjudice de l'obligation de comparaître personnellement.

Article B11.49
Les arbitres et les membres des instances fédérales ne peuvent ni assister ni représenter un comparant devant une instance fédérale, même en tant qu'avocat.
Pour les membres des instances disciplinaires, cette disposition continuera à s'appliquer jusqu'à la fin de la saison suivant la fin de leur mandat au sein de la fédération.

4.13 DÉCISION PAR DÉFAUT

Article B11.50
À l'égard d'une partie qui ne comparaît pas, le jugement peut être rendu par défaut, sauf en cas de non-comparution à une convocation de plein droit, auquel cas la procédure est réputée avoir été menée dans le cadre d'une procédure contradictoire.

4.14 URGENCE

Article B11.51
L'urgence de l'affaire est toujours présumée.

L'instance disciplinaire compétente est tenue d'examiner le dossier au fond et, dans la mesure du possible, de rendre sa décision lors de l'audience au cours de laquelle il a été fixé.

Le report ne peut être accordé qu'en cas de force majeure ou à la suite d'une demande motivée de l'une des parties, sur base de motifs bien fondés, évalués par l'instance disciplinaire concernée. L'examen du dossier ne peut être reporté qu'à la prochaine audience de l'instance disciplinaire concernée, sauf en cas de force majeure.

Au cas où il y aurait une raison de le faire, le président de l'instance compétente établit un ordre du jour ou un calendrier pour le déroulement de la procédure et, le cas échéant, le dépôt des conclusions. Il s'agit d'une mesure d'ordre interne contre laquelle il n'est pas possible d'introduire un recours.

 Le paragraphe ci-dessus ne s'applique en principe pas dans le cas du traitement d'une exclusion directe (carte rouge).

Article B11.52
Sauf décision contraire de l'instance disciplinaire compétente, l'absence d'assistance du comparant ne peut en principe pas donner lieu à un report de l'affaire.

4.15 TRAITEMENT

Article B11.53
La procédure est orale, à l'exception de:

1° dans le cas de non comparution personnelle pour des motifs dûment communiqués et fondés, à moins qu'il ne fut décidé que dans ce cas la comparution personnelle est possible;
2° en cas de non comparution, si elle est facultative et si une procédure écrite a été choisie;
3° la procédure d'évocation, sauf si au moins une des parties concernées demande expressément à la Commission d'Evocation (par le biais de son secrétaire), et endéans le délai prévu à l'article B11.90, qu'une audience ait lieu, ou si la Commission d'Evocation estime qu'il est nécessaire qu'une audience soit tenue, auquel cas elle convoquera la ou les partie(s) concernée(s) endéans le délai de convocation prévu dans le présent règlement et elle indiquera dans la convocation les points pour lesquels elle souhaite obtenir des explications. Si une audience a lieu, la ou les partie(s) concernée(s) ne peuvent s'y exprimer que sur les questions de droit proposées dans les moyens de la demande d'évocation ou sur les fins de non-recevoir opposées à cette demande ainsi que répondre aux questions de la Commission d'Evocation;
4° si, à la demande de l'une des parties ou d'office, l'instance disciplinaire compétente décide que la procédure aura lieu en tout ou en partie par écrit.

4.16 CONCLUSIONS

Article B11.54
Chaque partie peut déposer des conclusions jusqu'au début de l'audience (avant les débats), à moins qu'un calendrier de procédure spécifique soit d'application.

Si les parties déposent des conclusions avant le début de l'audience, elles doivent les déposer au secrétariat de l'instance disciplinaire compétente.

En tout état de cause, la partie qui dépose les conclusions doit les communiquer directement aux autres parties impliquées dans l'affaire et, le cas échéant, au parquet, dans les délais fixés par l'instance disciplinaire compétente.

Les conclusions déposées tardivement et non communiquées à temps peuvent être exclues des débats.

Article B11.55
Les conclusions contiennent les éléments suivants:

1° les données d'identité de la partie ou des parties dont elles proviennent;
2° un exposé des faits pertinents pour la solution du litige;
3° la demande ou la défense de la partie qui conclut;
4° les moyens invoqués à l'appui de la demande ou de la défense;
5° la demande quant au dispositif.

4.17 COURS DE LA SÉANCE

Article B11.56
L'instance disciplinaire, présidée par le président faisant fonction, assure un débat contradictoire et:

1° entend les comparants;
   - dans la langue nationale de leur choix s'il s'agit d'instances nationales, ou
   - dans la langue de l'aile concernée s'il s'agit d'instances des ailes;
2° ne peut, sauf exceptions dont elle est seule juge, recevoir de communications que des comparants eux-mêmes; faculté est cependant laissée aux comparants de donner lecture de pièces rédigées par des tiers;
3° peut convoquer les personnes qu'elle estime devoir entendre;
4° peut, quand l'audition de témoins est nécessaire, les entendre soit ensemble, soit séparément; une confrontation restant cependant permise par après;
5° sans préjudice des compétences conférées au parquet, peut procéder à toute mesure d'instruction qu'elle juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission; requérir la communication de tous les documents, registres et procès-verbaux qu'elle désire consulter;
6° peut demander la communication de tous documents, archives et rapports;
7° donne le dernier mot au(x) comparant(s).

Article B11.57
L'instance disciplinaire établit un rapport des enquêtes effectuées et des témoignages recueillis. Le rapport est ajouté au dossier de la procédure

4.18 TRAITEMENT D'UNE AFFAIRE SUR LA BASE D'UN RAPPORT D'ARBITRE

Article B11.58
L'arbitre peut être convoqué en tant que témoin pour fournir des éclaircissements.

Article B11.59
Lors de l'examen des procédures disciplinaires sur base d'un rapport d'arbitre, les éléments suivants sont examinés:

- le rapport de l'arbitre est lu ou résumé;
- le parquet reçoit la parole;
- si des images sont utilisées, elles seront montrées devant l'instance disciplinaire au plus tard avant la clôture des débats;
- l'arbitre, éventuellement présent, répond uniquement aux éventuelles demandes de précisions des membres de l'instance disciplinaire;
- les faits rapportés par l'arbitre sont comparés aux explications du comparant;
- l'arbitre qui a reçu le cas échéant la parole, quitte la séance, mais reste à disposition de l'instance disciplinaire jusqu'au moment qui lui est indiqué par le président;
- le comparant ne peut intervenir de quelque manière que ce soit durant l'interrogatoire de l'arbitre, sauf à la demande ou avec l'accord du président;
- le comparant ou son représentant présente la défense;
- le président décide, après avoir entendu la défense, si l'arbitre doit à nouveau être entendu;
- une éventuelle réponse du parquet;
- le dernier mot revient au comparant.

4.19 RÉCUSATION

Article B11.60
La récusation est la possibilité pour une partie de demander qu'un membre d'une instance disciplinaire ne connaisse pas ou plus de l'affaire en raison de faits et circonstances qui pourraient compromettre son impartialité et/ou son indépendance.

La procédure de récusation s'applique également aux arbitres des instances arbitrales de l'URBSFA.

Article B11.61
Les membres des instances disciplinaires peuvent, au regard de leurs fonctions, être récusés pour les mêmes motifs que ceux prévus pour les juges ou les arbitres dans le Code Judiciaire.

La composition de chaque instance disciplinaire est mise à disposition en ligne.

Article B11.62
Tout membre d'une instance disciplinaire, qui sait ou qui doit savoir qu'il existe un motif de récusation dans son chef, doit s'abstenir d'intervenir dans l'affaire.

Article B11.63
Quiconque veut proposer une ou plusieurs récusation(s) de membres d'une instance disciplinaire, doit le faire, sous peine de déchéance, avant l'entame des débats, sauf si le motif de récusation naît ultérieurement.

Article B11.64
A peine d'irrecevabilité, la demande de récusation doit être introduite par un acte signé et déposé au greffe de l'instance disciplinaire concernée, lequel comporte les moyens de récusation.

La demande de récusation est notifiée au membre concerné et aux autres membres de l'instance disciplinaire qui traite l'affaire dans les 24 heures.

Le membre concerné de l'instance disciplinaire est tenu, dans les 48 heures suivant la notification de communiquer une déclaration au secrétariat par laquelle il accepte ou refuse la récusation. En cas de refus, le membre concerné doit obligatoirement répondre aux motifs de récusation.

A défaut de réponse du membre récusé dans les 48 heures à compter de la notification au dit membre, il est considéré comme ayant accepté la récusation. Le membre concerné peut également se retirer de lui-même. Cela n'implique pas nécessairement qu'il reconnait le bien-fondé de la requête en récusation.

A compter du jour du dépôt de la demande de récusation, tous les actes de la procédure sont suspendus, à moins que la demande de récusation ne soit déclarée manifestement irrecevable ou dilatoire par l'instance disciplinaire.

Dans les trois jours suivant la réponse du membre de l'instance disciplinaire qui refuse de se départir de l'affaire, le greffe renvoie la demande de récusation et la déclaration du membre de l'instance disciplinaire à la Commission d'Evocation composée sans le membre récusé s'il s'agit d'un membre de la Commission d'Evocation.

Dans les sept jours suivant la réception du dossier, la Commission d'Evocation se prononce sur la récusation, sur la base d'une procédure purement écrite. Aucun recours n'est possible contre cette décision.

4.20 PUBLICITÉ DES AUDIENCES

Article B11.65
Les audiences des instances disciplinaires sont publiques.

Article B11.66
Le président de l'instance disciplinaire compétente peut ordonner le huis clos, soit à la requête des comparants, soit d'office en cas de perturbation réelle ou imminente de l'ordre public, d'atteinte aux bonnes mœurs ou encore lorsque les intérêts de mineurs ou la protection de la vie privée des parties le nécessite. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

Article B11.67
Dans chaque instance disciplinaire, le président ou celui qui assume les fonctions du président assure le bon déroulement des séances et dirige les débats.

Les membres du public qui se méconduisent, qui ne maintiennent pas le silence ou qui expriment des signes d'approbation ou de désapprobation peuvent se voir refuser l'accès à l'audience par le président.

Le président veille à ce que les images et les enregistrements sonores ne soient captés qu'après consultation préalable et ne perturbent pas le bon déroulement de l'audience.

4.21 DÉLIBÉRÉ ET DÉCISION

Article B11.68
Une fois que l'affaire a été examinée, les débats sont clos et l'affaire est mise en délibéré. Le délibéré est secret.

Article B11.69
Sauf stipulation contraire, les décisions des organes collégialement composés sont valables lorsqu'au moins trois membres siègent au moment où elles sont prises et après délibération secrète.

Article B11.70
Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. La voix du président est prépondérante en cas de parité.

Article B11.71
Toutes les décisions doivent être motivées.

Article B11.72
Les décisions sont contresignées par au moins un membre ayant pris part à la délibération et par le secrétaire de l'instance disciplinaire compétente.

4.22 PUBLICATION

Article B11.73
Les décisions des instances disciplinaires font l'objet d'une publication dans le journal officiel fédéral, sans préjudice de la possibilité d'informer par écrit les parties à la cause d'une décision et sous réserve de dérogations dans le règlement fédéral.

La publication dans le journal officiel fédéral contient une version intégrale ou raccourcie de la décision.

La notification indique également comment et dans quel délai un appel peut être introduit contre la décision.

La notification via la plateforme digitale ou par e-mail sert de notification pour la période pendant laquelle un recours peut être exercé, sauf si l'instance disciplinaire compétente décide de notifier la décision par courrier recommandé aux parties, auquel cas les délais impartis pour exercer un recours commenceront à courir à partir de la date d'expédition (date du cachet de la poste).

Art. P
Les décisions du Comité Disciplinaire pour le football professionnel et du Conseil Disciplinaire pour le football professionnel en cas de saisine de plein droit sur base d'un rapport d'arbitre seront notifiées par le secrétaire de la séance par e-mail ou via la plateforme digitale applicable à la personne concernée via le correspondant qualifié de son club et, le cas échéant, à son conseil.

Les décisions du Comité Disciplinaire pour le football professionnel suite à une exclusion directe lors d'un match du lundi (soir) seront notifiées au plus tard le mercredi à 12h00.

Art. A
Les décisions de l'instance compétente en cas de saisine de plein droit sur base d'un rapport d'arbitre seront notifiées par le secrétaire de la séance à l'intéressé par e-mail ou via la plateforme digitale applicable, au plus tard le premier jour ouvrable suivant le jour du prononcé, à la personne concernée via le correspondant qualifié de son club et, le cas échéant, à son conseil.

Si la décision est prise un vendredi, elle sera signifiée le jour même.

Art. V
A l'exception des décisions prises par le Comité Sportif URBSFA, les décisions de l'instance compétente en cas de saisine de plein droit sur base d'un rapport d'arbitre seront notifiées par le secrétaire de la séance à l'intéressé par e-mail ou via la plateforme digitale applicable, au plus tard le premier jour ouvrable suivant le jour du prononcé, à la personne concernée via le correspondant qualifié de son club et, le cas échéant, à son conseil.

Les décisions de l'instance compétente en cas de saisine de plein droit sur base d'un rapport d'arbitre seront notifiées par le secrétaire de la séance à l'intéressé par e-mail ou via la plateforme digitale applicable, au plus tard à 12h00 du premier jour ouvrable suivant le jour du prononcé, à la personne concernée via le correspondant qualifié de son club et, le cas échéant, à son conseil.

Si la décision est prise un vendredi, elle sera signifiée le jour même.

4.23 CONSÉQUENCES

Article B11.74
Chaque décision finale a l'autorité de chose jugée à partir de son prononcé.

L'autorité de la chose jugée empêche la demande ou l'action fédérale d'être à nouveau introduite.

L'autorité de la chose jugée demeure tant que la décision n'a pas été réformée.

Article B11.75
Dès qu'une décision n'est plus susceptible de recours ordinaire, elle a force de chose jugée.

Article B11.76
Chaque club et chaque affilié est obligé de respecter toute décision coulée en force de chose jugée en agissant de bonne foi.

4.24 MOYENS DE RECOURS

4.24.1 Aperçu général

Article B11.77
Sous réserve de dispositions contraires, toute décision rendue est susceptible de recours:

Les recours sont introduits dans les délais prévus par le règlement fédéral. Ces délais sont prescrits sous peine de déchéance.

Aucun moyen de recours n'est possible contre les mesures d'ordre intérieur.

Cela concerne:

Recours ordinaires	- opposition; - appel*; - recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le sport*.
Recours extraordinaires	- tierce opposition; - évocation.

* A lire comme un appel ou un recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport.

Article B11.78
Aucun recours n'est possible contre les décisions relatives à la qualification lors de test-matchs, matchs de barrage, matchs de qualification ou matchs de tour final.

Par "qualification", on entend tant la qualification des équipes que celle des joueurs.

Article B11.79
Un recours peut être introduit contre une décision concernant des transferts pour circonstances spéciales, que ce soit par le joueur ou le club qu'il veut quitter, mais jamais par le club pour lequel il souhaite être qualifié.

Article B11.80
Aucun recours n'est possible contre une décision d'une instance disciplinaire ou de son président déclarant une intervention volontaire ou une tierce opposition irrecevable ou inadmissible.

4.24.2 Opposition

Article B11.81
L'opposition n'est possible que contre les décisions par défaut qui ne sont pas susceptibles d'appel.

L'opposition contre une décision par défaut en dernière instance doit, à peine de déchéance, être introduite dans un délai de sept jours, prenant cours le premier jour ouvrable suivant la publication dans le journal officiel fédéral, et satisfaire aux conditions de forme prévues pour l'introduction d'une action.

L'opposition ne suspend pas l'exécution de la décision intervenue.

La partie opposante qui fait défaut une seconde fois ne peut plus faire à nouveau opposition.

4.24.3 Appel

Article B11.82
Les appels doivent, sous peine d'irrecevabilité, être introduits dans les formes prévues pour leur introduction.

Sauf stipulation contraire, cela doit avoir lieu dans un délai de sept jours prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision querellée.

Le parquet peut interjeter un appel dans le même délai. Si une autre partie interjette appel, le parquet dispose d'un délai supplémentaire de deux jours ouvrables pour suivre l'appel.

> PL **Art. P**
> En cas de saisine de plein droit, un recours contre une décision du Comité Disciplinaire pour le football professionnel est introduit par e-mail ou via la plateforme digitale applicable avant 12.00 heures le deuxième jour calendrier suivant la notification de la décision au correspondant qualifié du club de l'intéressé.
>
> Si l'intéressé interjette appel, le parquet dispose d'un délai supplémentaire courant jusqu'à 20.00 heures le deuxième jour suivant la notification de la décision pour interjeter un appel. À cette fin, seule la plateforme digitale applicable (Conseil Disciplinaire pour le football professionnel) ou l'adresse e-mail doivent être utilisées.
>
> En cas de traitement par le Comité Disciplinaire pour le football professionnel le mercredi, soit à la suite d'une exclusion directe lors d'un match du lundi (soir), soit en raison d'un jour férié, l'appel doit être interjeté au plus tard avant 12.00 heures du premier jour civil suivant la notification de la décision prise, à condition que cette notification ait eu lieu au plus tard avant 12.00 heures le jour de la décision. Dans ce cas, le Parquet UB dispose d'un délai supplémentaire jusqu'à 20.00 heures le premier jour suivant la notification de la décision prise pour suivre l'appel.
>
> L'adresse e-mail est: disciplinary.council@rbfa.be

L'audience du Conseil Disciplinaire pour le football professionnel doit avoir lieu le mardi ou le vendredi suivant le jour de l'expiration du délai d'appel.

Art. A

En cas de saisine de plein droit, un recours contre une décision de la Commission Disciplinaire ACFF est introduit par e-mail ou via la plateforme digitale applicable avant 12.00 heures le troisième jour calendrier suivant la notification de la décision au correspondant qualifié du club de l'intéressé. Si l'intéressé interjette appel, le parquet dispose d'un délai supplémentaire courant jusqu'à 20.00 heures le troisième jour suivant la notification de la décision pour interjeter un appel. À cette fin, seule la plateforme digitale applicable (Comité d'Appel) ou l'adresse e-mail doivent être utilisées.

L'adresse e-mail est: greffe@acff.be

Art. V

En cas de saisine de plein droit, un recours contre une décision du Comité Disciplinaire Voetbal Vlaanderen est introduit par e-mail ou via la plateforme digitale applicable avant 23.59.00 heures du premier jour calendrier suivant la notification de la décision au correspondant qualifié du club de l'intéressé. Si l'intéressé interjette appel, le parquet dispose d'un délai supplémentaire courant jusqu'à 12.00 heures du deuxième jour suivant la notification de la décision pour interjeter un appel. À cette fin, seule la plateforme digitale applicable (Comité d'Appel Voetbal Vlaanderen) ou l'adresse e-mail doivent être utilisées.

L'adresse e-mail est: griffie@voetbalvlaanderen.be

Article B11.83

Le greffe compétent transmet l'acte d'appel à l'instance disciplinaire compétente ainsi qu'une notification relative à celui-ci à l'instance disciplinaire qui s'est prononcée en première instance et à toutes les parties intéressées autres que l'appelante.

Article B11.84

Tout appel d'une décision non coulée en force de chose jugée ou avant dire droit saisit l'instance d'appel du litige dans sa totalité.

L'effet dévolutif n'est que partiel si la formulation de l'appel le mentionne clairement. Dans ce cas, l'instance d'appel s'en tient strictement auxdits points.

Article B11.85

Sous réserve des exceptions prévues dans le règlement fédéral, un appel interjeté régulièrement à la suite d'une décision prise par une instance disciplinaire suspend l'exécution de celle-ci.

L'appel n'est pas suspensif lorsqu'il est interjeté contre:

1° une suspension d'au moins cinq matches effectifs de la compétition officielle;
2° une décision qui a déclaré irrecevable un refus d'une proposition transactionnelle;

3° une décision pénalisant un club de jouer au moins trois matchs à huis clos.

Le recours n'est pas non plus suspensif si le président décide *prima facie* qu'il est manifestement irrecevable ou inadmissible.

4.24.4 Tierce opposition

Article B11.86
La tierce opposition est une voie de recours extraordinaire permettant de s'opposer à une décision d'une instance disciplinaire. Elle est ouverte aux clubs et aux affiliés qui s'estiment personnellement lésés par une décision prise dans une affaire à laquelle ils n'ont pas été partie.

La tierce opposition peut être exercée contre une décision rendue aussi bien en première instance qu'en degré d'appel mais pas contre une décision de la Commission d'Evocation.

La tierce opposition doit être introduite dans un délai de sept jours prenant cours le premier jour ouvrable suivant celui de la publication de la décision querellée, et doit, sous peine d'irrecevabilité, répondre aux conditions de forme applicables à l'introduction d'une action.

La tierce opposition est dans tous les cas dirigée contre toutes les parties impliquées dans l'affaire.

Dès qu'une tierce opposition est formée, le greffe compétent en accuse réception à la partie qui l'a formée et en transmet une copie aux autres parties, y compris au parquet.

La tierce opposition ne suspend pas l'exécution de la décision prise.

4.24.5 Évocation

Article B11.87
Une demande d'évocation est une voie de recours extraordinaire qui peut être utilisée contre une décision, lorsqu'une infraction au règlement fédéral ou une violation de la loi est établie, ou sur base d'un fait nouveau établi qui est de nature à modifier la décision initiale d'une instance disciplinaire.

Après évocation, la décision est renvoyée à l'instance disciplinaire qui l'a prise, mais dans une composition différente.

Une demande d'évocation peut uniquement être introduite contre une décision d'une instance disciplinaire ne pouvant pas/plus faire l'objet d'un recours ordinaire. Les décisions de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une demande d'évocation.

Article B11.88
L'évocation est soumise aux conditions de recevabilité suivantes:

1° Une demande d'évocation doit, à peine de déchéance, être introduite dans les délais repris ci-après et, sous peine d'irrecevabilité, dans les formes réglementaires prévues:

a) par les parties à la décision rendue en appel, de manière digitale, au plus tard le septième jour suivant celui du prononcé de la décision querellée ou de la découverte du fait nouveau;
b) par le parquet, par dépôt de l'acte au greffe fédéral, au plus tard le septième jour suivant celui du prononcé ou la découverte du fait nouveau.

2° La demande est motivée et signée:

a) par le correspondant qualifié ou l'avocat du club, si elle est introduite par un club;
b) par l'intéressé lui-même, son représentant légal, le correspondent qualifié mandaté ou son avocat, si elle est introduite par un affilié ou par un non affilié;
c) par un membre du parquet si elle est introduite par le parquet;
d) par le secrétaire de l'instance disciplinaire si la demande émane de l'instance disciplinaire concernée.

3° La redevance est payée si la demande est faite par une personne autre que le parquet ou l'instance disciplinaire concernée.

Article B11.89
Dès qu'une demande d'évocation est introduite, sa réception est confirmée à la partie requérante et une copie de la demande est communiquée aux autres parties.

Article B11.90
Les autres parties disposent d'un délai de sept jours prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la date de notification pour:

1° sur demande écrite, consulter le dossier au siège fédéral ou en obtenir copie (digitale) à leurs frais;
2° déposer leur argumentation écrite avec les pièces qu'elles souhaitent joindre au dossier.

Ce délai ne peut être prorogé. Après son expiration, le dossier est définitivement constitué et le secrétaire le transmet à la Commission d'évocation.

Article B11.91
La Commission d'évocation examine les motifs de l'évocation invoqués, mais ne se prononce pas sur le fond du litige.

La Commission d'évocation ne renvoie l'affaire devant l'instance disciplinaire compétente qu'après avoir constaté une infraction au règlement fédéral, une violation de la loi ou un fait nouveau déterminant.

L'instance disciplinaire compétente à laquelle le cas a été renvoyé par la commission d'évocation se conforme aux principes énoncés dans la décision d'évocation.

Article B11.92
Le dépôt d'une demande d'évocation ne suspend pas l'exécution de la décision qui en fait l'objet.

5 PROCEDURE DEVANT LA COMMISSION DES LICENCES

5.1 EXAMEN DU DOSSIER DE LICENCE – EXAMEN DU CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Article B11.93
L'Auditorat pour les Licences prépare les dossiers, est en contact avec les clubs et fait part de ses conclusions à la Commission des Licences.

En particulier, l'Auditorat pour les Licences vérifie que les dossiers et toutes les informations fournies par les clubs sont complets, cohérents, vérifiables et répondent à toutes les exigences réglementaires. L'Auditorat pour les Licences peut à tout moment demander aux clubs des documents supplémentaires.

L'Auditorat pour les Licences peut être assisté par l'administration fédérale et par des experts externes.

Article B11.94
Durant l'examen des dossiers, l'Auditorat pour les Licences participe aux audiences de la Commission des Licences.

Après avoir entendu le rapport de l'Auditorat pour les Licences, la Commission des Licences traite la demande de licence du club comme suit:

- La Commission des Licences peut accorder la licence *de plano* lorsque le club respecte pleinement toutes les conditions de la licence demandée. Dans ce cas, le club n'a pas besoin d'être convoqué.
- Si la Commission des Licences estime que la licence demandée ne peut pas être accordée *de plano*, elle demande au club, par l'intermédiaire de l'Auditorat pour les Licences, de soumettre des documents supplémentaires dans le délai fixé et de se présenter.

La demande de soumission de documents supplémentaires est indiquée sur la feuille d'audience.

La Commission des Licences fixe la date, le cas échéant après intervention de l'Auditorat pour les Licences, de l'examen du dossier.

PL Après avoir entendu le rapport de l'Auditorat pour les Licences et, le cas échéant, du cessionnaire, la Commission des Licences traitera la demande relative au changement de contrôle du club comme suit:

- La Commission des licences peut décider de ne pas émettre de réserve quant à la notification du changement de contrôle si, à première vue, le changement ne semble pas enfreindre le Règlement fédéral;
- Si la Commission des Licences estime *prima facie* qu'elle doit émettre une réserve concernant le changement de contrôle envisagé, elle demandera au club, par l'intermédiaire de l'Auditorat pour les Licences, de présenter et de soumettre des documents supplémentaires dans le délai imparti.

5.2 CONVOCATION ET TRAITEMENT DEVANT LA COMMISSION DES LICENCES

Article B11.95
La convocation est envoyée quatre jours avant la date de l'audience ou de l'audition. Les clubs convoqués sont tenus de se présenter.

Il s'agit d'un délai de convocation général pour la Commission des Licences (qui s'applique également, sans que cette liste ne soit exhaustive, en cas d'infraction aux règles concernant les licences, *transmission* d'un dossier par le Clearing Department URBSFA, ou de rachat de clubs).

Article B11.96
Les preuves montrant que le club remplit bien les conditions de la licence 3 jours ouvrables avant l'audience devant la Commission des Licences durant laquelle l'affaire sera traitée, doivent être soumises au moins 24 heures avant le début de l'audience durant laquelle l'affaire sera traitée par le biais du système de licences digitalisé.

Les preuves qui sont soumises en dehors de ce délai seront écartées de plein droit du dossier et des débats.

Le système de licences digitalisé est une plateforme digitale créée sur mesure qui est gérée exclusivement par l'Auditorat pour les Licences.

Le système digitalisé sera automatiquement fermé 24 heures avant l'audience.

Article B11.97
Si le club ne se présente pas, la Commission des Licences prendra une décision sur la base des documents dont elle dispose et la décision sera réputée être contradictoire.

Article B11.98
L'intervention volontaire n'est pas autorisée devant la Commission des Licences.

Il n'est pas dérogé à cette règle au profit du cessionnaire potentiel dans le cadre d'une procédure relative à un changement de contrôle.

Article B11.99
Sauf demande expresse du club, les audiences ne sont pas ouvertes au public.
La décision est publiée.

5.3 DÉCISION ET NOTIFICATION

Article B11.100
La décision de refuser ou d'accorder une licence est prise, après examen du rapport et de l'avis de l'Auditorat pour les Licences, en tenant compte de tous les éléments de fait tels qu'ils existent jusqu'à la veille de l'audience de la Commission des Licences au cours de laquelle l'affaire est traitée et qui ont été transmis dans les délais prévus ci-dessus.

Le rapport de l'Auditorat pour les Licences fait autorité mais n'est pas contraignant pour la Commission des Licences, qui peut s'en écarter de manière justifiée.

Article B11.101
Afin de garantir l'égalité de traitement des clubs, toutes les demandes de licence doivent avoir fait l'objet d'une décision en première instance par la Commission des Licences, dans les délais suivants:

- pour les demandes concernant les divisions 1A et 1B: avant le 25 avril
- pour les demandes concernant la division 1 ACFF/VV et les demandes de licence de club amateur régional: avant le 25 avril
- pour la Super League: avant le 30 avril
- pour les demandes pour la division Elite du futsal: avant le 15 mai
- en ce qui concerne le fair-play financier: avant le 15 février
- en ce qui concerne la viabilité du football belge: avant le 15 février

Article B11.102
Les décisions de la Commission des Licences sont dûment motivées.

Celles-ci reprennent entre autres:

- les attestations, déclarations et faits prouvant ou non que la licence peut être accordée;
- les plans de remboursement, le cas échéant autorisés par les créanciers, des paiements dus tels que mentionnés dans les conditions générales de la licence, ainsi que la constatation du respect des délais;
- le cas échéant, les procédures en cours concernant les sommes litigieuses visées dans les conditions générales de la licence et l'examen de la gravité du litige.

Article B11.103
Toute décision de la Commission des Licences doit être notifiée au club concerné.

Les décisions de la Commission des Licences sont publiées, le cas échéant, sous forme abrégée dans le premier numéro du journal officiel fédéral qui suit.

6 RECOURS AUPRÈS DE LA COUR BELGE D'ARBITRAGE POUR LE SPORT (CBAS)

6.1 CONDITIONS ET MODALITÉS

Article B11.104
Dans le cadre de ce règlement, il est possible d'introduire un recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport contre les décisions prises en première instance par le Conseil Disciplinaire du Football Professionnel, la décision relative au schéma des journées prise par le Manager du Calendrier Pro League, contre les décisions prises en première instance par la Commission des Licences relatives aux demandes d'octroi d'une licence division 1 ACFF/VV, club amateur régional VV, Super League Football féminin, UEFA Women's Champions

League et Futsal Elite, au contrôle des conditions d'octroi de licence division 1 ACFF/VV, Super League Football féminin et Futsal Elite et à la notification d'éléments intervenus postérieurement et contre les décisions prises en première instance par la Commission de Contrôle.

Cela concerne également la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme et la Chambre nationale pour les Agents du Conseil Disciplinaire.

Pour tout recours contre une décision prise en première instance par la Commission de Contrôle, il y a lieu de tenir compte des dispositions pertinentes reprises dans le Livre A ou le Livre V en fonction de la licence concernée.

Article B11.105
L'introduction d'un recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport contre les décisions prises en première instance par le Conseil Disciplinaire pour le Football Professionnel (y compris la Chambre nationale pour les Agents) ou la Commission des Licences relatives aux demandes d'octroi d'une licence division 1 ACFF/VV, club amateur régional VV, Super League Football féminin, UEFA Women's Champions League et Futsal Elite, au contrôle des conditions d'octroi de licence division 1 ACFF/VV, Super League Football féminin et Futsal Elite et à la notification d'éléments intervenus postérieurement, suspend l'exécution de la décision prise. Ceci vaut également pour les décisions prises par la Commission de Contrôle.

L'introduction d'un recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport contre une décision prise en première instance par la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme du Conseil Disciplinaire pour le Football Professionnel:

- suspend l'exécution de la décision prise, si nécessaire par personne concernée, dans le cas où aucune violation des dispositions concernant l'interdiction de discrimination n'est retenue.

  Si une autre violation est retenue et que le recours est dirigé contre une suspension d'au moins cinq matches effectifs de la compétition officielle ou une décision par laquelle un club doit disputer au moins trois matches à huis clos, le recours n'est pas suspensif.
- ne suspend pas l'exécution de la décision prise, le cas échéant par personne concernée, dans le cas où une violation des dispositions concernant l'interdiction de discrimination est retenue.

L'introduction d'un recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport contre la décision du Manager du Calendrier Pro League relative au schéma des journées ne suspend pas l'effet de la décision.

L'introduction d'un recours auprès de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport contre d'autres décisions que celles mentionnées ci-avant ne suspend pas l'effet de la décision.

Article B11.106
A peine de nullité, le recours est introduit par courrier recommandé adressé à la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport et dirigé contre toutes les parties et l'URBSFA.

A peine de nullité, le recours contre la décision relative au schéma des journées prise par le Manager du Calendrier Pro League est introduit par courrier recommandé adressé à la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport et dirigé contre l'URBSFA.

Ce recours ne peut être introduit que par les parties suivantes:

1° Contre les décisions du Conseil Disciplinaire du Football Professionnel:
- une partie;
- le Parquet;
- un affilié ayant un intérêt, un intermédiaire ou un club.

2° En cas de décisions de la Commission des Licences relatives aux demandes d'octroi d'une licence division 1 ACFF/VV, club amateur régional VV, Super League Football féminin, UEFA Women's Champions League et Futsal Elite, au contrôle des conditions d'octroi de licence division 1 ACFF/VV, Super League Football féminin et Futsal Elite et à la notification d'éléments intervenus postérieurement:
- le club concerné;
- l'Auditorat pour les Licences
- un club tiers ayant un intérêt, venant:
    - du football professionnel 1A, 1B ou de la division 1 ACFF/VV en ce qui concerne les divisions 1A et 1B;
    - de division 1 ACFF/VV et division 2 ACFF/VV en ce qui concerne la division 1 ACFF/VV;
    - de division 2 ou 3 VV ou de division 1 provinciale VV en ce qui concerne la licence de club amateur régional VV;
    - de la Super League, de la division 1 nationale féminine ou les divisions interprovinciales VV et ACFF en ce qui concerne les licences de la Super League et les licences européennes pour les équipes de la Super League;
    - la division Elite du futsal en ce qui concerne les licences pour la division Elite futsal.

3° En cas de décisions de la Commission des Licences concernant le fair-play financier:
- le club concerné;
- le Département des Licences.

4° En cas de décision du Manager du Calendrier Pro League concernant le schéma des journées:
- un club concerné.

5° Contre une décision de la Commission de Contrôle concernant l'octroi ou le refus de la licence de club amateur régional ACFF:
- le club concerné;
- un club tiers intéressé, évoluant en division 2 ou 3 ACFF ou en division 1 provinciale ACFF.

Article B11.107

Le recours contre les décisions du Conseil Disciplinaire du Football Professionnel et contre les décisions de la Chambre Nationale pour la Lutte contre la Discrimination et le Racisme, adressé à la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport, doit être introduit dans un délai de sept jours à compter du jour de la signification de la décision contestée à la partie, et dans un délai

de sept jours à compter de sa publication en cas de tierce-opposition, et doit, à peine de nullité, remplir les conditions de forme requises pour une réclamation.

Le recours contre lesdites décisions de la Commission des Licences, adressé à la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport, doit être introduit dans un délai de trois jours ouvrables à compter du jour de la notification de la décision pour le club concerné, et dans un délai de trois jours ouvrables à compter de sa publication pour les autres parties, et doit satisfaire, à peine de nullité, aux conditions de forme requises pour une réclamation. Ceci vaut également pour les recours contre les décisions de la Commission de Contrôle.

Le recours contre la décision du Manager du Calendrier Pro League, adressé à la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport, doit être introduit dans un délai de sept jours ouvrables à compter du jour de la communication du schéma des journées par le Manager du Calendrier Pro League et doit, à peine de nullité, remplir les conditions de forme requises pour une réclamation.

Article B11.108
La partie qui introduit le recours doit payer les frais de l'arbitrage à la première demande et au plus tard dans un délai de trois jours ouvrables sous peine d'irrecevabilité de son recours.

Article B11.109
Un recours contre une décision provisoire ne peut être introduit qu'à partir de la notification de la décision finale.

Article B11.110
Le Collège Arbitral, siégeant en appel, connait de l'intégralité de l'affaire, tant en droit qu'en fait, et est pleinement compétente. Le Collège Arbitral juge l'affaire avec la même discrétion que la Commission des Licences, le Conseil Disciplinaire du Football Professionnel, la Chambre Nationale pour la Lutte contre la Discrimination et le Racisme, la Commission de Contrôle ou le Manager du Calendrier Pro League.

Article B11.111
Dans le cadre de cette procédure, le règlement de la Cour Belge d'Arbitrage pour le Sport s'applique en plus des dispositions énoncées dans la présente section, tel qu'il est en vigueur au jour de l'introduction du recours (voir www.bas-cbas.be).

6.2 PARTICULARITÉS POUR LES DOSSIERS DE LICENCE

Article B11.112
De par leur nature, les dossiers de licence sont considérés comme particulièrement urgents. Le Collège Arbitral traitera le dossier dans les plus brefs délais afin qu'une décision puisse être prononcée au plus tard:

- pour les demandes concernant la division 1 ACFF/VV et club amateur régional VV: le 22 mai
- pour la Super League: le 25 mai
- pour la division Elite du futsal: le 10 juin

Article B11.113

L'Auditorat pour les Licences doit obligatoirement être entendu dans le cadre de la procédure, sans toutefois être une partie distincte à la procédure.

Article B11.114
De par leur nature, les dossiers de licence contiennent des informations commerciales confidentielles. Les possibilités de consultation par des parties tierces disposant d'un intérêt après qu'elles aient introduit un recours ou qu'elles soient intervenues volontairement devant la CBAS sont toujours limitées aux parties non confidentielles du dossier de licence.

 Comme indiqué par le club concerné lors du dépôt et du remplissage du dossier.

Article B11.115
Le Collège Arbitral vérifie, comme prévu dans les conditions générales de licence, si les nouvelles dettes survenues depuis l'audience tenue devant la Commission des Licences ont été payées par le club, et ce jusqu'à 3 jours ouvrables avant l'audience au cours de laquelle l'affaire est traitée, et tiendra également compte de toute nouvelle information.

Article B11.116
Les preuves montrant que le club remplit bien les conditions de la licence 3 jours ouvrables avant l'audience devant le Collège Arbitral durant laquelle l'affaire sera traitée doivent être soumises au moins 24 heures avant le début de l'audience durant laquelle l'affaire sera traitée par le biais du système digital.

Le système digital sera automatiquement fermé 24 heures avant l'audience.

Les preuves qui sont soumises en dehors de ce délai seront écartées de plein droit des débats.

L'Auditorat pour les Licences transmettra toutes les pièces au Collège Arbitral. Il transmettra également une version non confidentielle au tiers intéressé éventuel intervenant dans la procédure.

Si le Collège Arbitral décide suite à un recours qu'un club a droit à une licence, la Commission des Licences se charge du suivi administratif.

7 RÉCLAMATION À LA CHARGE DE ET EXERCÉE PAR LES MEMBRES DES INSTANCES FÉDÉRALES

7.1 RÉCLAMATION À LA CHARGE DES MEMBRES DES INSTANCES FÉDÉRALES

Article B11.117
Lorsqu'une procédure est engagée pour des faits contraires au règlement fédéral ou qui constituent une atteinte grave à l'intégrité de la fédération ou du football, à l'exception de la falsification de match et du dopage et de la discrimination, même s'ils ne relèvent pas de son mandat et qu'il agit en son nom propre pour ceux-ci, aux frais d'un membre d'une instance fédérale, la procédure est initiée et traitée conformément aux dispositions énoncées ci-après:

1° Pour les membres des instances fédérales provinciales ACFF: la Commission Disciplinaire ACFF en première instance et le Comité d'Appel ACFF en degré d'appel;
2° Pour les membres des instances régionales qui relèvent de la compétence exclusive de l'ACFF: le Comité Sportif URBSFA en première instance et le Comité d'Appel URBSFA en degré d'appel;
3° Pour les membres des instances fédérales Voetbal Vlaanderen: le Comité Sportif URBSFA en première instance et le Comité d'Appel URBSFA en degré d'appel;
4° Pour les membres des organes stratégiques, du parquet, de la Commission d'Enquête, du Pool de spécialistes et des instances fédérales nationales: la CBAS.

Pour l'application du présent article, et uniquement pour déterminer la compétence, le membre qui cumule plusieurs fonctions est réputé appartenir à l'organe ayant le rang le plus élevé.

Lorsqu'une procédure est engagée pour des faits de falsification de match et de dopage, même s'ils ne relèvent pas de son mandat et qu'il agit en son nom propre pour ceux-ci, aux frais d'un membre d'une instance fédérale, la procédure est engagée et traitée conformément aux dispositions énoncées ci-après:

1° Pour les membres des instances fédérales provinciales ACFF: le Comité d'Appel en première instance et la CBAS en degré d'appel;
2° Pour les membres des instances régionales qui relèvent de la compétence exclusive de l'ACFF: le Comité d'Appel URBSFA en première instance et la CBAS en degré d'appel;
3° Pour les membres des instances fédérales Voetbal Vlaanderen: le Comité d'Appel URBSFA en première instance et la CBAS en degré d'appel;
4° Pour les membres des organes stratégiques, du parquet, de la Commission d'Enquête, du Pool de spécialistes et des instances fédérales nationales: la CBAS.

En cas de procédure pour des faits de discrimination, même s'ils sont étrangers à l'exercice de son mandat et s'il agit en son nom propre, à la charge d'un membre d'une instance fédérale, la procédure est engagée et instruite en première instance devant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme.

Voir Livre 2 – Organisation de la Fédération – Les instances disciplinaires.

Article B11.118
Lorsqu'une procédure est engagée pour des faits contraires au règlement fédéral ou qui constituent une atteinte grave à l'intégrité de la fédération ou du football, même s'ils ne relèvent pas de son mandat et qu'il agit en son nom propre pour ceux-ci, aux frais d'un membre d'une instance fédérale, lorsque plusieurs parties sont impliquées ou poursuivies, la procédure est engagée et traitée, pour des raisons de cohérence, par l'instance fédérale compétente, conformément aux dispositions générales.

7.2 RÉCLAMATION EXERCÉE PAR UN MEMBRE D'UNE INSTANCE FÉDÉRALE

Article B11.119

Lorsqu'une réclamation est exercée par une instance fédérale ou l'un de ses membres, les dispositions des articles B11.117 et B11.118 s'appliquent.

Lorsque la réclamation concerne une autre instance ou l'un de ses membres, la compétence est celle du plus haut responsable de la hiérarchie ou de la CBAS.

Il en va de même lorsqu'un membre d'une instance fédérale soumet une réclamation sur des faits dans lesquels il est personnellement impliqué. Si la réclamation porte sur des faits dont le rapport ne fait état que de faits étrangers aux intérêts de l'auteur, la qualité de l'auteur n'a aucune influence sur la détermination de la juridiction compétente.

8 LITIGES POUR SOMMES DUES

8.1 PROCÉDURE PRÉALABLE

Article B11.120
Avant d'engager la procédure en récupération d'une créance, le créancier doit notifier à son débiteur par voie de lettre recommandée une mise en demeure qui l'invite à apurer sa dette.

8.2 INTRODUCTION D'UNE RÉCLAMATION

Article B11.121
Le créancier peut introduire une réclamation auprès de l'URBSFA lorsque la dette n'est pas acquittée à l'échéance indiquée ou dans les sept jours suivant la date mentionnée sur le récépissé de la lettre recommandée susmentionnée, en tenant compte des délais de prescription. Il y joint toutes les pièces constitutives du dossier, dont notamment une copie du titre de la créance, un duplicata de la lettre de mise en demeure et la preuve de l'envoi recommandé.

8.3 LITIGES FINANCIERS EN CAS DE LA RÉAFFILIATION DE L'AMATEUR QUI A DÉMISSIONNÉ DANS LA PÉRIODE DU 1ER AU 30 AVRIL

Article B11.122
Si le litige concerne des dettes que l'amateur concerné, qui a démissionné durant la période allant du 1er au 30 avril, a encore auprès de son club précédent, la procédure sera poursuivie comme indiqué aux articles B11.120 et B11.121 repris ci-dessus.

Dans ce cas, l'amateur concerné ne peut plus être repris sur la feuille de match auprès de son nouveau club.

8.4 DÉCISION - INTÉRETS

Article B11.123
Si le litige a trait à d'autres dettes que celles visées à l'article B11.122 repris ci-dessus, les règles suivantes s'appliquent:

En cas de non-paiement, l'instance fédérale compétente fixe les termes et le délai de paiement. Elle peut aussi infliger des intérêts de retard qui, sauf convention contraire, sont calculés au taux de l'intérêt légal ayant cours en matière civile au jour d'exigibilité de la dette, augmenté de 4%.

Le jour d'exigibilité de la dette est celui de l'échéance contractuelle. Si aucune échéance contractuelle n'est prévue, l'échéance est fixée à la date (cachet postal faisant foi) de la mise en demeure visée à l'article B11.120 repris ci-dessus.

8.5 EXÉCUTION FORCÉE

Article B11.124
Si le débiteur n'exécute pas une décision coulée en force de chose jugée, le créancier informe l'URBSFA de cette carence. L'URBSFA met en demeure par lettre recommandée le club ou l'affilié défaillant d'apurer sa dette principale et/ou les intérêts dans un délai de sept jours.

Si aucune suite n'est donnée à cette injonction, le débiteur est placé en situation d'interdiction d'activités sportives.

En ce qui concerne l'exécution d'une décision arbitrale, il y a lieu de tenir compte des articles à ce sujet du Code Judiciaire.

9 LES RELATIONS ENTRE CLUBS ET AFFILIÉS

9.1 POUVOIR DISCIPLINAIRE DES CLUBS

Article B11.125
Quand un affilié affecté se met en défaut à l'égard de son club ou des autres affiliés affectés de celui-ci, le club peut lui infliger des sanctions appropriées.

Quand une sanction est infligée à un joueur, son incidence sur l'exécution du contrat est déterminée par les clauses qui y régissent les relations entre parties.

A défaut, lesdites sanctions n'exonèrent pas le club de l'exécution de ses obligations telles qu'elles résultent du contrat.

Article B11.126
Les sanctions prononcées par le club à charge de ses affiliés affectés doivent, à peine de nullité, être notifiées à ceux-ci par envoi recommandé.

La notification indique:

1° la date à laquelle la sanction a été prise;
2° la date à laquelle les faits ou manquements reprochés ont été commis et le résumé de ceux-ci;
3° la sanction infligée;
4° la possibilité d'introduire un recours dans les formes et délais prévus par le règlement fédéral.

Au plan fédéral, ces sanctions, qui sont prononcées par le club, ne sont pas des décisions de premier degré.

La loi du 8 avril 1965 sur le règlement du travail prévoit que seules les sanctions prévues par le règlement du travail peuvent être imposées; les sanctions doivent, à peine de nullité, être notifiées par l'employeur ou par son mandataire à ceux qui les ont encourues au plus tard le premier jour ouvrable suivant celui où le manquement est constaté; si la sanction consiste en une amende, le total des amendes imposées par jour ne peut dépasser un cinquième du salaire journalier.

Article B11.127
Un club ne peut infliger de sanctions:

1° à l'un de ses affiliés affectés pour refus de jouer sous le contrôle de la fédération, sauf si le joueur est lié contractuellement à ce club;
2° aux affiliés qui lui étaient affectés, pour des faits survenus après leur transfert définitif, leur désaffectation ou leur démission.

9.2 SANCTIONS POSSIBLES D'UN CLUB À L'ÉGARD D'UN AFFILIÉ LUI AFFECTÉ

9.2.1 Aperçu

Article B11.128
Un club peut prendre les sanctions suivantes à l'égard d'un affilié lui affecté:

1° un avertissement;
2° une amende;
3° une suspension;
4° une radiation ainsi qu'une proposition à la radiation.

Le club n'est pas compétent pour infliger une sanction à un délégué de terrain qui ne lui est pas affecté. Le club peut toutefois introduire une plainte auprès de l'instance disciplinaire compétente.

9.2.2 Amendes

Article B11.129
Un club peut infliger à tout affilié qui lui est affecté les amendes prévues dans son règlement d'ordre intérieur et, si le contrevenant est un joueur sous contrat, celles qui, aux termes du contrat, forment la loi des parties.

Sous peine de déchéance, le paiement de ces amendes est exigé endéans les 30 jours à partir de la notification de la sanction à l'intéressé.

Article B11.130

Si un joueur introduit un recours contre une sanction d'amende motivée par un manquement contractuel, les restrictions prévues soit dans le contrat conclu entre parties, soit dans le règlement fédéral, restent valables.

9.2.3 Suspension

Article B11.131
La suspension peut être d'une durée déterminée ou indéterminée.

L'affilié concerné est alors considéré comme suspendu par le club auquel il est affecté.

Article B11.132
Si le membre concerné est en même temps qualifié pour un club d'une autre discipline footballistique, le club sanctionnateur peut demander l'extension de la sanction à l'instance disciplinaire compétente.

9.2.4 Proposition à la radiation

Article B11.133
Un club peut proposer à la radiation un membre affilié qui lui est affecté en déposant une plainte auprès de l'instance disciplinaire compétente.

10 SANCTIONS DISCIPLINAIRES

10.1 GÉNÉRALITÉS

Article B11.134
Peuvent être sanctionnés:

1° tous les faits contraires au règlement fédéral, en ce compris toutes les obligations qui en découlent;
2° tous les faits qui constituent une atteinte grave à l'intégrité de la fédération ou au football en général.

Article B11.135
Sauf disposition contraire dans le règlement fédéral, l'application des sanctions ne requiert pas d'élément intentionnel.

Article B11.136
Les sanctions prennent effet:

1° en cas d'acceptation d'une proposition de transaction: le premier jour qui suit le jour de l'acceptation de la proposition de transaction;
2° en cas de décision en premier degré: le premier jour qui suit le jour d'expiration du délai d'appel, sauf si l'appel interjeté est suspensif;
3° en cas de décision prise à la suite d'une opposition après une décision rendue par défaut en première instance: à la date de prise d'effets de la décision rendue par défaut;
4° par décision de l'instance disciplinaire compétente à la suite de l'imposition d'une suspension préventive: la sanction imposée est exécutoire rétroactivement à partir de la date d'entrée en vigueur de la suspension préventive;

5° en cas de décision de deuxième degré après un appel suspensif: le premier jour ouvrable de la semaine qui suit celle du prononcé.

L'entrée en vigueur immédiate d'une suspension peut être décidée en cas de suspensions de date à date, à la condition d'en faire mention expresse dans la décision.

Cela vaut néanmoins sans préjudice des dispositions spéciales de dates de prise d'effets relatives aux:

- suspensions des affiliés dans le cadre des cartes jaunes et rouges.
- Les sanctions dans le cadre d'une procédure de plein droit sur la base d'un rapport d'arbitre, ou le cas échéant sur la base d'un rapport officiel:

Art. P

1° en cas d'acceptation d'une proposition de transaction: le premier jour qui suit le jour de l'acceptation de la proposition de transaction;
2° en cas de décision en première instance: le deuxième jour qui suit le jour de l'audience, à 12h00, sauf si un recours suspensif a été introduit;
3° en cas de décision de deuxième instance après un appel suspensif:
   - le jour du prononcé, une heure suivant la notification faite au plus tard à 18h00.
   - Si la décision a été notifiée après 18 heures, la sanction prendra effet le jour suivant.

Art. A

1° En cas d'acceptation d'une proposition de transaction: le premier jour ouvrable de la semaine qui suit l'acceptation de la proposition de transaction;
2° en cas de décision en première instance: le premier jour ouvrable de la semaine qui suit la notification de la décision, sauf si un appel suspensif a été introduit;
3° en cas de décision en deuxième instance après un appel suspensif:
   - en cas de notification de la décision le jour du prononcé: le jour suivant;
   - en cas de notification de la décision le jour calendrier qui suit le jour du prononcé: une heure après la notification.

Art. V

1° En cas d'acceptation d'une proposition de transaction: le cinquième jour ouvrable de la semaine qui suit l'acceptation de la proposition de transaction;
2° en cas de décision en première instance: le troisième jour ouvrable à 12.00 heures de la semaine qui suit la notification de la décision, sauf si un appel suspensif a été introduit;
3° en cas de décision en deuxième instance après un appel suspensif:
   - en cas de notification de la décision le jour du prononcé: le jour calendrier suivant à 12h00;
   - en cas de notification de la décision le jour calendrier qui suit le jour du prononcé: une heure après la notification.

10.2 SANCTIONS POSSIBLES

Article B11.137

Les sanctions disciplinaires ne sont prononcées que par une instance disciplinaire compétente, sans préjudice des dispositions relatives aux décisions de l'arbitre et à leurs conséquences administratives.

Article B11.138
Avant d'imposer une sanction, l'instance disciplinaire compétente dispose d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, en tenant compte des principes de proportionnalité et d'effectivité des sanctions.

En cas de suspension envisagée d'affiliés non-joueurs, une amende peut être imposée en complément ou à la place de la suspension, afin d'assurer l'effectivité de la sanction.

Article B11.139
Les instances disciplinaires ne peuvent imposer que des sanctions fondées sur le règlement fédéral.

Cela n'affecte pas la compétence de la fédération d'exécuter ou d'imposer les décisions prises par des instances sportives.

Article B11.140
Si une disposition du règlement fédéral prévoit expressément une sanction (dans une fourchette ou non), l'instance disciplinaire compétente applique alors la ou les sanction(s) spécifiée(s), à moins qu'une autre possibilité de sanction ne soit expressément prévue. Cependant, cela n'affecte pas la possibilité d'infractions multiples, auquel cas un cumul de sanctions est possible.

Si une disposition du règlement fédéral ne prévoit pas expressément de sanction (qu'elle soit ou non dans une fourchette), l'instance disciplinaire compétente peut alors appliquer une ou plusieurs des sanctions énumérées ci-après:

1° réprimande;
2° blâme;
3° amende;
4° suspension;
5° radiation.

Article B11.141
Toutefois, l'imposition d'une ou de plusieurs de ces sanctions est soumise aux dispositions énoncées ci-après et ne porte pas atteinte aux possibilités d'application de mesures alternatives ou d'un tableau indicatif.

10.3 MESURE ALTERNATIVE

Article B11.142
Une instance disciplinaire peut imposer une mesure alternative, après un débat contradictoire et à condition que la personne concernée accepte la mesure alternative, sauf dans les cas où le règlement prévoit la suspension ou la radiation à titre de sanction.

La mesure alternative a un caractère préventif ou réparateur et consiste à exécuter une mission ou prendre une mesure dans le but de promouvoir les valeurs sportives ou l'intérêt commun du football.

Article B11.143
L'instance disciplinaire mentionne dans sa décision:

1° à la place de quelle autre sanction applicable la mesure alternative est, en tout ou en partie, octroyée;
2° dans quel délai la partie concernée doit réaliser la mesure alternative.

Article B11.144
Si la partie concernée exécute la mesure alternative dans le délai imparti, cette dernière remplacera la sanction autrement applicable.

Si la partie concernée n'exécute pas la mesure alternative dans le délai imparti, la sanction originale s'appliquera immédiatement.

La partie concernée, sur demande, apporte la preuve de l'exécution de la mesure alternative. En l'absence de telle preuve, la mesure alternative est réputée ne pas avoir été exécutée.

10.4 SANCTION AVEC SURSIS

Article B11.145
Une sanction peut être prononcée, en tout ou en partie, avec un sursis.

Au sursis est liée une période probatoire d'un an, à moins que l'instance disciplinaire compétente ne fixe expressément et en le motivant une période plus courte.

Article B11.146
Une suspension avec sursis pour la durée d'un nombre déterminé de matches devient effective lorsque pendant la période probatoire, l'affilié sanctionné commet une infraction donnant lieu à une nouvelle suspension disciplinaire.

Une suspension de date à date avec sursis devient effective lorsque pendant la période probatoire, l'affilié sanctionné commet une infraction donnant lieu à une nouvelle suspension de date à date.

Article B11.147
Une sanction, autre qu'une suspension, reportée devient effective si, au cours de la période probatoire, l'affilié ou le club sanctionné commet une infraction similaire qui devrait être sanctionnée sur la base de la même disposition du règlement fédéral que l'infraction initiale.

Article B11.148
Une sanction avec sursis ne devient effective que pour autant que l'instance disciplinaire compétente le constate explicitement.

10.5 TABLEAU INDICATIF

Article B11.149
Tant pour le football professionnel que pour le football amateur, les propositions transactionnelles et les sanctions disciplinaires à l'égard des clubs et des affiliés sont basées sur un tableau indicatif, tel qu'annexé au présent règlement.

Le tableau indicatif n'a pas d'incidence sur les autres possibilités de sanction pour les infractions particulières.

Article B11.150
Si celui-ci est d'application, chaque décision imposant une sanction disciplinaire se réfère explicitement au tableau indicatif.

10.6 AMENDES

Article B11.151
Les clubs peuvent encourir une amende maximale de 5.000,00 EUR (football professionnel) ou 2.500,00 EUR (football amateur) sans qu'elle puisse être supérieure à:

1° pour les équipes payant des contributions fédérales sur les droits d'entrée et les droits TV: la recette d'un match calculée sur la moyenne des recettes effectuées par le club pendant la saison en cours.
2° pour les équipes ne payant pas de contributions fédérales sur les droits d'entrée et les droits TV:

- 1ière provinciale:	800,00 EUR
- 2ième provinciale:	500,00 EUR
- 3ième provinciale:	300,00 EUR
- 4ième provinciale:	200,00 EUR
- dames provinciales:	200,00 EUR
- futsal	pm
- football récréatif et minifoot:	150,00 EUR

Cette amende peut être doublée en cas de récidive au cours de la même saison ou de la saison suivant celle où l'infraction a été commise.

Les dispositions reprises ci-dessus ne portent pas préjudice à d'éventuelles amendes plus élevées qui seraient prévues pour des infractions particulières.

Article B11.152
Les affiliés peuvent encourir une amende maximale de 5.000,00 EUR (football professionnel) ou 2.500,00 EUR (football amateur).

Cette amende peut être doublée en cas de récidive au cours de la même saison ou de la saison suivant celle où l'infraction a été commise.

Les limites fixées dans cet article sont sans préjudice des amendes plus élevées prévues dans le règlement fédéral pour les infractions particulières.

10.7 HANDICAP DE POINTS

Article B11.153
Dans les cas où l'instance disciplinaire compétente peut infliger un handicap de points (forfait d'une équipe, faits de falsification de match, cession de patrimoine et du matricule), cet handicap est de maximum 1/10ième des points à gagner dans la compétition dans laquelle le club évolue. En cas de falsification de match, le double de ce maximum peut être infligé.

Si l'application de cette règle conduit à une virgule décimale, le chiffre est arrondi au nombre entier supérieur ou inférieur si le 0,5 point est atteint ou non.

Si la compétition est disputée en périodes, le handicap par période est égal au handicap de points total divisé par le nombre de périodes et arrondi à l'unité inférieure.

En cas d'égalité entre deux ou plus d'équipes en fin de période, l'arrondi appliqué sera considéré comme inexistant.

10.8 SUSPENSION DES AFFILIÉS

10.8.1 Dispositions générales

Article B11.154
La suspension est une sanction infligée à un affilié qui l'empêche de participer à tout ou partie des activités de (ou dans le cadre de) la fédération.

Article B11.155
La suspension peut être prononcée:

1° pour un nombre de matchs ou de date à date;
2° en attendant la comparution de la personne concernée devant l'instance fédérale compétente dans le cadre d'une procédure qui prévoit une suspension jusqu'à la comparution personnelle obligatoire
3° à titre préventif, en attendant l'introduction et l'issue d'une procédure.

Article B11.156
Un affilié suspendu pour un nombre de matchs déterminé ou suspendu de date à date ne peut, pendant la durée de sa sanction, être inscrit sur la feuille de match d'un match auquel la suspension dont il est frappé se rapporte, sans préjudice de la possibilité d'imposer une interdiction plus large de participer à toutes ou certaines activités de ou dans le cadre de la fédération.

Ceci implique entre autres l'interdiction de remplir les tâches d'officiel d'équipe ou d'officiel au terrain.

Art. P
En cas de suspension ou d'exclusion d'un entraîneur dans le football professionnel, l'entraîneur peut assister au match au cours duquel il est exclu ou pour lequel il est suspendu dans les tribunes. Il lui est interdit d'être présent dans les vestiaires ou la zone neutre avant ou pendant le match, tout comme il lui est interdit de communiquer directement ou indirectement avec les joueurs et/ou le staff technique de son équipe pendant le match. Après le match, l'entraîneur est autorisé à rentrer dans les vestiaires. Toutefois, il n'assistera pas à la conférence de presse et ne donnera aucune interview.

Art A/V
En cas de suspension ou d'exclusion d'un entraîneur ou d'un officiel d'équipe dans le football amateur, celui-ci peut assister au match au cours duquel il est exclu ou pour lequel il est suspendu dans les tribunes. Le jour du match il lui est interdit d'être présent dans les vestiaires ou la zone neutre avant ou pendant le match. Au plus tôt 15 minutes après la fin du match, il/elle est autorisé(e) à accéder aux vestiaires ou à la zone neutre.

Article B11.157
Les suspensions conservent leur effet même si le joueur:
- est affecté ou (temporairement) transféré à un autre club;
- change de catégorie d'âge entretemps.

Dans ce dernier cas, la suspension (restante) ressort ses effets à partir de la prochaine journée de sa nouvelle catégorie d'âge.

Si un club dispose, dans une même catégorie d'âge, de plusieurs équipes, et que ce club n'aligne plus l'équipe dans laquelle son joueur suspendu évoluait, la suspension (restante) ressort ses effets à partir de la prochaine journée de l'équipe A.

Si le club pour lequel le joueur est qualifié n'aligne pas ou plus d'équipe dans sa catégorie d'âge, la suspension (restante) ressort ses effets à partir de la prochaine journée:
- de la plus haute catégorie d'âge (des U6 aux U21) que le club aligne si le joueur n'a pas 16 ans au 1ier janvier qui précède la saison;
- de la plus haute catégorie des seniors que le club aligne si le joueur a 16 ans au 1er janvier qui précède la saison.

Article B11.158
Les suspensions prononcées par un organisme international produisent leurs effets pour les matchs et /ou périodes indiqués par cet organisme international.

Article B11.159
Le fait qu'un joueur, ayant déjà subi une suspension infligée en premier ressort, obtient une réduction ou une levée de sa suspension en opposition, ou après traitement de l'affaire à l'issue d'une suspension préventive ou en degré d'appel ne peut être invoqué pour faire rejouer le ou les match(s), au(x)quel(s) il n'a pu participer en raison de la décision prise en première instance.

10.8.2 Suspension pour plusieurs matches

Article B11.160
Les règles suivantes s'appliquent aux suspensions pour la durée d'un certain nombre de matches:

1° Les suspensions ne peuvent excéder huit matches.

2° Les suspensions portent uniquement sur des matchs futurs de la même catégorie (matchs officiels vs. matchs amicaux) que celui au cours duquel les faits répréhensibles ont été commis.

3° Ces suspensions portent sur un nombre déterminé de matchs effectifs et consécutifs à disputer par l'équipe dans laquelle le joueur ou le membre non-joueur évoluait au moment des faits qui ont entraîné la sanction.

4° Les suspensions encourues suite à une exclusion dans un match de Coupe de Belgique U19 pour le football professionnel portent selon le cas, sur un nombre déterminé de matchs effectifs à disputer consécutivement dans:

- cette Coupe;
- les compétitions espoirs 1A et 1B;
- les compétitions réserves (division 1 ACFF/VV).

5° Les suspensions pour un certain nombre de matchs à la suite d'une décision d'une instance disciplinaire dans une certaine catégorie d'une discipline de football (football compétitif, football récréatif, futsal compétitif, futsal récréatif, minifoot) n'ont d'effet que pour les matches de la même catégorie de cette discipline de football

Article B11.161

Les suspensions valent pour l'ensemble de la journée concernée et s'appliquent à tous les matchs officiels qui sont disputés le même jour. En outre, pendant les six jours suivant le jour de la suspension, le joueur ou le membre non-joueur ne peut pas être inscrit sur la feuille de match du prochain match officiel d'une autre équipe.

Si le match de l'équipe pour laquelle le joueur ou le membre non-joueur est suspendu n'a pas lieu, pour quelque raison que ce soit, lors de la journée de suspension prévue, cette journée de suspension et les six jours qui la suivent sont alors déplacés au prochain jour de match de l'équipe pour laquelle le joueur ou le membre non-joueur est suspendu.

 En ce qui concerne la prise d'effets des suspensions, les dispositions générales de ce Titre 11 s'appliquent.

 Exemple:

Un joueur est suspendu pour 2 matchs de l'équipe première, à partir du dimanche. La deuxième journée de suspension est celle où l'équipe première a de nouveau un match officiel.

Le match de la journée 2 n'a pas lieu. La journée de suspension et les six jours qui le suivent sont dès lors déplacés.

Le match de la journée 2 n'a pas lieu. La journée de la suspension et les six jours qui le suivent sont dès lors déplacés comme suit.

Jour	**Sa**	**Di**	**Lu**	**Ma**	**Me**	**Je**	**Ve**	**Sa**	**Di**	**Lu**	**Ma**	**Me**	**Je**	**Ve**	**Sa**	**Di**	**Lu**	**Ma**	**Me**	**Je**	**Ve**	**Sa**
Match de	**R**	**1**			**U21**			**R**	**1**			**U21**	**Coupe**		**R**	**1**		**R**	**U21**			**R**
		JOUR 1							**JOUR 2**													
Jouer ou pas?	**Y**	**N**			**N**			**N**				**N**	**Y**		**N**	**Y**		**Y**	**Y**			**Y**
									Match du dimanche remis ou n'a pas lieu													

		JOUR 1											JOUR 2									
Jouer ou pas?	**Y**	**N**			**N**			**N**	**O**			**Y**	**N**		**N**	**Y**		**Y**	**N**			**Y**

= période de 6 jours

Y = peut jouer N = ne peut pas jouer O = pas de match

Article B11.162
Lorsque pendant une suspension pour un certain nombre de matchs, un match officiel de l'équipe dans laquelle le joueur ou le membre non-joueur suspendu évoluait au moment des faits sanctionnés est arrêté ou doit être rejoué par décision de l'instance compétente, il est comptabilisé comme une suspension accomplie.

Art. P
Les joueurs rémunérés affectés à un club de football professionnel, qui ont été sanctionnés par une suspension pour un certain nombre de matches en raison de faits commis à l'occasion d'un match de l'équipe première, peuvent assumer leurs fonctions avec les espoirs ou les réserves, pendant la durée de la suspension à condition que le joueur:

- doit déjà avoir eu sa première journée de suspension;
- ne peut pas avoir bénéficié de la même mesure qui aurait été prononcée au cours de la même saison en cas de suspension de date à date.

Les joueurs rémunérés affectés à un club de football professionnel qui ont été sanctionnés par une suspension pour un certain nombre de matches en raison de faits commis à l'occasion d'un match de l'équipe première A du club du foot professionnel ne peuvent pas assumer leurs fonctions avec une équipe U23 qui évolue en tant qu'équipe première B dans les championnats messieurs équipes premières.

10.8.3 Suspension de date à date

Article B11.163
Si l'instance disciplinaire estime qu'une suspension de plus de huit matches consécutifs doit être imposée, elle sera prononcée de date à date.

Ces suspensions, qui s'appliquent aux matchs, s'appliquent à toutes les disciplines footballistiques pratiquées durant la période fixée par l'instance disciplinaire compétente.

10.8.4 Suspension jusqu'à une comparution personnelle

Article B11.164
La suspension jusqu'à une comparution personnelle, qui prend cours dès son prononcé, est appliquée aux affiliés qui, sans excuse plausible, ne se présentent pas aux audiences auxquelles ils sont convoqués avec obligation de comparaître.

Ce qui précède ne s'applique pas aux équipes premières du football professionnel en cas de défaut pour non comparution en cas d'exclusion directe.

Un affilié, convoqué avec obligation de comparaître devant la Commission d'Enquête et qui s'y soustrait, peut être suspendu par le président de l'instance concernée ou le Coordinateur d'instruction jusqu'à sa comparution volontaire. Cette décision doit être notifiée endéans les 48 heures. La suspension reste en vigueur jusqu'au moment où l'affilié concerné introduit une demande de comparution auprès de la fédération.

Si cette sanction est infligée à un arbitre par l'instance arbitrale, celui-ci est tenu d'introduire auprès du secrétariat compétent une demande de comparution dans les 21 jours qui suivent la notification par courrier recommandé de la décision. Passé ce délai, l'instance arbitrale peut revoir le dossier et une sanction peut être prononcée.

La suspension s'étend à tous les matchs sans distinction et comprend l'interdiction d'exercer toute activité pratiquée sous le contrôle de la fédération.

10.9 RADIATION

10.9.1 Général

Article B11.165
La radiation est la sanction la plus sévère qui peut être prononcée par une instance disciplinaire compétente dans le cas où elle estime que l'attitude d'un club ou un affilié constitue une infraction grave au règlement fédéral.

10.9.2 Radiation d'un club

Article B11.166
La radiation met fin à l'adhésion d'un club à la fédération.

Cette situation entraine l'interdiction pour toutes les équipes du club de continuer à disputer d'autres matchs.

Article B11.167
Si la radiation, quelle que soit ses raisons, risque d'avoir des conséquences graves ou préjudiciables vis-à-vis de la fédération, d'une autre association nationale reconnue par la FIFA, d'un de leurs clubs ou d'un de leurs affiliés, la fédération peut prendre des mesures particulières en vue de sauvegarder les intérêts d'éventuels créanciers.

Article B11.168
La radiation en tant que club peut également entraîner la radiation des dirigeants responsables du club concerné.

La radiation n'exonère pas les dirigeants responsables du club radié de leurs obligations financières envers la fédération, une association nationale reconnue par la FIFA, un de leurs clubs ou un de leurs affiliés.

Article B11.169
La radiation a les conséquences suivantes pour les autres membres affiliés affectés:

Les membres affiliés affectés à un club radié perdent pour l'application du règlement fédéral la qualité de membres affiliés à ce club. Pour obtenir une affectation à un autre club, ils doivent signer un nouveau formulaire d'affiliation. Ceux qui sont temporairement transférés restent qualifiés.

10.9.3 Radiation d'un affilié

Article B11.170
La radiation met fin à l'affiliation d'un affilié à la fédération.

Article B11.171
Un délai, durant lequel l'intéressé ne peut plus se réaffecter à nouveau, peut être inclus dans la décision de radiation.

11 CARTES JAUNES ET ROUGES

11.1 GÉNÉRALITÉS

Article B11.172
Toute décision de l'arbitre relative au comportement d'une personne mentionnée sur la feuille de match et qui, selon les lois du jeu, y donne lieu, est communiquée à l'intéressé au moyen d'une carte jaune ou rouge.

Ces décisions ne sont susceptibles d'aucun recours, sauf en cas d'erreur d'identité.

Article B11.173
Les cartes jaunes ou rouges ont la signification suivante:

La carte jaune est utilisée pour indiquer qu'un avertissement a été donné à l'intéressé. La carte rouge est utilisée pour indiquer que l'intéressé est exclu.

En cas de première carte jaune, l'intéressé peut continuer à participer au match.
En cas de deuxième carte jaune au cours du même match pour la même personne, la carte jaune est suivie de la carte rouge.

En cas de carte rouge, l'intéressé est exclu immédiatement ce qui l'empêche de poursuivre le match. La personne exclue ne peut pas être remplacée.

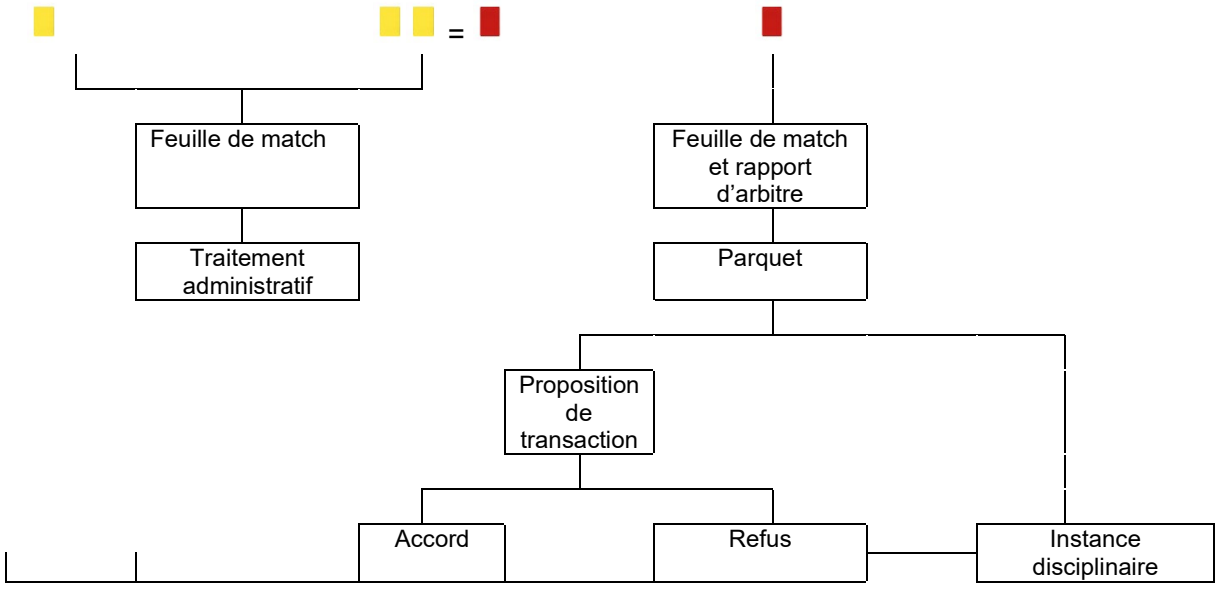
Par dérogation à ce qui précède, les règles particulières suivantes s'appliquent:

- en cas de carte rouge pour un membre du staff médical, sa participation à la suite du match est maintenue si aucun autre membre du staff médical n'est disponible;
- en cas de carte rouge pour un délégué au terrain, celui-ci est remplacé par un autre affilié mentionné sur la feuille de match.

Les cartes jaunes et rouges ont des conséquences administratives et disciplinaires.

En cas d'exclusion pour carte rouge directe, l'instance disciplinaire compétente décide des sanctions qui doivent être prises à l'encontre de l'intéressé, sans préjudice de la possibilité d'une transaction.

Article B11.174
Le traitement des cartes jaunes et rouges encourues lors des matches peut être présenté de manière schématique comme suit.



11.2 FEUILLE DE MATCH ET RAPPORT D'ARBITRE

Article B11.175
Immédiatement après le match, l'arbitre note sur la feuille de match, les cartes jaunes et/ou rouges. Elles sont indiquées selon le cas dans la colonne:

- des avertissements (cartes jaunes),
- des exclusions pour deux avertissements (deux cartes jaunes suivies d'une carte rouge),
- des exclusions directes pour carte rouge.

Article B11.176
L'arbitre établit un rapport d'arbitre en cas d'exclusions et/ou d'incidents.

11.3 ENREGISTREMENT

Article B11.177
Les cartes jaunes et rouges infligées dans les matchs à 11 contre 11 sont enregistrées par la fédération, même si le match est arrêté.

Article B11.178
L'enregistrement des cartes jaunes s'effectue séparément et selon le cas, pour les matchs:
1° de championnat d'équipes premières, y compris les test-matches éventuels;
2° de tour final d'équipes premières, y compris le tour qualificatif éventuel;
3° des play-offs (y compris le test-match);

4° de jeunes et de réserves;
5° de Coupe de Belgique;
6° de Coupe de Belgique U19 football professionnel;
7° de coupe provinciale d'équipes premières;
8° de coupe provinciale d'équipes de jeunes et réserves.

Article B11.179
Si une personne inscrite sur la feuille de match encourt deux cartes jaunes dans le courant du même match et est de ce fait exclue, ces cartes jaunes ne sont pas enregistrées, mais bien l'exclusion suite à la deuxième carte jaune.

Si une personne inscrite sur la feuille de match est exclue directement (carte rouge) après avoir reçu auparavant une carte jaune, cette carte jaune n'est pas enregistrée, mais bien l'exclusion directe.

11.4 AMENDE ADMINISTRATIVE

Article B11.180
Le traitement des cartes jaunes et rouges par la fédération donne lieu à la perception d'une amende administrative.

Elle est de:

1° Pour les matches officiels:

	Carte jaune	Carte rouge
Toutes les équipes sauf les jeunes	2,50 EUR	5,00 EUR
Jeunes	Pas d'amende	5,00 EUR

2° Pour les matches amicaux:

	Carte jaune	Carte rouge
Football professionnel 1A	25,00 EUR	50,00 EUR
Football professionnel 1B	15,00 EUR	30,00 EUR
Super League du football féminin	10,00 EUR	20,00 EUR
Divisions 1, 2 et 3 ACFF/VV Équipe première division 1 nationale féminine, Divisions interprovinciales féminines ACFF et VV	7,50 EUR	15,00 EUR
Équipe première divisions provinciales	5,00 EUR	10,00 EUR
Réserves Football récréatif	2,50 EUR	5,00 EUR
Jeunes	pas d'amende	5,00 EUR

11.5 ERREUR DE L'ARBITRE

Article B11.181
Uniquement lorsque l'arbitre, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la fin du match concerné, reconnaît avoir commis une erreur dans l'identification d'une personne inscrite sur la feuille de match lors de l'utilisation d'une carte jaune ou rouge et/ou reconnaît avoir oublié d'inscrire une carte jaune ou rouge sur la feuille de match, et le confirme au secrétariat de l'instance fédérale compétente, il est procédé sans délai aux rectifications adéquates par la fédération.

> **Art. P**
> Si, au cours d'un match d'équipes premières de football professionnel, l'arbitre a donné un avertissement à un joueur au moyen d'une carte jaune, à la suite duquel il apparaît raisonnablement que le comportement du joueur était une réaction immédiate à une expression verbale et/ou non verbale de nature raciste, le Département Arbitrage pour le football professionnel peut, au plus tard le premier jour ouvrable suivant le match et après consultation de l'arbitre concerné, décider à l'unanimité de retirer la carte jaune.
> La correction appropriée doit être effectuée sans délai par l'administration.
> La décision du Département Arbitrage pour le football professionnel est définitive et sans recours.

S'il est constaté sur la base de la feuille de match qu'un arbitre a donné au cours d'un même match deux cartes jaunes à la même personne inscrite sur la feuille de match sans l'exclure, la fédération inflige d'office la sanction prévue par le présent règlement et enregistre l'exclusion pour une deuxième carte jaune.

11.6 CARTES JAUNES CUMULATIVES (SUSPENSION)

11.6.1 Au cours du même match

Article B11.182
En cas d'exclusion pour une deuxième carte jaune, suivie d'une carte rouge, au cours d'un même match, l'intéressé est automatiquement exclu de la participation au prochain match.

11.6.2 Au cours de matchs différents

Article B11.183
En cas de cumul de cartes jaunes encourues lors de différents matchs par une personne inscrite sur la feuille de match, quelle que soit la catégorie, une suspension est appliquée automatiquement conformément à ce qui est stipulé ci-dessous:

Matches de championnat d'équipes premières	**Football professionnel & Super League du Football Féminin:** L'intéressé est suspendu: - pour un match dès qu'il a écopé d'une série de **5 cartes jaunes**	**Football amateur:** L'intéressé est suspendu pour un match dès qu'il a écopé d'une série de **3 cartes jaunes** dans des matches de championnat d'équipes premières.

	- pour deux matches dès qu'il a écopé de la série suivante de **5 cartes jaunes** - pour 3 matches à chaque fois qu'il écope d'une nouvelle série de **5 cartes jaunes**.	
Matches: - **d'un tour final (football professionnel et amateur)** - **de play-offs en division 1 ACFF** - **de Coupe de Belgique messieurs jusque et y compris la 4ème journée** - **de Coupe de Belgique dames jusque et y compris le 3ème tour** - **de Coupe de Belgique U19 football professionnel** - **de coupe provinciale d'équipes premières** - **de coupe provinciale d'équipes de jeunes et réserves** - **de coupe du football récréatif**	L'intéressé est suspendu pour un match dès qu'il a écopé d'une série de **2 cartes jaunes**.	
- **Play-offs dans le football professionnel (y compris le test-match)** - **Finale aller-retour en 1B** - **Play-offs de la Super League du Football Féminin** - **de Coupe de Belgique messieurs à partir de la 5ème journée** - **de Coupe de Belgique dames à partir des 1/16èmes de finale**	L'intéressé est suspendu pour un match dès qu'il a écopé d'une série de **3 cartes jaunes**.	
Matches de championnat (vétérans), réserves et jeunes	L'intéressé est suspendu pour un match dès qu'il a écopé d'une série de **3 cartes jaunes**, peu importe le club de l'éventuelle association d'équipes d'âge.	

11.6.3 Portée des suspensions

Article B11.184

La suspension empêche l'intéressé d'être inscrit sur la feuille de match de chaque équipe pour laquelle il est qualifié le jour du prochain match, y compris sur celle de l'association d'équipes d'âge.

Les suspensions valent pour l'entièreté du jour de match en question et s'appliquent à tous les matchs officiels de la même catégorie joués le même jour. La suspension empêche également le joueur ou le membre non-joueur d'être inscrit sur la feuille de match du prochain match officiel de toute autre équipe, qui est joué durant les six jours qui suivent.

Si le match de l'équipe pour laquelle le joueur ou le membre non joueur est suspendu n'a pas lieu le jour prévu de la suspension pour quelque raison que ce soit, ce jour de suspension et les six jours suivants sont reportés au jour du prochain match de l'équipe pour laquelle le joueur ou le membre non joueur est suspendu.

Cette règle ne s'applique pas à l'équipe première d'un club de football professionnel si la suspension est le résultat d'un nombre de cartes jaunes reçues dans des équipes autres que l'équipe première.


Les équipes U23 des clubs de football professionnel qui participent à un championnat messieurs équipes première sont considérées comme des équipes premières B des clubs de football professionnel.

Article B11.185
Les suspensions dues à une accumulation de cartons jaunes reçus dans une certaine catégorie d'une discipline de football (football compétitif, football récréatif, futsal compétitif, futsal récréatif, minifoot) n'ont d'effet que dans les matches de la même catégorie de cette discipline de football.

Article B11.186
La suspension pour cumul de cartes jaunes au cours du même match (2x jaune) ou au cours de plusieurs matches porte sur le prochain match de la même catégorie que celle où la carte jaune a été donnée si les cartes jaunes ont été reçues dans des matchs des catégories suivantes:

1° championnat d'équipes premières (compétitif/récréatif);
2° tour final d'équipes premières;
3° play-offs du football professionnel ou finale aller-retour en 1B;
4° play-offs en nationale 1 ou en Super League de Football Féminin;
5° championnat de (vétérans), de réserves ou de jeunes pour lequel le joueur est qualifié ou pour lequel il peut être inscrit sur la feuille de match et dans lequel il a reçu une carte jaune;
6° Coupe de Belgique;
7° Coupe de Belgique U19 football professionnel;
8° coupe provinciale d'équipes premières;
9° coupe provinciale d'équipes de jeunes et réserves;
10° coupes du football récréatif.

Article B11.187
Les cartes jaunes encourues en matches de coupes de Belgique Messieurs au cours des journées précédant la cinquième journée et les suspensions éventuelles y afférentes sont annulées.

Les cartes jaunes encourues en matches de coupes de Belgique Dames au cours des journées précédant les 1/16ème de finale et les suspensions éventuelles y afférentes sont annulées

Les cartes jaunes encourues au cours d'un tour final ou tour qualificatif pour désigner le(s) participant(s) à un prochain tour final ou tour qualificatif et les suspensions éventuelles y afférentes sont annulées à l'issue du premier tour final ou du premier tour qualificatif.

11.6.4 Détermination de la suspension

Article B11.188
Le jour de la suspension est déterminé comme suit:

<table>
<tr><td>Matchs de championnat d’équipes premières</td><td>Football professionnel & Super League du Football Féminin:

La suspension porte sur le premier match de championnat à jouer par l’équipe première qui suit le match de championnat au cours duquel l’intéressé a reçu sa cinquième carte jaune dans des matches différents ou deux cartes jaunes au cours d’un même match.</td><td>Football amateur:

La suspension porte sur le premier match de championnat à jouer par l’équipe première qui suit le match de championnat au cours duquel l’intéressé a reçu sa troisième carte jaune dans des matches différents ou deux cartes jaunes au cours d’un même match.</td></tr>
<tr><td>- Tour final
- Coupe de Belgique jusque et y compris la 4ème journée
- Coupe de Belgique U19 football professionnel
- Coupe provinciale d’équipes premières
- Coupe provinciale d’équipes de jeunes et réserves
- Coupes du football récréatif</td><td colspan="2">La suspension porte sur le premier match de
- tour final
- play-offs en Super League du Football Féminin
- Coupe de Belgique
- coupe de Belgique U19 football professionnel
- coupe provinciale d’équipes premières
- coupe provinciale d’équipes de jeunes et réserves
- coupes du football récréatif
effectivement joué par le club auquel le joueur est affecté, à dater du lendemain du match au cours duquel l’intéressé a reçu la deuxième carte jaune ou deux cartes jaunes au cours du même match.</td></tr>
</table>

- **Coupe de Belgique à partir de la 5ème journée** - **Play-offs dans le football professionnel** - **Finale aller-retour en 1B** - **Play-offs de la Super League du Football Féminin**	La suspension porte sur le premier match de play-offs (ou finale aller-retour en 1B) de l'équipe première du club concerné qui suit le match de play-offs (ou finale aller-retour en 1B) au cours duquel l'intéressé a reçu sa troisième carte jaune dans des matches différents ou deux cartes jaunes au cours d'un même match.
- **Matchs de championnat (vétérans), réserves et jeunes**	La suspension porte sur le premier match de championnat de l'équipe (vétérans, réserves ou jeunes) au cours duquel l'intéressé a reçu sa troisième carte jaune dans des matches différents ou deux cartes jaunes au cours d'un même match.

Si un match est arrêté ou doit être rejoué par décision de l'instance compétente bien qu'il ait eu la durée réglementaire, les intéressés suspendus sont considérés comme ayant subi leur sanction.

Exemples:

1° Suspension pour cartes jaunes dans des matchs de championnat différents:

a) En cas de plusieurs équipes (joueur d'une équipe U23 – football amateur qui joue aussi en équipe première A – football professionnel):

Les cartes jaunes infligées lors de matches du football professionnel, d'une part, et lors de matches du football amateur, d'autre part, sont comptabilisées séparément et ont des effets distincts.

1ère carte jaune	2ème carte jaune	3ème carte jaune	Conséquence pour l'affilié
Equipe première A	Equipe première A	Equipe première A	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe première A après encore deux cartes jaunes en équipe première A. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.
Equipe U23	Equipe U23	Equipe U23	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe U23. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.
Equipe U23	Equipe U23	Equipe première A	Aucune suspension. Même chose, notamment, dans les cas suivants: - Deux cartes jaunes en équipe première A et deux cartes jaunes en équipe U23; - Deux cartes jaunes en équipe U23 et quatre cartes jaunes en équipe première A; - Etc.

b) En cas de plusieurs équipes premières féminines (joueuse d'une équipe B ou C qui joue aussi en équipe A en Super League du Football Féminin)

Les cartes jaunes infligées lors de matches de la Super League du Football Féminin, d'une part, et lors de matches des autres équipes premières féminines, d'autre part, sont comptabilisées séparément et ont des effets distincts.

1ère carte jaune	2ème carte jaune	3ème carte jaune	Conséquence pour l'affilié
Equipe première A	Equipe première A	Equipe première A	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe première A après encore deux cartes jaunes en équipe première A. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.
Equipe première B	Equipe première B	Equipe première B	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe première B. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.
Equipe première B	Equipe première C	Equipe première B	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe première B. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.
Equipe première B	Equipe première B	Equipe première A	Aucune suspension. Même chose, notamment, dans les cas suivants: - Deux cartes jaunes en équipe première A et deux cartes jaunes en équipe B ou C; - Deux cartes jaunes en équipe B ou C et quatre cartes jaunes en équipe première A; - Etc.

c) En cas de plusieurs équipes premières (football amateur):

1ère carte jaune	2ème carte jaune	3ème carte jaune	Conséquence pour l'affilié
Equipe première A	Equipe première A	Equipe première A	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe première A. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.
Equipe première B	Equipe première A	Equipe première B	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe première B. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.
Equipe première A	Réserves	Equipe première B	N'est pas encore suspendu, parce qu'il y a enregistrement séparé "jeunes et réserves" et "équipes premières".
Equipe première B	Equipe première B	Equipe première A	Suspendu pour le prochain match de championnat de l'équipe première A. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent.

d) En réserves et jeunes:

1ère carte jaune	2ème carte jaune	3ème carte jaune	Conséquence pour l'affilié
U21	U17 Prov.	Réserves A	Suspendu pour le prochain match de championnat des réserves A. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent (*)

U21 Interprov.	U17 Prov.	U21	Suspendu pour le prochain match de championnat des U21. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent (*)
U17 Interprov.	Réserves B	Équipe première	N'est pas encore suspendu, parce qu'il y a enregistrement séparé "jeunes et réserves" et "équipes premières".
U17 Prov.	U17 Rég.A	U17 Rég.B	Suspendu pour le prochain match de championnat des U17 Rég.B. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent (*)
U17 Prov Club A	U17 Rég. Club B	U21 Club C	Suspendu pour le prochain match de championnat des U21 du club C. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent (*)

(*) Cette règle ne s'applique pas à l'équipe première d'un club du football professionnel si la suspension est le résultat d'un nombre de cartes jaunes reçues dans des équipes autres que l'équipe première.

e) En football récréatif:

1ère carte jaune	2ème carte jaune	3ème carte jaune	Conséquence l'affilié
Réserves	vétérans	réserves	Suspendu pour le prochain match de championnat des réserves. Il s'ensuit qu'il est également suspendu pour le prochain match de championnat de toute autre équipe pour laquelle il est qualifié, qui est joué le jour de la suspension ou durant les six jours qui suivent
vétérans	réserves	Équipe première	N'est pas encore suspendu, parce qu'il y a enregistrement séparé "vétérans, jeunes et réserves" et "équipes premières".

2° Suspension dans d'autres matchs, en cas de suspension pour cartes jaunes en matchs de championnat

Jour	Dim	Lu	Ma	Mer	Je	Ve	Sa	Dim	Lu	Ma	Mer	Je	Ve	Sa	Dim	Lu	Ma
Match de	**1**					**U21**	**Res**	**1**		**Coupe**	**1**		**U21**	**Res**	**1**		
	Carte jaune donnant lieu à suspen-sion							**Entrée en vigueur suspen sion**							**Fin de la péri-ode**		
Jouer ou pas?						**Y**	**Y**	**N**		**Y**	**Y**		**N**	**N**	**Y**		
								Match du dimanche remis ou n'a pas lieu									
											Entrée en vigueur suspen sion						
Jouer ou pas?						**Y**	**Y**	**0**		**Y**	**N**		**N**	**N**	**Y**		

= période de 6 jours

Y = peut jouer N= ne peut pas jouer O = pas de match

11.6.5 Sans recours

Article B11.189
La suspension qui suit une accumulation de cartes jaunes n'est pas susceptible de recours.

11.6.6 Publication

Article B11.190
La publication de la suspension due à l'accumulation des cartons jaunes a lieu a posteriori. Chaque club est tenu de veiller à ses propres intérêts.

11.6.7 Suspension cumulative

Article B11.191
Lorsque quelqu'un se voit imposer plusieurs suspensions pour une exclusion directe et/ou pour avoir cumulé des cartes jaunes au cours d'un ou plusieurs matchs officiels, celles-ci doivent être subies séparément et dans l'ordre où elles peuvent sortir leurs effets dans la catégorie concernée.

Chaque nouvelle suspension prend cours à partir du premier match officiel qui suit celui pour lequel l'intéressé n'est pas/plus suspendu pour l'équipe concernée.

Si une suspension pour une exclusion directe et une suspension administrative pour cumul de plusieurs cartes jaunes au cours d'un ou plusieurs matchs sortent leurs effets le même jour, cette dernière doit être subie en premier lieu.

11.7 REPORT DE CARTES JAUNES ET ROUGES ET DE SUSPENSION

11.7.1 Cartes jaunes et suspensions pour plusieurs cartes jaunes

Article B11.192
Les cartes jaunes et les suspensions pour cumul de cartes jaunes peuvent être reportées dans les situations décrites ci-après:

1° Lorsque la suspension ne peut plus devenir effective durant la saison en cours:

	du championnat	**des play-offs (ou finale aller-retour en 1B)**	**de la Coupe de Belgique**
Football professionnel & Super League du Football Féminin	En cas de suspension pour cinq cartes jaunes ou deux cartes jaunes au cours du même match: report au premier match des play-offs (ou finale aller-retour en 1B) de la même saison, si le club participe à ces matches. Sinon, pas de report.	En cas de suspension pour trois jaunes ou deux cartes jaunes au cours du même match: pas de report.	En cas de suspension pour trois cartes jaunes ou deux cartes jaunes au cours du même match ou non: pas de report.

Football amateur	En cas de suspension pour trois ou deux cartes jaunes, selon le cas, ou deux cartes au cours du même match: pas de report.

2° En cas de transfert en cours de saison, en ce qui concerne les cartes jaunes et suspensions encourues qui ne peuvent plus devenir effectives auprès du club cédant:

Club cédant	**Club acquéreur**	
	Club de football professionnel & Super League du Football Féminin	**Club de football amateur**
Club du football professionnel & Super League du Football Féminin	1) les cartes jaunes continuent de compter. 2) En cas de suspension pour cinq ou trois cartes jaunes, selon le cas, ou deux cartes jaunes au cours du même match: report au club acquéreur.	1) les cartes jaunes continuent de compter. Toutefois, si ce nombre est de 3 ou 4, l'intéressé sera suspendu administrativement pour un match. Le cas échéant, la quatrième carte jaune est supprimée. 2) En cas de suspension pour cinq ou trois cartes jaunes, selon le cas, ou deux cartes jaunes au cours du même match: report au club acquéreur.
Club amateur	1) les cartes jaunes continuent de compter. 2) En cas de suspension pour trois cartes jaunes ou deux cartes jaunes au cours du même match: report au club acquéreur.	1) les cartes jaunes continuent de compter. 2) En cas de suspension pour trois cartes jaunes ou deux cartes jaunes au cours du même match: report au club acquéreur.

11.7.2 Suspensions pour cartes rouges directes

Article B11.193
Les suspensions (pour un nombre de matchs ou de date à date) pour cartes rouges directes sont toujours reportées lorsque la suspension ne peut plus devenir effective:
1° pendant la saison en cours;
2° auprès du club cédant en cas d'affectation à ou transfert vers un autre club dans le courant de la saison.

11.8 CARTES JAUNES ET ROUGES EN MATCHES AMICAUX

Article B11.194
Lorsque le parquet (UB) estime sur la base du rapport de l'arbitre que l'exclusion lors d'un match amical est due à des faits susceptibles d'entraîner une suspension supérieure à deux matches effectifs, il propose une transaction ou introduit une action fédérale auprès de l'instance disciplinaire compétente. Si une telle suspension est prononcée, elle porte sur toutes les catégories de matches.

Article B11.195
Si le parquet UB le juge approprié, compte tenu des informations fournies par l'association nationale concernée, la personne exclue à l'occasion d'un match amical à l'étranger est convoquée devant l'instance disciplinaire compétente, sans préjudice de la possibilité d'une transaction. Si une telle suspension est prononcée, elle porte sur toutes les catégories de matches.

11.9 CARTES ROUGES DIRECTES

Article B11.196
Lorsqu'une personne inscrite sur la feuille de match reçoit une carte rouge directe dans le cadre d'un match, la feuille de match et le rapport de l'arbitre sont transmis au secrétariat de l'instance disciplinaire compétente et au parquet compétent.

Article B11.197
Le parquet compétent peut proposer une transaction à la personne concernée, s'il estime qu'une suspension de 8 matches effectifs au maximum peut être requise pour les faits à sanctionner.

12 INFRACTIONS PARTICULIÈRES

12.1 INCIDENTS – ARRÊT

Article B11.198
En cas d'incidents au cours d'un match nécessitant son arrêt, l'instance disciplinaire compétente peut décider de ne pas attribuer les points ou de les attribuer au club auquel les incidents ne sont pas imputables.

> **Art. P**
> Lorsque l'arbitre arrête définitivement le match à cause de violence verbale (reprise en chœur) et/ ou des incidents hors du terrain de jeu dans le football professionnel, le match se poursuit à huis clos, à partir de la minute où l'arrêt s'est produit et avec le score au moment de l'arrêt. Lorsqu'un tel arrêt est décidé, le match reprend le lundi ou le mardi suivant la journée de championnat où le match a été arrêté, sauf si des raisons impérieuses rendent cela impossible ou si un match déjà programmé de l'une des équipes impliquées a comme conséquence que les joueurs ne peuvent pas bénéficier d'un repos de 48 heures entre deux matchs consécutifs. Le moment auquel le match se poursuit, soit le lundi ou le mardi, soit plus tard en raison des exceptions stipulées ci-dessus, est décidé de façon autonome par le Manager du calendrier Pro League et est sans recours.
>
> Le reste du match doit se poursuivre selon les principes ci-dessous:
>
> a) La feuille de match peut comporter tous les joueurs qualifiés qui étaient inscrits sur la liste « Squad size limit » au moment de l'arrêt du match, qu'ils figuraient ou non sur la feuille de match initiale, à l'exception des joueurs remplacés ou exclus avant l'arrêt du match, ainsi que des joueurs suspendus pour le match arrêté. Les joueurs qui étaient sur le terrain lorsque le match a été arrêté ne peuvent pas être inscrits sur la feuille de match en tant que remplaçants pour la suite du match.
>
> b) Les cartes infligées avant l'arrêt du match restent en vigueur pour le reste du match.
>
> c) Les cartes jaunes infligés avant l'arrêt du match ne sont pas reportés sur d'autres matchs avant que le match ne soit complètement terminé.

d) Les joueurs et les officiels des équipes qui ont été exclus pendant le match arrêté ne peuvent pas être remplacés; le nombre de joueurs qui reprennent le match est toujours le même que le nombre de joueurs au moment de l'arrêt.

e) Les joueurs et officiels des équipes suspendus à la suite d'un match qui a lieu après le match arrêté peuvent être repris sur la feuille de match.

f) Les équipes ne peuvent utiliser que le nombre de changements et moments de changement qu'elles avaient encore le droit d'utiliser au moment de l'arrêt du match.

g) Le nombre maximum de remplaçants autorisés peut toujours être placé sur la feuille de match.

h) Le match doit reprendre à l'endroit où il a été arrêté (par exemple coup franc, rentrée de touche, coup de pied de but, corner, penalty, etc.). Si le match a été arrêté pendant le déroulement normal du jeu, la rencontre doit reprendre par un ballon mis en jeu par l'arbitre à l'endroit de l'arrêt.

Si des incidents se produisent, lesquels entraînent l'arrêt d'un match, les mécanismes de sanction suivants s'appliquent:

Lorsqu'un match est arrêté de façon temporaire ou définitive conformément à la procédure prévue dans le règlement fédéral (au moins phase 2), le club dont les supporters ont été les principaux responsables des incidents est sanctionné par l'instance compétente par une interdiction d'avoir des supporters visiteurs lors des 3 prochains matchs à l'extérieur de ce club. Dans le cas de nouveaux incidents entraînant l'arrêt temporaire ou définitif d'un match, dans les 12 mois suivant les précédents incidents qui avaient mené à l'arrêt temporaire ou définitif d'un match, le club dont les supporters ont été responsables de cet arrêt est sanctionné par l'instance compétente d'une interdiction supplémentaire de supporters visiteurs pour les 5 prochains matchs à l'extérieur de ce club.



Lorsqu'un club est sanctionné pour cinq matchs à l'extérieur consécutifs sans supporters visiteurs, ces matchs sont ajoutés à d'éventuels matchs à l'extérieur sans supporters visiteurs restants à la suite d'un précédent cas avec des incidents ayant entraîné l'arrêt temporaire ou définitif d'un match.

Lorsque le club dont les supporters ont été responsables des incidents au cours d'une période de 12 mois précédant le match arrêté avait déjà été responsable une fois d'un arrêt temporaire ou définitif d'un match conformément à la procédure prévue dans le règlement fédéral (au moins phase 2), ce club peut être sanctionné par l'instance compétente par une tribune (partiellement) fermée lors du prochain match à domicile, et ce sans préjudice des autres sanctions possibles en application du règlement fédéral.

Article B11.199

En cas d'incidents dans les installations ou sur les terrains d'un club, l'instance disciplinaire compétente peut décider de faire jouer à huis clos les matches devant être joués sur ces terrains, même s'il est établi que le club concerné a fait tout son possible pour maintenir l'ordre.

L'instance disciplinaire compétente peut infliger la même sanction au club dont les supporters ont provoqué des incidents à l'occasion d'un match sur terrain adverse.

En outre, il peut être décidé de faire jouer les matches à huis clos sur un terrain neutre lorsque des incidents sont à craindre à proximité ou dans les installations du club visité.

La sanction de jouer "à huis clos" peut être infligée partiellement et être limitée à certaines tribunes et/ou certains blocs que la décision vise expressément et limitativement.

La sanction de jouer "à huis clos" s'applique au premier match officiel (excepté un match de coupe) qui suit le délai de 15 jours calendrier prenant cours le lendemain de la décision définitive.


Par premier match officiel, on entend le premier match officiel (à l'exception des matches de coupe) au cours duquel des spectateurs peuvent être présents.

Article B11.200
En cas d'incidents graves dans les installations ou sur les terrains d'un club, l'instance disciplinaire compétente peut interdire tout match sur un terrain pendant une période qu'elle estime nécessaire.

Article B11.201
Si des incidents se produisent au cours d'un match à la suite de l'utilisation d'engins pyrotechniques ou si d'autres incidents entraînent l'arrêt temporaire ou définitif du match, tels que, par exemple, des jets d'objets, et que ces incidents compromettent l'intégrité ou la sécurité des joueurs, des officiels d'équipe, des officiels de match ou du public, ou encore perturbent le déroulement normal et adéquat du match, le club dont les supporters sont responsables de ces incidents peut être sanctionné par les instances compétentes.

12.2 AGRESSION ET/OU VOIES DE FAIT SUR UN OFFICIEL DE MATCH

12.2.1 Général

Article B11.202
Chaque affilié s'abstient de tout acte d'agression et/ou de voies de fait sur un officiel de match.

12.2.2 Convocation

Article B11.203
L'affilié soupçonné d'agression et/ou de voies de fait sur un officiel de match sera convoqué à comparaître en personne lors de la prochaine audience utile de l'instance disciplinaire compétente.

Tant que l'affilié n'est pas identifié, les clubs concernés sont convoqués.

La convocation s'effectue au moins 24 heures avant la séance à laquelle la comparution est attendue.

12.2.3 Suspension préventive

Article B11.204
Si la prochaine audience utile de l'instance disciplinaire compétente n'a pas lieu dans les six jours suivant le jour du match au cours duquel les faits (présumés) ont été commis, l'intéressé peut être suspendu à titre préventif par le président de l'instance disciplinaire compétente, après l'avoir entendu au préalable.

La personne concernée est convoquée pour être entendue au moins 24 heures avant l'heure de l'audition.

La suspension préventive prononcée entre immédiatement en vigueur et n'est susceptible d'aucun recours.

12.2.4 Sanctions

Article B11.205
L'affilié qui se rend coupable d'un ou de plusieurs faits d'agression et/ou de voies de fait sur un officiel de match, peut être frappé par les sanctions suivantes:

1° une suspension d'une période de 3 ans minimum et de 5 ans maximum.

Toutefois, si l'affilié n'a pas atteint l'âge de 16 ans le jour des faits, cette période est fixée à minimum 1 an et à maximum 3 ans.

Toute période de suspension préventive est déduite de la période de suspension.

2° la radiation dans les cas suivants:
- s'il s'agit d'un cas de récidive;
- s'il n'est pas inscrit sur la feuille de match du match au cours duquel les faits ont eu lieu;
- s'il commet les faits en dehors de la période du match allant du moment où l'arbitre (principal) entre sur le terrain de jeu et celui où il le quitte après le coup de sifflet final.

3° la perte définitive du droit d'officier comme officiel de match.

Article B11.206
Aux fins d'identifier le coupable d'une agression et/ou de voies de fait sur un officiel de match, l'instance compétente prend toutes les mesures qui lui semblent indiquées.

Tout club qui ne coopère pas à l'identification du coupable des actes d'agression et/ou de voies de fait sur un officiel de match est sanctionné d'une amende allant de 200,00 EUR à 5.000,00 EUR.

12.2.5 Extension des suspensions

Article B11.207
Les suspensions peuvent être étendues dans les cas suivants:

1° Agression et/ou voies de fait sur un officiel de match à l'occasion d'un match joué sous la direction d'un organisme international:

Lorsqu'un affilié se rend coupable d'agression et/ou des voies de fait sur un officiel de match à l'occasion d'un match joué sous la juridiction d'un organisme international ou d'un match international amical et fait l'objet d'une suspension prononcée par cet organisme ou la fédération hôte, l'instance fédérale compétente peut à son tour, si cet organisme ou cette fédération le souhaite, étendre la suspension prononcée à tous les matches indistinctement et interdire d'exercer toute activité pratiquée sous le contrôle de l'URBSFA.

2° Suspensions infligées par les fédérations, associations et groupements lies à la fédération par convention:

Lorsque la convention prévoit la possibilité d'une telle extension, elle est de la compétence de la fédération.

L'extension est décidée administrativement sans qu'aucune nouvelle procédure disciplinaire ne soit ouverte. Elle sort ses effets à partir du lundi qui suit la publication dans le journal officiel fédéral.

L'extension est cependant laissée sans suite si la suspension est inférieure à trois mois ou à toute autre durée minimale stipulée expressément dans la convention.

12.3 FALSIFICATION DE MATCH

12.3.1 Notion

Article B11.208
Est considérée comme étant une falsification de match, toute tentative ou tout acte qui consiste ou vise à influencer ou falsifier un match, un championnat ou toute autre compétition officielle, ainsi que toute forme de coopération dans ce contexte.

Sans que cette énumération ne soit exhaustive, les tentatives ou actes suivants sont considérés comme tels:

1° proposer ou donner un avantage suffisamment important aux joueurs d'un club autre que le sien, qui ont un intérêt dans le résultat du match en raison de son classement;
2° l'affaiblissement délibéré d'une équipe afin de falsifier le résultat d'un match, d'un championnat ou de toute autre compétition officielle;
3° toute négociation de transfert ou toute négociation engagée en vue du recrutement d'un joueur ou d'un entraîneur et visant à influencer le résultat d'un match, d'un championnat ou de toute autre compétition officielle;
4° le fait de déclarer forfait en ayant comme seul but d'avantager un adversaire;

5° violer les interdictions concernant l'ingérence dans d'autres clubs ou la mise à disposition de plus de trois joueurs à des clubs au cours d'un même championnat et d'une même saison;
6° diffuser d'informations privilégiées avec l'intention particulière qu'elles puissent être utilisées dans le cadre d'un pari.

12.3.2 Obligation de divulgation

Article B11.209
Chaque club ou affilié, sous quelque forme que ce soit, a une obligation de divulgation.

Chaque club ou affilié s'engage à notifier immédiatement tout fait qui démontre ou suggère fortement l'existence d'une tentative ou d'un acte de falsification de match.

Il est satisfait à cette obligation de divulgation en procédant à une notification via le point de divulgation prévu à cet effet par la fédération.


Pour le point de divulgation, voir le site web de l'URBSFA ou celui des ailes.

12.3.3 Responsabilité du club

Article B11.210
Un acte ou une tentative de falsification de match commise par un affilié affecté ou non au club en question ou une personne ou entité non affiliée, peut engager la responsabilité du club pour la falsification de match.

La responsabilité du club sera engagée en tout état de cause si un président ou un administrateur qui est responsable de la gestion, qui a été nommé en tant que tel ou qui exerce effectivement cette fonction, a connaissance d'un acte ou d'une tentative de falsification de match sans prendre les mesures appropriées à cet égard.

12.3.4 Prescription

Article B11.211
Sous peine de déchéance, les actions fédérales en matière de falsification de match doivent être engagées dans un délai de huit ans, à compter du 1er juillet suivant la saison au cours de laquelle la tentative ou l'acte de falsification de match a été commis.

12.3.5 Instruction

Article B11.212
Pour les faits de falsification de match, les devoirs d'instruction peuvent être confiés aux membres de la Commission d'Enquête et au coordinateur d'instruction.

Si la Commission d'Enquête entame des devoirs d'instruction en matière de falsification de match, la Commission d'Enquête et le coordinateur d'instruction coordonneront les démarches relatives à l'instruction.

Article B11.213
L'enquête est clôturée sur la base d'un rapport final du coordinateur d'instruction, le cas échéant fondé également sur la base des constatations de la Commission d'Enquête, qui comprend une conclusion.

Le rapport final mentionne les témoins et les parties qui, en cas de poursuite, doivent être convoqués sur ordre du Parquet UB.

Le rapport final, accompagné du dossier complet comprenant, le cas échéant, les conclusions de la Commission d'Enquête, est soumis au procureur UB ou au procureur Voetbal Vlaanderen ou au procureur régional ACFF, auxquels appartient la décision de poursuivre ou de classer le dossier sans suite.

Article B11.214
Les frais engagés au cours de l'enquête peuvent être répercutés sur toute personne reconnue coupable de tentative ou de falsification effective de match.

12.3.6 Suivi

Article B11.215
L'action fédérale est initiée par le parquet.

Article B11.216
En cas de poursuites, les pièces du coordinateur d'instruction et, le cas échéant, de la Commission d'Enquête et du parquet UB, du parquet Voetbal Vlaanderen ou du procureur régional ACFF sont ajoutées au dossier judiciaire.

12.3.7 Sanctions en cas de falsification de match

12.3.7.1 Sanctions pour les clubs - équipes premières

12.3.7.1.1 Généralités

Article B11.217
Un club est sanctionné d'une ou de plusieurs sanctions telles que prévues ci-après, lorsqu'il:
1° se rend coupable d'une tentative ou d'un acte de falsification de match, ou
2° participe de quelque manière que ce soit à une tentative ou à un acte de falsification de match , ou
3° n'a pas empêché une tentative ou un acte de falsification de match alors qu'il en avait la possibilité.

12.3.7.1.2 Amende

Article B11.218
Si le club coupable évoluait en divisions supérieures avec son équipe première durant la saison au cours de laquelle l'infraction a été commise, l'amende suivante pourra être infligée:
1° football professionnel 1A: 25% des droits TV perçus;
2° football professionnel 1B: 25% des droits TV perçus;
3° autres divisions nationales:
- division 1 ACFF/VV: 3.500,00 EUR
- division 2 ACFF/VV: 2.500,00 EUR
- division 3 ACFF/VV et Super League: 1.550,00 EUR
- division 1 nationale féminine: 775,00 EUR

Si le club coupable évoluait avec son équipe première en divisions régionales ou provinciales au cours de ladite saison, une amende minimale de 775,00 EUR sera infligée.

Si le club coupable évoluait avec son équipe première au sein du football récréatif ou du minifoot au cours de ladite saison, une amende minimale de 500,00 EUR sera infligée.

Les amendes ainsi que les montants minimaux sont doublés si le club récidive endéans les dix saisons suivant celle du prononcé définitif.

12.3.7.1.3 Rétrogradation

Article B11.219
Si la responsabilité du club est constatée, il est condamné à la rétrogradation, c'est-à-dire, au renvoi vers la division directement inférieure à celle au sein de laquelle il évoluait durant la saison où le prononcé définitif intervient.

En cas d'application de la sanction de rétrogradation, les règles particulières suivantes s'appliquent dans les situations qu'elles décrivent:

1° Si le club descend sur la base de ses résultats à la fin de la saison au cours de laquelle le prononcé définitif intervient, il sera condamné à une rétrogradation de deux divisions par rapport à celle au sein de laquelle il évoluait au moment dudit prononcé.

2° Si le club est promu vers une division supérieure sur la base de ses résultats à la fin de la saison au cours de laquelle le prononcé définitif intervient, la rétrogradation deviendra effective en raison de la déchéance automatique de la promotion acquise sportivement. Toutefois, lorsque la sanction pour la perte d'un titre obtenu illégitimement est appliquée en plus, le club est rétrogradé à la division directement inférieure à celle dans laquelle il a obtenu la promotion.

Toutefois, cela ne signifie pas que le club est considéré comme ayant terminé le championnat à la dernière place, ni dans la division dans laquelle il évoluait au moment du prononcé définitif, ni dans la division vers laquelle il aurait dû être promu sportivement.

Dans tous les cas, la rétrogradation doit être effective. Si le club évolue déjà dans la division la plus basse et que la rétrogradation n'est donc pas possible, il est décidé, au lieu d'appliquer la rétrogradation, que ce club doit rester inactif pendant une saison avec son ou ses équipe(s) première(s) ou participer à un championnat provincial de réserves.

12.3.7.1.4 Handicap de points

Article B11.220
Un handicap de points peut être infligé au club coupable.

Article B11.221
En cas de rétrogradation, l'instance disciplinaire compétente inflige toujours un handicap de points afin de préserver les intérêts des clubs évoluant dans la même série.

12.3.7.1.5 Interdiction de participation au tour final

Article B11.222
L'instance fédérale compétente peut interdire au club coupable de participer au tour final donnant éventuellement accès à la montée.

12.3.7.1.6 Retrait d'un titre

Article B11.223
Le club coupable sera déchu d'un titre illégitimement gagné sans nécessairement que celui-ci doive être attribué à un autre club a posteriori.

12.3.7.1.7 Interdiction de participation aux coupes

Article B11.224
A l'égard du club coupable, une interdiction de participation à la Coupe de Belgique ou une coupe provinciale peut être prononcée pendant les trois saisons qui suivent celle du prononcé définitif.

12.3.7.1.8 Radiation

Article B11.225
Le club coupable peut être radié.

12.3.7.2 Sanctions infligées aux clubs - autres équipes que l'équipe première

Article B11.226
Concernant d'autres équipes que l'équipe première, les dispositions suivantes particulières sont d'application.

Article B11.227
Pour une autre équipe que l'équipe première, la sanction de rétrogradation du club ne s'applique pas.

Les sanctions suivantes peuvent toutefois être appliquées:
- Une amende maximale de 250,00 EUR;
- Une interdiction d'inscrire une ou plusieurs équipes durant une à trois saisons.

Article B11.228
Si une équipe autre que l'équipe première (ex. équipe B) participe à la compétition des équipes premières et se rend coupable de falsification de match, les sanctions prévues pour les équipes premières seront applicables.

12.3.7.3 Sanctions pour les affiliés

12.3.7.3.1 Généralités

Article B11.229
Un affilié peut être sanctionné d'une ou de plusieurs des sanctions mentionnées ci-après, lorsqu'il:
1° s'est rendu coupable d'une tentative ou d'un acte de falsification de match, ou
2° a pris part d'une manière quelconque à une tentative ou un acte de falsification de match, ou
3° n'a pas empêché une tentative ou un acte de falsification de match alors qu'il en avait la possibilité.

 Le club ne dispose d'aucun pouvoir de sanction à l'encontre d'un délégué au terrain qui ne lui est pas affecté. Le club peut toutefois déposer une réclamation auprès de l'instance disciplinaire compétente.

12.3.7.3.2 Suspension

Article B11.230
Un affilié qui est déclaré coupable, est sanctionné d'une suspension. La durée de celle-ci est fixée par l'instance disciplinaire compétente, mais est au moins d'un an.

12.3.7.3.3 Radiation

Article B11.231
Un affilié qui est déclaré coupable, peut être sanctionné d'une radiation.

En cas de récidive, la radiation est obligatoire.

12.3.7.3.4 Sanctions pour les non affiliés

Article B11.232
Pour une personne non affiliée coupable d'une tentative ou d'un acte de falsification de match, un refus d'affiliation est prononcé pour une durée minimale de trois ans.

En cas de récidive, le refus d'affiliation prononcé par l'autorité fédérale compétente est toujours définitif.

12.3.8 Sanctions en cas de violation de l'obligation de divulgation

Article B11.233
Un club qui est déclaré coupable de non-respect de l'obligation de divulgation est sanctionné d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes:
- Une amende, tout en respectant un maximum tel que prévu pour les sanctions de falsification de match des équipes premières;
- Une suspension;
- La radiation.

Les clubs peuvent être sanctionnés en plus d'un handicap de 1 à 6 points durant la compétition régulière en cours ou au début de la saison suivante si la compétition régulière a déjà été jouée.

Un affilié qui est déclaré coupable de non-respect de l'obligation de divulgation est sanctionné d'une ou plusieurs des sanctions qui s'appliquent aux affiliés en cas de falsification de match.

12.3.9 Notification de la décision

Article B11.234
L'URBSFA est tenue d'informer l'UEFA/la FIFA des décisions prises par les instances fédérales compétentes en matière de falsification de matches.

12.4 DISCRIMINATION

12.4.1 Interdiction

Article B11.235
Chaque club ou affilié s'abstient de toute forme de discrimination à l'encontre d'affiliés ou de tiers sur la base de l'un des motifs suivants ou d'autres motifs légalement protégés en Belgique:

1° la nationalité, la race, la couleur de peau, l'origine nationale ou ethnique ou l'ascendance;
2° le sexe, l'identité ou l'expression de genre, y compris les critères assimilés de grossesse, d'accouchement, de maternité et de transition médicale ou sociale;
3° l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la religion ou les convictions, les opinions politiques, les convictions syndicales, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, une caractéristique physique ou génétique, l'origine ou la condition sociale.

Toute violation de cette obligation peut être sanctionnée sans qu'aucun élément intentionnel ne soit requis.

Sont considérés comme étant une violation de cette disposition:

1° toutes les expressions verbales et non verbales qui sont offensantes ou insultantes envers une personne ou un groupe de personnes;
2° inciter d'autres à la discrimination, à la ségrégation, à la haine ou à la violence contre une personne, un groupe, une communauté ou ses membres, en raison d'une caractéristique (alléguée ou non) liée à un ou plusieurs des motifs de discrimination mentionnés ci-dessus;
3° partager ou utiliser, dans les installations ou sur les terrains d'un club, des textes, symboles, chants, gestes, bannières ou déclarations de quelque manière que ce soit qui sont ou donnent lieu à du racisme, à de l'homophobie, à de la xénophobie, ou qui en général constituent ou peuvent provoquer une discrimination.

12.4.2 Notification à la fédération

Article B11.236
Toute personne victime ou témoin d'une discrimination résultant d'une activité organisée sous la responsabilité de la fédération ou de ses membres est prié de le signaler à la Fédération par l'intermédiaire d'un point de contact spécialement créé à cet effet.

Les officiels de la Fédération sont tenus de le faire.

Les coordonnées du point de divulgation sont disponibles via le site web de l'URBSFA et de ses ailes. L'existence de ce point de divulgation est sans préjudice de la possibilité de faire une notification ou de déposer une plainte auprès de la police, d'UNIA, le centre interfédéral pour l'égalité des chances (www.unia.be) ou auprès de tout autre centre officiel compétent pour l'égalité des chances.

> La personne qui signale un cas de discrimination par l'intermédiaire du point de contact doit de préférence se faire connaître sur la base de ses données d'identité officielles afin de permettre une enquête plus approfondie. Ceci peut aussi se faire de manière anonyme.

> La possibilité de signalement ne porte pas préjudice au droit des clubs et des affiliés d'introduire une réclamation (voir Livre B, Titre 11 - Litiges et procédures, litispendance) ou de porter plainte auprès du VlaamsSporttribunaal en cas de comportement transgressif à l'égard des affiliés du Voetbal Vlaanderen.

Afin d'identifier l'auteur d'une discrimination ou de racisme, le parquet fédéral et les autorités disciplinaires compétentes prennent toutes les mesures qu'ils jugent appropriées.

12.4.3 Intervention via l'arbitre ou le club

Article B11.237
Tout affilié renseigné sur la feuille de match, qui est victime ou témoin de discrimination au cours d'un match, doit demander à l'arbitre ou à un représentant du club sur le terrain duquel le match est organisé, de prendre des mesures appropriées.

Tout affilié qui n'est pas renseigné sur la feuille de match, ou tout non affilié, qui est victime ou témoin de discrimination au cours d'un match, peut demander à un représentant du club sur le terrain duquel le match est organisé, de prendre des mesures appropriées.

Si l'arbitre en est saisi, il en fera état dans son rapport d'arbitre. Le cas échéant, l'arbitre applique le protocole en vigueur en matière de discrimination, ainsi que les étapes prévues en cas de violence verbale, discrimination et incidents en dehors du terrain de jeu (voir Livre B, Titre 6 – Matches).

Si le club en est saisi, il en fera état auprès de l'arbitre ou, si cela s'avère impossible, auprès de la fédération.

 Un arbitre qui ne se conforme pas à cette exigence de signalement et d'intervention sera sanctionné pour cette infraction par les autorités disciplinaires compétentes.

12.4.4 Obligations des clubs

Article B11.238
Les clubs incluront l'engagement de non-discrimination dont celui de tolérance zéro envers le racisme dans leurs statuts et leurs règlements d'ordre intérieur à l'égard de leurs membres et dans leurs règlements d'ordre intérieur à l'égard des spectateurs, collaborateurs et autres personnes présentes. Les clubs sont conjointement responsables du respect de ceux-ci par ces personnes.

Les clubs s'abstiennent et interdisent les messages discriminatoires, tels que les expressions, slogans, chœurs et chants blessants avant, pendant et après le match, à l'égard de toute personne sur laquelle ils sont en mesure d'exercer leur pouvoir.

Les clubs interdisent l'accès aux stades à toute personne qui exprime un message discriminatoire par des symboles, dessins, drapeaux et banderoles ou de toute autre manière, et d'une manière générale, soit de leur propre initiative, soit à la demande d'un affilié ou d'un non-affilié, prennent toutes les mesures appropriées en cas de discrimination. Les clubs sont objectivement responsables pour leurs supporters.

 Voir Chapitre 9 – Les relations entre les clubs et les affiliés (Livre B, Titre 11, Litiges et procédures).

Les clubs ont le devoir d'identifier par tous les moyens possibles les auteurs de l'infraction afin de pouvoir prendre les mesures utiles/nécessaires à leur encontre.

 Tout club qui ne respecte pas ces obligations, ne coopère pas à l'identification des éventuels auteurs d'actes de discrimination, ou dont les supporters violent l'interdiction de discrimination, peut être sanctionné par les sanctions disciplinaires générales prévues dans le présent Titre 11 du Règlement Fédéral (voir entre autres l'article B11.140), sans préjudice des sanctions spéciales prévues en cas de violences verbales (discours) (voir Livre B -Titre 11, 12.1 Incidents - Arrêts).

La Fédération a la possibilité d'engager une procédure disciplinaire pour discrimination si le club ne prend pas les mesures appropriées à l'encontre des personnes concernées.

12.4.5 Sanction en cas de discrimination

Article B11.239
Sans préjudice de la possibilité d'imposer des mesures alternatives, les sanctions suivantes (cumulatives ou non) seront appliquées en cas de violation des interdictions de discrimination.

Le fait de sanctionner un affilié ou un non-affilié n'empêche pas un club d'être sanctionné et *vice versa*. Le dépôt d'une plainte ou d'une réclamation auprès d'une autre instance disciplinaire ou pénal n'affecte pas la possibilité d'une sanction par l'instance disciplinaire compétente de la Fédération et ne constitue pas non plus un motif de suspension de cette procédure.

12.4.5.1 Pour les clubs

En cas de discrimination de la part d'un club, de l'un des dirigeants responsables ou du correspondant qualifié, l'instance disciplinaire compétente ordonne que des matches se déroulent à huis clos ou de les interdire sur les terrains du club concerné, pour la durée qu'elle juge nécessaire.

En outre, il peut être décidé de faire jouer les matches à huis clos dans un lieu neutre si l'on craint des incidents dans le voisinage ou dans les installations du club visité.

La sanction de « huis clos » peut être imposée de manière partielle, en la limitant à certaines tribunes et/ou blocs explicitement et limitativement identifiés dans la décision. Il en va de même pour l'interdiction des matches sur les terrains du club concerné, qui peuvent être limités à une ou plusieurs équipes.

La sanction de « huis clos » s'applique aux matches officiels (à l'exception des matches de coupe) qui suivent une période de 15 jours calendrier à compter du lendemain d'une décision finale.

12.4.5.2 Pour les affiliés

L'affilié qui se rend coupable d'un ou plusieurs actes de discrimination à l'occasion d'une activité organisée sous la responsabilité de la Fédération ou de ses membres, sera sanctionné par une ou plusieurs des sanctions suivantes, même si l'affilié a déjà reçu un carton jaune ou rouge pour cet acte:

1° une suspension pour une période d'au moins 6 mois jusqu'à un maximum de 2 ans, avec ou sans report;

   Toutefois, si l'affilié n'a pas atteint l'âge de 16 ans le jour de l'événement, cette période sera fixée à un minimum de 3 mois et un maximum d'un an. Si l'affilié est un membre non-joueur, une amende peut être imposée en plus de la suspension.

   Toute période de suspension préventive sera déduite de la période de suspension. Pour les modalités d'une suspension préventive (voir article B11.203, Titre 11- Litiges et procédures)

2° la radiation s'il s'agit d'un cas de récidive;

3° la perte définitive du droit de servir en tant qu'officiel fédéral ou officiel de match.

12.4.5.3 Pour les non-affiliés

Un non-affilié qui se rendrait coupable d'un ou plusieurs actes de discrimination dans le cadre d'une activité organisée sous la responsabilité de la Fédération ou de ses membres, sera sanctionné par le refus de son affiliation pour une durée de 6 mois minimum à 2 ans maximum.

En cas de récidive, le refus de son affiliation prononcé par l'instance fédérale compétente est toujours définitif.

 Ces dispositions sont sans préjudice de l'application de la procédure d'exclusion civile (Livre B, Titre 9 – Spectateurs).

12.5 CESSION DE PATRIMOINE

12.5.1 Cession punissable

Article B11.240
La cession de patrimoine ou le maintien d'une cession de patrimoine irrégulière est sujette à sanction lorsque le club acquéreur ou la personne juridique ne répond pas aux conditions prévues dans le règlement fédéral.

Le changement de forme juridique d'un club ainsi que la fusion non-réglementaire de clubs sont considérés comme des cessions punissables lorsque les intérêts des créanciers sont lésés.

12.5.2 Procédure

Article B11.241
Le dossier est transmis pour plus ample examen au:

1° parquet;
2° l'Auditorat pour les Licences, s'il s'agit d'un club qui a obtenu une licence pour le football professionnel, une licence de division 1 ACFF/VV, une licence pour la Super League de Football Féminin ou une licence la division Elite futsal ou qui a introduit une demande de licence;
3° l'administration fédérale lorsqu'il s'agit d'un changement de forme juridique du club ou de fusion non-réglementaire de clubs.

Le dossier est transmis avec l'avis d'une des instances fédérales susvisées à l'instance disciplinaire compétente pour qu'il soit plus amplement traité.

Le parquet peut se faire assister par un expert indépendant issu du Pool des Spécialistes.

Article B11.242
Tous les délais de procédure devant la Commission de Contrôle, le Comité d'Appel, la Commission d'Evocation, la Commission des Licences et la Cour d'Arbitrage Belge pour le Sport sont réduits de moitié.

 En cas de réduction de moitié d'un délai impair, le délai est arrondi à l'unité inférieure.

Article B11.243
L'instance disciplinaire compétente décide si la cession est punissable ou non.

12.5.3 Sanctions

Article B11.244
Les sanctions suivantes sont infligées à la fin de la saison au club coupable:

1° la rétrogradation, à savoir le renvoi vers la division directement inférieure.

En cas d'application de la sanction de rétrogradation, les règles particulières suivantes s'appliquent dans les situations qu'elles décrivent:
- Si le club descend sur la base de ses résultats à la fin de la saison au cours de laquelle le prononcé définitif intervient, il sera condamné à une rétrogradation de deux divisions par rapport à celle au sein de laquelle il évoluait au moment dudit prononcé.
- Si le club est promu vers une division supérieure sur base de ses résultats à la fin de la saison au cours de laquelle le prononcé définitif intervient, la rétrogradation deviendra effective en raison de la déchéance automatique de la promotion acquise sportivement.

Toutefois, cela ne signifie pas que le club est considéré comme ayant terminé le championnat à la dernière place, ni dans la division dans laquelle il évoluait au moment du prononcé définitif, ni dans la division vers laquelle il aurait dû être promu sportivement.

2° un handicap de points à l'entame du championnat en cas de rétrogradation.

Le club qui évolue dans la catégorie la plus basse et qui ne peut donc pas être renvoyé vers la division inférieure, sera sanctionné d'un handicap de 9 points à l'entame de la compétition suivante.

Ces sanctions ne sont pas cumulables avec la rétrogradation qui est propre à la non-introduction d'une demande ou au refus de la licence.

Article B11.245
En cas de récidive endéans les cinq ans, le club sera sanctionné de radiation.

Article B11.246
Lorsque la décision est coulée en force de chose jugée, celle-ci est transmise pour exécution à l'administration de la fédération.

13 FRAIS

13.1 DROIT D'INSCRIPTION

Article B11.247
Sous peine d'irrecevabilité, un droit d'enregistrement est payé pour chaque action et pour tout recours. Les montants de ce droit d'enregistrement sont les suivants:
- pour les actions et les interventions volontaires: 50,00 EUR
- pour les appels et les tierces oppositions: 120,00 EUR
- pour les demandes d'évocation: 200,00 EUR

Le droit d'inscription ne s'applique pas pour le parquet ou les instances fédérales.

Article B11.248
Le droit d'inscription est inscrit d'office au débit du compte courant du club. Il en va de même si le club cosigne ou initie la réclamation ou le recours d'un affilié.

Le compte de la fédération doit être crédité du montant du droit d'inscription dans un délai de sept jours à dater de l'introduction de la réclamation ou de la notification du recours et au plus tard la veille du jour de l'audience. Passé ce délai, le dossier est classé sans suite lorsqu'il apparaît que le droit d'inscription n'a pas été payé..

13.2 PARTICIPATION DANS LES FRAIS ADMINISTRATIFS

Article B11.249
Tout traitement d'une procédure disciplinaire suite à l'acceptation d'une transaction donne lieu à une redevance d'office de 10,00 EUR.

Toute procédure disciplinaire en première instance, y compris celle suite au refus d'une transaction, donne lieu à une rétribution d'office de 25,00 EUR, sauf en cas de réduction de peine ou de non-condamnation.

13.3 FRAIS DE LA CAUSE

Article B11.250
Les frais de la cause comprennent:

1° le droit d'inscription;
2° les frais de déplacement d'un délégué par club selon le système des blocs;
3° les frais de déplacement de la partie qui est obligée de se présenter personnellement selon le système des blocs,
4° les frais des arbitres qui sont convoqués à donner des explications en cas de saisine de plein droit;
- les frais de déplacement selon le système des blocs;
- une indemnité de séance déterminée pour les membres des instances fédérales;
- la perte de salaire démontrable.

5° en cas de procédures relatives à des infractions particulières, les frais de la fédération en ce qui concerne l'enquête et la procédure disciplinaire, ainsi que les frais de la fédération pour l'assistance et la représentation.

Article B11.251
Une partie convoquée à titre facultatif n'a pas droit au remboursement des frais de déplacement.

Article B11.252
Les frais exposés par les comparants pour la constitution de leur dossier et pour leur assistance et leur représentation ne sont pas compris dans les frais de la cause et ne peuvent être imputés à aucune autre partie ou à la fédération.

Article B11.253
Les frais de la cause sont mis à la charge de l'une des parties ou de la fédération, selon le cas, par l'instance disciplinaire compétente.

1° À la charge des parties:
- si une sanction disciplinaire est prononcée en première instance;
- si la sanction disciplinaire n'est pas complètement levée après le recours auquel cas l'instance disciplinaire compétente peut décider de répartir les frais de la procédure entre les différentes parties et/ou la fédération.

2° À la charge de la fédération:
- si l'action fédérale est déclarée irrecevable ou non fondée;
- si la sanction est levée dans son intégralité en degré d'appel;

Les frais de la cause sont à la charge de la partie qui succombe en dernière instance dans les affaires portées devant différentes instances fédérales.

Article B11.254
Les notes de frais des comparants doivent parvenir à l'instance fédérale compétente sous peine de déchéance dans un délai de quatorze jours à compter de la date de la décision statuant sur les frais de procédure.

Article B11.255
La partie succombant qui n'acquitte pas les frais de la cause, est radiée. Dans ce cas, lesdits frais sont mis à charge du club d'affectation ou de qualification temporaire de l'affilié s'il est jugé que ce club assume une part de responsabilité dans les faits reprochés à son membre.

Article B11.256
Si la partie condamnée au paiement des frais de la procédure a des raisons de croire qu'une fraude a été commise, elle peut déposer une réclamation afin de permettre à l'instance disciplinaire qui a examiné l'affaire d'ouvrir une enquête et, si nécessaire, de réformer sa décision sur les dépens.

13.4 COMPENSATION POUR PERTE DE SALAIRE POUR LES ARBITRES

Article B11.257
Le remboursement des frais de déplacement et les indemnités de séance aux arbitres et aux membres des instances fédérales est réglé immédiatement.

Article B11.258
Un arbitre peut demander une compensation pour perte de salaire due à sa présence à une séance disciplinaire, à condition:
1° qu'il ait informé le secrétaire de l'instance concernée de la perte de salaire dès réception de sa convocation et que celui-ci estime que la convocation doit être maintenue;
2° qu'il produise les preuves adéquates.

13.5 AMENDES EN CAS D'ACTION NON FONDÉE OU VEXATOIRE

Article B11.259
Une action qui s'avère non fondée ou vexatoire entraîne pour celui qui l'a introduit des amendes qui sont appliquées par l'instance disciplinaire saisie de l'affaire.

Ces amendes sont les suivantes:

1° Action:

	Divisions provinciales, futsal provincial, football récréatif et minifoot, football féminin et affiliés	Divisions 1, 2 et 3 ACFF/VV	football professionnel 1A et 1B et futsal national
Non fondée	-	-	-
Vexatoire	80,00 EUR	120,00 EUR	240,00 EUR

2° Appel:

Non fondée	40,00 EUR	80,00 EUR	120,00 EUR
Vexatoire	160,00 EUR	320,00 EUR	480,00 EUR

3° Intervention volontaire d'un tiers / tierce opposition:

Non fondée	80,00 EUR	160,00 EUR	240,00 EUR
Vexatoire	320,00 EUR	640,00 EUR	960,00 EUR

4° Évocation:

Non fondée	80,00 EUR	160,00 EUR	240,00 EUR
Vexatoire	320,00 EUR	640,00 EUR	960,00 EUR

Ces amendes ne sont pas cumulatives et seule l'amende la plus élevée est appliquée.

13.6 COMPTABILISATION DES AMENDES ET DES SANCTIONS

Article B11.260
Les amendes encourues par les clubs, même en première instance, sont immédiatement portées au débit de leur compte courant par la comptabilité générale de la fédération.

Si l'amende est annulée ou réduite après recours, la différence sera créditée au club en tout ou en partie.

Article B11.261
Les amendes infligées aux affiliés affectés sont portées d'office au débit du club d'affectation ou de qualification temporaire, ce dernier ayant à les récupérer auprès des intéressés.

Ce qui précède ne s'applique pas lorsqu'il s'agit:

1° d'un affilié qui exerce la fonction d'entraîneur et l'instance disciplinaire décide expressément de l'imposer personnellement à l'affilié;
2° d'amendes infligées à un affilié qui a entamé une procédure contre le club pour lequel il était qualifié au moment des faits à l'origine du litige.
3° d'amendes pour des faits de dopage;
4° d'amendes prévues pour le joueur ayant signé au cours de la même saison des formulaires d'affiliation auprès de plusieurs clubs.

Jusqu'à paiement de l'amende, l'affilié n'est qualifié pour aucun match officiel.
En cas de non-paiement de l'amende, la personne concernée peut être radiée.

Article B11.262
Les amendes encourues par des affiliés non affectés sont payables directement à la fédération sur le compte indiqué.

13.7 SANCTION FINANCIÈRE PARTICULIÈRE

Article B11.263
Une décision d'une instance fédérale contenant injonction sous quelque forme que ce soit de verser une somme donne lieu à la perception d'un prélèvement au profit de la fédération.

Ce prélèvement est réclamé à la partie succombante. Il est fixé à 2% du montant principal (le cas échéant arrondi vers le haut par tranches de 25,00 EUR) dont cette partie est reconnue débitrice en dernier ressort. Il ne peut être inférieur à 12,50 EUR.

14 ARBITRAGE

Article B11.264
Sans préjudice de la pleine compétence de la fédération et de ses sections en matière disciplinaire et de règlement des litiges, les règles d'arbitrage suivantes s'appliquent.

Article B11.265
Sans préjudice des dispositions du droit impératif et dans les limites de celui-ci, les clubs et les affiliés s'engagent, par leur affiliation, à faire régler tout litige soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du Code Judiciaire sur l'arbitrage par un tribunal arbitral de la fédération ou de ses sections, conformément aux dispositions et modalités du règlement

fédéral. À cet égard, cette disposition compte comme une clause d'arbitrage dans les limites de la loi.

> En vertu de l'article 410, §1, 11° du Code Civil, en cas de garde d'un mineur, le juge de paix doit accorder au tuteur une autorisation spéciale pour conclure une convention d'arbitrage et, sur cette base, soumettre un litige à l'arbitrage.

Les litiges entre clubs et des tiers ou entre clubs et affiliés non joueurs peuvent être soumis à l'arbitrage, à condition que les parties aient accepté l'arbitrage par une commission arbitrale de la fédération au moyen d'une convention d'arbitrage ou de tout autre document qui les engage et qui comprend une clause arbitrale.

Les litiges concernant la gestion d'un club seront en tout état de cause soumis à l'arbitrage.

> Les litiges relatifs aux contrats de travail (tels que ceux des joueurs ou des entraîneurs) ne peuvent être soumis à l'arbitrage que si les deux parties acceptent l'arbitrage dans une convention arbitrale conclue après la naissance du litige. Si l'arbitrage n'est pas accepté, le joueur, entraîneur ou le club a le droit de soumettre le litige aux juridictions du droit commun.

Article B11.266
Un collège arbitral agissant en qualité de tribunal arbitral est constitué au sein d'une Commission Arbitrale de la fédération.

Article B11.267
En cas de litige, la Commission Arbitrale compétente est saisie du litige à l'initiative de la partie la plus diligente.

La partie qui veut faire trancher le litige par arbitrage notifie sa demande par écrit à l'URBSFA, qui la transmet au secrétaire de la Commission Arbitrale.

Cette demande écrite comprend:
- nom et prénom ou dénomination sociale complète et adresse des parties;
- un exposé des faits;
- l'objet exact de la requête, tel que les sommes réclamées ou les dispositions d'autre nature;

Pour autant qu'une convention d'arbitrage existe déjà, une copie de celle-ci est jointe à la demande d'arbitrage. Si la clause arbitrale apparaît dans les statuts ou les règlements (autres que le règlement fédéral) ou d'autres pièces contraignantes, une copie de ces pièces est jointe.

La fédération demande aux parties, pour autant qu'il n'existe pas de convention d'arbitrage entre les parties, de signer une convention d'arbitrage conforme au modèle reproduit ci-après, faite en autant d'exemplaires que de parties ayant un intérêt distinct.

MODELE DE CONVENTION

Entre les soussignés:
Demandeur:
Défendeur:
Il a été convenu ce qui suit:

1° Les soussignés acceptent que soit tranché par un collège de trois arbitres, désignés par eux parmi les membres de la Commission Arbitrale, le litige relatif à ...;

2° Le collège arbitral statue après avoir entendu les parties en leurs explications et moyens. Cependant, si l'une des parties ne comparaît pas, le collège peut instruire l'affaire et statuer;

3° Sans préjudice du recours en annulation éventuel fondé sur l'un des motifs énoncés à l'Art. 1704 du Code Judiciaire, le collège arbitral statue en dernier ressort. Sa sentence est exécutoire par la fédération;

4° L'arbitrage est régi par les dispositions des Art. 1676 à 1722 du Code Judiciaire, ainsi que par les dispositions du règlement fédéral;

5° Les arbitres doivent statuer dans les quatre mois de la date de signature de la présente convention, à moins que les parties soient d'accord de prolonger ce délai au cours de la cause;

6° Les soussignés acceptent sans réserve qu'il soit fait application par le collège arbitral des dispositions du règlement fédéral.

Pour:	Pour:
Date:	Date:
Signature:	Signature:

Article B11.268
En vue de la composition du collège arbitral, le secrétaire de la Commission Arbitrale demande aux parties de désigner chacun leur arbitre parmi les membres de la Commission Arbitrale.

Pour la désignation d'un arbitre parmi les membres de la Commission Arbitrale de Résolution des Litiges de Travail (CARL), il convient de tenir compte des règles relatives aux listes de membres (Voir Livre B, Titre 2 – Organisation de la fédération).

Les arbitres doivent avoir une connaissance approfondie de la langue dans laquelle le litige est traité.

Lorsqu'une partie qui est liée par l'arbitrage n'a pas désigné d'arbitre dans les 10 jours ouvrables après y avoir été invitée par courriel si l'adresse e-mail est connue ou, à défaut, par courrier recommandé, le président de la Commission Arbitrale lui en désigne un d'office après avoir constaté qu'il existe une clause d'arbitrage. Cela ne porte pas préjudice à la compétence du collège arbitral de juger qu'il n'y a pas de convention d'arbitrage conclue ou que le litige n'est pas susceptible d'arbitrage.

Si plusieurs demandeurs ou défendeurs sont impliqués dans un litige, ils doivent convenir de la nomination d'un seul arbitre. A défaut d'accord, le président de la Commission Arbitrale désigne l'arbitre pour ces défendeurs ou demandeurs.

Les arbitres peuvent être récusés selon la procédure décrite au règlement fédéral.

Les deux arbitres désignés choisissent le président de leur collège arbitral parmi les membres-juristes de la Commission Arbitrale.

Article B11.269
Dès qu'il est en possession du dossier, le collège arbitral fixe une date et heure dans le mois pour le traitement du litige. L'audience peut se dérouler soit de manière digitale soit de manière physique. En principe, la communication avec les parties concernées se fait valablement par courrier électronique avec confirmation de lecture. Cela vaut tant pour la convocation que pour la notification de la décision.

A moins que les parties aient convenu autrement dans la convention d'arbitrage, l'arbitrage se déroule dans la langue fédérale (NL/FR) de la partie défenderesse.

Si nonobstant l'existence d'une convention d'arbitrage une des parties refuse de participer à l'arbitrage, l'arbitrage aura toutefois lieu et la décision sera également contraignante pour cette partie. Les parties peuvent comparaître personnellement, se faire assister ou représenter par un avocat inscrit au Barreau.

En matière de litige de contrat de joueur ou d'entraîneur, ceux-ci peuvent se faire assister ou représenter par un représentant syndical dûment accrédité par une organisation syndicale représentative siégeant au sein de la Commission Paritaire Nationale des Sports.

Article B11.270
La sentence arbitrale doit être dûment motivée et inclure les données suivantes:

1° noms, prénoms, profession et adresse des arbitres;
2° noms et adresses des parties;
3° le sujet du litige;
4° le lieu où le litige est traité;
5° la date et le lieu du prononcé;
6° lorsqu'elle contient une injonction de paiement il est fait référence, le cas échéant, aux dispositions relatives à la perception d'un prélèvement.

La sentence arbitrale est signée par les arbitres et publiée intégralement dans l'organe officiel. Une partie peut demander au secrétaire de l'instance arbitrale que la sentence arbitrale soit anonymisée avant d'être publiée.

La sentence est notifiée par le secrétaire de l'instance arbitrale par courriel aux parties intéressées.

Article B11.271
Sans préjudice de l'exéquatur du tribunal, dans l'éventualité où l'une des parties à la convention d'arbitrage n'exécute pas spontanément la sentence arbitrale intervenue, l'autre partie en saisit la fédération. Celle-ci somme la partie défaillante de s'exécuter, sous menace de sanction pouvant aller jusqu'à la radiation.

15 RECOURS AUPRÈS DU CENTRE BELGE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION DANS LE SECTEUR SPORTIF (C-SAR)

15.1 CONDITIONS ET MODALITÉS

Article B11.272
Dans le cadre de ce règlement, il est possible d'introduire un recours auprès du Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif contre les décisions prises en première instance la Commission des Licences relatives aux demandes d'octroi d'une licence UEFA,1A, 1B, division 1 ACFF/VV combinée d'une demande d'une licence 1B, au contrôle des conditions d'octroi de licence UEFA/1A/1B, à la notification des éléments intervenus postérieurement et aux dossiers « Financial Fair Play ».

Article B11.273
L'introduction d'un recours auprès du Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif contre lesdites décisions prises en première instance par la Commission des Licences suspend l'exécution de la décision prise.

Article B11.274
A peine de nullité, le recours est introduit par courrier électronique adressé au Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif et dirigé contre l'URBSFA et, le cas échéant, contre toutes les parties en cause dans la décision de la Commission des Licences en première instance.

Ce recours ne peut être introduit que par les parties suivantes:

- le club concerné;
- l'Auditorat pour les Licences;
- un club tiers ayant un intérêt, venant du football professionnel 1A, 1B ou de la division 1 ACFF/VV en ce qui concerne les divisions 1A et 1B.

En cas de décisions de la Commission des Licences concernant le fair-play financier, le recours ne peut être introduit que par les parties suivantes:

- le club concerné
- l'Auditorat pour les Licences.

La vérification de la recevabilité du recours relève de la compétence du Tribunal Arbitral.

Le lieu de l'arbitrage est Bruxelles et le droit belge est applicable.

Article B11.275
Le recours contre lesdites décisions de la Commission des Licences, adressé au Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif, doit être introduit dans un délai de trois jours ouvrables à compter du jour de la notification de la décision pour le club concerné, et dans un délai de trois jours ouvrables à compter de sa publication dans la Vie Sportive de la décision (L'URBSFA informe le Secrétariat du C-SAR de cette publication) pour les autres parties, et doit satisfaire, à peine de nullité, aux conditions de forme requises pour une réclamation et doit contenir les indications telles que prévues dans le Règlement du Centre Belge d'Arbitrage et de Médiation dans le secteur sportif (www.c-sar.be).

La vérification du respect des délais prévus relève de la compétence du Tribunal Arbitral.

Article B11.276
La partie qui introduit le recours doit payer, dans un délais de trois jours ouvrables à compter du jour de la notification de la décision pour le club concerné, et dans un délais de trois jours ouvrables à compter de la publication dans la Vie Sportive de la décision (L'URBSFA informe le Secrétariat du C-SAR de cette publication) pour les autres parties, sous peine d'irrecevabilité de son recours, sa participation dans les frais de l'arbitrage, c'est-à-dire la moitié du montant forfaitaire tel que fixé dans l'Annexe I du Règlement C-SAR.

L'arbitrage commence le jour où le Secrétariat est en possession tans de la demande d'arbitrage et ses annexes que de la preuve du paiement.

Article B11.277
Le Défendeur communique au Secrétariat du C-SAR par courrier électronique le choix de l'arbitre ainsi qu'une proposition de calendrier de procédure et d'audience le plus rapidement possible et au plus tard dans sa réponse dans un délai de deux jours ouvrables à compter de la notification de la date du début de l'arbitrage par le Secrétariat. La réponse doit par ailleurs contenir les indications telles que prévues dans le Règlement du C-SAR. Le Défendeur doit payer, dans le même délai, sa participation aux frais de l'arbitrage, c'est-à-dire la moitié du montant forfaitaire tel que fixé dans l'Annexe I du Règlement C-SAR.
Néanmoins, si le Défendeur ne verse pas ce montant, la partie qui a introduit le recours peut payer l'intégralité des frais de l'arbitrage dans un délais de 24 heures à compter de la notification par le Secrétariat du C-SAR du défaut de paiement par le Défendeur.

Article B11.278
Seul un club tiers ayant un intérêt, venant du football professionnel 1A, 1B ou de la division 1 ACFF/VV en ce qui concerne les divisions 1A et 1B, peut demander à intervenir dans le cadre d'un recours contre une décision de la Commission des Licences relative à l'octroi de la licence**.** La demande en intervention doit être adressée au Secrétariat du C-SAR par courrier électronique dans un délai de deux jours ouvrables à compter de la publication dans « la Vie Sportive » du dépôt d'un Recours auprès du C-SAR (L'URBSFA informe le Secrétariat du C-SAR de cette publication). La vérification de la recevabilité de l'intervention relève de la compétence du Tribunal Arbitral. Le Demandeur en intervention joint également à la demande en intervention la preuve de paiement du montant forfaitaire (participation frais d'arbitrage).

La vérification de la recevabilité de l'intervention relève de la compétence du Tribunal Arbitral.

Article B11.279
Il ne peut être dérogé aux délais prévus.

L'Auditorat pour les Licences est en copie de tous les échanges.

Article B11.280
Un recours contre une décision provisoire ne peut être introduit qu'à partir de la notification de la décision finale.

Article B11.281
Le recours contre une décision de refuser ou d'accorder une licence prise par la Commission des Licences, le recours contre une décision infligeant une sanction dans le cadre du « Financial Fair Play » ainsi que tous autres litiges en matière de licences (autres que les recours visés à l'article 15.2 Règlement C-SAR) seront tranchés par trois arbitres.
Chacune des parties désigne dans la demande d'arbitrage ou le recours et dans la réponse à celle-ci un arbitre.

Si une partie entend formuler une objection quant à l'identité de l'arbitre proposé par l'autre partie, fondée sur une allégation de défaut d'indépendance ou d'impartialité ou sur tout autre motif, elle doit en faire état à l'autre partie et au Secrétariat du C-SAR, à peine de déchéance, dans les 48 heures suivant la réception de la notification par cette autre partie de la proposition de désignation.

Si une partie s'abstient de désigner un arbitre ou si celui-ci n'est pas confirmé, le Comité de Nomination ou le Président le nomme dans la mesure du possible dans un délai de deux jours calendrier à compter de la réception de la réponse à la demande d'arbitrage ou le recours. Le troisième arbitre, qui assure de droit la présidence du Tribunal Arbitral, est nommé par le Comité de Nomination ou le Président dans la mesure du possible dans un délai de deux jours calendrier après la réception par le Secrétariat du C-SAR de la réponse à la demande d'arbitrage ou le recours.

Si un des membres du Tribunal Arbitral doit avoir la qualité de réviseur d'entreprise, les parties peuvent désigner en qualité d'arbitre un réviseur d'entreprise qui n'aurait pas suivi la formation, si la liste des arbitres ayant suivi la formation dispensée par le C-SAR ou par un organisme de formation agrée par le C-SAR ne permet pas la désignation d'un réviseur d'entreprise ayant la disponibilité requise.

Article B11.282
Une demande de récusation d'un arbitre nommé ou confirmé, fondée sur une allégation de défaut d'indépendance, ou d'impartialité ou sur tout autre motif, est introduite par l'envoi au Secrétariat C-SAR d'une déclaration écrite précisant les faits et circonstances sur lesquels est fondée cette demande. Cette demande doit être envoyée par une partie, à peine d'irrecevabilité, soit dans les 48 heures suivant la réception par celle-ci de la notification de la nomination de l'arbitre ou de sa confirmation, soit dans les 48 heures suivant la date à laquelle elle a été informée des faits et circonstances qu'elle invoque à l'appui de sa demande et qu'elle ne pouvait pas connaître plus tôt, si cette date est postérieure à la réception de la notification susvisée.

Le Secrétariat du C-SAR invite l'arbitre concerné, les autres parties et, le cas échéant, les autres membres du Tribunal Arbitral, à présenter leurs observations par écrit dans le délai qu'il

fixe, compte tenu de la nature particulièrement urgente des dossiers de licence. Ces observations sont communiquées aux parties et, le cas échéant, aux arbitres. Les parties et, le cas échéant, les arbitres peuvent y répondre dans le délai fixé par le Secrétariat du C-SAR compte tenu de la nature particulièrement urgente des dossiers de licence. Le Comité de Récusation statue sans recours sur la demande de récusation d'un arbitre dans un délai de trois jours à compter de la réception des observations mentionnées ci-dessus.

Article B11.283
Le recours contre une décision prise par la Commission des licences relative au contrôle des conditions d'octroi de la licence 1A ou 1B, à la notification des éléments postérieurs à l'octroi de la licence 1A ou 1B ou le recours relatif à l'obligation de payer une rétribution suite à la soumission tardive ou incomplète du dossier « *Financial Fair Play* » sera tranché par un arbitre unique.

Les parties peuvent désigner l'arbitre de commun accord, respectivement dans le recours et dans la réponse à celui-ci. A défaut d'accord formulé par le défendeur dans sa réponse au recours quant à l'identité de l'arbitre proposé par la partie qui introduit le recours, l'arbitre unique est nommé par le Comité de Nomination ou le Président du C-SAR dans un délai de trois jours calendrier après la réception par le Secrétariat du C-SAR de la réponse. Si le Comité de Nomination ou le Président refuse de confirmer l'arbitre désigné, il nomme un arbitre dans un délais de trois jours calendrier après la réception par le Secrétariat du C-SAR de la réponse au recours.

A la demande d'une partie, le Comité de Nomination ou le Président du C-SAR peut toutefois décider que le recours est soumis à un Tribunal Arbitral de trois arbitres. Dans ce cas, la partie qui a introduit le recours désigne un arbitre dans un délai de 24 heures à compter de la réception de la notification de la décision du Comité de Nomination ou du Président du C-SAR et le Défendeur désigne un arbitre dans un délai de 24 heures à compter de la réception de la notification de la désignation faite par la partie qui introduit le recours. Le troisième arbitre, qui assure de droit la présidence du Tribunal Arbitral, est nommé par le Comité de Nomination ou le Président du C-SAR dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la notification de la désignation faite par le Défendeur. Dans ce cas, les parties doivent payer le montant forfaitaire tel qu'énoncé à l'Annexe I du Règlement C-SAR prévu pour la nomination d'un Tribunal Arbitral composé de trois arbitres dans les 48 heures à compter de la notification de la décision du comité de Nomination ou du Président du C-SAR. Lorsque le Tribunal Arbitral est composé de trois arbitres et que l'un des membres du Tribunal Arbitral doit avoir la qualité de réviseur d'entreprise, les parties peuvent désigner en qualité d'arbitre un réviseur d'entreprise qui n'aurait pas suivi la formation, si la liste des arbitres ayant suivi la formation dispensée par le C-SAR ou par un organisme de formation agrée par le C-SAR ne permet pas la désignation d'un réviseur d'entreprise ayant la disponibilité requise.

Article B11.284
Le Centre Belge d'Arbitrage dans le secteur sportif, siégeant en appel, connait de l'intégralité de l'affaire, tant en droit qu'en fait, et est pleinement compétente. Le Centre Belge d'Arbitrage dans le secteur sportif juge l'affaire avec la même discrétion que la Commission des Licences.

Les audiences sont publiques si une partie le demande.

Article B11.285
Dans le cadre de cette procédure, le règlement du Centre Belge d'Arbitrage dans le secteur sportif s'applique en plus des dispositions énoncées dans la présente section, tel qu'il est en vigueur au jour de l'introduction du recours.

15.2 PARTICULARITÉS POUR LES DOSSIERS DE LICENCE

Article B11.286
De par leur nature, les dossiers de licence (litiges relatifs aux licences / recours d'une décision prise en première instance) sont considérés comme particulièrement urgents. Le Tribunal Arbitral s'assurera que le dossier puisse être traité dans les plus brefs délais afin qu'une décision puisse être prononcée au plus tard:

- Pour les demandes concernant les divisions 1A et 1B: le 22 mai
- Pour les demandes concernant la division 1 ACFF/VV en combinaison avec une demande de licence 1B: le 22 mai
- En ce qui concerne le fair-play financier: le 1er avril
- En ce qui concerna la viabilité du football belge: le 1er avril

Le Tribunal Arbitral, en tenant compte de la ou des propositions des parties formulée(s), du caractère particulièrement urgent et du délais prévu pour rendre sa sentence, fixe le calendrier de procédure (conclusions et pièces et audience).

Lorsque le Tribunal Arbitral décide de ne communiquer dans un premier temps que le dispositif de sa décision, les délais énoncés ci-dessus visent la date à laquelle le dispositif de la décision doit être rendu. La motivation de la décision sera communiquée au Secrétariat par le Tribunal Arbitral dans les sept jours ouvrables à compter de la communication du dispositif au Secrétariat.

Ces délais ne peuvent être prorogés.

Article B11.287
Le Tribunal Arbitral veille à ce que l'Auditorat pour les Licences, qui fait rapport, le cas échéant également par écrit, soit être entendu dans le cadre de la procédure, sans toutefois être une partie distincte de l'URBSFA à la procédure.

Article B11.288
De par leur nature, les dossiers de licence contiennent des informations commerciales confidentielles. Les possibilités de consultation par des parties tierces disposant d'un intérêt après qu'elles aient introduit un recours ou qu'elles soient intervenues volontairement devant le C-SAR sont toujours limitées aux parties non confidentielles du dossier de licence.

Comme indiqué par le club concerné lors du dépôt et du remplissage du dossier.

Les parties indiquent clairement quels pièces et documents sont considérés comme confidentiels et quels pièces et documents sont considérés comme non-confidentiels

Article B11.289
Le Tribunal Arbitral vérifie, comme prévu dans les conditions générales de licence, si les nouvelles dettes survenues depuis l'audience tenue devant la Commission des Licences ont été payées par le club, et ce jusqu'à 3 jours ouvrables avant le début de l'audience au cours de laquelle l'affaire est traitée, et tiendra également compte de toute nouvelle information à condition que ces informations soient transmises par le système électronique à l'Auditorat pour les Licences au plus tard 24 heures avant l'audience.

Le Tribunal Arbitral n'accepte de prendre en compte des documents ou pièces visant à établir que le club remplit bien les conditions de la licence 3 jours ouvrables avant le début de l'audience du Tribunal Arbitral durant laquelle l'affaire sera traitée qu'à la condition que ceux-ci aient été soumis au moins 24 heures avant le début de l'audience durant laquelle l'affaire sera traitée; les preuves qui sont soumises en dehors de ce délai seront écartées de plein droit des débats.
Les pièces sont transmises à l'Auditorat pour les Licences par la système électronique mis en place par l'URBFSA, qui les transmettra au Tribunal Arbitral, et en copie au Secrétariat du C-SAR. L'Auditorat pour les Licences transmettra également une version non confidentielle au tiers intéressé éventuel intervenant dans la procédure.

Le système digital sera automatiquement fermé 24 heures avant l'audience.

Article B11.290
La procédure arbitrale est confidentielle. Les sentences arbitrales rendues en application du Règlement du C-SAR concernant des dossiers de licences sont toutefois publiées par le Secrétariat du C-SAR sur le site internet du C-SAR.

Article B11.291
Une partie peut adresser au Secrétariat une demande d'interprétation d'un point ou passage précis de la Sentence dans un délai de cinq jours à compter de la notification de la Sentence.

Article B11.292
Si le Tribunal Arbitral décide suite à un recours qu'un club a droit à une licence, la Commission des Licences se charge du suivi administratif.

LIVRE B
ANNEXE 1
ASSURANCES

VOETBAL VLAANDEREN

acff
association des clubs francophones de football

Pro League

TABLE DES MATIÈRES

1 Assurances 3

1.1 Polices d'assurance 3

1.2 Procedure administrative 3

1.2.1 Communication de l'accident 3

1.2.2 Pièces justificatives 4

1.3 Paiements 4

1.3.1 Mode de paiement 4

1.3.2 Délai de paiement 4

1.3.3 Remboursement des interventions allouées par l'assureur 5

1.3.4 Subrogation 5

1.3.5 Bénéficiaires d'une assurance contre les accidents de travail 5

1 ASSURANCES

1.1 POLICES D'ASSURANCE

Article 1
La fédération a souscrit les polices d'assurance spécifiques suivantes auprès de la compagnie d'assurance ARENA, sous les n° de contrats suivants:

- RC 1.116.531/A (membres), RC 1.116.531/B (non-membres) et RC 1.116.531/C (contractuels)
- AC 1.116.530/A (membres), AC 1.116.530/B (non-membres) et AC 1.116.530/C (contractuels)

Ces polices d'assurance spécifiques couvrent ainsi:

- les dommages causés aux tiers (RC = responsabilité civile)
- les dommages corporels (AC = accidents corporels)

Les conditions générales et particulières de ces polices d'assurance peuvent être consultées via le site internet de l'URBSFA.

Des conditions générales et particulières spécifiques s'appliquent au minifoot (B.A. 1.116.351/M et L.O. 1.116.530/M) et au football récréatif (B.A. 1.116.351/R et L.O. 1.116.530/R).

Article 2
La présente annexe règle la procédure administrative de déclaration d'un accident et reprend les modalités relatives au paiement de l'intervention de l'assurance.

La présente annexe ne s'applique pas au minifoot et au football récréatif. Pour ces disciplines, l'assureur de la fédération se charge directement de la procédure administrative de déclaration d'un accident et des modalités relatives au paiement de l'intervention de l'assurance.

1.2 PROCEDURE ADMINISTRATIVE

1.2.1 Communication de l'accident

Article 3
Tout accident doit être constaté par un médecin et communiqué, à peine de déchéance, dans les vingt et un jours après l'accident au service « Accidents » de l'URBSFA par le correspondant qualifié du club. Cette communication s'effectue, à peine de nullité, au moyen du formulaire fourni par la fédération, par le biais de la plateforme digitale applicable.

La fédération détermine les formalités à accomplir dans le cadre de cette communication. Celles-ci seront disponibles sur le site internet de la fédération.

La communication d'un décès résultant d'un accident doit se faire endéans les 72 heures.

1.2.2 Pièces justificatives

Article 4
L'assureur se réserve le droit d'exiger la production de toute pièce justificative qui lui paraît nécessaire, tant en ce qui concerne la réalité du dommage invoqué que le fait dont il découle.

Les pièces requises pour la gestion du dossier des affiliés sont transmises au service « Accidents » par le correspondant qualifié du club.

En cas de décès, l'assureur se réserve le droit de subordonner son intervention à la pratique d'une autopsie.

A moins que la demande ne soit adressée par le club tendant à tenir le dossier ouvert, tous les documents et/ou demandes, qui parviennent au service « Accidents » plus de deux ans après la réception de la communication de l'accident, ne sont plus pris en considération. En revanche, un dossier peut toujours rester ouvert ou être rouvert mais uniquement dans les cas suivants:

- accidents ayant entraîné des problèmes dentaires;
- enlèvement du matériel de synthèse;
- plainte en justice ou constitution en partie civile;
- les cas graves sur base de pièces probantes.

1.3 PAIEMENTS

1.3.1 Mode de paiement

Article 5
Sauf disposition contraire, les interventions allouées aux assurés s'effectuent via l'inscription du montant au crédit de l'extrait de compte-courant du club auquel ils sont affectés ou pour lequel ils ont presté des services. Le club est tenu de faire parvenir au joueur le montant de l'intervention de l'assureur, sous déduction des avances éventuelles préalablement consenties. En cas de non-paiement de l'intervention de l'assureur au joueur, des dispositions peuvent être prises pour le paiement direct à ce dernier.

Les interventions allouées à un arbitre ou à un membre d'une instance fédérale sont versées directement à l'intéressé.

Les indemnités pour décès sont versées aux ayants droit, par l'entremise ou non d'un notaire ou d'un administrateur ad hoc.

1.3.2 Délai de paiement

Article 6
En principe, les montants sont payés globalement à la clôture du dossier.

Si les cas sont graves et/ou de longue durée, l'assureur peut, à la demande du club et sur production des pièces justificatives requises, allouer des interventions à titre provisionnel.

Les pièces justificatives peuvent être introduites sans attendre la reprise de l'activité sportive, à partir du moment où l'incapacité de travail atteint au moins un mois.

En aucune façon, les sommes attribuées ne sont productives d'intérêt en attendant leur versement.

1.3.3 Remboursement des interventions allouées par l'assureur

Article 7
L'assureur peut réclamer au bénéficiaire le remboursement des montants alloués à concurrence du montant maximal obtenu du responsable, de la sécurité sociale ou sur base de l'assurance accidents de travail.

Le remboursement dont question ci-dessus doit s'effectuer par virement à la Comptabilité générale dans les quinze jours de la réquisition de l'assureur. A défaut de s'exécuter, l'intéressé est radié des répertoires fédéraux s'il n'apure pas sa dette dans les huit jours qui suivent l'injonction qui lui est notifiée par le service financier de l'URBSFA. La sanction de radiation est publiée dans les organes officiels et peut être levée administrativement conformément aux dispositions du règlement fédéral.

Il n'y a pas lieu à restitution lorsque la deuxième indemnisation a été obtenue en exécution d'un contrat d'assurance souscrit en faveur de l'intéressé et où celui-ci est désigné en qualité de bénéficiaire.

Une franchise de 13,50 EUR indexée annuellement est d'application par dossier.

1.3.4 Subrogation

Article 8
Lorsque l'assureur procède au paiement d'une intervention au profit d'un bénéficiaire, il est subrogé dans ses droits à l'égard du tiers responsable à concurrence de toutes les indemnités allouées par l'assureur, tant celles à caractère indemnitaire que forfaitaire.

1.3.5 Bénéficiaires d'une assurance contre les accidents de travail

Article 9
Si le blessé, conformément à son statut, bénéficie des interventions en vertu des dispositions prévues par l'assurance obligatoire contre les accidents de travail, un montant de 16,25 EUR par jour sera attribué au club, à partir du 8ième jour jusqu'à la reprise des activités sportives, sans toutefois dépasser le 180ième jour qui suit l'accident.

LIVRE B

ANNEXE 2

INTERVENTION DANS LES DÉGATS MATÉRIELS

VOETBAL VLAANDEREN

acff
association des clubs francophones de football

Pro League

TABLE DES MATIÈRES

Modalités d'intervention dans les dégâts matériels aux véhicules (des membres des instances fédérales et des arbitres en mission officielle) 3

1. Objet et étendue de l'intervention 3
2. Accidents 4
3. Dédommagement 4
4. Estimation des dommages 4
5. Exclusions 5
6. Recours 5

MODALITÉS D'INTERVENTION DANS LES DÉGÂTS MATÉRIELS AUX VÉHICULES (DES MEMBRES DES INSTANCES FÉDÉRALES ET DES ARBITRES EN MISSION OFFICIELLE)

1. OBJET ET ETENDUE DE L'INTERVENTION

L'URBSFA octroie bénévolement une intervention au bénéficiaire qui subit des dégâts matériels à son véhicule automobile lors de l'exécution d'une mission ou activité officielle au service de l'URBSFA / de Voetbal Vlaanderen / de l'ACFF et ce, sur le chemin le plus court de ou en direction du lieu de cette mission ou activité.

Le dédommagement des dégâts corporels est exclu du cadre de la présente réglementation.

N'entrent pas non plus en ligne de compte pour une quelconque indemnité: les déplacements aux réunions ou autres missions qui n'ont pas de caractère officiel.

Les bénéficiaires sont, à condition qu'ils ne soient pas salariés par l'URBSFA, les membres des instances fédérales, les prospecteurs, le personnel enseignant de l'Ecole des Entraîneurs, les membres du staff médical et paramédical, de même que les arbitres. Si un club, sur base du règlement fédéral ou en vertu d'une décision d'une instance fédérale, est tenu responsable des dommages subis, l'URBSFA n'intervient pas.

En principe, seul le véhicule enregistré au nom du bénéficiaire est pris en considération. Dans des cas exceptionnels et après une enquête approfondie, pourra également être pris en considération pour une éventuelle intervention:

- le véhicule dont le bénéficiaire est le conducteur habituel ou non, mais qui est enregistré au nom d'une autre personne, résidant toutefois sous le même toit que le bénéficiaire*;*
- le véhicule dont le bénéficiaire est le conducteur habituel, à condition que l'emploi d'un véhicule de société à des fins privées soit permis par le propriétaire ou la firme qui a conclu le contrat de leasing;
- le véhicule prêté par un garagiste en attendant que les réparations au véhicule du bénéficiaire soient terminées;

Les dégâts matériels aux motos ou aux vélomoteurs d'une cylindrée supérieure à 50 cc ne sont pas couverts.

Lorsqu'il est établi que la responsabilité des dommages encourus incombe à un tiers, ou qu'elle peut être invoquée, aucune indemnité ne pourra être obtenue, sauf dans le cas où le tiers est insolvable ou que la récupération auprès d'un tiers n'est pas possible.

L'URBSFA décline toute responsabilité de quelque chef que ce soit pour tout accident entrant en considération pour une intervention. Elle déclare tant en son nom propre qu'au nom de chacun de ses affiliés, ne prendre aucun engagement ni aucune obligation de quelque manière, directement ou indirectement soit sur base d'un engagement propre, d'une quelconque stipulation pour autrui ou d'un quelconque contrat d'assurance ou autre.

2. ACCIDENTS

Dans la mesure du possible le préjudicié est tenu de faire constater les faits par un délégué de la fédération ou, en son absence, par le ou les deux délégués du club.

Chaque fait, ayant causé des dégâts, doit être déclaré à la police, dans **les 10 jours** suivant les faits.

Le préjudicié informera immédiatement, par écrit ou par fax, l'URBSFA des faits et établira ensuite la déclaration complète et détaillée sur un formulaire de déclaration fourni par le service « Accidents ». Ce formulaire doit être rempli minutieusement, en mentionnant la relation exacte de l'accident, un croquis du lieu, les témoins éventuels, etc. Une ou plusieurs photos du véhicule endommagé doivent en tout cas être annexées.

Un sinistre déclaré tardivement ou une déclaration d'accident remplie de manière incomplète ou incorrecte, peut donner lieu à un refus d'intervention de la part de l'URBSFA.

S'il ressort de l'enquête que l'accident ne s'est pas produit sur le trajet le plus direct du domicile du bénéficiaire au lieu de la mission ou que le fait s'est produit en dehors de tout délai normal avant ou après la mission, toute demande de dédommagement peut être rejetée.

A la première demande, le préjudicié fournira tout document ou tout renseignement s'avérant nécessaire pour l'évaluation exacte des faits ou la constatation des dégâts. Il autorisera l'URBSFA à se renseigner auprès de sa propre compagnie d'assurances ou de toute autre instance, impliquée dans l'accident.

3. DÉDOMMAGEMENT

Pour chaque cas, il sera porté à charge du bénéficiaire une franchise égale à 10% du montant du préjudice, avec un minimum de 375,00 EUR. L'intervention maximale par accident et par année s'élève à 7.500,00 EUR

Les dommages découlant du bris de glace ne donnent lieu à aucun dédommagement.

Le bénéficiaire, qui jouit d'une assurance-dommages personnelle, dont il a lui-même payé la prime annuelle, peut bénéficier d'une indemnité qui n'excèdera pas le montant réel des dégâts, ou le montant qui, après intervention de l'assureur-omnium, reste à charge du préjudicié, avec toutefois un maximum de 750, 00 EUR par sinistre. Dans ce cas, aucune franchise n'est appliquée par l'URBSFA.

4. ESTIMATION DES DOMMAGES

Le préjudicié joindra un devis détaillé et chiffré à la déclaration d'accident qu'il fera parvenir à l'URBSFA, afin que cette dernière puisse faire procéder à une expertise.

Le montant des dommages est fixé sur base du rapport d'expertise, établi sur l'ordre de l'URBSFA ou sur base du rapport établi à l'attention du préjudicié, si une expertise a été ordonnée à la demande de sa compagnie d'assurance ou de celle du tiers responsable.

Le dédommagement ne peut jamais excéder la valeur réelle du véhicule, telle qu'elle est reprise à "Eurotaks-Aankoop" du mois précédant la date de l'accident. Il sera payé sur base de la facture officielle et signée pour acquit des frais de réparation.

La T.V.A. n'est remboursée que pour la partie non récupérable et sur base d'une déclaration T.V.A. à signer.

5. EXCLUSIONS

L'URBSFA n'octroie pas d'intervention dans les cas suivants:

- le vol d'objets laissés dans le véhicule;
- en cas de fraude, de fausse déclaration ou de dissimulation délibérée de circonstances aggravantes;
- si le véhicule endommagé n'est pas pourvu d'une attestation d'inspection en cours de validité;
- en cas de fraude, de fausse déclaration ou de dissimulation délibérée de circonstances aggravantes;
- si le véhicule endommagé n'est pas pourvu d'une attestation d'inspection en cours de validité;
- lorsque, au moment du sinistre, le véhicule est conduit par une personne ne satisfaisant pas aux conditions prescrites par la loi et les règlements belges pour pouvoir conduire ce véhicule, par exemple par une personne n'ayant pas atteint l'âge minimum requis, par une personne n'étant pas titulaire d'un permis de conduire ou par une personne déchue du droit de conduire;
- si l'accident a été causé intentionnellement ou est dû à une faute grave du chef de l'assuré ou à un des faits suivants:

    - lorsque le sinistre survient alors que le nombre de personnes transportées dépasse celui autorisé en vertu des dispositions réglementaires ou contractuelles;
    - lorsque le préjudicié a fait une promesse écrite de responsabilité ou de paiement à un tiers responsable;
    - lorsque la déclaration de l'accident s'est fait tardivement, lésant ainsi les droits de l'URBSFA;
    - si l'accident s'est produit à un moment où le bénéficiaire conduisait en état d'ivresse, d'intoxication alcoolique punissable ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées pouvant exercer une influence défavorable sur sa façon de conduire;
    - en cas de déchéance de l'assurance « responsabilité civile » légalement obligée du préjudicié résultant du non-paiement de la prime.

6.RECOURS

A concurrence de ses débours, l'URBSFA est subrogée dans les droits et actions du bénéficiaire à l'encontre de tout responsable des dégâts.

Si, après paiement des indemnités fixées, il s'avère que le débours est fondé sur de fausses déclarations, dissimulations ou de faux renseignements, l'URBSFA est en droit de réclamer la restitution de l'entièreté des indemnités payées. Dans ce cas, l'instance fédérale compétente peut être saisie en vue d'infliger à l'intéressé la sanction appropriée.

LIVRE B
ANNEXE 3
FOOTBALL G

VOETBAL VLAANDEREN

acff
association des clubs francophones de football

Pro League

TABLES DES MATIERES

1 L'URBSFA 3

1.1 Fondation 3

2 LES INSTANCES FEDERALES 3

2.1 Les Comités Provinciaux 3
2.2 Les Bureaux provinciaux d'arbitrage 3

3 LES CLUBS 3

3.1 Matricule 3

4 LES ARBITRES 4

4.1 Catégories 4

5 LA QUALIFICATION DES JOUEURS 4

5.1 Conditions de base 4
5.2 Niveau des joueurs 4

6 LES REGLES DU JEU DE FOOTBALL 4

6.1 Le terrain pour le Football-G 4
6.2 Ballon 5
6.3 Remplacement de joueurs 5
6.4 Equipement des joueurs 6
6.5 Numérotation des joueurs 6
6.6 Durée des matches - Repos 6
6.7 Particularités pour le Football-G 7

7 LES MATCHES 8

7.1 Formats possibles par catégorie 8
7.2 La feuille de match 9
7.3 L'accompagnement des équipes-G - délégué accompagnateur et entraîneur 9
7.4 Entrée sur le terrain - Fin du match 10

8 LES CHAMPIONNATS 10

8.1 Séries de niveaux - Age des joueurs 10
8.2 Unified football 10
8.3 Composition des séries 11
8.4 Remise de matches 12

9 CARTES JAUNES ET ROUGES 12

9.1 Sanctions sur le terrain 12

Article G.1
Pour cette discipline, le règlement de base est d'application.

Les stipulations, ajouts, précisions spécifiques sont repris dans les modalités de cette annexe.

1 L'UBRSFA

1.1 FONDATION

Article G.2
L'URBSFA organise le Football-G, qui s'adresse à des personnes avec un handicap mental, physique, sensoriel, psychique ou à des personnes atteintes de troubles du spectre autistique.

2 LES INSTANCES FEDERALES

2.1 LES INSTANCES COMPÉTENTES

Article G.3
L'organisation du Football-G est de la compétence des bureaux provinciaux en collaboration avec l'administration de l'ACFF, qui peut se faire assister par un groupe de direction pour le football-G.

L'organisation du Football-G est de la compétence des départements du Sport de Base et des Compétitions, qui peuvent se faire assister par un groupe de direction pour le football-G, dans lequel siègent un certain nombre de membres de ces départements.

2.2 LES BUREAUX PROVINCIAUX D'ARBITRAGE / LE DÉPARTEMENT DE L'ARBITRAGE

Article G.4
Les Bureaux Provinciaux d'arbitrage désignent les arbitres pour diriger les rencontres du Football-G.

Le Département de l'Arbitrage désigne les arbitres pour diriger les rencontres du Football-G.

3 LES CLUBS

3.1 MATRICULE

Article G.5
Le club qui offre du football G doit disposer d'un numéro de matricule. Un club peut s'orienter uniquement sur des personnes avec un handicap et le football G, mais fait de préférence partie d'un club régulier (inclusion).

4 LES ARBITRES

4.1 CATÉGORIES

Article G.6
Les arbitres qui sont désignés pour diriger des matches du football-G, doivent avoir joui d'une formation spécifique pour cette discipline.

5 LA QUALIFICATION DES JOUEURS

5.1 CONDITIONS DE BASE

Article G.7
Un joueur est seulement qualifié pour des matches officiels du calendrier de jeu récréatif du football G si il/elle est registrée comme joueur G lors de la procédure d'affiliation.

5.2 NIVEAU DES JOUEURS

Article G.8
Le calendrier de jeu récréatif du football G est subdivisée en 4 niveaux selon les définitions ci-après:

- Niveau 1: Joueurs-G avec des restrictions footballistiques, physiques et intellectuelles minimales. Ce niveau est très proche de celui du football régulier.
- Niveau 2: Joueurs-G avec des restrictions footballistiques, physiques et intellectuelles modérées. Ils comprennent les règles du jeu et peuvent les appliquer durant le match sans aide extérieure.
- Niveau 3: Joueurs-G avec des restrictions footballistiques, physiques et intellectuelles importantes (Joueurs-G débutants, ou joueurs ayant accédé ici à leur niveau maximal). Ils comprennent les règles du jeu, mais ils ont pendant les matches régulièrement besoin d'aide pour les appliquer correctement.
- Niveau 4: Joueurs-G qui n'ont pas encore les habilités et exigences minimales requises pour le Football-G. Ils ont également des difficultés pour comprendre et appliquer les règles du jeu.

A tous les niveaux, le plaisir de jouer est primordial.

6 LES REGLES DU JEU DE FOOTBALL

6.1 LE TERRAIN POUR LE FOOTBALL-G

Article G.9
Le terrain pour le football G 11 contre 11 :

Les matches se jouent sur un terrain de football normal ayant les dimensions officielles, et avec des buts officiels

Article G.10
Le terrain pour le football G 8 contre 8 :

Les matches se jouent sur une partie d'un terrain normal, avec comme dimensions 50/70 m. sur 30/50 m.

Ils peuvent aussi avoir lieu sur un terrain aménagé pour ces matches agrées par l'URBSFA, et dont les dimensions correspondent à ces directives

La dimension intérieure des buts est de 5 x 2 m, et ils doivent être ancrés fermement au sol.

La surface de but (zone fictive) est de 8 m. x 20 m.

Article G.11
1) Le terrain pour le football G 5 contre 5 :

   Les matches se jouent sur une partie d'un terrain normal, avec comme dimensions 30/50 m. sur 25/35 m.
   Ils peuvent aussi avoir lieu sur un terrain aménagé pour ces matches agrées par l'URBSFA, et dont les dimensions correspondent à ces directives

   La dimension intérieure des buts est de 5 x 2 m, et ils doivent être ancrés fermement au sol

   La surface de but (zone fictive) est de 8 m. x 12 m., ou est une zone fictive avec un rayon de 8 m. à partir du milieu du but.

2) Le terrain de jeu pour le football G 3 contre 3 :

   Les matches se déroulent sur une partie d'un terrain de jeu normal, dont les dimensions sont de 25 mètres sur 15 mètres. Ils peuvent également se dérouler sur les terrains de football homologués par l'URBSFA, équipés pour ces matches et dont les dimensions sont de 25 mètres sur 15 mètres.
   Les dimensions intérieures des buts sont de 3 x 1,5 mètres. Les buts doivent être solidement fixés dans le sol.

   La surface de but est une zone fictive dans un rayon de 8 mètres à partir du milieu du but.

6.2 BALLON

Article G.12
Le ballon numéro 5 est utilisé dans le niveau 1, 2, 3, 4 et Teens (U16).

Article G.13
Le ballon numéro 4 est utilisé chez les Kids (U13).

Le ballon numéro 3 est utilisé chez les Minis (U10).

6.3 REMPLACEMENT DE JOUEURS

Article G.14
La feuille digitale est d'application. Le nombre de joueurs permis sur cette feuille est de:

- 3 contre 3: 8 joueurs ;

- 5 contre 5: 10 joueurs ;
- 8 contre 8: 12 joueurs ;
- 11 contre 11: 16 joueurs.

Article G.15
Les remplacements permanents sont d'application.

Article G.16
Le nombre de remplacements est illimité et un joueur qui a été remplacé peut rentrer au jeu.

Un remplacement s'effectue quand le ballon est sorti du jeu.

L'entraîneur doit faire un signe à l'arbitre pour signaler qu'il veut effectuer un remplacement. Le joueur rentrant ne peut rentrer sur le terrain que lorsque l'arbitre l'autorise en lui faisant signe.

6.4 EQUIPEMENT DES JOUEURS

Article G.17
Chaque équipe possède deux équipements différents de couleurs. Si deux équipes jouent dans les mêmes couleurs, l'équipe visitée changera d'équipement.

Article G.18
Le port de protège-tibias est obligatoire.

Article G.19
Les studs métalliques ne sont pas autorisés

Article G.20
Le port de montres, chaînes et piercings est interdit.

6.5 NUMÉROTATION DES JOUEURS

Article G.21
L'équipement doit être prévu de numéros.

6.6 DURÉE DES MATCHES - REPOS

Article G.22
La durée des matches dépend de la catégorie:

	3v3	5v5	8v8	11v11
Niveau 1			**2 x 30'**	**2 x 35'**
Niveau 2			**2 x 30'**	
Niveau 3			**2 x 30'**	
Niveau 4		**2 x 30'**	**2 x 30'**	
U16 (Teens)		**2 x 30'**	**2 x 30'**	
U13 (Kids)		**2 x 20'**		
U10 (Minis)	**4 x (2x5')**	**4 x 10'**		

6.7 PARTICULARITÉS POUR LE FOOTBALL-G

Article G.23
Si la règle générale est d'application, aucune mention de celle-ci n'est faite dans ces modalités.

Si les dispositions spéciales sont reprises dans d'autres articles de ce chapitre, elles ne sont pas reprises ci-dessous.

Article G.24
Chaque équipe est composée d'un certain nombre de joueurs de champ et un gardien de but.

	Equipe de 3	Equipe de 5	Equipe de 8	Equipe de 11
Nombre minimum de joueurs	3	4	6	7

Article G.25
La règle du hors-jeu n'est pas d'application.

Article G.26
Dans le football G 3x3, 5x5 et 8x8, les coups francs sont indirects. Les adversaires doivent se trouver à minimum 5 m. du ballon.

Article G.27
Dans le football G 3x3, 5x5 et 8x8, le coup franc, à l'avantage de l'équipe défendante et dans sa surface de but, doit être effectué par le gardien en jetant le ballon des mains en dehors de la surface de but.

Article G.28
Toutes les fautes sont sanctionnées par un coup franc indirect uniquement. Par conséquent, aucun penalty n'est accordé au cours du match. Si une faute est commise dans la surface de réparation, le ballon est placé à 5 mètres du but.

Les dispositions suivantes ne s'appliquent que si le match est suivi d'une série de tirs au but:

Le penalty est botté dès le point de 7 mètres.

Dans le format 11 x 11, il est botté du point de pénalty officiel (11 m.)

Article G.29
Si le ballon passe la ligne de but (mais pas dans le but), et s'il a été touché en dernier lieu par un adversaire, le gardien de but doit rentrer la balle en jeu en le jetant depuis sa surface de but en dehors de cette surface.

Le ballon est en jeu à partir du moment où il a quitté la surface de but. Cette règle s'applique également si le gardien capte le ballon qui est encore en jeu.

Article G.30
Si, après un dégagement préalable de la main ou au cours du jeu, le gardien dégage le ballon de la main de sa surface de but, celui-ci ne peut pas être jeté plus loin que la ligne médiane, sauf s'il touche d'abord le sol ou un autre joueur.

Si une infraction à cette règle est commise, un coup franc indirect est accordé aux adversaires depuis n'importe quel endroit sur la ligne médiane.

Article G.31
Si lors d'un dégagement de la main, le gardien touche un joueur quelconque qui se trouve encore dans la surface de but, le dégagement est recommencé.

Dans le format 11 x 11, ils sont bottés de façon régulière.

Article G.32
Si le ballon dépasse complètement la ligne de touche, il doit être rentré en jeu par un coup de pied depuis l'endroit où il a franchi la ligne. L'équipe adverse du joueur qui a touché le ballon en dernier avant qu'il ne franchisse la ligne de touche peut effectuer la rentrée de touche. Le ballon doit être à l'arrêt sur la ligne avant d'être botté. Il est en jeu dès qu'il a effectué une rotation complète en avant.

Les adversaires doivent se trouver à 5 mètres du ballon.

On ne peut pas inscrire un but en remettant le ballon en jeu.

Article G.33
Sur une rentrée de touche effectuée par un coéquipier, le gardien ne peut pas toucher le ballon des mains avant que celui-ci a été touché par un autre joueur. En cas d'infraction, un coup franc indirect sera accordé aux adversaires depuis l'endroit de l'infraction, mais à minimum 5 mètres de la ligne de but.

Le gardien ne peut pas capter un ballon en retrait. En cas d'infraction, un coup franc indirect sera accordé aux adversaires depuis l'endroit de l'infraction, mais à minimum 5 mètres de la ligne de but.

Dans le format 11 x 11, la remise en jeu s'opère de la manière régulière.

Article G.34
Lors d'un coup de coin, les adversaires doivent se trouver à 5 mètres du ballon.

7 LES MATCHES

7.1 FORMATS POSSIBLES PAR CATÉGORIE

Article G.35
Les formats possibles, par catégorie, sont les suivants :

	3x3	5x5	8x8	11x11
Niveau 1			X	X
Niveau 2			X	
Niveau 3			X	
Niveau 4		X	X	
U16 (Teens)		X	X	
U13 (Kids)		X		
U10 (Minis)	X	X		

7.2 LA FEUILLE DE MATCH

Article G.36
La feuille digitale est d'application.

Article G.37
La feuille de match est complétée par les deux équipes avant le match. L'arbitre contrôle la feuille avec les noms des joueurs.

7.3 L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉQUIPES-G - DÉLÉGUÉ ACCOMPAGNATEUR ET ENTRAÎNEUR

Article G.38
Les accompagnateurs doivent avoir suffisamment d'affinité avec le groupe, et si possible avoir de l'expérience dans l'accompagnement de joueurs avec un handicap. En plus, une connaissance footballistique est souhaitable.

Article G.39
L'accompagnement des joueurs lors d'un match implique une attitude active en donnant des consignes concernant le jeu. De plus, en concertation avec l'arbitre, il doit/peut donner de l'assistance à celui-ci dans l'application des règles du jeu.

Article G.40
Tous les joueurs inscrits sur la feuille de match doivent participer le plus possible au match. S'amuser est primordial, indépendamment du niveau auquel on joue.

Article G.41
Le délégué accompagnateur est la personne de contact entre les entraîneurs, joueurs et supporters. Il est le support et le refuge pour les joueurs.

Avec l'entraîneur, il s'occupe du FAIR PLAY avant, pendant et après le match.

Article G.42
Pour l'entraîneur, le fair-play est très important. Il accompagne les joueurs G d'une manière sportive et avec suffisamment de compréhension footballistique lors des entraînements, tournois et matches.

Il crée une atmosphère sportive avant, pendant et après les matches et il montre toujours du respect pour l'arbitre, spectateurs et les joueurs des deux équipes.

Il est conscient de sa fonction d'exemple.

Il a connaissance de la problématique des joueurs avec un handicap c.à.d. qu'il classe en âme et conscience ses joueurs dans les différents niveaux 1, 2, 3 et 4.

Il connaît les règles et les principes du football-G.

Il applique le prédicat: participer est plus important que gagner; dans le football G le résultat est subordonné au plaisir de jouer. Il veille à ce que tous les joueurs participent au match.

Lorsqu'un joueur oublie au cours du match la sportivité, il sera remplacé pendant quelques minutes.

Article G.43
De préférence, l'entraîneur est secondé par un entraîneur adjoint ou un accompagnateur qui s'occupe notamment des remplacements, qui calme les joueurs qui perdent leur sang-froid, etc.

Article G.44
Si la différence de niveau entre les deux équipes est trop importante, les deux entraîneurs ou accompagnateurs se consultent et mettent tout en œuvre pour atteindre un niveau plus équilibré :

- en remplaçant le(s) meilleur(s) joueur(s) (s'il y a suffisamment de joueurs de réserve) ;
- en alignant les joueurs décisifs dans une position moins déterminante pour le jeu ;
- en ajustant le nombre de joueurs.

7.4 ENTRÉE SUR LE TERRAIN - FIN DU MATCH

Article G.45
Les joueurs, en même temps que l'arbitre, rentrent au terrain où ils se rangent sur une ligne et saluent le public. Puis ils donnent la main aux adversaires.

Article G.46
Après le match, les joueurs se rassemblent dans le rond central, où ils donnent la main aux adversaires et à l'arbitre.

8 LE CALENDRIER DE JEU

8.1 SÉRIES DE NIVEAUX - AGE DES JOUEURS

Article G.47
Un calendrier de jeu récréatif sera prévu pour des adultes niveau 1, 2, 3, 4, U16 (teens), U13 (Kids) et U10 (Minis), et ce sans classement, et ce selon les limites d'âge ci-dessous:

Catégorie	**Age**
Niveau 1, 2, 3, 4	Avoir 13 ans le jour du match
U16 (Teens)	Avoir 12 ans, et ne pas avoir 15 ans au 1 janvier précédent
U13 (Kids)	Avoir 9 ans le jour du match, et ne pas avoir 13 ans au 1 janvier précédent
U10 (Minis)	Avoir 6 ans, et ne pas avoir 10 ans au 1 janvier précédent

Des joueurs d'un niveau inférieur chez les adultes peuvent jouer dans une équipe d'un niveau supérieur.

Si un club n'a pas d'équipe de minis, les joueurs à partir de 8 ans peuvent jouer en U13 (Kids).

8.2 UNIFIED FOOTBALL

Article G.48
Dans le football Unified, des joueurs avec et sans handicap jouent ensemble contre d'autres équipes de football Unified.

Article G.49
Le football Unified peut se pratiquer dans les formats 8x8 ou 11x11.

Article G.50
Le football Unified se joue de préférence au niveau 1.

Article G.51
Les joueurs sans handicap sont appelés « Partenaires ». Les joueurs avec handicap sont appelés joueurs G.

Article G.52
Une équipe Unified 8x8 se compose sur le terrain de 4 joueurs G, complétée de 4 partenaires.

Article G.53
Une équipe Unified 11x11 se compose sur le terrain de 6 joueurs G, complétée de 5 partenaires.

Article G.54
Des joueurs G doivent être remplacés par des joueurs G, des partenaires par des partenaires.

Article G.55
Le niveau footballistique (skills) des joueurs G doit plus ou moins être du même niveau que celui des partenaires. Tous les joueurs (Joueurs G et partenaires doivent avoir l'impression qu'ils contribuent au succès de l'équipe.

Article G.56
L'entraîneur n'est pas un partenaire et n'est pas qualifié. Il est entraîneur aussi bien des partenaires que des joueurs G.

Article G.57
Le partenaire s'engage à ne pas dominer (ni ses propres équipiers ni les adversaires).

Article G.58
Il n'y a pas de règles spéciales pour les partenaires. Ils peuvent être gardien de but.

Article G.59
En cas de pénaltys (tournois), un joueur G est suivi par un partenaire. C'est un joueur G qui débute la série de 5 pénaltys.

8.3 COMPOSITION DES SÉRIES

Article G.60
Le niveau de l'équipe totale est pris en compte pour la composition définitive des séries.

Article G.61
La détermination des niveaux des séries et des équipes s'effectue de la façon suivante:

- le club donne, lors de l'inscription, son propre code de niveau 1, 2, 3 ou 4 ;
- le groupe de pilotage football G contrôle les codes de niveau de chaque équipe ;
- les prestations de la dernière partie de la saison écoulée sont prises en compte ;
- Un niveau définitif est attribué par le groupe de pilotage football G.

8.4 REMISE DE MATCHES

Article G.62
En cas de remise des matches, les directives de l'URBSFA/ACFF doivent être suivies.

9 CARTES JAUNES ET ROUGES

9.1 SANCTIONS SUR LE TERRAIN

Article G.63
Le joueur qui au cours du même match reçoit 2 cartes jaunes, ou qui reçoit directement la carte rouge, doit quitter le terrain, et ne peut plus y revenir.

Après 5 minutes, il peut être remplacé par un autre joueur . Ceci est possible après autorisation de l'arbitre et quand le ballon n'est pas en jeu.

TABLEAU INDICATIF FOOTBALL PROFESSIONNEL POUR JOUEURS, OFFICIELS ET MEMBRES DU STAFF TECHNIQUE ET MEDICAL

N°	Type d'infraction	Proposition de transaction et/ou décision à l'audience
	Général	A. Une amende effective sera infligée pour chaque match de suspension: - 1A équipes premières: 1 000,00 € par match de suspension effectif et 500,00 € par match avec sursis. - 1B équipes premières: 500,00 € par match de suspension effectif et 250.00 € par match avec sursis. - 1A réserves: 250,00 € par match de suspension effectif et 125,00 € par match avec sursis. - 1B réserves: 125,00 € par match de suspension effectif et 62,50 € par match avec sursis. B. Dans le cas où plus d'une qualification du type d'infraction est possible, l'infraction 'la plus grave' doit être retenue; C. L'instance compétente peut, en raison de la spécificité du cas, s'écarter de la fourchette en motivant explicitement sa décision (par exemple, mais sans s'y limiter: la récidive, des blessures graves,...).
1	Annihiler un but/une occasion de but	Exclusion suffisante jusqu'à 2 matches de suspension
2	Faute grossière	2 à 5 matches de suspension
3	Inconduite physique - poussée - coup (de poing, de coude, de tête,…)	2 à 8 matches de suspension
4	Inconduite verbale ou non verbale A. insultes et/ou obscénités B. menaces et/ou intimidation C. cracher en direction de ou sur quelqu'un	A. 1 à 4 matches de suspension B. 2 à 6 matches de suspension C. 2 à 6 matches de suspension
5	Inconduite verbale/non verbale/physique envers un officiel de match A. insultes et/ou obscénités B. menaces et/ou intimidation C. cracher en direction de ou sur quelqu'un	A. 2 matches de suspension jusqu'à une suspension de date à date B. 3 à 6 matches de suspension jusqu'à une suspension de date à date C. 3 à 6 matches de suspension jusqu'à une suspension de date à date D. 3 matches de suspension jusqu'à une suspension de date à date

	D. poussée, coup (de poing, de coude, de tête,…)	
6	Attitude inappropriée après l'exclusion	1 à 3 matches de suspension en plus de la sanction pour les faits ayant entraîné l'exclusion.
7	Autres comportements répréhensibles	Exclusion suffisante jusqu'à une suspension de date à date.

TABLEAU INDICATIF POUR CLUBS

N°	Type d'infraction	Proposition de transaction et/ou décision à l'audience
	Général	A. Dans le cas où plus d'une qualification du type d'infraction est possible, l'infraction 'la plus grave' doit être retenue; B. L'instance compétente peut, en raison de la spécificité du cas, s'écarter de la fourchette en motivant explicitement sa décision (par exemple, mais sans s'y limiter: la récidive, des blessures graves,...).
1	Inconduite et/ou incidents	Amende jusqu'à 5 000,00 € + sanction éventuelle prévue par le Règlement UB
2	Inconduite envers un officiel de match	Amende jusqu'à 5 000,00 € + sanction éventuelle prévue par le Règlement UB

TABLEAU INDICATIF NIVEAUX AMATEURS (SANCTIONS DISCIPLINAIRES), VALABLE EGALEMENT POUR LES CLUBS DE L'ACFF CONCERNES

D'application aux niveaux suivants: nationale 1, football féminin au niveau national, futsal au niveau national et interprovincial.

N°	Sub-n°	Type faute	Sanction
		JOUEURS - REMPLACANTS – REMPLACÉS	
A1	 1 2	Empêcher une occasion de but par une faute de main, poussée ou retenu légers ou autres fautes légères pendant la 1ère mi-temps pendant la 2ème mi-temps	 Excl. suffis. 1
A2		Empêcher une occasion de but par un tacle fautif ou charge téméraire	1
A3		Faute grossière à l'encontre d'un joueur (cas où le ballon est jouable)	2
A4	1 2	Coup de pied volontaire n'occasionnant pas une blessure Coup de pied volontaire occasionnant une blessure, nécessitant un changement	3 4
A5	1 2	Coup avec la main (gifle) n'occasionnant pas une blessure Coup avec la main (gifle) occasionnant une blessure	2 3
A6	1	Coup de poing n'occasionnant pas une blessure	3

	2	Coup de poing occasionnant une blessure	4
	3	Coup de poing au visage occasionnant une blessure	6
A7	1	Coup de coude n'occasionnant pas une blessure	3
	2	Coup de coude occasionnant une blessure	4
	3	Coup de poing au visage occasionnant une blessure	6
A8	1	Tentative de coup de tête	3
	2	Coup de tête n'occasionnant pas une blessure	4
	3	Coup de tête occasionnant une blessure	6
A9	1	Cracher vers tout autre personne que l'(assistant-)arbitre	3
	2	Cracher sur tout autre personne que l'(assistant-)arbitre	6
A10	1	Avoir lancé un objet (ballon, terre, boue, bouteille, etc.) vers tout autre personne que l'(assistant-)arbitre	2
	2	Avoir lancé un objet (ballon, terre, boue, bouteille, etc.) sur tout autre personne que l'(assistant-)arbitre	3
A11		Bousculade volontaire à l'encontre	
	1	d'un arbitre/assistant	Convocation
	2	d'un officiel	2
	3	d'un joueur	1
	4	d'un spectateur (public)	3
A12		(Tentative de) coup(s) à l'encontre d'un arbitre/assistant	Convocation
A13		Crachat(s)	

	1	vers un arbitre/assistant	Convocation
	2	sur un arbitre/assistant	Convocation
A14		Propos déplacés ou critiques répétées (sans être injurieux)	
	1	vers un arbitre/assistant	2
	2	vers toute autre personne	2
A15		Menaces verbales	
	1	vers un arbitre/assistant	4
	2	vers toute autre personne	2
A16		Gestes, comportements ou propos obscènes ou injurieux	
	1	vers un arbitre/assistant	3
	2	vers toute autre personne	2
A17		Menace(s) ou intimidation(s) physique(s) à l'encontre	
	1	d'un arbitre/assistant	5
	2	de toute autre personne	2
A18		Discrimination ou racisme	Convocation devant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme
A19		Avoir lancé un objet (ballon, terre, boue, bouteille, etc.)	
	1	vers un arbitre/assistant	Convocation
	2	sur un arbitre/assistant	Convocation

A20		Attitude inconvenante après l'exclusion	1
A21		Dégradation aux installations	Convocation
A22		Demander à l'arbitre de falsifier la feuille de match (p.e. : retrait d'une carte)	Convocation
		PERSONNES DANS LA ZONE NEUTRE ET/OU ZONE TECHNIQUE	
B1	1 2	Attitude inconvenante ou critiques Propos injurieux/insultes	1 semaine + amende €50 (récidive même saison x 2) 3 semaines + amende €100 (récidive même saison x 2)
B2		Monter sur le terrain sans autorisation de l'arbitre	1 semaine + €25
B3		Gestes ou comportements obscènes	6 semaines + €80
B4	 1 2	Menace(s) ou intimidation(s) physique(s) d'un arbitre/assistant de toutes autres personnes	 Convocation Convocation
B5		Discrimination ou racisme	Convocation devant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme

B6		Bousculade volontaire à l'encontre	
	1	d'un arbitre/assistant	Convocation
	2	de toute autre personne	6 semaines + €80
B7		Tentative de coup(s) à l'encontre	
	1	d'un arbitre/assistant	Convocation
	2	de tout autre personne	6 semaines + €80
B8		Crachat(s)	
		VERS	
	1	un arbitre/assistant	Convocation
	2	toute autre personne	1 mois + €75
		SUR	
	3	un arbitre/assistant	Convocation
	4	toute autre personne	2 mois + €100
B9		Brutalité(s) ou coup(s)	
	1	sur un arbitre/assistant	Convocation
	2	sur toute autre personne	10 semaines + €100
B10		Manquement à la fonction Exemples : Défaut d'accompagnement de l'arbitre, retard de paiement des indemnités d'arbitrage, etc.	3 semaines + €50
B11		Demander de falsifier la feuille de match et/ou le rapport d'arbitre	Convocation

B12		Incitation (vers les joueurs) de quitter le terrain prématurément (retrait de l'équipe)	Convocation
B13		Attitude inconvenante après l'exclusion	B1 + 2 semaines
		CLUBS	
C1		Attitude public : comportement inconvenant : insultes, critiques,…	Amendes nat.: € 37,5 (jeunes) et € 75 (Eq. prem.)
C2		Attitude public : comportement grave : menaces, jets d'objets, bagarre(s), crachats,…	Convocation
C3		Incidents perturbant le bon déroulement du match (ex.: supporters sur le terrain, fumigènes,…)	Convocation
C4		Discrimination ou racisme	Convocation devant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme
C5		Manque d'organisation: manque d'eau chaude, vestiaires sales ou non chauffés, pas de boisson pour l'arbitre,…	Amende nat. = amende prov. x 2
C6		Attitude générale de l'équipe	Blâme + amende €50 (jeunes), €100 (Eq. Prem.)
C7		Match arrêté prématurément	Convocation
C8		Dégâts aux installations	Convocation
C9		Entraîneur non repris sur la liste des entraîneurs ou dans le staff	€200 (voir article A5.7).

Joueurs			
Code	**Sous-code**		
A1		**Empêcher une occasion de but par une faute de main, poussée ou retenue légère ou autres fautes légères**	**1**
A2		**Empêcher une occasion de but par un tacle fautif ou charge téméraire**	**2**
A3	**1**	**Faute grossière à l'encontre d'un joueur cas où le ballon est jouable (sans blessure)**	**2**
	2	**Faute grossière à l'encontre d'un joueur cas où le ballon est jouable avec blessure nécessitant un remplacement.**	**4**
	3	**Faute grossière à l'encontre d'un joueur cas où le ballon n'est pas jouable (sans blessure)**	**3**
	4	**Faute grossière à l'encontre d'un joueur cas où le ballon n'est pas jouable avec blessure nécessitant un remplacement**	**Convocation**
A4	1	**Coup de pied volontaire n'occasionnant pas une blessure**	**4**
	2	**Coup de pied volontaire occasionnant une blessure et nécessitant un changement**	**Convocation**
A5	1	**Coup avec la main (gifle) n'occasionnant pas une blessure**	**2**
	2	**Coup avec la main (gifle) occasionnant une blessure**	**4**
A6	1	**Coup de poing n'occasionnant pas une blessure**	**4**
	2	**Coup de poing occasionnant une blessure et nécessitant un changement**	**Convocation**
A7	1	**Coup de coude n'occasionnant pas une blessure**	**4**
	2	**Coup de coude occasionnant une blessure et nécessitant un changement**	**Convocation**
A8	1	**Coup de tête n'occasionnant pas une blessure**	**6**
	2	**Coup de tête occasionnant une blessure et nécessitant un changement**	**Convocation**
A9		**Crachat**	
	1	Vers un arbitre/assistant	**8**
	2	Vers toute autre personne	**6**
	3	Sur un arbitre/assistant ou toute autre personne	**Convocation**
A10		**Avoir lancé un objet (ballon, terre, boue, bouteille, etc.)**	
	1	Vers un arbitre/assistant	**6**
	2	Vers toute autre personne	**4**
	3	Sur un arbitre/assistant ou toute autre personne	**Convocation**
A11		**Bousculade**	
	1	Toucher l'arbitre sans agressivité	**4**

	2	Bousculade à l'encontre d'une personne reprise sur la feuille de match autre qu'un arbitre/assistant	**2**
	3	**Bousculade à l'encontre d'un arbitre/assistant**	**Convocation**
A12		**Tentative de coup(s) à l'encontre**	
	1	D'un arbitre	**Convocation**
	2	D'une personne reprise sur la feuille de match	**4**
A13		**Propos, gestes déplacés ou critiques répétées (sans être injurieux)**	
	1	Vers un arbitre/assistant	2
	2	Vers toute autre personne	1
A14		**Menaces verbales**	
	1	Vers un arbitre/assistant	4
	2	Vers toute autre personne	2
A15		**Propos, gestes, comportements obscènes ou injurieux**	
	1	Vers un arbitre/assistant	4
	2	Vers toute autre personne	2
A16		**Menaces ou Intimidation physiques**	
	1	Vers un arbitre/assistant	8
	2	Vers toute autre personne	4
A17		**Discrimination ou racisme**	Renvoi devant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme
A18		**Attitude inconvenante après l'exclusion**	**2**
A19		**Dégradation aux installations**	**Convocation**
A20		**Demander à l'arbitre de falsifier la feuille de match (p.e. : retrait d'une carte)**	**Convocation**
A21		**Tentative, Geste ou Coup volontaire en dehors d'une phase de jeu sur arbitre/assistant ou sur toute autre personne**	**Convocation**

Affiliés non-joueurs			
Code	Sous-code		
B1	**1**	**Attitude inconvenante ou critiques**	**2 matches + 50€ récidive même saison x2**
	2	**Propos injurieux/insultes**	**4 matches +100€ (récidive même saison x2)**
B2		**Monter sur le terrain sans l'autorisation de l'arbitre**	**1 match**
B3		**Gestes ou comportements obscènes**	**8 matches +100€**
B4		**Menace(s) ou intimidation(s) physique(s)**	
	1	d'un arbitre/assistant	Convocation
	2	de toutes autres personnes	Convocation
B5		**Discrimination ou racisme**	**Renvoi devant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et le racisme.**
B6		**Bousculade volontaire à l'encontre**	
	1	d'un arbitre/assistant	**Convocation**
	2	De toute autre personne	**8 matches + 100€**
B7		**Tentative de coup(s) à l'encontre**	
	1	d'un arbitre/assistant	**Convocation**
	2	De toute autre personne	**8 matches + 100€**
B8		**Crachats**	
	1	**vers un arbitre/assistant**	**8 matches+ 150€**
	2	**vers toute autre personne**	**6 matches+100€**
	3	**Sur un arbitre ou tout autre personne**	**Convocation**
B9		**Brutalité(s) ou coup(s)**	
		sur un arbitre/assistant	**Convocation**
		sur toute autre personne	**Convocation**
B10		**Manquement à la fonction** Exemples: Défaut d'accompagnement de l'arbitre, retard de paiement des indemnités d'arbitrage, etc…	**2 matches**
B11		**Demander de falsifier la feuille de match et/ou le rapport d'arbitre**	**Convocation**
B12		**Incitation (vers les joueurs) de quitter le terrain prématurément (retrait de l'équipe)**	**4 matches / forfait administratif**
B13		**Attitude inconvenante après l'exclusion**	**2 matches**

Clubs			
Code	Sous-code		
C1		**Attitude public : comportement inconvenant** : insultes, critiques,…	**150€ (Eq Prem amateurs)** **100€ (Eq premières provinciales)** **50€ (Toutes autres équipes)** **Récidive même saison x2**
C2		**Attitude public : comportement grave :** menaces, jets d'objets, bagarre(s), crachats, supporters sur le terrain, fumigènes,…	
	1	qui perturbe le bon déroulement de la rencontre	**Convocation**
	2	qui ne perturbe pas le bon déroulement de la rencontre	**200€** (Eq Prem amateurs) **150€** (Eq premières provinciales) **100€** (Toutes autres équipes)
C3		**Discrimination ou racisme**	**Renvoi devant la Chambre nationale pour la lutte contre la discrimination et racisme**
C4		**Manque d'organisation.**	**Blâme + 50€ (Eq. Prem)** **Blâme+ 25€ (Jeunes)**
C5		**Attitude générale de l'équipe**	**Blâme + 150€ (Eq Prem amateurs)** **Blâme + 100€ (Eq premières provinciales)** **Blâme + 50€ (Toutes autres équipes)**
C6		**Match arrêté prématurément**	**Convocation/transaction**
C7		**Dégâts aux installations**	**Convocation**
C8		**Entraineur non repris sur la liste des entraineurs ou dans le staff**	**A5.7**

IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD

FIFA



Lois du Jeu

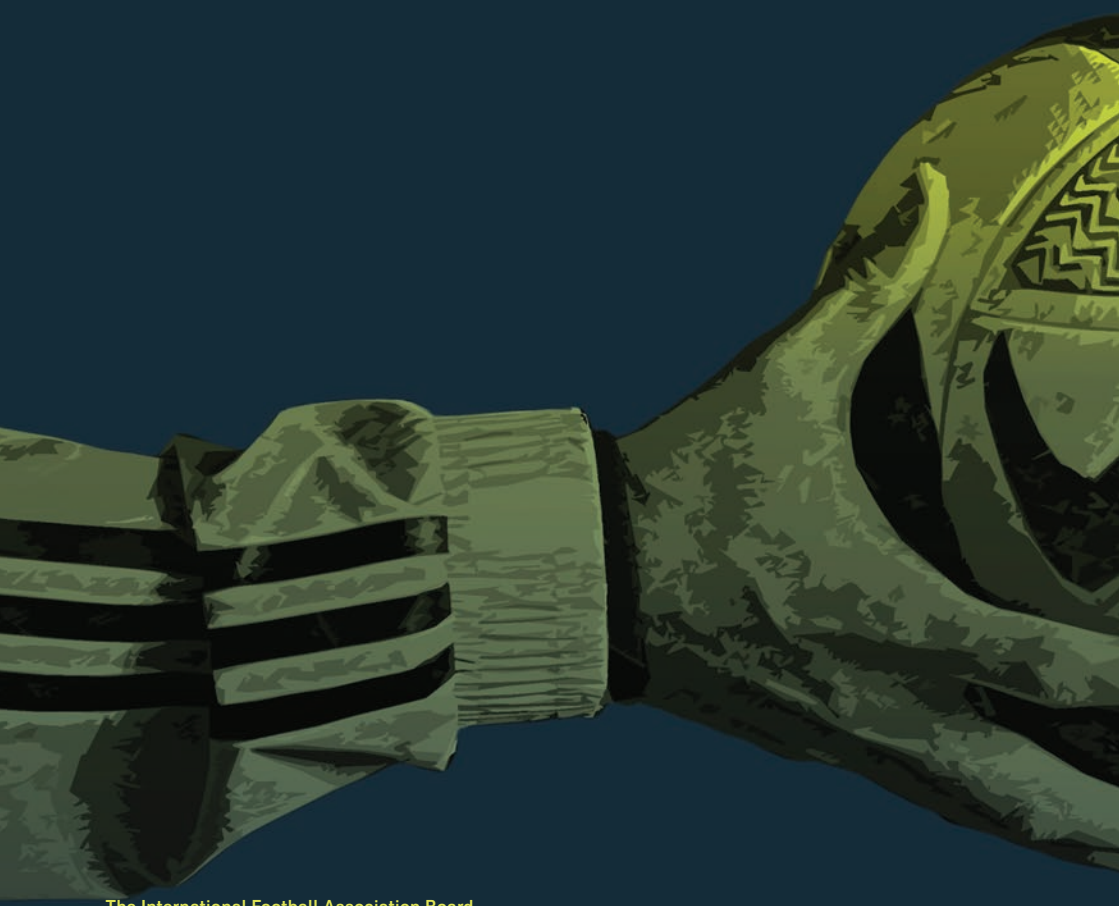
24/25

Téléchargez l'application des Lois du Jeu

IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD





The International Football Association Board
Münstergasse 9, 8001 Zurich, Suisse
Tél. : +41 (0)44 245 1886, Fax : +41 (0)44 245 1887
www.theifab.com

Reproduction ou traduction complètes ou partielles seulement avec l'autorisation spéciale de l'IFAB.

En vigueur depuis le 1er juillet 2024

IFAB®



Lois du Jeu

2024/25

Table des matières

À propos 9

Notes et modifications 16

Remarques relatives aux Lois du Jeu 17

Modifications générales 20

Directives pour les exclusions temporaires 24

Directives pour les remplacements libres 30

Protocole relatif aux remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale 32

Lois du Jeu 2024/25 37

1 Terrain 39

2 Ballon 49

3 Joueurs 53

4 Équipement des joueurs 61

5 Arbitre 69

6 Autres arbitres 81

7 Durée d'un match 89

8 Coup d'envoi et reprise du jeu 93

9 Ballon en jeu et hors du jeu 97

10 Issue d'un match 99

11 Hors-jeu 105

12 Fautes et incorrections 111

13 Coups francs 127

14 Penalty 131

15 Rentrée de touche 137

16 Coup de pied de but 141

17 Corner 145

Protocole d'assistance vidéo à l'arbitrage 148

Programme Qualité de la FIFA 158

Amendements Lois du Jeu 2024/25 162

Résumé des modifications des Lois du Jeu 163

Détails des modifications des Lois du Jeu 166

Glossaire 176

Instances du football 177

Termes du football 178

Arbitres 188

Directives pratiques pour les arbitres 190

Introduction 191

Positionnement, mouvement et coopération 192

Gestuelle, communication et usage du sifflet 206

Autres conseils 214

IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD

À propos

IFAB®



La philosophie et l'esprit des Lois du Jeu

Le football est le sport le plus populaire de la planète. Il se joue sur tous les continents, dans tous les pays et à tous les niveaux. L'application homogène des Lois du Jeu sur tous les terrains du monde entier, depuis les rencontres de la Coupe du Monde de la FIFA™ jusqu'aux petits matches dans les rues des villages les plus reculés, constitue un atout fort qu'il convient de promouvoir dans l'intérêt de notre discipline.

Le football doit être régi par des lois permettant de préserver son équité. Ce socle sur lequel repose toute la beauté de notre sport garantit également la perpétuation de son esprit. Les meilleurs matches sont ceux où l'arbitre intervient le moins car les joueurs se respectent les uns les autres, en plus de respecter les arbitres et les Lois du Jeu.

Les Lois du football sont relativement simples par rapport à celles de la majorité des autres sports collectifs mais, étant donné que de nombreuses situations sont subjectives et que les arbitres sont humains, il arrive que certaines décisions fassent débat. Pour certains, ces discussions font partie du football mais l'esprit du jeu exige que les décisions arbitrales soient toujours respectées, indépendamment de leur pertinence. Les personnes d'autorité, en particulier les entraîneurs et les capitaines, ont une responsabilité forte envers le football : celle de respecter les arbitres et leurs décisions.

Or, le mauvais comportement des participants constitue une source d'inquiétude et il est essentiel que chaque personne impliquée dans le football soit traitée avec respect. L'IFAB a donc approuvé les tests suivants dans l'optique d'améliorer le comportement des participants. Ces tests sont mis à la disposition de toutes les compétitions, à l'exception de celles impliquant des équipes des deux plus hautes divisions nationales ou des équipes nationales « A » :

- « pause d'apaisement » à la suite d'altercations ;
- possibilité pour les arbitres d'établir un périmètre « réservé aux capitaines » afin d'éviter d'être encerclés ou pris à partie, ou de réduire ces situations.

D'autres tests sont également menés :

- afin de gérer plus efficacement les situations où les gardiens de but conservent le ballon à la main trop longtemps et de manière indue ;
- concernant l'explication et l'annonce publiques par l'arbitre de la décision finale consécutive à une « analyse » vidéo ou une longue « vérification » impliquant l'assistance vidéo à l'arbitrage.

Les Lois du Jeu ne peuvent envisager toutes les situations possibles et imaginables. Ainsi, lorsqu'elles ne prévoient pas un cas de figure, l'IFAB s'attend à ce que l'arbitre prenne une décision dans l'esprit du jeu et de ses Lois. Il doit alors se poser la question : « Qu'attend de moi le football ? ».

Les Lois du Jeu doivent également contribuer à la sécurité et au bien-être des joueurs. Il est donc de la responsabilité de l'IFAB de réagir rapidement et de manière appropriée lorsque le besoin s'en fait ressentir, afin que le texte des Lois du Jeu protège les participants.

Les tests s'étant avérés concluants, le recours aux « remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale » sont désormais intégrés aux Lois et les compétitions sont libres d'y recourir. Cela permettra aux équipes, en cas de commotion potentielle ou avérée, de privilégier le bien-être du joueur sans se retrouver en infériorité numérique.

Les accidents sont inévitables mais les Lois aspirent à créer le cadre le plus sûr possible en plaçant le bien-être du joueur au même niveau que l'équité sportive. Cela exige des arbitres qu'ils s'appuient sur les Lois pour répondre avec fermeté aux joueurs effectuant des gestes trop agressifs ou dangereux. Le refus du jeu dangereux transparaît clairement dans les mesures disciplinaires des Lois, à travers des formulations telles que « charge inconsidérée », « mise en danger de l'intégrité physique d'un adversaire » ou « faute avec violence ».

Pour favoriser une meilleure compréhension des Lois du Jeu, l'IFAB a publié les « Règles du football – Lois du Jeu simplifiées », qui ont été rédigées afin de rendre les Lois du Jeu plus faciles à comprendre, en particulier pour les jeunes, les arbitres récemment qualifiés ou souhaitant l'être, les adultes arbitrant occasionnellement des matches, les joueurs et joueuses, les entraîneurs et entraîneures (y compris ceux souhaitant obtenir une licence), les spectateurs et spectatrices, ainsi que les médias.

Rendez-vous sur **www.footballrules.com** pour consulter ou télécharger les Règles du football, lesquelles peuvent être classées par ordre alphabétique ou par catégorie.

L'IFAB a par ailleurs élaboré une version audio des Lois du Jeu, disponible sur : **www.theifab.com**.

Veuillez noter que les « Règles du football – Lois du Jeu simplifiées » ainsi que la version audio des Lois du Jeu sont actuellement disponibles en anglais uniquement.

Gestion des amendements aux Lois du Jeu

La pratique du football doit toujours rester synonyme de plaisir pour les joueurs, les arbitres et les entraîneurs, tout comme pour les spectateurs, les supporters et les dirigeants, quels que soient leur âge, leur sexe, leurs origines ethniques, leur religion, leur culture, leur orientation sexuelle, leur handicap, etc.

C'est pourquoi, avant de modifier une Loi, l'IFAB et l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus décisionnel doivent être convaincus des bienfaits éventuels, ce qui nécessite parfois l'organisation de différents tests.

À chaque proposition de modification, nous nous concentrons sur les points suivants : équité, intégrité, respect, sécurité, plaisir des participants et des spectateurs et, le cas échéant, utilisation de la technologie au bénéfice du football.

L'IFAB entend entretenir un dialogue constructif avec la communauté du football mondial afin que les modifications des Lois du Jeu profitent au football à tous les niveaux, aux quatre coins du monde, et que l'intégrité du football, des Lois et des arbitres soit respectée, valorisée et protégée.

L'avenir

En plus d'avoir comme objectif d'accroître l'attrait et la sportivité du football, que ce soit pour le pratiquer ou le regarder, l'IFAB continue de travailler avec ses panels consultatifs et de dialoguer avec les parties prenantes, gardant au cœur de ses préoccupations le bien-être des joueurs et l'amélioration du comportement des participants.

Il est également important de préserver l'universalité des Lois afin que les jeunes puissent reproduire du mieux possible ce qu'ils voient à la télévision.

L'IFAB aime interagir avec des individus du monde entier et apprécie toujours de recevoir des suggestions ou questions concernant les Lois du Jeu.

N'hésitez donc pas à envoyer vos propositions ou questions à : **lawenquiries@theifab.com**.

De plus amples détails sur l'histoire des Lois du Jeu et les développements en cours, notamment les tests, sont disponibles sur notre site Internet (**www.theifab.com/fr/**).

IFAB®



Notes et modifications

Remarques relatives aux Lois du Jeu

Langues officielles
L'IFAB publie les Lois du Jeu en allemand, anglais, espagnol et français. En cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Autres langues
Les fédérations nationales qui traduisent les Lois du Jeu peuvent obtenir le modèle pour l'édition 2024/25 des Lois du Jeu auprès de l'IFAB en envoyant un courriel à l'adresse suivante : **info@theifab.com**.

Les fédérations nationales qui produisent une version traduite des Lois du Jeu à l'aide de ce livret sont invitées à en envoyer un exemplaire à l'IFAB, lequel doit explicitement mentionner sur la couverture qu'il s'agit d'une traduction officielle de la fédération, afin qu'il soit publié sur le site Internet de l'IFAB.

Mesures
En cas de divergence entre les unités impériales et les unités métriques, les unités métriques font foi.

Application des Lois du Jeu
Les mêmes lois s'appliquent à l'ensemble des matches disputés dans chaque confédération, pays, ville et village, à l'exception des ajustements autorisés dans la rubrique « Modifications générales ». **Les Lois du Jeu ne peuvent être ajustées qu'avec la permission de l'IFAB**.

Les personnes chargées de la formation des arbitres et autres parties prenantes doivent insister sur les aspects suivants :

- Les arbitres doivent appliquer les Lois dans l'« esprit » du jeu afin de garantir que les matches soient disputés dans un contexte équitable et sûr.

- Tout le monde doit respecter les arbitres et leurs décisions, sans oublier le fait qu'ils sont des êtres humains susceptibles de faire des erreurs.

Les joueurs ont une grande responsabilité vis-à-vis de l'image du sport, et le capitaine de l'équipe devrait contribuer à ce que les Lois du Jeu et les décisions de l'arbitre soient respectées.

Légende

Les principales modifications des Lois sont soulignées et indiquées en jaune dans la marge.

Les principaux changements stylistiques, rédactionnels et terminologiques propres au français sont soulignés, mais pas indiqués dans la marge.


IFAB
FIFA
adidas

Modifications générales

En raison de l'universalité des Lois du Jeu, le football est identique dans tous les coins du monde et à tous les niveaux. En plus de créer un environnement « équitable » et sûr permettant à tout le monde de pratiquer le football, les Lois du Jeu doivent également inciter à la participation et procurer du plaisir.

Historiquement, l'IFAB a laissé les fédérations nationales modifier certaines sections « organisationnelles » des Lois du Jeu pour certaines catégories de football. L'IFAB estime que les fédérations nationales devraient être en mesure de modifier la façon dont le football est organisé si cela profite au jeu dans leur pays.

La façon dont on joue au football et dont un match est arbitré devrait être identique sur chaque terrain de football du monde, de la finale de la Coupe du Monde de la FIFA™ à un match dans le plus petit des villages. Cependant, selon les besoins du football national de chaque pays, les fédérations nationales devraient pouvoir déterminer la durée d'un match, le nombre de personnes pouvant y participer et comment sanctionner certains comportements injustes.

Toutes les fédérations nationales (ainsi que les confédérations et la FIFA) ont la possibilité de modifier certaines des sections organisationnelles suivantes des Lois du Jeu pour le football dont elles sont responsables :

Pour tous les niveaux :

- Nombre de remplacements que chaque équipe est autorisée à effectuer, le maximum étant cinq*, à l'exception du football de jeunes, pour lequel le nombre maximal est déterminé par la fédération nationale, la confédération ou la FIFA
- Recours aux remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale (conformément au protocole de l'IFAB)

**Voir également la Loi 3 pour les conditions applicables lorsqu'une prolongation est disputée et les détails concernant le nombre maximum d'opportunités de remplacements.*

Catégories de jeunes, vétérans, handicapés et football de base :

- Dimensions du terrain
- Circonférence, poids et matière du ballon
- Dimensions des buts
- Durée des deux périodes (de durée égale) du match et des deux périodes de la prolongation (de durée égale)
- Nombre de joueurs
- Utilisation de remplacements libres
- Utilisation d'exclusions temporaires à la place de certains/tous les avertissements (cartons jaunes)
- Exigences spécifiques concernant le brassard que le capitaine doit porter

De plus, pour permettre aux fédérations nationales de disposer d'une souplesse supplémentaire pour développer leur football national, les modifications suivantes concernant les « catégories » de football s'appliquent :

- Les fédérations nationales, les confédérations et la FIFA ont la possibilité de décider des contraintes d'âge pour les catégories de jeunes et vétérans.
- Chaque fédération nationale pourra déterminer quelles compétitions aux plus petits niveaux de football sont désignées comme étant du football « de base ».

Tests de l'IFAB

Un potentiel amendement aux Lois du Jeu doit parfois faire l'objet de tests afin d'évaluer les répercussions attendues – mais aussi inattendues – que l'amendement en question est susceptible d'avoir sur le jeu. Les confédérations, les fédérations nationales ainsi que les organisateurs de compétitions doivent obtenir l'autorisation de l'IFAB pour prendre part à ces tests.

Pour 2024/25, les tests de l'IFAB porteront notamment sur :

- La possibilité d'établir, dans certaines situations, un périmètre autour de l'arbitre réservé au capitaine.
- La possibilité de recourir à des pauses d'apaisement officielles à la suite d'altercations.

- Une nouvelle approche lorsque le gardien conserve le ballon à la main trop longtemps.
- L'annonce et l'explication publiques par l'arbitre de la décision finale consécutive à une « analyse » vidéo ou une longue « vérification » impliquant l'assistance vidéo à l'arbitrage.

Des informations détaillées sur les tests et les protocoles y afférents sont disponibles sur **www.theifab.com/fr/** (section « Tests »).

Les instances et compétitions désireuses de prendre part à l'un ou plusieurs de ces tests sont invitées à contacter l'IFAB à l'adresse : **trials@theifab.com**.

Autorisation pour d'autres modifications

Les fédérations nationales ont la possibilité d'approuver différentes modifications pour différentes compétitions et ne sont donc pas obligées de les appliquer uniformément ou dans leur intégralité. **Cependant, aucune autre modification n'est autorisée sans la permission de l'IFAB**.

Les fédérations nationales doivent informer l'IFAB de la façon dont elles utilisent ces modifications, et à quels niveaux, car ces informations, et notamment les motifs de l'utilisation des modifications, pourraient permettre d'identifier des stratégies de développement que l'IFAB peut ensuite partager pour contribuer au développement du football d'autres fédérations nationales.

Par ailleurs, l'IFAB souhaiterait fortement connaître d'autres modifications potentielles des Lois du Jeu qui permettraient d'accroître le taux de participation, de rendre le football plus attrayant et d'en promouvoir son développement dans le monde entier.


IFAB
SSROOTS
adidas

Directives pour les exclusions temporaires

En vigueur à compter du 1er juillet 2024

Introduction

Les exclusions temporaires sont autorisées pour certaines ou toutes les infractions passibles d'avertissement (carton jaune) dans les catégories de jeunes, vétérans, handicapés et dans le football de base, sous réserve de leur approbation par l'entité organisant la compétition (fédération nationale, confédération ou FIFA, le cas échéant).

La 138e assemblée générale annuelle de l'IFAB a également approuvé une version révisée des « Directives pour les exclusions temporaires », qui entreront en vigueur au 1er juillet 2024 – tout comme les amendements aux Lois du Jeu – mais pourront être introduites plus tôt.

Les principales modifications aux directives sont soulignées. En revanche, les modifications d'ordre stylistique, rédactionnel et terminologique ne sont pas indiquées.

Vous trouverez des références aux exclusions temporaires dans les sections suivantes :

Loi 5. Arbitre :
5.3 Pouvoirs et devoirs – Approche disciplinaire

L'arbitre a autorité pour infliger des cartons jaunes et rouges et, lorsque le règlement de la compétition l'y autorise, à exclure temporairement un joueur, à partir du moment où il pénètre sur le terrain au début du match et jusqu'après la fin du match, y compris pendant la mi-temps, la prolongation et les tirs au but.

Une exclusion temporaire consiste à sanctionner un joueur qui commet une infraction passible d'avertissement d'une « suspension » immédiate pour une durée limitée. L'idée sous-jacente est qu'une « sanction instantanée » peut avoir une influence positive significative et immédiate sur le comportement du joueur fautif et, potentiellement, sur l'ensemble de son équipe.

La fédération nationale, la confédération ou la FIFA doit approuver (dans le but d'être publié dans le règlement de la compétition) un protocole d'exclusion temporaire en respectant les directives suivantes :

Sanction réservée aux joueurs

- Les exclusions temporaires s'appliquent à tous les joueurs (y compris les gardiens de but), mais ne concernent pas les infractions passibles d'avertissement commises par un remplaçant ou par un joueur remplacé.

Signal de l'arbitre

- L'arbitre indiquera une exclusion temporaire en donnant un carton jaune puis en pointant clairement des deux bras la zone d'exclusion temporaire (en général la surface technique du joueur).

Durée de l'exclusion temporaire

- La durée de l'exclusion temporaire est la même pour toutes les infractions.
- L'exclusion temporaire doit durer entre 10% et 15% de la durée du match (par exemple, 10 minutes pour un match de 90 minutes, 8 minutes pour un match de 80 minutes).
- La période d'exclusion temporaire commence lorsque le jeu reprend après que le joueur a quitté le terrain.
- L'arbitre doit inclure dans la durée de l'exclusion temporaire tout temps « perdu » pour un arrêt de jeu dont il tiendrait compte pour calculer le « temps additionnel » à la fin d'une période (remplacement, blessure, célébration de but, etc.).
- Les organisateurs de compétitions doivent décider qui aidera l'arbitre à chronométrer la durée de l'exclusion temporaire. Cela peut être la responsabilité d'un délégué, du quatrième arbitre ou d'un arbitre assistant voire d'un officiel d'équipe.

- Une fois la période d'exclusion temporaire terminée, le joueur peut regagner le terrain depuis la ligne de touche avec l'autorisation de l'arbitre, lors de l'arrêt de jeu suivant.
- La décision finale quant au moment où le joueur peut regagner le terrain revient à l'arbitre.
- Un joueur exclu temporairement ne peut être remplacé avant la fin de la période d'exclusion temporaire (et ne peut être remplacé si l'équipe a épuisé tous ses remplacements autorisés et/ou ses opportunités de remplacements, le cas échéant).
- Si une période d'exclusion temporaire n'est pas terminée à la fin de la première mi-temps, le joueur doit purger la durée restante de son exclusion temporaire à compter du coup d'envoi de la deuxième mi-temps. Cela vaut également en cas de prolongation.
- Si une période d'exclusion temporaire n'est pas terminée à la fin de la deuxième mi-temps et qu'une prolongation doit avoir lieu, le joueur doit purger la durée restante de son exclusion temporaire à compter du coup d'envoi de la prolongation.
- Si une période d'exclusion temporaire n'est pas terminée à la fin du match, le joueur concerné peut prendre part à la séance de tirs au but dans la mesure où les exclusions temporaires ne s'appliquent pas lors des séances de tirs au but.

Zone d'exclusion temporaire

- Un joueur exclu temporairement doit rester dans la surface technique (lorsqu'il y en a une) ou aux côtés de l'entraîneur/encadrement technique de l'équipe sauf s'il « s'échauffe » (dans les mêmes conditions qu'un remplaçant).

Infractions commises pendant une exclusion temporaire

- Un joueur exclu temporairement qui commet une infraction passible d'avertissement ou d'exclusion pendant sa période d'exclusion temporaire ne pourra plus participer au match et ne peut être remplacé.

Autres mesures disciplinaires

- Les compétitions/fédérations nationales décideront si les exclusions temporaires doivent être signalées à l'autorité compétente et si d'autres mesures disciplinaires doivent être prises, par exemple une suspension pour avoir accumulé un certain nombre d'exclusions temporaires comme pour les avertissements « classiques » (cartons jaunes).

Systèmes d'exclusion temporaire

Une compétition peut utiliser l'un des systèmes d'exclusion temporaire suivants :

- Système A – pour toutes les infractions passibles d'avertissement
- Système B – pour certaines infractions passibles d'avertissement

Système A – exclusion temporaire pour toutes les infractions passibles d'avertissement

- Toutes les infractions passibles d'avertissement sont sanctionnées d'une exclusion temporaire.
- Un joueur qui commet une deuxième infraction passible d'avertissement dans le même match :
  - devra respecter une deuxième exclusion temporaire et ne pourra plus participer au match ;
  - peut être remplacé par un remplaçant à la fin de la deuxième période d'exclusion temporaire si l'équipe du joueur n'a pas épuisé tous ses remplacements autorisés et/ou ses opportunités de remplacements, le cas échéant (ceci parce que l'équipe a déjà été « sanctionnée » en jouant sans ce joueur pendant deux périodes d'exclusion temporaire).

Système B – exclusion temporaire pour certaines infractions passibles d'avertissement*

- Une liste prédéfinie déterminera quelles infractions passibles d'avertissement sont sanctionnées d'une exclusion temporaire.
- Pour toutes les autres infractions passibles d'avertissement, le joueur recevra un carton jaune mais ne sera pas exclu temporairement.
- Un joueur qui reçoit deux avertissements durant le match doit être exclu définitivement, même si l'un des avertissements ou les deux résultent d'une infraction passible d'une exclusion temporaire.

**Certaines compétitions peuvent trouver intéressant d'utiliser les exclusions temporaires uniquement pour les infractions concernant un comportement « inapproprié », par exemple :*

- *Simulation*
- *Retarder délibérément la reprise adverse du jeu*
- *Manifester sa désapprobation en paroles ou en actes*
- *Stopper une attaque prometteuse en tenant, tirant, poussant ou en commettant une faute de main délibérée*
- *Faire semblant de frapper le ballon lors d'un penalty*


IFAB
FIFA
REFEREE
9
Kappa
adidas

Directives pour les remplacements libres

Après approbation de la 131e AGM de l'IFAB organisée à Londres le 3 mars 2017, les Lois du Jeu autorisent désormais l'utilisation de remplacements libres dans les catégories de jeunes, vétérans, handicapés et dans le football de base, sous réserve d'approbation de la fédération nationale de la compétition, confédération ou FIFA, le cas échéant.

Vous trouverez des références aux remplacements libres dans :

Loi 3. Joueurs :
3.2 Nombre de remplacements – Remplacements libres

L'utilisation de remplacements libres est seulement permise chez les jeunes, vétérans, handicapés et dans le football de base, sous réserve de l'accord de la fédération nationale, de la confédération ou de la FIFA.

Un « remplaçant libre » est un joueur qui a déjà participé au match et qui a été remplacé (un joueur remplacé) et qui, plus tard dans le match, joue à nouveau en remplaçant un autre joueur.

À part la possibilité dont dispose un joueur remplacé pour jouer à nouveau lors du même match, toutes les autres clauses de la Loi 3 et des Lois du Jeu s'appliquent aux remplacements libres. Et notamment, la procédure de remplacement détaillée dans la Loi 3 doit être respectée.


IFAB
FIFA.com
FIFA
REFEREE
2023

Protocole relatif aux remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale

En vigueur à compter du 1er juillet 2024

Introduction

Les Lois du Jeu autorisent désormais les compétitions à permettre le recours à des remplacements permanents supplémentaires en cas de commotion cérébrale. Cela fait suite à l'approbation donnée par l'IFAB lors de sa 138e assemblée générale annuelle, organisée en Écosse le 2 mars 2024.

Une équipe pourra donc recourir à un remplacement permanent supplémentaire en cas de commotion cérébrale potentielle ou avérée. Auquel cas, le joueur remplacé ne pourra plus participer au match. Ce remplacement n'est pas comptabilisé comme un « remplacement normal » (ou comme une opportunité de remplacement, le cas échéant).

Vous trouverez des références aux remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale dans les sections suivantes :

Loi 3. Joueurs :
3.2. Nombre de remplacements – Remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale

Une compétition peut avoir recours à des remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale conformément au protocole décrit dans la section « Notes et modifications ».

Remarque : bien que deux protocoles différents aient été utilisés durant la période de test, un seul protocole a été approuvé lors de l'assemblée générale annuelle de l'IFAB et celui-ci doit être appliqué dans son intégralité.

Principes

- Chaque équipe est autorisée à recourir à un seul « remplacement pour commotion cérébrale » au cours d'un match.
- Le recours à ce « remplacement pour commotion cérébrale » est possible indépendamment du nombre de remplaçants déjà utilisés.
- Dans les compétitions où le nombre de remplaçants figurant sur la liste de départ est équivalent au nombre maximal de « remplacements normaux » possibles, le « remplaçant pour commotion cérébrale » peut être un joueur remplacé plus tôt dans le match et le remplacement peut être effectué à tout moment, indépendamment du nombre de remplaçants déjà utilisés.
- Dès lors qu'une équipe a recours à un « remplaçant pour commotion cérébrale », l'équipe adverse peut effectuer librement un remplacement supplémentaire.

Procédure

- La procédure de remplacement est conforme à la Loi 3 – Joueurs (sauf dispositions contraires ci-dessous).
- Un « remplacement pour commotion cérébrale » peut être effectué :
  - immédiatement après une situation de commotion cérébrale potentielle ou avérée ;
  - à l'issue d'une période initiale d'évaluation sur le terrain et/ou de l'évaluation effectuée hors du terrain ; ou
  - à tout autre moment en cas de commotion cérébrale potentielle ou avérée, notamment si un joueur a déjà été examiné et qu'il a repris le jeu.

- Si une équipe décide d'effectuer un « remplacement pour commotion cérébrale », elle doit en informer l'arbitre ou le quatrième arbitre, idéalement à l'aide d'un formulaire ou d'une fiche de remplacement de couleur différente.
- Le joueur remplacé pour une commotion cérébrale potentielle ou avérée ne peut plus prendre part au match, y compris en cas de tirs au but, et, dans la mesure du possible, il doit être accompagné jusqu'aux vestiaires et/ou au service médical.
- L'équipe adverse est informée par l'arbitre ou le quatrième arbitre de la possibilité qui lui est offerte de procéder à un « remplacement supplémentaire » et d'utiliser une « opportunité de remplacement supplémentaire ». Cette option peut être utilisée en même temps que le « remplacement pour commotion cérébrale » effectué par l'équipe adverse ou à tout moment par la suite (sauf disposition contraire dans les Lois du Jeu).

Opportunités de remplacements

- Le recours à un « remplacement pour commotion cérébrale » est indépendant du nombre d'opportunités de « remplacement normal ».
- Toutefois, si une équipe effectue un « remplacement normal » en même temps qu'un « remplacement pour commotion cérébrale », tous deux sont comptabilisés comme une seule et même opportunité de « remplacement normal ».
- Une fois qu'une équipe a épuisé ses opportunités de « remplacement normal », elle ne peut recourir à une opportunité de « remplacement pour commotion cérébrale » pour effectuer un « remplacement normal ».
- Si une équipe effectue un « remplacement pour commotion cérébrale », l'équipe adverse peut effectuer un « remplacement supplémentaire » et utiliser une « opportunité de remplacement » supplémentaire. Cette « opportunité de remplacement » supplémentaire peut être utilisée uniquement pour effectuer un « remplacement supplémentaire » et en aucun cas pour un « remplacement normal ».

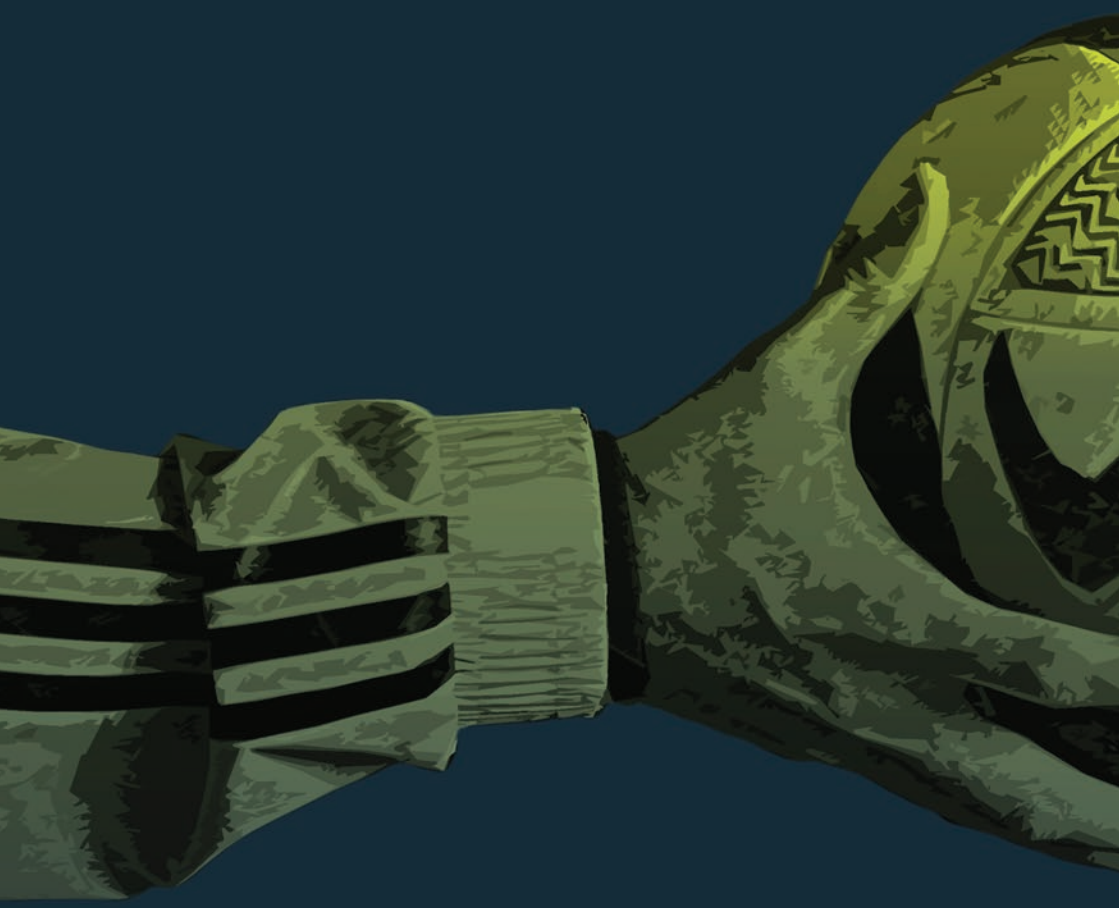
Arbitres

L'arbitre et ses assistants, notamment le quatrième arbitre :

- ne peuvent intervenir dans le processus décisionnel de l'équipe concernant l'éventuel remplacement d'un joueur ou le type de remplacement (« remplacement normal » ou « remplacement pour commotion cérébrale ») ;
- ne sont pas habilités à décider si une blessure potentielle ou avérée permet de recourir à un « remplacement pour commotion cérébrale » ;
- doivent apporter leur soutien en cas de blessure potentielle ou avérée, notamment en indiquant au capitaine, à l'entraîneur et/ou au personnel médical de l'équipe s'ils estiment qu'un joueur a besoin d'un examen et/ou d'un traitement ;
- doivent soutenir la décision du capitaine, de l'entraîneur et/ou du personnel médical de l'équipe quant à l'impossibilité pour un joueur blessé de poursuivre la rencontre, ce qui peut nécessiter de reporter la reprise du jeu jusqu'à ce que le joueur ait quitté le terrain ; et
- doivent relayer auprès des autorités concernées tout doute quant à un recours inapproprié au « remplacement pour commotion cérébrale ».

IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD





Lois du Jeu

2024/25

IFAB



Loi 1

Terrain

1. Surface de jeu

Le terrain doit comporter une surface entièrement naturelle ou, si le règlement de la compétition l'autorise, une surface entièrement artificielle ou un mélange intégré de surface artificielle et naturelle (système hybride).

Les surfaces artificielles doivent être de couleur verte.

Lorsque des surfaces artificielles sont utilisées pour des matches de compétition entre équipes représentatives des associations membres de la FIFA ou pour des matches de compétitions internationales interclubs, les surfaces doivent satisfaire aux exigences du Programme Qualité de la FIFA pour le gazon artificiel, sauf en cas de dérogation exceptionnelle accordée par l'IFAB.

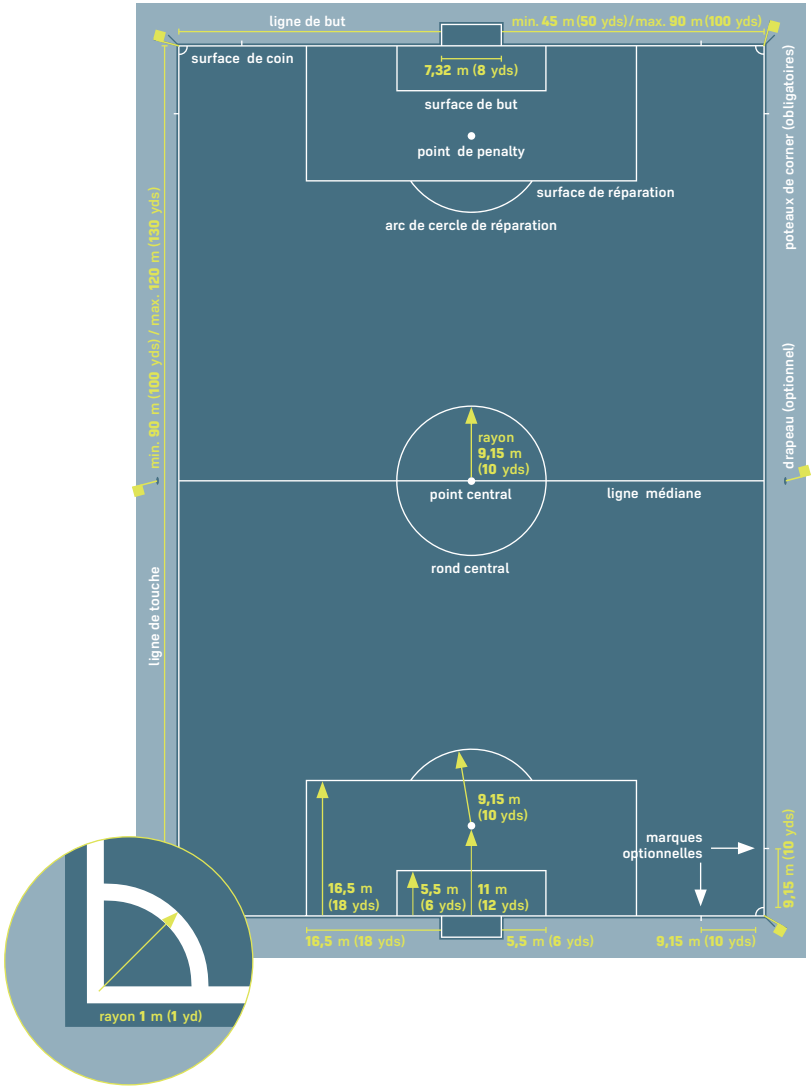
2. Marquage du terrain

Le terrain doit être rectangulaire et délimité par des lignes continues qui ne doivent pas être dangereuses ; il est possible d'utiliser un matériau de surface artificiel pour le marquage du terrain sur les terrains naturels si cela n'est pas dangereux. Ces lignes font partie intégrante des surfaces qu'elles délimitent.

Seules les lignes énoncées à la Loi 1 doivent être marquées sur le terrain. Lorsque des surfaces artificielles sont utilisées, d'autres lignes sont autorisées sous réserve qu'elles soient de couleur différente et clairement différentiables des lignes de football.

Les deux lignes de délimitation les plus longues sont les lignes de touche. Les deux plus courtes sont les lignes de but.

Le terrain est divisé en deux moitiés par la ligne médiane qui joint le milieu des lignes de touche.



- Les mesures doivent être effectuées à partir de l'extérieur des lignes puisque celles-ci font partie intégrante de la zone qu'elles délimitent.
- La distance entre le point de penalty et le but est mesurée entre le centre du point de penalty et la limite extérieure de la ligne de but.

Le point central est marqué au milieu de la ligne médiane. Autour de ce point est tracé un cercle de 9,15 m (10 yds) de rayon.

Il est possible de tracer une marque à 9,15 m (10 yds) de la surface de coin, à l'extérieur du terrain, perpendiculairement à la ligne de but et à la ligne de touche.

Toutes les lignes doivent avoir la même largeur et ne pas dépasser 12 cm (5 ins). La ligne de but doit avoir la même largeur que les poteaux et la barre transversale.

Un joueur qui trace sur le terrain des marques non autorisées doit être averti pour comportement antisportif. Si l'arbitre se rend compte de l'infraction en cours de jeu, il avertira le joueur fautif au premier arrêt de jeu.

3. Dimensions

Les lignes de touche doivent être plus longues que les lignes de but.

- Longueur (ligne de touche) :
  minimum 90 m (100 yds)
  maximum 120 m (130 yds)
- Longueur (ligne de but) :
  minimum 45 m (50 yds)
  maximum 90 m (100 yds)

Les organisateurs des compétitions peuvent déterminer la longueur de la ligne de but et de la ligne de touche, en respectant les dimensions ci-dessus.

4. Dimensions pour les matches internationaux

- Longueur (ligne de touche) :
  minimum 100 m (110 yds)
  maximum 110 m (120 yds)
- Longueur (ligne de but) :
  minimum 64 m (70 yds)
  maximum 75 m (80 yds)

Les organisateurs des compétitions peuvent déterminer la longueur de la ligne de but et de la ligne de touche, en respectant les dimensions ci-dessus.

5. Surface de but

Deux lignes sont tracées perpendiculairement à la ligne de but, à 5,50 m (6 yds) de l'intérieur de chaque poteau du but. Ces deux lignes avancent sur le terrain sur 5,50 m (6 yds) et sont réunies en leur extrémité par une ligne tracée parallèlement à la ligne de but. L'espace délimité par ces lignes et la ligne de but est appelé surface de but.

6. Surface de réparation

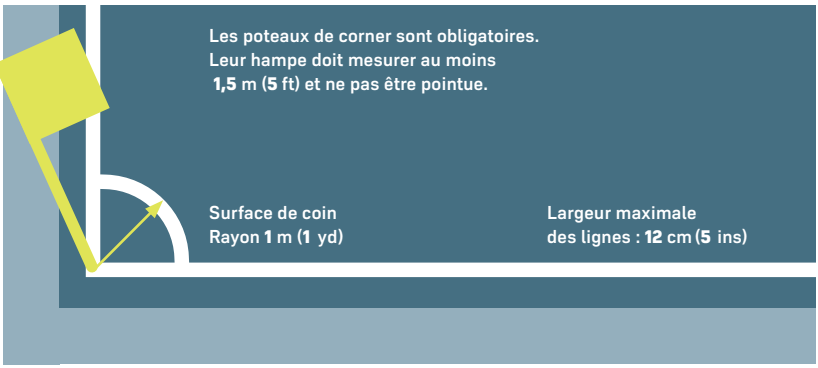
Deux lignes sont tracées perpendiculairement à la ligne de but, à 16,5 m (18 yds) de l'intérieur de chaque poteau du but. Ces deux lignes avancent sur le terrain sur 16,5 m (18 yds) et sont réunies par une ligne tracée parallèlement à la ligne de but. L'espace délimité par ces lignes et la ligne de but est appelé surface de réparation.

À l'intérieur de chaque surface de réparation est marqué le point de penalty, à 11 m (12 yds) du milieu de la ligne de but et à équidistance de chacun des poteaux.

À l'extérieur de chaque surface de réparation est tracé un arc de cercle de 9,15 m (10 yds) de rayon ayant pour centre le point de réparation.

7. Surface de coin

La surface de coin correspond à un quart de cercle de 1 m (1 yd) de rayon à partir du poteau de corner.



8. Drapeaux de coin / poteaux de corner

À chaque coin du terrain, doit être planté un drapeau avec une hampe non pointue s'élevant au moins à 1,50 m (5 ft) du sol.

Des drapeaux similaires peuvent être plantés à chaque extrémité de la ligne médiane, à au moins 1 m (1 yd) de la ligne de touche, à l'extérieur du terrain.

9. Surface technique

La surface technique concerne les matches qui se disputent dans des stades offrant des places assises pour les officiels d'équipe, les remplaçants et les joueurs remplacés au bord du terrain, comme décrit ci-dessous :

- La surface technique ne doit s'étendre, sur les côtés, qu'à 1 m (1 yd) de part et d'autre des places assises et jusqu'à 1 m (1 yd) de la ligne de touche.
- Un marquage doit servir à définir la surface technique.
- Le nombre de personnes autorisées à prendre place dans la surface technique est défini dans le règlement de chaque compétition.
- Les personnes prenant place dans la surface technique :
  - doivent être identifiées avant le début du match conformément au règlement de chaque compétition ;
  - doivent adopter un comportement responsable ;
  - ne peuvent sortir de la surface technique. Des circonstances particulières, comme l'intervention, avec l'autorisation de l'arbitre, du physiothérapeute ou du médecin sur le terrain pour soigner un joueur blessé, font exception à cette règle.
- Une seule personne à la fois est autorisée à donner des instructions tactiques depuis la surface technique.

10. Buts

Les buts sont placés au centre de chaque ligne de but.
Ils sont constitués de deux poteaux verticaux s'élevant à égale distance des drapeaux de coin et reliés en leur sommet par une barre transversale. Les poteaux et la barre transversale doivent être en matière agréée et ne doivent en aucun cas présenter un danger. Les poteaux et la barre transversale des deux buts doivent avoir la même forme, qui peut être carrée, rectangulaire, circulaire, elliptique ou un hybride de ces options.

Il est recommandé que tous les buts utilisés lors de matches de compétitions officielles organisés sous l'égide de la FIFA ou des confédérations satisfassent aux critères du Programme Qualité de la FIFA pour les buts de football.

La distance séparant l'intérieur des deux poteaux est de 7,32 m (8 yds) et le bord inférieur de la barre transversale se situe à 2,44 m (8 ft) du sol.

La position des poteaux par rapport à la ligne de but doit être conforme aux illustrations.

Les poteaux et la barre transversale doivent être de couleur blanche et avoir la même largeur et la même épaisseur, lesquelles ne doivent pas excéder 12 cm (5 ins).

Si la barre transversale est déplacée ou se rompt, le jeu doit être arrêté jusqu'à ce qu'elle soit réparée ou remise en place. Le jeu reprend alors avec une balle à terre. S'il n'est pas possible de la réparer, le match doit être définitivement arrêté. Une corde ou tout matériau souple ou dangereux ne peut remplacer la barre transversale.

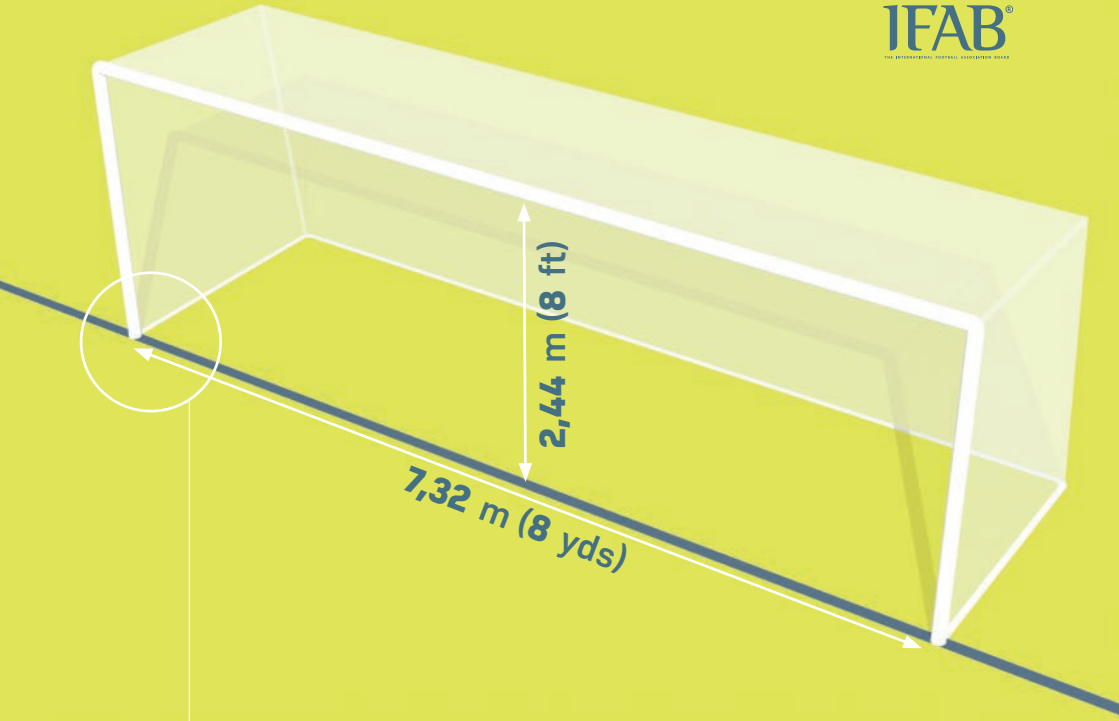
Des filets peuvent être attachés aux buts et au sol derrière le but. Ils doivent être convenablement soutenus afin de ne pas gêner le gardien de but.

Sécurité

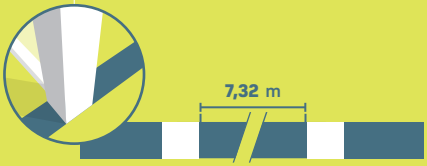
Les buts (y compris les buts amovibles) doivent être fermement fixés au sol.

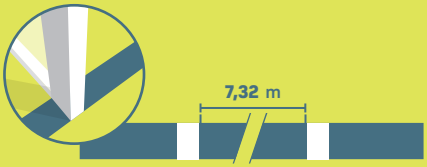
11. Technologie sur la ligne de but

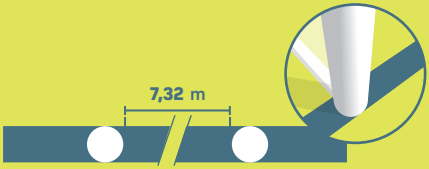
Des systèmes de technologie sur la ligne de but peuvent être utilisés pour vérifier qu'un but a été inscrit ou non, et ce afin d'aider l'arbitre dans ses décisions.

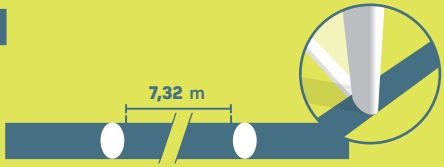


Les illustrations ci-dessous explicitent le positionnement des poteaux par rapport à la ligne de but.









L'utilisation de la technologie sur la ligne de but doit être stipulée dans le règlement des compétitions.

Principe de la technologie sur la ligne de but
La technologie sur la ligne de but s'applique uniquement sur la ligne de but et sert uniquement à déterminer si un but a été inscrit ou non.

L'information confirmant qu'un but a été marqué doit automatiquement être communiquée en l'espace d'une seconde aux arbitres (et uniquement aux arbitres), par l'intermédiaire de leur montre qui envoie un signal visuel et une vibration, et/ou de leur oreillette ; l'information peut également être communiquée à la salle de visionnage.

Exigences et spécifications de la technologie sur la ligne de but
Si la technologie sur la ligne de but est utilisée en compétition, les organisateurs doivent s'assurer que le système (ainsi que toute éventuelle modification autorisée des buts ou de la technologie dans le ballon) satisfait aux exigences du Programme Qualité de la FIFA pour la technologie sur la ligne de but.

Lorsque la technologie sur la ligne de but est utilisée, l'arbitre doit tester la fonctionnalité du système avant le match, comme stipulé dans le Manuel de tests. Si la technologie ne fonctionne pas conformément au Manuel de tests, l'arbitre ne devra pas utiliser la technologie sur la ligne de but et devra le signaler aux autorités compétentes.

12. Publicité commerciale

Tout type de publicité commerciale, qu'elle soit réelle ou virtuelle, est interdit sur le terrain, sur le sol des surfaces délimitées par les filets de but, de la surface technique, de la zone de visionnage ou au sol à moins d'un mètre des limites du terrain, et ce dès l'instant où les équipes entrent sur le terrain et jusqu'à ce qu'elles le quittent à la mi-temps, et dès leur retour sur le terrain, jusqu'à la fin du match. Tout type de publicité est interdit sur les buts, les filets de but, les poteaux de corner et le drapeau de coin ; aucun type d'équipement (caméras, microphones, etc.) ne peut y être attaché.

En outre, les publicités verticales doivent être au moins :

- à 1 mètre des lignes de touche ;
- aussi loin de la ligne de but que la profondeur du filet de but ;
- à 1 mètre du filet de but.

13. Logos et emblèmes

La reproduction, réelle ou virtuelle, des logos ou emblèmes de la FIFA, des confédérations, des fédérations nationales, des compétitions, des clubs ou d'autres instances est interdite sur le terrain, sur les surfaces délimitées au sol par les filets de but, sur les filets eux-mêmes, sur les buts ainsi que sur les poteaux de corner, et ce pendant toute la durée du match. Ils sont en revanche autorisés sur les drapeaux de coin.

14. Assistance vidéo à l'arbitrage

Lors des matches pour lesquels le recours à l'assistance vidéo à l'arbitrage est permis, il doit y avoir une salle de visionnage et au moins une zone de visionnage.

Salle de visionnage

La salle de visionnage est celle dans laquelle l'arbitre assistant vidéo, son/ses adjoint(s) et le(s) technicien(s) vidéo travaillent ; elle peut être située dans ou à proximité immédiate du stade, ou dans un lieu plus éloigné. Seules les personnes autorisées peuvent entrer dans la salle de visionnage ou communiquer avec l'arbitre assistant vidéo, son/ses adjoint(s) et le(s) technicien(s) pendant le match.

Un joueur, remplaçant, joueur remplacé ou officiel d'équipe qui entre dans la salle de visionnage sera exclu.

Zone de visionnage

La zone de visionnage au bord du terrain, où l'arbitre peut procéder à un visionnage des images (analyse), doit être :

- dans un emplacement visible situé hors des limites du terrain ;
- clairement délimitée.

Un joueur, remplaçant, joueur remplacé ou officiel d'équipe qui entre dans la zone de visionnage sera averti.

IFAB



Loi 2

Ballon

1. Spécifications

Tous les ballons doivent être :

- sphériques ;
- en matière adéquate ;
- d'une circonférence comprise entre 68 et 70 cm ;
- d'un poids compris entre 410 et 450 g au début du match ;
- d'une pression comprise entre 0,6 et 1,1 atmosphère (600 à 1 100 g/cm^2).

Tous les ballons utilisés dans des matches de compétitions officielles organisés sous l'égide de la FIFA ou des confédérations doivent satisfaire aux exigences et porter l'une des mentions du Programme Qualité de la FIFA pour les ballons.

Ces mentions indiquent que le ballon a été dûment testé et qu'il satisfait aux spécifications techniques définies pour la catégorie concernée, en plus de spécifications minimum prévues par la Loi 2, le tout devant être approuvé par l'IFAB.

Les fédérations nationales peuvent exiger l'utilisation de ballons portant l'une de ces trois mentions.

Lors de matches disputés dans le cadre de compétitions officielles organisées par la FIFA, les confédérations ou les fédérations nationales, toute espèce de publicité commerciale est interdite sur le ballon. Seuls peuvent y figurer le logo/emblème de la compétition, le nom de l'organisateur de la compétition et la marque du fabricant du ballon. Les règlements des compétitions peuvent imposer des restrictions quant au format et au nombre de ces mentions.

2. Remplacement d'un ballon défectueux

Si le ballon est endommagé :

- le jeu est arrêté
- et reprend par une balle à terre.

Si le ballon est endommagé lors du coup d'envoi, d'un coup de pied de but, d'un corner, d'un coup franc, d'un penalty ou d'une rentrée de touche, la reprise du jeu doit être réeffectuée.

Si le ballon est endommagé durant l'exécution d'un penalty ou d'un tir au but – une fois frappé vers l'avant et avant de toucher un autre joueur ou la barre transversale ou les poteaux, le penalty ou le tir au but doit être retiré.

Le ballon ne peut être remplacé pendant le match qu'avec l'autorisation de l'arbitre.

3. Ballons supplémentaires

Des ballons supplémentaires satisfaisant aux critères de la Loi 2 peuvent être placés autour du terrain pour autant que leur usage soit sous le contrôle de l'arbitre.


IFAB

IFAB



Loi 3

Joueurs

1. Nombre de joueurs

Tout match est disputé par deux équipes composées chacune de onze joueurs au maximum, dont l'un est gardien de but. Aucun match ne peut avoir lieu ou continuer si l'une ou l'autre équipe dispose de moins de sept joueurs.

Si une équipe se retrouve avec moins de sept joueurs parce que l'un d'entre eux a délibérément quitté le terrain, l'arbitre n'est pas obligé d'arrêter le jeu et peut laisser jouer l'avantage. En revanche, la partie ne peut pas reprendre après le premier arrêt de jeu si l'équipe ne compte pas au minimum sept joueurs.

Si le règlement d'une compétition énonce que tous les joueurs et remplaçants doivent être désignés avant le coup d'envoi et qu'une équipe est contrainte de commencer un match avec moins de onze joueurs, seuls les joueurs et remplaçants inscrits sur la feuille de match pourront disputer le match à leur arrivée.

2. Nombre de remplacements

Compétitions officielles

Le nombre maximal de remplacements autorisés dans le cadre de tout match de compétition officielle sera déterminé par la FIFA, la confédération ou la fédération nationale concernée et ne pourra être supérieur à cinq. Lors des compétitions impliquant les équipes premières des clubs évoluant dans la plus haute division du pays ou impliquant les équipes nationales « A », le règlement de la compétition doit permettre à chaque équipe d'utiliser jusqu'à cinq remplacements. En conséquence, chaque équipe :

- bénéficie d'un maximum de trois opportunités pour effectuer des remplacements* ;
- peut en outre effectuer des remplacements à la mi-temps.

**Si les deux équipes effectuent un remplacement en même temps, il sera considéré qu'elles utilisent chacune l'une de leurs trois opportunités de remplacements. Plusieurs remplacements (ou demandes de remplacements) effectués par une équipe au cours du même arrêt de jeu ne constituent qu'une opportunité de remplacements.*

Prolongation

- Si une équipe n'a pas utilisé son nombre maximal de remplaçants ou d'opportunités de remplacements, ils/elles pourront être utilisé(e)s en prolongation.
- Quand le règlement de la compétition permet aux équipes participantes d'utiliser un remplaçant supplémentaire en prolongation, chaque équipe dispose alors aussi d'une opportunité de remplacements supplémentaire.
- Des remplacements peuvent être effectués entre la fin du temps réglementaire et le début de la prolongation, et à la mi-temps de la prolongation. Ces remplacements ne sont pas décomptés du quota d'opportunités de remplacements.

Le règlement de la compétition doit préciser :

- le nombre de remplaçants – entre trois et quinze – qu'il est possible d'inscrire ;
- si un remplacement supplémentaire peut être effectué lorsqu'une prolongation a lieu (indépendamment du fait que l'équipe ait ou non déjà effectué tous les remplacements autorisés).

Autres matches

Lors de matches amicaux entre équipes nationales « A », il est possible d'inscrire jusqu'à quinze remplaçants, dont un maximum de six peuvent entrer en jeu.

Dans tous les autres matches, un plus grand nombre de remplaçants peuvent être utilisés, à condition que :

- les équipes s'entendent sur le nombre maximum de remplacements autorisés ;
- l'arbitre en soit informé avant le début du match.

Si l'arbitre n'a pas été informé ou si aucun accord ne survient avant le début de la rencontre, chaque équipe pourra recourir à six remplaçants maximum.

Remplacements libres

L'utilisation de remplacements libres est seulement permise chez les jeunes, vétérans, handicapés et dans le football de base, sous réserve de l'accord de la fédération nationale, de la confédération ou de la FIFA.

Remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale
Une compétition peut avoir recours à des remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale conformément au protocole décrit dans la section « Notes et modifications ».

3. Procédure de remplacement

Le nom des remplaçants doit être communiqué à l'arbitre avant le début de la rencontre. Tout remplaçant dont le nom n'aurait pas été donné à l'arbitre à ce moment-là ne pourra pas prendre part au match.

Lors de chaque remplacement, il convient d'observer les dispositions suivantes :

- L'arbitre doit être préalablement informé de chaque remplacement.
- Le joueur amené à être remplacé :
  - reçoit de l'arbitre l'autorisation de quitter le terrain, à moins qu'il n'en soit déjà sorti, et doit quitter le terrain par le point des limites du terrain le plus proche de l'endroit où il se trouve, à moins que l'arbitre ne l'autorise à sortir rapidement et immédiatement au niveau de la ligne médiane ou à tout autre endroit (par exemple pour des raisons de sécurité ou en cas de blessure) ;
  - doit immédiatement gagner la surface technique ou le vestiaire et ne peut plus participer au match, sauf lorsque les remplacements libres sont permis.
- Si un joueur amené à être remplacé refuse de quitter le terrain, le jeu se poursuit.

Le remplaçant ne pénètre sur le terrain :

- qu'à l'occasion d'un arrêt de jeu ;
- qu'au niveau de la ligne médiane ;
- qu'après la sortie du joueur qu'il doit remplacer ;
- qu'après y avoir été invité par un signe de l'arbitre.

La procédure de remplacement s'achève au moment où le remplaçant pénètre sur le terrain ; le joueur qui est sorti devient alors un joueur remplacé et le remplaçant devient un joueur, et peut alors procéder à toute reprise du jeu.

Tout remplaçant ou joueur remplacé est soumis à l'autorité de l'arbitre, qu'il soit appelé à jouer ou non.

4. Permutation avec le gardien de but

Chacun des joueurs peut permuter avec le gardien de but pourvu que :

- l'arbitre soit préalablement informé ;
- le remplacement s'effectue pendant un arrêt de jeu.

5. Infractions et sanctions

Si un joueur inscrit comme remplaçant débute un match à la place d'un joueur inscrit comme titulaire et que l'arbitre n'est pas informé de ce changement :

- l'arbitre autorise le joueur inscrit comme remplaçant à continuer le match ;
- aucune sanction disciplinaire n'est requise ;
- le joueur inscrit comme titulaire peut devenir remplaçant ;
- le nombre de remplacements n'est pas réduit ;
- l'arbitre rend compte de cet incident aux autorités compétentes.

S'il est procédé à un remplacement à la mi-temps ou avant la prolongation, la procédure devra avoir été effectuée avant que le jeu ne reprenne. Si l'arbitre n'a pas été informé du remplacement, le joueur inscrit comme remplaçant pourra continuer à jouer ; l'arbitre n'infligera aucune sanction disciplinaire mais rendra compte de cet incident à l'autorité compétente.

Si un joueur permute avec le gardien de but sans l'autorisation de l'arbitre, ce dernier :

- laisse le jeu se poursuivre ;
- avertira les deux joueurs à l'occasion du prochain arrêt de jeu, sauf si la permutation a eu lieu à la mi-temps (y compris la mi-temps de la prolongation) ou pendant la période entre la fin du match et le début de la prolongation et/ou des tirs au but.

Pour toute autre infraction :

- les joueurs seront avertis ;

- le jeu devra reprendre par un coup franc indirect à l'endroit où se trouvait le ballon au moment de l'interruption du jeu.

6. Exclusion de joueurs ou de remplaçants

Un joueur qui est exclu :

- avant la remise de la feuille de match ne peut être inscrit sur la feuille de match à quelque titre que ce soit ;
- après avoir été inscrit comme titulaire sur la feuille de match et avant le coup d'envoi peut être remplacé par un des joueurs inscrits comme remplaçant ; ce dernier ne pourra pas être remplacé, mais le nombre de remplacements autorisés pour l'équipe n'en sera pas réduit pour autant ;
- après le coup d'envoi ne peut pas être remplacé.

Un remplaçant désigné comme tel qui est exclu avant ou après le coup d'envoi du match ne peut pas être remplacé.

7. Personne supplémentaire sur le terrain

L'entraîneur et les autres officiels désignés sur la feuille de match (à l'exception des joueurs et remplaçants) sont les officiels d'équipe, et toute personne non inscrite sur la feuille de match en tant que joueur, remplaçant ou officiel d'équipe est considérée comme agent extérieur.

Si un officiel d'équipe, un remplaçant, un joueur remplacé ou exclu ou un agent extérieur entre sur le terrain, l'arbitre doit :

- interrompre le jeu uniquement si la personne en question interfère avec le jeu ;
- lui faire quitter le terrain au premier arrêt de jeu ;
- prendre les mesures disciplinaires appropriées.

Si le jeu est interrompu en raison d'une interférence provoquée par :

- un officiel d'équipe, un remplaçant, un joueur remplacé ou exclu, le jeu devra reprendre par un coup franc direct ou un penalty ;
- un agent extérieur, le jeu devra reprendre par une balle à terre.

Si un ballon se dirige vers le but et que l'interférence n'empêche pas le joueur de l'équipe qui défend de jouer le ballon, le but est accordé si le ballon franchit

la ligne de but (même s'il y a eu contact avec le ballon) à moins que l'interférence n'ait été faite par l'équipe en attaque.

8. Joueur hors du terrain

Si un joueur qui doit attendre l'autorisation de l'arbitre pour revenir sur le terrain de jeu y revient sans l'autorisation de l'arbitre, ce dernier doit :

- interrompre le jeu (mais pas immédiatement si le joueur n'interfère pas avec le jeu ou avec un arbitre, ou si la règle de l'avantage peut être appliquée) ;
- avertir le joueur pour être entré sur le terrain sans autorisation.

Si l'arbitre interrompt la partie, le jeu reprendra :

- par un coup franc direct à l'endroit où s'est produite l'interférence ou par un penalty ;
- par un coup franc indirect à l'endroit où se trouvait le ballon au moment de l'interruption du jeu s'il n'y a pas eu d'interférence.

Un joueur qui franchit les limites du terrain dans le cadre d'une action de jeu n'est pas considéré comme fautif.

9. But marqué avec personne supplémentaire sur le terrain

Si, après qu'un but est marqué, l'arbitre se rend compte avant la reprise du jeu qu'une personne supplémentaire était sur le terrain au moment où le but a été marqué et que cette personne a interféré avec le jeu :

- l'arbitre doit refuser le but si la personne supplémentaire était :
  - un joueur, un remplaçant, un joueur remplacé, un joueur exclu ou un officiel de l'équipe qui a marqué le but ; le jeu doit reprendre par un coup franc direct à l'endroit où se trouvait la personne supplémentaire ;
  - un agent extérieur ayant interféré avec le jeu à moins que le but ait été marqué comme décrit ci-dessus dans « Personne supplémentaire sur le terrain » ;
- l'arbitre doit valider le but si la personne supplémentaire était :
  - un joueur, un remplaçant, un joueur remplacé, un joueur exclu ou un officiel de l'équipe qui a encaissé le but ;
  - un agent extérieur n'ayant pas interféré avec le jeu.

Dans tous les cas, l'arbitre doit faire quitter le terrain à la personne supplémentaire.

Si, après qu'un but est marqué et que le jeu a repris, l'arbitre se rend compte qu'une personne supplémentaire était sur le terrain au moment où le but a été marqué, le but ne peut être refusé. Si la personne supplémentaire est encore sur le terrain, l'arbitre doit :

- interrompre le jeu ;
- faire quitter le terrain à la personne supplémentaire ;
- faire reprendre le jeu avec une balle à terre ou un coup franc, selon le cas.

L'arbitre doit rendre compte de cet incident aux autorités compétentes.

10. Capitaine de l'équipe

Chaque équipe est tenue d'avoir, sur le terrain, un capitaine portant un brassard. Le capitaine de l'équipe ne bénéficie d'aucun statut spécial ni de privilèges particuliers, mais est, dans une certaine mesure, responsable du comportement de son équipe.

IFAB



Loi 4

Équipement des joueurs

1. Sécurité

Un joueur ne doit pas utiliser d'équipement ou porter quoi que ce soit de dangereux.

Tout type de bijou (colliers, bagues, bracelets, boucles d'oreille, rubans de cuir ou de caoutchouc, etc.) est interdit et doit être ôté. Recouvrir les bijoux de ruban adhésif n'est pas autorisé.

Les joueurs doivent être inspectés avant le début du match, et les remplaçants avant d'entrer en jeu. Si un joueur porte ou utilise un objet ou un bijou non autorisé ou dangereux, l'arbitre doit ordonner au joueur :

- d'ôter l'article ;
- de quitter le terrain au prochain arrêt de jeu s'il ne peut pas ou ne veut pas s'exécuter.

Un joueur refusant d'obtempérer ou remettant l'article doit être averti.

2. Équipement obligatoire

L'équipement obligatoire de tout joueur comprend chacun des équipements suivants :

- un maillot avec des manches ;
- un short ;
- des chaussettes – tout ruban adhésif ou matériau appliqué ou porté à l'extérieur doit être de la même couleur que la partie de la chaussette sur laquelle il est appliqué ou qu'il couvre ;
- des protège-tibias – ils doivent être en matière adéquate et d'une taille appropriée pour offrir un degré de protection raisonnable et doivent être recouverts par les chaussettes. Il incombe aux joueurs de porter des protège-tibias adéquats et d'une taille appropriée ;
- des chaussures.

Le capitaine de l'équipe doit porter le brassard fourni ou autorisé par l'organisateur de la compétition concernée ou un brassard d'une seule couleur sur lequel pourra figurer le mot « capitaine », une traduction de ce mot ou encore la lettre « C » ; ces inscriptions devront être d'une seule couleur (voir également la section « Modifications générales »).

Un joueur ayant perdu accidentellement une chaussure ou un protège-tibia doit les remplacer le plus vite possible et au plus tard lors du prochain arrêt de jeu ; si, avant de le faire, le joueur joue le ballon et/ou marque un but, le but est accordé.

3. Couleurs

- Les deux équipes doivent porter des couleurs les distinguant l'une de l'autre et des arbitres.
- Chaque gardien de but doit porter des couleurs distinctes de celles portées par les autres joueurs et par les arbitres.
- Si la couleur des maillots des deux gardiens est la même et si aucun des deux gardiens n'a d'autre maillot, l'arbitre autorise à jouer le match.

La couleur du maillot de corps doit être :

- d'une seule couleur qui doit être la même que la couleur principale de la manche des maillots

ou

- d'un motif ou de couleurs reprenant à l'identique celui/celles des manches du maillot.

La couleur des cuissards/collants doit être identique à la couleur dominante du short ou à la partie inférieure du short ; les joueurs d'une même équipe doivent porter la même couleur.

4. Autre équipement

Les protections non dangereuses, comme les gants, les casques, les masques faciaux, les genouillères et les coudières en matériaux souples, légers et rembourrés sont autorisées, tout comme les casquettes de gardien et les

lunettes de sport. Les gardiens de but peuvent porter des pantalons de survêtement.

Couvre-chefs

Lorsqu'un couvre-chef (excepté les casquettes de gardiens) est porté, celui-ci :

- doit être de couleur noire ou de la couleur dominante du maillot (à condition que les joueurs d'une même équipe portent un couvre-chef de la même couleur) ;
- doit être en accord avec l'apparence professionnelle de l'équipement du joueur ;
- ne doit pas être attaché au maillot ;
- ne doit constituer de danger ni pour le joueur qui le porte ni pour autrui (notamment le système de fermeture au niveau du cou) ;
- ne doit pas avoir d'éléments protubérants dépassant de la surface.

Systèmes de communication électroniques

Les joueurs (y compris les remplaçants, joueurs remplacés et joueurs exclus) ne sont pas autorisés à porter ou utiliser toute forme de système électronique ou de communication (à l'exception des systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances). Les officiels d'équipe peuvent utiliser des systèmes de communication électronique lorsque cela implique directement le bien-être ou la sécurité des joueurs, ou bien lorsque cela est effectué à des fins tactiques. Toutefois, seuls de petits appareils mobiles et manuels (microphone, casque, écouteurs, téléphone portable, smartphone, montre connectée, tablette, ordinateur portable, etc.) peuvent être utilisés. Un officiel d'équipe qui utilise des appareils non autorisés ou qui se comporte de manière inappropriée dans le cadre de l'utilisation d'un système de communication électronique sera exclu.

Systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances

Lorsque les joueurs utilisent des systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances avec technologie embarquée lors de matches disputés dans une compétition officielle organisée sous les auspices de la FIFA, des confédérations ou des fédérations nationales, l'organisateur de la compétition doit s'assurer que la technologie embarquée sur le système des joueurs n'est pas dangereuse et satisfait aux exigences relatives à la technologie embarquée dans le cadre du Programme Qualité de la FIFA pour les systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances.

Quand les systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances sont fournis par l'organisateur du match ou de la compétition, il est de la responsabilité dudit organisateur du match ou de la compétition de s'assurer que les informations et données transmises à partir de ces systèmes vers la surface technique sont fiables et précises.

Le Programme Qualité de la FIFA pour les systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances soutient les organisateurs de compétitions dans l'approbation de systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances fiables et précis. Le label suivant indique qu'un système électronique de suivi et d'évaluation des performances (portable ou optique) a été officiellement testé et répond aux exigences en termes de fiabilité et de précision des données de position dans le football :

5. Slogans, déclaration, images, publicité

L'équipement ne doit présenter aucun slogan, inscription ou image à caractère politique, religieux ou personnel. Les joueurs ne sont pas autorisés à exhiber de slogans, messages ou images à caractère politique, religieux, personnel ou publicitaire sur leurs sous-vêtements autres que le logo du fabricant. En cas d'infraction, le joueur et/ou l'équipe sera sanctionné par l'organisateur de la compétition, par la fédération nationale ou par la FIFA.

Principes

- La Loi 4 s'applique à tout type d'équipement (y compris les vêtements) susceptible d'être portés par les joueurs, les remplaçants et les joueurs remplacés ; ses principes s'appliquent également à tous les officiels d'équipe présents dans la surface technique.
- Les éléments suivants sont (généralement) autorisés :
  - le numéro et le nom du joueur, le logo du club, les slogans/emblèmes faisant la promotion du football, du respect et de l'intégrité, ainsi que toute publicité autorisée par le règlement de la compétition ou celui de la fédération nationale, de la confédération ou de la FIFA ;
  - les détails essentiels d'un match : équipes, date, compétition/événement, site.

- Les slogans, déclarations ou images autorisé(e)s doivent dans la mesure du possible être limité(e)s à l'avant du maillot et/ou à un brassard.
- Dans certains cas, le slogan, la déclaration ou l'image peut n'apparaître que sur le brassard du capitaine.

Interprétation de la Loi

Afin de déterminer si un slogan, une déclaration ou une image est autorisé(e), il convient de se reporter à la Loi 12 (Fautes et incorrections), selon laquelle l'arbitre doit sanctionner un joueur lorsque celui-ci se rend coupable des faits suivants :

- tient des propos blessants, injurieux et/ou grossiers ou agit de façon blessante, injurieuse et/ou avec grossièreté ;
- agit de façon provocatrice, moqueuse ou offensante.

Tout(e) slogan, déclaration ou image entrant dans l'une de ces catégories est interdit(e).

Tandis que le caractère « religieux » et « personnel » est relativement facile à définir, le caractère « politique » est plus ambigu ; quoi qu'il en soit, les slogans, déclarations ou images en lien avec les éléments suivants ne sont pas autorisés :

- toute personne, décédée ou en vie (à moins qu'elle ne fasse partie du nom officiel de la compétition) ;
- tout(e) parti/organisation/groupe (etc.) politique local(e), régionale(e), national(e) ou international(e) ;
- tout gouvernement local, régional ou national et ses départements, bureaux ou fonctions ;
- toute organisation à caractère discriminatoire ;
- toute organisation dont les objectifs/actions sont susceptibles d'offenser un grand nombre de personnes ;
- tout acte/événement politique spécifique.

Lors de la commémoration d'un événement national ou international d'importance, les sensibilités de l'équipe adverse (y compris ses supporters) et du grand public doivent être attentivement prises en considération.

Le règlement d'une compétition peut contenir d'autres restrictions/limitations, notamment en termes de taille, de nombre et d'emplacement des slogans,

déclarations et images autorisé(e)s. Il est recommandé de résoudre tout litige découlant de slogans, déclarations ou images avant que le match ou la compétition n'ait lieu.

6. Infractions et sanctions

Pour toute infraction à la présente Loi, le jeu ne doit pas nécessairement être arrêté et :

- l'arbitre doit demander au joueur de quitter le terrain pour corriger sa tenue ;
- le joueur devra quitter le terrain dès le prochain arrêt de jeu, à moins qu'il n'ait déjà corrigé sa tenue.

Un joueur quittant le terrain pour corriger sa tenue ou en changer doit :

- laisser un arbitre vérifier son équipement avant d'être autorisé à regagner le terrain ;
- attendre l'autorisation de l'arbitre principal pour regagner le terrain (ce qui peut se faire pendant le jeu).

Un joueur pénétrant sur le terrain sans autorisation doit être averti et si l'arbitre arrête le jeu pour donner l'avertissement, un coup franc indirect sera accordé à l'équipe adverse à l'endroit où se trouvait le ballon au moment de l'interruption, à moins que le joueur n'interfère avec le déroulement du jeu, auquel cas un coup franc direct (ou un penalty) sera accordé à l'endroit de l'interférence.


IFAB
BRASIL
CBF
BRASIL

IFAB



Loi 5

Arbitre

1. Autorité de l'arbitre

Un match se dispute sous le contrôle d'un arbitre disposant de toute l'autorité nécessaire pour veiller à l'application des Lois du Jeu.

2. Décisions de l'arbitre

L'arbitre prend des décisions au mieux de ses capacités, conformément aux Lois du Jeu et dans l'esprit du jeu. Les décisions arbitrales reposent sur l'opinion de l'arbitre qui décide de prendre les mesures appropriées dans le cadre des Lois du Jeu.

Les décisions de l'arbitre sur des faits en relation avec le jeu sont définitives, y compris la validation d'un but et le résultat du match. Les décisions de l'arbitre et de tous les autres officiels de match doivent toujours être respectées.

L'arbitre ne peut pas changer une reprise du jeu après avoir réalisé qu'elle est incorrecte ou après avoir consulté un des autres arbitres si le jeu a repris ou s'il a lui-même signalé la fin de la première ou de la seconde période (y compris de la prolongation) et a quitté le terrain ou encore que le match a été définitivement arrêté. Néanmoins, si à la fin d'une période de jeu, l'arbitre quitte le terrain pour se rendre dans la zone de visionnage ou pour demander aux joueurs de revenir sur le terrain, cela ne l'empêche pas de pouvoir changer une décision en raison d'un incident survenu avant la fin de la période de jeu.

À l'exception des cas prévus par le point 3 de la Loi 12 et par le Protocole d'assistance vidéo à l'arbitrage, une sanction disciplinaire peut être infligée après que le jeu a repris uniquement si un autre arbitre a identifié l'infraction et tenté de la notifier à l'arbitre avant que le jeu ait repris ; la reprise du jeu correspondant à la sanction ne sera dans ce cas pas effectuée.

Si un arbitre est dans l'incapacité de poursuivre le jeu, le jeu peut continuer sous la direction des autres arbitres jusqu'à la prochaine occasion où le ballon ne sera plus en jeu.

3. Pouvoirs et devoirs

L'arbitre :

- veille à l'application des Lois du Jeu ;
- contrôle le match en collaboration avec les autres arbitres ;
- remplit la fonction de chronométreur, consigne par écrit les événements du match et remet aux autorités compétentes un rapport de match consignant les informations relatives à toute mesure disciplinaire, ainsi que tout autre incident survenu avant, pendant ou après le match ;
- signifie les reprises du jeu et supervise leur exécution ;

Avantage

- laisse le jeu se poursuivre lorsqu'une infraction ou une faute est commise et que l'équipe non fautive se retrouve en situation avantageuse, mais sanctionne l'infraction ou la faute commise si l'avantage escompté n'intervient pas immédiatement ou en quelques secondes ;

Approche disciplinaire

- sanctionne la faute la plus grave – en termes de sanction, reprise du jeu, gravité physique et impact tactique – quand plusieurs fautes se produisent en même temps ;
- prend des mesures disciplinaires à l'encontre de tout joueur ayant commis une faute passible d'avertissement ou d'exclusion ;
- a autorité pour imposer des sanctions disciplinaires à partir du moment où il pénètre sur le terrain pour l'inspection d'avant-match et jusqu'à ce qu'il le quitte après la fin du match (séance de tirs au but comprise). Si, avant de pénétrer sur le terrain au début du match, un joueur commet une faute passible d'exclusion, l'arbitre a autorité pour empêcher le joueur de disputer le match (voir Loi 3.6) ; l'arbitre signalera toute autre incorrection ;
- a autorité pour infliger des cartons jaunes et rouges – et, lorsque le règlement de la compétition l'autorise, à exclure temporairement un joueur – à partir du moment où il pénètre sur le terrain au début du match

et jusqu'après la fin du match, y compris pendant la mi-temps, la prolongation et les tirs au but ;
- a autorité pour infliger un carton jaune ou rouge à l'encontre des officiels d'équipe qui n'ont pas un comportement responsable ; si la personne fautive ne peut pas être identifiée, c'est l'entraîneur principal qui se verra infliger la sanction ; un officiel d'équipe médical commettant une faute passible d'exclusion peut rester si l'équipe ne dispose d'aucune autre personne du corps médical, et ce afin de continuer à garantir une assistance médicale aux joueurs qui en auraient besoin ;
- intervient sur indication des autres arbitres en ce qui concerne les incidents qu'il n'a pas pu constater lui-même ;

Blessures

- laisse le jeu se poursuivre si un joueur n'est que légèrement blessé ;
- arrête le jeu si un joueur est sérieusement blessé, et s'assure que le joueur est transporté hors du terrain. Un joueur blessé ne peut être soigné sur le terrain et ne peut y retourner qu'une fois que le jeu a repris : si le ballon est en jeu, le joueur doit retourner sur le terrain depuis la ligne de touche ; si le ballon est hors du jeu, il peut retourner sur le terrain depuis n'importe quelle limite du terrain. Des exceptions sont possibles si :
  - un gardien de but est blessé ;
  - un gardien de but et un joueur de champ sont entrés en collision et nécessitent des soins ;
  - des joueurs de la même équipe sont entrés en collision et nécessitent des soins ;
  - une grave blessure est constatée ;
  - un joueur est blessé à la suite d'une faute avec contact pour laquelle l'adversaire est averti ou exclu (par exemple : faute grossière ou effectuée de manière inconsidérée ou violente), pour autant que l'évaluation de la blessure ou les soins soient effectués rapidement ;
  - un penalty a été accordé et le joueur blessé en est le tireur attitré ;
- fait en sorte que tout joueur présentant un saignement quitte le terrain. Le joueur ne pourra y revenir que sur un signe de l'arbitre après que celui-ci

s'est assuré que le saignement s'est arrêté et que son équipement n'est pas taché de sang ;
- avertit un joueur pour comportement antisportif s'il ne respecte pas l'instruction de quitter le terrain pour se faire soigner (que ce soit en marchant ou sur une civière) après que l'arbitre a autorisé les médecins et/ou les brancardiers à pénétrer sur le terrain ;
- doit montrer son carton avant que le joueur quitte le terrain s'il a décidé d'avertir ou d'exclure un joueur blessé et que ce dernier doit quitter le terrain pour se faire soigner ;
- fait reprendre le jeu par une balle à terre si le jeu n'a pas été arrêté pour une autre raison que la blessure d'un joueur ou si la blessure n'a pas été causée par une infraction aux Lois du Jeu ;

Interférence extérieure

- décide d'interrompre le jeu, de suspendre le match ou de l'arrêter définitivement en raison d'une infraction aux Lois du Jeu ou d'une quelconque interférence extérieure, par exemple si :
  - l'éclairage est inadéquat ;
  - un arbitre, un joueur ou un officiel d'équipe est touché par un objet lancé par un spectateur. L'arbitre peut alors laisser le match se poursuivre, l'interrompre, le suspendre ou l'arrêter définitivement en fonction de la gravité de l'incident ;
  - un spectateur donne un coup de sifflet qui interfère avec le jeu. L'arbitre doit alors interrompre le jeu et le faire reprendre par une balle à terre ;
  - un ballon supplémentaire, un objet ou un animal se retrouve sur le terrain durant la rencontre. L'arbitre doit alors :
    - interrompre le jeu (et le faire reprendre par une balle à terre) uniquement s'il y a eu interférence avec le jeu sauf si le ballon se dirige vers le but. Si l'interférence n'empêche pas le joueur de l'équipe qui défend de jouer le ballon, le but est accordé si le ballon franchit la ligne de but (même s'il y a eu contact avec le ballon) à moins que l'interférence n'ait été faite par l'équipe en attaque ;

  - laisser le jeu se poursuivre s'il n'y a pas interférence avec le jeu et s'assurer que l'élément supplémentaire est retiré le plus vite possible ;

- ne permet à aucune personne non autorisée de pénétrer sur le terrain.

4. Assistance vidéo à l'arbitrage

Le recours à l'assistance vidéo à l'arbitrage est uniquement permis lors de matches/compétitions pour lesquel(le)s l'organisateur a rempli l'ensemble des exigences Programme d'aide et d'approbation relatif à la mise en œuvre de l'assistance vidéo à l'arbitrage (telles qu'établies dans la documentation de la FIFA y afférente) et a reçu l'autorisation écrite de la FIFA.

L'arbitre ne peut bénéficier de l'aide de l'arbitre assistant vidéo qu'en cas d'« erreur manifeste » ou d'« incident grave manqué » en lien avec les éléments suivants :

- but marqué / non marqué ;
- penalty / pas de penalty ;
- carton rouge direct ;
- identité erronée lorsque l'arbitre n'avertit ou n'exclut pas le bon joueur.

Le recours à l'assistance vidéo se traduira par le visionnage des images de l'incident. L'arbitre prendra la décision finale sur la seule base des informations fournies par l'arbitre assistant vidéo et/ou des images qu'il aura consultées personnellement (« analyse » vidéo au bord du terrain).

Sauf dans le cas d'un « incident grave manqué », une décision (y compris la décision de ne pas pénaliser une infraction potentielle) est toujours prise par l'arbitre (et, le cas échéant, les autres arbitres de terrain) ; cette décision ne peut pas être modifiée, à moins qu'il ne s'agisse d'une « erreur manifeste ».

Analyse vidéo après la reprise du jeu

Si le jeu a repris après avoir été arrêté, l'arbitre peut uniquement effectuer une analyse vidéo – et prendre les mesures disciplinaires requises – en cas d'identité erronée ou en cas d'infraction passible d'exclusion telle qu'un comportement violent, crachat, morsure et/ou propos ou actes particulièrement blessants, grossiers ou injurieux.

5. Équipement de l'arbitre

Équipement obligatoire

Les arbitres doivent avoir les équipements suivants :

- sifflet(s) ;
- montre(s) ;
- cartons rouge et jaune ;
- carnet (ou autre moyen de noter par écrit les événements du match).

Autre équipement

L'arbitre est autorisé à utiliser :

- des équipements pour communiquer avec les autres arbitres – drapeaux électroniques, oreillettes, etc. ;
- des systèmes électroniques de suivi et d'évaluation des performances ou autres équipements d'évaluation physique.

Les arbitres de terrain n'ont pas l'autorisation de porter des bijoux ou tout autre équipement électronique, y compris des caméras.

6. Signaux de l'arbitre

Les illustrations suivantes présentent les signaux officiels des arbitres.



Penalty



Coup franc **indirect**



Coup franc **direct**



Avantage (1)



Avantage (2)



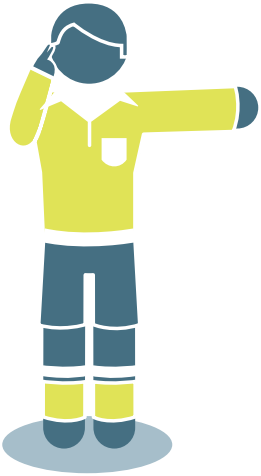
Corner



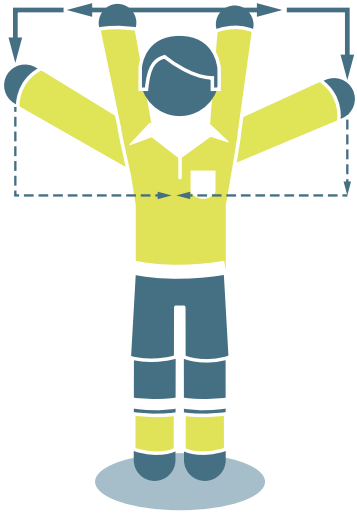
Coup de pied de but



Carton **jaune** ou **rouge**



Vérification vidéo – doigt/main porté(e) à l'oreille, l'autre main/bras tendu(e)



Analyse vidéo – signal « télévision »

7. Responsabilités des arbitres

Les arbitres ne peuvent être tenus pour responsables :

- d'aucune blessure d'un joueur, officiel ou spectateur ;
- d'aucun dégât matériel, quel qu'il soit ;
- d'aucun préjudice causé à une personne physique, à un club, à une entreprise, à une fédération ou à tout autre organisme et qui soit imputé ou puisse être imputé à une décision prise conformément aux Lois du Jeu ou aux procédures normales requises pour organiser un match, le disputer ou le contrôler.

Il peut s'agir de la décision :

- de permettre ou d'interdire le déroulement du match en raison de l'état du terrain et de ses abords ou en raison des conditions météorologiques ;
- d'arrêter le match définitivement pour quelque raison que ce soit ;
- relative à la conformité de l'équipement du terrain et du ballon utilisé pour le match ;
- d'interrompre ou non le match en raison de l'intervention de spectateurs ou de tout problème survenu dans les zones réservées aux spectateurs ;
- d'interrompre ou non le match afin de permettre le transport d'un joueur blessé hors du terrain pour être soigné ;
- d'exiger avec insistance le transport d'un joueur blessé hors du terrain pour être soigné ;
- de permettre ou d'interdire à un joueur de porter certains accessoires ou équipements ;
- pour autant qu'elle soit de son ressort, de permettre ou d'interdire à quelque personne que ce soit (y compris aux officiels des équipes ou du stade, aux agents de la sécurité, aux photographes ou aux autres représentants des médias) de se tenir à proximité du terrain ;
- toute autre décision prise conformément aux Lois du Jeu ou conformément à ses obligations telles qu'elles sont définies dans les règlements et directives de la FIFA, des confédérations, des fédérations nationales ou des compétitions sous la responsabilité desquelles se dispute le match.


IFAB

IFAB



Loi 6

Autres arbitres

D'autres arbitres (deux arbitres assistants, un quatrième arbitre, deux arbitres assistants supplémentaires, un arbitre assistant de réserve, un arbitre assistant vidéo et au moins un adjoint à l'arbitre assistant vidéo) peuvent être désignés pour officier lors d'un match. Ils aident l'arbitre principal à contrôler le match conformément aux Lois du Jeu, mais la décision définitive est toujours prise par l'arbitre.

L'arbitre, les arbitres assistants, le quatrième arbitre, les arbitres assistants supplémentaires et l'arbitre assistant de réserve sont appelés arbitres « de terrain ».

L'arbitre assistant vidéo et les adjoints de l'arbitre assistant vidéo sont appelés arbitres « vidéo » ; ils assistent l'arbitre conformément aux Lois du Jeu et au protocole de l'assistance vidéo à l'arbitrage.

Les autres arbitres opèrent sous les ordres de l'arbitre (principal). En cas d'ingérence ou de comportement incorrect, l'arbitre les relèvera de leurs fonctions et fera un rapport à l'autorité compétente.

Les autres arbitres de terrain aident l'arbitre à prendre des décisions concernant des fautes et les infractions lorsqu'ils ont un meilleur angle de vue que l'arbitre ; ils doivent remettre aux autorités compétentes un rapport sur tous les comportements répréhensibles ou autres incidents survenus en dehors du champ de vision de l'arbitre et des autres arbitres. Ils doivent informer l'arbitre et les autres arbitres de la teneur dudit rapport.

Les autres arbitres de terrain aident l'arbitre lors de l'inspection du terrain, des joueurs et de l'équipement des joueurs (y compris si des problèmes ont été résolus), contrôlent le temps et consignent par écrit les buts, les sanctions disciplinaires, etc.

Le règlement de la compétition doit clairement préciser qui remplacera

un arbitre qui est dans l'incapacité de commencer ou de continuer à officier, et tout changement associé. En particulier, le règlement doit clairement indiquer qui, entre le quatrième arbitre, le premier arbitre assistant ou le premier arbitre assistant supplémentaire, remplacera l'arbitre en cas d'indisponibilité de ce dernier.

1. Arbitres assistants

Les arbitres assistants sont chargés d'indiquer :

- quand le ballon est entièrement sorti du terrain et à quelle équipe revient le corner, le coup de pied de but ou la rentrée de touche ;
- quand un joueur en position de hors-jeu peut être sanctionné ;
- quand un remplacement est demandé ;
- lors de penalties, si le gardien de but quitte sa ligne avant que le ballon n'ait été botté, et si le ballon a franchi la ligne ; en la présence d'arbitres assistants supplémentaires, l'arbitre assistant devra se tenir à hauteur du point de penalty.

L'arbitre assistant a également pour responsabilité de contrôler les procédures de remplacement.

L'arbitre assistant peut pénétrer sur le terrain pour s'assurer que la distance de 9,15 m (10 yards) est respectée.

2. Quatrième arbitre

En présence d'un quatrième arbitre, ce dernier sera chargé de :

- contrôler les procédures de remplacement ;
- vérifier l'équipement des joueurs et des remplaçants ;
- contrôler le retour d'un joueur sur le terrain après un signal/l'autorisation de l'arbitre ;
- contrôler les ballons de remplacement ;
- indiquer le minimum de temps additionnel décidé par l'arbitre à la fin de chaque période de jeu (y compris la prolongation) ;
- informer l'arbitre en cas de comportement déplacé de toute personne présente dans la surface technique.

3. Arbitres assistants supplémentaires

Les arbitres assistants supplémentaires peuvent indiquer :

- quand le ballon a entièrement franchi la ligne de but, et notamment lorsqu'un but a été marqué ;
- si un corner ou un coup de pied de but doit être accordé ;
- si, lors de l'exécution d'un penalty, le gardien de but quitte sa ligne avant que le ballon n'ait été botté, et si le ballon a franchi la ligne.

4. Arbitre assistant de réserve

L'arbitre assistant de réserve remplace un arbitre assistant, le quatrième arbitre ou un arbitre assistant supplémentaire qui n'est pas en mesure de poursuivre la rencontre. Il est également chargé d'assister l'arbitre dans la gestion des incidents survenant sur ou en dehors du terrain, notamment de surveiller la surface technique, contrôler les remplacements, etc.

5. Arbitres vidéo

L'arbitre assistant vidéo peut aider l'arbitre principal à prendre une décision à l'aide des images du match, mais uniquement dans le cas d'une « erreur manifeste » ou d'un « incident grave manqué » en lien avec les éléments suivants : but marqué ou non marqué, penalty ou pas de penalty, carton rouge direct ou identité erronée lorsque l'arbitre n'avertit ou n'exclut pas le bon joueur.

L'adjoint de l'arbitre assistant vidéo soutient principalement ce dernier en :

- suivant l'action en direct pendant que l'arbitre assistant vidéo effectue une vérification ou une analyse ;
- tenant un registre de tous les incidents liés à l'assistance vidéo et de tous les problèmes de communication ou de technologie ;
- facilitant la communication de l'arbitre assistant vidéo avec l'arbitre principal, notamment en communiquant lui-même avec l'arbitre principal lorsque l'arbitre assistant vidéo est occupé par une vérification ou une analyse, par exemple en indiquant à l'arbitre principal d'arrêter le jeu ou de retarder sa reprise, etc. ;
- notant le temps pendant lequel le jeu est arrêté pour vérification ou analyse ;
- communiquant les informations relatives à une décision découlant de l'assistance vidéo aux parties concernées.

6. Signaux des arbitres assistants

Les illustrations suivantes présentent les signaux officiels des arbitres assistants.



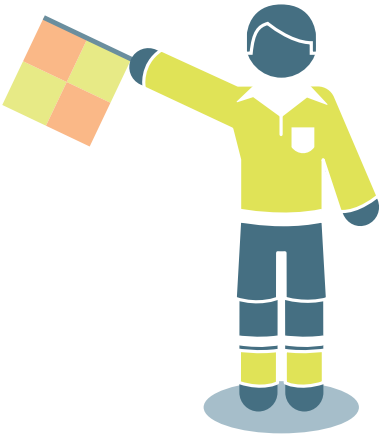
Remplacement



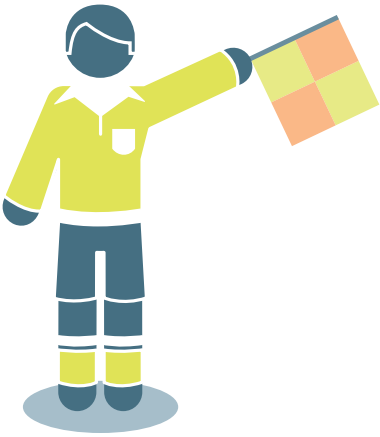
Coup franc
pour **l'équipe en attaque**



Coup franc
pour **l'équipe en défense**



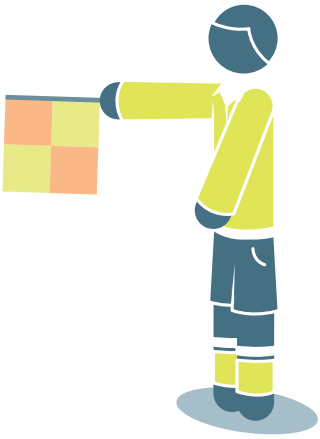
Rentrée de touche pour **l'équipe en attaque**



Rentrée de touche pour **l'équipe en défense**



Corner



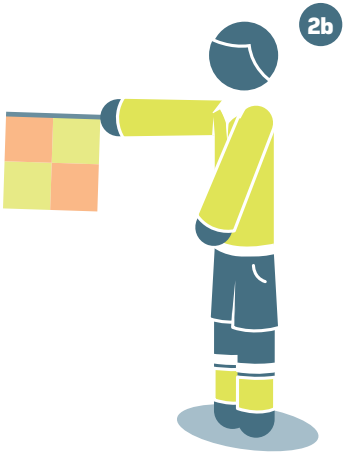
Coup de pied de but



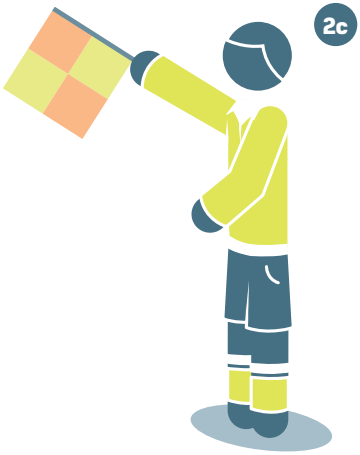
Hors-jeu



Hors-jeu de ce côté
du terrain

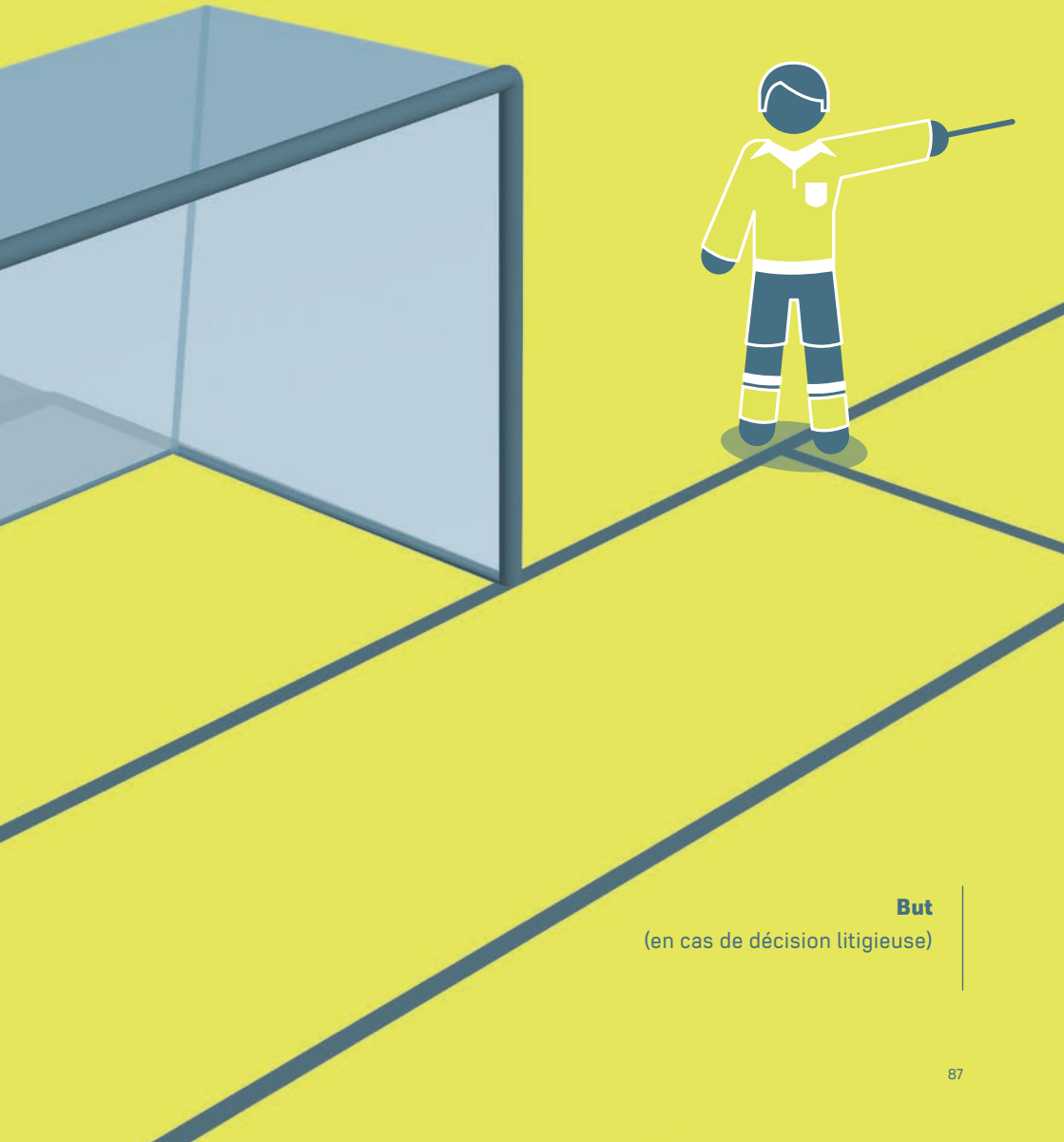


Hors-jeu au centre
du terrain



Hors-jeu à l'opposé
du terrain

7. Signaux des arbitres assistants supplémentaires



But

(en cas de décision litigieuse)

IFAB



Loi 7

Durée d'un match

1. Périodes de jeu

Un match se compose de deux périodes de 45 minutes chacune. Il est possible de réduire cette durée en cas d'accord entre l'arbitre et les deux équipes participantes avant le coup d'envoi et conformément au règlement de la compétition.

2. Mi-temps

Les joueurs ont droit à une pause entre les deux périodes ne dépassant pas 15 minutes ; une courte pause (qui, dans la mesure du possible, ne doit pas excéder une minute) est autorisée à la mi-temps de la prolongation. Le règlement de la compétition doit préciser la durée de la mi-temps qui ne peut être modifiée qu'avec l'autorisation de l'arbitre.

3. Récupération des arrêts de jeu

L'arbitre peut prolonger chaque période pour compenser le temps de jeu perdu occasionné par :

- les remplacements ;
- l'évaluation de la blessure et/ou le transport de joueurs blessés hors du terrain ;
- les manœuvres visant à perdre du temps délibérément ;
- les sanctions disciplinaires ;
- les arrêts de jeu de nature médicale autorisés par le règlement de la compétition, comme par exemple les « pauses de récupération » (d'une minute maximum) et les « pauses de rafraîchissement » (90 secondes à 3 minutes) ;
- les vérifications et analyses effectuées dans le cadre de l'assistance vidéo à l'arbitrage ;
- les célébrations de but ;
- toute autre cause, y compris tout retard important dans la reprise du jeu (par exemple en cas d'interférence d'un agent extérieur).

Le quatrième arbitre doit indiquer le minimum de temps additionnel décidé par l'arbitre à la fin de la dernière minute de chaque période. L'arbitre peut augmenter le temps additionnel, mais pas le réduire.

L'arbitre ne peut pas compenser une erreur de chronométrage survenue en première période en modifiant la durée de la seconde période.

4. **Penalty**
   Si, en fin de période, un penalty doit être exécuté (ou retiré), la durée de cette période sera prolongée pour en permettre l'exécution.

5. **Arrêt définitif du match**
   Un match arrêté définitivement avant son terme doit être rejoué, sauf disposition contraire du règlement de la compétition ou décision des organisateurs.


IFAB

IFAB



Loi 8

Coup d'envoi et reprise du jeu

Le coup d'envoi permet de débuter chaque période d'un match, chaque période de la prolongation, et de reprendre le jeu après qu'un but a été marqué. Les coups francs (directs ou indirects), les penalties, les rentrées de touche, les coups de pied de but et les corners sont d'autres reprises du jeu (voir Lois 13 à 17). Enfin, une balle à terre est une manière de reprendre le jeu après que l'arbitre a interrompu le jeu et si les Lois du Jeu n'exigent pas l'une des reprises susmentionnées.

Une infraction commise alors que le ballon n'est pas en jeu ne change en rien la façon dont le jeu doit reprendre.

1. Coup d'envoi

Procédure

- L'arbitre effectue le *toss* (pile ou face) et l'équipe qui le remporte choisit soit le but en direction duquel elle attaquera durant la première période, soit d'effectuer le coup d'envoi.
- L'adversaire se voit attribuer le coup d'envoi ou le choix du but en direction duquel il attaquera durant la première période.
- L'équipe ayant choisi le camp effectuera le coup d'envoi de la seconde période.
- En seconde période, les équipes changent de camp.
- Quand une équipe a marqué un but, c'est l'adversaire qui procède au coup d'envoi.

À chaque coup d'envoi :

- tous les joueurs, à l'exception du joueur donnant le coup d'envoi, doivent se trouver dans leur propre moitié de terrain ;
- les adversaires de l'équipe procédant au coup d'envoi doivent se tenir au moins à 9,15 m (10 yds) du ballon tant qu'il n'est pas en jeu ;

- le ballon doit être positionné sur le point central et être immobile ;
- l'arbitre donne le signal du coup d'envoi ;
- le ballon est en jeu dès qu'il a été botté et a clairement bougé ;
- il est possible de marquer un but à l'adversaire directement sur coup d'envoi ; si le ballon entre directement dans le but de l'exécutant, un corner est accordé à l'adversaire.

Fautes et sanctions

Si le joueur procédant au coup d'envoi retouche le ballon avant que celui-ci n'ait été touché par un autre joueur, un coup franc indirect est accordé, ou un coup franc direct en cas de faute de main.

Pour toute autre infraction à la procédure du coup d'envoi, le coup d'envoi doit être rejoué.

2. Balle à terre

Procédure

- La balle à terre est donnée au gardien de but de l'équipe en défense dans sa surface de réparation si, au moment où le jeu a été arrêté :
  - le ballon se trouvait dans sa surface de réparation, ou
  - la dernière touche de balle a eu lieu dans la surface de réparation.
- Dans tous les autres cas, l'arbitre donne la balle à terre à un joueur de l'équipe qui a touché le ballon pour la dernière fois, et à l'endroit où le ballon a pour la dernière fois été touché par un joueur, un agent extérieur ou un arbitre, tel que précisé au point 1 de la Loi 9.
- Tous les autres joueurs doivent se trouver au moins à 4 m du ballon jusqu'à ce que celui-ci soit en jeu.

Le ballon est en jeu lorsqu'il touche le sol.

Infractions et sanctions

La balle à terre doit être rejouée si le ballon :

- touche un joueur avant de toucher le sol ;
- quitte le terrain après avoir rebondi sur le sol sans qu'un joueur ne l'ait touché.

Si une balle à terre entre dans le but sans toucher au moins deux joueurs, le jeu reprend par :

- un coup de pied de but si le ballon entre dans le but de l'équipe adverse ;
- un corner si le ballon entre dans le but de l'équipe du joueur ayant botté le ballon.

IFAB



Loi 9

Ballon en jeu et hors du jeu

1. Ballon hors du jeu

Le ballon est hors du jeu quand :

- il a entièrement franchi la ligne de but ou la ligne de touche, à terre ou en l'air ;
- le jeu a été arrêté par l'arbitre ;
- il touche un arbitre, reste sur le terrain et :
  - une équipe peut entamer une attaque prometteuse, ou
  - entre directement dans le but, ou
  - est récupéré par l'équipe adverse.

  Dans tous ces cas de figure, le jeu doit reprendre par une balle à terre.

2. Ballon en jeu

Le ballon est en jeu dans toutes les autres situations où il touche un arbitre, de même que lorsqu'il rebondit dans le terrain après avoir touché un poteau, la barre transversale ou un drapeau de coin.

IFAB®



Loi 10

Issue d'un match

1. But marqué

Un but est marqué quand le ballon a entièrement franchi la ligne de but entre les poteaux et sous la barre transversale, sous réserve qu'aucune faute ou infraction aux Lois du Jeu n'ait été commise par l'équipe ayant marqué le but.

Si le gardien de but envoie le ballon directement de la main dans le but de l'équipe adverse, un coup de pied de but est accordé à cette dernière.

Si l'arbitre accorde un but avant que le ballon ait entièrement franchi la ligne de but, le match devra reprendre par une balle à terre.

2. Équipe victorieuse

L'équipe qui aura marqué le plus grand nombre de buts remporte la victoire. Si les deux équipes ne marquent aucun but ou marquent le même nombre de buts, le match est déclaré nul.

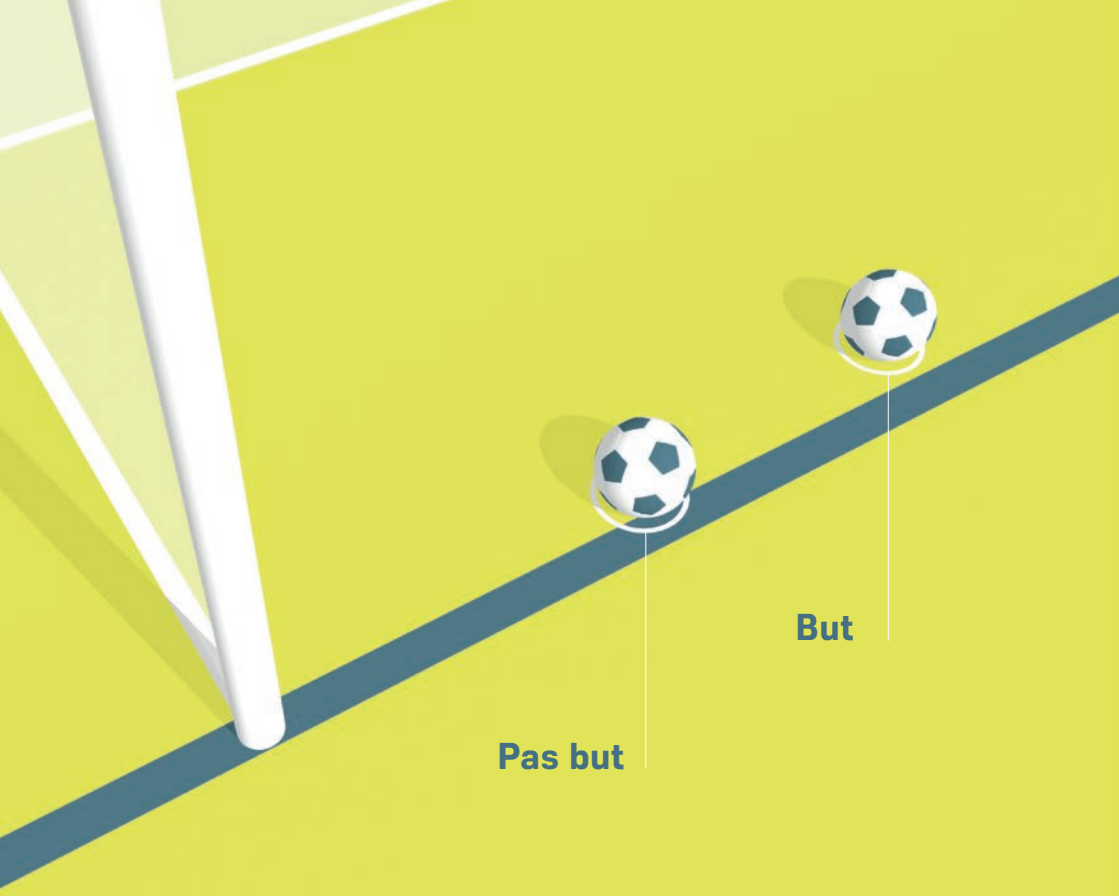
Lorsque le règlement de la compétition exige qu'une équipe soit déclarée vainqueur après un match nul ou une confrontation aller-retour, seules les procédures suivantes sont permises :

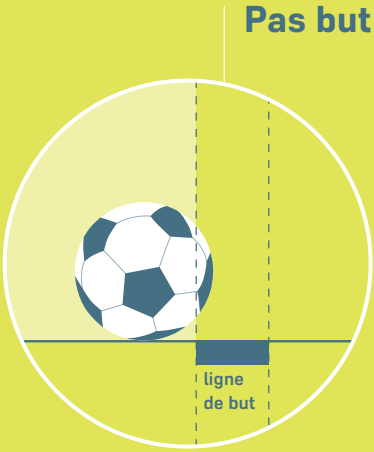
- règle des buts inscrits à l'extérieur ;
- une prolongation de deux fois quinze minutes ;
- tirs au but.

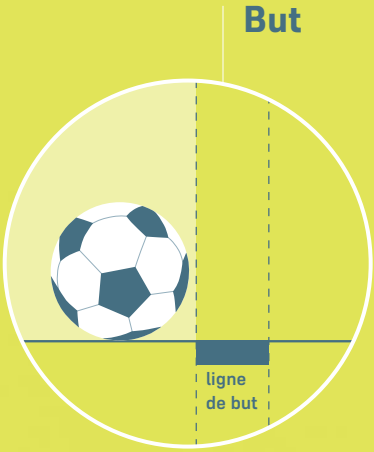
Il est possible de combiner les procédures ci-dessus.

3. Tirs au but

Les tirs au but sont exécutés après la fin d'un match et, sauf dispositions contraires, les Lois du Jeu doivent être appliquées. Un joueur qui a été exclu durant le match ne peut prendre part aux tirs au but ; les mises en garde ou avertissements reçus par les joueurs ou les officiels d'équipe durant le match ne sont pas pris en compte lors de la séance de tirs au but.


But
Pas but


Pas but
ligne
de but


But
ligne
de but

Procédure

Avant le début des tirs au but

- À moins que d'autres éléments ne doivent être pris en compte (état du terrain, sécurité, etc.), l'arbitre tire à pile ou face pour décider le but sur lequel les tirs seront exécutés, décision sur laquelle il n'est possible de revenir que pour des raisons de sécurité ou si le but ou la surface de jeu devient inutilisable.
- L'arbitre tire ensuite une deuxième fois à pile ou face : l'équipe favorisée par le sort choisira de tirer en premier ou en deuxième.
- À l'exception d'un remplaçant pour un gardien de but qui n'est pas en mesure de continuer, seuls les joueurs présents sur le terrain ou temporairement sortis du terrain (pour cause de blessure, changement d'équipement, etc.) au terme du match sont autorisés à participer aux tirs au but.
- Chaque équipe est chargée de choisir, parmi les joueurs autorisés, l'ordre dans lequel ils participeront aux tirs au but. L'arbitre n'est pas informé de l'ordre.
- Si, à la fin du match et avant ou pendant les tirs au but, une équipe se retrouve en supériorité numérique, elle devra réduire le nombre de ses joueurs autorisés afin d'être à égalité avec ses adversaires, et informer l'arbitre du nom et du numéro de chaque joueur retiré. À l'exception des cas présentés ci-après, tout joueur retiré ne peut participer aux tirs au but.
- Un gardien de but n'étant plus en mesure de continuer avant ou pendant les tirs au but peut être remplacé par un joueur ayant été retiré pour mettre le nombre de tireurs à égalité ou, si son équipe n'a pas déjà épuisé le nombre maximum de remplacements autorisés, par un remplaçant désigné comme tel. Le gardien remplacé ne pourra plus participer aux tirs au but ni exécuter de tir.
- Si le gardien a déjà exécuté un tir, son remplaçant ne peut tirer lors du même passage.

Pendant les tirs au but

- Seuls les joueurs autorisés et les arbitres peuvent rester sur le terrain.
- Tous les joueurs autorisés, exceptés celui qui exécute le tir et les deux gardiens de but, doivent rester dans le rond central.
- Le gardien de l'équipe du joueur exécutant le tir au but doit rester sur le terrain, et ce hors de la surface de réparation, au niveau de l'intersection entre la ligne de but et la ligne de la surface de réparation.
- Un joueur autorisé peut remplacer le gardien de but.
- Le tir est terminé lorsque le ballon arrête de bouger, est hors du jeu ou quand l'arbitre interrompt le jeu pour une infraction ; le tireur ne peut rejouer le ballon.
- L'arbitre consigne par écrit chaque tir au but.
- Si le gardien commet une infraction obligeant le tir à être à nouveau exécuté, il reçoit une mise garde lors de la première infraction et un avertissement en cas de récidive(s).
- Si le tireur est sanctionné pour une infraction commise après que l'arbitre a signalé que le tir doit être exécuté, ce tir est considéré comme raté et le tireur doit être averti.
- Si le gardien et le tireur commettent une infraction en même temps, le tir est considéré comme raté et le tireur reçoit un avertissement.

Les deux équipes exécutent chacune cinq tirs au but conformément aux dispositions mentionnées ci-dessous

- Les tirs sont exécutés alternativement par chaque équipe.
- Si, avant que les deux équipes n'aient exécuté leurs cinq tirs, l'une d'elles a déjà marqué plus de buts que l'autre ne pourra jamais en marquer même en finissant sa série de tirs, l'épreuve n'est pas poursuivie.
- Si les deux équipes sont à égalité après qu'elles ont exécuté leurs cinq tirs, l'épreuve se poursuit jusqu'à ce qu'une équipe ait marqué un but de plus que l'autre après le même nombre de tentatives.
- Chaque tir est exécuté par un joueur différent, et tous les joueurs autorisés doivent avoir exécuté un premier tir avant que l'un d'eux ne puisse en exécuter un second.

- Le principe indiqué ci-dessus se poursuit pour toute séquence de tirs au but suivante, mais l'ordre des tireurs peut être changé.
- L'épreuve des tirs au but ne doit pas être retardée par un joueur ayant quitté le terrain. Le tir du joueur sera considéré comme raté si le joueur ne revient pas à temps pour exécuter son tir.

Remplacements et exclusions pendant les tirs au but

- Un joueur, remplaçant, joueur remplacé ou officiel d'équipe peut être averti ou exclu.
- Un gardien de but exclu doit être remplacé par un joueur autorisé.
- Un joueur, autre que le gardien de but, qui n'est pas en mesure de continuer ne peut pas être remplacé.
- L'arbitre n'arrêtera pas le match définitivement si une équipe se retrouve à moins de sept joueurs.

IFAB



Loi 11

Hors-jeu

1. Position de hors-jeu

Être en position de hors-jeu n'est pas une infraction.

Un joueur est en position de hors-jeu si :

- n'importe quelle partie de la tête, du tronc ou des jambes se trouve dans la moitié de terrain adverse (ligne médiane non comprise) ; et
- n'importe quelle partie de la tête, du tronc ou des jambes se trouve plus près de la ligne de but adverse que le ballon et l'avant-dernier adversaire.

Les mains et bras de tous les joueurs, y compris les gardiens de but, ne sont pas pris en compte. Afin de pouvoir déterminer une position de hors-jeu, la limite supérieure du bras est le bas de l'aisselle.

Un joueur n'est pas en position de hors-jeu s'il se trouve à la même hauteur que :

- l'avant-dernier adversaire ; ou
- des deux derniers adversaires.

2. Infraction de hors-jeu

Un joueur en position de hors-jeu au moment où le ballon est passé ou touché* par un coéquipier doit être sanctionné uniquement lorsqu'il commence à prendre une part active au jeu :

- en intervenant dans le jeu, car il joue ou touche le ballon passé ou touché par un coéquipier ; ou
- en interférant avec un adversaire, car
  - il empêche un adversaire de jouer ou d'être en position de jouer le ballon en entravant clairement son champ de vision ; ou
  - il lui dispute le ballon ; ou

**Le premier point de contact du ballon joué/touché doit être pris en considération à cet effet.*

- il tente clairement de jouer un ballon qui se trouve à proximité alors que cette action influence la réaction d'un adversaire ; ou
- il effectue une action évidente qui influence clairement la capacité d'un adversaire à jouer le ballon ;

ou

- en tirant un avantage, car il joue le ballon ou interfère avec un adversaire après que le ballon :
  - a rebondi ou été dévié par un poteau, la barre transversale, un arbitre ou un adversaire ;
  - a fait l'objet d'un sauvetage délibéré par un adversaire.

Un joueur en position de hors-jeu qui reçoit un ballon joué délibérément* par un adversaire, y compris de la main ou du bras, n'est pas considéré comme tirant un quelconque avantage de sa position, sauf en cas de sauvetage délibéré par un adversaire.

*Une « action délibérée » (à l'exception des mains intentionnelles) désigne une situation où le ballon est à distance de jeu et un joueur essaye de :

- passer le ballon à un coéquipier ;
- prendre possession du ballon ; ou
- dégager le ballon (du pied ou de la tête, par exemple).

Quelle que soit l'issue de la passe, de la tentative de prise de possession du ballon ou du dégagement par le joueur ayant le contrôle du ballon, le joueur a effectué une « action délibérée ».

Les critères suivants peuvent permettre, selon les cas, d'établir qu'un joueur avait le contrôle du ballon et que, par conséquent, il peut être considéré qu'il a effectué une « action délibérée » :

- le ballon avait parcouru une certaine distance et le joueur le voyait clairement ;
- le ballon ne se déplaçait pas rapidement ;
- la direction du ballon était prévisible ;

- le joueur avait le temps d'organiser ses gestes, c'est-à-dire qu'il ne s'agissait ni d'une intervention réflexe (saut, extension d'un membre, etc.), ni d'un mouvement entraînant le contrôle – même limité – du ballon ;
- un ballon à terre est plus facile à jouer qu'un ballon aérien.

Effectuer un « sauvetage » consiste à intercepter, ou tenter d'intercepter, le ballon qui se dirige vers le but avec n'importe quelle partie du corps à l'exception des mains ou des bras (sauf le gardien dans sa propre surface de réparation).

Dans les situations où :

- un joueur revenant d'une position de hors-jeu ou se trouvant en position de hors-jeu est sur le chemin d'un adversaire et interfère avec le mouvement de l'adversaire vers le ballon, ceci est considéré comme une infraction de hors-jeu si cela influence la capacité d'un adversaire à jouer ou disputer le ballon ; si le joueur entrave et fait obstacle à la progression d'un adversaire (par exemple s'il bloque l'adversaire), l'infraction doit être sanctionnée conformément à la Loi 12 ;
- un joueur se trouvant en position de hors-jeu se dirige vers le ballon avec l'intention de le jouer et qu'il est victime d'une faute avant de jouer ou de tenter de jouer le ballon, ou avant de disputer le ballon à un adversaire, la faute est sanctionnée car elle s'est produite avant l'infraction de hors-jeu ;
- une faute est commise contre un joueur en position de hors-jeu qui joue déjà ou tente déjà de jouer le ballon, ou qui dispute le ballon à l'adversaire, l'infraction de hors-jeu est sanctionnée car elle s'est produite avant la faute.

3. Pas d'infraction

Il n'y a pas d'infraction de hors-jeu quand un joueur reçoit le ballon directement :

- sur un coup de pied de but ;
- sur une rentrée de touche ;
- sur un corner.

4. Infractions et sanctions

En cas d'infraction de hors-jeu, l'arbitre accorde un coup franc indirect à l'endroit où est commise l'infraction, y compris si elle est commise dans la propre moitié de terrain du joueur.

Un joueur de l'équipe en défense qui quitte le terrain sans la permission de l'arbitre sera considéré comme étant sur la ligne de but ou sur la ligne de touche pour toute situation de hors-jeu, jusqu'au prochain arrêt de jeu ou jusqu'à ce que l'équipe qui défend ait joué le ballon en direction de la ligne médiane et que le ballon ait quitté la surface de réparation. Si ce joueur de l'équipe en défense quitte le terrain délibérément, il doit être averti au prochain arrêt de jeu.

Un joueur de l'équipe en attaque peut quitter le terrain ou ne pas le regagner afin de ne pas faire action de jeu. Si ce joueur regagne le terrain depuis la ligne de but et fait action de jeu avant le prochain arrêt de jeu ou si l'équipe en défense a joué le ballon en direction de la ligne médiane et que le ballon se trouve en dehors de la surface de réparation, le joueur sera considéré comme étant sur la ligne de but pour toute situation de hors-jeu. Un joueur en attaque qui quitte le terrain délibérément et le regagne sans l'autorisation de l'arbitre, mais n'est pas sanctionné pour hors-jeu et tire un avantage doit être averti.

Si un joueur de l'équipe qui attaque demeure immobile dans le but au moment où le ballon franchit la ligne de but, le but doit être accordé sauf si le joueur commet une infraction de hors-jeu ou une infraction selon la Loi 12, auquel cas le jeu reprend par un coup franc indirect ou direct.


IFAB

IFAB



Loi 12

Fautes et incorrections

Il est possible d'accorder des coups francs directs et indirects et des penalties uniquement pour des fautes et infractions commises lorsque le ballon est en jeu.

1. Coup franc direct

Un coup franc direct est accordé si, de l'avis de l'arbitre, un joueur commet l'une des fautes suivantes de manière imprudente, inconsidérée ou violente :

- charge un adversaire ;
- saute sur un adversaire ;
- donne ou essaie de donner un coup de pied à l'adversaire ;
- bouscule un adversaire ;
- frappe ou essaie de frapper un adversaire (y compris un coup de boule) ;
- tacle un adversaire ou lui dispute le ballon ;
- fait ou essaie de faire trébucher un adversaire.

En cas de contact, la faute est sanctionnée d'un coup franc direct.

- On parle d'attitude « imprudente » lorsqu'un joueur dispute le ballon sans attention, ni égard, ni précaution. Aucune sanction disciplinaire n'est nécessaire.
- On parle d'attitude « inconsidérée » lorsqu'un joueur agit sans tenir compte du caractère dangereux ou des conséquences de son acte pour son adversaire. Il doit être averti.
- On parle d'attitude « violente » lorsqu'un joueur fait un usage excessif de la force au risque de mettre en danger l'intégrité physique de son adversaire. Il doit être exclu.

Un coup franc direct est également accordé lorsqu'un joueur commet l'une des infractions suivantes :

- commet une « main » (excepté le gardien de but dans sa propre surface de réparation) ;
- tient (ou retient) un adversaire ;
- fait obstacle à la progression d'un adversaire avec contact ;
- mord ou crache sur/vers quelqu'un inscrit sur la liste de départ ou un arbitre ;
- lance (ou botte) un objet sur/vers le ballon, un adversaire ou un arbitre, ou touche le ballon avec un objet tenu à la main.

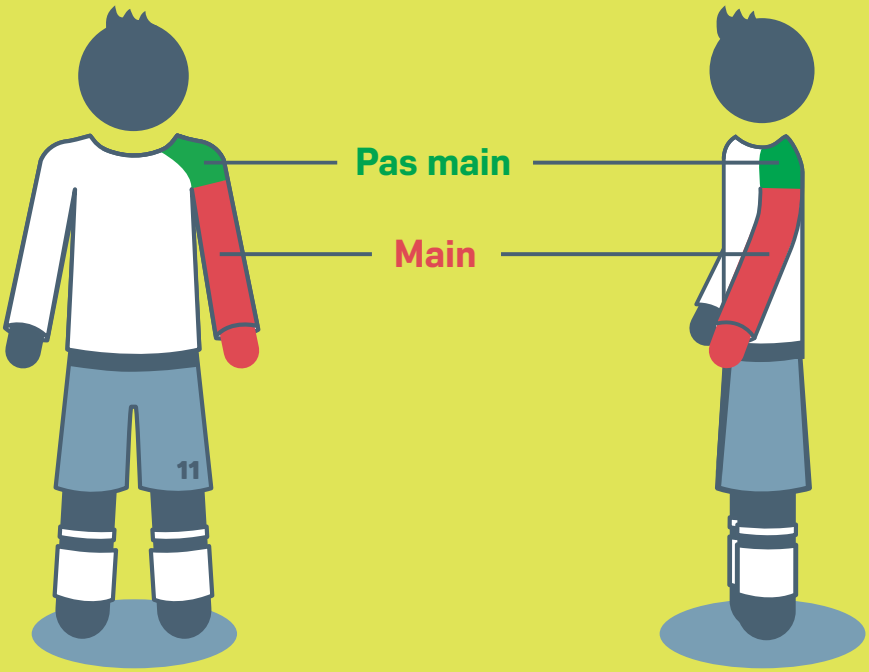
Voir également les infractions de la Loi 3.

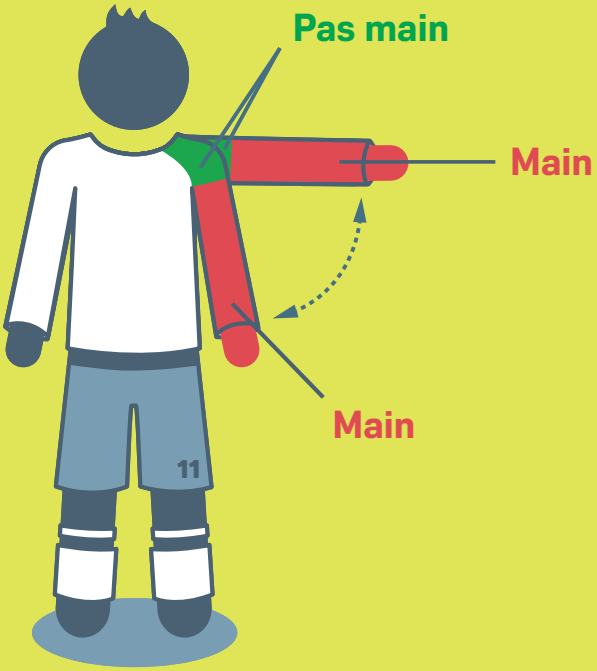
Main

Afin de pouvoir déterminer les fautes de main, la limite supérieure du bras coïncide avec le bas de l'aisselle. Tout contact entre le ballon et le bras ou la main d'un joueur ne constitue pas nécessairement une infraction.

Il y a faute si un joueur :

- touche délibérément le ballon du bras ou de la main, par exemple avec mouvement du bras ou de la main vers le ballon ;
- touche le ballon du bras ou de la main : en ayant artificiellement augmenté la surface couverte par son corps. Il est considéré qu'un joueur a artificiellement augmenté la surface couverte par son corps lorsque la position de son bras ou de sa main n'est pas une conséquence du mouvement de son corps dans cette situation spécifique ou n'est pas justifiable par un tel mouvement. En ayant son bras ou sa main dans une telle position, le joueur prend le risque de toucher le ballon avec ces parties du corps et ainsi d'être sanctionné ;
- marque un but :
  - directement de la main ou du bras, même de manière accidentelle (s'applique également au gardien) ;
  - immédiatement après que le ballon a touché son bras ou sa main, même de manière accidentelle.


Pas main
Main
11


Pas main
Main
Main
11

Hors de sa surface de réparation, le gardien de but est soumis aux mêmes restrictions que les autres joueurs concernant le contact entre le ballon et le bras ou la main. Si le gardien de but touche le ballon de la main ou du bras en infraction aux Lois du Jeu dans sa propre surface de réparation, un coup franc indirect est accordé mais aucune sanction disciplinaire n'est infligée. Toutefois, si l'infraction consiste à avoir joué le ballon une deuxième fois (que ce soit ou non de la main/du bras) après la reprise du jeu et avant qu'il ne touche un autre joueur, le gardien de but doit être sanctionné si l'infraction stoppe une attaque prometteuse ou prive un adversaire ou l'équipe adverse d'un but ou d'une occasion de but manifeste.

2. Coup franc indirect

Un coup franc indirect est accordé lorsqu'un joueur :

- joue d'une manière dangereuse ;
- fait obstacle à la progression d'un adversaire sans qu'il y ait contact ;
- manifeste sa désapprobation en tenant des propos blessants, injurieux ou grossiers, en agissant de façon blessante, injurieuse et/ou avec grossièreté ou en commettant d'autres « infractions orales » ;
- empêche le gardien de but de lâcher le ballon des mains, ou joue ou essaie de jouer le ballon alors que le gardien est en train de le lâcher ;
- initie délibérément une stratégie pour que le ballon soit passé (y compris sur coup franc ou coup de pied de but) à son gardien de but de la tête, de la poitrine, du genou, etc. dans le but de contourner la Loi et ce, que le gardien touche ou non le ballon des mains ; le gardien de but est pénalisé s'il est celui qui initie cette stratégie délibérée ;
- commet d'autres infractions non mentionnées dans les Lois du Jeu et pour lesquelles le match est arrêté afin d'avertir ou d'exclure un joueur.

Un coup franc indirect est accordé si, à l'intérieur de sa surface de réparation, un gardien de but commet l'une des infractions suivantes :

- est en possession du ballon avec ses mains/bras pendant plus de six secondes avant de le relâcher ;
- touche le ballon du bras ou de la main après l'avoir lâché, sans qu'il ait été touché par un autre joueur ;

- touche le ballon du bras ou de la main à moins qu'il ait clairement joué ou essayé de jouer le ballon au pied :
  - sur une passe bottée délibérément par un coéquipier ;
  - directement sur une rentrée de touche effectuée par un coéquipier.

Un gardien de but est considéré comme en possession du ballon avec ses mains quand :

- il tient le ballon entre ses mains ou entre sa main et une surface (par exemple le sol, son corps) ou quand le ballon entre en contact avec une partie quelconque de ses mains ou de ses bras, sauf si le ballon rebondit sur lui ou qu'il l'a repoussé ;
- il tient le ballon sur sa main ouverte ;
- il fait rebondir le ballon sur le sol ou le lance en l'air.

Si un gardien de but est ainsi en possession du ballon avec ses mains, un adversaire ne peut pas le lui disputer.

Jeu dangereux

Par « jeu dangereux », on entend toute action d'un joueur qui, en essayant de jouer le ballon, risque de blesser quelqu'un (y compris lui-même) ou empêche l'adversaire de jouer le ballon par crainte d'être blessé.

Un ciseau ou un retourné acrobatique est autorisé s'il ne représente pas de danger pour l'adversaire.

Faire obstacle à la progression d'un adversaire sans contact

« Faire obstacle à la progression d'un adversaire » signifie couper la trajectoire d'un adversaire pour le gêner, le bloquer, le ralentir ou l'obliger à changer de direction lorsqu'aucun des joueurs n'est à distance de jeu du ballon.

Tous les joueurs ont le droit de se trouver sur le terrain ; se trouver sur le chemin d'un adversaire n'est pas pareil que se mettre sur le chemin d'un adversaire.

Un joueur a le droit de protéger le ballon en se plaçant entre un adversaire et le ballon pour autant que le ballon reste à distance de jeu et que le joueur ne maintienne pas l'adversaire à distance avec ses bras ou son corps. Si le

ballon se trouve à distance de jeu, le joueur peut être chargé (dans le respect des Lois du Jeu) par un adversaire.

3. Approche disciplinaire

L'arbitre a autorité pour infliger des sanctions disciplinaires à partir du moment où il pénètre sur le terrain pour l'inspection d'avant-match et jusqu'à ce qu'il le quitte après le coup de sifflet final (séance de tirs au but comprise).

Si, avant de pénétrer sur le terrain au début du match, un joueur ou un officiel d'équipe commet une faute passible d'exclusion, l'arbitre a autorité pour empêcher le joueur ou l'officiel d'équipe de participer au match (cf. point 6 de la Loi 3) ; l'arbitre signalera toute autre incorrection.

Qu'il soit sur le terrain ou en dehors, un joueur ou un officiel d'équipe qui commet une faute passible d'avertissement ou d'exclusion doit être sanctionné conformément à la nature de la faute commise.

Le carton jaune indique un avertissement et le carton rouge indique une exclusion.

Les joueurs, remplaçants, joueurs remplacés et officiels d'équipe peuvent se voir infliger un carton jaune ou un carton rouge.

Joueurs, remplaçants et joueurs remplacés

Reprise du jeu retardée pour infliger un carton

Lorsque l'arbitre a décidé d'avertir ou d'exclure un joueur, le jeu ne doit pas reprendre avant que la sanction ait été infligée à moins que l'équipe adverse joue rapidement le coup franc et se procure une occasion de but manifeste avant que l'arbitre ait pu commencer la procédure de signification de la sanction disciplinaire ; la sanction sera alors infligée au prochain arrêt de jeu. Si la faute annihilait une occasion de but manifeste, le joueur est averti ; si l'infraction a perturbé ou stoppé une attaque prometteuse, le joueur n'est pas averti.

Avantage

Si l'arbitre décide d'appliquer la règle de l'avantage après une faute justifiant un avertissement ou une exclusion, il devra signifier cet avertissement ou cette exclusion au prochain arrêt de jeu. Cependant, si l'infraction consistait à tenter

d'annihiler une occasion de but manifeste, le joueur sera averti pour comportement antisportif ; si l'infraction consistait à tenter de perturber ou stopper une attaque prometteuse, le joueur ne sera pas averti.

La règle de l'avantage ne doit pas être appliquée dans des situations impliquant une faute grossière, un acte de brutalité ou une faute passible d'un second avertissement à moins qu'une occasion de but manifeste ne se dessine. L'arbitre devra alors exclure le joueur au prochain arrêt de jeu, à moins que le joueur joue ou dispute le ballon ou interfère avec un adversaire, auquel cas l'arbitre devra interrompre le jeu, exclure le joueur et faire reprendre le jeu par un coup franc indirect, à moins que le joueur n'ait commis une faute plus grave.

Si un défenseur commence à tenir un attaquant à l'extérieur de la surface de réparation, mais poursuit son infraction à l'intérieur de la surface, l'arbitre accordera un penalty.

Infractions passibles d'avertissement

Un joueur doit être averti s'il commet l'une des infractions suivantes :

- retarder la reprise du jeu ;
- manifester sa désapprobation en paroles ou en actes ;
- pénétrer ou revenir délibérément sur le terrain, ou quitter délibérément le terrain sans l'autorisation de l'arbitre ;
- ne pas respecter la distance réglementaire lors de l'exécution d'une balle à terre, d'un corner, d'un coup franc ou d'une rentrée de touche ;
- enfreindre de manière répétée les Lois du Jeu (le nombre d'infractions commises à partir duquel l'avertissement doit être infligé n'est pas précisément défini) ;
- se rendre coupable de comportement antisportif ;
- pénétrer dans la zone de visionnage ;
- faire un usage excessif du signal d'analyse vidéo (écran de télévision).

Un remplaçant ou joueur remplacé doit être averti s'il commet l'une des infractions suivantes :

- retarder la reprise du jeu ;
- manifester sa désapprobation en paroles ou en actes ;

- pénétrer ou revenir sur le terrain sans l'autorisation de l'arbitre ;
- se rendre coupable de comportement antisportif ;
- pénétrer dans la zone de visionnage ;
- faire un usage excessif du signal d'analyse vidéo (écran de télévision).

Lorsque deux fautes ou infractions distinctes et passibles d'un avertissement sont commises (même à quelques instants d'intervalle), elles doivent être sanctionnées de deux avertissements, par exemple lorsqu'un joueur pénètre sur le terrain sans autorisation puis exécute un tacle dangereux ou stoppe une attaque prometteuse par une faute/main, etc.

Avertissements pour comportement antisportif

Un joueur doit être averti pour comportement antisportif notamment s'il :

- tente de tromper l'arbitre en faisant par exemple semblant d'être blessé ou victime d'une faute (simulation) ;
- permute avec le gardien de but pendant le jeu ou sans l'autorisation de l'arbitre (cf. Loi 3) ;
- commet, de manière inconsidérée, une faute sanctionnée par un coup franc direct ;
- touche le ballon de la main pour perturber ou stopper une attaque prometteuse, sauf lorsque l'arbitre accorde un penalty pour une main non délibérée ;
- empêche l'équipe adverse de marquer ou annihile une occasion de but manifeste et que l'arbitre accorde un penalty pour une main non délibérée ;
- commet toute autre infraction pour perturber ou stopper une attaque prometteuse, sauf lorsque l'arbitre accorde un penalty pour une faute où le joueur a tenté de jouer le ballon ou a disputé la possession du ballon ;
- annihile une occasion de but manifeste de l'adversaire en commettant une faute avec intention de jouer le ballon ou de disputer la possession du ballon et si l'arbitre accorde un penalty ;
- joue le ballon de la main pour tenter de marquer un but (que sa tentative réussisse ou non) ou pour empêcher l'adversaire de marquer un but, sans y parvenir ;
- trace des marques non autorisées sur le terrain ;
- joue le ballon alors qu'il est en train de quitter le terrain après en avoir reçu l'autorisation ;

- se comporte d'une manière irrespectueuse envers l'esprit du jeu ;
- initie délibérément une stratégie pour que le ballon soit passé (y compris sur coup franc ou coup de pied de but) à son gardien de but de la tête, de la poitrine, du genou, etc. dans le but de contourner la Loi et ce, que le gardien touche ou non le ballon des mains ; le gardien de but est averti s'il est celui qui initie cette stratégie délibérée ;
- distrait verbalement un adversaire durant le jeu ou à la reprise du jeu.

Célébration d'un but

Les joueurs sont autorisés à exprimer leur joie lorsqu'un but est marqué, mais sans excès. Les célébrations orchestrées ne doivent pas être encouragées et ne doivent pas entraîner une perte de temps excessive.

Quitter le terrain pour célébrer un but n'est pas une faute passible d'avertissement, mais les joueurs doivent y revenir le plus rapidement possible.

Un joueur doit être averti – même si le but est annulé – si :

- il grimpe sur les grilles entourant le terrain et/ou s'approche des spectateurs d'une telle façon qu'il entraîne des problèmes de sécurité ;
- il agit de façon provocatrice, moqueuse ou offensante ;
- il recouvre sa tête ou son visage d'un masque ou autre article analogue ;
- il enlève son maillot ou s'en couvre la tête.

Retarder la reprise du jeu

Un avertissement sera infligé aux joueurs qui retardent la reprise du jeu :

- en faisant semblant de vouloir effectuer une rentrée de touche avant de passer soudainement le ballon à un coéquipier pour qu'il l'exécute ;
- en traînant pour quitter le terrain au moment d'être remplacé ;
- en retardant excessivement la reprise du jeu ;
- en bottant le ballon au loin ou en l'emportant avec soi, ou en provoquant une confrontation en touchant délibérément le ballon après que l'arbitre a stoppé le jeu ;
- en exécutant délibérément un coup franc à un mauvais endroit avec pour seul objectif de devoir le retirer.

Infractions passibles d'exclusion

Un joueur, un remplaçant ou un joueur remplacé doit être exclu s'il :

- empêche l'équipe adverse de marquer un but ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main délibérée (excepté le gardien de but dans sa propre surface de réparation) ;
- empêche l'équipe adverse de marquer un but ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main non délibérée en dehors de sa surface de réparation ;
- empêche de marquer un but ou annihile une occasion de but manifeste à un adversaire se dirigeant vers le but (mais pas forcément directement) du joueur fautif en commettant une faute passible d'un coup franc (sauf précision apportée à la section suivante) ;
- commet une faute grossière ;
- crache sur/vers ou mord quelqu'un ;
- commet un acte de brutalité ;
- tient des propos blessants, injurieux et/ou grossiers ou agit de façon blessante, injurieuse et/ou avec grossièreté ;
- reçoit un second avertissement au cours du même match ;
- pénètre dans la salle de visionnage.

Tout joueur, remplaçant ou joueur remplacé ayant été exclu doit quitter la proximité du terrain ainsi que la surface technique.

Empêcher de marquer un but ou annihiler une occasion de but manifeste

Si un joueur commet une faute contre un adversaire pour annihiler une occasion de but manifeste et que l'arbitre accorde un penalty, le joueur fautif est averti s'il a tenté de jouer le ballon ou disputé la possession du ballon ; dans toutes les autres circonstances (par exemple tenir, tirer ou pousser, aucune possibilité de jouer le ballon, etc.), le joueur fautif doit être exclu.

Si un joueur empêche l'équipe adverse de marquer ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main délibérée, le joueur doit être exclu quel que soit l'endroit de la faute (excepté le gardien de but dans sa propre surface de réparation).

Si un joueur empêche l'équipe adverse de marquer ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main non délibérée et que l'arbitre accorde un penalty, le joueur fautif doit être averti.

Un joueur, un joueur exclu, un remplaçant ou un joueur remplacé qui entre sur le terrain sans l'autorisation de l'arbitre et interfère avec le jeu ou un adversaire et empêche l'équipe adverse de marquer ou annihile une occasion de but manifeste est coupable d'une faute passible d'exclusion.

Les critères suivants doivent alors être pris en compte :

- la distance entre le lieu de la faute et le but ;
- le sens du jeu ;
- la probabilité de conserver ou de récupérer le ballon ;
- le placement et le nombre de défenseurs.

Faute grossière

Tacler ou disputer le ballon tout en mettant en danger l'intégrité physique d'un adversaire ou en agissant avec violence ou brutalité doit être sanctionné comme faute grossière.

Se rend coupable d'une faute grossière tout joueur qui se jette – avec une ou deux jambes en avant – pour disputer le ballon de face, de côté ou par derrière avec violence ou mise en danger de l'intégrité physique de l'adversaire.

Acte de brutalité

Un joueur se rend coupable d'un acte de brutalité s'il agit ou essaie d'agir avec violence ou brutalité envers un adversaire alors qu'ils ne disputent pas le ballon, ou envers un coéquipier, un officiel d'équipe, un arbitre, un spectateur ou toute autre personne, qu'il y ait eu contact ou non.

De plus, un joueur qui frappe délibérément un adversaire ou toute autre personne à la tête ou au visage avec la main ou le bras, alors qu'il ne dispute pas le ballon, se rend coupable d'un acte de brutalité à moins que la force utilisée n'ait été négligeable.

Officiels d'équipe

Si une infraction est commise par une personne présente dans la surface technique (remplaçant, joueur remplacé, joueur exclu ou officiel d'équipe) et que la personne fautive ne peut pas être identifiée, c'est l'entraîneur principal qui recevra la sanction.

Mise en garde

Les infractions suivantes sont en général passibles d'une mise en garde (les infractions répétées ou outrancières, d'un avertissement ou d'une exclusion) :

- pénétrer sur le terrain de manière respectueuse, sans chercher la confrontation ;
- ne pas coopérer avec les arbitres, par exemple en ignorant les instructions d'un arbitre assistant ou du quatrième officiel ;
- exprimer un léger désaccord (par la parole ou par des gestes) envers une décision ;
- quitter plusieurs fois la surface technique (sans commettre d'autre infraction).

Avertissement

Les infractions suivantes sont passibles d'un avertissement (liste non exhaustive) :

- ne pas respecter – clairement et avec persistance – les limites de la surface technique ;
- retarder la reprise du jeu de son équipe ;
- pénétrer volontairement dans la surface technique de l'équipe adverse (sans chercher la confrontation) ;
- manifester sa désapprobation par la parole ou par des actes, notamment en :
  - jetant ou donnant des coups de pied dans des bouteilles ou autres objets ;
  - agissant d'une manière montrant clairement un manque de respect envers le corps arbitral (par exemple applaudissement sarcastique) ;
- pénétrer dans la zone de visionnage ;
- demander excessivement ou avec persistance d'infliger des cartons à l'adversaire ;

- effectuer de manière excessive le signal du recours à l'arbitrage vidéo ;
- se comporter de manière provocatrice ou offensante ;
- adopter avec persistance un comportement répréhensible (mises en garde répétées) ;
- se comporter d'une manière irrespectueuse envers le jeu.

Exclusion

Les infractions suivantes sont passibles d'exclusion (liste non exhaustive) :

- retarder la reprise du jeu de l'équipe adverse (par exemple en gardant le ballon ou en le dégageant, ou en faisant obstacle à un joueur) ;
- quitter délibérément la surface technique pour :
  - signifier sa désapprobation ou se plaindre auprès d'un arbitre ;
  - agir de manière provocatrice ou offensante ;
- pénétrer dans la surface technique de l'équipe adverse de manière agressive ou en cherchant la confrontation ;
- jeter ou botter délibérément un objet sur le terrain ;
- pénétrer sur le terrain pour :
  - chercher la confrontation avec un arbitre (y compris à la mi-temps ou à l'issue du match) ;
  - interférer avec le jeu, un adversaire ou un arbitre ;
- pénétrer dans la salle de visionnage ;
- se comporter de manière agressive ou physique (incluant crachat et morsure) envers tout joueur, remplaçant, joueur remplacé ou officiel des deux équipes, ou tout arbitre, supporter ou autre personne (ramasseur de balle, stadier, officiel de la compétition, etc.) ;
- recevoir un second avertissement au cours du même match ;
- tenir des propos blessants, injurieux et/ou grossiers ou agir de façon blessante, injurieuse et/ou avec grossièreté ;
- utiliser de manière illicite des équipements électroniques ou de communication et/ou se comporter de manière inappropriée du fait de l'utilisation d'équipements électroniques ou de communication ;
- adopter un comportement violent.

Fautes liées à un jet d'objet (ou de ballon)
Dans tous les cas, l'arbitre doit prendre la sanction disciplinaire appropriée :

- si le jet d'objet est effectué de manière inconsidérée, il avertira le joueur fautif pour comportement antisportif ;
- si le jet d'objet est effectué de manière violente, il exclura le joueur fautif pour acte de brutalité.

4. Reprise du jeu après des fautes et incorrections
Si le ballon n'est pas en jeu, le jeu reprendra conformément à la procédure applicable à la décision prise.

Si le ballon est en jeu et si le joueur commet une infraction à caractère physique à l'intérieur du terrain contre :

- un adversaire : coup franc indirect ou direct ou penalty ;
- un coéquipier, un remplaçant, un joueur remplacé ou exclu, un officiel d'équipe ou un arbitre : coup franc direct ou penalty.

Toutes les infractions verbales sont sanctionnées d'un coup franc indirect.

Si l'arbitre interrompt le jeu pour une infraction commise par un joueur – à l'intérieur ou à l'extérieur du terrain – à l'encontre d'un agent extérieur, le jeu reprend par une balle à terre, à moins qu'un coup franc indirect soit accordé car le joueur concerné a quitté le terrain sans la permission de l'arbitre. Le cas échéant, ledit coup franc indirect doit être exécuté depuis le point de la limite du terrain où le joueur a quitté le terrain.

Si, lorsque le ballon est en jeu :

- un joueur commet en dehors du terrain une faute contre un arbitre ou un joueur, remplaçant, joueur remplacé ou exclu adverse, ou un officiel d'équipe ou
- un remplaçant, un joueur remplacé, un joueur exclu ou un officiel d'équipe commet une faute contre – ou interfère avec – un joueur adverse ou un arbitre en dehors du terrain,

le jeu reprendra par un coup franc exécuté sur le point de la limite du terrain le plus proche de l'endroit où la faute ou l'interférence a été commise ; si la

faute est passible d'un coup franc direct et si ledit point se trouve sur une des parties de la ligne de but délimitant la surface de réparation du joueur fautif, l'arbitre accordera un penalty.

Si un joueur commet une faute ou incorrection hors du terrain contre un autre joueur, un remplaçant, un joueur remplacé ou un officiel de sa propre équipe, le jeu reprendra par un coup franc indirect sur le point de la limite du terrain le plus proche de l'endroit où la faute a été commise.

Si un joueur touche le ballon avec un objet qu'il tient dans ses mains (chaussure, protège-tibias, etc.), le jeu reprendra par un coup franc direct (ou un penalty).

Si un joueur qui se trouve sur le terrain ou à l'extérieur lance ou botte un objet (autre que le ballon du match) vers un joueur adverse, ou lance ou botte un objet (y compris un ballon) vers un remplaçant adverse, un joueur remplacé ou expulsé adverse, un officiel d'équipe adverse, un arbitre ou le ballon du match, alors le jeu reprendra par un coup franc direct à l'endroit où il a (ou aurait) heurté la personne ou le ballon. Si cet endroit est en dehors du terrain, le coup franc sera exécuté depuis le point le plus proche des limites du terrain ; si cet endroit est dans la surface de réparation du joueur fautif, un penalty sera accordé.

Si un remplaçant, joueur remplacé ou exclu, un joueur se trouvant temporairement en dehors du terrain ou un officiel d'équipe jette de la main ou du pied un objet sur le terrain et que cela interfère avec le jeu, un adversaire ou un officiel de match, le jeu reprendra par un coup franc direct (ou un penalty) exécuté à l'endroit où l'objet a interféré avec le jeu ou à l'endroit où il a touché ou aurait pu toucher l'adversaire, l'officiel de match ou le ballon.

IFAB®



Loi 13

Coups francs

1. Types de coups francs

Des coups francs directs et indirects sont accordés à l'équipe adverse d'un joueur, remplaçant, joueur remplacé, joueur exclu ou officiel d'équipe coupable d'une faute ou d'une infraction.

Signal du coup franc indirect

L'arbitre signale un coup franc indirect en levant le bras à la verticale. Il maintient son bras dans cette position pendant l'exécution du coup franc et jusqu'à ce que le ballon touche un autre joueur, ne soit plus en jeu ou qu'un but ne puisse clairement pas être marqué directement.

Dans le cas où l'arbitre aurait oublié de signaler le caractère indirect d'un coup franc, ledit coup franc indirect devra être rejoué s'il a été joué directement et s'est soldé par un but.

Le ballon pénètre dans le but

- Si un coup franc direct est tiré directement dans le but de l'équipe adverse, le but est accordé.
- Si un coup franc indirect est tiré directement dans le but de l'équipe adverse, un coup de pied de but est accordé à celle-ci.
- Si un coup franc direct ou indirect est tiré directement dans le but de l'équipe de l'exécutant, un corner est accordé.

2. Procédure

Tous les coups francs s'exécutent à l'endroit où l'infraction a été commise, à l'exception des cas suivants :

- Les coups francs indirects accordés à l'équipe en attaque pour une infraction commise à l'intérieur de la surface de but adverse doivent être exécutés au point le plus proche sur la ligne de la surface de but qui est parallèle à la ligne de but.

- Les coups francs accordés dans sa propre surface de but à l'équipe qui défend peuvent être exécutés depuis n'importe quel point de cette surface.
- Les coups francs accordés parce qu'un joueur est entré, a regagné ou a quitté le terrain sans autorisation sont exécutés à l'endroit où se trouvait le ballon au moment de l'interruption du jeu, sauf lorsque le joueur commet une faute en dehors du terrain, auquel cas le jeu reprendra par un coup franc exécuté sur le point de la limite du terrain le plus proche de l'endroit où la faute a été commise. Si la faute est passible d'un coup franc direct et si ledit point se trouve sur une des parties de la ligne de but délimitant la surface de réparation du joueur fautif, l'arbitre accordera un penalty.
- Les Lois du Jeu désignent un autre endroit (cf. Lois 3, 11 et 12).

Le ballon :

- doit être immobile et l'exécutant ne doit pas retoucher le ballon avant que celui-ci n'ait été touché par un autre joueur ;
- est en jeu dès qu'il a été botté et a clairement bougé.

Jusqu'à ce que le ballon soit en jeu, tous les adversaires doivent se trouver :

- au moins à 9,15 m du ballon, sauf s'ils se trouvent sur leur propre ligne de but entre les poteaux ;
- hors de la surface de réparation pour les coups francs accordés à une équipe à l'intérieur de sa propre surface de réparation.

Si l'équipe en défense forme un mur de trois joueurs ou plus, les joueurs de l'équipe en attaque doivent se tenir à au moins un mètre de ce mur jusqu'à ce que le ballon soit en jeu.

Un coup franc peut être exécuté en levant le ballon d'un pied ou des deux pieds.

Faire semblant de tirer un coup franc pour tromper l'adversaire est permis, cela fait partie du jeu.

Si un joueur effectuant correctement un coup franc botte intentionnellement – mais pas de manière imprudente, inconsidérée ou violente – le ballon contre un adversaire afin de pouvoir ensuite le rejouer, l'arbitre doit permettre au jeu de se poursuivre.

3. Infractions et sanctions

Si un adversaire ne se trouve pas à distance réglementaire lors de l'exécution du coup franc, celui-ci devra être retiré sauf si la règle de l'avantage peut être appliquée. Si un joueur décide de jouer un coup franc rapidement et qu'un adversaire se trouvant à moins de 9,15 m intercepte le ballon, l'arbitre doit permettre au jeu de se poursuivre. Cependant, un adversaire empêchant délibérément l'exécution d'un coup franc doit être averti pour avoir retardé la reprise du jeu.

Si, lorsqu'un coup franc est joué, un joueur de l'équipe en attaque se trouve à moins d'un mètre du mur adverse formé de trois joueurs ou plus, un coup franc indirect est accordé à l'équipe en défense.

Si, lorsqu'un coup franc est exécuté par une équipe dans sa propre surface de réparation, des adversaires sont encore dans la surface parce qu'ils n'ont pas eu le temps d'en sortir, l'arbitre doit permettre au jeu de se poursuivre. Si un adversaire se trouvant dans la surface de réparation lorsque le coup franc est exécuté ou entrant dans la surface de réparation avant que le ballon ne soit en jeu, touche ou dispute le ballon avant qu'il soit en jeu, le coup franc doit être retiré.

Si, une fois que le ballon est en jeu, l'exécutant retouche le ballon avant que celui-ci ait été touché par un autre joueur, un coup franc indirect est accordé. Et, si l'exécutant commet alors une main :

- un coup franc direct est accordé ;
- un penalty est accordé si l'infraction s'est produite à l'intérieur de la surface de réparation de l'exécutant, sauf si celui-ci était le gardien de but auquel cas un coup franc indirect est accordé.

IFAB



Loi 14

Penalty

Un penalty (coup de pied de réparation) est accordé si un joueur commet une faute passible d'un coup franc direct dans sa propre surface de réparation ou en dehors du terrain dans le cadre du jeu, comme décrit dans les Lois 12 et 13.

Un but peut être marqué directement sur penalty.

1. Procédure

Le ballon doit être immobile, positionné sur le point de penalty, et une partie du ballon doit être en contact avec le centre du point de penalty ou à l'aplomb de celui-ci ; le but (poteaux, barre transversale et filets) doit également être immobile.

Le tireur doit se faire clairement identifié.

Le gardien de but doit rester sur sa ligne de but, face au tireur, entre les poteaux avant que le tir ne soit effectué. Le gardien ne peut distraire abusivement le tireur, par exemple en retardant l'exécution du penalty ou en touchant les poteaux, la barre transversale ou les filets.

Tous les joueurs autres que le tireur et le gardien de but doivent se trouver :

- au moins à 9,15 m du point de penalty ;
- derrière le point de penalty ;
- dans les limites du terrain ;
- hors de la surface de réparation.

Une fois que les joueurs sont positionnés conformément à la présente Loi, l'arbitre donne le signal de tirer le penalty.

Le tireur doit botter le ballon en direction du but adverse ; les talonnades sont autorisées à condition que le ballon soit tiré en direction du but adverse.

Au moment du tir, le gardien de but doit avoir au moins un pied sur ou derrière sa ligne (ou au même niveau si le pied ne touche pas le sol).

Le ballon est en jeu lorsqu'il a été botté et a clairement bougé.

Le tireur ne doit pas retoucher le ballon avant que celui-ci n'ait été touché par un autre joueur.

Le penalty est terminé lorsque le ballon arrête de bouger, est hors du jeu ou quand l'arbitre interrompt le jeu pour une infraction aux Lois du Jeu.

Du temps supplémentaire doit être accordé pour tout penalty devant être exécuté à la fin de chacune des périodes du temps réglementaire et de la prolongation. Dans ce cas, le penalty sera terminé lorsque, après que le penalty a été tiré, le ballon arrête de bouger, est hors du jeu, est joué par tout joueur (y compris le tireur) autre que le gardien de l'équipe en défense, ou lorsque l'arbitre interrompt le jeu pour une faute commise par le tireur ou l'équipe du tireur. Si un joueur de l'équipe qui défend (y compris le gardien) commet une infraction et le penalty est raté ou repoussé, le penalty doit être retiré.

2. Infractions et sanctions

Une fois que l'arbitre a donné le signal de l'exécution du penalty, le tir doit être effectué faute de quoi l'arbitre peut infliger une sanction disciplinaire avant de redonner le signal de l'exécution.

Avant que le ballon ne soit en jeu :

- Un coéquipier du tireur sera pénalisé en cas d'empiètement uniquement si :
  - l'empiètement a clairement influencé le gardien ; ou
  - le joueur qui a commis l'empiètement joue le ballon ou dispute le ballon à un adversaire puis marque un but, tente de marquer un but ou procure une occasion de but.
- Un coéquipier du gardien de but sera pénalisé en cas d'empiètement uniquement si :
  - l'empiètement a clairement influencé le tireur ; ou

- le joueur qui a commis l'empiètement joue le ballon ou dispute le ballon à un adversaire, empêchant l'équipe adverse de marquer un but ou de se procurer une occasion de but.

- Si le tireur ou un de ses coéquipiers enfreint les Lois du Jeu :
  - le penalty devra être retiré si le ballon pénètre dans le but ;
  - l'arbitre interrompt le jeu et le fait reprendre par un coup franc indirect si le ballon ne pénètre pas dans le but.

  En revanche, le jeu devra être interrompu et devra reprendre par un coup franc indirect (que le but ait été marqué ou non) :

  - si le penalty est tiré vers l'arrière ;
  - si un coéquipier du tireur exécute le penalty, auquel cas l'arbitre avertira le joueur qui a tiré le penalty ;
  - si le tireur fait semblant de frapper le ballon après avoir terminé sa course (marquer un temps d'arrêt dans sa course est autorisé), auquel cas l'arbitre avertira le tireur.
- Si le gardien de but commet une infraction :
  - le but doit être accordé si le ballon pénètre dans le but ;
  - le penalty ne doit pas être retiré si le ballon manque le but ou rebondit sur le(s) poteau(x) / la barre transversale, à moins que l'infraction du gardien du but ait clairement perturbé le tireur ;
  - le penalty doit être retiré si le gardien empêche le ballon d'entrer dans le but.

  Si l'infraction du gardien de but entraîne une nouvelle exécution du penalty, le gardien de but reçoit une mise en garde lors d'une première infraction et un avertissement en cas de récidive(s) durant le match.
- Si un coéquipier du gardien de but commet une infraction
  - le but doit être accordé si le ballon pénètre dans le but ;
  - le penalty doit être retiré si le ballon ne pénètre pas dans le but.
- Si un joueur de chaque équipe commet une infraction, le penalty doit être retiré sauf si un des joueurs commet une infraction plus grave (par exemple feinte « illégale »).

- Si le gardien et le tireur commettent une infraction en même temps, le tireur reçoit un avertissement et le jeu reprend par un coup franc indirect pour l'équipe qui défend.

Après le penalty

- Si le tireur retouche le ballon avant que celui-ci n'ait été touché par un autre joueur :
  - un coup franc indirect (ou coup franc direct pour une main) est accordé.
- Si le ballon entre en contact avec un agent extérieur une fois frappé vers l'avant :
  - le penalty doit être retiré sauf si le ballon va entrer dans le but et que l'interférence n'empêche pas le gardien ou un joueur qui défend de jouer le ballon, auquel cas le but est accordé si le ballon entre dans le but (même si le ballon a été touché) à moins que l'interférence ait été faite par l'équipe en attaque.
- Si le ballon, après avoir été repoussé par le gardien de but, la barre transversale ou un poteau, rebondit dans le terrain où il est alors touché par un agent extérieur :
  - l'arbitre interrompt le jeu ;
  - le jeu reprend par une balle à terre à l'endroit où il a touché l'agent extérieur.

3. Tableau récapitulatif

	Résultat du penalty	
	But	**Pas but**
Empiètement d'un joueur en attaque	Incidence : à retirer Pas d'incidence : but	Incidence : coup franc indirect Pas d'incidence : pas à retirer
Empiètement d'un joueur en défense	Incidence : but Pas d'incidence : but	Incidence : à retirer Pas d'incidence : pas à retirer
Empiètement d'un joueur en défense et d'un joueur en attaque	Incidence : à retirer Pas d'incidence : but	Incidence : à retirer Pas d'incidence : pas à retirer
Infraction du gardien de but	But	Pas arrêté : pas à retirer (sauf si le tireur a été clairement perturbé) Arrêté : penalty à retirer + mise en garde pour le gardien ; avertissement en cas de récidive(s)
Infractions simultanées du gardien de but et du tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur
Ballon botté vers l'arrière	Coup franc indirect	Coup franc indirect
Feinte « illégale »	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur
Mauvais tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le mauvais tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le mauvais tireur

IFAB



Loi 15

Rentrée de touche

Lorsque le ballon franchit entièrement la ligne de touche au sol ou en l'air, une rentrée de touche est accordée à l'équipe adverse du joueur ayant touché le ballon en dernier.

Il n'est pas possible de marquer un but directement sur une rentrée de touche :

- si le ballon pénètre dans le but adverse, un coup de pied de but doit être accordé ;
- si le ballon pénètre dans le but de l'exécutant, un corner doit être accordé.

1. Procédure

Au moment de la rentrée de touche, l'exécutant doit :

- se tenir debout face au terrain ;
- avoir, au moins partiellement, les deux pieds sur la ligne de touche ou à l'extérieur du terrain ;
- lancer le ballon des deux mains depuis la nuque et par-dessus la tête depuis l'endroit où le ballon est sorti du terrain.

Tous les adversaires doivent se trouver à au moins 2 m du point de la ligne de touche où doit être effectuée la rentrée de touche.

Le ballon est en jeu dès l'instant qu'il pénètre sur le terrain. Si le ballon touche le sol avant d'entrer sur le terrain, la rentrée de touche devra être rejouée par la même équipe et au même endroit. Si la rentrée de touche n'est pas effectuée correctement, elle devra être rejouée par l'équipe adverse.

Si un joueur effectuant une rentrée de touche correctement lance intentionnellement – mais pas de manière imprudente, inconsidérée ou violente – le ballon contre un adversaire afin de pouvoir ensuite le rejouer, l'arbitre doit permettre au jeu de se poursuivre.

L'exécutant ne doit pas retoucher le ballon avant que celui-ci n'ait été touché par un autre joueur.

2. Infractions et sanctions

Si, une fois que le ballon est en jeu, l'exécutant retouche le ballon avant que celui-ci ait été touché par un autre joueur, un coup franc indirect est accordé. Et si l'exécutant commet alors une main :

- un coup franc direct est accordé ;
- un penalty est accordé si l'infraction s'est produite à l'intérieur de la surface de réparation de l'exécutant, sauf si celui-ci était le gardien de but et qu'il retouche le ballon dans sa propre surface, auquel cas un coup franc indirect est accordé.

Un joueur de l'équipe adverse qui distrait ou gêne abusivement l'exécutant de la rentrée de touche (y compris en ne respectant pas la distance de 2 m par rapport à l'exécutant) doit être averti pour comportement antisportif et, si la rentrée de touche a déjà été exécutée, un coup franc indirect devra être accordé.

Pour toute autre infraction à la présente Loi, la rentrée de touche doit être exécutée par un joueur adverse.


IFAB
GRASSROOTS
SOCAR

IFAB



Loi 16

Coup de pied de but

Un coup de pied de but est accordé lorsque le ballon, touché en dernier par un joueur de l'équipe qui attaque, franchit entièrement la ligne de but, à terre ou en l'air, sans qu'un but ait été marqué.

Un but peut être marqué directement sur coup de pied de but, mais uniquement contre l'équipe adverse ; si le ballon pénètre directement dans le but de l'exécutant, un corner sera accordé à l'équipe adverse.

1. Procédure

- Le ballon doit être immobile et être botté d'un point quelconque de la surface de but par un joueur de l'équipe qui défend.
- Le ballon est en jeu dès qu'il est botté et a clairement bougé.
- Les adversaires doivent se trouver en dehors de la surface de réparation jusqu'à ce que le ballon soit en jeu.

2. Infractions et sanctions

Si, une fois que le ballon est en jeu, l'exécutant retouche le ballon avant que celui-ci ait été touché par un autre joueur, un coup franc indirect est accordé ; si l'exécutant commet une main :

- un coup franc direct est accordé ;
- un penalty est accordé si l'infraction s'est produite à l'intérieur de la surface de réparation de l'exécutant, sauf si celui-ci était le gardien de but auquel cas un coup franc indirect est accordé.

Si, au moment de l'exécution du coup de pied de but, des adversaires se trouvent encore à l'intérieur de la surface car ils n'ont pas eu le temps d'en sortir, l'arbitre laisse le jeu se poursuivre. Si un adversaire se trouvant dans la surface de réparation lorsque le coup de pied de but est exécuté ou entrant dans la surface

de réparation avant que le ballon ne soit en jeu touche ou dispute le ballon avant qu'il ne soit en jeu, le coup de pied de but doit être retiré.

Si un joueur entre dans la surface de réparation avant que le ballon ne soit en jeu et qu'il commet ou subit une faute, le coup de pied de but devra être retiré et le joueur fautif pourra être averti ou exclu en fonction de la nature de sa faute.

Pour toute autre infraction à la présente Loi, le coup de pied de but doit être retiré.


IFAB

IFAB



Loi 17

Corner

Un corner (coup de pied de coin) est accordé lorsque le ballon, touché en dernier par un joueur de l'équipe qui défend, franchit entièrement la ligne de but, à terre ou en l'air, sans qu'un but ait été marqué.

Un but peut être marqué directement sur corner, mais uniquement contre l'équipe adverse ; si le ballon pénètre directement dans le but de l'exécutant, un corner sera accordé à l'adversaire.

1. Procédure

- Le ballon doit être positionné dans la surface de coin la plus proche de l'endroit où le ballon a franchi la ligne de but.
- Le ballon doit être immobile et doit être botté par un joueur de l'équipe qui attaque.
- Le ballon est en jeu lorsqu'il a été botté et a clairement bougé, même s'il n'est pas sorti de la surface de coin.
- Le drapeau de coin ne peut être enlevé.
- Les adversaires doivent se tenir au moins à 9,15 m de la surface de coin jusqu'à ce que le ballon soit en jeu.

2. Infractions et sanctions

Si, une fois que le ballon est en jeu, l'exécutant retouche le ballon avant que celui-ci ait été touché par un autre joueur, un coup franc indirect est accordé. Et si l'exécutant commet une main :

- un coup franc direct est accordé ;
- un penalty est accordé si l'infraction s'est produite à l'intérieur de la surface de réparation de l'exécutant, sauf si celui-ci était le gardien de but auquel cas un coup franc indirect est accordé.

Si un joueur effectuant correctement un corner botte intentionnellement – mais pas de manière imprudente, inconsidérée ou violente – le ballon contre un adversaire afin de pouvoir ensuite le rejouer, l'arbitre doit permettre au jeu de se poursuivre.

Pour toute autre infraction, le corner doit être rejoué.


IFAB
BEYOND GREATNESS
RAPINOE
15

IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD



Protocole d'assistance vidéo à l'arbitrage

Protocole – principes, dispositions pratiques et procédures

Le protocole d'assistance vidéo à l'arbitrage se doit, dans la mesure du possible, d'être conforme aux principes et à la philosophie des Lois du Jeu.

L'utilisation de l'assistance vidéo à l'arbitrage est uniquement permise lors de matches/compétitions pour lesquel(le)s l'organisateur a rempli l'ensemble des exigences du Programme d'aide et d'approbation relatif à la mise en œuvre de l'assistance vidéo à l'arbitrage (telles qu'établies dans la documentation de la FIFA y afférente) et a également reçu l'autorisation écrite et de la FIFA.

1. Principes

L'utilisation de l'assistance vidéo à l'arbitrage dans des matches de football est basée sur plusieurs principes qui doivent s'appliquer lors de chacune de ces rencontres.

1. Un arbitre assistant vidéo est un officiel de match ayant un accès indépendant aux images du match et qui peut uniquement aider l'arbitre en cas d'« **erreur manifeste** » ou d'un « **incident grave manqué** » lié(e) aux situations suivantes :

   a. **But marqué/non marqué**
   b. **Penalty/pas de penalty**
   c. **Carton rouge direct** (pas de deuxième carton jaune/avertissement)
   d. **Identité erronée** (lorsque l'arbitre n'avertit ou n'exclut pas le bon joueur)

2. L'arbitre doit toujours prendre une décision : il ne peut choisir d'interrompre le jeu sans prendre de décision pour ensuite recourir à l'assistance vidéo pour prendre la décision. Le fait de laisser le jeu

se poursuivre après une faute présumée est en soi une décision qui peut faire l'objet d'une analyse vidéo.

3. La décision initiale prise par l'arbitre ne sera pas modifiée à moins que l'analyse vidéo n'indique clairement que la décision est une erreur manifeste.
4. Seul l'arbitre peut initier une analyse vidéo ; l'arbitre assistant vidéo (et les autres officiels de matches) peut uniquement recommander une analyse à l'arbitre principal.
5. La décision finale revient toujours à l'arbitre, qu'elle soit basée sur les informations fournies par l'arbitre assistant vidéo ou qu'elle soit consécutive à une analyse vidéo au bord du terrain effectuée par l'arbitre.
6. Le processus d'analyse n'est pas soumis à une limite de temps étant donné que la précision est plus importante que la vitesse.
7. Les joueurs et les officiels d'équipe ne peuvent entourer l'arbitre ni tenter d'influencer le recours à la vidéo, le processus d'analyse ou la décision finale.
8. L'arbitre doit rester « visible » pendant la procédure d'analyse afin de garantir la transparence du processus.
9. Si le jeu se poursuit après un incident qui est ensuite analysé à la vidéo, une éventuelle sanction disciplinaire prise ou requise durant cette période ne sera pas annulée, même si la décision consécutive à cet incident est modifiée (sauf dans le cas d'un carton jaune/rouge infligé pour avoir annihilé une attaque prometteuse ou une occasion de but manifeste).
10. Si le jeu a repris après avoir été arrêté, l'arbitre ne peut effectuer une analyse sauf en cas d'identité erronée ou en cas d'infraction passible d'exclusion telle qu'un comportement violent, crachat, morsure, et/ou propos ou actes blessants, grossiers ou injurieux.
11. La période de jeu précédant et faisant suite à un incident pouvant être analysé est déterminée par les Lois du Jeu et le protocole d'assistance vidéo à l'arbitrage.
12. Étant donné que l'arbitre assistant vidéo « vérifie » automatiquement chaque situation/décision, les entraîneurs ou les joueurs n'ont pas à demander une analyse.

2. Incidents/décisions pouvant faire l'objet d'une analyse

L'arbitre peut bénéficier du soutien de l'assistance vidéo à l'arbitrage uniquement dans quatre catégories d'incidents ou de décisions susceptibles de changer le cours du match. Dans ces situations, l'assistance vidéo à l'arbitrage est utilisée uniquement *après que l'arbitre a pris une décision initiale* – qui peut être de laisser le jeu se poursuivre –, ou si un incident grave échappe aux officiels de matches.

La décision initiale ne sera pas modifiée sauf en cas d'« erreur manifeste » (cela comprend toute décision prise par l'arbitre sur la base d'informations fournies par un autre officiel de match – par exemple hors-jeu).

Les catégories de décisions/d'incidents pouvant être analysé(e)s en cas de potentielle « incident grave manqué » ou d'une « erreur manifeste » sont les suivants :

a. But marqué ou non marqué

- infraction de l'équipe en attaque durant l'action ayant amené le but, ou but marqué de manière non valable (main, faute, hors-jeu, etc.)
- ballon hors du jeu avant le but
- décision sur un but marqué / non marqué
- infraction du gardien de but et/ou du tireur au moment du penalty ou empiètement d'un joueur en attaque ou en défense prenant ensuite directement une part active au jeu après que le penalty a été repoussé par le poteau, la barre transversale ou le gardien de but

b. Penalty

- faute de l'équipe en attaque dans l'action amenant le penalty (main, faute, hors-jeu, etc.)
- ballon hors du jeu avant l'incident
- faute commise dans ou hors de la surface
- penalty injustement accordé
- penalty non accordé

c. Carton rouge direct (pas de deuxième carton jaune)

- annihilation d'une occasion de but manifeste (emplacement de l'infraction et position des autres joueurs)
- faute grossière (ou charge effectuée de manière violente)
- comportement violent, morsure ou crachat sur une autre personne
- actes blessants, grossiers ou injurieux

d. Identité erronée (pour carton jaune ou rouge)

Si l'arbitre sanctionne une infraction avant d'administrer un carton jaune ou rouge à un mauvais joueur de l'équipe fautive, l'identité du joueur fautif peut faire l'objet d'une analyse ; l'infraction elle-même ne peut être analysée sauf si elle est liée à un but, une situation de penalty ou un carton rouge direct.

3. Dispositions pratiques

L'utilisation de l'assistance vidéo à l'arbitrage dans un match requiert les dispositions pratiques suivantes :

- L'arbitre assistant vidéo regarde la rencontre dans la salle de visionnage ; il est assisté par un ou plusieurs adjoint(s).
- Suivant le nombre de caméras (et d'autres considérations), il peut y avoir plus d'un adjoint de l'arbitre assistant vidéo, ainsi qu'un ou plusieurs technicien(s) vidéo.
- Seules des personnes autorisées peuvent entrer dans la salle de visionnage ou communiquer avec l'arbitre assistant vidéo, l'adjoint de l'arbitre assistant vidéo ou le technicien vidéo.
- L'arbitre assistant vidéo bénéficie d'un accès indépendant aux images vidéo produites par le diffuseur, ainsi que le contrôle de celles-ci.
- L'arbitre assistant vidéo est connecté au système de communication utilisé par les arbitres de terrain et peut entendre leurs discussions ; il ne peut parler à l'arbitre principal qu'en appuyant sur un bouton (pour éviter que l'arbitre soit distrait par les conversations tenues dans la salle de visionnage.
- Si l'arbitre assistant vidéo est occupé à procéder à une analyse ou une vérification, l'adjoint de l'arbitre assistant vidéo peut parler à l'arbitre, en particulier si le jeu doit être interrompu ou pour s'assurer qu'il ne reprenne pas.

- Si l'arbitre décide de visionner les images, l'arbitre assistant vidéo sélectionnera le meilleur angle et la vitesse de diffusion optimale ; l'arbitre peut demander d'autres angles ou vitesses de diffusion.

4. Procédures

Décision initiale

- L'arbitre et les autres arbitres de terrain doivent toujours prendre une décision initiale (et infliger toute sanction disciplinaire correspondante), comme s'il n'y avait pas d'assistance vidéo à l'arbitrage.
- L'arbitre et les autres arbitres de terrain ne peuvent pas choisir de ne pas prendre de décision étant donné que cela engendrera un arbitrage « faible/non décisif », un trop grand nombre d'analyses voire d'importants problèmes si la technologie venait à ne pas fonctionner correctement.
- L'arbitre principal est la seule personne habilitée à prendre une décision ; l'arbitre assistant vidéo a le même statut que les autres arbitres de terrain et ne peut qu'assister l'arbitre principal.
- Le fait de retarder le coup de sifflet/signalement via le drapeau consécutif à une infraction est uniquement permis lors d'une situation offensive très claire, lorsqu'un joueur est proche d'inscrire un but ou est clairement lancé vers la surface de réparation adverse.
- Si un arbitre assistant retarde le signalement d'une infraction, il devra lever son drapeau si un but est marqué par l'équipe en attaque ou si un penalty, un coup franc, un corner ou une rentrée de touche découle de cette situation, ou encore si l'équipe en attaque conserve la possession de balle après la fin de l'offensive initiale. Dans tous les autres cas, l'arbitre assistant devra décider s'il convient ou non de lever son drapeau en fonction du jeu.

Vérification

- L'arbitre assistant vidéo « vérifie » automatiquement les images lors de chaque décision relative à un but, penalty ou carton rouge direct (avéré ou potentiel) ou en cas d'identité erronée, utilisant différents angles et différentes vitesses de diffusion.
- L'arbitre assistant vidéo peut « vérifier » les images à vitesse réelle et/ou au ralenti mais, en règle générale, le ralenti sera utilisé pour des faits tels

que l'emplacement d'une infraction/d'un joueur, le point de contact pour les infractions physiques ou les fautes de main, les situations où le ballon est hors du jeu (y compris but/pas but) ; tandis que la vitesse réelle sera utilisée pour mesurer l'intensité d'une infraction ou décider si une main doit être sanctionnée.

- Si la « vérification » n'indique pas d'« erreur manifeste » ou d'« incident grave manqué », il n'est alors souvent pas nécessaire pour l'arbitre assistant vidéo de communiquer avec l'arbitre – il s'agit alors d'une « vérification silencieuse » ; cependant, à des fins de gestion des joueurs/du match, il peut être utile à l'arbitre et/ou à l'arbitre assistant que l'arbitre assistant vidéo confirme qu'il n'y a pas eu d'« erreur manifeste » ou d'« incident grave manqué ».
- Si la reprise du jeu est retardée par une « vérification », l'arbitre en fera le signal en plaçant clairement son doigt sur son oreillette et en tendant son autre bras. Ce signal, qui indique que l'arbitre reçoit des informations (de l'arbitre assistant vidéo ou d'un autre officiel de match) doit être maintenu jusqu'à la fin de ladite « vérification ».
- Si la « vérification » indique une probable « erreur manifeste » ou un « incident grave manqué », l'arbitre assistant vidéo communiquera cette information à l'arbitre qui décidera alors d'initier ou non une « analyse ».

Analyse

- L'arbitre peut initier une analyse pour déterminer si une « erreur manifeste » ou un « incident grave manqué » est survenu lorsque :
  - l'arbitre assistant vidéo (ou un autre officiel de match) recommande une analyse ;
  - l'arbitre suspecte qu'un incident grave a échappé à sa vigilance.
- Si le jeu a été interrompu, l'arbitre retardera sa reprise.
- Si le jeu n'a pas été interrompu, l'arbitre l'interrompra dès que possible lorsque le ballon sera dans une zone/situation neutre (généralement lorsqu'aucune des deux équipes n'est en situation offensive) et effectuera le signe « télévision ».
- L'arbitre assistant vidéo décrit à l'arbitre ce qui apparaît sur les images.

Ensuite, l'arbitre :

- effectue le signe « télévision » (s'il ne l'a pas déjà fait) et se rend dans la zone de visionnage pour regarder personnellement les images avant de prendre une décision finale – on parle alors d'analyse au bord du terrain. Les autres arbitres ne visionneront pas les images sauf si, à titre exceptionnel, l'arbitre leur demande de le faire ;
  ou
- prend une décision finale sur la base de sa propre perception et des informations communiquées par l'arbitre assistant vidéo, et, le cas échéant, des contributions des autres arbitres – il s'agit dès lors d'une analyse effectuée uniquement par l'arbitre assistant vidéo.

- À la fin de ces deux procédures d'analyse, l'arbitre doit faire le signe « télévision », puis il doit immédiatement indiquer sa décision finale.
- Pour les décisions subjectives, comme l'intensité d'une faute, l'interférence lors d'un hors-jeu ou les considérations liées aux fautes de main, une analyse au bord du terrain est appropriée.
- Pour des décisions factuelles telles que l'emplacement d'une infraction ou la position d'un joueur (hors-jeu), le point de contact (main/faute), l'emplacement d'une faute (dans la surface/hors de la surface), les situations où le ballon est hors du jeu (etc.), une analyse par l'arbitre assistant vidéo est généralement appropriée mais une analyse au bord du terrain peut cependant être effectuée si cela permet de contribuer à la bonne gestion des joueurs/du match, ou à faire accepter la décision (par exemple décision capitale à la fin d'un match).
- L'arbitre peut demander des angles de caméras différents ou des ralentis mais, en règle générale, le ralenti sera utilisé pour des faits tels que l'emplacement d'une infraction/d'un joueur, le point de contact pour les infractions physiques ou les fautes de main, les situations où le ballon est hors du jeu (y compris but/pas but) ; tandis que la vitesse réelle sera utilisée pour l'intensité d'une infraction ou décider si une main doit être sanctionnée.
- Pour les décisions/incidents lié(e)s à des buts, situations de penalty/pas penalty et des cartons rouges directs pour annihilation d'une occasion de but manifeste, il peut être nécessaire d'analyser la phase offensive ayant abouti

à la décision/l'incident ; cela peut notamment comprendre la façon dont l'équipe a récupéré le ballon dans le jeu.
- Les Lois du Jeu ne permettent pas de modifier des décisions relatives à la reprise du jeu (corners, rentrées de touche, etc.) une fois que le jeu a repris ; ces décisions ne peuvent donc pas faire l'objet d'une analyse.
- Si le jeu a repris après avoir été arrêté, l'arbitre peut uniquement effectuer une analyse – et prendre les mesures disciplinaires requises – en cas d'identité erronée ou en cas d'infraction passible d'exclusion telle qu'un comportement violent, crachat, morsure et/ou propos ou actes blessants, grossiers ou injurieux.
- Si la procédure d'analyse doit être effectuée le plus rapidement possible, la justesse de la décision finale prime toujours sur la vitesse. C'est la raison pour laquelle (et étant donné que certaines situations peuvent être complexes avec plusieurs décisions/incidents pouvant faire l'objet d'une analyse) la procédure d'analyse n'est pas soumise à une limite de temps.

Décision finale

- Lorsque la procédure d'analyse est terminée, l'arbitre doit faire le signe « télévision » et communiquer sa décision finale.
- L'arbitre pourra alors prendre/modifier/revenir sur toute mesure disciplinaire (lorsqu'approprié) et faire reprendre le jeu conformément aux Lois du Jeu.

Joueurs, remplaçants, joueurs remplacés et officiels d'équipe

- Étant donné que chaque décision/incident sera vérifié, les entraîneurs ou les joueurs n'ont pas à demander une « **vérification** » ou une « **analyse** ».
- Les joueurs, les remplaçants, joueurs remplacés et les officiels d'équipe ne doivent pas essayer d'influencer ni d'interférer dans la procédure d'analyse, y compris lorsque la décision finale est communiquée.
- Durant la procédure d'analyse, les joueurs doivent rester sur le terrain, et les remplaçants, joueurs remplacés et officiels d'équipe doivent rester hors du terrain.
- Un joueur, remplaçant, joueur remplacé ou officiel d'équipe qui effectue avec insistance le signe « télévision » ou qui entre dans la zone de visionnage sera averti.
- Un joueur, remplaçant, joueur remplacé ou officiel d'équipe qui entre dans la salle de visionnage sera exclu.

Validité du match

En principe, un match n'est pas invalidé par :

- une défaillance de la technologie d'assistance vidéo à l'arbitrage (tout comme pour la technologie sur la ligne de but) ;
- une décision erronée impliquant l'assistance vidéo à l'arbitrage (l'arbitre assistant vidéo étant un arbitre) ;
- la décision de ne pas analyser un incident ;
- l'analyse d'une situation/décision non listée.

Arbitre assistant vidéo, adjoint de l'arbitre assistant vidéo ou technicien vidéo dans l'incapacité d'officier

La Loi 6 – Autres arbitres stipule ce qui suit : « Le règlement de la compétition doit clairement préciser qui remplacera un arbitre qui est dans l'incapacité de commencer ou de continuer à officier, et tout changement associé. » Dans les matches utilisant l'assistance vidéo à l'arbitrage, cette disposition s'applique également aux techniciens vidéo.

Dans la mesure où une formation et des qualifications spécifiques sont nécessaires pour officier en qualité d'arbitre ou de technicien vidéo, les principes suivants doivent être inclus au règlement de la compétition :

- un arbitre assistant vidéo, un adjoint de l'arbitre assistant vidéo ou un technicien vidéo qui est dans l'incapacité de commencer ou de continuer à officier ne peut être remplacé que par une personne qualifiée ;
- si aucun remplaçant qualifié ne peut être trouvé pour l'arbitre assistant vidéo ou le technicien vidéo concerné*, le match doit être disputé ou se poursuivre sans assistance vidéo à l'arbitrage ;
- si aucun remplaçant qualifié ne peut être trouvé pour l'adjoint de l'arbitre assistant vidéo concerné, le match doit être disputé ou se poursuivre sans assistance vidéo à l'arbitrage à moins que, dans des circonstances exceptionnelles, les deux équipes n'acceptent par écrit de disputer ou poursuivre le match uniquement avec l'arbitre assistant vidéo et le technicien vidéo.

**Ceci ne s'applique pas lorsqu'il y a plus d'un adjoint de l'arbitre assistant vidéo ou technicien vidéo.*

IFAB®



Programme Qualité de la FIFA

Programme Qualité de la FIFA

Le Programme Qualité de la FIFA s'appuie sur des recherches approfondies pour établir des normes pour les produits, les surfaces de jeu et les technologies utilisés dans le football. Outre des exigences de qualité obligatoires pour certains champs d'application, des recommandations uniformes sont proposées pour d'autres domaines, sur la base desquelles les organisateurs de compétitions peuvent affiner leur réglementation.

Des instituts de tests indépendants évaluent la fonctionnalité des produits, surfaces de jeu et technologies par rapport aux normes correspondantes. Les instituts habilités à effectuer ces tests doivent être agréés par la FIFA. Les labels de qualité suivants permettent d'identifier les produits, surfaces de jeu et technologies testés et certifiés conformes aux exigences applicables :



FIFA Basic*

Les exigences en matière de tests sont conçues pour identifier les produits répondant aux critères de base en termes de performance, précision, sécurité et durabilité. L'objectif est de définir des normes minimales tout en garantissant une utilisation abordable à tous les niveaux du football.

FIFA Quality

Les exigences en matière de tests mettent davantage l'accent sur la durabilité et la sécurité des produits, surfaces de jeu et technologies que pour le label FIFA Basic. Des critères de base en termes de performance et de précision entrent également en ligne de compte, mais la priorité est de permettre une utilisation intensive.

FIFA Quality Pro

Les exigences en matière de tests visent un niveau de performance, de précision et de sécurité irréprochable. Les produits, surfaces de jeu et technologies portant ce label de qualité sont conçus pour une performance optimale et une utilisation au plus haut niveau.



Pour plus d'informations sur le Programme Qualité de la FIFA, les normes applicables ainsi que les produits, surfaces de jeu et technologies certifiés, rendez-vous sur **https://www.fifa.com/fr/technical/football-technology**.

**FIFA Basic remplace le label International Match Standard (IMS). Les ballons et surfaces de jeu portant ce label peuvent continuer à être utilisés jusqu'à ce que leur certification expire.*


IFAB
CANADA 0 - 0 AUSTRALIA
POWERADE
xero

IFAB



Amendements Lois du Jeu 2024/25

Résumé des modifications des Lois du Jeu

Loi 1 – Terrain

- Clarification que, lorsque la technologie sur la ligne de but permet de déterminer si un but a été marqué, cette information peut être communiquée aux arbitres par l'intermédiaire de leur oreillette

Loi 3 – Joueurs

- L'utilisation de remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale est mise à la disposition de toutes les compétitions
- Chaque équipe est tenue d'avoir un capitaine portant un brassard

Loi 4 – Équipement des joueurs

- Clarification qu'il incombe aux joueurs de porter des protège-tibias adéquats et d'une taille appropriée
- Clarification que le capitaine doit porter un brassard
- Ajout d'une référence aux gants sous « Autre équipement »
- Suppression de la référence aux pantalons de survêtement des gardiens de la section « Équipement obligatoire » et ajout de ladite référence sous « Autre équipement »

Loi 12 – Fautes et incorrections

- Clarification que les mains non délibérées donnant lieu à un penalty doivent être sanctionnées au même titre que les autres fautes commises avec l'intention de jouer le ballon ou d'en disputer la possession

Loi 14 – Penalty

- Clarification qu'une partie du ballon doit être en contact avec le centre du point de penalty ou à l'aplomb de celui-ci
- Les empiètements des joueurs seront pénalisés uniquement s'ils ont une incidence sur le résultat du penalty (conformément à la philosophie appliquée pour les empiètements des gardiens de but)

Autre :

Directives pour les exclusions temporaires

- Les directives ont été revues, notamment afin de préciser qu'un joueur exclu temporairement est autorisé à rentrer en jeu uniquement lorsque le jeu est arrêté, et de simplifier le système B


IFAB

Détails des modifications des Lois du Jeu

Les changements apportés aux Lois du Jeu pour cette édition 2024/25 sont détaillés ci-dessous. À chaque modification, le précédent énoncé (si approprié) ainsi que l'énoncé modifié ou ajouté sont indiqués, suivis d'une explication.

Légende
Les principales modifications des Lois sont soulignées et indiquées en jaune dans la marge. Les principaux changements stylistiques, rédactionnels et terminologiques propres au français sont soulignés.

Loi 1 – Terrain (p. 46)
11. Technologie sur la ligne de but
Texte ajouté
Principe de la technologie sur la ligne de but (…) L'information confirmant qu'un but a été marqué doit automatiquement être communiquée en l'espace d'une seconde aux arbitres (et uniquement aux arbitres), par l'intermédiaire de leur montre qui envoie un signal visuel et une vibration, et/ou de leur oreillette ; l'information peut également être communiquée à la salle de visionnage.
Explication
Clarification que, lorsque la technologie sur la ligne de but permet de déterminer si un but a été marqué, cette information peut être communiquée aux arbitres par l'intermédiaire de leur oreillette.

Loi 3 – Joueurs (p. 55)

2. Nombre de remplacements

Texte ajouté (après la section « Remplacements libres »)

Remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale
Une compétition peut avoir recours à des remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale conformément au protocole décrit dans la section « Notes et modifications ».

Explication

Les compétitions peuvent désormais avoir recours à des remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale. Le protocole en question est détaillé dans la section « Notes et modifications » des Lois du Jeu.

Loi 3 – Joueurs (p. 59)

10. Capitaine de l'équipe

Texte ajouté

Chaque équipe est tenue d'avoir, sur le terrain, un capitaine portant un brassard. Le capitaine de l'équipe ne bénéficie d'aucun statut spécial ni de privilèges particuliers, mais (…)

Explication

Les équipes doivent avoir un capitaine que l'arbitre peut identifier facilement. Les informations concernant le brassard sont détaillées dans la Loi 4.

Loi 4 – Équipement des joueurs (p. 61)

2. Équipement obligatoire

Texte amendé

L'équipement obligatoire de tout joueur comprend chacun des équipements suivants :

- (…)
- des protège-tibias – ils doivent être en matière adéquate et d'une taille appropriée pour offrir un degré de protection raisonnable et doivent être recouverts par les chaussettes. Il incombe aux joueurs de porter des protège-tibias adéquats et d'une taille appropriée ;
- (…)

Explication

Clarification qu'il incombe aux joueurs de porter des protège-tibias adéquats et d'une taille appropriée. Cette information, qui figurait dans la définition de « protège-tibias » du glossaire, est désormais également intégrée au texte des Lois.

Loi 4 – Équipement des joueurs (p. 62)

2. Équipement obligatoire

Texte ajouté

L'équipement obligatoire de tout joueur comprend chacun des équipements suivants :

- (…)
- des chaussures.

Le capitaine de l'équipe doit porter le brassard fourni ou autorisé par l'organisateur de la compétition concernée ou un brassard d'une seule couleur sur lequel pourra figurer le mot « capitaine », une traduction de ce mot ou encore la lettre « C » ; ces inscriptions devront être d'une seule couleur (voir également la section « Modifications générales »).

Explication

Le capitaine doit porter un brassard simple et conforme aux exigences de la Loi 4 concernant les slogans, déclarations, images et publicité. Celui-ci pourra être fourni ou autorisé par l'organisateur de la compétition.

Loi 4 – Équipement des joueurs (p. 62, 63)

2. Équipement obligatoire et 4. Autre équipement

Texte amendé

2. Équipement obligatoire

L'équipement obligatoire de tout joueur comprend chacun des équipements suivants :

- (…)

~~Les gardiens de but peuvent porter des pantalons de survêtements.~~

(…)

4. Autre équipement

Les protections non dangereuses, comme les gants, les casques, les masques faciaux, les genouillères et les coudières en matériaux souples, légers et rembourrés sont autorisées, tout comme les casquettes de gardien et les lunettes de sport. Les gardiens de but peuvent porter des pantalons de survêtement.

Explication

Ajout d'une référence aux gants sous « Autre équipement » dans le but de refléter le fait qu'ils sont largement utilisés, en particulier par les gardiens de but. Suppression de la référence aux pantalons de survêtement des gardiens de la section « Équipement obligatoire » et ajout de ladite référence sous « Autre équipement » dans le but de refléter le fait qu'ils ne sont pas obligatoires.

Loi 12 – Fautes et incorrections (p. 118, 120, 121)

3. Approche disciplinaire

Texte amendé

(…)

Avertissements pour comportement antisportif

Un joueur doit être averti pour comportement antisportif notamment s'il :

- (…)
- touche le ballon de la main pour perturber ou stopper une attaque prometteuse, sauf lorsque l'arbitre accorde un penalty pour une main non délibérée ;
- empêche l'équipe adverse de marquer ou annihile une occasion de but manifeste et que l'arbitre accorde un penalty pour une main non délibérée ;
- (…)

Infractions passibles d'exclusion

Un joueur, un remplaçant ou un joueur remplacé doit être exclu s'il :

- empêche l'équipe adverse de marquer un but, ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main délibérée (excepté le gardien de but dans sa propre surface de réparation) ;
- empêche l'équipe adverse de marquer un but, ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main non délibérée en dehors de sa surface de réparation ;
- (…)

Empêcher de marquer un but ou annihiler une occasion de but manifeste

(…)

Si un joueur empêche l'équipe adverse de marquer ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main délibérée, le joueur doit être exclu quel que soit l'endroit de la faute (excepté le gardien de but dans sa propre surface de réparation).

Si un joueur empêche l'équipe adverse de marquer ou annihile une occasion de but manifeste en commettant une main non délibérée et que l'arbitre accorde un penalty, le joueur fautif doit être averti.

Explication

Les mains non délibérées dérivent généralement d'une tentative de jouer de manière licite. Ainsi, lorsqu'un penalty est accordé pour une telle infraction, il convient d'appliquer la même philosophie que pour les infractions (fautes) commises avec l'intention de jouer le ballon ou d'en disputer la possession, à savoir : carton jaune si l'infraction empêche de marquer un but ou annihile une occasion de but manifeste ; pas de carton si l'infraction stoppe une attaque prometteuse. Les mains délibérées restent passibles d'un carton rouge même lorsqu'un penalty est accordé, comme c'est le cas pour des infractions similaires (par exemple tenir, tirer ou pousser, aucune possibilité de jouer le ballon, etc.).

Loi 14 – Penalty (p. 131)

1. Procédure

Texte amendé

Le ballon doit être immobile, ~~et~~ positionné sur le point de penalty, et une partie du ballon doit être en contact avec le centre du point de penalty ou à l'aplomb de celui-ci ; le but (poteaux, barre transversale et filets) doit également être immobile.

Explication

Clarification concernant le positionnement du ballon en cas de penalty, des litiges et/ou des retards pouvant survenir, en particulier lorsque le point de penalty n'est pas à proprement parler un « point ». Une partie du ballon doit être en contact avec le centre du point de penalty ou à l'aplomb de celui-ci, de la même façon que le ballon doit être placé à l'intérieur de la surface de coin ou à l'aplomb de celle-ci en cas de corner. Si les conditions du terrain imposent un ajustement mineur, il reviendra à l'arbitre de prendre une décision, comme c'est le cas pour tout ce qui a trait au positionnement.

Loi 14 – Penalty (p. 132, 133)

2. Infractions et sanctions

Texte ajouté

(…)

Avant que le ballon ne soit en jeu :

- Un coéquipier du tireur sera pénalisé en cas d'empiètement uniquement si :
  - l'empiètement a clairement influencé le gardien ; ou
  - le joueur qui a commis l'empiètement joue le ballon ou dispute le ballon à un adversaire puis marque un but, tente de marquer un but ou procure une occasion de but.
- Un coéquipier du gardien de but sera pénalisé en cas d'empiètement uniquement si :
  - l'empiètement a clairement influencé le tireur ; ou
  - le joueur qui a commis l'empiètement joue le ballon ou dispute le ballon à un adversaire, empêchant l'équipe adverse de marquer un but ou de se procurer une occasion de but.
- (…)

Explication

Il peut s'avérer compliqué de repérer et de gérer les empiètements, en particulier dans les catégories inférieures, dans lesquelles il n'y a pas toujours d'arbitre assistant neutre. Toutefois, ceux-ci peuvent être aisément détectés grâce à l'assistance vidéo à l'arbitrage et, si la Loi 14 était appliquée plus strictement, un nombre plus élevé de penalties seraient retirés. Dans la mesure où les empiètements affectent rarement le résultat du penalty (sauf si le ballon reste en jeu), il convient d'appliquer les mêmes principes aux empiètements des joueurs qu'aux empiètements des gardiens de but, c'est-à-dire de les pénaliser uniquement s'ils ont une incidence sur le jeu.

Loi 14 – Penalty (p. 134, 135)

3. Tableau récapitulatif

Texte amendé

Résultat du penalty

	But	Pas but
Empiètement d'un joueur en attaque	Incidence : à retirer Pas d'incidence : but	Incidence : coup franc indirect Pas d'incidence : pas à retirer
Empiètement d'un joueur en défense	Incidence : but Pas d'incidence : but	Incidence : à retirer Pas d'incidence : pas à retirer
Empiètement d'un joueur en défense et d'un joueur en attaque	Incidence : à retirer Pas d'incidence : but	Incidence : à retirer Pas d'incidence : pas à retirer
Infraction du gardien de but	But	Pas arrêté : pas à retirer (sauf si le tireur a été clairement perturbé) Arrêté : penalty à retirer + mise en garde pour le gardien ; avertissement en cas de récidive(s)
Infractions simultanées du gardien de but et du tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur
Ballon botté vers l'arrière	Coup franc indirect	Coup franc indirect
Feinte « illégale »	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le tireur
Mauvais tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le mauvais tireur	Coup franc indirect + avertissement pour le mauvais tireur

Directives pour les exclusions temporaires (p. 24–28)

Les directives ont été revues et contiennent notamment les modifications suivantes :

- Afin de faciliter la gestion des exclusions temporaires, un joueur exclu temporairement est autorisé à rentrer en jeu uniquement après la fin de la période d'exclusion temporaire et lorsque le jeu est arrêté (il ne peut pas regagner le terrain si le ballon est en jeu).
- Si une période d'exclusion temporaire n'est pas terminée à la fin de la première mi-temps de la prolongation, le joueur doit purger la durée restante de son exclusion temporaire à compter du coup d'envoi de la deuxième mi-temps de la prolongation (une exclusion temporaire ne peut se poursuivre au-delà du terme de la deuxième mi-temps de la prolongation dans la mesure où les exclusions temporaires ne s'appliquent pas lors des séances de tirs au but).
- Le système B, qui prévoit le recours aux exclusions temporaires au titre de sanction supplémentaire pour des infractions spécifiques uniquement, a été simplifié afin qu'un joueur qui commet deux infractions passibles d'avertissement sur un même match soit exclu définitivement.
- Les « mains » ont été changées en « mains délibérées » dans la catégorie des infractions passibles d'exclusion temporaire de la section « Empêcher de marquer un but ou annihiler une occasion de but manifeste » (système B).


IFAB
LIVING FOOTBALL
FIFA
adidas

IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD



Glossaire

Le glossaire contient des mots et expressions nécessitant d'être clarifiés ou expliqués afin d'être parfaitement compris et/ou traduits.

Instances du football

IFAB – International Football Association Board
Instance composée des quatre fédérations de football britanniques et de la FIFA et qui est responsable des Lois du Jeu dans le monde entier. En principe, toute modification aux Lois du Jeu peut être uniquement approuvée lors de l'Assemblée Générale Annuelle (AGM) se tenant habituellement fin février/ début mars.

FIFA – Fédération Internationale de Football Association
L'instance dirigeante responsable du football dans le monde entier.

Confédération
Instance responsable du football sur un continent. Les six confédérations sont l'AFC (Asie), la CAF (Afrique), la Concacaf (Amérique du Nord, Amérique centrale et Caraïbes), la CONMEBOL (Amérique du Sud), l'OFC (Océanie) et l'UEFA (Europe).

Fédération nationale de football
Instance responsable du football dans un pays.

Termes du football

A

Acte de brutalité (→ violent conduct)
Action lors de laquelle un joueur, sans disputer le ballon, agit ou essaie d'agir avec violence ou brutalité envers un adversaire.

Agent extérieur (→ outside agent)
Tout animal, objet ou structure, etc. ainsi que toute personne n'étant pas un arbitre ou ne figurant pas sur la feuille de match (joueurs, remplaçants et officiels d'équipe).

Analyse (→ review)
Visionnage d'une action par l'arbitre assistant vidéo ou par l'arbitre lui-même (analyse au bord du terrain) dans les cas prévus par le protocole. L'arbitre signale l'analyse en effectuant le signe « télévision » (en dessinant les contours d'un écran de télévision).

Arrêter définitivement (→ abandon)
Mettre prématurément fin à un match, le plus souvent du fait d'interférences extérieures.

Avantage (→ advantage)
Principe selon lequel l'arbitre laisse le jeu se poursuivre lorsqu'une faute s'est produite si cela profite à l'équipe non fautive.

Avertissement (→ caution)
Sanction disciplinaire matérialisée par un carton jaune ; deux avertissements infligés au même joueur ou officiel dans un même match entraînent son exclusion.

B

Balle à terre (→ dropped ball)
Moyen de reprendre le jeu après que l'arbitre l'a arrêté en vertu des dispositions applicables des Lois du Jeu. Le ballon est alors en jeu dès qu'il touche le sol.

Blessants, injurieux ou grossiers (→ offensive, insulting or abusive language /action(s))
Nature de mots, phrases, expressions ou actes les rendant passibles d'exclusion.

Botter (→ kick)
On considère le ballon comme botté – c'est à dire joué au pied – lorsque le joueur touche le ballon avec son pied (cheville incluse).

Brutalité (→ brutality)
Attitude délibérément violente.

C

Charge (→ charge (an opponent))
Contact physique contre un adversaire, en général à l'aide de l'épaule et du haut du bras (à proximité du corps).

Comportement antisportif (→ unsporting behaviour)
Attitude contraire au principe de fair-play ; passible d'avertissement.

Coup franc direct (→ direct free kick)
Coup franc à partir duquel il est possible de marquer un but en expédiant le ballon directement dans le but de l'équipe adverse.

Coup franc indirect (→ indirect free kick)
Coup franc à partir duquel il est possible de marquer un but uniquement si un autre joueur (de n'importe quelle équipe) touche le ballon une fois qu'il a été botté.

Coup franc rapidement joué (→ quick free kick)
Coup franc exécuté (avec l'autorisation de l'arbitre) très rapidement après l'interruption du jeu.

D

Délibérément (→ deliberate)
Manière volontaire et non pas accidentelle d'effectuer une action.

Désapprobation (→ dissent)
Désaccord manifesté verbalement et/ou gestuellement envers la décision d'un arbitre ; passible d'avertissement.

Discrétion (→ discretion)
Pouvoir de jugement qu'ont les arbitres lorsqu'ils prennent une décision.

Distance de jeu (→ playing distance)
Distance par rapport au ballon qui permet à un joueur de toucher le ballon en tendant le pied ou la jambe, ou en sautant ou, pour les gardiens, en sautant avec les bras tendus. La distance dépend de la taille du joueur.

Disputer le ballon (→ challenge)
Action par laquelle un joueur, aux prises avec un ou plusieurs adversaires, cherche à conquérir ou conserver le ballon.

Distraire (→ distract)
Action par laquelle un joueur tente de déranger, troubler ou déconcentrer l'adversaire (en général de façon abusive).

E

Encadrement (→ staff)
Ensemble des officiels d'équipe (voir « officiel d'équipe ») figurant sur la feuille de match (principalement encadrement technique et encadrement médical).

Esprit du jeu (→ spirit of the game)
Ensemble des principes éthiques propres à la pratique du football, également applicables aux circonstances spécifiques d'un match donné.

Évaluation d'une blessure (→ assessment of injured player)
Examen rapide réalisé en général par un membre de l'encadrement médical afin de voir si le joueur nécessite des soins.

Exclusion (→ sending-off)
Sanction disciplinaire matérialisée par un carton rouge – pouvant être infligée directement ou à la suite de deux avertissements – et imposant au joueur ou à l'officiel d'équipe concerné de quitter le terrain et/ou ses abords immédiats. Un joueur exclu avant de pénétrer sur le terrain au début du match peut être remplacé.

Exclusion temporaire (→ temporary dismissal)
Si le règlement de la compétition l'autorise, sanction imposée à un joueur coupable de certaines fautes passibles d'avertissement (ou toutes, selon le règlement de la compétition) et lui interdisant de participer au match pour une période de temps donnée.

F

Faire obstacle à la progression d'un adversaire (→ impede)
Freiner un adversaire, le bloquer ou l'empêcher de se déplacer.

Faute/infraction (→ offense)
Action qui enfreint les Lois du Jeu.

Faute grossière (→ serious foul play)
Fait de tacler ou disputer le ballon avec violence ou brutalité, ou de façon à mettre en danger l'intégrité physique d'un adversaire ; passible d'exclusion.

Feinte (→ feinting)
Action visant à troubler l'adversaire. Les Lois du Jeu considèrent certaines feintes comme autorisées et d'autres comme « illégales ».

Feuille de match (→ team list)
Document officiel sur lequel chaque équipe soumet en général le nom des joueurs, des remplaçants et des officiels d'équipe.

H

Hybride (→ hybrid system)
Se dit d'une surface de jeu naturelle renforcée grâce à l'intégration de fibres synthétiques.

I

Imprudent (→ careless)
Qualification d'une action (en général tacler ou disputer le ballon) effectuée sans égards ni attention, au point d'être sanctionnable d'un coup franc direct.

Inconsidéré (→ reckless)
Qualification d'une action (en général tacler ou disputer le ballon) effectuée sans tenir compte du caractère dangereux ou des conséquences pour l'adversaire ; passible d'un avertissement.

Intercepter (→ intercept)
Empêcher un ballon d'atteindre sa destination prévue.

J

Jouer (→ play)
Action pour un joueur de toucher le ballon.

M

Maillot (→ shirt)
Vêtement de la tenue d'une équipe porté par un joueur sur la partie supérieure de son corps. À l'exception de la longueur des manches, les maillots des joueurs d'une même équipe sont identiques – hormis pour le gardien de but, dont le maillot doit avoir des couleurs distinctes de celles portées par les autres joueurs et par les arbitres.

Mettre en danger l'intégrité physique d'un adversaire (→ endanger the safety of an opponent)
Faire courir un danger ou un risque (de blessure) à un adversaire.

Mise en garde (→ warning)
Réprimande verbale constituant le premier niveau de l'approche disciplinaire (sans sanction).

N

Négligeable (→ negligible)
Anodin, infime, au point de retirer tout pertinence.

O

Officiel d'équipe (→ team official)
Toute personne figurant sur la feuille de match et n'étant pas joueur, comme par exemple un entraîneur, un physiothérapeute ou un médecin (voir « encadrement »).

P

Pause de rafraîchissement (→ "cooling" break)
Courte période de repos, d'une durée allant de 90 secondes à 3 minutes, que peut prévoir le règlement d'une compétition à des fins médicales pour que la température corporelle des joueurs redescende lorsque les conditions climatiques l'exigent.

Pause de réhydratation (→ "drinks" break)
Courte période de repos, en général de moins d'une minute, que peut prévoir le règlement d'une compétition afin que les joueurs prennent le temps de boire.

Position de reprise du jeu (→ restart position)
La position d'un joueur lors d'une reprise du jeu est déterminée par l'emplacement de ses pieds ou de toute partie de son corps en contact avec le sol, sauf dans les circonstances décrites à Loi 11 – Hors-jeu.

Prolongation (→ extra time)
Procédure impliquant deux périodes de jeu supplémentaires et visant à départager les équipes en cas d'égalité à l'issue du temps réglementaire.

Protège-tibias (→ shinguard)
Équipement porté par un joueur afin de protéger ses tibias contre d'éventuelles blessures. Les joueurs doivent porter des protège-tibias d'une matière adéquate et d'une taille appropriée pour offrir un degré de protection raisonnable. Ils doivent être recouverts par les chaussettes.

R

Règle des buts inscrits à l'extérieur (→ away goals rule)
Principe selon lequel les buts inscrits à l'extérieur comptent double, et qui permet de départager deux équipes ayant inscrit le même nombre de buts au terme d'une confrontation aller-retour.

Remplacement pour commotion cérébrale (→ concussion substitution)
Option mise à la disposition des compétitions qui permet à chaque équipe d'effectuer un remplacement supplémentaire (et de bénéficier d'une opportunité de remplacement supplémentaire, le cas échéant) en cas de commotion potentielle ou avérée d'un joueur.
Voir le « Protocole relatif aux remplacements permanents supplémentaires pour commotion cérébrale ».

Reprise du jeu (→ restart)
Moyen de remettre le ballon en jeu après une interruption.

S

Sanction disciplinaire (→ disciplinary sanction)
Avertissement (carton jaune) ou expulsion (carton rouge) infligé par l'arbitre au regard d'une infraction aux Lois du Jeu.

Sanctionner (→ penalise)
Fait de punir une intervention illicite, en général en interrompant le jeu et en accordant un coup franc ou un penalty à l'équipe adverse.

Sauvetage (→ save)
Action d'un joueur visant à intercepter ou tenter d'intercepter le ballon lorsqu'il se dirige dans le but ou tout près avec n'importe quelle partie du corps à l'exception des bras/mains (sauf le gardien dans sa propre surface de réparation).

Signal (→ signal)
Indication dont se servent les arbitres pour communiquer leurs décisions de manière visuelle (en général mouvement de la main, du bras ou du drapeau) ou acoustique (sifflet de l'arbitre).

Simulation (→ simulation)
Action visant à donner l'impression que quelque chose s'est produit alors que ce n'est pas le cas (voir « tromper ») ; commise par un joueur pour tirer un avantage indu.

Surface technique (→ technical area)
Zone délimitée et permettant aux remplaçants et officiels d'équipe de s'asseoir au bord du terrain.

Suspendre (→ suspend)
Arrêter un match pendant un certain temps avec l'intention de reprendre le jeu, par exemple en cas de brouillard, fortes pluies, orage, blessure grave, etc.

Système électronique de suivi et d'évaluation des performances (→ Electronic performance and tracking system (EPTS))
Équipement qui enregistre et analyse des données sur la performance physiologique d'un joueur.

T

Tacler (→ tackle)
Action de disputer le ballon avec le pied (au sol ou dans les airs). N.B. : à l'inverse du terme anglais qui s'applique indifféremment selon que le joueur est sur ses appuis ou non, le terme « tacle » en français se réfère le plus souvent à un tacle « glissé » (*sliding tackle* en anglais).

Technologie sur la ligne de but (→ goal line technology)
Système électronique qui informe immédiatement l'arbitre lorsqu'un but a été marqué.

Temps additionnel (→ additional time)
Temps ajouté à la fin de chaque période pour compenser le temps « perdu » en raison des remplacements, blessures, sanctions disciplinaires, célébrations de buts, etc.

Terrain (→ field of play (pitch))
Surface de jeu délimitée par les lignes de touche et les lignes de but (et la base des filets de but le cas échéant).

Tenir un adversaire (→ holding offence)
Infraction survenant uniquement lorsque le contact d'un joueur avec le corps ou l'équipement d'un adversaire entrave les mouvements de cet adversaire.

Tirs au but (→ Penalties (penalty shoot-out))
Procédure pour décider de l'issue d'un match, lors de laquelle chaque équipe tire alternativement un penalty jusqu'à ce que l'une d'elles ait marqué un but de plus et que les deux équipes aient exécuté le même nombre de tirs (sauf si, avant que les deux équipes n'aient exécuté leurs cinq tirs, l'une d'elles a déjà marqué plus de buts que l'autre ne pourra jamais en marquer même en finissant sa série de tirs).

Tromper (→ deceive)
Action visant à induire en erreur l'arbitre afin que celui-ci prenne une décision incorrecte ou inflige une sanction disciplinaire incorrecte qui profite à l'auteur de la tromperie et/ou à son équipe.

V

Violent (→ with excessive force)
Qualification d'une action (en général tacler ou disputer le ballon) effectuée avec une intensité, force et/ou énergie excessive ; passible d'exclusion.

Vérification (→ check)
Contrôle des images par l'arbitre assistant vidéo dans les cas prévus par le protocole. L'arbitre la signale si besoin en apposant son doigt sur son oreillette et en tendant l'autre bras.

Arbitres

Officiel de match
Terme générique désignant toute personne chargée de contrôler un match de football au nom de la fédération de football et/ou de l'organisateur d'une compétition dont le match relève de la compétence.

Arbitre
Officiel de match principal officiant sur le terrain. Les autres arbitres opèrent sous son contrôle et sous ses ordres. L'arbitre est le décideur final.

Autres arbitres
Arbitres de terrain
Les organisateurs de compétitions peuvent désigner d'autres arbitres pour aider l'arbitre principal :

- **Arbitre assistant**
  Officiel de match équipé d'un drapeau et placé sur une moitié de chaque ligne de touche afin d'aider l'arbitre, en particulier dans les situations de hors-jeu et les décisions concernant les coups de pied de but, corners et rentrées de touche.
- **Quatrième arbitre**
  Officiel de match qui a la responsabilité d'aider l'arbitre sur le terrain et en dehors, et qui est notamment chargé de surveiller la surface technique, de contrôler les procédures de remplacement, etc.
- **Arbitre assistant supplémentaire**
  Officiel de match placé sur chaque ligne de but afin d'aider l'arbitre, en particulier dans les situations à l'intérieur et autour de la surface de réparation, ainsi que les décisions relatives à la validation d'un but.

- **Arbitre assistant de réserve**
  Officiel de match qui remplacera un arbitre assistant (et, si le règlement de la compétition le permet, un quatrième arbitre et/ou un arbitre assistant supplémentaire) dans l'incapacité de poursuivre le match, et qui est chargé d'assister l'arbitre dans la gestion des incidents survenant sur ou en dehors du terrain, notamment de surveiller la surface technique, contrôler les remplacements, etc.

Arbitres vidéo

L'arbitre principal est assisté d'un arbitre assistant vidéo et son ou ses adjoint(s) en vertu des Lois du Jeu et du Protocole d'assistance vidéo à l'arbitrage.

- **Arbitre assistant vidéo**
  Arbitre ou ancien arbitre désigné pour assister l'arbitre principal en lui communiquant des informations émanant des images du match en cas d'erreur manifeste ou d'incident grave manqué dans le cadre des incidents/décisions pouvant faire l'objet d'une analyse.
- **Adjoint de l'arbitre assistant vidéo**
  Arbitre ou ancien arbitre désigné pour assister l'arbitre assistant vidéo.

IFAB®



Directives pratiques pour les arbitres

Introduction

Ces directives comportent des conseils pratiques destinés aux arbitres en plus des informations fournies dans les Lois du Jeu.

Il est rappelé aux arbitres dans la Loi 5 d'officier conformément aux Lois du Jeu et dans l'« esprit du jeu ». Les arbitres sont invités à faire preuve de bon sens et à tenir compte de l'« esprit du jeu » lorsqu'ils appliquent les Lois du Jeu, en particulier lorsqu'ils doivent décider si un match doit avoir lieu et/ou continuer.

Cela s'avère en particulier nécessaire dans les divisions inférieures voire à la base, lorsqu'il n'est pas toujours possible d'appliquer les Lois du Jeu à la lettre. Par exemple, sauf en cas de problèmes de sécurité, l'arbitre peut permettre qu'un match commence/continue si :

- il manque un ou plusieurs drapeaux de coin ;
- il existe de légères erreurs quant au marquage du terrain, tels que la surface de coin, le rond central, etc. ;
- les poteaux et la barre transversale ne sont pas blancs.

Dans ces cas, l'arbitre devrait, avec l'accord des équipes, jouer/continuer de jouer le match et doit envoyer un rapport à l'autorité compétente.

Positionnement, mouvement et coopération

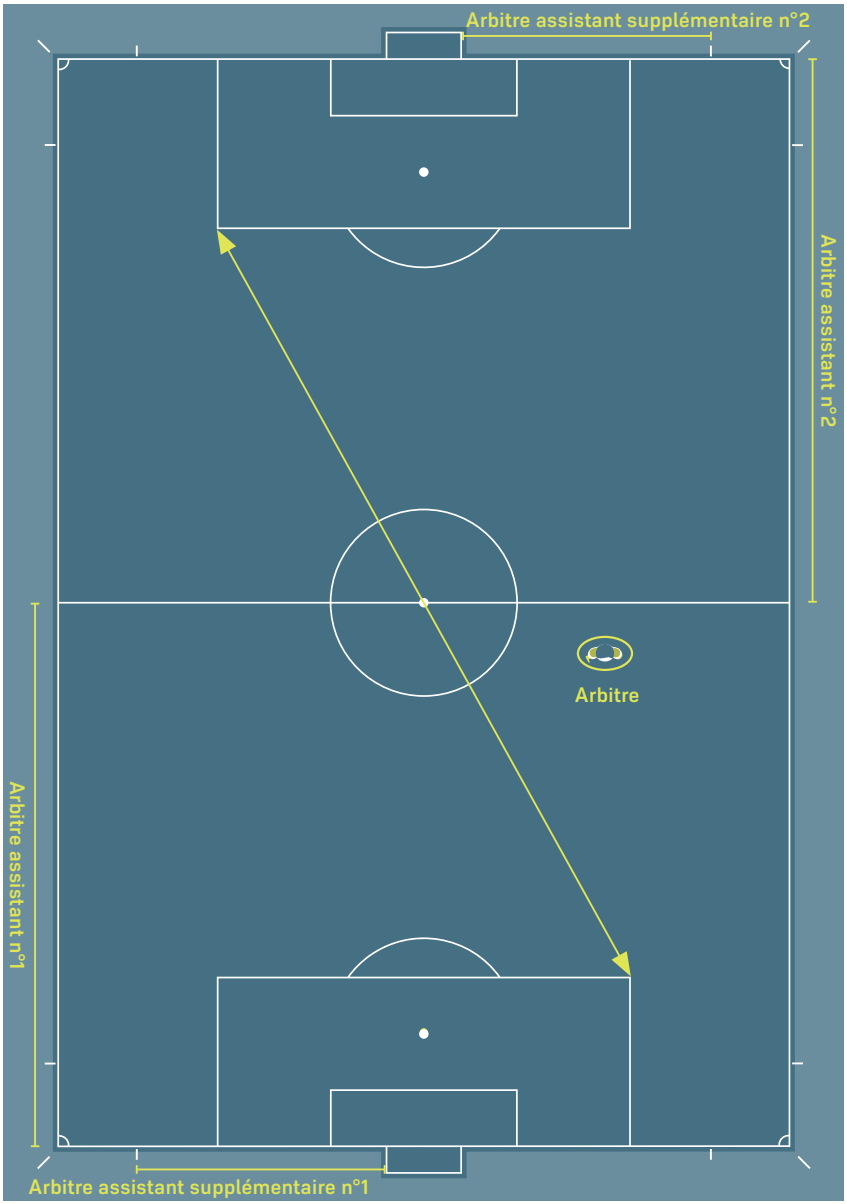
1. Positionnement et mouvement en général

La meilleure position est celle d'où l'arbitre peut prendre la bonne décision. Toutes les recommandations concernant le positionnement doivent être adaptées en fonction des informations spécifiques sur les équipes, les joueurs et les événements du match.

Les placements recommandés dans les schémas sont de simples directives. Les positions recommandées couvrent un espace à l'intérieur duquel l'arbitre est le plus à même d'être efficace. Cet espace peut être plus ou moins grand, ou avoir une forme différente suivant les circonstances du match.

Recommandations :

- Le jeu devrait se dérouler entre l'arbitre et le premier arbitre assistant.
- Le premier arbitre assistant doit se tenir dans le champ de vision de l'arbitre, ce dernier devant, pour ses déplacements, utiliser un système de grande diagonale.
- Se tenir à l'écart du jeu permet plus facilement de conserver à la fois l'action et le premier arbitre assistant dans son champ de vision.
- L'arbitre doit être suffisamment proche de l'action pour suivre le jeu sans le perturber.
- « Ce qu'il faut voir » ne se produit pas toujours à proximité du ballon. L'arbitre doit également surveiller :
  - les confrontations agressives entre joueurs se trouvant loin du ballon ;
  - les fautes possibles dans la zone vers laquelle se dirige le jeu ;
  - les fautes commises après que le ballon a été joué.


Arbitre assistant supplémentaire n°2
Arbitre assistant n°2
Arbitre
Arbitre assistant n°1
Arbitre assistant supplémentaire n°1

Positionnement des arbitres assistants et des arbitres assistants supplémentaires

L'arbitre assistant doit se tenir à hauteur de l'avant-dernier joueur de l'équipe en défense ou du ballon si ce dernier est plus proche de la ligne de but que l'avant-dernier joueur de l'équipe en défense. L'arbitre assistant doit toujours faire face au terrain, même quand il court. Les déplacements en pas chassés sont de rigueur sur de courtes distances. Ceci est particulièrement important pour l'évaluation des hors-jeu, et garantit un meilleur champ de vision.

L'arbitre assistant supplémentaire se place derrière la ligne de but sauf lorsqu'il est nécessaire de se déplacer sur la ligne de but pour évaluer si un but a été marqué ou non. L'arbitre assistant supplémentaire n'est pas autorisé à pénétrer sur le terrain sauf en cas de circonstances exceptionnelles.



Gardien



Joueur de l'équipe en défense



Joueur de l'équipe en attaque



Arbitre



Arbitre **assistant**



Arbitre **assistant supplémentaire**

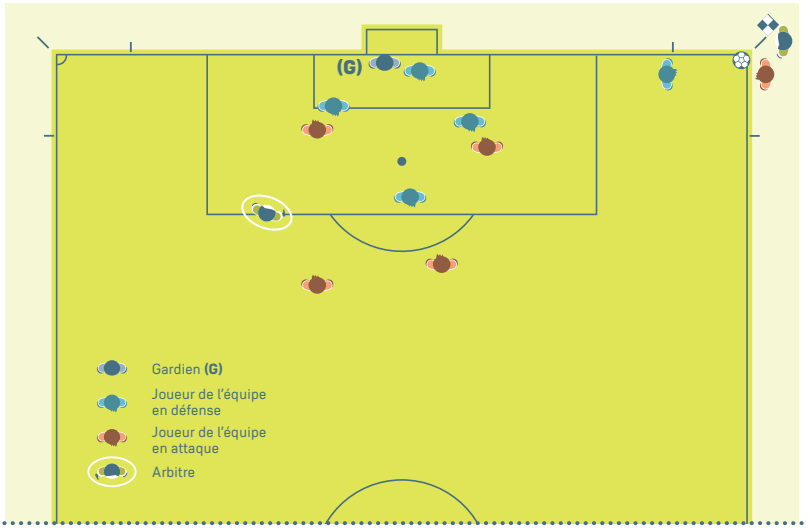
2. Positionnement et coopération avec l'arbitre

Consultation

Concernant les questions disciplinaires, un regard et un signe discret de la main de l'arbitre assistant à l'arbitre peuvent parfois suffire. Dans les cas où une consultation directe s'impose, l'arbitre assistant peut pénétrer de deux ou trois mètres sur le terrain si nécessaire. Lorsqu'ils s'entretiennent, l'arbitre et l'arbitre assistant doivent se tourner vers le terrain pour que leur conversation reste confidentielle et qu'ils puissent garder les joueurs et le terrain dans leur champ de vision.

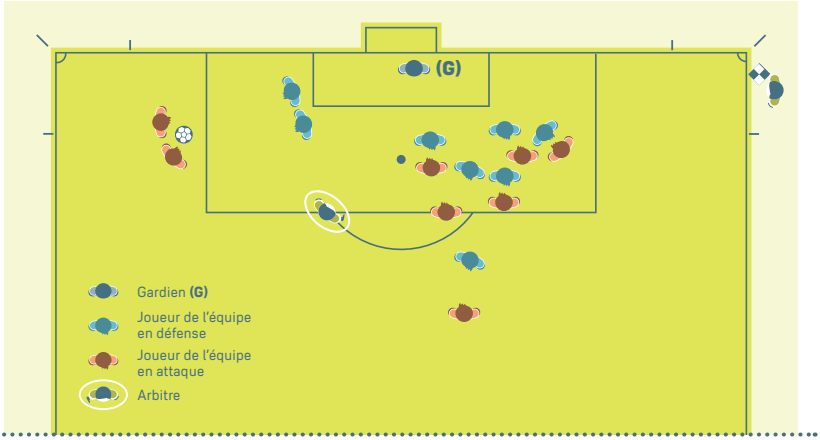
Corner

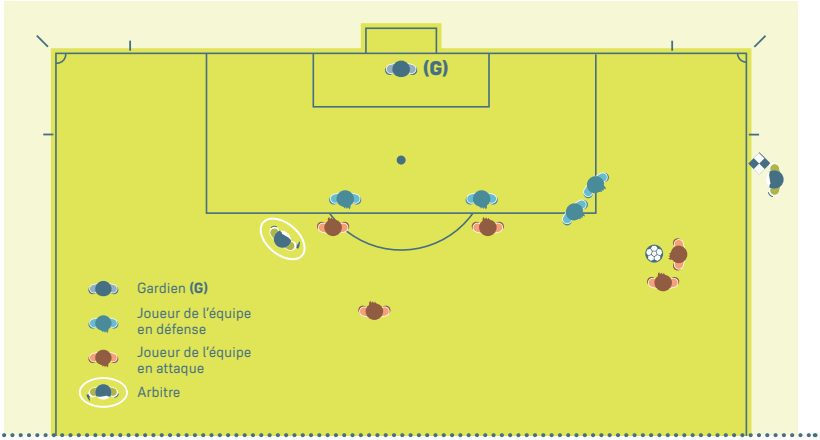
Pendant l'exécution d'un corner, l'arbitre assistant doit se tenir derrière le drapeau de coin, dans l'axe de la ligne de but, mais il ne doit pas gêner le tireur et doit contrôler que le ballon est bien placé dans la surface de coin.

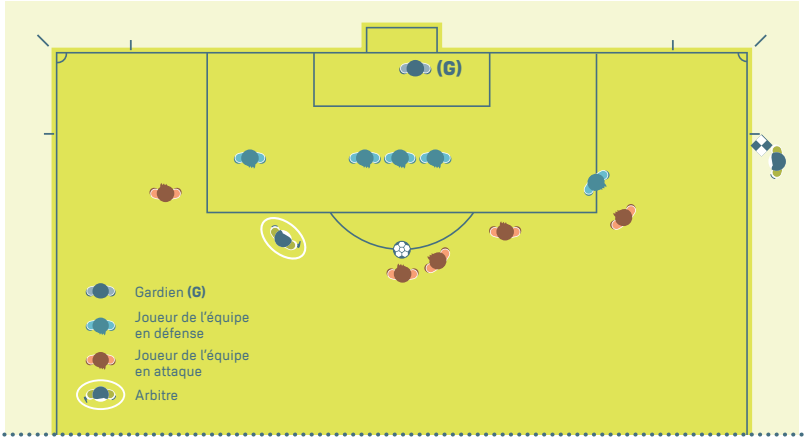


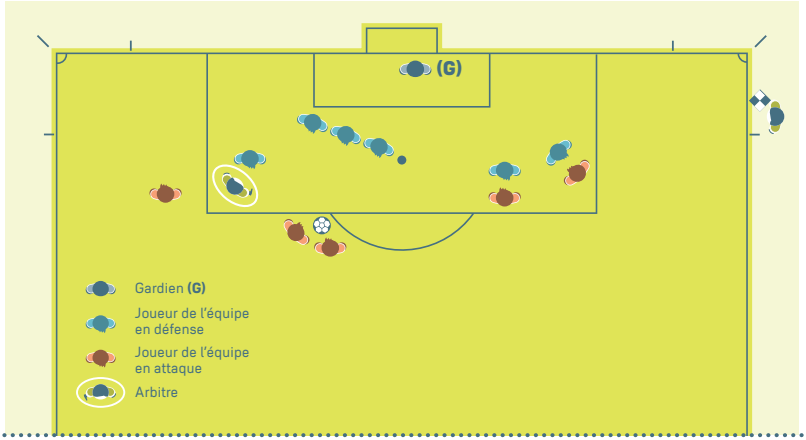
Coup franc

Pendant l'exécution d'un coup franc, l'arbitre assistant doit se tenir à hauteur de l'avant-dernier joueur de l'équipe en défense afin de contrôler la ligne de hors-jeu. Cependant, il devra être prêt à suivre le ballon en longeant la ligne de touche en direction du drapeau de coin en cas de frappe au but directe.






(G)
Gardien (G)
Joueur de l'équipe en défense
Joueur de l'équipe en attaque
Arbitre

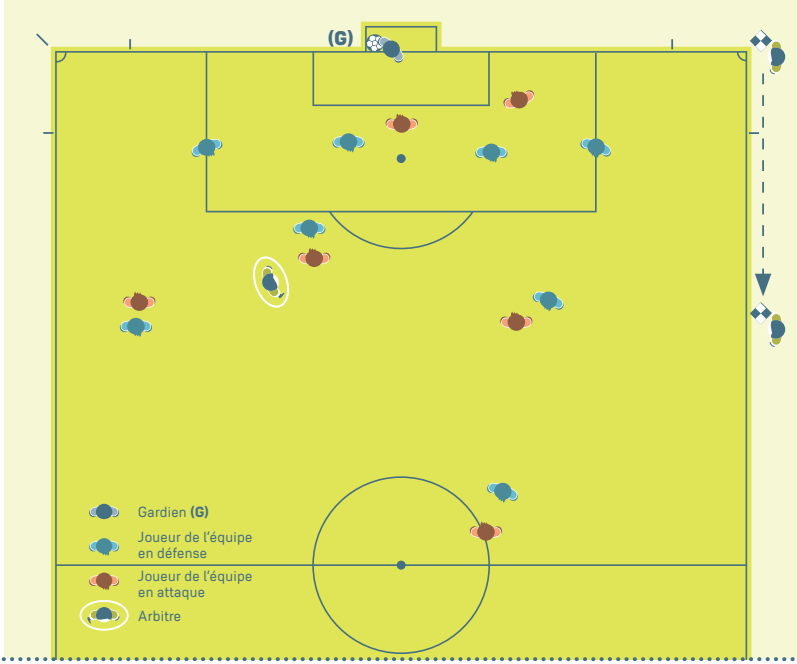

(G)
Gardien (G)
Joueur de l'équipe en défense
Joueur de l'équipe en attaque
Arbitre

But marqué ou non marqué

Si un but est marqué sans qu'aucun doute ne soit possible, l'arbitre et l'arbitre assistant échangeront un regard, et l'arbitre assistant longera en courant la ligne de touche sur une distance de 25 à 30 mètres en direction de la ligne médiane sans lever son drapeau.

Si un but a été marqué et si le ballon semble cependant toujours en jeu, l'arbitre assistant devra d'abord lever son drapeau pour attirer l'attention de l'arbitre puis suivre la procédure habituelle consistant à courir le long de la ligne de touche sur une distance de 25 à 30 mètres en direction de la ligne médiane.

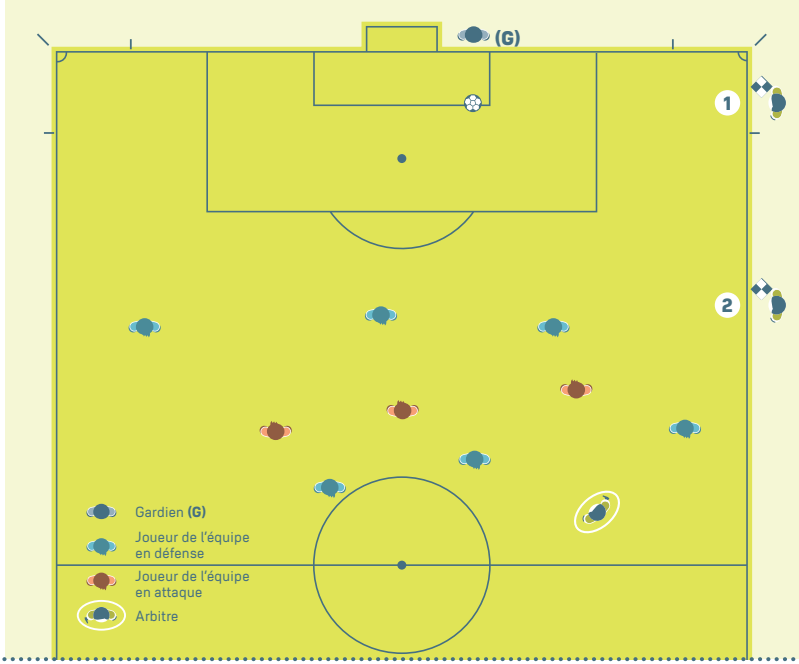
Si le ballon n'a pas franchi entièrement la ligne de but et que le match se poursuit normalement parce que le but n'a pas été marqué, l'arbitre échangera un regard avec l'arbitre assistant et lui fera, si nécessaire, un signe discret de la main.



Coup de pied de but

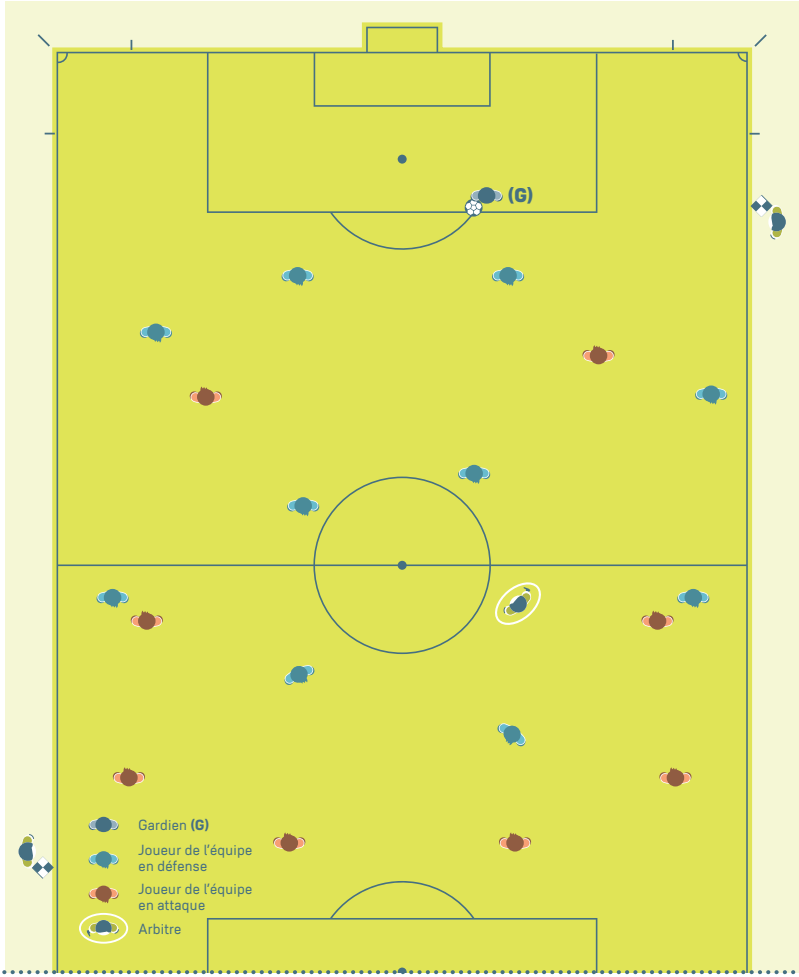
L'arbitre assistant doit commencer par vérifier que le ballon est dans la surface de but. Si le ballon n'est pas placé au bon endroit, l'arbitre assistant doit, sans quitter sa place, avertir l'arbitre du regard et lever son drapeau. Une fois que le ballon est bien placé dans la surface de but, l'arbitre assistant doit se placer de manière à surveiller la ligne de hors-jeu.

Cependant, en cas de présence d'un arbitre assistant supplémentaire, l'arbitre assistant doit se placer à hauteur de la ligne de hors-jeu tandis que l'arbitre assistant supplémentaire doit se placer à l'intersection de la ligne de but et de la surface de but et vérifier que le ballon est placé comme il convient dans la surface de but. Si le ballon n'est pas placé correctement, l'arbitre assistant supplémentaire doit en avertir l'arbitre.



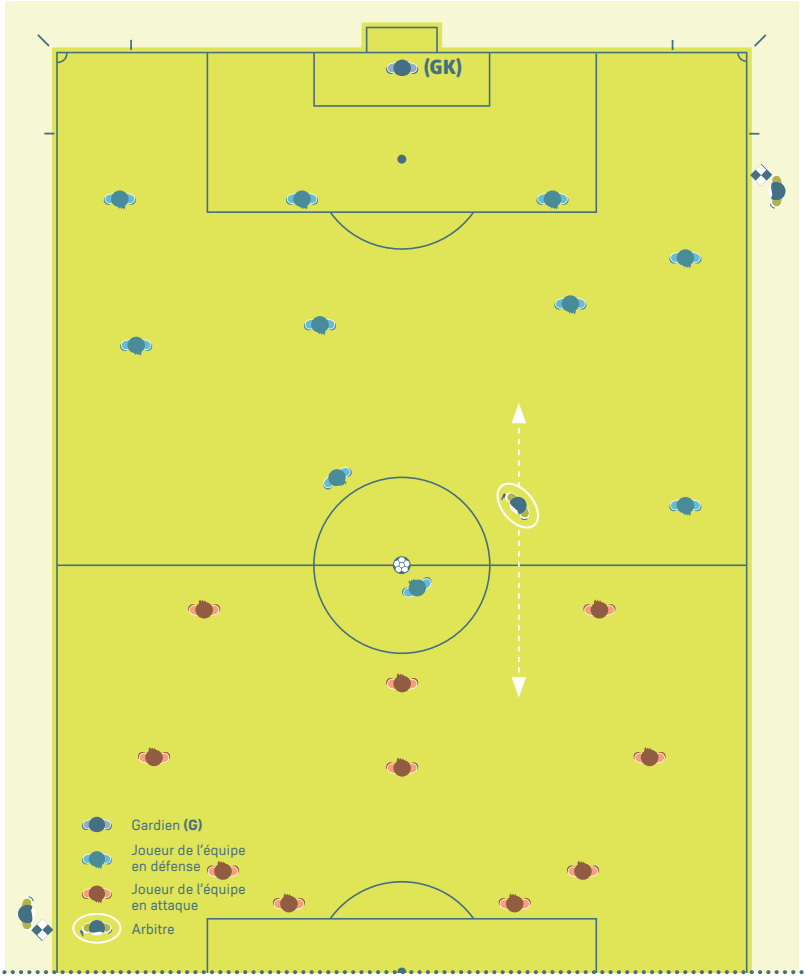
Renvoi (ou dégagement) du gardien

L'arbitre assistant peut être amené à se placer à hauteur de la ligne des 16,50 m pour vérifier que le gardien de but ne touche pas le ballon avec les mains en dehors de la surface de réparation. Une fois que le gardien de but a lâché le ballon, l'arbitre assistant doit se placer de manière à contrôler la ligne de hors-jeu.



Coup d'envoi

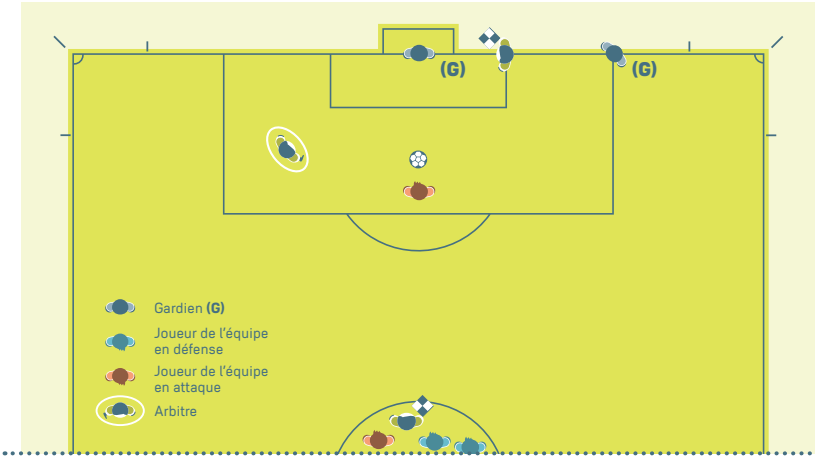
Les arbitres assistants doivent se tenir à hauteur de l'avant-dernier joueur de l'équipe en défense.



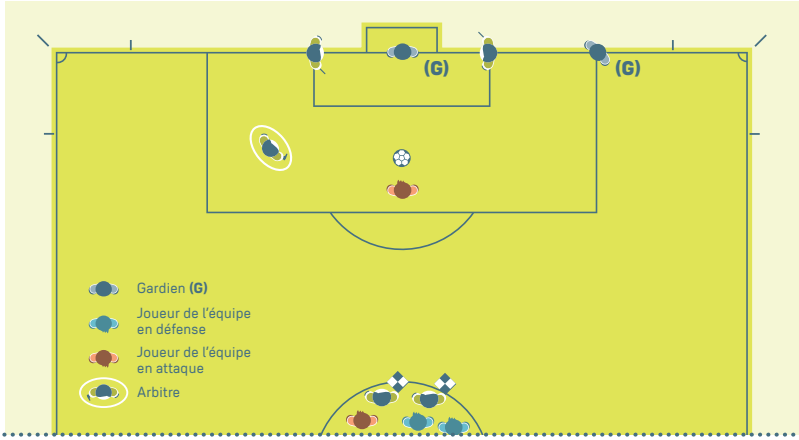
Tirs au but

Un arbitre assistant se tiendra à l'intersection de la ligne de but et de la surface de but. L'autre arbitre assistant se tiendra dans le rond central pour surveiller les joueurs. En cas de présence d'arbitres assistants supplémentaires, ceux-ci doivent se placer à l'intersection de la ligne de but et de la surface de réparation, de chaque côté du but, sauf quand la technologie sur la ligne de but est utilisée, auquel cas la présence d'un seul arbitre assistant supplémentaire est nécessaire. L'arbitre assistant supplémentaire n°2 et l'arbitre assistant n°1 doivent surveiller les joueurs dans le rond central tandis que l'arbitre assistant n°2 et le quatrième arbitre doivent surveiller les surfaces techniques.

Sans arbitres assistants supplémentaires

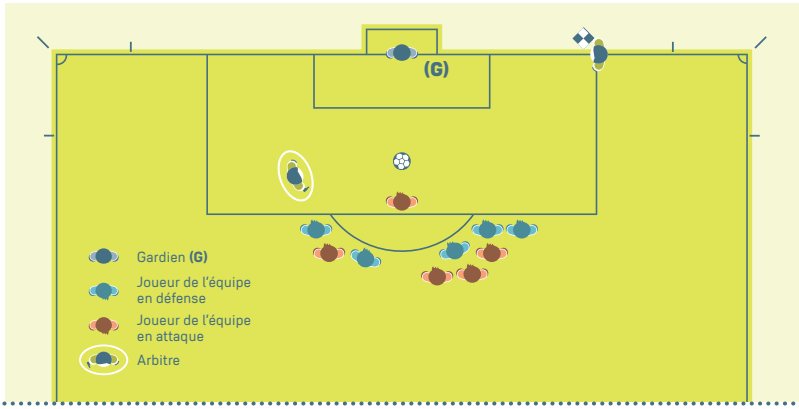


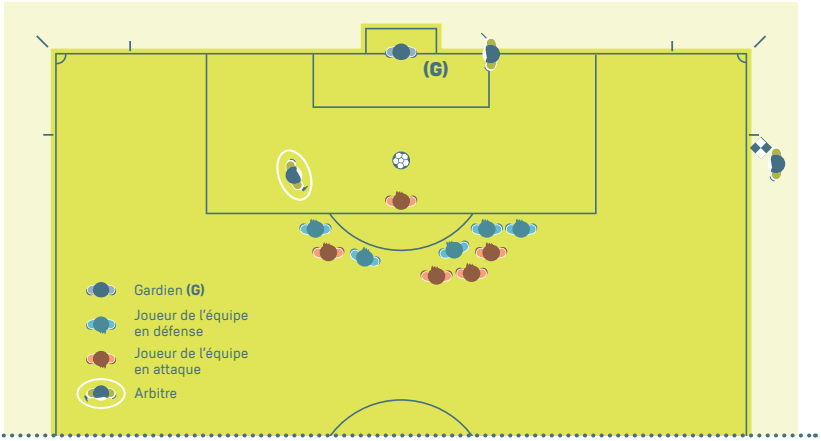
Avec arbitres assistants supplémentaires



Penalty

L'arbitre assistant doit se placer à l'intersection de la ligne de but et de la surface de réparation, sauf en présence d'un arbitre assistant supplémentaire puisque celui-ci occupe cette position tandis que l'arbitre assistant se place à hauteur du point de penalty (qui correspond à la ligne de hors-jeu).





Altercation générale

En cas d'altercation générale, l'arbitre assistant le plus proche peut entrer sur le terrain pour aider l'arbitre. L'autre arbitre assistant observera et consignera par écrit le déroulement de l'incident. Le quatrième arbitre doit rester aux alentours des surfaces techniques.

Distance du mur

Si un coup franc est accordé tout près de l'arbitre assistant, celui-ci peut entrer sur le terrain (en général à la demande de l'arbitre) pour contrôler que le mur se trouve bien à 9,15 m du ballon. Dans ce cas, l'arbitre attendra que l'arbitre assistant ait repris sa place pour siffler la reprise du jeu.

Remplacement

En l'absence de quatrième arbitre, l'arbitre assistant doit aller jusqu'à la ligne médiane pour participer à l'exécution des procédures de remplacement ; l'arbitre doit attendre que l'arbitre assistant ait repris sa place pour siffler la reprise du jeu.

En présence d'un quatrième arbitre, l'arbitre assistant n'a pas besoin d'aller jusqu'à la ligne médiane, car la procédure de remplacement est exécutée par le quatrième arbitre, sauf si plusieurs remplacements sont effectués en même temps, auquel cas l'arbitre assistant ira jusqu'à la ligne médiane pour aider le quatrième arbitre.


IFAB
FIFA
TEAM ONE
FIFA
ASSISTANT REFEREE
2023

Gestuelle, communication et usage du sifflet

1. Arbitres

Gestuelle

La gestuelle est le langage corporel qui aide les arbitres à :

- contrôler le match ;
- dégager de l'autorité et du sang-froid.

La gestuelle n'est pas l'explication d'une décision.

Signaux

Voir la Loi 5 pour consulter les illustrations des signaux.

Usage du sifflet

Un coup de sifflet est nécessaire pour signifier :

- le coup d'envoi (première et deuxième période du temps réglementaire et de la prolongation) et la reprise du jeu après un but ;
- l'interruption du jeu :
  - pour un coup franc ou un penalty ;
  - pour suspendre ou arrêter le match définitivement ;
  - à la fin de chaque période ;
- la reprise du jeu lors d'un :
  - coup franc lorsque le mur est placé à distance réglementaire ;
  - penalty ;
- la reprise du jeu après une interruption due à :
  - un avertissement ou une exclusion ;

- une blessure ;
- un remplacement.

Un coup de sifflet n'est PAS nécessaire pour signifier :

- l'interruption du jeu pour :
  - un coup de pied de but, un corner, une rentrée de touche ou un but lorsqu'ils sont évidents ;
- la reprise du jeu après :
  - la plupart des coups francs, coups de pied de but, corners, rentrées de touche ou balles à terre.

Un usage trop fréquent du sifflet affaiblira son impact.

Si l'arbitre souhaite que les joueurs attendent le coup de sifflet pour reprendre le jeu (par exemple pour s'assurer que les défenseurs se trouvent à 9,15 m du lieu d'exécution d'un coup franc), il doit clairement indiquer aux joueurs de l'équipe en attaque qu'ils doivent attendre le coup de sifflet.

Si l'arbitre donne un coup de sifflet par erreur et interrompt le jeu, le jeu reprend par une balle à terre.

2. Arbitres assistants

Signal sonore

Le système de signal sonore est un système complémentaire à n'utiliser que pour attirer l'attention de l'arbitre. Le signal sonore est notamment utile dans les situations suivantes :

- hors-jeu ;
- fautes (hors du champ de vision de l'arbitre) ;
- rentrée de touche, corner, coup de pied de but ou but lorsque les décisions sont délicates.

Système de communication électronique

En cas d'utilisation d'un système de communication électronique, l'arbitre informera les arbitres assistants avant le match des moments où il est adapté d'utiliser ce système de communication en plus – ou à la place – d'un signal visuel.

Technique de drapeau

Le drapeau de l'arbitre assistant doit toujours être déployé et visible par l'arbitre. Cela signifie que l'arbitre assistant doit porter son drapeau dans la main la plus proche de l'arbitre. Pour faire un signal, l'arbitre assistant doit interrompre sa course, se placer face au terrain, échanger un regard avec l'arbitre et lever son drapeau avec des gestes posés (sans agitation ni exagération). Le drapeau se veut une extension du bras. Les arbitres assistants doivent lever leur drapeau de la main qui sera utilisée pour le signal suivant. Si les circonstances changent et si le signal suivant doit se faire de l'autre main, l'arbitre assistant changera son drapeau de main au-dessous du niveau de la taille. Si l'arbitre assistant signale que le ballon est hors du jeu, il doit maintenir son signal jusqu'à ce que l'arbitre en prenne acte.

Si l'arbitre assistant signale une faute passible d'exclusion et que son signal n'est pas remarqué immédiatement :

- si le match a été interrompu, la reprise doit être modifiée conformément aux Lois du Jeu (coup franc, penalty, etc.) ;
- si le jeu a repris, l'arbitre pourra infliger la sanction disciplinaire, mais ne pourra accorder ni coup franc ni penalty.

Gestuelle

En règle générale, l'arbitre assistant doit s'abstenir de tout signe manifeste de la main. Cependant, dans certains cas, un signe discret de la main pourra aider l'arbitre. Tout signe de la main doit avoir une signification claire, définie lors de la discussion d'avant-match.

Signaux

Voir la Loi 6 pour consulter les illustrations des signaux.

Corner ou coup de pied de but

Si le ballon franchit la ligne de but, l'arbitre assistant lève son drapeau de la main droite (pour un meilleur champ de vision) pour informer l'arbitre que le ballon n'est plus en jeu, puis si cela s'est produit :

- près de l'endroit où se trouve l'arbitre assistant, celui-ci indique s'il convient d'accorder un coup de pied de but ou un corner ;
- loin de l'endroit où se trouve l'arbitre assistant, celui-ci consulte du regard l'arbitre et suit sa décision.

Lorsque le ballon franchit clairement la ligne de but, l'arbitre assistant n'a pas besoin de lever le drapeau pour indiquer que le ballon n'est plus en jeu. Si la décision de coup de pied de but ou de corner est évidente, il n'est pas nécessaire de l'indiquer, surtout si l'arbitre le signale déjà.

Fautes

L'arbitre assistant doit lever son drapeau lorsqu'une faute ou une incorrection est commise tout près de lui ou hors du champ de vision de l'arbitre. Dans toute autre situation, l'arbitre assistant ne doit donner son avis que si on le lui demande puis rapporter à l'arbitre ce qu'il a vu et entendu en indiquant les joueurs impliqués.

Avant de signaler une faute, l'arbitre assistant doit s'assurer que :

- la faute a été commise hors du champ de vision de l'arbitre ou que le champ de vision de l'arbitre était obstrué ;
- l'arbitre n'a pas appliqué la règle de l'avantage.

Si une faute ou une incorrection est commise et que l'arbitre assistant doit la signaler, il devra :

- lever son drapeau de la même main que celle qu'il utilisera pour le reste du signal, de manière à indiquer clairement à l'arbitre à quelle équipe le coup franc est accordé ;
- échanger un regard avec l'arbitre ;
- agiter légèrement son drapeau (en évitant tout mouvement trop ample ou agressif).

L'arbitre assistant doit faire preuve de discernement pour permettre au jeu de se poursuivre : il ne lèvera donc pas son drapeau si l'équipe victime de la faute peut bénéficier de l'avantage. Dans ce cas, il est très important que l'arbitre assistant et l'arbitre se consultent du regard.

Fautes à l'intérieur de la surface de réparation

Si une faute est commise par un défenseur à l'intérieur de la surface de réparation, hors du champ de vision de l'arbitre, notamment à proximité de l'endroit où se trouve l'arbitre assistant, ce dernier devra tout d'abord consulter l'arbitre du regard pour voir où il se trouve et quelle décision il a prise. Si l'arbitre n'a pas pris de décision, l'arbitre assistant signalera l'incident avec son drapeau et utilisera le signal sonore électronique, puis longera la ligne de touche en direction du poteau de corner.

Fautes hors de la surface de réparation

Si une faute est commise par un défenseur hors de la surface de réparation (à ses abords), l'arbitre assistant doit consulter l'arbitre du regard pour voir où il se trouve et quelle décision il a prise, puis signaler l'incident avec son drapeau si nécessaire. Dans les situations de contre-attaque, l'arbitre assistant doit être capable d'indiquer si une faute a été commise ou non et si la faute a été commise à l'intérieur ou à l'extérieur de la surface de réparation. Il précisera également la sanction disciplinaire à appliquer. L'arbitre assistant doit clairement se déplacer le long de la ligne de touche en direction de la ligne médiane pour indiquer que la faute a eu lieu hors de la surface de réparation.

But marqué ou non marqué

S'il est clair que le ballon a franchi entièrement la ligne de but, l'arbitre assistant le confirmera du regard à l'arbitre sans faire d'autre signal.

Si un but a été marqué sans qu'il soit possible de déterminer avec certitude si le ballon a franchi la ligne, l'arbitre assistant commencera par lever son drapeau pour attirer l'attention de l'arbitre et confirmera le but seulement ensuite.

Hors-jeu

En cas de hors-jeu, l'arbitre assistant doit tout d'abord lever son drapeau (de la main droite afin d'avoir un meilleur champ de vision) et si l'arbitre interrompt

le jeu, l'arbitre assistant doit utiliser son drapeau pour indiquer à quel endroit du terrain l'infraction a été commise. Si l'arbitre ne voit pas immédiatement le drapeau, l'arbitre assistant devra maintenir son signal jusqu'à ce que l'arbitre en prenne acte ou que le ballon soit clairement contrôlé par l'équipe en défense.

Penalty
Si le gardien de but a clairement quitté sa ligne avant que le ballon n'ait été botté et empêche qu'un but soit marqué, l'arbitre assistant doit signaler l'empiètement conformément aux instructions d'avant-match de l'arbitre.

Remplacement
Une fois que l'arbitre assistant a été informé d'une demande de remplacement (par le quatrième arbitre ou un officiel d'équipe), il doit faire un signe à l'arbitre lors de la prochaine interruption de jeu.

Rentrée de touche
Si le ballon franchit entièrement la ligne de touche :

- près de l'endroit où se trouve l'arbitre assistant, celui-ci indiquera la direction de la rentrée de touche à l'aide d'un signal direct ;
- loin de l'endroit où se trouve l'arbitre assistant et que la rentrée de touche est évidente, l'arbitre assistant en indiquera la direction à l'aide d'un signal direct ;
- loin de l'endroit où se trouve l'arbitre assistant, mais celui-ci a un doute sur la direction de la rentrée de touche, l'arbitre assistant lèvera son drapeau pour informer l'arbitre que le ballon est hors du jeu, consultera celui-ci du regard et suivra son signal (signal indirect).

3. Arbitres assistants supplémentaires

Les arbitres assistants supplémentaires utiliseront uniquement un système de radiocommunication (sans drapeau) pour communiquer avec l'arbitre. En cas de panne du système de radiocommunication, les arbitres assistants supplémentaires utiliseront une hampe de drapeau avec signal sonore électronique. En règle générale, les arbitres assistants supplémentaires doivent s'abstenir de tout signe manifeste de la main. Cependant, dans certains cas, un signe discret de la main pourra apporter une aide précieuse à l'arbitre. Tout signe de la main doit avoir une signification claire, définie lors de la discussion d'avant-match.

Une fois qu'il a décidé que le ballon a franchi entièrement la ligne de but dans le but, l'arbitre assistant supplémentaire doit :

- informer immédiatement l'arbitre via le système de communication qu'un but doit être accordé ;
- faire un signal clair du bras gauche perpendiculaire à la ligne de but en direction du centre du terrain (il doit également tenir la hampe de drapeau dans la main gauche). Ce signal n'est pas nécessaire lorsque le ballon a clairement franchi la ligne de but.

L'arbitre prendra la décision finale.

IFAB®



Autres conseils

1. **Avantage**
   L'arbitre peut laisser jouer l'avantage lorsqu'une faute ou une infraction est commise, mais il doit tenir compte des critères suivants pour décider d'appliquer ou non la règle de l'avantage :

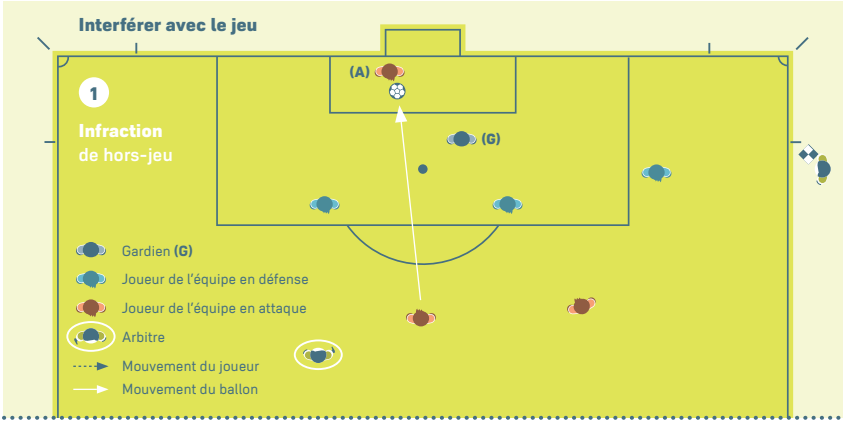
   - gravité de la faute : si l'infraction justifie une exclusion, l'arbitre doit interrompre le match et exclure le joueur à moins qu'une occasion de but manifeste ne se dessine ;
   - endroit où la faute a été commise : plus elle l'a été près du but adverse, plus l'avantage peut être décisif ;
   - probabilité d'une attaque dangereuse et immédiate ;
   - physionomie du match.

2. **Récupération des arrêts de jeu**
   De nombreux arrêts de jeu sont tout à fait normaux (rentrées de touche, coups de pied de but, etc.). Il convient donc de n'accorder de temps additionnel que si ces arrêts de jeu sont excessifs.

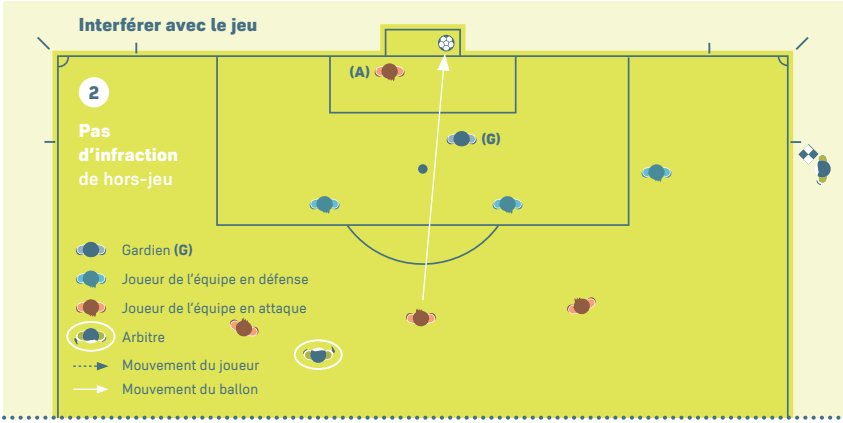
3. **Tenir/retenir un adversaire**
   Les arbitres sont appelés à intervenir rapidement et avec fermeté à l'encontre des joueurs qui tiennent/retiennent leur adversaire, notamment à l'intérieur de la surface de réparation lors des balles arrêtées. Dans ces situations, l'arbitre :

   - doit mettre en garde tout joueur qui tient/retient un adversaire avant que le ballon ne soit en jeu ;
   - doit avertir le joueur s'il continue de tenir/retenir l'adversaire avant que le ballon ne soit en jeu ;
   - doit accorder un coup franc direct ou un penalty et avertir le joueur s'il tient/retient l'adversaire après la mise en jeu du ballon.

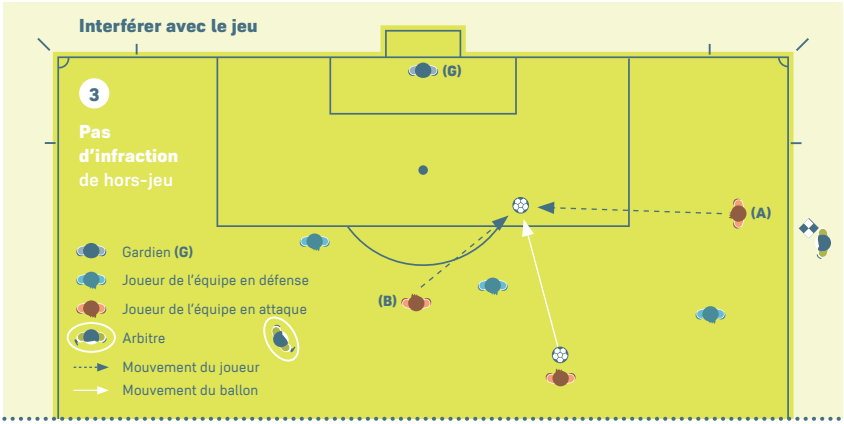
4. Hors-jeu



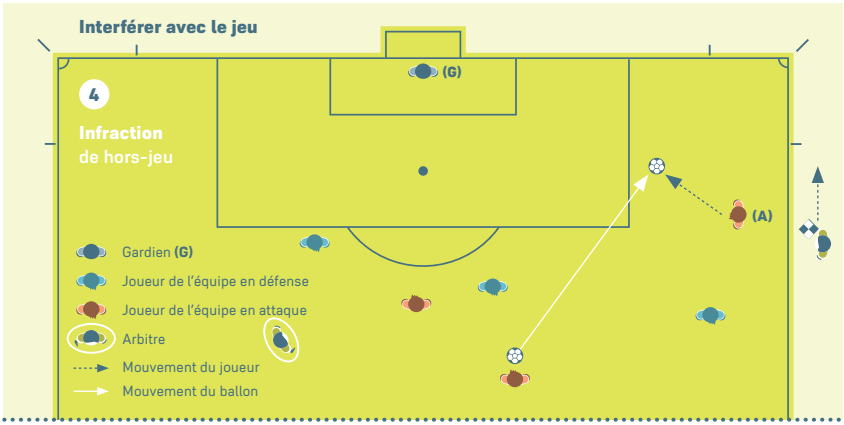
Un attaquant **en position de hors-jeu** (A), n'interférant pas avec un adversaire, **touche le ballon**. L'arbitre assistant doit lever son drapeau lorsque le joueur **touche le ballon**.



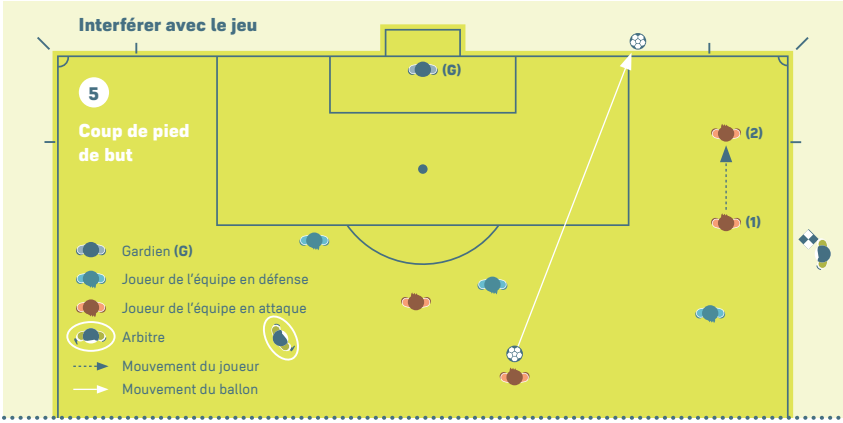
Un attaquant **en position de hors-jeu** (A), n'interférant pas avec un adversaire, **ne touche pas le ballon**. Le joueur n'a pas touché le ballon et ne peut donc pas être sanctionné.



Un attaquant **en position de hors-jeu** (A) court en direction du ballon, et un coéquipier qui n'est **pas en position de hors-jeu** (B) court aussi en direction du ballon et le joue. Le joueur A n'a pas touché le ballon et ne peut donc pas être sanctionné.



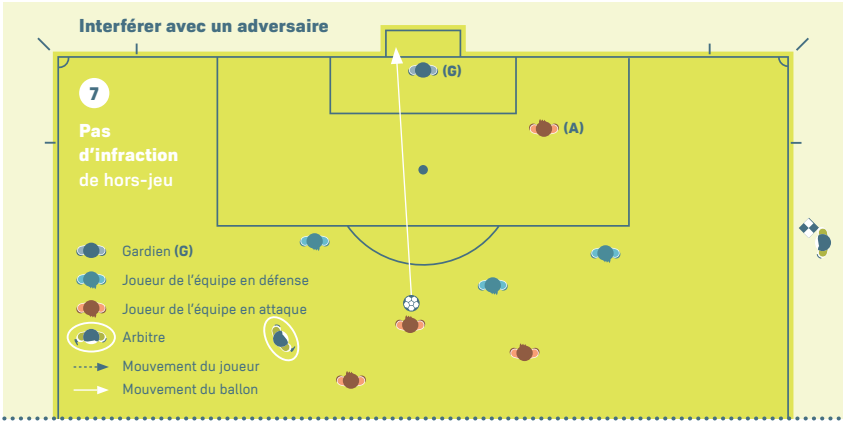
Un joueur **en position de hors-jeu** (A) peut être sanctionné avant que le ballon ne soit joué ou touché si, de l'avis de l'arbitre, aucun autre coéquipier qui n'est pas en position de hors-jeu n'est en mesure de jouer le ballon.



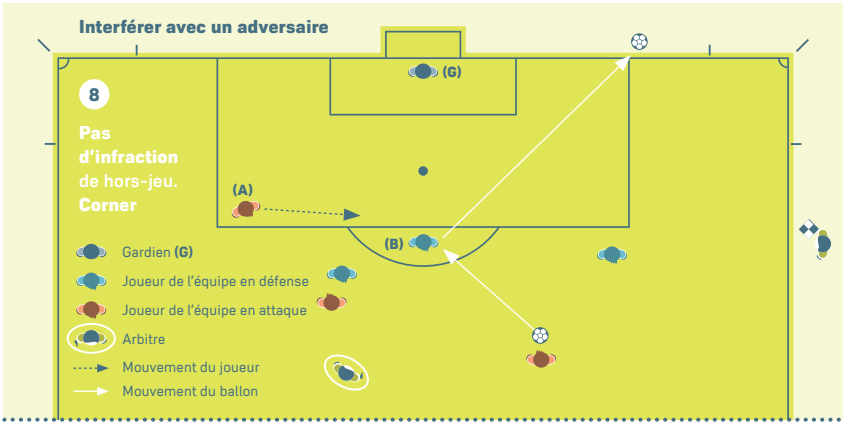
Un attaquant **en position de hors-jeu** (1) court en direction du ballon et **ne touche pas** le ballon. L'arbitre assistant doit signaler un **coup de pied de but**.



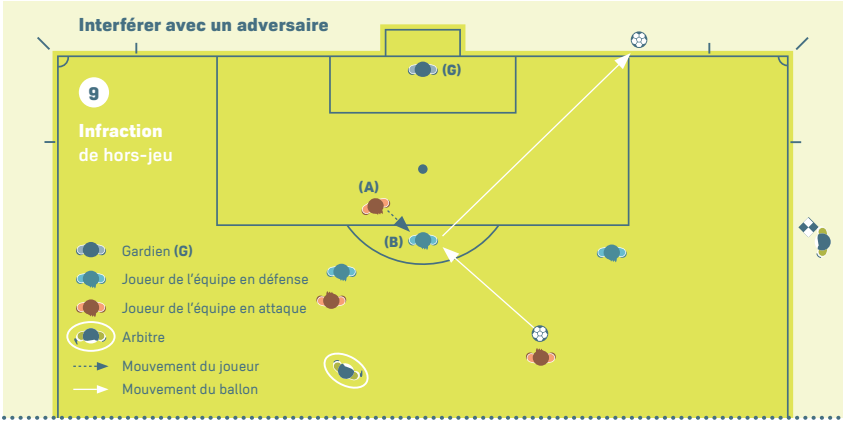
Un attaquant **en position de hors-jeu** (A) obstrue clairement le champ de vision du gardien de but. Il doit être pénalisé car il empêche un adversaire de jouer ou pouvoir jouer le ballon.



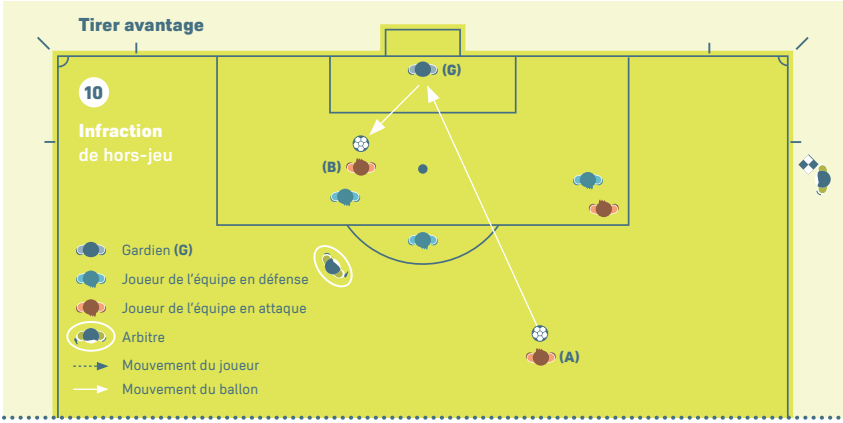
Un attaquant **en position de hors-jeu** (A) n'obstrue **pas** clairement le champ de vision du gardien de but ni ne dispute le ballon à un adversaire.



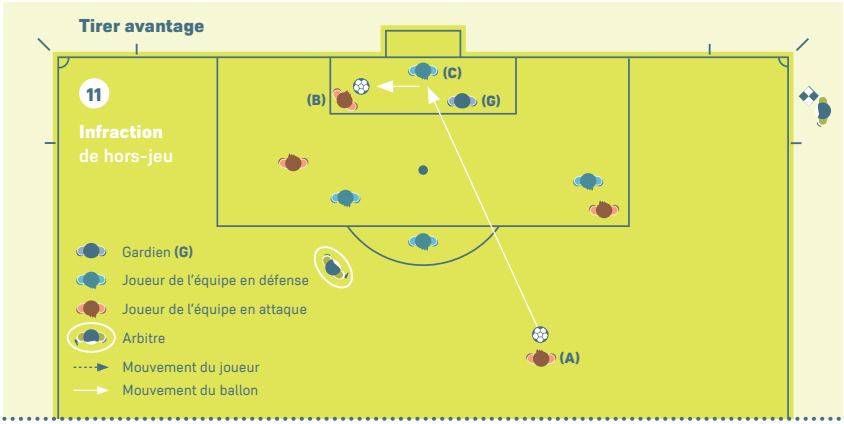
Un attaquant **en position de hors-jeu** (A) court en direction du ballon mais n'empêche pas l'adversaire de jouer ou de pouvoir jouer le ballon. Le joueur A ne dispute **pas** le ballon à son adversaire B.



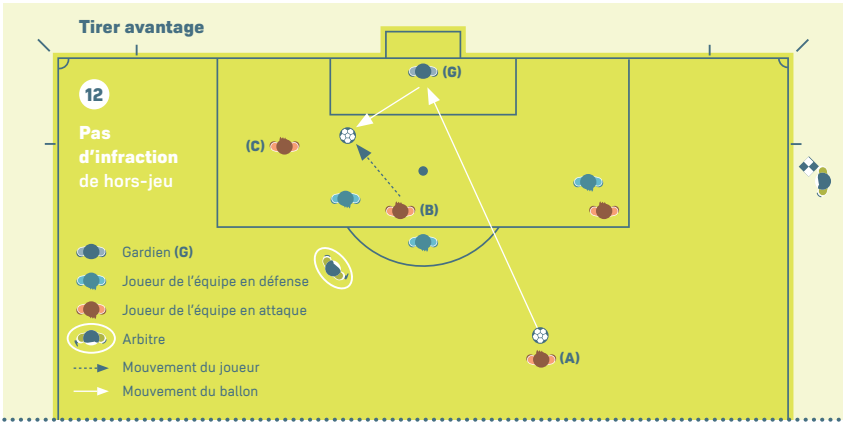
Un attaquant **en position de hors-jeu** (A) court en direction du ballon et empêche l'adversaire (B) de jouer ou de pouvoir jouer le ballon en lui disputant le ballon. Le joueur A dispute le ballon à son adversaire B.



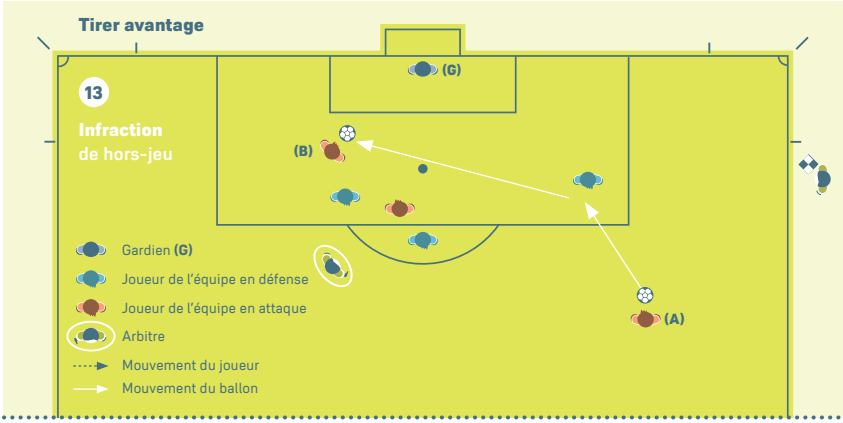
Un attaquant **en position de hors-jeu** (B) est sanctionné pour avoir **joué ou touché le ballon** qui a rebondi, a été dévié ou a été repoussé par le gardien, puisqu'il était **en position de hors-jeu** lorsque le ballon a été touché en dernier ou qu'il a été joué par l'un de ses coéquipiers.



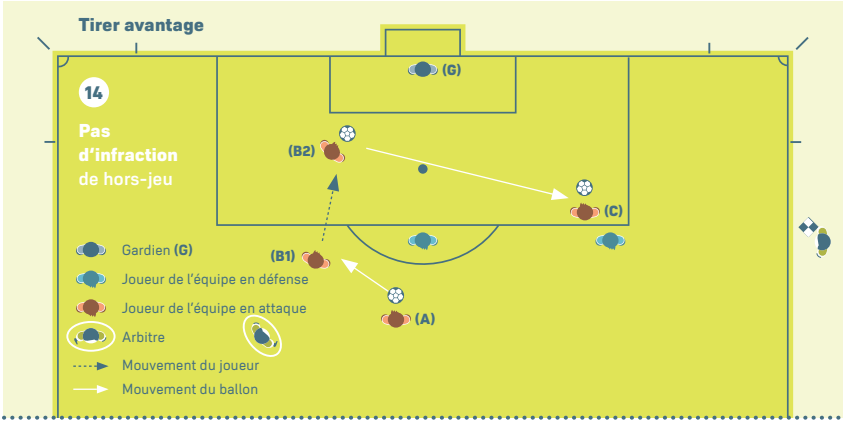
Un attaquant **en position de hors-jeu** (B) est sanctionné pour avoir **joué ou touché le ballon** qui a rebondi ou a été volontairement repoussé par un joueur de l'équipe en défense (C), puisqu'il était **en position de hors-jeu** lorsque le ballon a été touché en dernier ou qu'il a été joué par l'un de ses coéquipiers.



Le tir d'un coéquipier (A) ricoche sur le gardien, le joueur B n'est pas position de hors-jeu et joue le ballon tandis que le joueur C, **en position de hors-jeu**, n'est pas sanctionné car il n'a pas tiré avantage de sa position puisqu'il n'a pas joué le ballon.



Le tir d'un coéquipier (A) est dévié par un adversaire et arrive sur l'attaquant (B) qui doit alors être sanctionné pour avoir **joué ou touché le ballon** alors qu'il était auparavant **en position de hors-jeu**.



Un attaquant (C) **en position de hors-jeu** n'interfère pas avec l'adversaire lorsqu'un coéquipier (A) passe le ballon au joueur (B1) qui n'est pas en position de hors-jeu et court en direction du but adverse puis passe (B2) le ballon au coéquipier (C). L'attaquant (C) n'était **pas en position de hors-jeu** lorsque le ballon lui a été passé, et ne peut donc être sanctionné.

5. Blessures

La sécurité des joueurs est d'une importance cruciale et l'arbitre doit faciliter le travail du personnel médical, notamment en cas de blessure grave et/ou d'examen d'une blessure à la tête. Il s'agira notamment de respecter et de faciliter les protocoles d'examen et de soins convenus.

6. Examen/soins après une faute passible d'avertissement ou d'exclusion

Précédemment, un joueur blessé qui était examiné par un médecin sur le terrain devait sortir avant la reprise du jeu. Ceci est injuste lorsqu'un adversaire a entraîné la blessure, car l'équipe fautive profite alors d'une supériorité numérique lors de la reprise du jeu.

Cependant, cette règle a été mise en place car les joueurs utilisaient souvent l'excuse d'une blessure pour retarder la reprise du jeu pour des raisons tactiques.

Pour faire la part des choses entre ces deux situations injustes, l'IFAB a décidé que c'est uniquement à la suite commet une infraction à caractère physique pour laquelle l'adversaire est averti ou exclu qu'un joueur blessé pourra être rapidement examiné/soigné puis rester sur le terrain.

En pratique, le retard ne devrait pas être plus long qu'il ne l'est actuellement lorsqu'un membre de l'encadrement médical entre sur le terrain pour évaluer une blessure. La différence résidera en effet uniquement dans le fait que seul le membre de l'encadrement médical devra sortir du terrain au lieu que ce soit le membre de l'encadrement médical et le joueur, celui-ci pouvant rester sur le terrain.

Pour s'assurer que le joueur blessé ne profite pas ou ne prolonge pas le retard de façon abusive, il est recommandé aux arbitres de :

- bien comprendre la physionomie du match et toute raison tactique potentielle visant à retarder la reprise du jeu ;
- informer le joueur blessé que s'il a besoin d'assistance médicale, elle doit se faire rapidement ;
- faire un signal au membre de l'encadrement médical (non pas aux brancardiers) et, si possible, leur rappeler de faire vite.

Lorsque l'arbitre décide que le jeu doit reprendre :

- demander au membre de l'encadrement médical de sortir du terrain et au joueur de rester ; ou
- demander au joueur de quitter le terrain pour être examiné ou soigné (il est alors peut-être nécessaire de faire un signal aux brancardiers).

En règle générale, il est recommandé de ne pas retarder la reprise du jeu de plus de 20-25 secondes après le moment où tout le monde est prêt à reprendre le jeu, sauf en cas de blessure grave et/ou d'examen d'une blessure à la tête.

L'arbitre doit récupérer dans son intégralité cet arrêt de jeu.

Notes

Notes

Notes

Notes

Notes

Notes

Notes

IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD





IFAB®

THE INTERNATIONAL FOOTBALL ASSOCIATION BOARD

FA WALES FIFA